



Procès-verbal de la séance du Conseil du 11 juillet 2024

<p><u>Le Maire</u> <u>M. Michaël DELAFOSSE</u></p> <p>Date 15 OCT. 2024</p> <p>Signature </p>	<p><u>Le(a) Secrétaire de séance</u> <u>Mme Clara GIMENEZ</u></p> <p>Date 15 OCT. 2024</p> <p>Signature </p>
---	---



Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

PROCES-VERBAL



Ordre du jour du Conseil municipal

**Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024
- Salle du Conseil**

Adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal du 11 juillet 2024

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 26 mars 2024

Application des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales

1. Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2023 de la Ville de Montpellier – Approbation
2. Ressources - Expérimentation de la certification des comptes locaux - Rapport d'opinion du professionnel du chiffre sur les états financiers et attestation de conformité établie par la Cour des comptes - Exercice 2023 – Approbation
3. Services à la population et cohésion sociale - Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée à Montpellier et Grabels - Convention sur le fonctionnement du Comité Local pour l'Emploi (CLE) - Conventionnement de Hauts Val & Co pour le développement d'une Entreprise à But d'Emploi - Approbation - Autorisation de signature
4. Aménagement durable du territoire - Stade du Lieutenant-Normand - Convention de transfert de gestion entre l'État et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature
5. Services à la population et cohésion sociale - Préfiguration de la création d'un Établissement Public Local d'Enseignement International (EPLI) à Montpellier - Convention entre le Rectorat de Montpellier, la Ville de Montpellier, le Département de l'Hérault et la Région Occitanie - Approbation - Autorisation de signature
6. Services à la population et cohésion sociale - Accueil de collégiens temporairement exclus dans les Maisons pour tous - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et les collèges Marcel-Pagnol et Port-Marianne - Approbation - Autorisation de signature
7. Services à la population et cohésion sociale - Maisons pour Tous - Programme de rénovation des bâtiments - Évolution de la grille tarifaire - Approbation
8. Services à la population et cohésion sociale - Plan d'action 2024-2026 à destination des familles monoparentales - Approbation
9. Services à la population et cohésion sociale - Bouclier social Petite Enfance - Mise en œuvre du dispositif expérimental pour l'année 2024 - Attribution d'une aide financière au bénéfice des familles monoparentales pour l'accueil des enfants en horaires atypiques – Approbation
10. Services à la population et cohésion sociale - Maison de santé des femmes et maison des parents - Attribution de subvention au Centre hospitalier Universitaire de Montpellier - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
11. Rayonnement et attractivité du territoire - Soutien à la population ukrainienne - Memorandum d'accord de coopération entre la Ville de Montpellier, la Ville et l'Oblast de Lviv - Dispositif "Vacances-répit" - Reconduction pour l'été 2024 - Attribution d'une subvention - Approbation

12. Aménagement durable du territoire - Pacte "Montpellier ville désirable"- Approbation
13. Services à la population et cohésion sociale - Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA) - Rapport 2023 – Présentation
14. Aménagement durable du territoire - Définition des zones d'accélération des énergies renouvelables - Approbation
15. Ressources - Protection sociale complémentaire des agents de la Ville de Montpellier - Choix du dispositif et participation financière - Convention de mandat pour la procédure d'appel à concurrence de la convention de participation - Approbation - Autorisation de signature
16. Ressources - Plan d'action diversité et égalité professionnelle 2024-2026 de la Ville de Montpellier - Approbation
17. Services à la population et cohésion sociale - Mise en œuvre du Service Montpellierain de la Petite Enfance - Expérimentation des conseils de crèches - Présentation des résultats de la phase 1 - Lancement de la phase 2 – Approbation
18. Services à la population et cohésion sociale - Mise en œuvre du Service Montpellierain de la Petite Enfance - Renforcement de l'égalité des droits et des chances, soutien à la parentalité et déploiement d'une politique volontariste en santé environnementale - Etat d'avancement - Présentation
19. Services à la population et cohésion sociale - Mise en œuvre du Service Montpellierain de la Petite Enfance - Critères d'attribution des places en crèches municipales - Évaluation de la phase expérimentale – Approbation
20. Services à la population et cohésion sociale - Réalisation d'un Relais Petite Enfance dans le quartier Val de Croze - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat - Approbation - Autorisation de signature
21. Services à la population et cohésion sociale - Appel à projets à l'attention des gestionnaires à but non lucratif d'établissements d'accueil du jeune enfant pour la mise à disposition des futurs locaux d'une crèche dans le quartier de la Pompignane - Lancement - Approbation
22. Services à la population et cohésion sociale - Conventions Pluriannuelles d'Objectifs et de Moyens (CPOM) entre la Ville de Montpellier et les associations gestionnaires de structures Petite Enfance - Approbation - Autorisation de signature
23. Services à la population et cohésion sociale - Chorégraphie et petite enfance - Convention cadre de partenariat entre la Ville de Montpellier, le Centre Chorégraphique National de Montpellier et la Compagnie Satellite - Approbation - Autorisation de signature
24. Services à la population et cohésion sociale - Délégation de service public pour la gestion de la crèche municipale Liselotte - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature
25. Services à la population et cohésion sociale - Règlement de fonctionnement des temps périscolaires - Approbation
26. Services à la population et cohésion sociale - Mise en place de mini camps à destination des enfants fréquentant les accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) de la Ville de Montpellier - Tarification 2024 - Approbation
27. Services à la population et cohésion sociale - Projet "Notre École, Faisons-Là Ensemble" (NEFLE) - Fonds d'Innovation Pédagogique - Conventions entre la Ville de Montpellier et l'Education Nationale - Approbation - Autorisation de signature
28. Services à la population et cohésion sociale - Association Halte Pouce - Adhésion de la Ville de Montpellier - Approbation
29. Services à la population et cohésion sociale - Comédie du Livre 2024 - Parution du recueil de nouvelles "Les Mystères de Montpellier, tome 15" - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les Services Départementaux de l'Éducation Nationale et le Réseau CANOPE - Approbation - Autorisation de signature
30. Services à la population et cohésion sociale - Mise à disposition d'un local à l'association Tang'Hérault - Loyer minoré - Convention - Approbation - Autorisation de signature

31. Services à la population et cohésion sociale - Octroi de bourses initiatives jeunes - Approbation
32. Rayonnement et attractivité du territoire - Programmes de mobilité étudiante - Renouvellement 2024-2028 - Prise en charge des frais de scolarité - Versement de bourses et de frais divers - Approbation
33. Services à la population et cohésion sociale - Accueil à l'Hôtel de Ville de l'exposition photographique "Les Intruses" de Randa MAROUFI - Convention d'exposition entre la Ville de Montpellier et l'Institut des Cultures d'Islam - Approbation - Autorisation de signature
34. Rayonnement et attractivité du territoire - Restauration et valorisation des Geôles de Lauwe - Programme de valorisation - Demande de subvention - Approbation
35. Rayonnement et attractivité du territoire - Appel à projets d'investissement en faveur du développement des activités culturelles - Avenants aux conventions de subventions attribuées en 2022 - Approbation - Autorisation de signature
36. Rayonnement et attractivité du territoire - Établissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) Cité européenne du Théâtre et des arts associés - Modification des statuts - Approbation - Autorisation de signature
37. Rayonnement et attractivité du territoire - Appel à projets d'investissement à destination des artistes et des associations culturelles - Modification de la lettre de cadrage - Approbation
38. Rayonnement et attractivité du territoire - Pavillon Populaire - Exposition Gisèle FREUND - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Institut Mémoires de l'Édition Contemporaine (IMEC) - Approbation - Autorisation de signature
39. Rayonnement et attractivité du territoire - Association Uni'sons - Convention 2024-2027 d'objectifs avec l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature
40. Rayonnement et attractivité du territoire - Opération Cinéma sous les étoiles - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Tarif spécifique - Approbation - Autorisation de signature
41. Rayonnement et attractivité du territoire - Conditions d'intervention des éducateurs sportifs dans le temps scolaire - Convention entre la Ville de Montpellier et l'Académie de Montpellier - Année scolaire 2024-2025 - Approbation - Autorisation de signature
42. Services à la population et cohésion sociale - Contrat Local des Solidarités 2024-2027 entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Abrogation de la délibération n° V2024-047 - Approbation - Autorisation de signature
43. Services à la population et cohésion sociale - Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration (CTAI) entre la Préfecture, la Délégation Interministérielle à l'Accueil et à l'Intégration des Réfugiés (DIAIR) et la Ville de Montpellier - Bilan de l'exercice 2023 - Renouvellement pour l'exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
44. Rayonnement et attractivité du territoire - Cœur de Ville en Lumières - Conventions de partenariat entre la Ville de Montpellier et des écoles professionnelles des arts numériques - Approbation - Autorisation de signature
45. Rayonnement et attractivité du territoire - Marchés de Noël 2024 et 2025 - Conventions de mise à disposition à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault et à la Chambre de Commerce et d'Industrie d'un chalet pour les jeunes créateurs - Approbation - Autorisation de signature
46. Rayonnement et attractivité du territoire - Halles et Marchés - Exonération de redevances - Rachat de fonds de commerce - Approbation
47. Rayonnement et attractivité du territoire - Montpellier Grand Cœur - Aide à la rénovation des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions - Approbation
48. Aménagement durable du territoire - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Ovalie - Demande d'agrément de candidature de SOGEPROM-PRAGMA pour le lot 1 - Approbation
49. Aménagement durable du territoire - Vente de la parcelle BR 1 rue de Montels l'Eglise à Lattes

- à la Société Loti du sud - Approbation
50. Aménagement durable du territoire - Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) du quartier de la Mosson - Parcelle LR 268 - Désaffectation et déclassement du domaine public communal - Approbation
 51. Aménagement durable du territoire - Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) du quartier de la Mosson - Cession à SA3M de la parcelle LR 268 - Approbation
 52. Aménagement durable du territoire - Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) du quartier de la Mosson - Parcelles LR 70 et LR 278 - Déclassement du domaine public communal et désaffectation - Approbation
 53. Aménagement durable du territoire - Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) du quartier de la Mosson - Cession des parcelles LR 70 et LR 278 au groupe Office Santé - Approbation
 54. Aménagement durable du territoire - Constatation de transfert de propriété de la SA3M à la Ville de Montpellier du groupe scolaire Jeanne-Moreau phase 2 - Lot 5C2 de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du quartier de la Cité créative - Approbation
 55. Aménagement durable du territoire - Transfert en pleine propriété de l'emprise foncière du collège Les Aiguerelles au Département de l'Hérault - Transfert à Montpellier Méditerranée Métropole d'une voirie Avenue du Pont Trinquat et rue de l'Améthyste - Constitution d'une servitude pour le passage en tréfonds d'une canalisation - Approbation
 56. Aménagement durable du territoire - Constitution de réserves foncières agro-naturelles - Acquisition de parcelles auprès du Groupement Foncier Agricole de Flaugergues - Domaine de Grammont - Approbation
 57. Aménagement durable du territoire - Église Sainte-Eulalie - Convention de servitude de passage d'un réseau d'eaux pluviales entre la Ville de Montpellier et la copropriété Le Clos de la Merci - Parcelle cadastrée BX 511 - Approbation - Autorisation de signature
 58. Aménagement durable du territoire - Modification de la servitude de passage d'une canalisation pour un réseau d'assainissement au profit de Montpellier Méditerranée Métropole - Parcelles cadastrées SC 25 et SC 104, avenue Raymond Dugrand - Approbation
 59. Aménagement durable du territoire - Concession d'Aménagement Nouveau Grand Cœur - Garantie d'emprunt à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) Concessionnaire - Approbation
 60. Aménagement durable du territoire - Concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur - Avenant n°13 - Approbation - Autorisation de signature
 61. Aménagement durable du territoire - Concession d'Aménagement Parc Marianne Rive Gauche - Garantie d'emprunt à la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (SERM) Concessionnaire - Approbation
 62. Aménagement durable du territoire - Commune de Montpellier - Concession d'Aménagement Pompignane - Garantie d'emprunt à la SA3M - Approbation
 63. Aménagement durable du territoire - Droit de préemption urbain - Convention-cadre entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat - Bilan annuel 2023/2024 - Prorogation - Approbation - Autorisation de signature
 64. Aménagement durable du territoire - Domaine de Veyrassi - Avenue du Pic Saint-Loup - Convention d'occupation du domaine public de l'Etat - Avenant de cession de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature
 65. Aménagement durable du territoire - Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades 2022-2026 - Attribution de subventions - Approbation
 66. Hors commission - Cession de parcelles de la Ville de Montpellier à Autoroutes du Sud de la France (ASF) – Approbation
 67. Aménagement durable du territoire - Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Marché de maintenance et de travaux

de voirie - Approbation - Autorisation de signature

68. Aménagement durable du territoire - Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Marché de Mobilier urbain - Travaux de dépose et de pose, maintenance et fournitures - Approbation - Autorisation de signature
69. Aménagement durable du territoire - Déclaration portée par France Urbaine en faveur d'un nouveau règlement européen sur les systèmes alimentaires durables permettant d'accroître la part d'achat de produits de proximité dans la restauration collective publique - Approbation
70. Services à la population et cohésion sociale - Bien-être animal - Bilan - Feuille de route 2020-2026 - Présentation
71. Services à la population et cohésion sociale - Parc de Lunaret - Exposition "Sauvage : Les gorilles des plaines" - Contrat d'exposition entre Monsieur Guilhem DUVOT et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature
72. Services à la population et cohésion sociale - Parc de Lunaret - Spectacle "Hybride" - Contrat de partenariat entre la compagnie de danse Olaf LinËsky et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature
73. Rayonnement et attractivité du territoire - Organisation de la manifestation O'Millésimes 2024 - Convention entre la Ville de Montpellier, le Domaine d'Ô et le Syndicat AOP Languedoc - Approbation - Autorisation de signature
74. Rayonnement et attractivité du territoire - Futurapolis santé - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Le Point pour la co-organisation de la huitième édition de Futurapolis Santé à Montpellier - Approbation - Autorisation de signature
75. Rayonnement et attractivité du territoire - Forum "Le Monde Nouveau" - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Midi-Libre pour la co-organisation de la cinquième édition à Montpellier - Approbation - Autorisation de signature
76. Services à la population et cohésion sociale - Service d'assistance en temps réel pour la gestion des risques hydrométéorologiques - Convention de entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature
77. Services à la population et cohésion sociale - Convention de coordination 2021-2023 entre la Ville de Montpellier et les forces de sécurité de l'État - Avenant n°2 de prolongation - Approbation - Autorisation de signature
78. Services à la population et cohésion sociale - Interventions de la Police Municipale sur la thématique de la Sécurité Routière dans les écoles élémentaires - Convention 2024-2025 entre la Ville de Montpellier et l'Éducation Nationale - Approbation - Autorisation de signature
79. Services à la population et cohésion sociale - Escortes des équipes de joueurs du Montpellier Hérault Sport Club (MHSC) et visiteurs par des agents de la Police Municipale - Convention pour la saison sportive 2024-2025 - Approbation - Autorisation de signature
80. Services à la population et cohésion sociale - Escortes des équipes joueurs du Montpellier Hérault Rugby (MHR) et visiteurs par des agents de la Police Municipale - Convention pour la saison 2024-2025 - Approbation - Autorisation de signature
81. Services à la population et cohésion sociale - Festival Palmarosa 2024 - Convention pour l'intervention d'agents de la Police Municipale - Approbation - Autorisation de signature
82. Services à la population et cohésion sociale - Délégation de Service Public Fourrière Automobile - Modification des tarifs 2024 - Approbation
83. Aménagement durable du territoire - Convention de servitude entre la Ville de Montpellier et la société Enedis sur la parcelle cadastrée SE 036 située Plaine du Mas de Carbonnie à Montpellier - Approbation - Autorisation de signature
84. Aménagement durable du territoire - Gestion immobilière du parc locatif relevant du domaine public et privé - Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature
85. Aménagement durable du territoire - Missions de diagnostics techniques dans les immeubles -

- Convention constitutive d'un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature
86. Ressources - Achat de Prestation de contrôles réglementaires des véhicules et engins techniques - Convention constitutive d'un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature
 87. Ressources - Achat de prestations de maintenance et de réparation pour tous types de véhicules - Convention constitutive d'un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature
 88. Ressources - Nouvelle bonification indiciaire (NBI) - Majoration pour des agents de la police municipale exerçant leur mission en Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) - Approbation
 89. Hors commission - Contentieux ROUDET contre la Ville de Montpellier - Protocole transactionnel - Approbation
 90. Ressources - Modification du tableau des emplois et des effectifs - Approbation
 91. Ressources - Relations institutionnelles entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention de service commun - Avenant - Autorisation de signature
 92. Ressources - Mises à disposition de personnels - Conventions - Approbation - Autorisation de signature
 93. Ressources - Modification du règlement du temps de travail - Organisation de séjours pour les accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) adolescents et séjours familles - Approbation
 94. Ressources - MedVallée - Programme de Recherche et Développement DINAMICS pour le dépistage de l'insulinorésistance chez les agents publics - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, Innov Biotech et Predia - Approbation - Autorisation de signature
 95. Ressources - Monnaie locale La Graine - Convention de partenariat 2024-2026 entre l'association Alternatives pour le Développement Économique et Social Local (ADESL) et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature
 96. Ressources - Mise à jour des tarifs 2024 - Modification de la délibération n°V2023-448 - Approbation
 97. Ressources - Moyens alloués aux groupes d'élus - Affectation de collaborateurs - Modification de la délibération n° V2020-082 - Approbation
 98. Hors commission - Commission d'Appel d'Offres (CAO) - Commission de Délégation de Service Public (CDSP) – Réélections
 99. Hors commission - Représentations du Conseil municipal - Désignations – Approbation
 100. Hors commission - Représentations du Conseil municipal - Désignations au sein des conseils d'établissements scolaires - Approbation M. Michaël DELAFOSSE
 101. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Accessibilité Universelle"- Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
 102. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique " Bien-être animal" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
 103. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Cohésion sociale" - Exercice 2024 - Conventions - Approbation - Autorisation de signature
 104. Hors commission - Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "Commerce et Artisanat" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
 105. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
 106. Hors commission - Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "Ville éducative et réussite scolaire" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
 107. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Enfance" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

108. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Jeunesse" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
109. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les discriminations" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
110. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
111. Hors commission - Projet Montpellier Zéro Bidonville - Attribution d'une subvention à l'association Quatorze - Exercice 2024 - Convention - Approbation - Autorisation de signature
112. Hors commission - Attribution de subventions dans la thématique "Relations Internationales" - Exercice 2024 - Conventions - Approbation - Autorisation de signature
113. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
114. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Sécurité et Prévention" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
115. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre des thématiques "Sports" et "Partenariat sports" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
116. Hors commission - Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "Partenariat sports" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
117. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Vie associative" - Exercice 2024 - Conventions - Approbation - Autorisation de signature
118. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Vivre ensemble" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature
119. Aménagement durable du territoire - Création d'une unité de Valorisation Energétique des Boues (UVEB) dans la station de traitement des eaux usées Maera à Lattes - Demande d'autorisation environnementale présentée par la Régie des eaux - Avis
120. Ressources - Rapport d'activité 2023 de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)
121. Ressources - Rapports Annuels des Délégués (RAD) de Service Public - Exercice 2023
122. Ressources - Rapport d'activité 2023 de la Commission de Contrôle des Comptes (CCC)
123. Ressources - Chambre Régionale des Comptes Occitanie (CRC) - Rapport d'observations définitives - Adaptation au changement climatique - Exercices 2018 et suivants
124. Ressources - Chambre Régionale des Comptes (CRC) Occitanie - SAEML Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM) - Actions entreprises à la suite du rapport d'observations définitives - Exercices 2015 à 2021 - Présentation
125. Ressources - Chambre Régionale des Comptes (CRC) Occitanie - Rapport d'observations définitives de la CRC Occitanie - Exercice 2015 et suivants - Bilan des actions à 1 an - Présentation

.....

Convoqué le 5 juillet 2024, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le jeudi 11 juillet 2024 à 9 heures, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absents excusés :

Jacques DOMERGUE, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Secrétaire de séance :

Clara GIMENEZ.

Monsieur le Maire : Chers collègues, bonjour à tous, merci d'être présent pour ce Conseil municipal. Quelques informations de début de Conseil, avant que Madame GIMENEZ procède à l'appel.

D'abord, le plafond sous lequel nous travaillons dans cette salle du Conseil municipal est une œuvre d'art réalisée par l'artiste Alain FLEISCHER, qui a voulu représenter une scène de la Révolution française extraite du film d'Abel GANCE de 1927, « *Napoléon* » – puisqu'évidemment il y a la période impériale, mais il y a aussi la période révolutionnaire. Il avait choisi cet extrait du film d'Abel GANCE pour illustrer les valeurs démocratiques. Il se trouve que ce film, jusqu'à il y a peu, il était impossible de le voir. Après un énorme travail de restitution et de mise en musique grâce au service public de Radio France – c'est quand même autre chose que BOLLORÉ – le film « *Napoléon* » va être projeté dans le cadre du festival de Radio France. Une diffusion a eu lieu à la Cinémathèque à Paris, et maintenant c'est Montpellier. C'est donc un grand honneur, une grande chance. En entendant *La Marseillaise*, je me disais qu'il fallait peut-être rappeler et vous inviter au Corum lundi et mardi prochain dans la salle Berlioz.

Autre information importante, nous avons délibéré en ce Conseil au sujet de la troisième caserne des pompiers, la première pierre a été posée lundi dernier, ouverture décembre 2025. Ainsi, nous renforçons la protection des Montpelliérains, la défense incendie au Sud de la Ville. Nous serons appelés à participer budgétairement à hauteur de 20 %. Je remercie Maryse FAYE pour toute la complexité foncière qu'il a fallu surmonter pour pouvoir installer ce centre, qui sera très moderne, très opérationnel. Davantage de pompiers seront présents dans la Ville pour assurer la sécurité.

Autre dossier important, nous allons dans ce Conseil municipal avoir des délibérations sur des financements de dispositifs de soutien aux femmes seules avec enfants. On a ouvert la Maison des femmes – Alexandra LAMY marraine ce dispositif et surtout les équipes du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) et du Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) – dans le quartier de la Pompignane, qui permet d'accompagner les femmes victimes de violence. Ça vient en complément évidemment des dispositifs existants. Il y aura une inauguration plus officielle – parce qu'il y avait la période de réserve – mais c'est très important.

Autre sujet difficile pour les usagers du tramway, pour les commerçants autour du chantier, puisque nous livrons la dernière phase de réparation des rails du tramway, boulevard du Jeu de Paume. Je veux quand même expliquer : il a été fait un choix de pierres qui s'affaissent, le rail est en danger, donc on prend un béton désactivé. Parallèlement, nous faisons la connexion sur la ligne 3 et la ligne 5, le calendrier sera tenu : réouverture aux usagers de la ligne 3 pour la rentrée scolaire. Je ne vous cache pas qu'il faut saluer l'ensemble des équipes, parce que le chantier fait découvrir d'autres malfaçons qu'il aurait été d'une manière ou d'une autre nécessaire de traiter.

Autre élément très important, l'Université Paul-Valéry – dont je veux saluer sa Présidente et l'ensemble de la communauté universitaire – a vu un projet qui a été mis sur plan en 2008 se réaliser, ce n'est pas rien : l'Atrium s'est ouvert. C'est la nouvelle bibliothèque de l'Université, et c'est un très beau geste architectural dans notre Ville, qui doit être hospitalière à la création architecturale. La Présidente a eu des mots très forts, elle dit « *c'est une bibliothèque pour les étudiants, c'est une bibliothèque pour les habitants de Montpellier, c'est le service public de l'Université* ». D'ailleurs, dans l'histoire, le tramway aurait dû être en service en 2017, la place refaite en 2017 et la bibliothèque livrée en 2024. Bon, eh bien, c'est l'Université qui a été première et nous, nous sommes seconds. Mais le rendez-vous est pris pour que, fin septembre-début octobre, le parvis Marc-Bloch soit inauguré – l'ancien parking qui était devant le portail Vasarely – symbole de la mise en œuvre du plan

campus. Les collègues qui étaient élus en 2008 se souviennent de la mobilisation extraordinaire entre les collectivités territoriales et la communauté universitaire pour être au rendez-vous du plan campus.

Autre information, le programme des festivités du 13 et 14 juillet. Nous souhaitons chaque rendre hommage aux forces qui nous protègent : pompiers, policiers, réserves communales de sécurité, les porte-drapeaux, travail de mémoire, mais aussi la retraite aux flambeaux avec les enfants – parce que la République, elle se partage, elle s'approprie. La fanfare du réveil de Cournonterral qui sera en ouverture, le 13 juillet. Il y aura comme l'année dernière – et je veux en remercier les équipes du protocole très chaleureusement – un son et lumière cette fois-ci consacré à Victor HUGO, son action inspirée des combats de la Révolution française. Le concert public de l'Orchestre national de Montpellier sur le parvis de la Mairie, qui est offert à tous et à toutes. Monsieur le Directeur général, il va falloir qu'on s'organise, parce que le concert d'ouverture de Radio France s'est fait à l'esplanade de l'Europe, il y avait 10 000 personnes : on sent que les gens ont envie d'être ensemble, de partager, et quelque chose me dit qu'il va falloir rajouter des chaises supplémentaires. En tout cas merci aux équipes, c'est un dimanche, et après, le traditionnel feu d'artifice sera lancé de Port Arianne.

Autre sujet important, vous l'avez sur vos tables – merci à toutes les équipes de la communication sous l'autorité de Sébastien COTE, Boris BELLANGER et des élus – un supplément donne des éléments très forts sur la libération de notre Ville, juillet-août 1944, après le débarquement de Normandie – ça ne raconte pas tout, sinon on aurait dû faire 800 pages. Cela permet de s'approprier certains éléments qui n'avaient pas forcément été bien connus. Je pense notamment à la maison d'Izieu, aux liens que Montpellier possède avec cette figure incroyable qu'est Sabine ZLATIN ou le père PRÉVOST, le témoignage du peintre Vincent BIOULÈS ou les victimes civiles des bombardements de l'industrie. Les plus vieux Montpelliérains ont ça très présent dans leur mémoire. Le 5 juillet, jour pour jour, quasi heure pour heure, nous avons dévoilé une plaque mémorielle dans la zone qui a été victime des bombardements : on a rendu ainsi hommage aux victimes civiles qui ont perdu la vie sous les bombes américaines, qui avaient des objectifs militaires, mais le vent a été présent et a conduit à cette tragédie, qu'est la perte de vies civiles ; avec ce témoignage bouleversant, de ceux qui étaient enfants. Il y a d'autres manifestations, et évidemment les cérémonies. Je crois que dans la diversité du Conseil municipal, évidemment, être présent est important.

Évidemment, on va souhaiter de bonnes vacances aux petits Montpelliérains, qui ont tous reçu en CM2 pour partir en Sixième *Le tour du monde en 80 jours*, qui a été offert. Sans esprit de polémique, il y a eu un débat interminable dans les municipalités sur le port de l'uniforme : je crois que notre énergie doit être mise sur la qualité du périscolaire, sur la construction de bibliothèques dans les écoles, de livres, c'est des choix d'affectation de moyens.

Une dernière information qui tient plus à la vie de notre Assemblée. Je veux comme en Conseil de Métropole féliciter très chaleureusement les Députés qui ont été élus, en particulier ceux issus du Nouveau front populaire. Ils sont maintenant à la Chambre et ils doivent travailler. Je prends acte de l'élection d'un député sur la 9^e circonscription : ce n'est pas celui pour qui j'ai apporté mon soutien, ni d'ailleurs personne dans le Conseil municipal. Nous aurons à avoir les règles républicaines, au sens strict. Mais Madame DOMBRE COSTE, qui est membre de notre Assemblée, Première Adjointe, à la fois du fait de ses convictions, ses engagements et de la loi, aura à démissionner. Nous aurons à délibérer en Conseil municipal – je ne peux pas encore vous indiquer quand – sur un nouvel ordre protocolaire et une évolution des délégations. Nous aurons à travailler ça et les quelques jours de juillet vont aider à pouvoir appréhender ce sujet. Je veux l'excuser ce matin, elle n'est pas là, elle continuera à siéger au sein de notre Assemblée, comme Madame MIRALLÈS, qui a été parlementaire et qui est encore membre du Gouvernement de la République, en charge de la mémoire des anciens combattants. Je veux saluer évidemment les relations que nous avons eues et puis aussi sa prise de

position de second tour, comme les autres anciens Députés, d'appel au front républicain.

Allez, je ne vais pas plus loin, je donne la parole à Madame GIMENEZ pour faire l'appel, et puis ensuite, on examine l'ordre du jour.

Madame Clara GIMENEZ procède à l'appel.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame GIMENEZ. Nous avons le quorum, nous pouvons délibérer.

Monsieur le Maire déclare la séance ouverte.

Monsieur le Maire : D'abord une application de l'article 50 du règlement intérieur sur la constitution des groupes d'élus. Il m'a été indiqué que le groupe *Les écologistes*, présidé par Madame Coralie MANTION, était constitué, composé de quatre personnes. Nous prenons acte du départ de Madame Stéphanie JANNIN du groupe *Montpellier Citoyens* qui siègera comme non-inscrite et que Monsieur DOMERGUE siègera dans le groupe *Montpellier Citoyens*. Voici donc l'évolution des groupes de l'Assemblée, ça n'appelle pas de vote, c'est une information. Chaque groupe est doté de moyens afférents, comme le prévoit le Code général des collectivités territoriales.

Adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal du 11 juillet 2024

Monsieur le Maire : Approbation de l'ordre du jour. Je vous propose le retrait de l'affaire 66, une modification sur l'affaire 96 et sur l'affaire 100. Je propose de procéder au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

L'ordre du jour, qui comporte désormais 124 affaires, est adopté à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 26 mars 2024

Monsieur le Maire : Approbation du procès-verbal du Conseil municipal du 26 mars 2024. Y a-t-il des questions, des remarques ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

Le procès-verbal du 26 mars 2024 est adopté à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Application des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales

Monsieur le Maire : Synthèse des décisions, c'est une prise d'acte.

Le Conseil prend acte.

1. Ressources - Compte administratif et compte de gestion 2023 de la Ville de Montpellier – Approbation

Mme H. EMAD entre en séance.

Monsieur le Maire : C'est le compte administratif (CA). Comme de coutume et réglementairement, je quitte la salle. C'est le Second Adjoint qui assurera la présidence de nos débats, Monsieur REYNAUD et évidemment Monsieur ASLANIAN, comme élu aux finances.

M. M. DELAFOSSE (avec le pouvoir de Mme DOMBRE-COSTE) sort de séance. Monsieur Manu REYNAUD, Deuxième Adjoint au Maire, assure la présidence de séance, en l'absence de Monsieur le Maire et de Madame la Première Adjointe au Maire.

Manu REYNAUD : Merci. Bonjour à toutes et bonjour à tous. Monsieur ASLANIAN, je vous propose de commencer.

Michel ASLANIAN : Merci Monsieur le Président de séance. Je vais vous présenter le compte administratif 2023, qui est le document qui retrace l'ensemble des dépenses réelles et des recettes exécutées au cours de l'exercice. Nous aurons à la fin à voter sur des chiffres, que nous afficherons, mais il nous a semblé bon de retracer le contexte dans lequel ce compte administratif a été élaboré. On va préciser le contexte économique dans lequel il a été élaboré, nous allons vous parler de notre gestion financière, nous allons évoquer les grands équilibres et enfin nous parlerons des chiffres clés de ce compte administratif.

Alors au sujet du contexte, bien entendu, vous le savez, on en parle depuis quelques années maintenant, nous avons vécu et subi un quadruple choc de l'inflation, des coûts d'énergie, une hausse des taux d'intérêt et un marché de l'immobilier qui nous ont fortement contraints. Au niveau des taux d'inflation, c'est toujours utile de le rappeler, nous sommes partis de 0,5 % en début de mandat, nous sommes arrivés à 5,2 en 2022 ; nous en sommes à 4,9 % d'inflation en 2023. Ça a évidemment une influence sur nos dépenses. Sur l'énergie, nos charges ont été multipliées par 2,5, nous sommes passés de 3,4 millions à 8,5 millions. Les taux d'intérêt ont largement progressé, les taux courts sont passés de 0 à 4,8 % et les taux longs de 1 % à 4,5 %. Enfin, nous avons eu une baisse des droits de mutation, sur le marché de l'immobilier, qui est en baisse, puisque nous avons perdu 3 millions d'euros entre 2022 et 2023.

Dans ce contexte, nous avons souhaité maintenir les quatre piliers de la stratégie financière du mandat, à savoir la stabilité des taux de fiscalité : nous les avons maintenus en 2023 et nous les maintiendrons, comme nous l'avons promis, pour toute la durée de notre mandat. Nous avons tenté et réussi à pérenniser notre autofinancement, avec un taux d'épargne brut très favorable de 15 %. Nous avons maîtrisé notre dette, c'était extrêmement important, les services s'y emploient tous les jours. Nous avons une capacité de désendettements à 5 ans. Si on se compare aux villes similaires, nous sommes parmi les plus favorables. Nous avons continué à faire nos investissements dans le cadre de notre Programmation Pluriannuelle d'Investissements (PPI) ambitieuse avec 143 millions de dépenses d'équipement en 2023, qui est un niveau record depuis les lois de décentralisation, et surtout un taux de réalisation de 85 %.

Notre gestion financière est responsable. Nous avons souhaité faire de Montpellier une pionnière de la qualité comptable, nous le verrons dans l'affaire suivante, puisque nous parlons de la certification de notre compte par notre Commissaire aux comptes. Nous sommes certifiés pour la troisième année consécutive. J'en parlerai un peu plus longuement tout à l'heure, mais c'est vraiment de notre part, c'est un souhait, ce n'est pas une obligation. C'est une volonté politique de transparence, de sincérité des comptes et de maîtrise des risques financiers. C'est une reconnaissance du travail fourni par les équipes administratives et notre objectif est de continuer et de maintenir cette certification jusqu'à la fin du mandat.

La loi nous impose d'établir un budget climat pour les dépenses d'équipement du compte administratif 2024. Nous avons choisi de l'anticiper dès le compte administratif 2023, afin d'interroger l'impact de nos dépenses sur le climat. Bien entendu, nous allons compléter ce budget climat par une perspective sociale, sanitaire et économique. Nous vous présenterons ces résultats de ce budget climat avec les orientations avec le prisme social et sanitaire économique au deuxième semestre 2024. Quelques remarques sur le budget climat pour ceux qui ne le savent pas. Il sera séparé en quatre parties, plus une : les dépenses très favorables (par exemple, la neutralité carbone, les repas végétariens, la plantation des arbres, la végétalisation, les véhicules électriques, etc.) ; les dépenses favorables, permettant une réduction des émissions, de manière insuffisante (par exemple, la rénovation énergétique des bâtiments) ; les dépenses neutres, qui n'ont pas d'impact sur la trajectoire de la neutralité carbone ; les dépenses défavorables, qui sont incompatibles avec la neutralité carbone (par exemple, les véhicules utilitaires thermiques, vous savez qu'on a une position très volontaire là-dessus, mais il y a encore des endroits où il n'est pas possible d'avoir des véhicules électriques, Comme pour les caterpillars). Une autre catégorie qui pour ce qui pour l'instant n'est pas encore défini très précisément par la loi, c'est-à-dire que nous manquons d'informations pour savoir classer (par exemple les agrocarburants, dans quelle strate ils seront classés ?).

Les grands équilibres, venons-en aux chiffres. Un budget de 578 millions d'euros, dont 451 millions d'euros affectés aux dépenses, aux politiques publiques, 90 millions d'euros aux dépenses non affectées – nous allons voir ce que c'est – et 36 millions d'euros de dépenses d'ordre. Pour les 451 millions : 200 millions de dépenses de personnel – on aura un focus dessus – 143 millions de dépenses d'équipement et 102 millions de dépenses courantes et subventions. Au niveau des dépenses non affectées : 19 millions de remboursement du capital, 15 millions de gestion active de la dette, 35 millions d'attributions de compensation, 13 millions de versement d'avances. Au niveau des dépenses d'ordre : 25 millions de dépenses d'amortissement, de provisions, 8 millions, et d'opérations patrimoniales et comptables, 3 millions. Je sais bien que ces chiffres sont un peu rébarbatifs, mais c'est toujours intéressant de se les re-projeter.

Au niveau des 541 millions d'opérations réelles, 168 millions d'euros (31%) sont consommés par les écoles, crèches et politiques alimentaires, 74 millions d'euros (14 %) en relation avec la Métropole, 63 millions d'euros (12 %) pour l'aménagement, 45 millions d'euros (8 %) pour l'administration générale, 41 millions d'euros (8 %) les opérations financières et gestion active de la dette, 41 millions (7 %) la culture et sport, 40 millions d'euros (7 %) solidarité et proximité, 28 millions d'euros (5 %) ville nature et décarbonée, 27 millions d'euros (5 %) sécurité, et 14 millions d'euros, (3 %) avances et participations. Je pense que c'est assez parlant sur notre politique.

Les chiffres clés, en taux de réalisation, nous avons réalisé 85 % de nos dépenses d'équipement, nous avons 12 % de report et 3 % de non-consommés, ce qui est quand même remarquable, et en dépenses de fonctionnement, 97 % ont été réalisés. Les principales recettes de fonctionnement, 275 millions d'euros avec les taux de fiscalité gelés, 100 millions d'euros de dotations, compensations et subventions, et 32 millions d'euros de produits et services, qui sont en légère progression par rapport à 2022.

Au niveau des dépenses de fonctionnement, 200 millions d'euros de dépenses de personnel, avec la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP), le renforcement des effectifs dans certaines politiques publiques, le traditionnel Glissement Vieillesse Technicité (GVT), la progression du point d'indice, 102 millions de charges courantes et subventions, impactées par le choc énergétique, 39 millions d'attribution de compensation versés à la Métropole au titre des compétences transférées, et enfin 7 millions d'euros d'intérêts de la dette avec une gestion au jour le jour de notre dette.

Un petit point, je vous l'avais promis, sur la masse salariale et les ressources humaines. En 2023, pour arriver à 200 millions d'euros, nous avons fait une politique de rémunération équitable et sociale, avec un RIFSEEP en application en année pleine, qui a permis de remonter en particulier les salaires des catégories C, qui étaient extrêmement bas dans cette Collectivité. Nous avons renforcé les moyens humains de certaines politiques publiques, puisque nous avons ouvert une nouvelle crèche et nous avons embauché des policiers municipaux. Nous avons mis en place un plan de prévention de lutte contre l'absentéisme et une montée en puissance du campus du management, pour un service public humain et efficient. Enfin, nous avons revalorisé de 1,5 % le point d'indice en juillet et nous avons le fameux effet GVT classique. Voici les principaux postes de la masse salariale, 65 millions d'euros en enseignement et restauration scolaire, 27 millions dans l'enfance, 25 millions dans l'administration générale, 17 millions d'euros dans la sécurité, 13 millions d'euros dans les espaces verts et le parc zoologique du Lunaret, 10 millions d'euros dans les maisons pour tous, 8 millions d'euros culture, sport et jeunesse, autres 1 %, 1 million, et personnel mutualisé refacturé à la Métropole, 34 millions d'euros.

Au niveau des recettes d'investissement, 92 millions d'emprunt, qui est un recours stratégique pour financer la PPI, 8 millions d'euros de gestion active de la dette, et 6 millions d'euros de subventions et dotations. Pas de commentaires particuliers.

Au niveau des dépenses d'équipement : 143 millions de dépenses d'équipement, 48 millions d'euros pour les écoles et crèches, 21 millions d'euros pour le fonds de concours à Montpellier Méditerranée Métropole, 17 millions d'euros pour l'aménagement, 16 millions d'euros pour la culture et le sport, 9 millions d'euros pour la solidarité et la proximité, 9 millions d'euros pour les fonctions supports, 8 millions d'euros pour la ville nature décarbonée, 4 millions d'euros pour la sécurité, 11 millions d'euros d'attribution de compensation. Voilà l'évolution de nos dépenses d'équipement depuis 2021, vous voyez que nous sommes en augmentation de 38 % par rapport au CA 2022, avec ce fameux taux de réalisation de 85 %.

Je peux dire aujourd'hui que nous avons respecté les engagements, qui avaient présidé à la gestion de ce budget prévisionnel, en début d'année : le compte administratif est là pour le prouver. Renforcer la transparence du budget municipal, avec des taux d'exécution favorables, une gestion financière responsable des comptes certifiés pour la troisième année consécutive et le lancement de la démarche du budget climat. Une gestion rigoureuse au service des choix politiques forts, avec des grands équilibres financiers préservés, nous nous y étions engagés, 15 % d'épargne brute et 5 années de désendettement. Contrairement à ce que j'ai entendu au Conseil de Métropole : les finances de la Ville vont bien. Le niveau d'investissement est record depuis les lois de décentralisation, avec 143 millions d'euros d'équipement au service de l'emploi et de l'activité du territoire.

Monsieur le Président, je vous rends la parole et on passera au vote quand vous le déciderez.

Manu REYNAUD : Merci Monsieur ASLANIAN, pour la qualité sur le fond et sur la forme. Une fois de plus, la Ville de Montpellier se fait remarquer par sa présentation de très bonne qualité. Merci encore. Je vais prendre les tours de parole. Qui souhaite intervenir ? Madame DOULAIN, Monsieur JAWHARI, Monsieur EL KANDOUSSI, les présidents de groupe. Eh bien, écoutez, on est parti. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Bonjour. Nous sommes aujourd'hui réunis pour examiner les comptes 2023 de notre Ville. En les comparant avec le budget primitif, il est clair que les engagements pris ne sont pas tenus. Vous nous aviez parlé début 2023 de 172 millions de dépenses d'équipement, nous terminerons

à 146 millions, une baisse non négligeable et je pense que tout le monde en conviendra. D'autant plus que c'est le cas chaque année depuis le début de votre mandature. Le retard pris sur la PPI est inquiétant, alors même que le contexte (crise, inflation, explosion du prix de l'énergie) nécessiterait que vous teniez vos engagements en termes d'investissements publics. Le groupe MUPES pense qu'il est donc temps de rectifier le tir pour éviter que cela soit également le cas en 2024 – c'est le sens de notre intervention. D'autant plus que vous devez désormais prendre en compte l'importance, le plébiscite qui a été celui des Montpelliérains pour le Nouveau front populaire, et d'adapter votre politique en cohérence avec le programme commun de rupture, que vous avez cette fois-ci défendu durant cette campagne législative. Le seul discours de responsabilité qui vaille aujourd'hui, c'est le respect du programme : il faut respecter les engagements électoraux, car sinon demain, c'est le Rassemblement National qui monte. Il ne s'agit évidemment pas de renier les engagements de votre majorité et vos engagements programmatiques municipaux, mais de changer de cap pour, à notre échelle, appuyer le contrat de législature du Nouveau front populaire, en montrer la faisabilité, pour mettre la pression localement, pour que là-haut cela bouge.

En accord avec l'esprit du programme du Nouveau front populaire – que Monsieur le Maire a soutenu ainsi que l'ensemble de votre majorité – il est crucial pour les prochains exercices budgétaires de procéder à des ajustements, de revenir à une véritable politique économique tournée vers les classes populaires. Cela commence par augmenter l'investissement public et renforcer les services publics. Il n'y a pas de raison, alors que le nombre de Montpelliérains augmente chaque année, de ne pas voir le nombre de places en Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) et en crèche augmenter. J'encourage certains de nos collègues, qui parfois dans le passé ont pu propager l'idée fausse que le service public est un boulet dont éternellement nous aurions comme mission de réduire, il est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas. Il est logique de le développer, dans une ville avec cette croissance démographique, et il est temps de le renforcer. Je vous invite donc à changer de cap sur la privatisation des crèches par exemple, et à vous engager à bloquer les prix des services publics municipaux, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Il est crucial d'arrêter aussi la gabegie d'argent public avec des projets climaticides. Cela doit passer, comme il est prévu par le contrat de législature du Nouveau front populaire, par un moratoire sur les grands projets autoroutiers. Vous aimez souvent faire croire aux habitants de Montpellier et de notre Métropole qu'ils ne participent pas aux dépenses de ces grands projets autoroutiers ou au nouveau stade : c'est faux. De nombreuses préemptions ont lieu, des frais indirects liés à l'assainissement, à l'eau, sont réalisés pour ces projets. De nombreux de nos agents sont fléchés sur ces projets d'un autre temps, alors qu'on pourrait davantage les voir s'activer, par exemple, relancer l'étoile ferroviaire – que vous avez manifestement décidé d'abandonner, à la lecture que l'on peut faire de votre projet déposé dans le cadre du service express régional métropolitain – ou encore une véritable *task force* municipale pour lutter contre les logements vacants qui sont très nombreux dans notre ville, ou pour vraiment faire appliquer le permis de louer dont nous avons absolument besoin sur l'ensemble des quartiers. Il est également crucial de retrouver une diplomatie de la paix et cela peut passer localement par la suspension du jumelage avec Tibériade, ou la pression médiatique pour la reconnaissance de l'État de Palestine.

Nos trois élus sont donc à disposition de votre exécutif pour étudier ces propositions, pour changer de cap, pour maintenir la pression au niveau local, pour que les mesures dont la France et les habitants de cette ville ont tant besoin se voient appliquées. Comme en 1936, tâchons d'être à la hauteur, faisons notre part. Je vous remercie.

Manu REYNAUD : Merci. Monsieur JAWHARI.

Salim JAWHARI : Mes chers collègues. Aujourd'hui, vous nous présentez le bilan de votre gestion de 2023. On commence à être habitué à cet exercice, celui de l'accoutumance à la dette dans l'attente d'arriver à un point de non-retour, celui qui vous amènera inéluctablement à l'augmentation de la fiscalité et des prix des tarifs des services proposés par la Ville. Votre ami Anne HIDALGO avait promis elle aussi de ne pas augmenter sa fiscalité, sauf qu'elle y a été contrainte en augmentant brutalement de 60 % la taxe foncière.

Les années se suivent et se ressemblent malheureusement pour nos finances. La courbe d'augmentation des dépenses de fonctionnement évolue plus vite que les recettes : pas besoin d'être un spécialiste des finances pour savoir que l'évolution de ces deux courbes nous amènera droit au mur. Il faut absolument freiner vos ardeurs à la dépense. C'est la qualité du service public de demain qui est en jeu. Ce sont les investissements de demain qu'on ampute, par certaines de vos dépenses démesurées. Vous nous aviez promis des économies sur des frais, notamment de communication : on les attend encore. Vous persistez dans vos dépenses pharaoniques et lourdes opérations d'aménagement urbain, tout en sacrifiant l'entretien, la propreté de l'espace public. La masse salariale ne cesse d'augmenter mécaniquement, sans que le service aux Montpelliérains ne s'améliore, sans que le mal-être des agents ne soit résolu, sans que la courbe de l'absentéisme ne soit inversée. Malgré nos demandes répétées, vous n'avez pas infléchi votre trajectoire financière. Votre dette ne cesse d'augmenter ; je ne parle pas que de la dette financière, mais aussi des engagements hors bilan, qui représentent aussi une dette pour la Ville.

Le bilan extracomptable : Montpellier, une ville qui est toujours plus chère et sale et moins sûre. Alors quand vous dites que « *les finances vont bien* », c'est parce que les finances de la Métropole sont catastrophiques – ça, je vous l'accorde. Comme on dit, « *au royaume des aveugles, le borgne est roi* ». Merci.

Manu REYNAUD : Merci. Monsieur EL KANDOUSSI.

Abdi EL KANDOUSSI : Merci. Bonjour mes chers collègues. Vous lancez l'expérience « *impact du budget pour la transition écologique* » : c'est une opération intéressante à condition d'en tirer les conclusions quant aux actions correctives à entreprendre. L'opération est donc à suivre. Le compte administratif est aussi porteur de jugement sur les actions entreprises.

J'ai ici un tableau avec l'évolution financière des quatre dernières années. Première observation, l'épargne nette baisse : 43 millions en 2023 contre 44,5 millions d'euros en 2022. Mais l'investissement explose : de 103 millions d'euros en 2022 à 143 millions d'euros en 2023. Conséquence, l'emprunt explose : 92 millions d'euros en 2023 contre 45 millions d'euros en 2022. L'emprunt est donc multiplié par deux en une année et par trois depuis le début du mandat. Vous notez également la diminution du ratio épargne nette sur investissement de 85,6 % en 2020 à 30,3 % en 2023.

Deuxième observation, la dette augmente : 311 millions d'euros en 2023, contre 209 millions d'euros en 2022, + 100 millions en un an. L'inconvénient de la dette, c'est qu'il faut la rembourser. Plus la dette augmente, plus la faculté de conduire une politique expansive se réduit.

Conclusion, la situation de la Ville de Montpellier est moins préoccupante que celle de la Métropole – ça n'est pas compliqué quand on voit l'endettement de la Métropole aujourd'hui. Mais le ratio épargne nette sur investissement montre une évolution inquiétante. 85,6 % en 2020, cela chute à 30,3 % en 2020. Non, Monsieur ASLANIAN, les comptes de la Ville ne vont pas bien. La maîtrise de la dette doit être mise en œuvre. Nous sommes au bord du précipice financier. Je vous remercie.

Manu REYNAUD : Monsieur COTE.

Sébastien COTE : Merci Monsieur le Président. Juste quelques mots pour répondre à notre collègue Madame DOULAIN, qui évidemment fait de la politique politicienne à l'occasion de la présentation de ce compte administratif. Madame DOULAIN, vous vous singularisez par des attaques répétées contre une Municipalité de gauche plurielle, diverse, qui incarne parfaitement, effectivement, les espérances du Nouveau front populaire. Il n'a pas fallu plus de deux ou trois jours pour que vous repreniez vos attaques contre notre Municipalité.

Vous avez parlé du programme du Nouveau front populaire. L'inflation, la question du pouvoir d'achat étaient au cœur de ce programme. Où étiez-vous pour nous soutenir sur la gratuité des transports ? Vous n'étiez pas là. Avez-vous eu des mots pour féliciter cette Municipalité pour la nouvelle tarification scolaire ? Avez-vous eu des mots pour féliciter cette Municipalité de gauche sur le soutien scolaire, public, gratuit, laïc ? Vous parlez de la défense des services publics. Avez-vous eu des mots pour saluer la hausse de la dotation pour les écoles publiques de notre Ville ? Jamais, jamais, Nous voyons bien maintenant où sont vos priorités, toujours les mêmes : attaquer et dénigrer une Municipalité de gauche. Vous n'êtes décidément pas à la hauteur des enjeux du moment.

Manu REYNAUD : Merci Monsieur COTE. Je vais intervenir en tant que Président de groupe avant de re-passer la parole à Monsieur ASLANIAN. Déjà merci à Monsieur ASLANIAN, l'ensemble des services et des agents, parce qu'un budget, c'est un vote par des élus, mais c'est aussi une exécution par des agents. Ils sont nombreux au sein de la Ville et de la Métropole à pouvoir mettre en œuvre les politiques publiques que l'on décide. Nous votons l'avant-dernier compte administratif de ce mandat. C'est important, parce que ça veut dire que le compte à rebours est en cours, clairement. Les réalisations se voient tous les jours de plus en plus, et pendant les 18 mois, on va les voir.

Nous avons aujourd'hui une boussole : le plan climat énergie et le budget vert, sur lequel on est déjà revenu. Je voulais rebondir sur ce qu'a dit Monsieur COTE : il y aura un avant et un après 7 juillet. C'est quelque chose d'important : cette élection a été faite à la suite d'une dissolution, qui a été faite à la suite du petit calcul d'un Président, qui a joué aux apprentis sorciers avec la démocratie. On n'est passé pas loin du pire. On ne peut pas faire comme si de rien n'était. Réellement, je pense qu'on ne peut pas avoir ce Conseil sans se dire qu'il y a eu ces élections-là. Cette élection, avant d'être en soulagement pour tous au soir de dimanche, a été d'abord un véritable traumatisme. Si le Front National avait été aujourd'hui au Gouvernement, nous aurions été un territoire de résistance à l'échelle du pays. Nous sommes aujourd'hui un îlot de résistance à l'échelle du Sud de la France, de l'Italie à l'Espagne, et c'est important de le concevoir.

Abdi EL KANDOUSSI : *Intervention hors micro.*

Manu REYNAUD : Oui, je continue sur le compte administratif, je vais y venir, merci Monsieur EL KANDOUSSI. Comment parler du compte administratif 2023 sans parler des dimanches 30 juin et 7 juillet ? Les comptes n'ont pas changé bien sûr, mais peut-être avons-nous une façon différente de les appréhender. Nous pensons que nos concitoyens, s'ils nous regardent et nous écoutent, pourraient se dire que rien n'est pas s'est passé, et pourtant si. Nous sommes nombreux et nombreuses dans ce Conseil à avoir fait campagne le 30 juin, réunis autour du Nouveau front populaire, et tous réunis ici, l'intégralité de ce Conseil, autour du Front républicain. Dois-je rappeler que Montpellier Unis pour la République, c'est 71 % d'électeurs montpelliérains et sûrement l'unanimité de ce Conseil municipal ? On doit saluer les quatre Députés montpelliérains, Fanny DOMBRE COSTE évidemment, Jean-Louis ROUMÉGAS, Nathalie OZIOL et Sylvain CARRIÈRE. Nous le devons

d'abord aux Montpelliérains qui se sont mobilisés. Notre Ville est à gauche et écologiste, elle est républicaine.

Par rapport à ce compte administratif, rappelons quand même le rôle essentiel des collectivités dans les services publics de proximité, le lien social et le vivre ensemble. Ce sont les politiques que nous menons et évidemment la question essentielle de la transition écologique. Pourquoi on fait tout ça et pourquoi on s'engage dans ces politiques de gauche et écologistes ? Si on tire les leçons de ce scrutin, quand le Rassemblement National prône le climatoscepticisme et propose de supprimer le diagnostic de performance énergétique pour louer des passoires énergétiques l'hiver et des bouilloires l'été, nous répondons clairement par des aides à l'isolation. Quand le Rassemblement national prône le climatoscepticisme et propose de supprimer les énergies renouvelables (ENR), nous répondons par un investissement massif dans les ENR, le solaire, le photovoltaïque, la géothermie, les chaufferies bois et les réseaux de chaleur. Quand le Rassemblement national prône des augmentations illusoires du pouvoir d'achat, nous répondons avec la tarification écosolidaire de l'eau, les premiers mètres cube sont gratuits, avec la tarification sociale des cantines scolaires avec des repas bio et locaux, avec le plafonnement des loyers, avec le bouclier social, avec la sécurité sociale alimentaire. Quand le Rassemblement national prône la baisse fantaisiste du carburant, nous répondons par les transports gratuits, par les mobilités alternatives à la voiture individuelle, par le covoiturage, par les pistes cyclables. Nous faisons du commun dans la ville, et c'est ça peut-être aussi le sens de cette majorité en lien – comme vous le disiez, Monsieur COTE – avec les thématiques du Nouveau front populaire.

Je veux le dire, parce que je pense que c'est important, quand le Front national s'attaque à la diversité, aux musulmans, aux juifs, à la bi-nationalité, aux LGBT, aux étrangers, aux gens en difficulté ou tout simplement à l'altérité, ce compte administratif révèle aussi que nous répondons par la laïcité, la solidarité, la mixité sociale, la mixité en général, l'expérimentation de territoire zéro chômeur – dont on va parler tout à l'heure – la lutte contre les discriminations et le racisme, l'antisémitisme, mais aussi évidemment, et ça on le voit directement sur le compte administratif, une politique culturelle, sportive pour tous dans les écoles, par l'éducation et le vivre ensemble.

Je voulais le dire, nous sommes ici nombreux à avoir fait campagne pour le Nouveau front populaire, et l'incarner aujourd'hui, c'est peut-être aussi le sens de ce compte administratif, ce que nous voulons continuer à faire. Il faut toujours aller plus fort. Il n'y a ici aucun renoncement et il faut faire preuve de pédagogie. Mais il faut savoir répondre que le vote du Rassemblement national est une impasse. Aujourd'hui nous le prouvons avec cette majorité dans la lignée du Nouveau front populaire. Je vous remercie.

Je vais vous passer la parole, Monsieur ASLANIAN, pour les réponses.

Michel ASLANIAN : Merci Monsieur le Président. Quelques réponses très rapides et en restant concentré sur le compte administratif.

Madame DOULAIN, vous êtes bien dans votre rôle d'opposition : vous préférez voir le verre à moitié vide, je le vois à moitié plein. 85 % de réalisation avec 12 % de report, ça fait 97 %. 143 millions d'euros, c'est absolument remarquable et ça n'avait jamais été fait. Quant au service public, Madame DOULAIN, nous prenons des habitants, mais nous ouvrons des crèches et des écoles. Nous n'abandonnerons jamais le service public.

Monsieur JAWHARI, il n'y aura pas d'augmentation d'impôt, nous nous y étions engagés. Nous ne l'avons pas fait à l'époque où d'autres maires ont utilisé cette facilité, nous ne le ferons pas. Rendez-vous à la fin du mandat, je serai là pour vous rappeler que pendant six ans, nous n'avons pas augmenté

les impôts. Quant au plan d'absentéisme et aux problématiques de personnel, qui vous est cher, sachez que nous avons – on le verra un peu plus tard – mis en place un plan ambitieux de lutte contre l'absentéisme, mais je voudrais tout de suite vous dire, pour vous donner des chiffres un peu concrets, que nos dépenses de personnel qui s'élevaient à 57,5 % en 2019, s'élèvent aujourd'hui à 57,5 %. Nous maîtrisons absolument nos dépenses de personnel.

Monsieur EL KANDOUSSI, l'investissement explose. : eh bien oui, mais nous en sommes fiers, et nous sommes là pour réaliser les politiques publiques. C'est notre rôle d'être actif et proactif. En aucun cas notre rôle n'est d'attendre de meilleurs jours pour pouvoir investir dans le territoire. Notre capacité de désendettement est remarquable. Nous avons maîtrisé notre dette, qui est de 5 ans. Essayez de regarder les côtés positifs des choses ! Les services qui gèrent la dette et financiers travaillent tous les jours. 5 ans de capacité de désendettement, avec les investissements que nous faisons, c'est absolument extraordinaire. Je vous engage à regarder les villes de la même strate que la nôtre pour voir à quel point les efforts que nous faisons sont absolument fantastiques.

Monsieur le Président, si vous voulez bien, on peut passer au vote.

Manu REYNAUD : Merci.

Michel ASLANIAN : Je vous propose pour ce compte administratif 2023, au niveau des dépenses de fonctionnement : 373 691 704,60 euros. Au niveau des recettes de fonctionnement : 433 178 899,42 euros. Au niveau des dépenses d'investissement : 268 277 993,01 euros – vous voyez à quel point c'est précis. Au niveau des recettes d'investissement : 212 160 202,92 euros.

Manu REYNAUD : Merci. Je vais donc passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne participe pas au vote ? Écoutez, je vous remercie. Le compte administratif est adopté.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 1 voix

A voté contre : M. Luc ALBERNHE.

Abstentions : 12 voix

Se sont abstenus : M. Mohed ALTRAD, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Salim JAWHARI, Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle MARSALA, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, Mme Célia SERRANO, Mme Joëlle URBANI, M. François VASQUEZ.

Manu REYNAUD : Je pense qu'on peut rappeler le Maire. Merci.

M. M. DELAFOSSE (avec le pouvoir de Mme F. DOMBRE COSTE) entre en séance et reprend la présidence de la séance.

Monsieur le Maire : Merci à tous. Je me réjouis, bien entendu, de l'adoption du compte administratif, de la bonne exécution du budget et surtout des investissements. Chers collègues, on a un taux d'exécution important, ça montre aussi la sincérité de la mise en œuvre de notre budget.

2. Ressources - Expérimentation de la certification des comptes locaux - Rapport d'opinion du professionnel du chiffre sur les états financiers et attestation de conformité établie par la Cour des comptes - Exercice 2023 – Approbation

Mmes T. AKBARALY, C. RIBOT (avec le pouvoir de M F. VASQUEZ), A. SAURAT et R. TIKOUK sortent de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 2. Nous participons à l'expérimentation de certification des comptes locaux, dans une démarche partenariale avec la Cour des comptes et la Chambre régionale des Comptes. C'est une mobilisation très importante de la part de notre collègue aux finances, qui a été initiée par le précédent exécutif, dont Max LÉVITA. Nous devons entendre le rapport du Commissaire aux comptes – que je salue – d'opinion professionnelle, du chiffre sur les états financiers et attestation de conformité établie par la Cour des comptes pour l'exercice 2023.

Michel ASLANIAN : Monsieur le Maire, si vous le permettez...

Monsieur le Maire : Oui, Michel [ASLANIAN] ?

Michel ASLANIAN : Avant de laisser la parole à Monsieur BENEZECH, associé de Grant Thornton, qui nous accompagne en tant que Commissaire aux comptes, je vais re-situer pour les conseillers. Monsieur le Commissaire aux comptes rentrera dans les détails de la certification, moi, je voudrais juste vous expliquer ce qu'est la certification.

C'est important, c'est énormément de travail de la part des équipes. C'est pour fonder une confiance légitime. Ça a plusieurs objectifs. Premièrement, accroître la transparence envers les élus municipaux, les administrés et les acteurs financiers. Je pense que c'est extrêmement important, en particulier pour les banques qui nous prêtent. Être certifié, c'est une garantie et ça nous facilite la vie. Nous voulons fiabiliser les dispositifs de contrôle interne de façon transversale. Nous voulons renforcer les dispositifs de lutte contre la fraude, c'est absolument indispensable dans le cadre de cette certification. Bien entendu, ça nous a obligés à moderniser notre système d'information financière, et à renforcer la gestion budgétaire comptable par des tableaux de suivi permanent. Aujourd'hui, nous disposons de comptes de bilan qui, comme dans une société privée, retranscrivent la réalité du patrimoine de la Collectivité. C'est un travail colossal qui implique les Pôles finances, ressources humaines, sécurité, proximité, espace public, relations usagers, engagement citoyen. Nous renforçons l'approche patrimoniale par une stratégie de fiabilisation de l'actif immobilisé. Nous faisons un rapprochement de la facturation issue des logiciels métier de la comptabilité. Nous faisons une progression du contrôle interne par une mise à jour des procédures opérationnelles. Nous faisons une évolution du dispositif formalisé de contrôle de la paye des agents de la Commune.

La Ville de Montpellier est certifiée pour la troisième année consécutive, et le compte administratif que vous avez voté est un compte certifié. C'est une réussite. C'est un partenariat avec la Cour des comptes, la Chambre régionale des comptes Occitanie et la trésorerie. La Ville de Montpellier a décidé de poursuivre cette démarche de transparence jusqu'à la fin du mandat.

Monsieur le Commissaire aux comptes, je vous laisse la parole.

Monsieur le Maire : Allez, Maître, à vous.

Romain BENEZECH : Bonjour à tous. Romain BENEZECH, je suis associé du cabinet Grant Thornton, qui le cabinet qui a été choisi il y a quatre ans désormais pour le commissariat aux comptes de votre Collectivité.

Après ces mots introductifs de Michel ASLANIAN, je vais quand même rappeler ce qu'est la

certification des comptes. C'est une assurance donnée par un tiers indépendant sur l'application régulière et sincère de la réglementation comptable. C'est également une appréciation du patrimoine de la Ville, en complément de la vision budgétaire qui vous a été communiquée. C'est surtout un levier dans la démarche d'amélioration continue du renforcement des dispositifs de maîtrise des risques et d'optimisation de la performance opérationnelle. Par contre, ce qu'elle n'est pas, ce n'est ni une opinion sur la gestion ou sur le budget, ni une évaluation des opportunités de gestion.

Concernant notre démarche, nous sommes intervenus en plusieurs temps. Tout d'abord une planification de l'audit qui a eu lieu à l'automne dernier. Ensuite une deuxième phase sur tous vos processus de contrôle interne ; ça passe par les systèmes d'information, les ressources humaines et l'ensemble des services centraux de votre Collectivité, qui a abouti à une réunion de synthèse en décembre en présence de la Cour des comptes. Enfin, nous intervenons au printemps à l'issue du processus de clôture, au mois de mars-avril, pour valider les écritures comptables de l'ensemble de l'année 2023, en vue donc de la réalisation de notre rapport. Nous avons restitué le 13 mai dernier également en présence de la Cour des comptes.

Monsieur ASLANIAN l'a rappelé, c'est bien une certification des comptes de votre Collectivité, qui est assortie de trois réserves.

Comme pour les comptes 2022, il y a une réserve sur la fiabilisation des inventaires et de la valeur du patrimoine. Effectivement, il y a une stratégie de fiabilisation de l'actif immobilisé, qui représente quand même 95 % de votre actif et qui a permis à la Ville de rapprocher quand même plus de 75 % de son patrimoine immobilier avec l'inventaire physique. Forcément, les enjeux de la Ville pour atteindre les objectifs fixés en matière de transparence financière requièrent forcément un plan d'action, dont les effets sont nécessairement progressifs. Il y a une première réserve, notamment sur les terrains et les constructions, qui représentent 1,270 milliard, également sur les installations techniques, agencement et matériel et les autres immobilisations corporelles pour 24 millions, les immobilisations en cours 42 millions, et les subventions d'investissement versées pour 155 millions d'euros.

Ensuite, une deuxième réserve, qui concerne les produits sans contrepartie : les taxes foncières et taxes d'habitation, taxe communale additionnelle au droit d'enregistrement, fonds de péréquation, qui représentent 240 millions d'euros. Là aussi, c'est une réserve, mais qui est dite « *exogène* » et qui concerne l'ensemble des collectivités soumises à cette expérimentation. C'est simplement dû au fait que c'est la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) qui envoie les bordereaux à retranscrire dans votre comptabilité, et la Collectivité n'a pas la mainmise sur le processus d'établissement de ces titres, donc ne dispose pas du dispositif de contrôle interne.

Enfin une dernière réserve, qui concerne le poste pour provisions pour risques et charges. Il y a des réserves qui ont pu être levées, pendant les premiers exercices de certification. Nous étions en désaccord sur un certain nombre d'écritures qui ont été régularisées depuis deux exercices désormais, et il subsiste encore une limitation sur l'exhaustivité des provisions. C'est simplement améliorer le processus de contrôle interne, pour s'assurer que l'ensemble de vos provisions soit bien comptabilisé dans les comptes. C'est simplement dû à l'absence d'une procédure de recensement.

Je tiens à souligner en synthèse, comme l'a rappelé Michel ASLANIAN, vraiment, tous les efforts faits par la Collectivité, puisque ce n'est pas simplement un débat technique – je tiens à le rappeler souvent. La certification est un processus très engageant, elle engage tous les services centraux, administratifs, la trésorerie. Ce n'est pas simplement un lien entre la Direction des finances, la trésorerie et le Commissaire aux comptes, mais c'est bien un processus embarqué. C'est comme ça

que la Collectivité a réussi à avoir des comptes certifiés. On souligne vraiment cette volonté de continuer jusqu'à la fin du mandat, puisqu'effectivement, le législateur n'a pas encore rendu obligatoire cette certification à l'heure actuelle. Mesdames, Messieurs, je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci à vous. Effectivement, ce n'est pas une obligation. On est dans la démarche expérimentale et on progresse. Les réserves, on espère les relever. Merci de vos mots aussi à l'endroit des équipes très impliquées sur ce dossier. C'est un gage de transparence et de sérieux. Merci. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? C'est donc une prise d'acte. Merci beaucoup.

Le Conseil prend acte.

3. Services à la population et cohésion sociale - Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée à Montpellier et Grabels - Convention sur le fonctionnement du Comité Local pour l'Emploi (CLE) - Conventionnement de Hauts Val & Co pour le développement d'une Entreprise à But d'Emploi - Approbation - Autorisation de signature

Mmes T. AKBARALY, C. RIBOT (avec le pouvoir de M F. VASQUEZ), A. SAURAT et R. TIKOUK entrent en séance.

M. A. EL KANDOUSSI (avec le pouvoir de M. P. SAUREL) sort de séance.

Monsieur le Maire : On arrive à l'affaire n° 3. J'ai envie de dire enfin, cher Mustapha LAOUKIRI ! C'est un de nos engagements qui se réalise. On a une très grande peur quand les crédits ont été supprimés sur le dispositif territoire zéro chômeur. Il y a eu un gros travail en commun fait entre les Communes de Grabels et de Montpellier. Vous avez suivi ce dossier. Ça s'inscrit pleinement dans une stratégie d'action avec les clauses d'insertion que suivent Madame GIMENEZ, et vous-même, le travail de la mission locale. L'expérimentation territoire zéro chômeur de longue durée qui commence sur un quartier, on espère pouvoir ensuite déployer dans d'autres quartiers de la ville. On sait que ce n'est pas une démarche « *y a qu'à faut qu'on* ». C'est une démarche très exigeante, mais très bien. On constate d'ores et déjà une réaffirmation citoyenne de ceux qui ont été malheureusement, par la vie, en situation de grande exclusion. Je vous cède la parole pour présenter cette affaire et peut-être un petit peu le calendrier de déploiement.

Mustapha LAOUKIRI : Merci Monsieur le Maire. Effectivement, je vous remercie. Aujourd'hui, nous présentons une délibération qui porte sur deux signatures de conventions pluriannuelles qui, grosso modo, vont lier la nouvelle Entreprise à But d'Emploi (EBE) et les services de l'État, de la Région, de la Ville et de la Métropole.

Quelques mots sur cette expérimentation. Le second paragraphe de la délibération n'est pas encore complètement à jour, puisque nous étions en attente de la parution du décret qui est paru ce vendredi 5 juillet : officiellement, c'est fait, c'est acté. Il n'y a plus aucune crainte à avoir, ne serait-ce que sur les histoires des crédits, on avait effectivement beaucoup de soucis par rapport à ce qui s'est passé dernièrement. C'est fait, c'est validé, ce sont 11 millions d'euros à peu près investis pendant cinq ans sur le territoire des Hauts de Massane et de la Valsière à Grabels.

Ce label prestigieux est bien plus qu'une simple reconnaissance, il symbolise notre engagement collectif à ne laisser personne de côté – ce que vous précisiez à l'instant, Monsieur le Maire – et à offrir à chacun une opportunité de se réaliser pleinement, bâtir une société plus juste et plus inclusive. Grâce à cette habilitation, une dynamique est en train de s'installer dans nos quartiers, où le chômage de longue durée ne sera plus une fatalité ; une dynamique pour l'ensemble de nos territoires, sans distinction. Il va de soi que le territoire choisi sera grandement transformé et nous allons travailler

pour transformer l'essai. Nous allons également apporter aux habitants de ces territoires (Hauts-de-Massane et Valsière) une réponse rapide et concise à leurs attentes, c'est du gagnant-gagnant. Les attentes sont nombreuses : une offre commerciale diversifiée, épicerie sociale et solidaire, un pôle réemploi, des ateliers de réparation de vélo, de production d'huile d'olive, une unité de stockage, service conciergerie aux entreprises et, à travers l'épicerie sociale et solidaire, une stratégie de vision de déploiement de la maison de l'alimentation solidaire, par la suite.

Cette dynamique est créée pour réinvestir nos territoires, que les habitants se sentent enfin bien chez eux, et créer des connexions avec l'autre partie du territoire qui est la Valsière, où les complémentarités sont assez nombreuses. L'obtention de cette habilitation va nous permettre de concrétiser une ambition forte : l'embauche de 200 personnes d'ores et déjà en CDI sur les cinq premières années. Oui, vous avez bien entendu, 200 personnes sur le territoire des Hauts-de-Massane et de la Valsière, qui vont trouver une place au sein de nos tissus économiques, une place durable et valorisante. Cette initiative va bien au-delà de la création d'emplois, elle incarne notre volonté de redonner espoir à celles et ceux qui en ont le plus besoin, de reconnaître la dignité et la valeur de chaque individu et de renforcer les liens sociaux qui font la richesse de notre ville.

Nous nous étions engagés à ne laisser aucun quartier sur le bord de la route : ils font Montpellier, ils sont Montpellier. Je vais reprendre à mon compte une célèbre citation, si vous me le permettez. Monsieur le Maire, étant donné que notre territoire est Pailladin : *« qui ne se sent pas Pailladin ne se sent pas Montpelliérain, qui ne se sent pas Montpelliérain n'est pas Pailladien »*. Et moi, en tant que Pailladin, je suis fier d'être Montpelliérain.

L'embauche de ces 200 personnes en CDI représente une étape cruciale dans notre combat contre le chômage. Mais il s'agit aussi de trouver des solutions pérennes à 200 autres personnes. En finalité, ce sont 400 personnes pour lesquelles nous allons trouver une solution pérenne. Nous le savons bien, l'EBE n'est pas la seule finalité. Ces nouveaux emplois vont permettre de répondre à des besoins locaux, de valoriser des compétences souvent ignorées et insuffler une dynamique positive dans notre ville. Les entreprises de l'économie sociale et solidaire vont bénéficier de ce renouveau simulant l'innovation sociale. Je m'engage, en tant que président du Comité Local de l'Emploi (CLE), à ce que les opportunités créées soient accessibles à tous sans discrimination, et à ce que chacun puisse se sentir valorisé dans son travail.

Mesdames et Messieurs, très chers collègues, l'habilitation territoire zéro chômeur de longue durée est une victoire collective. Votre vote à l'unanimité à chaque fois nous engage, nous responsabilise à œuvrer dans le sens d'une nouvelle ère pour nos territoires les plus en difficulté, une ère d'espoir et de solidarité. Ensemble, nous pouvons faire de Montpellier un modèle de résilience et d'innovation sociale.

Je me permets de remercier l'ensemble des services de la Métropole, de la Ville de Montpellier, des collègues élus qui ont présenté ces délibérations à la Métropole, les partenaires associatifs, les acteurs économiques locaux, ainsi que la Région, le Département et les services de l'État à travers la Direction départementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DDEETS) pour leur soutien, leur soutien indispensable qui nous a amenés aujourd'hui à avoir cette habilitation. Permettez-moi, très chers collègues, de saluer votre confiance et votre persévérance qui sont la preuve qu'ensemble nous pouvons relever les défis les plus ambitieux. Merci Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur LAOUKIRI. Y a-t-il des demandes de prise de parole sur ce sujet ? C'est très clair, il fait consensus, en tout cas on espère par le vote. Merci pour votre engagement et pour cette citation. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au

vote ? Merci beaucoup.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Monsieur le Maire : Je voudrais saluer aussi Laurent GRANDGUILLAUME, qui a été vraiment à l'initiative de ces dispositifs et qui a déjoué cette phrase « *face au chômage, on a tout essayé* ». Ce dispositif démontre que l'opiniâtreté, la capacité d'innovation, ne règle pas tout, mais peut être un chemin. Je crois que Laurent GRANDGUILLAUME doit être salué parce qu'il s'est impliqué comme parlementaire, il en a fait un combat très fort, ses prises de parole comptent et ça fait honneur à l'action publique. Je crois que ce serait bien qu'on puisse l'inviter à nouveau à cette tribune, quand on lance le dispositif.

4. Aménagement durable du territoire - Stade du Lieutenant-Normand - Convention de transfert de gestion entre l'État et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

M. A. EL KANDOUSSI (avec le pouvoir de M. P. SAUREL) entre en séance.

Mmes J. FRÊCHE, R. TIKOUK et M. Y. NOSBE (avec le pouvoir de Mme M. HOUGUET) sortent de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 4. Un sujet très attendu aussi, Monsieur MARTIN : répondre à cette question de Montpelliérains et de Montpelliéraines qui nous demandent « *pourquoi cette enclave est-elle fermée ? On ne pourrait pas faire quelque chose ?* » Il y a eu un gros travail engagé dès le début du mandat, comme pour le parc Suzanne-Babut. Avant de vous céder la parole, je veux remercier Madame la Rectrice, puisque c'était un foncier Éducation nationale. D'ailleurs, sur beaucoup de dossiers, dans ce Conseil, la Rectrice est très aidante. C'est un vrai partenariat, pour que nous puissions ouvrir cette enclave d'une part, et répondre à des enjeux majeurs dans la pratique du sport amateur. Monsieur MARTIN va nous rapporter cette affaire et nous présenter le projet et le calendrier sur lequel nous allons le déployer. Il s'agit de la parcelle du Lieutenant-Normand.

Hervé MARTIN : Oui, merci Monsieur le Maire. Il est vrai que c'est là un travail en partenariat avec l'Éducation nationale, comme souvent depuis quelque temps, parce que tout le monde voit bien la difficulté à créer de nouveaux espaces sportifs. Je veux dire par là de véritables espaces sportifs, je ne parle pas de petits city stades, comme on faisait souvent à une époque, qui tenaient lieu d'équipements sportifs, mais qui étaient plutôt de l'ordre du loisir ou du jeu d'enfant. Très souvent, on va agir un petit peu à la place de l'État, là où l'État avait des installations qui étaient en panne d'utilisation. Récemment, on l'a vu avec la Métropole qui a investi sur la piscine anciennement Motte Rouge, aujourd'hui Jarrousse, après une dizaine d'années de fermeture, parce que l'Université n'arrivait plus financièrement à s'occuper de cette piscine : la Métropole investit pour remettre en état au service des Montpelliérains cette piscine. On va le faire aussi avec le terrain Cholet, qui permettra d'avoir un véritable équipement sportif d'envergure comparable à celui que je vais vous montrer : là c'était un terrain de la SNCF, que nous avons racheté. Nous poursuivrons d'ailleurs, mais là, sur des terrains qui nous appartiennent, en se projetant sur la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Coteau, où nous aurons là aussi des équipements sportifs de cette dimension-là. Je le dis parce que c'est un véritable effort qui n'a pas été fait depuis extrêmement longtemps. La population de la ville étant en augmentation, il est bien évident que parfois nos installations sont contraintes par le nombre d'usagers et d'associations présentes.

Là, nous sommes sur une installation qui auparavant appartenait à l'armée, jusqu'à ce que l'internat

d'excellence ouvre dans le secteur Boutonnet. C'est un terrain qui est compris entre la rue du 81^e Régiment d'Infanterie, la rue Marie-Caizergues et la rue Turgot. Vous l'avez à l'écran dans sa configuration actuelle : on en devine l'état d'abandon. Il était fort dommage d'avoir ce lieu important, avec une surface de plus de 15 000 m², tous les habitants – comme vous l'avez dit, Monsieur le Maire – passaient devant depuis des années et il n'était pas exploité. Nous allons investir 4,8 millions d'euros de façon à pouvoir le réhabiliter, avec plusieurs équipements.

Au centre, un terrain de foot synthétique, qui sera proposé pour y installer la section féminine du Montpellier Université Club (MUC) Football et également des créneaux pour la section féminine du stade Lunaret, aux Beaux-Arts, à une distance très proche de ce lieu. Notre politique, à que chaque fois que nous ouvrons un nouvel équipement sportif, est d'y installer en priorité un club féminin. On sait très bien que si on y installe d'abord un club masculin, je dirais « *classique* », une fois que les hommes se sont installés, ça devient beaucoup plus difficile pour les femmes de pouvoir y avoir accès sur des questions de vestiaire, etc. Donc on inverse totalement la logique en y installant d'abord des clubs féminins, et s'il reste un peu de place, on verra avec les gars.

Autour de ce terrain, une piste d'athlétisme. Vous remarquez, j'imagine, qu'elle a une forme un petit peu bizarre, parce que nous sommes très contraints par la place. On ne peut pas y mettre une piste classique, même si elle fera quand même 300 mètres, une distance avec un compte rond, ce qui permettra à ceux qui vont aller s'y entraîner de savoir exactement quelle distance ils parcourent. Ça nous permettra de délester un petit peu la piste de Philippidès, extrêmement surchargée, par des gens qui pratiquent l'athlétisme à un certain niveau, pour lesquels il faut une piste aux normes, mais aussi par des gens qui ont une pratique beaucoup plus loisir de l'athlétisme : ils pourront donc venir s'entraîner et pratiquer sur cette piste-là, qui sera donc tout à fait propre à cet usage. Egalement, l'ensemble de ce site est prévu pour la pratique pour les scolaires, évidemment l'internat d'excellence qui est en face. C'est d'ailleurs pour ça, parce que c'est un lycée, que la Région va intervenir en termes de subvention à hauteur d'un peu plus de 500 000 euros. Mais aussi pour d'autres scolaires, écoles et collèges. C'est extrêmement important, puisque nous sommes quand même là en centre-ville, et on connaît les difficultés pour trouver des lieux adéquats pour la pratique de l'EPS.

Également, vous le voyez sur le pourtour, cette espèce de trait jaune, là aussi une piste de jogging pour qu'on puisse pratiquer le jogging en toute sécurité. C'est aussi une des raisons pour lesquelles Philippidès est surchargé : beaucoup de personnes, et en particulier des femmes, veulent pouvoir faire leur jogging dans un lieu sécurisé, fermé, avec du monde, une certaine fréquentation, éclairé, ce qui fait que, quelle que soit l'heure, en soirée, on peut aller faire sa course à pied en toute sécurité.

Des plateaux sportifs : en bleu deux plateaux de basket 3x3, qui ont énormément de succès actuellement, il y a eu une énorme demande là-dessus. Au centre, un plateau 40x20 plus classique, type handball, volley, etc. Je précise, parce qu'on ne le devine pas trop sur ce schéma : ces deux plateaux seront couverts par un préau – dont on choisira évidemment l'esthétique, pour que ça ne soit pas juste un vieux toit vilain au milieu, pour participer à l'embellissement du site – tout simplement parce que créer aujourd'hui des gymnases coûte extrêmement cher, en investissement, mais aussi en fonctionnement, en chauffage, etc. Finalement, on est quand même dans le Sud de la France : onze mois sur douze, on doit pouvoir quand même pratiquer le sport en extérieur, il n'y a pas forcément nécessité d'un véritable gymnase. À partir du moment où on est soit à l'abri de la pluie, soit à l'ombre, on peut avoir une pratique sportive tout au long de l'année en extérieur, quel que soit le sport. Je n'ai jamais compris, par exemple, pourquoi le futsal devait se jouer en salle, malgré son nom. Enfin un autre plateau, un *pitch one*, c'est-à-dire un ensemble de petits plateaux sportifs délimités, avec des activités différentes et, en particulier, très pratiques pour les enfants. Ça permet d'avoir des activités pour tous les âges et d'assurer une certaine mixité et sécurité dans la pratique pour les plus jeunes,

qui pourront ainsi côtoyer les plus âgés.

Pour conclure, je le redis, c'est un véritable effort de notre part. On a tout à fait conscience que, pendant bien longtemps, on créait des ZAC, et pour assurer l'équilibre financier, on oubliait la création d'équipements sportifs de cette dimension-là. C'est un travail de recherche de dents creuses, que Maryse FAYE – je veux vraiment la remercier pour l'attention qu'elle porte à la question sportive – a mené, pour aller trouver des lieux où on peut avoir ce type d'installation aujourd'hui. On va les reprendre à l'État quand il le faut, pour pouvoir faire ce travail-là. Ou alors, dans des ZAC nouvelles, nous-mêmes, nous cassons la logique qu'on avait jusqu'à maintenant, pour prévoir ces lieux-là. On sait qu'ils sont importants pour l'activité sportive, le bien-être, la santé et la socialisation des personnes qui les fréquentent. Je vous remercie. Si vous avez des questions bien entendu, je suis tout à fait prêt à y répondre.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur MARTIN. Y a-t-il des questions ? Monsieur GUISEPPIN.

Serge GUISEPPIN : Monsieur le Maire, chers collègues. Je voudrais m'adresser à notre élu au sport et le féliciter. C'est un dossier que je connais très bien : un des clubs qui m'étaient chers avait élu domicile au lycée d'excellence. Trois ou quatre ans en arrière, on avait initié ce rapprochement, parce que ce terrain vague, squatté, en piteux état, en plein milieu de notre centre-ville, était attristant. En tout cas, vous l'avez mené de main de maître avec cette collaboration avec la Région. Je voudrais souligner aussi cette bi-utilisation, avec l'ensemble des écoles : tous nos écoliers qui pourront l'utiliser pendant cette période-là et avec les clubs sportifs. En synthèse, il faut qu'on développe ces initiatives d'optimisation de l'utilisation, et le confronter bien entendu avec la Région, pour que les moyens nous permettent d'être encore plus performants. En conclusion, bravo, ça a été long, je sais que ce n'était pas simple, mais vous y êtes arrivés. Il faut reconnaître quand c'est bien ! Merci.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Monsieur GUISEPPIN de vos mots. Effectivement, ce n'était pas un dossier simple. Vous avez dit quelque chose, c'est l'intensité d'usage. On n'a pas acheté le foncier – c'est pour ça que je tiens à saluer Madame la Rectrice – mais on fait les investissements et on va travailler. La politique sportive par Monsieur MARTIN est très volontariste : féminisation des clubs, nouveaux créneaux, l'Éducation nationale pour permettre la pratique des écoles primaires du secteur, mais aussi du collège du Jeu de Mail et du lycée Françoise-Combes. Ça s'inscrit dans cette partie de la ville, en quasi centre-ville – Boutonnet, Beaux-Arts, mais aussi le quartier Montasinos, Aiguelongue Nord – ça permet d'avoir une offre sportive dans ce secteur. Le MUC était sur un terrain, Jeannot-Véga, où on ne pouvait pas faire de stabilisé, puisqu'il fait office de bassin de rétention, compliqué ; ça a été réglé : Monsieur Martin a livré la réalisation du stabilisé à côté du collège du Jeu de Mail. La réouverture de la Motte rouge pour le Nord, et donc un ensemble sportif qui permet d'équilibrer cette partie de la ville. Merci de vos mots. Des investissements ont été consentis et sont très précieux. Si nous avions dû acheter l'emprise foncière, la facture aurait été bien plus élevée. Je veux remercier la Présidente de Région, Carole DELGA, de son soutien financier. Je crois que d'autres enveloppes de soutien arrivent.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci beaucoup de cette unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

5. Ville Services à la population et cohésion sociale - Préfiguration de la création d'un Établissement Public Local d'Enseignement International (EPLEI) à Montpellier - Convention entre le Rectorat de Montpellier, la Ville de Montpellier, le Département de l'Hérault et la Région Occitanie - Approbation - Autorisation de signature

Mme R. TIKOUK entre en séance.

Mme C. GIMENEZ sort de séance.

Monsieur le Maire : Autre projet en partenariat avec l'Éducation nationale et Madame la Rectrice, qui concerne le lycée Jules-Guesde, qui voit sa dimension internationale renforcée. L'occasion pour moi de saluer le proviseur et l'ensemble de l'équipe pédagogique de cet établissement, qui joue un rôle très précieux. C'est en cet endroit que va s'installer l'Établissement Public Local d'Enseignement International (EPLEI) que nous n'avions pas – Toulouse en a un. Plutôt que d'aller construire un établissement, les formations EPLEI s'installent dans le lycée Jules-Guesde, déjà international. Cela permet à la fois d'avoir les recrutements dans ce secteur et d'avoir une offre de formation pour nos chercheurs, très nombreux, qui viennent quelques mois dans le cadre de contrats de recherche, et qui doivent scolariser leurs enfants, dont certains ne parlent pas le français ; ils sont pris en charge. C'est un élément extrêmement important que nous avons construit en commun avec la Présidente de Région Carole DELGA sur le volet lycée, avec le Président Kléber MESQUIDA, que je remercie également sur le collège, et nous dans le cadre de la compétence primaire. Le lycée Jules Guesde, dont le tournant lycée international a été pris courant 2004, maintenant on peut y suivre l'enseignement chinois, japonais, italien, portugais, arabe, allemand, etc. ; il voit sa dimension renforcée.

Est-ce qu'il y a des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Je vous remercie de l'unanimité sur un dossier très important, qu'est l'EPLEI, qui va beaucoup aider.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

6. Services à la population et cohésion sociale - Accueil de collégiens temporairement exclus dans les Maisons pour tous - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et les collèges Marcel-Pagnol et Port-Marianne - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n° 6. Autre aspect de l'action que nous conduisons, la vie des collèges est parfois faite de conseils de discipline et c'est normal, les règlements intérieurs sont faits pour être respectés. J'ai l'impression de vous parler vraiment en connaissance de cause, mais je suis en vacances. Quand il y a une décision d'exclusion d'un élève, ce qui est normal : violence, situation de harcèlement, vente de stupéfiants, mais aussi outrage à professeur – je parle devant Stéphane JOUAULT qui est Conseiller principal d'éducation (CPE), qui connaît ça très bien. Quand les élèves sont exclus, aujourd'hui, ils restent à la maison, c'est le cas partout en France. Résultat : l'exclusion, qui est une sanction, peut conduire à ce qu'un jeune quitte un dispositif éducatif. Parfois, les parents peuvent prendre en charge, mais d'autres sont en situation de vulnérabilité, et les accabler est inutile.

Que pouvons-nous faire ? On vous propose à travers cette délibération de construire un dispositif où, quand un collégien est exclu, on l'accueille dans une Maison pour tous, pour qu'il y ait un encadrement socio-éducatif, pour continuer à construire le parcours de ce jeune. On commence comme cela, puis on espère pouvoir étendre le dispositif. Je le dis avec force, c'est un moyen que nous avons inscrit dans le cadre du Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) que pilote Sébastien COTE sur l'accompagnement des jeunes. Je veux vraiment saluer les équipes des Maisons

pour tous, qui prennent en main ce dispositif, pour qu'il y ait une forme de continuité éducative, que la sanction ait lieu, mais qu'elle soit pleinement comprise, et surtout qu'elle soit bien réparatrice, qu'on puisse agir. Il y a beaucoup à faire. Nous faisons déjà, il y a l'action de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) et il y a les travaux d'intérêt général (TIG). Je vous rappelle qu'on est passé de 200 heures en 2020 à 5 000 heures dans la Collectivité. Cher Michel ASLANIAN : merci à tous les agents qui accueillent des jeunes qui ont eu une sanction à travers les TIG ; sanction éducative, accompagnement éducatif par le formidable réseau des Maisons pour tous.

Y a-t-il des questions ? Pas de débat – comme on ne peut pas polémiquer, pas de débat. Ce n'est pas pour ici, c'est souvent le débat à l'extérieur qui est la polémique. C'est du travail de besogneux, sérieux, sur le temps éducatif des jeunes, des ados. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci beaucoup de votre unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

7. Services à la population et cohésion sociale - Maisons pour Tous - Programme de rénovation des bâtiments - Évolution de la grille tarifaire - Approbation

*Mme J. FRÊCHE et M. Y. NOSBE (avec le pouvoir de Mme M. HOUGUET) entrent en séance.
Mme H. EMAD sort de séance.*

Monsieur le Maire : Affaire n° 7. Je sais que ça ne plaît pas à certains, mais il faut le faire. Nous proposons un plan d'investissement pluriannuel, une feuille de route – évidemment, qui sera à chaque fois inscrite dans la construction budgétaire – concernant le bâtimentaire de nos Maisons pour tous. Madame SAURAT suit ces dossiers-là et sait combien c'est important d'avoir cette feuille de route. Cela programme nos investissements, organise le travail de nos équipes et donne à nos agents des Maisons pour tous une lisibilité, cela dit à quel moment on prend en charge les bâtiments. Je veux remercier leur indulgence, parce qu'on ne peut pas tout faire tout partout d'un coup. Un bâtimentaire qui répond à des objectifs de sobriété énergétique, c'est ce que nous commençons à faire dans le cadre du plan école pour le scolaire. Désormais, les conditions d'accueil des usagers évidemment des Maisons pour tous, mais aussi, les conditions de travail de nos agents, qui ont besoin de lieux pour la pause méridienne, tout ce qui peut être amélioré pour leurs conditions de travail. Vous avez là la programmation de rénovation des Maisons pour tous.

Il y a un deuxième volet dans la délibération qui porte sur la politique tarifaire, qui anticipe un petit peu la délibération sur les familles monoparentales et qui propose un tarif très réduit pour ces publics-là. Cela permet d'accompagner les prises en charge, notamment par le travail de nos animateurs, nos éducateurs, à un tarif plus abordable et qu'il y ait donc un renforcement du bouclier social que nous souhaitons développer.

Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur cette délibération ? Madame SAURAT, oui, bien sûr.

Agnès SAURAT : Oui, merci. Juste un petit mot pour mentionner l'énorme travail que font les équipes du Pôle Patrimoine Immobilier et Sobriété Énergétique (PISE) autour de tous ces projets. Celui-ci s'inscrit dans un cadre beaucoup plus global qu'on vous présentera au travers d'un schéma directeur de la rénovation thermique et énergétique. Le PISE intervient évidemment sur tout le bâtimentaire scolaire. Vous pouvez prendre la mesure du bâtimentaire Maison pour tous, on a Coubertin qui sort, mais d'autres aussi. On est sur des rénovations très importantes, vous connaissez

l'état du patrimoine, mais aussi des projets innovants, comme le musée des Mille Formes à la manœuvre, sur le futur site mémoriel des archives, évidemment, la cuisine centrale qu'on partage avec Marie MASSART, l'énorme projet. Je mentionne cela, parce qu'en fait depuis plusieurs mois, années, ça m'agace un peu d'entendre qu'on a une PPI qui ne serait pas ambitieuse. J'invite Madame DOULAIN à venir me rencontrer, à rencontrer la direction du PISE, pour que j'arrive à la convaincre de l'ampleur de ce travail et des investissements de notre Collectivité. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci Madame SAURAT. Il y a des travaux partout, partout, partout ! C'est le plateau haut des travaux qui traduisent les investissements. Ceux-là ils sont nécessaires aussi, parce que, quand on ne prend pas de décision d'investissement sur le bâtimentaire, on est rattrapé par la patrouille : les bâtiments se dégradent. Là, il faut faire, ça coûte beaucoup plus cher. Donc plan école, la PPI, plan Maison pour tous.

Monsieur MARTIN vous trépignez, vous aurez aussi un plan sur le bâtimentaire de nos gymnases, où parfois la signalétique et la poussière peuvent faire objet d'archéologie sur les précédentes municipalités. Nous avons aussi un très gros travail à faire avec des questionnements de réinvestissement urbain, sur lesquels on aura l'occasion de parler.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci de soutenir cette programmation d'investissement pour les Maisons pour tous. Très honnêtement, on aurait bien aimé ne pas avoir à le présenter.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

8. Services à la population et cohésion sociale - Plan d'action 2024-2026 à destination des familles monoparentales - Approbation

Mmes H. EMAD et C. GIMENEZ entrent en séance.

Mme I. MARSALA sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 8, une affaire très importante, que Madame NAKIB va rapporter, et je veux l'en remercier, remercier l'ensemble des élus, des équipes sur cette problématique, qui est très importante. Elle a fait l'objet, sous l'autorité, notamment du député Philippe BRUN – qui a été réélu à l'Assemblée nationale – sur les familles monoparentales, mais principalement les femmes seules avec enfants. C'est un sujet absolument majeur à nos yeux et de beaucoup de collègues, quels que soient les groupes dans lesquels ils siègent. C'est aujourd'hui un des espaces de vulnérabilité sociale une trappe à pauvreté, elle doivent assumer la charge mentale, des risques de précarité financière, de décrochage professionnel, qui sont un facteur souvent d'inégalité salariale entre les femmes et les hommes. Il n'y a pas de formule magique sur ce sujet, mais il y a des convictions qu'il nous faut énoncer. En adoptant cette délibération cadre, on continue à tracer un chemin à la faveur d'une action volontariste pour les femmes seules avec enfants. Nous l'avons la gratuité des transports, qui est une mesure de pouvoir d'achat qui doit être identifiée comme telle. Madame MASSART, le tarif de cantine à 50 centimes a été posé comme tel, et on reçoit souvent des remerciements tellement touchants, très forts. Le tarif des Maisons pour tous, nous l'avons voté. Les grilles de cotation d'attribution du logement social prennent ce problème. Dans la commune de Montpellier, on estime entre 16 et 17 000 femmes seules avec enfants. Ça dit l'ampleur du travail.

Je dois vous le dire avec beaucoup d'humilité. Je suis un homme, j'ai une vie en couple, j'ai deux enfants, peu importe d'ailleurs ma vie, mais ces convictions ont été façonnées de mon expérience de

conseiller départemental. Dans la permanence que je tenais, tel un médecin qui recevait sans rendez-vous à la Pergola, on avait souvent des dossiers de femmes seules avec enfants au RSA, qui retrouvaient le chemin de l'emploi, et qui demandaient la prise en charge du centre de loisirs ou de la cantine. Madame SAINT-MARTIN, qui travaille à Fondespierre, au Département de l'Hérault, fait aussi un travail remarquable sur ces sujets. Les Conseil en évolution professionnelle (CEP), des agents extraordinaires, rapportaient de manière anonyme ces dossiers. A chaque fois, je posais cette question : ce sont toujours des femmes seules avec enfants, donc il faut qu'on prenne ce dossier. La commune ne peut pas tout régler, mais avec cette délibération, je crois qu'on envoie un signal très fort de politique publique, qu'il faudra sans doute amplifier avec les retours d'expérience. Je crois que le débat démocratique doit pleinement s'emparer de ce dossier.

Madame NAKIB, je vous cède la parole pour la présentation de cette délibération, dont vous avez bien compris qu'elle nous tient très à cœur.

Fatma NAKIB : Bonjour. Merci Monsieur le Maire. Chers collègues. Au printemps dernier, je vous ai présenté une affaire, et je vous annonçais à cette occasion l'affaire des week-ends de répit pour des femmes seules avec leurs enfants, des familles monoparentales. J'annonçais à cette occasion une délibération cadre qui a engagé pratiquement tous les services de la ville.

Vous avez souligné, Monsieur le Maire, les aspects essentiels de cette délibération. Je ne vais pas pouvoir vous présenter toutes les mesures, évidemment, mais je vais quand même préciser que ces propositions répondent à différentes études menées entre autres par l'Observatoire des discriminations – qui a été créé en 2021, ici à Montpellier. Il fait des études un peu particulières, menées par des sociologues de l'Université Paul-Valéry, qui ont cette particularité de faire des « *recherches action* ». Elles se basent sur des échanges avec les associations, des femmes en particulier, pour comprendre les discriminations subies par les familles monoparentales. Cet Observatoire est unique en France. Il n'y a pas que les études de l'Observatoire bien entendu, il y a aussi des études menées par le CCAS, ACM aussi a été mis à contribution, et tout récemment, une étude de la Fondation des femmes, qui portait sur le divorce et ses conséquences sur les femmes seules isolées.

Je vais juste mettre en évidence quelques actions précises, pour éviter de faire une énumération à la PREVERT, en trois parties : une nouvelle offre pour la petite enfance et l'enfance, les offres qui portent sur la solidarité avec les familles et enfin le logement et l'emploi.

En 2023, nous avons vu la refonte des admissions en crèches qui intègrent des bonus spécifiques pour des familles monoparentales (20 points supplémentaires). Excusez-moi, j'ai un peu de mal à parler ce matin, je crois que je suis un peu émue par cette délibération qu'on attendait depuis un moment et qui a été très difficile à mettre en place. Pour permettre de pallier les imprévus des mères, ou simplement pouvoir participer à une activité, il est également proposé des solutions de garde de 3 à 6 mois dans les crèches, le temps de trouver une place pérenne. Il faut savoir que 75 % des familles monoparentales sollicitent déjà ce service. Les Pôles Education et Solidarités ont activé aussi la possibilité d'accueillir des enfants de moins de 3 ans dans les écoles maternelles dans huit quartiers politique de la ville, avec une gratuité en accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) de 16 h 30 à 17 h 30 ; c'est une mesure financière importante.

En ce qui concerne la solidarité des familles, je voulais mettre en avant la volonté de sortir de l'isolement, c'est une demande des femmes, en s'appuyant sur les équipements municipaux fréquentés par ces familles. Nous souhaitons impulser une mise en réseau des familles souvent isolées. ACM n'est pas en reste puisqu'il participe activement à une mise en relation des familles

avec une application qui s'appelle « *My ACM* », qui sera déployée d'ici à 2025. Le CCAS et le Pôle des Solidarités déploient des actions d'aller vers pour repérer et tenter de lever les freins d'accès aux droits sociaux, ainsi qu'à un meilleur accès à la santé, à la formation et à l'emploi à destination de ces femmes, en particulier.

En ce qui concerne le logement, la refonte du fonds de solidarité logement (FSL), porté par les Pôles Développement urbain et celui des Solidarités, permet une nouvelle approche et de nouvelles actions pour favoriser l'installation dans un nouveau logement et un nouveau quartier. Nous chercherons aussi à soutenir les femmes avec enfants nouvellement séparées. En 2027, l'établissement *Les Violettes*, ancien EHPAD, accueillera un dispositif de logement temporaire destiné à accompagner ce temps compliqué. Je le disais en préambule, la Fondation des femmes et le Crédit coopératif ont montré que c'est une période très difficile pour beaucoup d'entre elles, et on va tenter de les accompagner au mieux du possible, pour permettre à ces mères de continuer à travailler, et de rebondir, en étant accompagnées, et surtout à ne pas s'isoler. Pour ce qui est du logement social, toujours, les critères révisés permettent une nouvelle cotation qu'ils favorisent. En 2023, 500 familles monoparentales ont vu leur demande d'attribution réglée positivement.

Pour favoriser l'accès à la formation et à l'emploi, la Ville soutient les associations qui ont inscrit des actions dans leur mission, avec l'objectif de permettre l'autonomie des femmes seules par le travail. Je vais citer ici Face Hérault, qui fait un travail exceptionnel, mais aussi des petites associations de quartier, comme Jasmin d'Orient, qui mène des ateliers d'écriture et qui accompagnent les femmes dans leur démarche, avec deux médiatrices présentes sur site. Je voudrais aussi relever enfin l'entreprise à but d'emploi, dont nous a parlé Monsieur LAOUKIRI tout à l'heure, sur mesure, territorialisée. Le territoire zéro chômeur permettra aux habitantes éligibles d'accéder à un emploi à proximité de leur lieu de vie, avec des temps choisis, adaptés à leurs compétences et en CDI.

Je vous renvoie à la liste des actions qui sont menées et qui sont décrites dans l'annexe de cette délibération. Toutes ces mesures s'ajoutent à celles qui ont été prises depuis le début du mandat.

Montpellier, ville de gauche : nous avons en effet déployé une politique de transport gratuit qui redonne un pouvoir d'achat à chacun, mais surtout aux familles disposant de peu de moyens, dans laquelle se situe une large partie des familles monoparentales. La tarification des cantines scolaires, vous l'avez souligné Monsieur le Maire, est aussi une garantie de repas de qualité pour les enfants, qui s'inscrit dans une volonté écologique, également, avec une forte part de produits bio et locaux. Rappelons la tarification à 50 centimes d'euro pour les familles monoparentales au RSA. Montpellier, ville de gauche et écologiste : c'est un projet de société qui soutient les plus précaires et qui s'engage dans un avenir, où la notion de biens communs est partagée par ses habitants. La monoparentalité doit être prise en compte pour favoriser l'égalité des chances, lutter contre les discriminations que subissent encore trop de femmes. Nous n'attendrons pas plus longtemps que l'État se décide à créer un statut pour ces familles, qui sont pour beaucoup en souffrance. Nous voulons les soutenir, être à leurs côtés et ouvrir une voie que l'on aimerait voir suivie sur tout le territoire national. Mais peut-être que la victoire du Nouveau front populaire, qui unit les écologistes et les partis de gauche, aura une meilleure prise en compte de la monoparentalité dans les politiques publiques. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci Madame NAKIB. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame LABOURIER, Monsieur DELAVEAU et Monsieur CALVO.

Flora LABOURIER : Je vais faire une intervention groupée, pour les délibérations 8 et 9, pour moi, elles sont en cohérence. Une fois n'est pas coutume, on va aussi vous féliciter. Vous nous proposez un gros plan d'action sur l'aide aux familles monoparentales. Il est très intéressant, notamment l'aide

supplémentaire de la Ville pour aider ces familles à trouver des solutions de garde avec des horaires atypiques. Le fonctionnement a l'air expérimental, un peu complexe, mais on trouve que la démarche est louable et on va la soutenir, parce qu'elle correspond vraiment à une difficulté vécue par de nombreuses familles. Il y a d'ailleurs un rapport d'information sénatoriale – qui n'a pas été cité – réalisé en mars dernier, avec des chiffres qui sont assez éloquentes : 1 million de familles, une famille sur quatre, est monoparentale, 3 millions d'enfants mineurs vivent au moins une semaine sur deux avec un seul parent. Dans les familles monoparentales strictes, des 82 % des cas, c'est la femme qui est à la tête de la famille. C'est à la fois en faveur des familles monoparentales et en soutien des femmes.

C'est un vrai combat que vous menez, on le reconnaît. La monoparentalité, ça rime souvent avec isolement, stigmatisation, précarisation. Nous saluons vraiment ce plan, qui adapte des services à la situation très particulière de ces familles. C'est vrai que ce plan rentre vraiment dans l'esprit de ce qui est porté par le Nouveau front populaire, qui appelle explicitement à lutter contre la précarité des familles monoparentales, y compris la parole de ces familles, leurs besoins et aussi la question du logement qui n'a pas forcément été évoquée, mais qui est comprise dedans.

Après, puisque l'heure est quand même à l'unité de la gauche, vous me permettrez d'espérer que notre soutien et les propositions constructives qui vont suivre, recevront un écho favorable de votre part, parce qu'on aimerait aussi participer à ce projet. Dans ce rapport sénatorial, il y a une idée qui est très intéressante : un pass par an. On pourrait suggérer à la Ville d'ouvrir la voie à une expérimentation plus poussée, d'un pass famille solo, qui offrirait – au même titre que la carte des familles nombreuses – des tarifs préférentiels dans certains services et espaces de Montpellier. La question de l'accès aux loisirs, qui sont des moments de socialisation, pèse énormément sur les familles monoparentales, quand on n'a pas quelqu'un pour garder son enfant à côté, pour sortir, pour aller voir les copains. C'est aussi cette réalité-là, quand on est une famille, on est aussi un papa, une maman, une femme, un homme, on a envie d'avoir aussi ces temps de vie-là.

On vous propose trois axes de réflexion et d'actions concrètes. L'accès aux services publics, par l'élargissement de l'amplitude horaire de nos équipements, tels que les piscines et les bibliothèques, qui sont aussi des havres de fraîcheur. Il y a un intérêt à pouvoir y aller, afin que ça demeure accessible à tous les parents, quelle que soit leur contrainte d'agenda. L'accès à des festivités estivales, des guinguettes et festivals, qui devraient être proposés par les Maisons pour tous, qui font déjà un gros travail avec les associations locales, avec plus de flexibilité dans les horaires. Notamment, l'accès toute l'année à des cafés et des bars qui soutiennent les familles. On a beaucoup de bars associatifs – vous les connaissez – des lieux où les parents peuvent venir avec leurs enfants, où ils peuvent même garder les enfants pendant que les parents se rendent à des manifestations, c'est ce que j'appelle des espaces « *parents friendly* ». A cet égard, on peut quand même regretter la fermeture de *La Chouette Parenthèse*, qui est dramatique. Je vais quand même avoir un petit mot pour *Le Quartier Généreux*, un bar associatif envers lequel vous êtes vraiment hostile, et qui pourtant fait un vrai travail, y compris citoyen. On parle du Front, des dernières élections, de leur implication, notamment dans les procurations, dans la manière dont ils ont aidé les citoyens – n'importe quel citoyen – à pouvoir aller voter. C'est très important, quand on porte des valeurs, il faut qu'on entraîne tous les gens qui n'ont pas voté, ce travail-là aussi de pouvoir faire garder ses enfants pour aller voter, enfin, c'est des temps importants, et donc d'être en adéquation, en accord avec tout ça.

Donc, on va voter pour ce plan, et on félicite vraiment le travail colossal des services, qui est vraiment à relever. Mais on vous demande aussi d'aller encore un peu plus loin et de prendre en considération nos propositions, dans l'esprit de ce qui s'est ouvert le 7 juillet dernier – puisque ça a été répété plusieurs fois. Merci.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Madame LABOURIER. Monsieur DELAVEAU puis Monsieur CALVO, et évidemment, j'essaierai de répondre à vos propositions.

Jean-Dominique DELAVEAU : Merci Monsieur le Maire. Je voulais moi aussi saluer ce plan d'action, sur un public qui est prioritaire, repéré depuis bien longtemps, en particulier par les analystes des besoins sociaux, politique de la ville, etc. En même temps, on n'a pas attendu aujourd'hui pour faire énormément de choses, qui sont d'ailleurs rappelées dans cette délibération. Je pense qu'on ira encore plus loin et on fera encore plus fort, le jour où, au-delà de faire tant de choses pour les familles monoparentales, on fera aussi des choses avec elles. Qu'on permettra à ces personnes – qui souvent sont des femmes avec enfants – d'avoir une participation citoyenne et de bénéficier de solidarité citoyenne dans leur quartier. Là aussi, ça rejoint un peu les débats en filigrane de cette réunion sur une évolution politique et sociétale des choses et des rapports qu'il doit y avoir entre les organisations. Je pense qu'il faut qu'on réfléchisse beaucoup au pilotage de ce plan et à son évaluation participative, y compris avec les femmes isolées. Qu'elles ne soient pas que des sujets, mais qu'elles soient aussi des actrices de ce dispositif.

Pour le reste, j'ai trop envie de répondre à Madame LABOURIER : je suis tout à fait d'accord avec son intervention. Je lui rappelle aussi qu'elle est membre du Conseil d'administration du CCAS, où elle siège bien peu pour l'instant, et j'espère...

Monsieur le Maire : Monsieur DELAVEAU, non, non.

Jean-Dominique DELAVEAU : ... qu'on pourra aller plus loin maintenant. Nouvel état d'esprit.

Monsieur le Maire : Monsieur DELAVEAU, non, non.

Flora LABOURIER : *Intervention hors micro.*

Monsieur le Maire : Madame LABOURIER, non, mais vous avez sans doute peu...

Intervention hors micro de Flora LABOURIER.

Flora LABOURIER : *Début d'intervention hors micro.* ...conseils municipaux, non, vraiment. Donc ces petites polémiques de bas étage, je veux bien, mais j'ai toujours félicité, vraiment, le travail de Michel CALVO. C'est important parce que...

Monsieur le Maire : Madame LABOURIER, il n'y a aucun problème, je connais vos positions. Vous avez une activité professionnelle comme avocate. Je me permets de relever votre engagement au titre du barreau pour l'Institut des droits de l'homme. Je n'ai pas tout suivi, pardonnez-moi, mais je sais que vous êtes allée récemment en Arménie, faire un travail avec la délégation de Madame HART. Je pense que ça relève plus de la maladresse. Des fois, c'est difficile. On veut bien faire en mettant de la représentation partout, c'est parfois difficile de l'assumer, il n'y a absolument aucun problème. Monsieur CALVO.

Michel CALVO : Monsieur le Maire, je voudrais saluer le rapport, mais insister sur une chose : la complexité à mettre en œuvre. Tous nos services ont tous une politique plus ou moins élaborée, plus ou moins active, de prise en charge des publics et des familles, des femmes seules avec enfants. Le problème, c'est que, quand on les interroge en leur disant comment on pourrait faire mieux, comment on pourrait coordonner, on se heurte à la difficulté des silos. Cette première résolution est une

concrétisation de la transversalité dans la réponse, qui est extrêmement importante. Ça ne concerne pas que nos services, ça concerne les services de la Métropole, d'ACM, d'Altémed, etc. C'est toujours compliqué d'obtenir les informations. ACM a déjà un taux d'hébergement des familles monoparentales extrêmement important. On vient de le renforcer. On avait déjà une politique de prise en compte de la spécificité de la réponse aux difficultés que rencontrent ces familles, et en la rendant publique avec les autres services, on la rend beaucoup plus opérationnelle, on a changé notre cotation dans les familles prises en compte, prioritaires dans l'accès au logement social.

Je voudrais dire une deuxième chose, parce que ce n'est pas possible. Le bilan qu'a tiré l'ancien Gouvernement de l'été de l'année dernière est totalement catastrophique. On a une population dont le Gouvernement, après analyse dit : *« c'est les enfants des familles monoparentales qui ont été les premiers déclencheurs de l'extension sur le territoire de toute la France »*, avec toute une série de villes moyennes qui ont été l'objet des incidents, et la politique qui en est décidée, c'est de culpabiliser les familles monoparentales, de les rendre responsables de la perte de leurs enfants, de toutes choses qu'ils n'ont pas réussies, et de créer une volonté de les faire passer devant les tribunaux, devant les instances. Dans le même temps, le Gouvernement réduit les crédits de la politique de la ville, ce qui fait que toutes les villes sont renvoyées à une responsabilité. La politique de la ville n'est quasiment plus une politique de cofinancement, c'est une politique où les collectivités doivent s'exposer pour porter des politiques de la ville qui sont maintenues en sous-financement et en crise. C'est irresponsable. La vraie réponse aux difficultés de la scolarisation de ces enfants, de socialisation, c'est d'avoir des services d'éducation populaire, des services sportifs et culturels, qui déploient des activités pour accompagner ces enfants-là. Si on recule sur cette capacité, ne soyons pas surpris que, dans 18 mois, on aura une nouvelle bulle d'éclatement de violence, et que d'autres feront des efforts encore plus pour dire : il faut criminaliser, etc. Irresponsable.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur CALVO de votre colère saine, que je partage. Je voudrais donner plusieurs éléments, avant de reprendre des propositions de Madame LABOURIER et voir comment on peut les mettre en œuvre, ou peut-être continuer à avancer sur ce sujet majeur.

Je veux partager avec vous ce que vous avez dit. Quand il y a eu en 2003 dans notre pays des émeutes, des tensions, des violences urbaines – je ne soutenais pas ce Gouvernement – il y a eu une réponse qui a été le plan BORLOO. Cela a donné création de l'Agence nationale de rénovation urbaine. Il y a eu une mobilisation de la société, pas aussi parfaite qu'on aurait pu le souhaiter, mais il y a eu une réponse forte. Aujourd'hui, heureusement, nous nous en servons, nous avons des crédits assez conséquents, notamment pour la rénovation des quartiers de la Mosson et des Cévennes ; une fois cela fait, il nous faudra les travailler sur d'autres secteurs. Vous avez parfaitement raison, l'été dernier, il y a eu dans notre pays des émeutes, des violences et celles-ci n'ont pas touché que les grandes villes, elles ont touché l'ensemble du pays. Je me souviens de l'émotion de Valérie RABAULT – qui malheureusement n'a pas été reconduite dans ses fonctions, mais qui est une très grande parlementaire – qui disait qu'à Montauban, la médiathèque a été attaquée, détruite, pas acceptable, mais comme un signe. On n'a eu absolument aucune leçon, si ce n'est des propos divers et variés. On a eu effectivement des propos sur la parentalité, qui est un sujet ; mais quand on dit *« les parents démissionnent »*, qui a déjà reçu une lettre de parent qui a démissionné ? *« Je démissionne de ma fonction de père ou de mère »* ? Personne. C'est une espèce de violence. Des parents dépassés, pas la gestion d'une adolescence, par des difficultés sociales complexes : la parentalité doit être accompagnée.

Le sens de la délibération est de travailler sur une potentielle vulnérabilité. Les parents investissent énormément pour essayer de faire réussir leurs enfants, et on le sait. L'enjeu est de pouvoir accompagner, de pouvoir construire. Pour ça qu'il y a des réponses qui ont été données. Je faisais

référence à l'uniforme, qui sont des réponses de type populiste, elles doivent être sociales, républicaines et d'accompagnement.

Un témoignage que j'ai reçu comme Maire : il y a une maman seule qui est venue me voir et qui me dit : « *Monsieur le Maire, aidez-moi, la drogue a pris mon fils, qui avait 15 ans, qui a basculé dans ce qu'on appelle chouf-mule* ». Mais on doit punir cette mère qui est en plein désarroi ou on doit l'accompagner et prévenir ? Ma conviction c'est prévenir et accompagner. Ce jeune, il faut l'aider par des moyens forts à se reconstruire, parce que si on ne l'aide pas, il basculera, alors, on nourrira de plus en plus la grande criminalité. On sait qu'aujourd'hui le narcotrafic a bien réparé les cibles, ces enfants en situation de vulnérabilité sociale, qui basculent et qui se trouvent pris. Ça doit être sans doute le débat du post-émeute, celui d'un futur gouvernement. Vous avez relevé que celui qu'on espère appeler doit travailler là-dessus. D'ailleurs, nous, on est tous là, vous avez tous des expériences de terrain, parce que notre mandat, qu'il soit d'opposition, de majorité, nous renvoie à ces réalités.

Je veux vraiment vous remercier, Madame LABOURIER, d'avoir pris la parole et d'avoir dit « *on soutient* ». C'est bien d'être venu enrichir le débat, parce qu'on est l'une des premières municipalités à voter un plan de cette nature, et j'espère qu'il va y en avoir partout. Je le dis avec beaucoup d'humilité : il faut qu'on soit inspirant, parce qu'il y a la réalité sociale, c'est pour ça que j'ai pris en introduction un peu de temps pour décrire comment naissent les convictions. Il y a ceux qui lisent les manuels révolutionnaires, ok, et puis il y a les réalités qu'on rend compte, qui vous font dire : « *mais pourquoi la société là a un désordre, et comment on peut mettre un ordre social juste ?* ». Merci de votre intervention, parce qu'on est l'une des premières communes à délibérer dans cet esprit-là. Le Parlement s'en est saisi. Pardonnez-moi, Madame LABOURIER, je connais bien Philippe BRUN, il m'a auditionné, pas officiellement, dans le travail préparatoire, je connais le rapport du Sénat, je ne l'ai pas cité, vous avez eu raison de l'évoquer. Il faut qu'on progresse. On fait ça, mais on continue. C'est une délibération d'impulsion, qui rassemble des choses qu'on a lancées à l'endroit des familles monoparentales. Vous avez fait des propositions, comme le pass famille. Je ne voudrais pas rentrer dans une *battle*, mais Madame, on fait ça. Je pense qu'on doit rendre plus lisible ce qu'on fait : l'aide de 50 euros pour l'adhésion aux clubs sportifs, le non-recours au droit, etc. Il y a des choses qu'on pourrait rendre plus lisibles. C'est un travail, peut-être on peut voir ce qu'on rajoute après, mais on pourrait partir de notre existant pour le rendre plus lisible. Premier point.

Deuxième point, sur les horaires. Bien sûr qu'il faut qu'on les travaille. La gratuité du MO.CO et du musée Fabre les premiers dimanches, des lieux de culture, comme Sainte-Anne, non pas Sainte-Anne, c'est pour vous annoncer avec Madame ROBIN une bonne nouvelle dans quelques semaines, comme le Pavillon populaire, les médiathèques, c'est trop méconnu, le jeudi soir. Madame la Présidente de l'Université, Anne FRAÏSSE, a fait un truc incroyable : la bibliothèque universitaire est ouverte jusqu'à 22 h, pour les étudiants, pour les Montpelliérains et les Montpelliéraines. Là, il y a une réponse qui est donnée. D'ailleurs, Madame AKBARALY, on délibérera bientôt, on va construire – c'est dommage de faire cette annonce-là, mais on n'est pas là pour *teaser*, on est là pour faire – une crèche sur l'emprise de l'Université Paul-Valéry, avec un enjeu sur les doctorantes. Il y a un rapport ancien qui a montré que c'était un des facteurs d'absence d'égalité femmes-hommes dans la recherche ; ça aussi, il faut qu'on ait une feuille de route, qu'on voit comment on adapte.

Ensuite, vous avez dit quelque chose : comment on est une ville *parents friendly*, ou plutôt *parents solo friendly*. C'est comme les réunions publiques, vous savez quand elles durent des heures, ça arrive, vous prenez un étudiant ou une étudiante – je ne veux pas genrer – pour faire du baby-sitting, bon eh bien, quand on s'écoute les uns les autres parler, ça coûte beaucoup plus cher en horaire. Peut-être tant mieux pour celui-là, mais pour les familles, c'est difficile. Il y a une réflexion à mener sur comment on accompagne cette tranche d'âge, que sont les jeunes parents, pour à la fois les pratiques

sociales et culturelles. Il y a la dimension week-end répit, qui est dans la délibération, qui commence, mais de manière plus globale. Pour la première fois, la crèche Liselotte met des horaires atypiques, pour les travailleurs tôt du matin avec ce critère solo. Mais ça doit être aussi une forme de trajectoire.

Alors je vais prendre un risque, ça va rendre dingue, mais comme on fait un rapport politique de la ville qui est une figure obligée, eh bien nous d'une certaine manière, avec cette délibération, on va essayer de se challenger pour se mettre sur une trajectoire, en avant cela. C'est ma manière de vous répondre, Madame LABOURIER. Je ne veux pas, comme vous êtes dans une posture très saine, d'une opposition ultra constructive, je vous demande de prendre cette réponse-là, mais qu'on construise une trajectoire. Je pense que le fait que ce débat ait lieu dans ce Conseil municipal, il faut qu'il fasse écho, pour que nos politiques de solidarité, de réduction de la pauvreté identifient bien cette zone-là. C'est un sujet.

On parle beaucoup des femmes seules avec enfants. On sait aussi, et il faut le dire, qu'il y a aussi la figure solo du père, qui est liée parfois au deuil ou à des histoires très difficiles. Je ne veux pas non plus qu'on apparaisse univoque, mais on voit bien que c'est un des sujets qu'on doit appréhender avec grand sérieux. Sur ce point, il y a un dispositif dont on n'a pas parlé, qui me tient aussi très à cœur, qui est l'honneur de cette Municipalité : le plan de soutien scolaire public laïc et gratuit. Le dispositif vacances apprenantes, on n'a pas communiqué dessus, mais pas de jeune sans vacances, on a déployé cela, qui s'inscrit là-dessus.

Je voudrais terminer par un point symbolique, mais important, avant de passer au vote. Vous savez qu'on accorde beaucoup d'importance à la célébration du 14 juillet. On souhaite rajouter, on rajoute un temps républicain. Sous la III^e République, les municipalités avaient inspiré de Victor HUGO une forme d'action sociale, comme on fait le Noël solidaire à la Mairie. Eh bien cette année, on accueillera avant le feu d'artifice les familles des weekends répit, ces mamans solos. Chaque année, lors du 14 juillet, il y aura un travail qui sera fait. Là on commence, évidemment, il va y avoir des imperfections, mais pour bien poser la question de l'enfance, de l'adolescence comme une priorité absolue de l'action. On ne règle pas tout, tellement de sujets, mais on doit montrer notre résolution.

Je voudrais vous remercier de ce débat, vous présenter mes excuses, Madame LABOURIER, si vous avez pu être froissée, et vous remercier, parce que je sais votre travail. Je mets aux voix. Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Unanimité. Je vous en remercie.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

9. Services à la population et cohésion sociale - Bouclier social Petite Enfance - Mise en œuvre du dispositif expérimental pour l'année 2024 - Attribution d'une aide financière au bénéfice des familles monoparentales pour l'accueil des enfants en horaires atypiques – Approbation

*Mmes C. GIMENEZ, MM. S. GUISEPPIN (avec le pouvoir de M. M. ALTRAD), M. LAOUKIRI, Y. NOSBE (avec le pouvoir de Mme M. HOUGUET) et M. A. ZANCHIELLO sortent de séance.
Mme F. LABOURIER quitte définitivement la séance sans donner pouvoir.*

Monsieur le Maire : Affaire n° 9. Je propose que Madame AKBARALY rapporte l'ensemble des affaires petite enfance, et s'il y a des demandes de prise de parole évidemment, on répondra.

Tasnime AKBARALY : Monsieur le Maire. Je vais rapporter cette affaire, et puis si vous voulez

bien, je reprendrai bien la parole un peu plus tard.

Monsieur le Maire : D'accord, pardon, allez-y.

Tasnime AKBARALY : Monsieur le Maire, merci. Chers collègues. Avant d'aborder le fond de cette délibération, j'aimerais prendre une minute pour la replacer dans le contexte de politique générale, parce qu'il me semble bon de rappeler les trois grandes visions de la politique petite enfance qui nous sont proposées sur le plan national. Il y a celle du Rassemblement national, qui a longtemps prôné pour le retour au foyer des femmes et qui revendique aujourd'hui la préférence nationale dans l'attribution des places. Il y a une vision également ultralibérale, qui a abouti à fragiliser les crèches en régie publique au profit d'acteurs privés lucratifs, et il faut bien le constater, faute de mobilisation sur le plan humain et financier, que cette vision de la politique petite enfance ne permet pas aujourd'hui de répondre au besoin crucial des familles et de concilier vie professionnelle, vie familiale. Enfin, il y a la vision de gauche, que vous incarnez, Monsieur le Maire, qui porte l'ambition d'une politique petite enfance à la hauteur des enjeux du territoire, bien sûr, mais également de l'importance des 1 000 premiers jours.

Face à l'inflation partout, on constate malheureusement des fermetures de crèches publiques. A Montpellier, vous prenez le contre-pied en construisant 300 nouvelles places et en soutenant les partenaires associatifs non lucratifs de la petite enfance, qui sont extrêmement fragilisés, notamment par des contraintes bâtementaires. L'avancement de cette politique est concret, on le verra, ça sera illustré dans l'affaire 21 – je reprendrai la parole si vous le voulez bien. A cela s'ajoute le bouclier social petite enfance, c'est la présente affaire.

De quoi s'agit-il ? Avec ce bouclier, on va évidemment se placer à la hauteur du défi des familles monoparentales, qu'on a évoqué jusque-là, qui exercent des activités professionnelles à horaires atypiques. C'est très spécifique, mais excusez-moi de le souligner, parce que c'est notamment ces femmes et ces hommes qu'on a tous applaudis pendant la crise de la Covid-19, qui travaillent les week-end, les jours fériés, les soirs au détriment de leur vie de famille. Avec ce bouclier, on va pouvoir permettre aux familles les plus fragilisées de bénéficier d'une garde à domicile au tarif d'une crèche publique, et ainsi pouvoir permettre à ces familles de concilier vie professionnelle et vie personnelle, respecter les cycles de l'enfant, permettre de diminuer la charge mentale des familles monoparentales qui, vous l'avez rappelé, sont à 85 % des femmes.

Pour illustrer très concrètement ce que c'est ce bouclier, je prends l'exemple d'une maman, Nina, mère de trois enfants, deux en primaire et un tout petit, elle est aide-soignante en EHPAD, elle termine son travail à 21 h 30. En sortant de son travail, au lieu de courir la ville pour aller récupérer ses enfants gardés par des voisins ou de la famille, réveiller le tout petit, préparer le repas, elle va pouvoir rentrer chez elle, ses enfants auront fait leurs devoirs, auront mangé, seront couchés à son retour. Vous le voyez au niveau des tarifs, sans ce bouclier social, ce tarif de garde à domicile est évidemment incompatible avec des bas salaires. Là, on voit, après application du bouclier que ce service sera rendu financièrement plus accessible. C'était une illustration pour bien comprendre derrière la complexité du montage, l'application très pratique de cette expérimentation. Je vous propose de voter cette délibération pour l'expérimentation de la mise en place de ce bouclier social petite enfance.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Madame AKBARALY. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur cette affaire ? Allez, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

10. Services à la population et cohésion sociale - Maison de santé des femmes et maison des parents - Attribution de subvention au Centre hospitalier Universitaire de Montpellier - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Mmes C. GIMENEZ, I. MARSALA, MM. S. GUISEPPIN (avec le pouvoir de M. M. ALTRAD), M. LAOUKIRI, Y. NOSBE (avec le pouvoir de Mme M. HOUGUET) et M. A. ZANCHIELLO sortent de séance.

Mme R. TIKOUK sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 10. Madame BRUN-MANDON.

Élodie BRUN-MANDON : Monsieur le Maire. On l'a vu tout au long de nos débats, la volonté très forte affichée d'être de gauche et de respecter nos valeurs de gauche. Je suis très fière avec cette attribution de subvention à notre centre hospitalier universitaire (CHU), de porter haut et fort nos valeurs de gauche. On fera le lien certainement avec nos politiques publiques, avec cette ville à hauteur d'enfants, on vient de le voir avec Tasnime AKBARALY avec ce soutien à la petite enfance, à quel point on peut se positionner autour des parents avec un enfant en souffrance, comment aujourd'hui on peut accompagner le CHU avec la maison des parents. Accompagner des parents dans leur accompagnement eux-mêmes de l'enfant en souffrance, parce que hospitalisé, parce que déjà une famille en souffrance c'est compliqué. Si on peut appuyer le CHU avec cette belle maison des parents, qui ouvrira au mois de septembre, il sera administré par La Pasquière, composée de 10 chambres à destination des parents. Il faut noter aussi un espace de coworking, les parents peuvent aussi avoir un moment, notamment sur un emploi libéral, donc il y a aussi une volonté de poursuivre une activité, tout en accompagnant cet enfant malade. Nous nous positionnons à côté de cette structure d'accueil.

La deuxième subvention, elle est importante pour le signal important de cette Ville de Montpellier qui est aux côtés des femmes, qui n'acceptera jamais une femme en souffrance, qui se positionne aux côtés des soignants, des travailleurs sociaux qui accompagnent au quotidien ces femmes maltraitées, battues, violées. Nous ne pouvons l'accepter. Aujourd'hui le CHU de Montpellier, il faut rendre hommage à Anne FERRER, à son Directeur général adjoint Monsieur François BÉRARD, qui a porté ce dossier avec conviction, aussi avec le professeur Pierre BOULOT, et l'une d'entre nous qui est exceptionnelle dans ce qu'elle fait au quotidien sur notre territoire, Aline FAUCHERRE du CIDFF, qui se bat au quotidien pour accompagner les femmes. Avec ces personnes, on a monté cette maison des femmes, avec les marraines que sont Alexandra LAMY et Ghada HATEM, qui a monté une maison des femmes à Saint-Denis. C'est pour l'accompagnement en santé globale des femmes, qui sont dans une souffrance absolue, parce que dans une situation de violence. Il y a un accompagnement systémique, du côté sanitaire, avec gynécologues, un accompagnement psy et social aussi, comment on les oriente vers un dépôt de plainte, vers une structure d'accueil, comment nous, Ville de Montpellier, on pourra s'inscrire avec le CCAS pour ces accompagnements, avec l'unité mobile de prévention, pour faire que quand on récolte une parole de femme violentée nous pouvons l'orienter, prendre soin de ces femmes. Je veux rendre hommage aussi à tout ce travail-là de personnes engagées, soignantes, de ces travailleurs qui au quotidien s'occupent des femmes.

Je voudrais finir par cette maison des femmes, elle s'appelle « *Agnès-McLaren* ». Dans cette ville de médecine de Montpellier, on le répète souvent et je suis la première à dire que nous sommes les héritiers de LAPEYRONIE. Mais devant vous, je vais m'attacher à dire que nous sommes les héritiers d'Agnès MCLAREN, la première femme qui, en 1878, a été reçue à la faculté de médecine. Aujourd'hui, on est très fiers aussi d'avoir l'énergie et le talent de sa doyenne, Isabelle LAFFONT,

qui mène une politique très fervente autour de la femme et de l'accès aux études de médecine de la femme. Nous sommes tous les héritiers d'Agnès MCLAREN, pour faire que cette ville soit une ville d'écoute, de partage, que la femme soit prise en charge de façon systémique, de façon globale. Finalement, Montpellier, c'est la ville de la sororité. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Madame BRUN-MANDON. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur ces deux subventions ? Madame DOULAIN, bien sûr.

Alenka DOULAIN : Merci, merci pour cet exposé, Madame BRUN-MANDON. Très rapidement, je profite de cette affaire pour avoir des nouvelles. On a beaucoup parlé de la gauche et du soutien des syndicats au Nouveau front populaire. Il y a eu une intersyndicale qui a manifesté, qui a déposé grève dans un des services du CHU de Montpellier. Vous êtes Président par ailleurs du Conseil de surveillance. Où en est-on ? Aujourd'hui, on crée une maison des parents, mais les parents veulent aussi des moyens adaptés dans les hôpitaux, notamment sur le service chirurgie pédiatrie. Où en est-on de ce dossier ? Qu'avez-vous porté ? Comment peut-on contribuer, comment pouvez-vous contribuer à restaurer le dialogue social dans ce CHU qui nous est cher ?

Monsieur le Maire : Merci Madame DOULAIN. Madame NAKIB.

Fatma NAKIB : Merci Monsieur le Maire. Je voulais juste saluer l'engagement de la Ville aux côtés du CIDFF, et sa Présidente Aline FAUCHERRE, en particulier, également du CHU de Montpellier, en faveur du soin pour les femmes victimes de violences physiques et mentales. Ces femmes sont nombreuses et méritent que leurs blessures soient prises en compte. Je voudrais surtout saluer deux femmes, Madame Ghada HATEM, que nous avons invitée en mars 2022, ici à Montpellier, pour nous présenter sa maison des femmes de Saint-Denis justement, ça se passait à la Halle tropisme. Ce soir-là, on a eu la surprise de voir arriver une petite dame blonde qui s'appelle Alexandra LAMY et qui nous a fait la surprise de nous rejoindre ce soir-là, pour soutenir en fait l'installation d'une maison des femmes à Montpellier. C'est au cours du coup de cette soirée qu'est né ce projet de maison des femmes. Dès le lendemain matin, Madame LAMY s'est rendue au CHU et a toqué à la porte de la direction pour présenter ce projet. La suite, on la connaît. Madame BRUN-MANDON vient de nous la conter. Je voulais aussi souligner que cette maison Agnès-McLaren s'inscrit dans une action politique qui est menée depuis très longtemps par la Ville de Montpellier avec le CCAS, et en particulier les équipes du Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) Bouissonnade que je voulais saluer au passage. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Madame NAKIB. Madame DOULAIN, sur le sujet, je ne veux pas vous répondre formellement sur la question de la pédiatrie. Je voudrais qu'il n'y ait pas de faux procès à mon endroit. Je suis Président du Conseil de surveillance du CHU et je suis déployé de toute mon énergie pour cet équipement public majeur du territoire. D'ailleurs, ça fait 15 ans qu'il n'avait pas reçu d'enveloppe d'investissement, et là on est à 700 millions d'euros d'investissement pour reprendre un bâtiment, améliorer les conditions de travail des agents, le livre blanc, etc. D'ailleurs, en Conseil municipal, il y a eu des présentations. CHU pour lequel nous nous impliquons pour qu'il soit en réponse aux défis des déserts médicaux dans l'aire urbaine de la Métropole. J'étais il y a trois semaines ou un mois, enfin avant la période compliquée, à Lodève pour présenter, au côté de François BÉRARD, qui a été à très juste titre salué, l'exercice de professeur, de praticien du CHU à l'hôpital de Lodève pour contribuer à une offre de soins et à garantir et à agir en faveur de l'équilibre territorial. Notre Métropole doit veiller à la question des grands équilibres. La prise en charge des soins pédiatriques sur la ville de Montpellier est une question majeure. D'ailleurs comme tous les 31, d'ailleurs j'ai bien expérimenté ce service comme usager, mais indépendamment, tous les 31, c'est là-bas où je me rends pour saluer les personnels, le sujet de la maternité. Je suis aussi ce dossier avec

la Direction. Je ne suis pas le décisionnaire, je suis celui qui dit il faut qu'il y ait bien une offre de soins qui permet la prise en charge pour pouvoir rassurer les familles. Là-dessus, comptez sur moi, je suis d'ailleurs à disposition pour les échanges, il n'y a pas de problème, on suit ça de très près.

La question de l'accès aux soins est aussi un des enseignements du vote, la question des déserts médicaux, de la continuité des soins. Il y a un travail très précieux qui a été mené pour que les services d'urgence s'installent à proximité, parce qu'aujourd'hui très engorgés. C'est le travail de Madame BRUN-MANDON, avec l'équipe du CHU, puisque nous accueillons la maison médicale de garde, les équipes se sont repositionnées. Bref, l'urgence et les sujets de traitement, la coordination des soins, y compris des soins pédiatriques, parce que parfois, et c'est tellement normal, quand vous êtes parent et qu'il y a une montée de fièvre, vous filez aux urgences pédiatriques, ça peut parfois être urgent. On l'a aussi dans le scope, on y est très attentif.

Après, moi j'espère un Gouvernement qui va aussi nous accroître les dotations pour l'hôpital public, parce que c'est aussi un de nos sujets. C'est-à-dire que la mission de service public doit être convenablement rétribuée pour pouvoir assurer l'offre. Je ne veux pas esquiver, mais vous dire aussi la complexité.

Je veux rejoindre Madame BRUN-MANDON et saluer son action. Ce qui est vraiment extraordinaire, c'est qu'aujourd'hui, le CHU est en dynamique. Qu'est-ce que c'est une maison des parents ? Ça a été le combat d'ailleurs d'usagers du CHU, cette mère qui venait de Bourgogne – pardon, je ne suis pas sûr, mais en tout cas d'un endroit très éloigné de Montpellier – parce qu'à Montpellier, il y a les meilleurs spécialistes pour accompagner des familles qui vivent l'épreuve pour leurs enfants de maladies quasi-orphelines ou seule la recherche médicale d'excellence qui est la nôtre peut offrir les soins. Vous vous retrouvez là et vous êtes obligés de dormir d'hôtel en hôtel, eh bien la maison des parents, à l'image de *La Pasquière*, avec la formidable présidente Annie SÉQUIER, va être un lieu qui va permettre là aussi d'accompagner les papas et les mamans. Cette petite subvention, le mécénat était très présent et merci à eux, mais le CHU a développé ce projet et la maison des femmes Agnès-McLaren, première Docteure de la Faculté de médecine de Montpellier, va être aussi un lieu très important.

Je me permets de le dire, Élodie [BRUN-MANDON] parce que, moi, je suis très heureux qu'on ait inscrit le droit à l'Interruption Volontaire de Grossesse (IVG) dans la Constitution. Très heureux. C'est une grande victoire politique. C'est d'ailleurs le grand acquis de la présente législature, et qui a pu montrer qu'on était capable de faire de grandes choses ensemble dans ce pays. Mais l'effectivité du droit à l'IVG, c'est fondamental. Ce n'est pas parce qu'on inscrit le droit à l'IVG qu'on garantit. A Montpellier, la maison Agnès-McLaren vient renforcer le dispositif, puisqu'elle fera les consultations sur l'IVG, et la convention orthogénie avec le CHU le permettra. En plus du planning familial, où nous avons aidé aux fauteuils de consultation, une délibération qui était passée dans l'anonymat absolu, mais ce n'est pas grave, tant mieux d'ailleurs, sur l'IVG, en plus, le centre de santé universitaire qui là aussi a été aidé.

Vous voyez bien, Madame DOULAIN, et je pense qu'il n'y a pas du tout de procès d'intention, il y a un travail partenarial qui doit se faire pour bien favoriser l'accès aux soins, l'accès au droit. Il y a des choses qui se posent aujourd'hui dans le débat sur l'affectation de moyens sur le service de pédiatrie. Je me suis permis aussi un peu de dézoomer pour essayer de montrer qu'on devait œuvrer en partenariat à cette cohérence. Nous le faisons sur la Ville de Montpellier, nous le faisons là sur des choses qui nous apparaissent absolument essentielles, le droit à l'IVG, violences faites aux femmes. Mais nous le faisons aussi à l'échelle du grand territoire, parce que la question des déserts médicaux, la question de l'offre de soins du Lodévois Larzac nous préoccupent. Si on veut pouvoir espérer

rééquilibrer ce territoire, ce que nous devons faire, eh bien, pour que les habitants décident d'aller s'installer, il faut qu'ils aient quand même l'assurance qu'il y ait des professionnels de santé. C'est aussi ce travail-là. Vous me demandiez des comptes sur mon mandat de Président de Conseil de surveillance du CHU, je suis allé un peu plus loin que seulement votre question.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Luc ALBERNHE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

11. Rayonnement et attractivité du territoire - Soutien à la population ukrainienne - Memorandum d'accord de coopération entre la Ville de Montpellier, la Ville et l'Oblast de Lviv - Dispositif "Vacances-répit" - Reconduction pour l'été 2024 - Attribution d'une subvention - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n° 11. C'est la reconduction du dispositif que nous avons mis en place avec Lviv, évidemment, la question du soutien à l'Ukraine. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Monsieur le Maire : Je veux indiquer ici, en marge de cette délibération sans débat, que nous allons présenter une convention de soutien aux artistes de Gaza avec l'Institut du monde arabe, présidé par Jack LANG. Il y a un appel qui a été lancé, et Montpellier évidemment s'inscrit dans ce dispositif. J'ai d'ailleurs rencontré un membre de la diaspora palestinienne sur ce point. Il y a des demandes très importantes et le monde culturel est en train de répondre sur les studios, les lieux de résidence, les solutions d'hébergement. Chacun, nous devons prendre notre part face à cette situation qui est absolument insupportable. Je le dis très clairement, notre vœu, ce cessez-le-feu, il faut le clamer, il faut clamer la libération des otages.

12. Aménagement durable du territoire - Pacte "Montpellier ville désirable"- Approbation

Mme R. TIKOUK et M. A. ZANCHIELLO entrent en séance.

Mme N. AKIL quitte définitivement la séance en donnant pouvoir à Mme V. BRUNET.

Monsieur le Maire : Affaire n° 12. Pacte « *Montpellier ville désirable* ». Madame FAYE, je vous donne la parole, pour présenter ce travail de concertation qui arrive.

Maryse FAYE : Merci Monsieur le Maire. Pourquoi un pacte de la ville désirable, mes chers collègues ? Parce que chaque projet, quel qu'il soit – la construction, du recyclage, la réhabilitation, la rénovation, la densification, la surélévation – chaque projet fabrique la ville de demain. Egalement parce que tout professionnel de l'acte de construire doit tendre vers un modèle plus sobre et plus exemplaire, inventer les nouvelles formes d'habiter, de travailler, d'échanger, de réinvestir l'urbain, le déjà là. Depuis 2020, nous nous sommes engagés dans une transition écologique et solidaire qui inspire l'ensemble de nos politiques publiques d'une Collectivité de gauche. Dans le domaine de la

construction et de l'aménagement, l'ambition nous amène à changer de paradigme. Nous les avons définis en 2020 et nous les intégrons dans le futur PLUi, de façon réglementaire, qui sera bientôt opposable dans le courant de l'année 2025. Mais tout ne saurait être réglementaire. Ce sont les recommandations, par exemple, pour réduire les impacts environnementaux des projets, pour protéger la biodiversité, pour diminuer l'artificialisation des sols, construire une ville du beau, concevoir une ville équilibrée géographiquement et socialement, être sobre en consommation des ressources, prendre en compte la santé et le mieux-être des habitants.

Le pacte de la ville désirable est né de ce besoin, de cette exigence. Nous avons décidé de réaliser ce référentiel – vous avez raison de le préciser Monsieur le Maire – collectivement, collégialement, pour que chacun se l'approprie et le respecte. C'est ainsi que pendant plusieurs mois, des ateliers participatifs ont été suivis par tous les professionnels. Je vais sans doute en oublier, mais je vais en citer quelques-uns : les architectes, les urbanistes, les promoteurs, les paysagistes, les universitaires, les bailleurs sociaux, les aménageurs, les notaires, les géomètres, les services de l'État, les services de la Métropole, les services d'Altémed, les élus des différentes délégations concernées, et également les étudiants de l'école d'architecture, les futurs architectes de demain. Je tiens à remercier particulièrement les services de la Direction de l'aménagement de la Métropole (DAM), qui a été un véritable chef d'orchestre pour écrire cette partition harmonique. Je remercie aussi le Service de la communication qui a su rendre ludique et agréable cette production – vous le voyez avec le document que vous avez sur la table.

Huit impératifs ont été identifiés, qui se décomposent eux-mêmes en de nombreux engagements. Le pacte est en ligne sur le site de la Ville – je vous invite à le consulter, bien évidemment. Vous l'avez sur la table, donc je ne vais pas rentrer dans le détail, mais au moins vous énumérer les huit impératifs. Ils rentrent dans une dynamique de mieux faire, de mieux produire, embellir la ville, fabriquer le patrimoine de demain, replacer le citoyen dans chaque projet, très important pour l'acceptabilité des projets, produire durable, responsable en favorisant les circuits courts, créer de nouveaux lieux de vie, nous avons appris avec la Covid-19, adopter une sobriété énergétique et contribuer à décarboner, une obligation, mais aussi une ambition, accompagner les mobilités décarbonées, protéger et régénérer le vivant, soutenir l'agroécologie, préserver et gérer la ressource en eau, notre capital pour demain.

Nous allons élaborer aussi une grille de cotation globale pour évaluer les projets qui nous seront soumis, pour que le pacte soit un véritable outil d'aide à la conception. Il faut rappeler que nous avons la responsabilité sociale, environnementale et politique de concevoir la ville de demain pour les générations futures. L'empreinte sera forte. Le pacte affirme une culture commune de la fabrique de la ville et fédère autour d'une vision partagée à l'heure des urgences que nous connaissons : climatique, sociale et environnementale. Chacun doit être partie prenante de cette transition écologique. Montpellier est une ville accueillante, il faut recevoir bien et mieux. Ancrée dans son histoire depuis 985 et en perpétuelle évolution, elle s'inscrit dans une trajectoire d'adaptation et de créativité du XXI^e siècle. Ce pacte, je vous propose, mes chers collègues, de l'adopter. Il nous permettra d'être exemplaires.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame FAYE, pour cette présentation et tout le travail de concertation que vous avez mené. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Monsieur JOUAULT, Madame DOULAIN, Monsieur MARTIN. Monsieur JOUAULT.

Stéphane JOUAULT : Merci Monsieur le Maire. Alors, je salue bien évidemment la mise en application de ce pacte Montpellier ville désirable, qui est issu effectivement, comme l'a dit Maryse FAYE, d'un travail transversal auquel les élus Ecologistes ont été associés.

Une première remarque liminaire rapide, puisque ça a déjà été évoqué d'une certaine manière, la philosophie de ce pacte, notamment son impératif n° 2, renvoie à une certaine idée du vivre ensemble, idée que nous cultivons à Montpellier et qui s'est traduite à nouveau dans les urnes dimanche dernier. Ce n'est pas un hasard si à Montpellier, la gauche est majoritaire dans tous les bureaux de vote. Elle a une tradition de gauche sociale et écologiste, qui porte ce vivre ensemble.

Ensuite, ce pacte confirme un changement fort déjà à l'œuvre dans notre façon d'adapter la ville dans le contexte de crise climatique et d'effondrement de la biodiversité. Si je prends l'intitulé de l'impératif n° 7 « *protéger et régénérer le vivant, soutenir l'agroécologie urbaine* », il n'y a certainement pas beaucoup de documents d'urbanisme en France, peut-être même aucun d'ailleurs, qui met le vivant en exergue. On évoque généralement la nature – et c'est déjà très bien de parler de nature – mais le vivant indique que nous faisons partie intégrante de cette nature. C'est réfléchir de manière écosystémique et ne plus penser la nature comme une variable d'ajustement. C'est ce que Philippe CLERGEAU, professeur au Muséum d'histoire naturelle, appelle dans un livre assez exceptionnel « *l'urbanisme biodiversitaire* ».

Avec ce pacte, nous avons donc un changement d'orientation qui, sur bien des points, va au-delà de la réglementation. C'est d'ailleurs tout son intérêt. Je pourrais citer beaucoup d'exemples. Puisqu'on parlait tout à l'heure d'agroécologie, on a l'exemple de l'incitation à créer un jardin potager dans chaque programme immobilier. Tout son intérêt c'est d'aller au-delà du réglementaire, et son intention est en cela comparable à celle de la charte de l'arbre. Comme cette charte, évidemment, il est amené à évoluer, à être complété au fur et à mesure.

Il y a quand même une difficulté : assurer ensuite de la mise en application réelle du pacte, de la prise en compte de tous les impératifs, sans en délaissier aucun. Peut-être faudra-t-il pour cela aller encore plus loin en réfléchissant à une labellisation des projets, que les acteurs de la construction pourraient mettre en avant, qui pourrait être attribuée par une instance comparable au comité arbre. À Paris par exemple, ils ont mis en place ce qu'on appelle le « *biodiv score* », qui met en avant les projets immobiliers qui intègrent le plus la biodiversité. Ce genre de labellisation et d'instance, comme le comité arbre, a prouvé son efficacité. Au comité arbre, on voit maintenant des projets qui sont beaucoup plus qualitatifs, puisque les personnes qui travaillent ont en tête ce comité et se disent qu'il faut quand même présenter quelque chose d'acceptable devant cette instance.

Plus généralement, il faut quand même dire qu'il est nécessaire de faire un point d'arrêt à l'extension urbaine et de s'atteler à construire la ville sur la ville. Alors c'est bien sûr évoqué dans ce pacte, mais je crois que c'est vraiment une priorité. Cette affirmation doit se traduire en actes. Je pense évidemment par exemple aux coteaux de Malbosc : nous avons bien compris que l'urbanisation sera réinterrogée, et nous nous en félicitons.

Enfin, Montpellier doit certes être une ville désirable, mais cela ne doit pas empêcher une réflexion plus globale sur l'urbanisation sur un plus vaste territoire. La concentration de l'habitat et de l'activité dans la métropole, et dans son cœur particulièrement, a montré ses limites d'un point de vue écologique et social. Il n'en reste pas moins qu'il faut saluer ce pacte Montpellier ville désirable, qui est une véritable avancée et un changement d'orientation fondamental. Merci.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Monsieur JOUAULT. Madame DOULAIN et Monsieur MARTIN.

Alenka DOULAIN : Chers collègues. Nous sommes évidemment tout à fait en accord avec l'esprit

de ce pacte, de ses recommandations : rénover plutôt que construire, soutenir l'agroécologie urbaine. C'est vraiment le sens des propositions que nous portons depuis maintenant quatre ans. Comme il est écrit noir sur blanc dans la délibération *« ce pacte est un engagement commun pour être à la hauteur des défis actuels pour fabriquer ensemble la ville de demain »*. Je note, et c'est heureux, que ce pacte est tout à fait compatible avec le programme du Nouveau front populaire, que vous soutenez et que nous soutenons aussi évidemment.

J'en profite pour dire que je me désole, Monsieur COTE, que vous n'ayez pas pu saisir au vol tout à l'heure les propositions de réorientation budgétaire que nous avons faites avec le groupe Mupes. Si vous ne changez pas de cap à la suite du plébiscite des Montpelliérains pour un programme de rupture, vous semblerez finalement seulement avoir surfé sur un accord électoral, et je trouverais ça dommage. C'est un risque que je vois, c'est pour vous que je le dis, et je m'y emploie, je ne peux pas m'y résoudre. Nous continuerons à être force de proposition, Monsieur COTE, à vous inciter à bifurquer sur des points qui nous semblent cruciaux. Première force d'opposition, première force de proposition. C'est notre ADN depuis quatre ans et tout le monde en conviendra.

D'ailleurs, Madame SAURAT, je réponds évidemment positivement à votre proposition de rencontre avec le pôle PISE, vraiment. Je me tiens à votre disposition. Vous savez, il y a un terme que j'aime bien utiliser pour parler de ces questions bâtimentaires : devenir patrimoine à énergie positive. Notre ville pourrait l'être sous peu. C'est pour ça que je porte un vrai plan, à la fois de rénovation et de solidarisation de notre bâti. Je suis disposée évidemment à en parler avec vous.

Pour revenir sur cette délibération, deux propositions du programme du Nouveau front populaire retiennent particulièrement mon attention : instaurer un moratoire sur les projets d'infrastructures routières et défendre les zones agricoles naturelles et les zones humides. Pourtant, plusieurs projets portés par votre majorité depuis 2020 – et pas qu'un peu – entrent en contradiction totale avec ces objectifs et viennent en contradiction avec ce beau pacte d'urbanisation. La bétonisation de Cambacérès au lieu de la ceinture verte qui était dans votre engagement de campagne – comme l'a rappelé avec clarté Madame MANTION mardi en Conseil de Métropole – l'urbanisation des meilleures terres agricoles de la Métropole à Sablassou, l'urbanisation des coteaux de Malbosc, au grand désarroi des habitants, un nouveau stade inutile dans le sud de Montpellier – on ne sait pas encore où, à Pérols, peut-être ailleurs – alors que nous prônons depuis le début la rénovation d'un stade existant, et enfin le contournement ouest et les autres projets autoroutiers que vous défendez, qui va non seulement détruire 30 hectares de terres agricoles, de bois, de zones humides, mais émettre aussi 270 000 tonnes de CO₂ en plus à cause du trafic induit, pour seulement quelques minutes de trajets économisés. Monsieur le Maire, ma question est donc simple, vis-à-vis de ces cinq projets climaticides – et j'aurais pu en citer d'autres – que vous soutenez jusqu'à présent, comment comptez-vous respecter localement le programme du Nouveau front populaire et respecter le pacte pour une ville désirable ? Merci pour vos éclaircissements.

Monsieur le Maire : Merci Madame DOULAIN. Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN : Merci Monsieur le Maire. Le groupe Communiste partage largement la philosophie de ce pacte, en particulier tout ce qui concerne les aspects thermiques du logement, parce qu'on sait à quel point c'est important : d'abord pour le confort de vie, mais aussi pour le confort du portefeuille des habitants de ces logements. J'aurais beaucoup d'autres choses à dire.

Je sais qu'après, vous allez me dire que je m'attache à un tout petit point de détail, mais comme je suis le seul à m'attacher à ce petit point de détail, je voudrais quand même le souligner, sur les mobilités. Il est dit qu'on doit porter attention au stationnement : avoir suffisamment de stationnement

pour les deux roues, il est porté attention aussi au stationnement pour les voitures électriques. Il y a toujours le même oublié qui est le deux roues motorisé. C'est une erreur ancienne, répétée et contre laquelle je me bats et j'essaie de convaincre. Non seulement pour le deux roues motorisé d'aujourd'hui, thermique, qui est véritablement déjà une alternative à la circulation automobile. Moi-même avec ma petite 125 cm³, je ne fais que du 2 litres au 100, en Crit'air 1 : on voit bien l'avantage par rapport à une voiture. Quand je gare ma petite moto, je prends beaucoup moins de place qu'avec une voiture. Excusez-moi de parler de mon cas personnel, mais en fait il est très large : si on faisait un peu la sociologie des cyclistes, on s'en rendrait compte : vu mes vieilles blessures sportives, le vélo ne m'étant plus possible, pour faciliter mes déplacements, c'est l'option que j'ai choisie. Pourquoi j'en parle ? Parce que demain, ce qui est accessible, c'est le deux roues électrique. Autant, comme beaucoup j'ai de grandes interrogations sur la voiture électrique. D'abord sur son aspect globalement véritablement écologique – je ne prolonge pas là-dessus – mais aussi essentiellement par rapport à son coût. Ce n'est pas demain que n'importe qui pourra se payer une voiture électrique, il y en a au moins pour 40 000 €, ce n'est absolument pas accessible. Par contre, le deux roues motorisé électrique est déjà quasiment accessible financièrement, puisqu'on peut acheter un équivalent 125 cm³ électrique pour le prix d'une Vespa. Certes, une Vespa est encore un peu chère, mais ça veut dire que c'est déjà accessible pour la plupart des gens qui roulent en deux roues motorisés type 125 cm³. Pour garer ces véhicules-là, ça ne demande pas plus de place que pour un vélo électrique, et ça demande aussi moins de place que pour un vélo cargo. Si on ne prévoit pas ça dès aujourd'hui, ça veut dire qu'on limitera dans un futur presque immédiat la possibilité d'utiliser le deux roues motorisé électrique, et c'est une grave erreur. Des études ont été produites qui montrent que si 10 % des automobilistes passaient aux deux-roues motorisés, on pourrait réduire les embouteillages de 30 % et la pollution qui va avec. Je ne prolonge pas, mais c'est une erreur réelle de ne pas vouloir s'intéresser aux deux roues motorisés, accessibles quasiment à tous sans être un sportif, à partir du moment où on a des distances importantes à couvrir tous les jours. D'autant plus que l'autonomie est un vrai problème pour la voiture électrique. La logique serait qu'on réserve sa voiture...

Monsieur le Maire : Monsieur MARTIN, s'il vous plaît, vers la conclusion.

Hervé MARTIN : Non, je vais jusqu'au bout parce que j'en ai rarement l'occasion et qu'à un moment donné il faut que ça imprègne.

Monsieur le Maire : Non, mais attends, on a compris, mais juste le temps, c'est pour ça.

Hervé MARTIN : Oui, oui, il reste 2 minutes, merci de me l'avoir souligné. Je vais pouvoir prolonger.

La voiture devrait être réservée aux déplacements longs et aux déplacements en famille. Avoir un deux roues à côté permet de pouvoir se déplacer beaucoup plus facilement. Portons-y attention, c'est une grave erreur que de ne pas le faire. L'autonomie électrique pour un deux roues motorisé est vraiment possible en ville, alors qu'on ne pourra faire que 100 ou 150 bornes avec une voiture électrique, c'est-à-dire aller pas bien loin, donc je n'en vois pas l'utilité.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur MARTIN. Je sais que cette intervention vous tenait à cœur. Je rappelle que chaque rapport c'est 5 minutes. Je pense que ce sont des choses qu'on peut prendre en compte.

En tout cas merci Madame FAYE. Je propose de mettre aux voix ce document. Je veux quand même m'associer aux remerciements, parce que voilà, l'ALEC, l'école d'architecture, tout le monde a été indiqué ici, pleinement partie prenante. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au

vote ? Adoptée.

Stéphanie JANNIN : *Intervention hors micro.*

Monsieur le Maire : Ah, Madame JANNIN, vous vouliez parler ?

Stéphanie JANNIN : *Intervention hors micro.*

Monsieur le Maire : Mais Madame JANNIN, Madame ALLIE a écrit un mail, à chaque fois d'ailleurs.

Stéphanie JANNIN : *Intervention hors micro.*

Monsieur le Maire : Il y a aucun problème. On note bien que sur tous les sujets d'urbanisme, vous ne prenez pas part au vote.

Stéphanie JANNIN : *Intervention hors micro.*

Monsieur le Maire : D'accord, on note que vous ne prenez pas part au vote. Pas de souci. On est très attentif à votre situation, très attentif, et c'est bien noté. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Luc ALBERNHE, Mme Stéphanie JANNIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

13. Services à la population et cohésion sociale - Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA) - Rapport 2023 – Présentation

Mme S. JANNIN quitte définitivement la séance en donnant pouvoir à M. S. JAWHARI (le pouvoir de M. L. ALBERNHE est annulé).

Mmes E. BRUN MANDON, H. EMAD et M. S. JAWAHRI (avec le pouvoir de Mme S. JANNIN) sortent de séance.

Monsieur le Maire : Madame CABELLO, accessibilité universelle. Des efforts qui sont conduits chaque année avec beaucoup d'investissement, mais on a tellement de retard, même si on est en train de faire des gros progrès dans certains endroits.

Émilie CABELLO : Bonjour à tous, Monsieur le Maire, chers collègues. Si vous me le permettez, cette année, je vais vous présenter succinctement le rapport de la Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA) et l'illustrer avec des exemples concrets. Comme vous le savez, les CCA sont obligatoires pour les communes de plus de 5 000 habitants. La Ville de Montpellier compte 60 000 personnes en situation de handicap, et sur ces 60 000 personnes, seulement 8 503 sont allocataires de l'allocation adulte handicapé.

En matière d'accessibilité, la Ville de Montpellier est très volontariste. Elle ne se contente pas d'appliquer la réglementation et la norme, elle va au-delà en se préoccupant de la qualité d'usage. Elle a comme bras armé le comité de liaison, composé d'un comité d'experts. Il y a huit experts titulaires et suppléants, qui représentent les différents handicaps les plus prégnants. Ce comité est

renouvelé chaque année, il accompagne la Ville sur les principales thématiques de la CCA, ainsi que sur les gros chantiers structurants.

Pour renforcer ces experts, nous avons nommé un réseau de référents accessibilité dans les vingt pôles administratifs et techniques de la Ville, Métropole, CCAS. Ces derniers sont formés par l'équipe de la cohésion sociale et sont nos relais d'informations pour la rédaction du rapport.

Cette année, je vais mettre en lumière les thématiques mobilité, voirie, espace public, sport et culture.

En matière de mobilité, pour le rapport 2023, nous pouvons noter un exemple prégnant, la mise en accessibilité et la revalorisation de la place de la Comédie et le quai de l'arrêt du tram de la Comédie. Nous avons donc amélioré les rampes d'accès, retravaillé la continuité des chemins de guidage Comédie et Arrêt, et retravaillé les contrastes des marches. Je veux remercier les équipes de la TaM et le comité d'experts qui nous ont accompagnés sur ce dossier.

Ensuite, le gros chantier de 2023 fut le travail autour du bustram, le bus à haut niveau de service. Nous avons donc pu visiter avec Madame FRÊCHE au dépôt des Hirondelles, nous avons pu challenger les constructeurs des futures lignes de bustram afin de travailler précisément l'aménagement intérieur du mobilier roulant, les places PMR, l'espace dédié par exemple aux chiens-guides, l'orientation des haut-parleurs pour les personnes sourdes, ainsi que les palettes électriques.

Nous avons aussi en 2023, le 13 juin 2023, voté en Conseil de Métropole l'aide à la mobilité concernant l'handi-cycle. Nous avons développé l'aide à l'achat des Vélos à Assistance Electrique (VAE) à hauteur de 500 euros. Le 13 juin dernier, donc en 2023, nous avons pu l'étendre sur l'achat du vélo électrique ou de la troisième roue. Cette subvention continue jusqu'en décembre 2024 et certainement sera renouvelée jusqu'à la fin du mandat. Ce dossier est travaillé avec toutes les collectivités, Métropole, Département et Région pour ne créer qu'un seul dossier pour réaliser la demande. Je ne reviens pas sur le cadre légal, je vous l'ai dit un petit peu tout à l'heure.

Voirie et espace public. Nous avons travaillé sur trois gros aménagements, la place de la Comédie, la place Max-Rouquette et l'entrée de l'hôpital Guy-de-Chauliac et la place Eugène-Bataillon. Il y avait besoin de retravailler sur les bandes de guidage, sur la suppression des ressources, sur la création de bateaux au niveau des trottoirs. Nous avons aussi travaillé l'accessibilité sur la route de Mende et la création d'un trottoir PMR le long du chantier de la ligne 5 – ce trottoir n'était initialement pas du tout PMR, et aujourd'hui il permet de faire déplacer toutes les personnes en situation de handicap, mais aussi les familles à poussette, les personnes mal marchantes. Nous devons chaque fois challenger les entreprises et rappeler qu'il y a une norme, certes, mais il y a l'usage. L'usage doit l'emporter sur la norme et permettre aux plus empêchés d'avoir la plus large façon de se déplacer. Sur ce chantier, par exemple, une anecdote fait que les lampadaires n'étaient pas positionnés correctement sur le trottoir. Il a fallu retravailler pour qu'on arrive à avoir une largeur maximale.

Sport et culture. La Ville soutient le déploiement des activités handisport et sport adapté. Des travaux d'accessibilité ont été entrepris sur les piscines de la Motte rouge et Neptune. A la Motte rouge, je tiens à féliciter les équipes, nous avons pu mettre en place une salle de change, qui permet aux personnes les plus handicapées de pouvoir se recueillir dans une salle et se changer correctement avec un lit, une douche adaptée, hors des vestiaires de tout un chacun. Le gymnase Bessière aussi a été rénové, ainsi que le palais des sports Pierre-de-Coubertin. Ce dernier a été dédié et fléché comme site hébergeant le club de rugby fauteuil et le club de basket fauteuil. Il faut savoir que les personnes qui pratiquent du sport et qui sont en fauteuil ont un problème de régulation de température. En fléchant certains gymnases, en leur permettant d'être un peu plus chauffés, ces personnes peuvent pratiquer

un peu plus de sport que si on ne prend pas en compte cet élément. Je tiens à préciser que Brice MAUREL, joueur de rugby fauteuil, notre ambassadeur métropolitain, participera aux Jeux paralympiques. Il a porté la flamme à Montpellier le 14 mai dernier. Il y en a la flamme paralympique le 25 août prochain.

La Ville soutient l'accessibilité à la culture pour tous. La salle Molière, attenante à l'opéra Comédie, a été rendue partiellement accessible au public en situation de handicap via une rampe extérieure, puis la rampe à l'entrée de la salle et la localisation de trois places pour les utilisateurs de fauteuils roulants, à côté des fauteuils centraux. L'accessibilité du site continuera à être travaillée dans les prochains mois avec la création de toilettes PMR attenantes à la salle, avec le remplacement de fauteuils, l'accessibilité des coulisses pour les artistes en situation de handicap et une matérialisation des places pour les sourds et les déficients visuels avec un espace devant la place pour les chiens-guides d'aveugles.

Accès des espaces publics pour tous. La Ville souhaite que tous les enfants ordinaires et extraordinaires puissent profiter des aires de jeux. C'est ainsi qu'elle profite de son plan de rénovation des aires de jeux pour les rendre accessibles. En 2023, nous avons réalisé deux rénovations d'aires de jeux, l'aire de jeux Brassens et l'aire de jeux Richter. Pour les perspectives 2024, nous avons trois aires de jeu – Tastavin, Pastourelles et Dioscoride – qui seront rénovées et mises en accessibilité.

Ensuite, la Ville met à l'honneur depuis trois ans la journée internationale des personnes en situation de handicap. Cette journée a pour but de sensibiliser le plus grand nombre aux questions du handicap. Elle se déroule sur deux jours et comporte deux volets, un volet sportif dans un gymnase avec les élèves des écoles primaires, leurs enseignants, encadrés par des cœurs sportifs handi, et un volet culturel et festif riche de rencontres, d'émotions avec des intervenants sur les handicaps et des prestations artistiques pour les personnes en situation de handicap.

Comme vous l'aurez saisi, une politique très volontariste et en adéquation des besoins et des attentes des personnes en situation de handicap. Je tiens à remercier le comité des liaisons et l'équipe de la cohésion sociale qui nous accompagnent pour rendre notre belle ville accessible à tous et pour tous. Je reste à votre disposition pour des explications complémentaires. Je vous remercie pour votre écoute.

Monsieur le Maire : Madame CABELLO, merci infiniment de cette présentation un peu différente, parce que très illustrée de nombreuses réalisations. Est-ce qu'il y a des questions ? Des demandes de prise de parole sur ce sujet ?

On accueille la flamme paralympique. On est une des rares villes à faire cet événement. Il y a tout le travail autour du sport et Marie-Amélie LE FUR, Présidente du comité paralympique a été reçue ici. C'est une femme absolument incroyable, qui contribue aussi à changer le regard. Vous avez évoqué de nombreux aménagements de réalisations. Je veux vraiment remercier les associations, le comité de liaison, avec lequel Madame FRÊCHE a travaillé sur le sujet mobilité et vous au quotidien. Je veux saluer tous nos personnels – cher Michel ASLANIAN – qui s'impliquent, notamment en milieu scolaire. On aura des attentions à prendre, notamment avec la scolarité obligatoire dès 3 ans, parce qu'on voit bien qu'il y a des sujets, d'enfants qui sont en situation d'autisme, et il faut qu'on puisse faire un petit effort d'accompagnement – on en parlera dans les annonces de rentrée.

Parfois, oui, il y a des choses qui génèrent beaucoup de tension. C'est vrai que les travaux génèrent de la tension. On est sur le plateau haut. Il y a des rues sans trottoir qui sont devenues des rues avec trottoir. J'ai souvent cité l'exemple de la rue du Professeur-Forgue : il y a un Monsieur en fauteuil

roulant qui m'a dit en l'empruntant « *c'est la première fois que je prends le tram* ». C'est des choses qui ont fait pester beaucoup de gens, il faut le comprendre, mais ce sont aussi des choses qui rendent la ville plus accessible. On a beaucoup à faire.

Je voudrais ici évoquer aussi tout le travail qui est fait sur le volet culture, très important, avec Mozaïk Danse, le festival que vous avez organisé et la mobilisation des structures culturelles avec Agnès ROBIN et Éric PENSO, l'accessibilité de l'opéra pour les personnes en situation de déficience auditive, le travail que le musée Fabre a déployé sur l'accessibilité. C'est très loin de tout ce qu'il nous faudrait faire, mais, parce que le chemin est très long, mais nous y sommes et nous sommes très résolus là-dessus.

Je voudrais terminer en disant que, si nous pensons la ville pour les personnes en situation de handicap, nous la pensons pour tous : pour les parents avec les poussettes, pour les nonagénaires. C'est le travail que mène Madame MARIN-KHOURY, sur l'adaptation de la ville au vieillissement ou à l'agenda de la longévité sur lequel nous avons délibéré. C'est extrêmement important, cet engagement, parce que ça dit aussi une trajectoire d'une ville qui est conviviale, qui permet à chacun, d'être inclusive, de prendre sa place. Nous inaugurerons bientôt les travaux de la transformation de la rue Léon-Blum, l'allée centrale d'Antigone. Dans ce quartier, le bailleur social a fait de longue date un travail sur l'accompagnement des personnes en situation de handicap dans le logement. Cette grande allée centrale devient accessible. Ce travail, il faut qu'on le poursuive, l'intensifier, vous le faites.

Je voudrais saluer nos équipes à nous et raconter une anecdote à propos de Madame RANCOULE, qui est la cheffe du chantier de la ligne 5 de tramway. J'inspecte les travaux tout le temps, le week-end, route de Mende : j'étais furieux, parce que je vois un lampadaire posé sur un trottoir très peu large. On fait visite de chantier avec les équipes, je trépignais d'aller demander comment cela est possible. Madame RANCOULE a dit « *mais ça ce n'est pas possible, c'est inacceptable* ». Donc l'entreprise va refaire et l'ensemble des ouvriers de l'entreprise vont être mis dans un fauteuil roulant pour vivre la situation du handicap, en formation. Ça a eu lieu, Madame FRÊCHE me le dit, il y a trois jours. Cela dit des choses : on ne laisse rien passer. Peut-être, que parce qu'on ne connaît pas bien, on ne fait pas bien, on fait ce type de maladresse. Je pense que les ouvriers, en l'occurrence, sont très impliqués dans le chantier du tramway, ça a été une leçon de vie, comme nous avons besoin d'en recevoir. Comme lorsque vous avez fait venir Thierry JAMMES, non voyant, pour la passerelle du Lez. Je sais que certains se sont moqués sur les réseaux sociaux de manière goguenarde, mais c'est une leçon de vie et on avait remis cette ligne de vie. Tout comme les travaux sur la place de la Comédie, il y a la ligne de vie qui se dessine, et ça aussi, notre place, l'espace public, l'espace commun qui n'était pas accessible pour les personnels non-voyants, alors que c'est le cœur de la ville, eh bien nous avançons. Merci de rendre très perceptible ce rapport qui est un exercice obligé du point de vue juridique, mais qui doit être un exercice extrêmement incarné de rendu d'action, et qui montre aussi le sens des nombreux chantiers qui sont actuellement menés dans la ville et qui sont des gains majeurs pour l'accessibilité universelle.

C'est une prise d'acte, il n'y a pas de vote. Rendez-vous l'an prochain pour un autre rapport illustré, mais surtout tout au long de l'année pour l'action. Et bravo à Madame RANCOULE, Madame FRÊCHE, il faut lui dire parce que, vraiment, c'était un très bon moyen.

Le Conseil prend acte.

14. Aménagement durable du territoire - Définition des zones d'accélération des énergies renouvelables - Approbation

Mmes E. BRUN MANDON, H. EMAD et M. S. JAWHARI (avec le pouvoir de Mme S. JANNIN) entrent en séance.

Mmes J. FRÊCHE et Mme C. RIBOT (avec le pouvoir de M. F. VASQUEZ) sortent de séance.

Monsieur le Maire : Allez, Madame FAYE. Tous les conseils municipaux de la Métropole doivent délibérer dans le cadre de la mise en œuvre de l'accélération des énergies renouvelables. On a un document qui doit être présenté et on se retrouvera au Conseil de Métropole sur ce sujet.

Marye FAYE : Oui, on doit avoir quelques cartes qui vont passer à l'écran. Pour vous resituer, cette délibération, qui a une importance tout à fait particulière, s'inscrit dans le cadre du PCAET solidaire de notre Métropole, qui fixe dix grandes orientations. L'une d'elles est de contribuer à la souveraineté énergétique et de développer les énergies renouvelables. Vous le savez, mes chers collègues, comme nous sommes attachés à être dans une sobriété énergétique la plus parfaite et être dans une production de souveraineté la plus étendue. Nous avons la possibilité, au travers d'un texte de loi qui nous permet, de définir des zones où nous pouvons réserver des zones, où il est possible d'installer et de développer des opérations qui permettent justement d'en produire. Ces productions, c'est par exemple le solaire photovoltaïque sur les toitures, sur les parkings, en particulier les grands parkings des grands opérateurs, tels que les centres commerciaux, puisque leur obligation au-dessus de 1 500 m² est d'implanter des panneaux photovoltaïques sur au moins 50 %, le solaire photovoltaïque sur les délaissés d'autoroute, le solaire thermique en toiture, en particulier sur les particuliers, et les réseaux de chaleur et de froid. Sur ces cartes, que nous n'avons pas à l'écran, nous définissons des périmètres, des espaces réservés pour ceux-ci.

En fait, nous avons travaillé avec les services pour être le plus ouvert possible sur l'implantation de ces panneaux photovoltaïques ou de ces panneaux solaires. Tout simplement parce que, plus nous aurons de lieux sur lesquels nous pourrions installer des productions et développer des énergies renouvelables, plus nous pourrions lutter contre le changement climatique et préserver la sécurité de l'approvisionnement. Sur les panneaux photovoltaïques, sur les délaissés d'autoroute, nous avons été assez restrictifs, parce qu'en fait ce sont des installations qui sont au sol. Vous les avez ici en jaune. Nous avons assez restreint ces implantations, parce qu'elles sont un peu difficiles à intégrer, d'une part au niveau environnemental et d'autre part sur des délaissés qui ne sont pas toujours très accessibles.

Ensuite, il y a la carte sur les zones d'accélération par rapport au solaire photovoltaïque sur les parkings, c'est ce dont je vous parlais tout à l'heure, particulièrement les centres commerciaux qui ont des parkings complètement imperméabilisés, sur lesquels malheureusement la désimperméabilisation ne se fait pas systématiquement. Il y a une obligation légale depuis 2023 d'implanter sur la moitié de ces superficies des panneaux photovoltaïques.

Ensuite, il y a la carte qui permet l'installation de solaires photovoltaïques en toiture, c'est-à-dire sur l'ensemble des bâtiments. Alors c'est la couverture verte foncée qui apparaît, où les autorisations peuvent être délivrées, bien sûr sous certains respects patrimoniaux en particulier, ou architecturaux. Mais il y a des exclusions qui sont d'office, comme par exemple en centre-ville, au centre de la carte, le secteur sauvegardé, et les autres tâches qui sont en vert clair. Des zones où il y a par exemple, des Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP), par exemple des protections patrimoniales particulières ou des sites classés ou des sites inscrits qui respectent l'environnement.

Ensuite, vous avez une carte sur laquelle nous avons installé aussi les réseaux de chaleur et de froid, qui sont, pour les parties jaunes, déjà existants, vous avez sur la partie nord toute la partie qui est

autour de la chaufferie bois qui est sur le quartier Hôpitaux Facultés, ensuite, quand on descend sur Antigone Port Marianne Cambacérès, ce sont aussi des chaufferies bois qui sont existantes. Vous avez celle des Grisettes Croix d'argent qui vient d'être inaugurée et qui est en service sur la rue des Chasseurs. Vous avez aussi Garosud, une ancienne production de réseau de chaleur important, qui est issu de la méthanisation.

Ensuite, vous avez sur les zones marron foncé les réseaux de chaleur qui sont en projet. Les plus importants sont sur la partie nord, avec tout ce qui est couverture Hôpitaux Facultés et vous avez la future usine de production de chaleur avec la production bois qui sera située juste en face du CHU. Aujourd'hui, vous avez des travaux – comme dit Monsieur le Maire, des travaux encore – qui ont pour objectif de faire passer tous les réseaux de chaleur sous les voiries pour alimenter jusqu'à la Mosson. Vous voyez que ces tâches marron en puzzle sont importantes et elles sont rattachées justement à cette future usine de chaleur, que vous verrez bientôt à l'entrée de Montpellier, en face du CHU. Ensuite l'autre tâche marron au sud de Montpellier, c'est la partie de la Restanque, que l'on appelle maintenant Montpellier Sud, où à côté de la Cité de l'alimentation – chère à Marie MASSART – vous aurez aussi une usine de chaleur, qui va permettre de récupérer la chaleur qui est fabriquée par le froid d'une mine. Là, nous avons un système de ressources intéressantes puisque l'on se sert du froid pour faire du chaud.

Ensuite sur la partie verte, c'est là où il y a le potentiel de réaliser des réseaux de chaleur, pas obligatoirement par une usine de production de chaleur par le bois, mais ça peut être aussi par la géothermie, la récupération de chaleur fatale, comme par exemple sur maintenant Covivio, anciennement Dell et IBM, où il y a une récupération de chaleur de la data, qui produit justement cette chaleur au travers de réseaux internes. Sur ces zones-là, possibilité d'installer et de produire plus avec une ambition environnementale la plus forte.

Concernant le solaire thermique sur les toitures, qui est particulièrement intéressant pour les particuliers. Là aussi, vous voyez que la tache violette est très ample, puisqu'on ne va pas être restrictif, sauf quand il y a effectivement des obligations architecturales ou environnementales comme, je le disais tout à l'heure, les mêmes restrictions sont sur le secteur sauvegardé, les AVAP, qui sont des périmètres où il y a des protections patrimoniales et bâtimementaires, et les zones qui sont environnementales, site classé ou site inscrit.

Vous voyez que les superficies que l'on a déterminées sont suffisamment importantes pour que tout un chacun puisse, avec le choix qui sera le sien, soit en toiture, soit en branchement sur des réseaux de chaleur, dans une dynamique de produire plus en étant dans une dynamique respectueuse de l'environnement et de lutte contre le réchauffement climatique. Je vous propose de délibérer.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Madame FAYE. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur ce sujet ? Madame MANTION, et Madame DOULAIN, Madame SAURAT. Allez-y.

Coralie MANTION : Bonjour à toutes et tous. Développer les énergies renouvelables est une nécessité absolue, que ce soit pour lutter contre le changement climatique, mais aussi pour des questions d'autonomie, de souveraineté énergétique. Mais les installations doivent être faites avec intelligence. Vous avez produit, comme la loi le demande, des cartes de zones identifiées comme zones d'accélération pour le développement des énergies renouvelables. Je vous avoue que je suis déçue, mais pas surprise, que vous ne nous ayez pas écoutés sur le solaire photovoltaïque des parkings. En effet, les parkings sont des lieux de fort potentiel de réinvestissement urbain, soit pour construire des équipements comme une crèche à la Pompignane ou des nouveaux logements. Ainsi, éviter l'étalement urbain, soit pour renaturer la ville et proposer de nouveaux espaces publics, des

espaces de nature pour les habitants. Malheureusement, vous avez couvert la totalité de la commune de Montpellier pour le solaire photovoltaïque en parking. Ça donne un mauvais signe, en particulier aux hypermarchés qui vont développer du solaire sur leur parking, comme au centre commercial de Prés d'Arènes ou celui de Celleneuve, alors que ces zones commerciales sont des sites à faire muter pour créer de la mixité fonctionnelle, créer de nouveaux espaces verts pour rafraîchir la ville, désimperméabiliser pour éviter le ruissellement, etc. Une fois les panneaux installés, vous bloquez toute mutation pour 20 à 40 ans, soit la durée de vie des panneaux. Les Ecologistes voteront cette délibération car il y a urgence à déployer les énergies renouvelables, mais se positionnent contre les panneaux photovoltaïques sur les parkings. Encore une erreur de MACRON qui ne comprend pas grand-chose à la transition écologique. Quand une loi est un contresens, il faut mettre des garde-fous : supprimer la carte des parkings serait donc le plus judicieux.

Monsieur le Maire : Merci Madame MANTION. Madame FAYE va vous répondre et je vous répondrai le cas échéant aussi. Madame DOULAIN, et après Madame SAURAT.

Alenka DOULAIN : J'imagine qu'on y reviendra aussi en Conseil de Métropole, mais aujourd'hui en France, l'amende prévue par rapport au retard français sur les énergies renouvelables, ce sont environ 500 millions d'euros, par l'Union européenne. On est en retard notamment sur l'éolien, mais aussi sur le solaire. Toutes les collectivités doivent changer de braquet pour développer les énergies renouvelables. On le sait, le parc nucléaire français – quel que soit son avenir et quel que soit l'avis qu'on a sur ce sujet dans cet hémicycle – ne pourra pas répondre aux besoins d'électrification et à nos besoins énergétiques qui vont avoir lieu dans les années qui viennent. Dans tous les cas, il faut des énergies renouvelables. L'esprit de la loi d'accélération sur les énergies renouvelables, avec ces zones d'accélération, c'est finalement comme ce qu'on fait depuis très longtemps en France : on demande à des agents, dans nos Collectivités, de faire des plans, de déterminer des zones. C'est bien, il faut le dire, mais néanmoins, ça ne permet pas de changer de braquet.

Je tiens à rappeler qu'il faut absolument accélérer sur les énergies renouvelables et notamment sur le solaire. Montpellier devrait être capitale du solaire en France : 300 jours de soleil par an, il n'y a pas de débat. On a mis en vert des zones entières pour dire : on peut mettre du solaire thermique sur le toit, on peut mettre du solaire photovoltaïque sur les toits, heureusement qu'il faut en mettre. Mais aujourd'hui, il s'agit de se demander qu'est-ce qui fait que les gens n'en mettent pas et comment faciliter le passage à l'action des habitants sur ce territoire.

L'avantage, quand même, de ces zones d'accélération, c'est qu'elles viennent dire qu'il y a des endroits qui sont propices, mais sur lesquels la Collectivité va avoir la main. Je crois que c'est ça, le sujet, finalement, auquel notre Collectivité doit répondre. Les énergies renouvelables : pour qui, à qui ça sert, qui détient ces moyens de production, qui vend l'électricité, à combien, comment mettre en place des tarifs solidaires, etc. Il faut bien le dire aujourd'hui : c'est qu'on a laissé ce marché dans les mains du privé, mais vraiment ça a été jackpot. On a dit aux gens : faites ce que vous voulez. Sauf que, pourquoi le premier parti de France en nombre de voix, le RN, est pour le démantèlement des éoliennes ? Qu'est-ce qui s'est passé en France pour qu'un parti dise ça ? Ils sont pro-nucléaires, certes, mais pas que. Le développement de l'éolien, en France, s'est fait contre les territoires, contre les communes rurales, contre les habitants. Ces projets n'ont pas été concertés, ils n'ont pas profité des retombées économiques, il n'y a pas eu de partage de la valeur pour les territoires.

Aujourd'hui, notre devoir, c'est non seulement de mettre des jolies zones et de continuer à faire des plans, des jolis documents, il faut le faire parce que c'est réglementaire et c'est ce que nous imposait la macronie jusqu'à présent. Mais il faut aussi se demander comment on fait pour détenir ces moyens, les développer à notre image. Ça a été dit : il y a des gros points de vigilance sur les parkings, mais

sur le développement du solaire aussi au sol. Il y a des vrais sujets, comment faire des petites unités adaptées à nos besoins énergétiques, prenant en compte les enjeux de biodiversité. Pour ça, on ne va pas se mentir, si vous laissez le privé faire ce qu'ils veulent, ils vont continuer comme ce qu'ils ont toujours fait, maximiser la rente financière. Je suis désolée : c'est leur boussole, la retombée économique pour eux-mêmes. Il faut reprendre en main ce secteur, remettre du contrôle. C'est pour ça que je pense qu'il faut changer de braquet sur le fait de détenir beaucoup plus de moyens de production par les acteurs publics, par les acteurs citoyens, de favoriser le passage à l'acte et de ne pas rester comme ça spectateur d'un marché, de ces acteurs qui ont leur logique propre. C'est bien leur droit, mais nous, nous devons remettre de l'ordre dans le développement des énergies renouvelables.

Monsieur le Maire : Merci Madame DOULAIN. Madame SAURAT va parler d'ordre.

Agnès SAURAT : Merci. D'abord, je tiens à féliciter les services de la mission de transition énergétique et climatique dirigée par Rokaya TOUBALE, qui a fait un énorme travail de recensement en collaboration évidemment avec les services de la stratégie foncière, car il s'agit bien de stratégie. C'était une injonction de l'État, on sait les délais, les retards de l'administration. On n'a pas attendu ces injonctions-là pour travailler. Je vous rappelle l'épisode du cadastre solaire, qui est quelque chose de pérenne et qui est utilisé par énormément d'habitants de la Métropole. Donc je voudrais féliciter les services, ceux du PISE, qui se sont attelés immédiatement. Ils avaient d'ailleurs un peu commencé ce travail, pour créer un outil de planification que je vous présenterai d'ici la fin de l'année, qui est le schéma directeur des énergies renouvelables. Lui aussi répond à une stratégie assez rigoureuse. On change de braquet, Madame DOULAIN. La feuille de route que Monsieur le Maire m'a confiée sur cette stratégie vous sera présentée. Je peux vous la présenter en particulier si vous le souhaitez avant tout le monde.

Vous dire aussi que vous avez tous reçu un courrier – j'espère que vous l'avez tous reçu – qui annonçait que, sur un axe du PCAET très important, nous avons décroché la quatrième étoile de notre label climat air énergie. La Métropole l'a reçu aussi. Madame TOUZARD et moi-même sommes très fiers de pouvoir aller au salon des maires pour récupérer ces récompenses. On est au-dessus du pourcentage, en nombre de points qu'on doit atteindre pour accéder à cette quatrième étoile. L'ADEME notamment nous a donné énormément, nous a fait énormément de retours positifs et est très positive sur le fait qu'en 2027, nous puissions accéder à la cinquième et dernière étoile, et donc arriver à être une des villes phares de la transition énergétique. Merci.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Madame SAURAT. Madame FAYE peut-être sur le sujet des parkings.

Maryse FAYE : Oui, sur le sujet du parking, je suis tout à fait d'accord avec vous, Madame MANTION. Cette problématique concernant les réserves foncières où les potentiels fonciers que l'on pourrait trouver pour, entre autres, faire des équipements publics sur ces parkings, sont effectivement dommageables. Malheureusement, c'est un texte de loi qui date du 1^{er} juillet 2023 qui impose que tous les parkings qui sont supérieurs à 1 500 m² fassent l'objet d'une implantation de ce type de panneaux sur 50 % au plus de la superficie. J'espère que les nouveaux députés qui vont être bientôt réunis à l'Assemblée nationale pourront modifier ce texte de loi.

Monsieur le Maire : Attendez, je vais être très clair, ma position, elle est connue. Les parkings sont des réserves foncières pour du logement et de la désimperméabilisation. Quand ils sont en ZAC, sursis à statuer. Quand ils ne sont pas en ZAC et qu'il y a un projet, il y aura un périmètre d'étude. Je partage totalement cette position-là. Je profite de cette tribune parce que je l'ai fait dans d'autres endroits,

j'annonce que les parkings sont des réserves foncières. Je regrette d'ailleurs qu'à Géant Casino et Près d'Arènes, sans combattre, on ait signé les arrêtés. Dans le nord de la France, il n'y a pas de sujet, il y a des friches, etc. Dans le sud de la France, dans un territoire sous tension démographique, même si nous essayons de répartir la croissance, les réserves foncières sont là. Sur l'avenue de la mer, les grands hypermarchés, dont d'ailleurs les modèles sont en train de changer, et sur d'autres endroits. Je veux le dire de manière très claire, à la fois au Conseil, mais aussi aux acteurs.

Madame DOULAIN, notre objectif à la fin de la décennie, est de multiplier par quatre notre production d'énergie renouvelable sur le territoire. Certains pourraient dire : il faudrait faire par quinze. Je pourrais être celui-là d'ailleurs, tellement j'aimerais. Mais quatre est un objectif atteignable, avec les moyens, les énergies, les ressources que nous avons, les savoir-faire qui sont les nôtres. Il faut utiliser tous les leviers sur le territoire. Ce sont en ce moment les travaux, encore une fois très impopulaires, mais nécessaires du réseau de chaleur urbain, qui est le réseau de chaleur Nord, qui est en cours de réalisation. Après avoir été très difficile pour les riverains de l'avenue Louis-Ravas, maintenant sur la partie Pablo-Neruda. C'est récemment l'inauguration de l'usine de géothermie qui offre une énergie pour 500 000 m² dans le secteur de Cambacérès.

La suite – Madame SAURAT y a fait allusion – c'est le cadastre solaire, qui permet à tous les particuliers de porter son investissement. On a un potentiel solarisable. D'ailleurs, on a développé des dispositifs d'autoconsommation sur les écoles. La maison a dû apprendre à savoir faire ça, et des compétences ont été recrutées au tableau des effectifs – merci pour la plupart des votes unanimes, pour avoir cela. Il nous faut aussi accélérer, et d'ailleurs on travaillera pour bien contrôler le sujet par un appel à manifestation d'intérêt, pour pouvoir accélérer.

Nous nous sommes dotés d'un opérateur public de production d'énergie à travers Altémed, qui réalise la chaufferie bois et des opportunités de toits solarisables. J'ai d'ailleurs appris que le photovoltaïque à l'aéroport, c'était Altémed, et dans d'autres endroits, y compris dans d'autres communes. Ça peut aussi nous concerner, par exemple à Castelnau-le-Lez, avec des participations citoyennes. C'est des innovations qu'il faut suivre. Elles ont peut-être un peu plus de temporalité, mais elles permettent de rendre tout le monde partie prenante. Il y a une stratégie solaire.

Vous l'avez compris, cette délibération, elle est réglementaire, de par la loi, mais on identifie bien où c'est possible, où ça ne doit pas être possible. A Montpellier, il y a des enjeux dans les espaces agricoles. Je prends l'exemple que vous avez donné sur les éoliennes. En Allemagne, ils l'ont fait. Mais il faut protéger nos paysages viticoles, il faut qu'on soit attentif. Au Mas Dieu, il y a des choses qui sont faites, des fausses bonnes idées. Souvent les opérateurs ils viennent tout gentils « *on va vous aider pour la transition* », et attention, on doit être garants, très vigilants sur ces projets. C'est tout le travail que doit mener Madame TOUZARD à l'échelle de la Métropole.

Nous avons une chance : un grand potentiel solarisable. On a un savoir-faire, aujourd'hui réseau de chaleur. Il faut aller chercher toutes les productions d'énergie qui réduisent les émissions de CO₂. On a aussi, sur le territoire – je m'autorise, vous l'avez dit publiquement – des acteurs du renouvelable. Le territoire de la Métropole, c'est 4 000 emplois qui travaillent dans le champ du renouvelable. Ça va d'Enercoop, salué, à EDF Renouvelables Monde, qui a son siège à Montpellier, et tout un tas d'opérateurs. Notre idée avec Madame EMAD, en pilotant bien là où les choses doivent se faire et où elles ne doivent pas se faire, c'est d'avoir un discours très clair avec les opérateurs. Nous voulons aussi travailler sur le développement de cette filière sur notre territoire, parce qu'elle est créatrice d'emplois et elle est une très grande promesse, pour pouvoir faire monter en compétence des gens qui sont au chômage, faire évoluer le système de formation pour nos jeunes à la faveur des énergies renouvelables. Je peux raconter l'aventure d'Urbasolar.

A Energaia, le grand salon des énergies renouvelables qui se tient à Montpellier – grâce à l'action conjointe qui est menée par la Région, qui a beaucoup impulsé, qu'elle en soit remerciée – nous présenterons cette logique de cluster, de feuille de route, qu'on partage avec les acteurs du renouvelable. Nous étions à la Halle de l'innovation avec ces acteurs pour travailler dessus. C'est aussi comme ça qu'on va faire, est en disant dans quel cadre ils peuvent travailler et développer leurs projets. Il doit y avoir à Montpellier cette logique-là. Ce qui est formidable, c'est que les acteurs du renouvelable peuvent travailler sur leur territoire. Mais il faut qu'on les accompagne, parce qu'ils portent des projets pour accompagner la transition à l'échelle du monde. Ce qu'il nous a été donné de voir dans certains, quand on a visité ces entreprises, c'est absolument remarquable. Mais aussi pour accompagner notre pays. La France est un pays qui aspire à sa souveraineté sur le plan énergétique, elle est le pays signataire de l'accord de Paris, la dernière COP dit qu'il faut sortir des énergies fossiles, elle doit clairement se challenger, et ce n'est pas pour rien qu'on a accueilli l'Assemblée générale du syndicat des énergies renouvelables – présidé par quelqu'un qui a occupé votre fonction, Monsieur NYS, Jules NYSSSEN – on doit avoir ces grands rendez-vous, et qu'on doit aussi faire des retours d'expérience sur ce qui marche, ce qui ne marche pas.

Il y a un point qui n'apparaît pas sur la carte, l'Écusson, parfois les habitants se demande « *pourquoi nous, on ne peut pas ?* », mais c'est un secteur sauvegardé, les fameux toits de tuiles de l'Écusson ne sont pas solarisables. Madame MANTION, je veux vraiment être sans ambiguïté : nos parkings n'ont pas vocation, sauf exception qui apparaîtrait majeure, à devenir solarisables. Je dis que nous allons déployer tous les outils sur ces sujets, parce qu'on paye cher effectivement l'absence de contrôle sur la mutation potentielle de Super M ou du Pré d'Arènes. Je veux être très clair et ces dispositions-là seront présentées. Vous avez bien compris qu'on y est tenu, le débat a lieu dans toutes les communes, dessus.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité. Je vous en remercie.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

15. Ressources - Protection sociale complémentaire des agents de la Ville de Montpellier - Choix du dispositif et participation financière - Convention de mandat pour la procédure d'appel à concurrence de la convention de participation - Approbation - Autorisation de signature

Mme C. RIBOT (avec le pouvoir de M. F. VASQUEZ) entre en séance.

Mme C. MANTION (avec le pouvoir de Mme C. SERRANO) et M. M. REYNAUD (avec le pouvoir de M. B. PATERNOT) sortent de séance.

Monsieur le Maire : Monsieur ASLANIAN, un sujet très important pour l'ensemble du personnel de la Collectivité, dossier qui est pensé avec la Métropole dans le cadre de l'agenda social, après la Prime d'Intéressement Collectif (PIC), après le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) 1, le RIFSEEP 2, deux ans d'avance pour mettre en place la protection complémentaire de nos agents.

Michel ASLANIAN : Oui, Monsieur le Maire, avec la Métropole et le CCAS, je tiens à le rappeler, puisque les trois Collectivités qui se sont réunies. Juste un petit point de rappel. Un accord collectif national a été signé le 11 juillet 2023 entre les associations d'employeurs publics locaux et les

organisations syndicales représentatives, et il vise à réformer le volet prévoyance de la protection sociale complémentaire dans la fonction publique territoriale. C'est-à-dire la prise en charge d'une partie des dépenses de santé non prise en charge par la Sécurité sociale, c'est la complémentaire santé, et la prise en charge d'une partie de la perte des revenus induite par un arrêt de travail, c'est la complémentaire prévoyance. C'est donc extrêmement important.

Sous la houlette de Joël RAYMOND, de Caroline DUFOIX et de moi-même, nous avons signé pour la première fois avec les organisations syndicales un accord de méthode le 25 janvier 2024, ce qui nous a permis de conduire des réunions et des négociations dans un climat constructif et serein. Nous avons fait donc une dizaine de réunions entre le 26 février et le 13 mai 2024, et les négociations ont permis d'aboutir au tout premier rapport collectif local signé par toutes les parties prenantes le 14 mai et définissant le cadre de la protection pour les agents de la Collectivité. Ce que nous vous demandons aujourd'hui, Monsieur le Maire, mes chers amis, collègues, c'est l'autorisation de déposer un appel d'offres pour avoir des réponses pour nos agents.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur ASLANIAN. Y a-t-il des questions sur ce sujet ? On délibère aujourd'hui, on lance l'appel d'offres, on espère les réponses rapides, on se donne un tour de négociation pour essayer d'avoir la meilleure offre possible dans le contenu de la protection pour les agents, et puis on aura un retour. On va accompagner l'ensemble des agents de la Collectivité, parce qu'ils vont pouvoir, avec la participation de la Collectivité, financer leur complémentaire. Certains pourront faire des économies sur leur mutuelle actuellement. Je vous remercie de cette impulsion. On pourra aider les agents à résilier leur mutuelle, et donc pouvoir très vite entrer dans ce dispositif, qui va être une mesure très forte pour nos agents, de pouvoir d'achat, mais aussi de protection, parce qu'on le sait, pour beaucoup de catégorie C, le coût de la complémentaire santé est difficile.

Parallèlement à ce dossier, je veux bien rappeler l'agenda, à la suite de nos délibérations, à partir de septembre va commencer l'appel à projets sur le volet mutuelle communale, et c'est de manière concomitante deux sujets sur la protection complémentaire, qui est très importante, de nos agents. A Montpellier, on a malheureusement beaucoup de salariés de TPE PME qui ne bénéficient pas des contrats collectifs, des accompagnements employeurs comme on peut le connaître maintenant dans la fonction publique territoriale communale, d'une part, mais aussi dans les grands groupes, où c'est des choses qui ont été souvent négociées par les partenaires sociaux.

Oui, Monsieur ASLANIAN ?

Michel ASLANIAN : J'ai oublié de dire que c'est une mise en place au 1^{er} janvier 2025.

Monsieur le Maire : 1^{er} janvier 2025. La loi nous dit 2027, nous le serons au 1^{er} janvier 25. La loi, avec toutes ses incertitudes. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci beaucoup de cette unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

16. Ressources - Plan d'action diversité et égalité professionnelle 2024-2026 de la Ville de Montpellier - Approbation

Mmes J. FRÊCHE, C. MANTION (avec le pouvoir de Mme C. SERRANO) et M. M. REYNAUD (avec le pouvoir de M. B. PATERNOT) entrent en séance.

Mme R. TIKOUK sort de séance.

Monsieur le Maire : Plan d'action diversité et égalité professionnelle 2024-2026, peut-être avec Madame NAKIB, vous avez fait un gros travail, vous nous en présentez les résultats.

Michel ASLANIAN : Oui, Monsieur le Maire, mes chers collègues. Vous le savez, depuis 2020, le Conseil municipal est engagé dans la promotion de l'égalité, de la diversité et de la lutte contre toutes formes de discrimination au niveau de notre Ville. Dans un souci d'exemplarité, cette exigence de justice sociale s'est traduite au sein de notre administration à travers une politique de ressources humaines volontariste pour assurer à chacun des agents et agentes de la Ville une égalité de traitement dans tous les aspects de leur vie professionnelle, et tout au long de leur carrière.

Porté par Madame NAKIB brillamment, ce plan a été soumis au label égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, que nous avons obtenu et qui a salué la démarche volontariste engagée par l'exécutif. Je tiens à vous dire qu'un membre de ce jury nous a même dit *« c'est la première fois que je vois une collectivité aussi rassemblée entre élus et administration, qui porte un projet aussi ambitieux »*.

Le plan d'action qui vous est présenté, 2024-2026, qui comporte cinq axes : évaluer, prévenir et traiter les rémunérations, les écarts de rémunération ; garantir l'accès à l'emploi et un déroulement de carrière égalitaire et inclusif ; favoriser l'articulation temps de vie personnelle et professionnelle ; prévenir et lutter contre toutes formes de violence et de discrimination ; faire vivre, partager et promouvoir l'égalité professionnelle dans la diversité. Monsieur le Maire, mes chers collègues, nous progressons à pas de géant.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur ASLANIAN. Madame NAKIB, je pense que c'est à deux voix, et allez-y puisque c'est vrai que cette labellisation est une très grande fierté.

Fatma NAKIB : Merci Monsieur le Maire. Je ne vais pas boudier mon plaisir effectivement, l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes : Montpellier exemplaire. C'est une fierté collective. En effet, la Ville a obtenu le label égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Pour un petit historique, je rappelle qu'en juillet 2020, nous avons acté par délibération dans ce Conseil notre volonté d'engager une politique égalitaire entre les femmes et les hommes. Cette validation a ouvert à la Collectivité la possibilité de travailler de manière concrète à une politique interne d'égalité professionnelle pour faire de notre Collectivité un modèle d'exemplarité en la matière. Le projet fédérateur nous permet de tracer une feuille de route afin de poser un cadre à l'administration régulièrement auditée par l'organisme chargé par l'État d'émettre un avis sur cette labellisation. Cet organisme, c'est l'AFNOR, qui nous a guidés, en pointant nos fragilités en matière d'égalité professionnelle, en interrogeant nos diverses procédures en matière RH. Nous avons pu voir évoluer tous nos process, matérialisés par le rapport égalité femmes hommes dont les élus prennent connaissance chaque année, ici même également. Si ce travail permet de mesurer à chaque étape les améliorations, il nous permet surtout d'ancrer une culture de l'égalité et de la diversité dans la Collectivité. Obtenir la labellisation de l'État est en soi une victoire, mais pas que, car si l'obtention du label nous est précieuse, ce n'est pas définitif. Nous devons régulièrement rendre compte des évolutions. En cas de non-respect de nos engagements, ce label peut être retiré, et c'est important de le souligner, parce que ce label engage dans la continuité et ce, quelle que soit la majorité municipale.

La Commission a apprécié l'implication des élus et le fort portage exécutif administration, comme le disait Monsieur ASLANIAN. Elle a cité et remarqué le volet santé des femmes avec les enjeux autour de l'endométriose, le travail de sensibilisation en cours au changement de culture sur les métiers qui ne sont pas genrés, mais ils peuvent être perçus comme genrés, le recrutement, la mobilité interne, la

sensibilisation aux discriminations. Elle souligne l'obligation de la formation de toutes et tous. Les élus devront suivre également une formation dans les deux années, soit avant le prochain audit, pour conserver ce label. Première étape pour le processus de double labellisation, la démarche se poursuit avec l'audition à venir pour le label diversité.

Je tiens à remercier Michel ASLANIAN, avec qui nous avons travaillé main dans la main ces quatre dernières années, et également toutes les équipes, en particulier le Pôle des ressources humaines et celui du nouveau Service RSE, son responsable et la référente égalité diversité, qui est en lien avec tous les autres pôles de la Ville. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Madame NAKIB. C'est vrai que cette labellisation est une reconnaissance du travail qui a été mené et de l'exigence qui est posée, je veux le dire, à la fois par l'exécutif, mais aussi par les organisations syndicales, qui doivent être saluées, parce qu'elles prennent à bras le corps ce sujet. Ces débats n'existaient pas il y a une quinzaine d'années dans la Collectivité. Il y a des pas importants qui ont pu être accomplis. Ça a commencé sur la direction générale, qui était très masculine et maintenant qui est à parité. Il y a ce travail aussi contre le harcèlement, les violences que peuvent subir les femmes, parfois sur le lieu de travail, et je veux le rappeler aussi, parce qu'elles ne sont pas acceptables. Même les représentations sexistes n'ont pas vocation à durer. Ça a été la formation de nos policiers municipaux sur ce sujet, qui a été d'ailleurs très utile du point de vue de l'action publique, mais aussi pour les personnels qui ont témoigné : *« c'est bien de nous sensibiliser parce que je ne voyais pas les choses comme ça »*. Des gens l'ont dit ainsi. Ensuite sur les enjeux d'inégalité de rémunération, c'est un sujet qui est majeur, dans notre pays, ici aussi, et les efforts sur le RIFSEEP ont permis de commencer. On doit se réjouir de cette labellisation, mais elle n'est qu'un point d'étape pour continuer. D'ailleurs le rapport fait des préconisations pour nous inviter à poursuivre nos efforts. On ne change pas ça du jour au lendemain non plus. Je veux le dire, les *« y a qu'à, faut qu'on »* ne sont pas dans cette salle, et d'ailleurs il n'y en a pas, mais c'est des trajectoires qu'il nous faut emprunter de manière résolue sur ce sujet, et on sent que la Collectivité dans son ensemble est mobilisée.

Je propose de mettre aux voix. On voit bien que la thématique de la place des femmes dans la société domine ce Conseil municipal, et c'est très bien. Ça ne doit pas être juste e Conseil, c'est tout le temps, le 8 mars c'est tous les jours. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

17. Services à la population et cohésion sociale - Mise en œuvre du Service Montpelliérain de la Petite Enfance - Expérimentation des conseils de crèches - Présentation des résultats de la phase 1 - Lancement de la phase 2 – Approbation

Mme R. TIKOUK entre en séance

M. S. GUISEPPIN (avec le pouvoir de M. M. ALTRAD) sort de séance.

Mme J. URBANI quitte définitivement la séance sans donner pouvoir.

Monsieur le Maire : Madame AKBARALY, vous rapportez sur l'ensemble de vos affaires de manière condensée. Merci beaucoup.

Tasnine AKBARALY : Merci de me redonner la parole, parce qu'effectivement, vous venez de le souligner, ce Conseil donne lieu à une grande séquence pour la politique petite enfance. C'est vrai que j'aimerais détailler quelques-unes des mesures phares du service montpelliérain de la petite

enfance, qui viennent répondre aux nombreuses préoccupations des familles, je le rappelle.

Premier dispositif, affaire 17 : la mise en place de conseils de crèches au sein de nos établissements. C'est un outil supplémentaire d'expression démocratique pour toujours maintenir ce lien de confiance entre parents et professionnels de nos crèches. Lors de ces conseils – qu'on a déjà expérimentés dans six crèches – les professionnels peuvent détailler auprès des parents présentant l'importance de chaque projet pédagogique et les inviter à participer, à s'impliquer. C'est aussi un endroit où on peut expliquer qu'à Montpellier, dans nos crèches, on ne fait pas de la garde d'enfants, mais de l'accueil. Quand on nous confie un enfant le matin, on le rend changé à la fin de la journée, car plus éveillé, plus sécurisé dans ses interactions avec ce qui l'entoure, et c'est autant, vous l'aurez compris, de briques cruciales pour le développement, l'épanouissement des tout petits.

En amont de cet accueil, une mesure phare de soutien à la parentalité : la mise en place d'un guichet universel d'information, qui est détaillé donc dans l'affaire 18. L'idée est d'accompagner chaque futur parent sur cette période des 1 000 premiers jours, via la mise en place de réunions d'informations décentralisées dans chaque quartier, au plus près des habitants, avec la multiplication aussi de conférences réalisées par des experts et des expertes, qui permettent notamment de sensibiliser les parents sur les dangers de la surexposition aux écrans chez les tout petits. Je sais que c'est un sujet qui vous est cher, Monsieur le Maire. Ou encore sur l'importance d'une alimentation diversifiée. A chaque fois avec cette démarche « *d'aller vers* ».

Enfin, dans l'affaire 19, on vient répondre à une autre préoccupation majeure de nos concitoyens : la transparence, notamment en regard de l'attribution des places en crèche et puis l'égalité sociale. Il faut quand même rappeler qu'en France, un enfant issu d'une famille aisée a 4,5 fois plus de chances de bénéficier d'un accueil qu'un enfant issu de familles plus défavorisées. A Montpellier, pour lutter concrètement contre ce gradient social dans les inégalités d'accès aux crèches, on a procédé à une refonte complète de la grille de cotation, qui nous permet de sortir du « *premier arrivé, premier servi* ». Comme on s'y était engagé, on a expérimenté cette année cette grille, et j'aimerais bien qu'on ait la photographie si possible de l'avant-après la mise en place de la grille de cotation. On a les résultats à la suite de la Commission d'attribution d'avril, on a pu voir clairement qu'on a pu augmenter l'accès de nos crèches aux familles monoparentales, c'était vivement attendu, et notamment les familles monoparentales qui travaillent. On a 100 % d'attribution pour les enfants porteurs de handicaps, versus moins de 40 % quelques années avant : ça traduit bien, me semble-t-il, notre politique d'inclusion. Plus largement, je dirais que c'est la traduction concrète que l'application de ces nouveaux critères permet tout simplement de répondre à nos objectifs politiques. J'ajoute à cela des avancées techniques, qui permettent très clairement une meilleure gestion des listes d'attente, pour les parents qui attendent parfois avec angoisse cette réponse. Avant, on ne répondait qu'aux familles qui avaient une place en crèche. Maintenant, on essaie de répondre à tout le monde, pour que justement on puisse accompagner au mieux les familles, qui malheureusement ne bénéficiaient pas d'une place. Je rappelle aussi, dans nos commissions, tous les dossiers sont anonymisés.

Et puis, enfin, dans les affaires suivantes, on propose d'approuver d'abord la réalisation d'un relais petite enfance dans le quartier Val de Croze. On va délibérer sur l'appel à projets aux acteurs non lucratifs pour la nouvelle crèche dans le quartier Pompignane, 48 berceaux. Ce n'est ni plus ni moins, que la traduction en acte d'une promesse de campagne, encore une, la livraison de 300 places d'ici fin 2026. On est en route. Madame DOULAIN, vous vous dites « *première force d'opposition, première force de proposition* » : je retiens surtout que vous étiez la seule à voter contre ce plan des 300 places.

Je terminerai mon intervention par un très grand merci à l'ensemble des agents du pôle pour leur

engagement sans faille, qui a permis la réalisation de nos ambitions politiques. Encore merci.

Monsieur le Maire : Merci Madame AKBARALY. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Oui, Madame DOULAIN, allez-y. Vous faites sur l'ensemble ?

Alenka DOULAIN : Oui, je fais sur l'ensemble. Je suis plus de nature concise. Je vais pouvoir répondre à vos questions, Madame AKBARALY. Je sais que la pédagogie c'est l'effort de la répétition, donc je vais m'y employer.

Sur la 19 et sur les critères d'attribution des places en crèches municipales, on va évidemment approuver cette délibération, puisque nous soutenons évidemment l'ambition de rendre nos crèches montpelliéraines plus accessibles, plus inclusives et puis adaptées aux situations socioprofessionnelles des familles. L'évaluation que vous faites du système de cotation montre une meilleure inclusion, une meilleure mixité dans les établissements et c'est vraiment à souligner, et il faut poursuivre cette procédure et continuer de l'évaluer, comme l'affaire le précise également.

Cependant, je souhaite ici démontrer que les problématiques persistent dans les procédures et dans le dialogue d'accès aux moyens de garde public pour les familles montpelliéraines. Vous parlez notamment de transparence et vous évoquez le fait que la grille de cotation est annexée au règlement de fonctionnement des crèches municipales. La réalité pourtant est bien moins reluisante pour des centaines de parents montpelliérains qui se voient refuser une place en crèche aujourd'hui. Ces derniers reçoivent en général un courrier de refus très succinct ne permettant pas de savoir quand son dossier sera réétudié, s'il est très loin de pouvoir se voir attribuer une place ou si potentiellement ça pourrait arriver dans les mois, années qui viennent. Je pose la question à cet hémicycle : parmi vous, y a-t-il des personnes qui lisent les règlements de fonctionnement d'une structure avant de pouvoir y être intégrées ? Personnellement, je ne le fais pas et je ne crois pas que c'est ce qu'on peut demander aux parents montpelliérains.

Comme depuis le début de ce mandat, nous réitérons donc notre proposition qui est celle de permettre à tous les parents qui sont enregistrés, sur la plateforme Presto, de pouvoir suivre leur nombre de points et de pouvoir se positionner dans l'échelle de cotation que nous avons mise en place. Ce n'est pas le cas aujourd'hui, ou alors j'attends que vous puissiez nous démontrer.

Aujourd'hui, l'attribution des dossiers est principalement faite lors d'une commission en avril. Il y a, j'imagine, du fil de l'eau pour les urgences, et c'est une évidence que nous soutenons, mais ça ne permet pas de diluer les pics de recherche d'assmat. Toutes les personnes qui se voient refuser sont tous sur le même marché au même moment, et cela induit des situations, vous vous en doutez, très compliquées pour tout le monde, alors même qu'on pourrait imaginer avoir 2-3 grosses commissions qui permettent de prévoir, et surtout qui permettent de répondre à des enjeux professionnels, puisqu'il y a des personnes qui sont en situation de mutation professionnelle et qui ne peuvent pas attendre parfois 6-9 mois avant de savoir s'ils ont une place, il faut que les délais soient réduits.

Les conditions de la transparence effective me semblent d'autant plus importantes à mettre en place que, clairement, le plan de développement de 300 places que vous nous présentez ne permettra pas de répondre aux besoins, ne permettra pas de résoudre le parcours du combattant qui est celui de beaucoup de parents à la recherche d'une place en crèche. Dès lors, je me permets de répéter nos propositions, notre inquiétude, évidemment face à cette insuffisance de place en crèche, et donc nous proposons d'aller plus loin et plus vite, et nous attendons de voir comment vous allez déployer le plan de 500 000 places en crèche proposé par le NFP si celui-ci est à la tête d'un Gouvernement.

Puis, répéter aussi notre indignation à vous voir poursuivre votre politique de sous-traitance des futures places de crèche au secteur privé, bien qu'associatif, comme c'est prévu dans l'affaire 21 pour la crèche à la Pompignane. Je m'étonnerai toujours de voir des gens qui se disent défendre le secteur de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) appuyer des délibérations qui conduisent à accentuer la mise en concurrence des structures pour faire baisser les coûts. Je m'étonnerai toujours de voir des gens, comme Monsieur MARTIN, applaudir des deux mains des délibérations qui consistent à dire à nos agents municipaux qui travaillent dans les crèches, et qui étaient d'ailleurs pour certains en grève il y a peu, que leurs collègues du privé coûtent moins chers, et que même si le nombre de petits Montpelliérains dans nos crèches augmente, il n'y aura pas une augmentation de nos agents dans les crèches municipales.

Nous voterons donc contre l'affaire 21, et j'invite tous mes collègues qui ne peuvent pas accepter ces attaques du service public à en faire de même.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Madame DOULAIN. Je vais peut-être vous apporter quelques éléments de réponse. D'abord, je salue le travail de Madame AKBARALY, qui est extrêmement impliquée pour structurer la politique de petite enfance et construire une réponse face à un défi qui est colossal sur le territoire.

Montpellier est très en retard dans la prise en charge de la petite enfance. Ce plan de 300 places en crèches, c'est l'un des plus ambitieux, je veux vous le dire Madame DOULAIN, si vous comparez avec d'autres communes. A France urbaine, on se benchmark, on se regarde, on se challenge, et aujourd'hui c'est Montpellier qui affiche le plus grand volontarisme. 300 c'est conséquent. Parce qu'ensuite il y a les postes, les moyens qui y sont mis, et merci à ceux qui votent le budget de financer ces places en crèches. Ensuite, il faut construire du bâtimentaire, et pour construire du bâtimentaire, il faut trouver du bâtimentaire, ça n'est pas aussi chose simple. C'est des sites qu'il faut réaménager. Je prends un exemple, à la Croix d'argent, on a dû trouver un terrain où on va construire une zone crèche et école. Les équipes ont énormément travaillé, il faut gérer les contraintes, le risque inondation. Si on voulait 600 places, financièrement, c'est un choix. 300 c'est un choix très volontariste, c'est ce que nous déployons.

Ensuite, de la confiance, c'est d'avoir fait voter une grille de cotation, comme sur le logement social. Poser cet acte-là, ce n'est pas rien. Je comprends votre envie de plus, elle est légitime, et dans votre rôle, elle est classique. Mais on a posé cela, c'est un élément important, parce qu'il y a de la défiance. Des fois, vous savez, je fais cette réponse, comme Maire, je dis, *« ce n'est pas parce qu'on voit le Maire qu'on peut obtenir un logement social ou une place en crèche »*. Parce que ça veut donc dire que c'est celui qui voit le Maire qui obtient ? Je suis très frappé des représentations qui existent à Montpellier. Je peux comprendre la détresse, la difficulté que peuvent avoir les gens, mais des fois, il y en a, ils viennent et ils disent, *« vous êtes le Maire, vous me donnez »*. Non, c'est l'Assemblée délibérante qui vote la cotation. Demain, on va pouvoir pour les familles en suivre la traçabilité. Des règlements, je ne les lis pas tous, je ne suis pas le plus grand lecteur de règlements, mais il en faut. Ça renvoie aux règles communes, c'est comme ça, c'est le cadre juridique dans lequel on évolue.

Le troisième point que vous évoquez, il y a c'est vrai, deux établissements en DSP. Nous n'en ferons pas de nouvelles. C'est avec le monde associatif que nous structurons et avec l'offre publique. Il y a un travail qui doit être fait d'accompagner, parce qu'il y a l'offre crèche, mais aussi d'accompagner les assistantes et assistants maternels. Ça existe et vous avez évoqué ce pic-là. Il y a un travail aussi que Madame AKBARALY a impulsé. Maintenant, ils sont réunis. Dans la cotation sur le logement social qui a été adoptée, on a mis un dispositif pour être attentif au statut de ces personnes qui travaillent, parce que certaines sont dans le parc social, pour qu'elles répondent bien aux normes PMI.

Nous avons – c’est passé dans l’indifférence générale, ce n’est pas grave – étendu des dispositifs de gratuité au musée Fabre, dans les lieux de culture, le projet Mille Formes qui a été évoqué tout à l’heure par Madame SAURAT. C’est un enjeu, la toute petite enfance, les 0-6 ans, avec les élections, on a oublié quelques combats contre les écrans, qui aujourd’hui développent chez les tout petits des formes d’autisme. C’est ce qui nous remonte de manière très forte.

On a une approche très structurée de cette compétence petite enfance, en étant très conscient des retards qui sont les nôtres, et je vous invite à reconnaître le volontarisme eu égard à ce retard. 300 places en crèches et une structuration par le guichet unique, qui permet aussi de travailler un enjeu : la mixité. C’est un truc de fou quand même notre société. On a le séparatisme social, c’est quand même un sujet que traversent nos écoles publiques, collèges, lycées. Merci du vote tout à l’heure pour Jules-Guesde, ce sera, c’est un début de réponse, pas la seule, évidemment. École primaire, mais aussi la crèche, où on se retrouve avec des phénomènes de cette nature. Le guichet unique, tel que Madame AKBARALY, avec les services ont pensé, permet aussi aux enfants d’être un peu ensemble, c’est fondamental. Je me permets d’insister là-dessus, parce que je ne voudrais pas laisser entendre que dans votre intervention – qui n’est pas que critique, je veux presque la lire de manière constructive – qu’on puisse acter, qu’on pose des actes de volontarisme.

Après, si un Gouvernement issu du Nouveau front populaire, bonne nouvelle, ça veut donc dire que les crédits de la CAF et de la CNAF, ce qu’on appelle l’obscur convention d’objectif et de gestion (COG) va être doté de crédits pour accompagner fortement les municipalités, pour pouvoir développer une offre de petite enfance. Je l’appelle de mes vœux, ça va être une excellente nouvelle, parce qu’aujourd’hui tout cela est porté par le contribuable montpelliérain. Qui est le contribuable montpelliérain ? Celui qui paye sa taxe foncière. C’est la dotation alignée de la taxe d’habitation qui a été supprimée il y a quelques années, et sur laquelle nous n’avons plus la main puisque c’est une règle de calcul, même si nous ne touchons pas à la fiscalité. Le taux de taxe foncière restera instable. On a besoin aujourd’hui de ressources pour financer cette politique volontariste. C’est pour ça que j’ai dit que c’était un vrai choix, 300 places, parce que dans le budget, on pourrait aller mettre ces moyens ailleurs, sur le tissu associatif qui en a besoin, et sur lequel nous avons fait des efforts.

Mais moi j’ai hâte, j’ai hâte Madame DOULAIN, comme vous qu’on puisse très vite avoir autre chose que Madame BERGÉ en charge de la famille, et qu’on puisse ouvrir une politique de la petite enfance, finalement tellement importante pour prévenir les inégalités de départ. On a évoqué tout à l’heure les ados dans ce Conseil, les Maisons pour tous qui accueilleront les enfants exclus, l’accompagnement des personnes seules. Mais là aussi, je vais me lâcher, je vais citer, mais les femmes seules avec des nourrissons, d’emblée, où il y a cette dame un jour qui m’a dit « *Monsieur le Maire, il ne faut pas nous lâcher, dans ce pays il y a beaucoup de géniteurs, il n’y a pas beaucoup de pères* ». Il faut qu’on soit aux côtés des associations qui aident les femmes pour demander les pensions alimentaires, qu’on ne s’exonère pas. Ce sont des réalités qui sont d’une violence. Comme, évidemment ces femmes, elles n’ont pas le temps d’aller dans les partis politiques, dans les syndicats, dans les associations, parce qu’elles portent la charge mentale, eh bien c’est des problèmes qui n’apparaissent pas. Aujourd’hui dans la politique de petite enfance portée par Madame AKBARALY, dans le plan 300 places en crèches, dans la grille de cotation, on a aussi une exigence de ce côté-là.

Je vous le dis, j’espère vraiment qu’on va pouvoir avoir ce grand plan national sur la prise en charge de la petite enfance, parce qu’on en a vraiment besoin. Nous, on y met toute notre énergie, beaucoup de moyens, et merci à ceux qui ont voté le budget pour ces 300 places en crèches. C’est vrai qu’on a besoin d’une autre convention, même si j’en salue le Directeur, parce qu’il a été aidant, Monsieur REVOL, il a été très compréhensif sur un certain nombre de sujets. On a sacrément besoin d’avoir

des moyens pour aider les communes à agir sur ce champ qui est essentiel, qui est aussi la petite enfance et d'une certaine manière la jeunesse.

Affaire 17. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

18. Services à la population et cohésion sociale - Mise en œuvre du Service Montpelliérain de la Petite Enfance - Renforcement de l'égalité des droits et des chances, soutien à la parentalité et déploiement d'une politique volontariste en santé environnementale - Etat d'avancement - Présentation

Monsieur le Maire : Affaire 18. Même vote ? Même vote.

Le Conseil prend acte.

19. Services à la population et cohésion sociale - Mise en œuvre du Service Montpelliérain de la Petite Enfance - Critères d'attribution des places en crèches municipales - Évaluation de la phase expérimentale – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 19. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée. Merci de cette unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

20. Services à la population et cohésion sociale - Réalisation d'un Relais Petite Enfance dans le quartier Val de Croze - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire n° 20. Relais petite enfance. Ça aussi, on n'est pas obligé du point de vue de la loi, mais on le fait. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? 521 000 euros. J'aimerais qu'on compare à certaines communes, dans cette fameuse carte du feu Languedoc-Roussillon, il y a des politiques sociales très fortes de solidarité qui financent à un demi-million d'euros un relais petite enfance pour aider les assistantes maternelles, pour soutenir la parentalité. Ça, c'est des réponses. Allez, adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Julie FRÉCHE, M. Philippe SAUREL, Mme Radia TIKOUK.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

21. Services à la population et cohésion sociale - Appel à projets à l'attention des gestionnaires à but non lucratif d'établissements d'accueil du jeune enfant pour la mise à disposition des futurs locaux d'une crèche dans le quartier de la Pompignane - Lancement - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 21. Appel à projets sur la Pompignane. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 43 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

Abstentions : 4 voix

Se sont abstenus : Mme Coralie MANTION, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

22. Services à la population et cohésion sociale - Conventions Pluriannuelles d'Objectifs et de Moyens (CPOM) entre la Ville de Montpellier et les associations gestionnaires de structures Petite Enfance - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 22. CPOM, avec les structures en charge de la petite enfance, énorme travail. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Mylvia HOUGUET, M. Yvan NOSBE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

23. Services à la population et cohésion sociale - Chorégraphie et petite enfance - Convention cadre de partenariat entre la Ville de Montpellier, le Centre Chorégraphique National de Montpellier et la Compagnie Satellite - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 23. Ça aussi, super. C'est tout petit, mais c'est super. Chorégraphie et petite enfance, politique culturelle. C'est une toute petite somme, mais ça dit les synergies entre le centre chorégraphique national et les services de la petite enfance. Il faut les saluer, tout ce travail, c'est incroyable. Dans la ville à hauteur d'enfants, volet culture, sur la danse, le rapport au corps. Dans la future Agora de la danse qu'on est en train de penser, évidemment, ce volet va être amplifié. C'est une petite porte que nous entrouvrons. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, Mme Fatma NAKIB.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

24. Services à la population et cohésion sociale - Délégation de service public pour la gestion de la crèche municipale Liselotte - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 24. C'est la crèche Liselotte. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 42 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

Abstentions : 10 voix

Se sont abstenus : M. Georges ARDISSON, Mme Emilie CABELLO, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle MARSALA, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès SAURAT, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

25. Services à la population et cohésion sociale - Règlement de fonctionnement des temps périscolaires – Approbation

M. A. EL KANDOUSSI quitte définitivement la séance en donnant pouvoir à Mme I. MARSALA (le pouvoir de M. P. SAUREL est annulé).

Monsieur le Maire : Affaire 25. Madame MASSART, merci. Règlement des temps périscolaires. Ah oui, adaptation à la suite du retour d'expérience. On a eu beaucoup de demandes des familles, et il fallait les entendre, donc on a travaillé. Il faut savoir évoluer au regard de l'expérience usager. Merci de la concertation que vous avez menée, Madame MASSART. On a une solution qui respecte à la fois les objectifs de réduction du gaspillage alimentaire et de compréhension des familles, qui parfois se retrouvent en situation de difficulté. Puis on va libérer du temps médical.

Marie MASSART : Tout à fait. Cela fait suite à la réforme tarifaire qui a été appliquée à partir de janvier 2023. Je vais juste en rappeler quand même les principales mesures. Il y avait tout d'abord un rééquilibrage des tarifs, avec une baisse des tarifs pour les revenus les plus faibles et une augmentation pour les revenus les plus importants. Je rappelle que les tarifs s'échelonnent entre un tarif à 50 centimes pour les familles monoparentales bénéficiaires du RSA et les familles en grande précarité, et qui va jusqu'à 6,55 euros. Je rappelle toujours que le coût du repas pour la Ville de Montpellier s'élève à 12 euros. Un calcul du tarif qui est basé sur le quotient familial, qui a été avantageux pour les familles et qui permet de réévaluer les situations très régulièrement. La prise en compte de la situation des familles, notamment pour les enfants porteurs de handicap, on en parle assez peu, mais il y a aussi des tarifs spécifiques pour ces enfants-là. La mise en place de pénalités en cas de réservation sans présence ou de présence sans réservation, une mesure qui est contestée par les familles parfois, mais qui vise à réduire le gaspillage alimentaire.

Nous avons évalué cette réforme et nous avons fait ce travail en partenariat avec la chaire alimentation du monde, avec Nicolas BRICAS qui a contribué à l'évaluation – que je remercie au passage – et les services qui ont fait un travail remarquable. Je remercie aussi, que ce soit la mise en place de la réforme, l'évaluation, mais aussi les nombreuses sollicitations des familles, ne serait-ce aussi que pour rééquilibrer la situation. Tout ça a demandé beaucoup de travail et il faut le noter.

Quelques éléments très rapides sur le retour de l'évaluation. Tout d'abord, avant les retours, je voulais quand même rappeler l'objectif de cette réforme. Un objectif triple : à la fois, améliorer le pouvoir d'achat pour les familles les plus précaires, rendre accessible la cantine aux familles les plus en difficulté et réduire le gaspillage alimentaire. Ça répond à trois enjeux essentiellement. C'est un enjeu social d'accessibilité et de pouvoir d'achat pour les familles les plus précaires. Un enjeu de santé puisque le repas à la cantine est un repas équilibré. Pour certains enfants, c'est le seul repas équilibré

de la journée, voire le seul repas tout court. Je rappelle ou je vous informe sur le fait que plus de 70 % des produits sont bio ou sous signe de qualité au regard de la loi Egalim. La loi c'est 50 %, nous sommes à plus de 70 %. Nous limitons très fortement la part des aliments ultra-transformés. Un enjeu écologique, là, en l'occurrence sur cette réforme, qui était essentiellement sur le gaspillage alimentaire.

Sur les résultats de l'évaluation, comme c'était l'objectif, il a bien été constaté une baisse du tarif pour 67 % des familles, plus de deux tiers des familles, évidemment les familles qui étaient les plus en difficulté. Dans un contexte d'inflation, ça a été quelque chose qui a pu soulager le portefeuille des familles. On a observé une augmentation de la fréquentation, mais qui est relativement légère : il n'y a eu que de l'ordre de 3 % de nouvelles familles inscrites. On voit là que le tarif n'est pas forcément un élément qui est prépondérant pour attirer les familles. Par contre, ce qu'on a pu constater, c'est qu'il y a quand même eu une augmentation du nombre de repas. Donc les enfants qui étaient inscrits et qui consommaient la cantine peut-être un ou deux repas par semaine en ont consommé plus, peut-être sont allés trois ou quatre fois par semaine à la cantine, pour des raisons sans doute financières, même si ce serait sans doute à creuser les raisons pour lesquelles on va à la cantine.

Sur le gaspillage alimentaire, on a pu constater que les pénalités ont montré leur efficacité, puisque nous avons constaté une nette diminution des taux de majoration, ce qui a attesté quand même l'évolution des pratiques, que les parents ont davantage réservé. On a constaté, par exemple, les présences sans réservation sont restées relativement stables, mais pour les réservations sans présence, ont été divisé par deux – cette fameuse pénalité de 1,50 euro, qui a été largement contestée.

J'en arrive à la mesure qu'on propose aujourd'hui en Conseil municipal, puisque nous avons été interpellés par de nombreuses familles, nous en avons discuté en comité de suivi de la restauration scolaire. Certaines familles nous ont dit que c'était compliqué, quand l'enfant était malade, de l'amener chez le médecin, d'avoir un justificatif. Nous avons entendu ça, et du coup nous proposons aujourd'hui, en accord avec les familles, en tout cas pour celles avec qui nous avons pu travailler de manière constructive, nous proposons aujourd'hui un forfait d'exonération des pénalités. C'est-à-dire qu'on donne la possibilité aux familles d'avoir trois absences non justifiées par an et par enfant. La pénalité ne s'appliquera qu'à partir de la quatrième absence non justifiée.

Je remercie donc tous les services de contrôle de gestion, le pôle numérique et données, la Direction de la politique alimentaire. Ça a été un travail très collégial.

Monsieur le Maire : Énorme.

Marie MASSART : Merci tout le monde.

Monsieur le Maire : Merci Madame MASSART. Est-ce qu'il y a des questions ? Vous avez rappelé un chiffre très important. On a fait le tarif à 50 centimes pour les familles monoparentales en début de mandat, et l'inflation alimentaire, comme vous le savez, a été de 15 % ces dernières années. Merci d'avoir voté tous les rapports pour prendre en charge ça. Alors c'est vrai, le papa d'Adrien a vu son tarif augmenter, il peut être plus gros contributeur. Par contre, pour 67 % des familles, le tarif a diminué. D'autres collectivités n'appliquent pas de tarifs sociaux pour la cantine. On a vu nos collègues de Tours qui sont venus pour s'inspirer de ce que nous faisons à Montpellier, Emmanuel DENIS, l'excellent Maire de Tours. Certains ont répercuté l'inflation sur leur grille tarifaire. Eh bien, nous, on a fait un choix, au moment où ça coûtait plus cher de faire les courses pour le soir, pour le week-end, pour les enfants, pour qui d'un seul coup c'était plus dur, nous avons baissé le tarif de

cantine. Madame MASSART, je veux vous tirer mon chapeau, parce que nous avons aussi pu continuer sur la dynamique du bio et du court, et parce que nous structurons le travail de filière. On espère que là, on entend que la filière bio est en difficulté. Une des grandes leçons de la crise agricole qu'on a eue au mois de janvier, c'est que les donneurs d'ordre que nous sommes, puissance publique, on peut intervenir pour soutenir les modèles agricoles existants autour de nous. Il faut continuer à les accompagner. Le dernier jour des vacances à la cantine, c'étaient les tomates de Mauguio. C'était très emblématique des menus que nous cherchons.

Marie MASSART : Les tomates de Montpellier cet été.

Monsieur le Maire : Bientôt les tomates de Montpellier, bio. On travaille sur cette commande, on adapte pour essayer d'accompagner les familles. La cantine, c'est une politique publique absolument majeure. Là aussi, on espère que l'État prendra des dispositions pour aider les communes quand elles agissent. Ce que vous faites là, Madame MASSART, ça agit sur la santé, voilà, sur l'équilibre alimentaire. C'est les économies de l'assurance maladie qui s'annoncent.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

26. Services à la population et cohésion sociale - Mise en place de mini camps à destination des enfants fréquentant les accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) de la Ville de Montpellier - Tarification 2024 - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 26. C'est la mise en place de mini camps à destination des enfants fréquentant les accueils de loisirs. Du 29 juillet au 23 août 2024, on envoie les enfants avec Saint-Bauzille-de-Putois dans ce lieu très agréable. C'est des mini camps nature, c'était dans nos promesses de campagne sur l'accès aux bases de loisirs mer, nature. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

27. Services à la population et cohésion sociale - Projet "Notre École, Faisons-La Ensemble" (NEFLE) - Fonds d'Innovation Pédagogique - Conventions entre la Ville de Montpellier et l'Education Nationale - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : « Notre école, faisons-la ensemble ». On a 67 563 euros de crédits qui proviennent du ministère de l'Éducation nationale qui permettent d'accompagner différents projets, comme on a pu en voir avec cette formidable Directrice d'école qui quitte son école, Eliane URTADO, qui nous a présenté ce type de projet. Je veux la saluer dans cette instance. Formidable. Donc, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

28. Services à la population et cohésion sociale - Association Halte Pouce - Adhésion de la Ville de Montpellier - Approbation

Monsieur le Maire : Association Halte Pouce, adhésion de la Ville. Nous vous demandons de délibérer pour une adhésion à 50 euros. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

29. Services à la population et cohésion sociale - Comédie du Livre 2024 - Parution du recueil de nouvelles "Les Mystères de Montpellier, tome 15" - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les Services Départementaux de l'Éducation Nationale et le Réseau CANOPE - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 29. Comédie du livre, ce sont « *Les mystères de Montpellier* ». Là aussi, il vaut mieux payer des enfants qui écrivent des livres, des très beaux programmes. L'édition était consacrée au sport, en cette année olympique, et ça a été formidable. Il y a onze écoles qui ont participé. On contribue à ce projet en partenariat avec l'Éducation nationale. C'est formidable de savoir qu'à Montpellier, il y a des enfants écrivains, comme il y a des enfants qui chantent à l'opéra, grâce au formidable travail de Monsieur CAPÉLAN. Qu'il soit rassuré, on va continuer à l'aider. Tout comme ça va être formidable, le programme ambassadeur du musée Fabre. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité. Madame MARSALA a beaucoup suivi ça en son temps, les « *Mystères de Montpellier* ».

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

30. Services à la population et cohésion sociale - Mise à disposition d'un local à l'association Tang'Hérault - Loyer minoré - Convention - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 30. L'association Tang'Hérault, loyer minoré. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Ça, c'est pour une ville qui danse. Bientôt, le festival Swinging, et bravo à Montpellier Danse qui a proposé des ateliers participatifs de danse. Je crois que là, ce n'est pas Patrice BARTHES, c'est une autre association, basée à Celleneuve. Mais Patrice BARTHES, il fait aussi danser les Montpelliérains. Il vaut mieux une France qui danse plutôt qu'une France rance. Il faut défendre ça. Allez. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

31. Services à la population et cohésion sociale - Octroi de bourses initiatives jeunes - Approbation

Monsieur le Maire : Madame BRUNET, bourses initiatives jeunes, pour un montant de 12 640 euros. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

32. Rayonnement et attractivité du territoire - Programmes de mobilité étudiante - Renouveau 2024-2028 - Prise en charge des frais de scolarité - Versement de bourses et de frais divers - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 32. Programmes de mobilité étudiante. C'est avec nos villes jumelles. On accueille des étudiants, on envoie nous-mêmes des étudiants. J'excuse Madame HART, qui est à New York, à l'ONU. Nous allons accueillir à la Mairie, dans les sept maisons communes, le sommet des jeunes pour la paix, sous l'égide des Nations unies. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

33. Services à la population et cohésion sociale - Accueil à l'Hôtel de Ville de l'exposition photographique "Les Intruses" de Randa MAROUFI - Convention d'exposition entre la Ville de Montpellier et l'Institut des Cultures d'Islam - Approbation - Autorisation de signature

M. S. GUISEPPIN (avec le pouvoir de M. M. ALTRAD) entre en séance.

Monsieur le Maire : Affaire 33. C'est l'exposition qui est dans le hall de l'Hôtel de Ville avec l'Institut des cultures d'islam, l'exposition photo « *Les intruses* ». Elle a commencé, dans le Hall de la Mairie. En tout cas, bravo. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Nous allons multiplier nos partenariats, Madame ROBIN, Madame NAKIB, avec l'Institut des cultures d'islam. Il y a le festival Arabesques, lui sur les musiques de la Méditerranée, mais j'évoquais tout à l'heure l'Institut du monde arabe, évidemment. Tout comme on aura une annonce sur les enjeux autour de l'Extrême-Orient, mais je ne peux pas encore dévoiler, parce que Madame ROBIN est au travail pour préparer ce très beau projet aussi. Montpellier, c'est une Ville qui doit dialoguer avec le monde.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

34. Rayonnement et attractivité du territoire - Restauration et valorisation des Géôles de Lauwe - Programme de valorisation - Demande de subvention - Approbation

Mme C. GIMENEZ entre en séance.

Mmes T. AKBARALY, E. BRUN MANDON, H. EMAD et J. FRÊCHE sortent de séance.

Monsieur le Maire : Affaire 34. Je remercie Madame la Rectrice, encore, parce que là aussi on sort d'une situation de Clochemerle terrible. A l'heure où on fête les 80 ans de la libération de Montpellier, nous allons prendre soin d'un patrimoine exceptionnel, douloureux pour la Ville, et qui a une vocation pédagogique pour tous les professeurs des écoles, des lycées et collèges, et de visite mémorielle. Monsieur BELLANGER, je vous propose de nous présenter ce dossier ; et de vous remercier aussi parce que, pour William GARRIVIER, ce formidable Président d'association, je sais que c'est

tellement important. Il n'y aura plus de colère, il n'y aura que du travail pour la suite.

Boris BELLANGER : Oui, Monsieur le Maire, chers collègues. Effectivement, j'ai l'honneur de vous présenter une délibération qui va permettre de préserver les murs des cellules de la caserne de Lauwe, dans le quartier des Beaux-Arts. Une délibération qui prend tout son sens dans le cadre des célébrations des 80 ans de la libération, comme vous l'avez rappelé, avec notamment ce hors-série qui a été distribué à chacun d'entre nous en début de séance.

Pour rappel, de juin à août 1944, des miliciens s'installèrent dans les locaux désaffectés de cette ancienne caserne, qui avait servi d'hôpital militaire jusqu'en 1943. Ils en firent une prison pour les résistants et un lieu de torture. Entre le 8 juin et le 17 août 1944, sur leurs 94 victimes incarcérées, 6 moururent sous la torture ou par exécution sommaire. Tous furent dépossédés de leurs objets de valeur, de leur argent, humiliés, frappés et torturés.

Je tiens tout d'abord effectivement à saluer le travail de mémoire remarquable de Michèle BLANCHOT, Présidente de l'association Traces d'Histoire, et, vous l'avez dit, de son mari, William GARRIVIER, Président de l'Union nationale des associations de déportés et internés de la Résistance des familles de l'Hérault, qui ont obtenu, en 2019, l'inscription des geôles des martyrs de la Résistance au titre des monuments historiques. Depuis, l'État, qui est pourtant propriétaire de ce bâtiment, n'en finissait pas de tergiverser sur le ministère qui devait se charger des travaux. Vous avez donc décidé, Monsieur le Maire, de suppléer sa carence en prenant en charge leur financement.

Cette ancienne caserne est devenue la cité scolaire Françoise-Combes. Je tiens à saluer ici son proviseur, Renaud LOZAR, qui a décidé d'en ouvrir les portes dans le cadre d'une journée patrimoine qu'il a initiée.

Ici à Montpellier, nous ne déboulonnons pas les statues. Nous ne mythifions pas non plus le patrimoine, comme ces candidats d'extrême droite qui s'accrochent hystériquement à leur passé, mais qui sont les premiers à oublier leur histoire. À Montpellier, nous regardons notre histoire en face et nous engageons un travail de mémoire, pour ne pas oublier qu'il y a 80 ans, des Français martyrisaient d'autres Français, parce que communistes, parce que résistants. Les murs contiennent encore les traces de leurs derniers instants, qu'il nous faut réhabiliter, quand les héritiers de PÉTAİN voudraient les faire tomber dans l'oubli. Aujourd'hui, chers collègues, nous allons faire en sorte de rendre les pierres des geôles plus vivantes qu'elles ne l'ont jamais été. Parce que, comme le disait William FAULKNER : *« le passé n'est jamais mort, il n'est même pas passé »*.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Monsieur BBELLANGER, pour votre intervention. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur ce sujet ? Chaque année, nous honorons la mémoire des victimes de la milice qui, jusqu'au dernier jour de la libération de notre ville, a accompli sa basse besogne, part sombre de la France. Il ne faut jamais oublier que des Français ont dénoncé d'autres Français, que des Français ont collaboré et la milice était l'agent de cette collaboration. Ce lieu, chers collègues, tous ceux qui le souhaitent, on est à disposition pour le faire visiter, pour le partager, pour le comprendre. Quand on y rentre, on ne sort pas indifférent, parce que les traces écrites sur les murs disent la détresse. Là, avec ces financements, on va pouvoir réhabiliter. Elles sont classées, on prend en charge. Monsieur le Préfet s'est engagé à ce qu'on ait un petit peu d'aide, j'espère. On y met un budget qui est conséquent, et je vous remercie si vous le votez, parce que c'est très précieux.

À l'occasion de ces 80 ans, c'est une annonce très forte pour les associations de mémoire, vous avez fait référence à celles-ci. Ce sont souvent les derniers témoins. Enfin, il y a tellement de choses qui se jouent. Puis on découvre plein de choses encore. Je crois qu'il serait important, je m'adresse à

Monsieur COTE, à vous, Monsieur BELLANGER, qu'on identifie tous les noms de ceux qui ont été victimes des tortures. Notre regrettée Alice ALBERNHE torturée à la caserne de Lauwe, Luc ALBERNHE est un de nos collègues, se souvient de son témoignage de l'expérience de la baignoire, terrible. On essaye, peut-être sur internet, sur le bulletin historique de la Ville, de mettre les noms. Peut-être des choses seront encore complétées pour la suite. Mais elle est très forte. Merci aux habitants qui, juste à côté, nous ont proposé de dénommer le parc du nom de Suzanne-Babut, juste parmi les nations. Par Yad VASHEM, nous avons fait une demande que le père PRÉVOST soit fait juste parmi les nations auprès de son Président Patrick KLUGMAN, parce que justement, avec la colonie des enfants d'Izieu, il a, sur la demande de son amie Sabine ZLATIN, protégé des enfants juifs. Il faut que nous fassions ce travail. Les crédits que nous mettons, c'est certes pour protéger un monument historique – votre citation est remarquable – mais c'est pour que ce monument historique soit utilisé pour transmettre aux générations : entrer dans ces cellules, c'est aider à comprendre.

Je voudrais le dire de manière solennelle, nous célébrons la libération de la ville, mais la ville a eu sa face d'ombre. Ce n'est pas tout Montpellier qui a résisté. La milice, c'est l'accueil sous la clameur de PÉTAİN et de FRANCO, en cette rencontre sur la place devenue place des Martyrs de la Résistance, que nous réhabilitons pour les 80 ans de la libération. Si nous faisons le choix, à la rentrée, d'inaugurer une école qui portera le nom de Colette-et-Pierre-Soulages, c'est à la fois parce que nous voulons honorer ce grand artiste, et nous savons le rôle de Colette SOULAGES dans sa vie. Mais aussi, je veux le raconter, parce que grâce à Bernard TRAVIER, j'ai eu la chance de rencontrer Pierre SOULAGES, qui avait fait le lien, parce qu'ancien élu à la culture. Pierre SOULAGES m'a raconté ainsi sa rencontre avec Colette. Il voit dans les rues de la ville la foule en liesse qui acclame FRANCO et PÉTAİN, ça le heurte profondément. Il n'est pas militant, particulièrement, mais il est heurté, parce qu'évidemment, il est frappé de la mémoire de ce qu'on a appelé *la Retirada* et des réfugiés républicains espagnols. C'est le soir qu'il voit Colette et que ce couple se forme. Il dit « *j'étais tellement en colère, je vais voir Colette* » et de là naît leur histoire. En tout cas, il m'a raconté cela et il me semblait qu'à 200 mètres de la place des Martyrs de la Résistance, nous devons tant à Pierre SOULAGES pour plein de raisons, mais cette histoire devait être là.

Ce sera la conclusion de mon propos trop long sur ce sujet, dans cette ville qui change, Montpellier, qui est ouverte vers le monde, où des gens viennent depuis longtemps fonder leur projet de vie : j'en suis, mon papa est venu ici parce que c'était la ville de la médecine. Cette histoire de qui est Montpelliérain de génération en génération, est une histoire qui est moins importante puisque la ville évolue et nous le sommes dans cette Assemblée, beaucoup, comme moi, nous avons ce devoir de nous approprier, de connaître cette histoire. On ne peut pas offenser l'histoire de la ville. Cette histoire des 80 ans de la libération, c'est une histoire glorieuse, mais aussi une histoire sombre. Les noms, les plaques, tout ça, ce sont des repères. On a vu combien dans le débat démocratique de ces trois dernières semaines, parfois, ces repères ont pu être mobilisés, ont pu être activés. Certains disent : on en fait trop et c'est pesant, comme s'il n'y avait que des profs d'histoire, peut-être. Mais le jour où nous ne le ferons plus, eh bien, alors, tout s'effondrera. Nous avons besoin de ce travail de mémoire, et cette délibération, nous la devons aux associations de mémoire, aux associations du monde combattant qui sont ces porte-drapeaux qu'on voit à toutes les cérémonies patriotiques, qui sont bénévoles, qu'il pleuve, qu'il vente, qu'il fasse la canicule, bien souvent.

Mes chers collègues, le cabinet vous contactera individuellement pour bien vous inviter aux cérémonies de la libération de la ville, parce que c'est la dernière fois où on aura les témoignages, et nous devons les vivre de manière forte. Il y avait eu des choses en 2014. Je me souviens, moi, jeune adolescent, les 50 ans de la libération de la ville : la Comédie était noire de monde, et il y avait un rappel de l'entrée des troupes de DE LATTRE DE TASSIGNY avec cette fameuse photo. Je crois que ça doit être un grand moment de partage mémoriel, et finalement de responsabilité pour le présent et

l'avenir.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 52 voix

35. Rayonnement et attractivité du territoire - Appel à projets d'investissement en faveur du développement des activités culturelles - Avenants aux conventions de subventions attribuées en 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 35. C'est l'appel à projets sur les investissements pour les associations culturelles. Y a-t-il des questions auprès de Madame ROBIN ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Isabelle MARSALA, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

36. Rayonnement et attractivité du territoire - Établissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) Cité européenne du Théâtre et des arts associés - Modification des statuts - Approbation - Autorisation de signature

M. S. JAWHARI (avec le pouvoir de Mme S. JANNIN) sort de séance.

Mme A. DOULAIN quitte définitivement la séance (le pouvoir de Mme C. OLLIER est annulé).

Monsieur le Maire : C'est la création de l'EPCC, nous l'avons passée en Conseil de Métropole. Cela vise à créer un établissement commun entre le Printemps des comédiens et l'EPIC du Domaine d'O, et à faire un très grand lieu en faveur de la création, de la diffusion du théâtre. Il y a en ce moment le festival d'Avignon, il y a le Printemps des comédiens, tourné vers la jeunesse avec le printemps des collégiens, avec des formes diverses, avec des moyens qui sont quand même exceptionnels, que nous devons d'ailleurs à la convention qui est la nôtre avec le Département, et c'est cet héritage dont il s'agit, sous votre impulsion, chère Madame ROBIN, et celle de Monsieur PENSO. Ce sont des moyens qui ont été accrus et qui doivent donc être très au service de l'artistique, et qui peuvent affirmer une très grande ambition, qui permettent de programmer du théâtre, une saison de théâtre dans l'opéra Comédie, chose qui n'avait pas été faite depuis quarante ans dans notre ville.

Est-ce qu'il y a des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée. Merci.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Nadia AKIL, Mme Véronique BRUNET, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

37. Rayonnement et attractivité du territoire - Appel à projets d'investissement à destination des artistes et des associations culturelles - Modification de la lettre de cadrage - Approbation

Mmes T. AKBARALY et H. EMAD entrent en séance.

Mme V. BRUNET (avec le pouvoir de Mme N. AKIL) et M. E. ARIZTEGUI sortent de séance.

Monsieur le Maire : Appel à projets à destination des artistes et associations culturelles, modification du règlement. Madame ROBIN.

Agnès ROBIN : Merci Monsieur le Maire, chers collègues. Je souhaitais effectivement présenter cette délibération qui fait écho à l'avant-dernière délibération que nous venons de voter sur l'appel à projets d'investissement, justement. Parce qu'ici, dans cette délibération-là, il s'agit de modifier la lettre de cadrage qui encadre l'appel à investissements pour les artistes.

Je rappelle simplement qu'il y a plusieurs années, nous avons voté une délibération qui nous permet d'aider les associations culturelles à investir dans de l'équipement. Nous l'avons fait également pour les associations sportives. Et il s'agit ici, pour ce qui concerne les associations culturelles, de modifier légèrement la lettre de cadrage. En effet, nous nous sommes aperçus que cette aide que nous souhaitons apporter aux associations devait être ajustée. Je rappelle le mode de financement : les associations consacrent une partie de leur budget à l'investissement, et nous les aidons à hauteur de 70 %, ce qui suppose pour elles d'apporter, de participer au cofinancement, mais surtout d'avancer de la trésorerie pour pouvoir investir, puisque nous ne finançons que sur factures. Pour un certain nombre d'associations, dont la liste d'ailleurs a été portée à votre connaissance à travers les dossiers des délibérations, il s'est avéré qu'elles ne pouvaient pas prendre en charge et faire cette avance de trésorerie pour investir dans de l'équipement qui, malgré tout, était évidemment absolument nécessaire, en tout cas que nous avons jugé comme étant nécessaire. Il s'avère donc que nous avons souhaité ajuster cet encadrement et permettre aux associations de bénéficier d'une avance pour pouvoir investir, pouvoir justement avancer cette trésorerie, à condition que l'avance soit dépensée dans un délai de six mois.

Je rappellerai simplement pour terminer que cette aide va se déployer jusqu'en 2026 et que si nous pouvons faire cela aujourd'hui, c'est parce que nous avons demandé auprès de la Région d'être délégués à l'aide économique des associations, et que c'est donc par dérogation que nous pouvons faire cet effort aujourd'hui auprès des associations culturelles. C'est un dispositif que nous avons assez rapidement mis en œuvre, après la crise sanitaire bien sûr, qui avait affecté un très grand nombre de ces associations.

Monsieur le Maire : Merci de votre élan passionné qui témoigne de votre engagement sur cette très belle délégation qu'est la culture, et qui dit qu'ici on en fait le choix, parce que là, c'est vraiment tellement précieux pour les artistes, pour les aider. J'ai vu à Mare Nostrum un très beau plateau de danse, un collectif. C'est formidable de se dire que la ville, elle est et s'efforce d'être hospitalière aux artistes.

Est-ce qu'il y a des questions auprès de Madame ROBIN ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 47 voix

38. Rayonnement et attractivité du territoire - Pavillon Populaire - Exposition Gisèle FREUND - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Institut Mémoires de l'Édition Contemporaine (IMEC) - Approbation - Autorisation de signature

Mmes V. BRUNET (avec le pouvoir de Mme N. AKIL), E. BRUN MANDON et J. FRÊCHE entrent en séance.

M. Y. NOSBE (avec le pouvoir de Mme M. HOUGUET) sort de séance.

Monsieur le Maire : Ça aussi, allez, Agnès [ROBIN].

Agnès ROBIN : Alors, évidemment...

Monsieur le Maire : Quel cadeau ! Quel cadeau !

Agnès ROBIN : Là, c'est vraiment un cadeau que nous fait notre directeur artistique du Pavillon populaire, comme d'habitude, mais aussi grâce aux moyens que la Ville met à disposition de ce Pavillon populaire qui est devenu depuis plus de quinze ans le temple de la photographie à Montpellier, la photographie artistique. C'est un très beau cadeau parce que, là aussi, nous célébrons encore une fois les artistes femmes, et donc les femmes. On pourrait donc placer ce Conseil municipal sous le signe des femmes et de l'hommage qui est rendu en particulier ici à cette femme photographe, dont la rétrospective est une première en France. Les expositions du Pavillon populaire, il faut s'imaginer quand même que ce sont des expositions inédites la plupart du temps – enfin ce n'est pas la plupart du temps, elles sont tout le temps inédites – ce qui leur confère un caractère singulier, une renommée et une réputation sur le plan national et international. Aujourd'hui, en témoignent, et on tient les dossiers d'ailleurs à votre disposition si vous le souhaitez, les dossiers de presse qui sont très, très fournis, y compris dans la presse internationale, je tiens à le rappeler parce qu'on ne le dit pas suffisamment à mon avis.

Grâce à cette programmation de Gilles MORA, le directeur artistique, nous allons mettre à l'honneur cette femme qui est Gisèle FREUND, qui est une femme à la fois artiste, sociologue et historienne, et donc qui mêle en réalité, à travers son travail, des réflexions à la fois historiques et sociologiques, avec évidemment un talent incroyable qui fait toute la force évocatrice de son art et de ses photographies.

Je signale, parce que c'est l'objet de cette délibération, qu'il s'agit d'avoir un partenariat entre la Ville de Montpellier et l'IMEC, l'Institut des mémoires de l'édition contemporaine, qui se situe à Caen. Et je signale entre parenthèses que cet IMEC contient aussi des archives qui nous intéressent à Montpellier, puisqu'il recèle de trésors, et parmi ces trésors, il y a les carnets Bagouet qui sont donc les carnets de danse de notre chorégraphe Dominique BAGOUET, emblématique de la Ville de Montpellier. Le prestigieux IMEC entre donc en partenariat avec la Ville de Montpellier pour que puisse être mise en œuvre cette magnifique exposition qui s'ouvrira bientôt. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

39. Rayonnement et attractivité du territoire - Association Uni'sons - Convention 2024-2027 d'objectifs avec l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 39. Convention 24-27 avec l'association Uni'sons. Est-ce qu'il y a des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée. Oui ? Abstention, pardon. Deux abstentions. Merci, Madame MARSALA.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Isabelle MARSALA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

40. Rayonnement et attractivité du territoire - Opération Cinéma sous les étoiles - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Tarif spécifique - Approbation - Autorisation de signature

M. S. JAWHARI (avec le pouvoir de Mme S. JANNIN) entre en séance.

Monsieur le Maire : Affaire 40. Opération Cinéma sous les étoiles. C'est la culture dans l'espace public.

Agnès ROBIN : C'est une délibération qui revient chaque année. En réalité, c'est un dispositif que nous connaissons depuis quelques années, que nous avons mis en place au soutien des salles de cinéma. Le dispositif est décrit dans la délibération. Il est simple. Pour toute personne qui assiste au Cinéma sous les étoiles, qui se déploie sur le territoire de la Métropole, il s'agit de distribuer des coupons qui ensuite pourront être utilisés dans les salles de cinéma, ce qui permet ici de faire dialoguer le cinéma en espace public à l'extérieur avec les salles de cinéma dont nous connaissons les difficultés, qui sont toujours actuelles. Merci pour votre vote.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, mais il faut à la fois saluer Antoine PERENIGUEZ, c'est une chance, qui s'occupe du Louxor à Paris et qui a repris le Diagonal, et qui fera des travaux pour améliorer le confort d'accueil des usagers, et Arnaud CLAPPIER, qui est le formidable directeur du cinéma Utopia. Et donc, enfin, nous allons pouvoir terminer les travaux rue du Docteur Pezet. Voilà, Monsieur CLAPPIER fait aussi un travail de programmation très important.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

41. Rayonnement et attractivité du territoire - Conditions d'intervention des éducateurs sportifs dans le temps scolaire - Convention entre la Ville de Montpellier et l'Académie de Montpellier - Année scolaire 2024-2025 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Monsieur MARTIN, convention d'intervention des éducateurs sportifs. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Monsieur MARTIN ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

42. Services à la population et cohésion sociale - Contrat Local des Solidarités 2024-2027 entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Abrogation de la délibération n° V2024-047 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 42. Contrat local des solidarités 2024-2027. Est-ce qu'il y a des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

43. Services à la population et cohésion sociale - Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration (CTAI) entre la Préfecture, la Délégation Interministérielle à l'Accueil et à l'Intégration des Réfugiés (DIAIR) et la Ville de Montpellier - Bilan de l'exercice 2023 - Renouvellement pour l'exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

M. Y. NOSBE (avec le pouvoir de Mme M. HOUGUET) entre en séance.

Monsieur le Maire : Affaire 43. Contrat territorial d'accueil et d'intégration, c'est pour les réfugiés, très important. Il s'agit du bilan de l'exercice 2023 et du renouvellement pour l'année 2024. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Monsieur CALVO ? Ça marche quand on fait de l'accueil. Ça marche. Les Fauvettes, l'hôtel que la municipalité a racheté, c'est un lieu d'accueil et c'est un lieu d'intégration. Ça marche. Il ne faut pas que les villes aient peur de s'engager sur ces dispositifs. Si on fait tous comme nous, on mesurera bien que nous sommes capables de régler les problèmes de ceux qui sont obligés de fuir des endroits épouvantables dans le monde. Ça marche. Voilà, Monsieur CALVO, c'est cela qu'on dit. Les Fauvettes, il y a les travaux. J'ai croisé un soir des réfugiés, ils m'ont dit « mais ça va être génial ». D'ailleurs, ils ont trouvé du boulot par les clauses d'insertion, Madame GIMENEZ. Ça marche. Plutôt que de jouer sur les peurs, voilà, il faut faire ça. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée. Voilà, c'était génial, l'inauguration. Ils arboraient tous le drapeau tricolore.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

44. Rayonnement et attractivité du territoire - Cœur de Ville en Lumières - Conventions de partenariat entre la Ville de Montpellier et des écoles professionnelles des arts numériques - Approbation - Autorisation de signature

M. E. ARIZTEGUI entre en séance.

Monsieur le Maire : Affaire 44. Cœur de ville en lumières. On prépare, on prépare, Monsieur ZANCHIELLO, allez, parlez-nous-en, parce que, comme avec le MHSC, il se passe plein de trucs.

Alban ZANCHIELLO : Rapidement, Monsieur le Maire, sur les quatre affaires qui suivent, 44, 45, 46 et 47. La 46 et la 47 sont deux affaires assez récurrentes et techniques, plutôt liées à la gestion des halles et marchés, mais la 44 et la 45 nous rappellent que Cœur de ville en lumières aura lieu cette

année les 14, 15 et 16 novembre, et que nous avons plusieurs maîtres mots. Attractivité : nous allongeons la durée des fêtes de fin d'année, ce qui permet aussi une meilleure approche du commerce. Nous aurons une petite surprise, nous aussi, dans ce Cœur de ville en lumières, avec le MHSC. Et puis nous rappelons surtout, et c'est l'objet de la délibération, que nous conventionnons avec des écoles qui montrent la vitalité des ICC dans cette ville, Montpellier, ville phare dans le monde des ICC, et qu'elles fournissent chaque année un travail remarquable, on s'en souvient encore, l'an dernier, pour celles et ceux qui ont pu assister à Cœur de ville en lumières, et notamment sur l'Arc de Triomphe. Je suis allé les voir, le travail était déjà très bien implanté, très bien embarqué. C'est vraiment très, très beau. Vous voyez ces étudiants, toutes les classes ensemble font un travail technique. Ne me regarde pas comme ça, Manu REYNAUD, je n'y comprends rien, mais ça ne fait rien, c'est très beau. À la fin, c'est très beau. Je ne sais toujours pas comment on fait du mapping, mais c'est très, très beau à la fin.

L'affaire suivante, la 45, c'est le marché de Noël. Et là aussi, rappeler d'abord que toujours, nous sommes en partenariat, que ce soit pour Cœur de ville en lumières, pour le marché de Noël, avec la CCI, la CMA, les consommateurs, l'Office de tourisme. C'est un travail commun. Rappelons-le juste : 400 000 visiteurs au marché de Noël 2023, 420 000 visiteurs à cœur de ville en lumières 2023. Et donc entre deux, il y aura, Monsieur le Maire, l'inauguration, le 26 novembre pour les illuminations de la place renouvelée des Martyrs de la Résistance. Nous ne sommes pas d'accord avec mon collègue Laurent NISON : soit 18h30 soit 18h45.

Monsieur le Maire : C'est en 2025.

Alban ZANCHIELLO : Oui, pardon, 2025, j'avais sauté une étape. Et après, donc, non pas entre deux, nous aurons les illuminations, nous aurons cette inauguration, effectivement, en 2025. On est au cœur de l'été et on pense déjà à Noël.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur ZANCHIELLO. Il faut bien le dire. Le marché de Noël reste au Peyrou. Ça a marché. On a, c'est vrai, l'esplanade. De toute façon, maintenant, l'esplanade, c'est le spot des enfants, c'est le « the place to be » des petits Montpelliérains et des petites Montpelliéraines.

Alban ZANCHIELLO : Nous aurons quelques surprises pour les plus petits cette année.

Monsieur le Maire : On s'était posé la question du retour à l'esplanade, mais l'unanimité est au Peyrou. La Comédie du livre aura lieu aussi l'an prochain au Peyrou, parce que voilà, ça participe de la dynamique du centre-ville.

Et alors il y a une chose dont vous ne nous avez pas parlé, Monsieur ZANCHIELLO, c'est la thématique de Cœur de ville en lumières.

Alban ZANCHIELLO : Nous traiterons des questions du rayonnement international de Montpellier sous tous ces aspects. Vous verrez notamment sur l'Arc de Triomphe quelques belles représentations liées au sport, puisque rayonnement international et aussi Jeux olympiques et aussi paralympiques.

Monsieur le Maire : Oui mais, Monsieur ZANCHIELLO, il ne faut pas faire de cachotteries aux gens. Pour les cinquante ans du Montpellier Hérault, là, il y a un tram qui a été fait, le club propose plein d'initiatives, et les étudiants des ICC vont travailler pour célébrer ce club historique et mythique dont nous sommes si fiers.

Alban ZANCHIELLO : Il sera glissé dans la programmation. Il fera une minute et demie à peu près.

Monsieur le Maire : Voilà, et donc il y aura aussi un événement autour de cela. Allez, est-ce qu'il y a des questions ? Je mets aux voix la 44. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

45. Rayonnement et attractivité du territoire - Marchés de Noël 2024 et 2025 - Conventions de mise à disposition à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault et à la Chambre de Commerce et d'Industrie d'un chalet pour les jeunes créateurs - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Clare HART, M. Mustapha LAOUKIRI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

46. Rayonnement et attractivité du territoire - Halles et Marchés - Exonération de redevances - Rachat de fonds de commerce - Approbation

Mme F. NAKIB sort de séance.

Mme J. FRÊCHE quitte définitivement la séance en donnant pouvoir à M. M. CALVO.

Monsieur le Maire : La 46, halles et marchés, exonération de redevances, rachat de fonds de commerce. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Je précise, et je remercie Monsieur TOUCHAT, du marché de la Comédie, qui va réduire son emprise et qui va changer son mobilier, que ce n'était pas une discussion simple, mais nous y sommes arrivés. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Allez-y, Monsieur JAWHARI, excusez-moi.

Salim JAWHARI : Vous nous proposez dans cette délibération, d'un côté, une exonération des redevances du marché de la Comédie suite aux nuisances qu'engendrent les travaux, et c'est logique. Dans un second temps, vous nous indiquez le rachat d'un fonds de commerce de l'emplacement n° 20 des Halles des quatre saisons, car l'occupant de ce dernier n'arrivait pas à trouver de repreneur. Forcément, il n'y a pas de repreneur, car je vous le rappelle, comme je l'ai fait depuis le début de votre mandat, qu'il y a un marché sauvage qui s'installe régulièrement dans ce secteur et qui nuit aux commerçants du quartier des Halles des quatre saisons. C'est vrai, vous faites régulièrement des descentes de police afin de saisir la marchandise. Bien sûr, j'en prends acte. Et vous essayez de faire cesser ce marché sauvage. Mais comment se fait-il que, quatre ans après la prise de votre fonction, vous n'arriviez pas à éradiquer ce phénomène malgré vos opérations coup de poing ? Aurait-on accepté cela s'il s'agissait d'un marché sauvage qui impacterait les halles Castellane au Jacques Cœur ? Y a-t-il une impuissance des pouvoirs publics, Préfecture, Ville, ou s'agit-il d'un désintérêt pour trouver une solution pérenne pour sécuriser les consommateurs, les riverains et les commerçants et pour vous éviter tous les dimanches d'aller faire un tour là-bas ? Dans l'attente de mobiliers urbains dissuasifs, d'un poste de police municipale mobile sur place et la fin du travail entamé par l'ANRU, avec notamment la démolition de la Tour d'Assas, et revoir un peu le mobilier qu'il y a autour, vous

pourriez faire un effort avec les commerçants des Halles des quatre saisons en les exonérant, eux aussi, totalement ou partiellement, de leurs redevances, à l'instar de ce que vous faites pour le marché de la Comédie.

Monsieur le Maire : Monsieur JAWHARI, je sais que vous êtes sensible à ce sujet. On a eu l'occasion d'échanger. Effectivement, dans les pouvoirs qui sont les nôtres, la police municipale est mobilisée contre ce marché qui est illégal, dont les produits vendus ne respectent pas les normes sanitaires, qui met en danger la population. Ce marché, il est illégal et il crée une distorsion de concurrence. C'est-à-dire que ceux qui s'installent ne payent rien, ils ne payent pas de cotisations sociales, ils ne payent pas de droit de redevance, et vous avez raison, ils déstabilisent ceux qui payent une redevance dans les Halles des quatre saisons, qui sont des halles publiques et où, d'ailleurs, les loyers sont minorés, en tout cas, on y est très attentifs. Et donc, je le dis, ce marché sauvage est un fléau, parce que pour le contribuable, en nettoyage, cela représente 800 000 euros, et en force de sécurité, de police, c'est désespérant. Vous avez évoqué les mobiliers dissuasifs ; eh bien, on profite un peu des chantiers pour mettre des grilles, on s'est retrouvé parfois à devoir protéger le tramway. Je pense qu'il faut d'abord commencer par dire que les gens qui font ça, c'est inacceptable, parce qu'ils ne respectent pas les règles, les lois, et que cela n'est pas acceptable. Voilà, je le dis. Et il y a très clairement une filière organisée, méthodique, qui visiblement provient d'Espagne, et sur laquelle, à plusieurs reprises, nous avons demandé aux autorités qui ont des compétences là-dessus d'essayer d'agir et d'intervenir. Voilà, donc il ne faut pas qu'on laisse faire.

On ne peut donc pas se retrouver dans une situation où, à un moment, ce sont eux qui donnent le la. Je le dis. Nous essayons de mener des actions, Monsieur ZANCHIELLO s'y emploie, pour les Halles des quatre saisons, d'accompagnement des professionnels. D'ailleurs, ils l'ont salué, ils sont très reconnaissants de l'action que nous menons régulièrement contre le marché sauvage.

Et vous nous mettez en cause parce qu'on ne l'aurait pas réglé. Je suis preneur de votre solution.

Salim JAWHARI : *Intervention hors micro.*

Monsieur le Maire : Non, mais je suis preneur de votre solution. Monsieur JAWHARI, j'ai répondu, vos solutions, on les met en œuvre. Et d'ailleurs, la police municipale, ils y sont très tôt le matin pour essayer de saisir. Enfin bref, Monsieur JAWHARI, on ne lâche rien, on ne lâche rien sur ce sujet, et c'est peut-être cela qu'il faut dire, et y compris sur le mobilier dissuasif. Oui, oui, mais il n'y a pas de souci. Certains ici connaissent bien Monsieur DUPOND-MORETTI, qui ne sera plus Ministre de la Justice dans quelques heures, je crois. Moi, j'y suis allé sur tous les sujets, les autres, parce qu'effectivement, on mène un renouvellement urbain du quartier de la Mosson, donc on ne lâche pas.

Monsieur ZANCHIELLO, vous avez peut-être quelques éléments sur les Halles des quatre saisons, mais si, chaque fois qu'il y a des gens qui commettent des infractions, on est obligé partout d'abaisser, on ne va pas s'en sortir.

Alban ZANCHIELLO : Rapidement, Monsieur le Maire, simplement pour rappeler deux choses. Le fait que je sois un peu pris a peut-être fait que j'ai présenté ces rapports un peu rapidement. Deux choses. Premièrement, les Halles des quatre saisons sont les halles qui ont, à Montpellier, le plus gros chiffre d'affaires, et comptent parmi les plus gros chiffres d'affaires de Languedoc-Roussillon. C'est une réalité. On n'en parlera pas là, ce n'est pas le moment, mais je viendrai vous voir.

La deuxième chose, simplement, c'est la loi. La personne qui cède son fonds de commerce est une personne qui est là depuis très longtemps, que nous connaissons bien et qui vendait du vin, des

coquillages, des huîtres, etc. La loi, Pinel en l'occurrence, nous oblige à avoir un repreneur qui a la stricte même activité. On ne l'a pas trouvé, voilà. Et donc, forts de cela, nous soulageons cette personne qui va pouvoir prendre sa retraite, etc., et nous travaillerons ensuite, avec Véronique BRUNET et Mustapha LAOUKIRI, parce que c'est un débat que nous avons eu avec Monsieur le Maire, pour voir comment nous pouvons renouveler un certain nombre, comme cela, d'activités, dans ces halles, qui permettront d'avoir toujours une meilleure offre de diversité dans les halles, à la Mosson. Je suis obligé d'appliquer la loi, c'est comme cela, je n'ai pas de repreneur.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur ZANCHIELLO, et merci à Monsieur JAWHARI, enfin, voilà, on prend votre initiative de changer. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

47. Rayonnement et attractivité du territoire - Montpellier Grand Cœur - Aide à la rénovation des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 47. Aide à la rénovation dans le cadre de la mission Grand Cœur, 10 locaux d'activités. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

48. Aménagement durable du territoire - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Ovalie - Demande d'agrément de candidature de SOGEPROM-PRAGMA pour le lot 1 - Approbation

Monsieur le Maire : ZAC Ovalie, attribution. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

49. Aménagement durable du territoire - Vente de la parcelle BR 1 rue de Montels l'Eglise à Lattes à la Société Loti du sud - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 49. Vente de la parcelle BR 1 rue de Montels l'Église à Lattes à l'association Loti du sud. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

50. Aménagement durable du territoire - Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) du quartier de la Mosson - Parcelle LR 268 - Désaffectation et déclassement du domaine public communal - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 50. NPNRU. Ce sont des parcelles pour mener le projet urbain, qui nous ont notamment permis, je veux revenir sur ce point, de remettre des commerces qui étaient au pied de la tour d'Assas en entrée avec une très belle stratégie de conteneurs sur la station-service ENI qui était à l'abandon et, Monsieur JAWHARI, qui était un lieu du marché sauvage. Voilà. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

51. Aménagement durable du territoire - Nouveau Programme National de Renouveau Urbain (NPNRU) du quartier de la Mosson - Cession à SA3M de la parcelle LR 268 - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 51. ANRU, cession à la SA3M de la parcelle LR 268. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. François VASQUEZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

52. Aménagement durable du territoire - Nouveau Programme National de Renouveau Urbain (NPNRU) du quartier de la Mosson - Parcelles LR 70 et LR 278 - Déclassement du domaine public communal et désaffectation - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 52. Quartier de la Mosson, déclassement du domaine public pour mener le projet avenue de Barcelone. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

53. Aménagement durable du territoire - Nouveau Programme National de Renouveau Urbain (NPNRU) du quartier de la Mosson - Cession des parcelles LR 70 et LR 278 au groupe Office Santé - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 53. Cession de parcelles pour justement agir pour l'accès aux soins, avec le projet de regroupement de professionnels de santé dans ce quartier. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

54. Aménagement durable du territoire - Constatation de transfert de propriété de la SA3M à la Ville de Montpellier du groupe scolaire Jeanne-Moreau phase 2 - Lot 5C2 de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du quartier de la Cité créative - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 54. Constatation de transfert de propriété à la SA3M du groupe scolaire Jeanne Moreau, phase 2. Ce sont les 10 classes supplémentaires que l'on va inaugurer à la rentrée. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. François VASQUEZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

55. Aménagement durable du territoire - Transfert en pleine propriété de l'emprise foncière du collège Les Aiguerelles au Département de l'Hérault - Transfert à Montpellier Méditerranée Métropole d'une voirie Avenue du Pont Trinquat et rue de l'Améthyste - Constitution d'une servitude pour le passage en tréfonds d'une canalisation - Approbation

Mme F. NAKIB entre en séance.

Monsieur le Maire : Affaire 55. Transfert de propriété foncière du collège des Aiguerelles, Département de l'Hérault à la Métropole, avenue du Pont Trinquat pour une servitude de passage pour les canalisations. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

56. Aménagement durable du territoire - Constitution de réserves foncières agro-naturelles - Acquisition de parcelles auprès du Groupement Foncier Agricole de Flaugergues - Domaine de Grammont - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 56. Constitution de réserves foncières agro-naturelles, acquisition de parcelles au sein du groupement foncier agricole de Flaugergues, domaine de Grammont. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Madame MASSART, un tout petit mot.

Marie MASSART : Oui, très rapidement. Comme ce sont des rachats de parcelles où l'on souhaite implanter, en, où il y a déjà une forme d'agriculture urbaine, c'est l'occasion de rappeler la volonté de préserver, de développer une agriculture urbaine, notamment avec des pratiques agroécologiques pour préserver nos écosystèmes, avec une volonté, peut-être à plus long terme, d'implanter des nouvelles parcelles de jardins familiaux pour répondre à la fois aux enjeux social et environnemental. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci Madame MASSART. D'autres interventions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

57. Aménagement durable du territoire - Église Sainte-Eulalie - Convention de servitude de passage d'un réseau d'eaux pluviales entre la Ville de Montpellier et la copropriété Le Clos de la Merci - Parcelle cadastrée BX 511 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 57. Église Sainte-Eulalie, convention de servitude de passage. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

58. Aménagement durable du territoire - Modification de la servitude de passage d'une canalisation pour un réseau d'assainissement au profit de Montpellier Méditerranée Métropole - Parcelles cadastrées SC 25 et SC 104, avenue Raymond Dugrand - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 58. Modification de la servitude de passage pour un réseau d'assainissement. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

59. Aménagement durable du territoire - Concession d'Aménagement Nouveau Grand Cœur - Garantie d'emprunt à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) Concessionnaire - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 59. Concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur, garantie d'emprunt à la SA3M. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. François VASQUEZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 41 voix

60. Aménagement durable du territoire - Concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur - Avenant n°13 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 60. Concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur, avenant n° 13. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Ça va nous permettre de régler le problème du Capoulié rue Maguelone.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. François VASQUEZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

61. Aménagement durable du territoire - Concession d'Aménagement Parc Marianne Rive Gauche - Garantie d'emprunt à la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (SERM) Concessionnaire - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 61. Concession d'aménagement parc Marianne, garantie d'emprunt. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, Mme Clare HART, Mme Catherine RIBOT, M. François VASQUEZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

62. Aménagement durable du territoire - Commune de Montpellier - Concession d'Aménagement Pompignane - Garantie d'emprunt à la SA3M - Approbation

*Mme T. AKBARALY quitte définitivement la séance en laissant pouvoir à Mme F. BOUTET-WAISS.
Mme H. EMAD quitte définitivement la séance en laissant pouvoir à Mme N. MARIN-KHOURY.*

Monsieur le Maire : Affaire 62. Concession d'aménagement Pompignane, garantie d'emprunt. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. François VASQUEZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 41 voix

63. Aménagement durable du territoire - Droit de préemption urbain - Convention-cadre entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat - Bilan annuel 2023/2024 - Prorogation - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 63. Droit de préemption cadre entre la Ville et ACM Habitat, bilan annuel, prolongation du dispositif. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Julie FRÊCHE, Mme Radia TIKOUK.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

64. Aménagement durable du territoire - Domaine de Veyrassi - Avenue du Pic Saint-Loup - Convention d'occupation du domaine public de l'Etat - Avenant de cession de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 64. Domaine de Veyrassi, avenue du Pic Saint-Loup, convention d'occupation du domaine public de l'État, cession à la Ville de Montpellier et à la Métropole. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée. Ça prévoit les futurs aménagements sportifs, Monsieur MARTIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

65. Aménagement durable du territoire - Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades 2022-2026 - Attribution de subventions - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 65. Quartier Celleneuve, ravalement de façades, deux subventions. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée. A Celleneuve, la démarche des travaux sur la rue Jules Guesde, sur la place Renaudel, vont commencer très prochainement. On aura l'occasion d'aller présenter cela au quartier. Voilà. Et bravo à Monsieur CARRIERE, député de Celleneuve. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

66. Hors commission - Cession de parcelles de la Ville de Montpellier à Autoroutes du Sud de la France (ASF) – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 66, retirée.

Affaire retirée.

67. Aménagement durable du territoire - Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Marché de maintenance et de travaux de voirie - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire suivante. Convention groupement de commandes entre la Ville et la Métropole, marché de maintenance travaux voirie. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

68. Aménagement durable du territoire - Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Marché de Mobilier urbain - Travaux de dépose et de pose, maintenance et fournitures - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 68. Groupement de commandes sur le mobilier urbain. Y a-t-il des

questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

69. Aménagement durable du territoire - Déclaration portée par France Urbaine en faveur d'un nouveau règlement européen sur les systèmes alimentaires durables permettant d'accroître la part d'achat de produits de proximité dans la restauration collective publique - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 69. Déclaration France urbaine. Voilà, merci Madame MASSART, vous avez porté ce dossier, et comme on accueille les assises de l'agroécologie – un coup c'est Nantes, un coup c'est Montpellier – on présentera cela comme il se doit. Merci à vous. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

70. Services à la population et cohésion sociale - Bien-être animal - Bilan - Feuille de route 2020-2026 - Présentation

Monsieur le Maire : Affaire 70. Monsieur ARIZTEGUI, je sais que c'est une délibération qui vous tient à cœur et qui dit notre travail sur le bien-être animal.

Eddine ARIZTEGUI : Tout à fait, merci Monsieur le Maire. Chers collègues. Je vous présente donc la délibération 4 de ma délégation au bien-être animal, qui recense les actions déjà entreprises et celles en cours. Nous avons déjà un bilan bien étoffé, qui a permis à Montpellier d'être classée deuxième Ville de France par L214 pour sa politique en matière de condition animale. Avec notre majorité, les collègues élus avec lesquels je travaille de façon transversale, notamment Marie MASSART, qui dira un mot tout à l'heure, nous avons donc mis en place les repas végétariens dans les cantines, notamment l'option quotidienne végétarienne et dès la rentrée deux repas hebdomadaires végé pour tous. Nous avons arrêté l'achat de foie gras pour les temps protocolaires et réceptifs de la commune, résilié les conventions de chasse sur les terrains communaux. Nous n'accueillons plus de cirques avec animaux, nous avons voté un vœu et remis un arrêté d'interdiction. Nous cofinançons le chenil social et solidaire avec l'association Coallia, nous construisons notre propre hôpital pour la faune sauvage. Pour vous dire un petit mot, donc nous avons mené l'étude d'implantation pour définir la zone. Nous avons mené l'étude d'assistance à maîtrise d'ouvrage. Et aujourd'hui, nous en sommes à la deuxième phase du concours pour trouver un architecte. Au Parc de Lunaret, également, nous venons de confier un local à l'association SOS Reptiles qui recueille les reptiles abandonnés ou saisis, victimes de trafics. Nous avons des budgets pour financer la stérilisation des chats et le soin des animaux trouvés malades ou accidentés n'ayant pas de propriétaire. Nous avons installé et continuons d'installer des pigeonniers contraceptifs en nous engageant à ne pas utiliser de méthodes létales ou douloureuses pour la contraception. Nous avons organisé la première formation en France en matière de protection animale. Nous avons invité d'autres communes d'ailleurs à venir y participer. Nous avons mis en place des clauses de conditions animales dans les marchés publics de la ville dans l'objectif d'avoir du 100 % non intensif, pas d'abattage sans étourdissement préalable pour les marchés alimentaires et du non-testé sur les animaux dans les marchés de produits ménagers. Nous organisons chaque année la journée cœur animal dédié aux associations de protection animale avec des activités scientifiques et culturelles. Cette année, elle aura lieu le 28 septembre.

Voilà, la liste est non exhaustive. Il y a beaucoup d'autres mesures. Je remercie vraiment l'engagement des élus, des membres des services travaillant sur ces politiques que nous menons. Rappelons que de nombreuses études ont démontré que plus une société est bienveillante envers les animaux, plus elle l'est envers les humains. Et Montpellier répond bien à l'attente des neuf français sur dix qui, selon les sondages, appellent à davantage de droits pour les animaux. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Monsieur ARIZTEGUI. Madame MASSART, un petit mot.

Marie MASSART : Oui, je voulais quand même insister sur tout le travail que l'on a fait avec Eddine ARIZTEGUI depuis le début du mandat pour végétaliser les assiettes, notamment à la cantine. Et là, à partir de septembre, une nouvelle mesure arrive : les deux repas végétariens pour toutes et tous. Et je voulais insister là-dessus, parce que ce n'est pas anodin. Cela a demandé beaucoup de travail aux services, je les remercie donc au passage, puisqu'on est contraint par la loi et par un certain nombre de produits qu'il faut présenter régulièrement, ou des quantités minimum, maximum, etc., c'est très compliqué. Et la végétalisation des assiettes doit évidemment se faire en respectant l'équilibre nutritionnel, en respectant la qualité des produits, tout en faisant en sorte que les enfants apprécient les repas, donc c'est un équilibre qui n'est pas simple et on y a vraiment beaucoup travaillé. Juste un mot, aussi, pour dire que l'offre végétarienne a été étoffée. Ils ont fait un gros travail pour aller chercher des nouveaux produits qui sont appréciés, des produits bio de qualité, par exemple la crèque au cantal qui sera servie à la rentrée, le picoussel d'Aveyron, les pois chiches et les lentilles de l'Aude et bientôt de Villeneuve-lès-Maguelone. Tout ce travail de structuration des filières pour végétaliser les assiettes a été vraiment important, et on a travaillé cette année avec le Conseil municipal des enfants, on a travaillé sur des affiches pour les menus végétariens. Cela a été une occasion aussi pour nous d'expliquer, d'échanger sur les enjeux. Et je peux vous dire que les enfants comprennent très bien, sont plutôt favorables aux repas végétariens, ils n'ont pas d'a priori là-dessus et ils comprennent très bien les enjeux, ils ont vraiment bien indiqué les enjeux environnementaux, évidemment, on l'a vu, cela a été rappelé au moment du compte administratif, avec les enjeux de santé, les enjeux d'inclusion et évidemment les enjeux de conditions animales. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Madame GIMENEZ.

Clara GIMENEZ : Merci, et merci Monsieur ARIZTEGUI pour la présentation de cette délibération, qui a l'avantage d'être complète et qui présente bien la globalité des enjeux sur la question animale sur notre territoire. Je sais que certains se sont dits « Madame GIMENEZ intervient, mais pourquoi ? » : parce que nous faisons face, nous, les communistes, à un certain nombre de caricatures sur ces sujets-là, alors que nos élus ont toujours mené ces combats, notamment sur les questions des abattoirs, sur le soutien aux cirques à qui on demande de ne plus avoir d'animaux et comment on fait en sorte que la culture circassienne puisse survivre à ce changement, ce changement de période. C'est donc un combat que nous menons aussi et nous en sommes très fiers.

Je voulais dire un mot parce que j'ai lu attentivement la délibération, puisqu'elle pose un certain nombre de sujets. On a quelques réserves sur certaines questions, je pense notamment à la question des cantines, et on a déjà eu l'occasion d'échanger à plusieurs reprises, et les repas végétariens, où pour les classes populaires, le repas de la cantine avec de la viande est parfois le seul repas avec de la viande. Ce sont donc des choses qui nous interrogent et qui méritent qu'on en débattenne, mais au moins, cette délibération existe et nous permet d'avoir cette occasion-là.

Je me permets quand même de dire que je me réjouis que cette délibération soit présentée, mais qu'elle soit présentée dans un Conseil où on a aussi eu l'occasion de présenter tout un tas de délibérations de

réponses à la crise que nous traversons. À un moment où un certain nombre de forces politiques ont eu une clarté au moment des élections législatives en s'unissant dans le Nouveau front populaire qui a été évoqué à de nombreuses reprises dans ce Conseil, d'autres ont invité leurs électeurs à voter en leur âme et conscience en prenant en compte les intérêts des animaux, humains et non humains. Cela me pose un certain nombre de sujets et je sais que vous avez été beaucoup plus clair, Monsieur ARIZTEGUI, et je m'en réjouis, mais force est de constater que ce n'est pas forcément le cas de votre organisation. Je me réjouis donc qu'avant de présenter cette délibération, Madame BRUN-MANDON ait porté brillamment la question de la maison des femmes, qui est une réponse à la crise que les femmes traversent, qu'on ait pu porter la question des équipements sportifs, qui sont un vecteur de cohésion sociale aussi, qu'on ait pu mettre en visibilité l'ensemble des actions que chacun mène dans sa délégation sur la question des familles monoparentales. Je trouve donc que cette délibération est une bonne chose, et que c'est une bonne chose aussi qu'elle soit présentée dans un Conseil où nous avons d'autres réponses à la crise, auquel cas on aurait pu être accusés par certains de faire une fixette sur une question qui n'est peut-être pas une question majeure pour nos concitoyens, quand, je le rappelle, 27 % de la population montpelliéraine vit sous le seuil de pauvreté, et je peux entendre que pour certains de nos concitoyens, la question animale ne soit pas une question majeure, et donc c'est très bien qu'elle vienne dans un Conseil où on aborde aussi les autres questions et les questions du quotidien pour les Montpelliérains. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci Madame GIMENEZ. Oui, bien sûr, Madame MARSALA, excusez-moi. Allez-y.

Isabelle MARSALA : C'est une petite question. Je voudrais juste savoir si la disparition des distributeurs de sacs pour les déjections canines était quelque chose de momentané ou est-ce que c'est quelque chose de définitif ?

Monsieur le Maire : Madame MARSALA, c'est 150 000 euros d'argent public.

Isabelle MARSALA : C'est juste pour savoir, parce qu'on me le demande régulièrement, je ne savais pas quoi répondre. Voilà, c'est tout.

Monsieur le Maire : A priori, on va vers leur disparition, parce que quand on a un animal de compagnie, ce qui est très bien, il y a des espaces chiens dans un certain nombre de parcs de la ville, et je crois qu'on peut tous assumer sa responsabilité envers les déjections canines qui, je le rappelle sont verbalisées de 135 euros. Et moi je salue tous les Montpelliérains et les Montpelliéraines qui ont leur sac plastique, leurs habitudes, dont vous, qui font très attention au respect de l'espace public. On fera une cartographie d'ailleurs, pour que ce soit bien connu, de tous les espaces chiens, parce que Monsieur JOUAULT, avec d'autres collègues, ont beaucoup travaillé sur ce sujet, pour bien montrer où ça se passe et éviter parfois aussi les conflits d'usage dans les parcs, les grands espaces de la ville.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité. Monsieur ARIZTEGUI, merci beaucoup.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

71. Services à la population et cohésion sociale - Parc de Lunaret - Exposition "Sauvage : Les gorilles des plaines" - Contrat d'exposition entre Monsieur Guilhem DUVOT et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 71. Y a-t-il des questions ? C'est l'exposition au Lunaret. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

72. Services à la population et cohésion sociale - Parc de Lunaret - Spectacle "Hybride" - Contrat de partenariat entre la compagnie de danse Olaf LinËsky et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 72. Expo Lunaret. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

73. Rayonnement et attractivité du territoire - Organisation de la manifestation O'Millésimes 2024 - Convention entre la Ville de Montpellier, le Domaine d'Ô et le Syndicat AOP Languedoc - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 73. Organisation O'Millésimes 2024, convention entre la Ville et le Syndicat des AOP. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Emilie CABELLO, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 42 voix

74. Rayonnement et attractivité du territoire - Futurapolis santé - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Le Point pour la co-organisation de la huitième édition de Futurapolis Santé à Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

M. S. MANSOURIA sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire 74. Futurapolis Santé. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

75. Rayonnement et attractivité du territoire - Forum "Le Monde Nouveau" - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Midi-Libre pour la co-organisation de la cinquième édition à Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : 75. « Monde nouveau ». Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

76. Services à la population et cohésion sociale - Service d'assistance en temps réel pour la gestion des risques hydrométéorologiques - Convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 76. Sécurité, auprès de Monsieur COTE, service d'assistance en temps réel pour la gestion des risques hydrométéorologiques. Est-ce qu'il y a des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

77. Services à la population et cohésion sociale - Convention de coordination 2021-2023 entre la Ville de Montpellier et les forces de sécurité de l'État - Avenant n°2 de prolongation - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 77. Convention de coordination entre la Ville et les forces de sécurité de l'État, avenant n° 2, prolongation sur 2025-2027. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

78. Services à la population et cohésion sociale - Interventions de la Police Municipale sur la thématique de la Sécurité Routière dans les écoles élémentaires - Convention 2024-2025 entre la Ville de Montpellier et l'Éducation Nationale - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 78. Intervention de la police municipale pour la sécurité routière. Monsieur NOSBE, convention entre 2024 et 2025. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

79. Services à la population et cohésion sociale - Escortes des équipes de joueurs du Montpellier Hérault Sport Club (MHSC) et visiteurs par des agents de la Police Municipale - Convention pour la saison sportive 2024-2025 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 79. Rémunération des escortes des équipes de haut niveau. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée. Là, c'était le MHSC. Le MHR arrive, mais vous avez raison d'être vigilant.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

80. Services à la population et cohésion sociale - Escortes des équipes de joueurs du Montpellier Hérault Rugby (MHR) et visiteurs par des agents de la Police Municipale - Convention pour la saison 2024-2025 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 80. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Salim JAWHARI.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

81. Services à la population et cohésion sociale - Festival Palmarosa 2024 - Convention pour l'intervention d'agents de la Police Municipale - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 81. Palmarosa, convention pour l'intervention d'agents de la police municipale, et le festival qui aura lieu fin août. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

82. Services à la population et cohésion sociale - Délégation de Service Public Fourrière Automobile - Modification des tarifs 2024 - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 82. DSP fourrière, modification tarifs 2024. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

83. Aménagement durable du territoire - Convention de servitude entre la Ville de Montpellier et la société Enedis sur la parcelle cadastrée SE 036 située Plaine du Mas de Carbonnie à Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 83. Convention de servitude avec Enedis. Est-ce qu'il y a des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

84. Aménagement durable du territoire - Gestion immobilière du parc locatif relevant du domaine public et privé - Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 84. Gestion immobilière du parc locatif relevant du domaine public et

privé, constitution de groupement de commandes. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

85. Aménagement durable du territoire - Missions de diagnostics techniques dans les immeubles - Convention constitutive d'un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 85. Missions de diagnostics techniques dans les immeubles, groupement de commandes. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

86. Ressources - Achat de Prestation de contrôles réglementaires des véhicules et engins techniques - Convention constitutive d'un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 86. Achat de prestation de contrôle, réglementation, engins techniques. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

87. Ressources - Achat de prestations de maintenance et de réparation pour tous types de véhicules - Convention constitutive d'un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Achat de prestations de maintenance de réparation sur tous types de véhicules, groupement de commandes. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

88. Ressources - Nouvelle bonification indiciaire (NBI) - Majoration pour des agents de la police municipale exerçant leur mission en Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 88. NBI, majoration pour les agents de la police municipale exerçant dans les QPV. Monsieur ASLANIAN. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

89. Hors commission - Contentieux ROUDET contre la Ville de Montpellier - Protocole transactionnel – Approbation

Monsieur le Maire : Contention ROUDET contre la Ville de Montpellier, protocole transactionnel. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

90. Ressources - Modification du tableau des emplois et des effectifs – Approbation

Monsieur le Maire : Modification du tableau des effectifs. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur ASLANIAN ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Abstentions, quatre abstentions. D'accord. Quatre sur le tableau des effectifs. OK. Oui, on crée des postes. Allez, merci à vous. Adoptée

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Abstentions : 6 voix

Se sont abstenus : M. Mohed ALTRAD, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Salim JAWHARI, Mme Isabelle MARSALA.

91. Ressources - Relations institutionnelles entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention de service commun - Avenant - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 91. Convention de mutualisation. On l'a vue à la Métropole. C'est la même à la Ville. Action extérieure et relations internationales, mobilité, biodiversité. Madame RIBOT, vous vous abtenez, et je suppose, et je vous en remercie, que votre intervention est la même que celle à la Métropole. Quatre abstentions, donc. Merci beaucoup.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Abstentions : 4 voix

Se sont abstenus : Mme Coralie MANTION, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

92. Ressources - Mises à disposition de personnels - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 92. Mises à disposition de personnels, conventions d'approbation. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

93. Ressources - Modification du règlement du temps de travail - Organisation de séjours pour les accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) adolescents et séjours familles – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 93. Organisation des séjours pour les accueils de loisirs ALSH adolescents et séjours familles. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

94. Ressources - MedVallée - Programme de Recherche et Développement DINAMICS pour le dépistage de l'insulinorésistance chez les agents publics - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, Innov Biotech et Predia - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Programme DINAMICS, on l'a vu, c'est la même délibération qu'à la Métropole. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

95. Ressources - Monnaie locale La Graine - Convention de partenariat 2024-2026 entre l'association Alternatives pour le Développement Économique et Social Local (ADESL) et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 95. Convention de partenariat avec la Graine. Une intervention, Monsieur JOUAULT, aussi rapide que la présentation des rapports. Allez.

Stéphane JOUAULT : C'est juste pour dire que là, on a l'extension de la monnaie locale aux ERP, et donc on peut maintenant non seulement acheter des produits, mais aussi aller au spectacle en payant avec la Graine, donc la Graine se développe, et j'invite tous les élus qui n'ont pas encore d'indemnités en Graine à saisir l'occasion.

Monsieur le Maire : En fait, c'était à la fois la valorisation de l'action et le moment promotion au sens valorisation. Eh bien, c'est très bien, parce que ça marche bien, et c'était un engagement, et il va au-delà même de ce qu'on avait promis, donc très bien. Allez, qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Catherine RIBOT, M. François VASQUEZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

96. Ressources - Mise à jour des tarifs 2024 - Modification de la délibération n°V2023-448 – Approbation

M. S. MANSOURIA entre en séance.

Monsieur le Maire : Affaire 96. Mise à jour des tarifs 2024, modification. La ligne poneys, chevaux et/ou autres animaux promenade ou démonstration, prix jour animal, 130,83 euros, est supprimée. Cette activité n'est plus d'actualité. Oui, il n'y a plus le poney sur l'esplanade. On a trouvé d'autres choses pour les enfants et c'est gratuit, évidemment sans exploitation. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Quatre abstentions.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

Abstentions : 8 voix

Se sont abstenus : M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Salim JAWHARI, Mme Coralie MANTION, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

97. Ressources - Moyens alloués aux groupes d'élus - Affectation de collaborateurs - Modification de la délibération n° V2020-082 – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 97. Moyens alloués aux groupes d'élus. Il s'agit de prendre acte des différents groupes, dans le respect du RI, du Code des collectivités territoriales. Est-ce qu'il y a des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

98. Hors commission - Commission d'Appel d'Offres (CAO) - Commission de Délégation de Service Public (CDSP) – Réélections

Monsieur le Maire : Affaire 98. Il s'agit de la modification de composition de la CAO et de la CDSP. On a donc deux votes à bulletin secret. Des propositions ont été faites. Il y a une liste pour la CAO. Et je vous propose d'ouvrir le vote pour la CAO. Allez, on y va. Les scrutateurs : l'excellent Monsieur MANSOURIA et l'excellente Madame GIMENEZ. Monsieur REYNAUD, vous vous proposez ? A la place de Sophiane [MANSOURIA], voilà. Allez, on y va. Il y a une liste avec les sièges des représentants de la majorité municipale et avec la seconde liste des élections municipales, d'où la présence de Monsieur EL KANDOUSSI et des suppléants. Voici la liste proposée, il n'y a pas eu de liste alternative. Je vous invite donc à voter pour la liste proposée par le Maire, qui respecte l'opposition, qui a accepté de répondre, d'ailleurs, Monsieur EL KANDOUSSI. Ah, il est parti. Merci.

Madame RIBOT ? Vous refaites une intervention sur le rapport CRC ou pas ? Très rapide ? Est-ce qu'il y en a d'autres ? Je m'adresse à chaque groupe pour organiser les débats. Madame MANTION, il y a un point sur lequel vous souhaitez intervenir ? Maera, je me disais aussi. Et Madame RIBOT ? Et Monsieur GUISEPPIN ? Oui, oui, Monsieur GUISEPPIN. Allez-y. La parole est à Monsieur GUISEPPIN.

Serge GUISEPPIN : Monsieur le Maire, merci. J'ai une question qui est intéressante, parce qu'on remarque pas mal d'absentéisme de toutes les personnes élues qui représentent la collectivité, et cela serait intéressant que les services nous fassent un état sur le sujet, et on verra que beaucoup de personnes ne peuvent pas tenir les engagements, parce qu'ils en ont trop. Et de ce fait, on a beaucoup

de représentations à la chaise vide. Cela dénature un petit peu l'état d'esprit démocratique que vous développez, et ce n'est pas très bon.

Monsieur le Maire : Je vous remercie Monsieur GUISEPPIN de cette intervention. Je note bien l'esprit très républicain de vos interventions, et de celle-là également. Moi, je le dis aux collègues, des fois, ils peuvent nous faire signe, dire « voilà, ça, je n'y arrive pas, je souhaite être remplacé ». Après, il faut qu'on soit aussi très transparents devant nos administrés. On demande aux élus de siéger dans beaucoup d'organismes, et c'est très bien parce qu'ils y exercent le contrôle, donc soit ils laissent pouvoir, et c'est vrai que, des fois, c'est très difficile du point de vue du rapport au temps, de siéger. Voilà, on avait Madame LABOURIER, je sais que c'est d'autant plus quand on est élu, entre guillemets, d'opposition, parce que l'activité professionnelle, même pour des élus qui sont conseiller municipal ou adjoint, parce qu'ils ont une vie professionnelle, vie de famille. Moi je suis très attaché à cet équilibre-là pour tout un chacun. Donc voilà, on essaie de faire des corrections, des corrections, parfois même on se bat pour que les gens aillent à la CAO. C'est vrai que ce n'est pas simple. Ça fait partie des éléments de simplification aussi que le législateur pourrait identifier, parce qu'à trop vouloir bien faire parfois on va contre l'objectif atteint. Monsieur MARTIN ?

Hervé MARTIN : Oui, mais cela pose véritablement la question du statut de l' élu. Et moi je prétends que dans une ville de 300 000 habitants, dans une Métropole de 500 000 habitants, à partir du moment où on a des fonctions électives avec des délégations, etc., il faut revoir les choses. Parce qu'en réalité, c'est un boulot à plein temps. Et on ne peut pas nous demander d'être présents à tout un tas d'endroits et nous demander en même temps de continuer d'exercer une activité professionnelle. Tout ça n'a plus aucun sens, strictement aucun sens. Et il faudra bien un jour que le législateur se penche là-dessus, mais aussi que la société et les citoyens comprennent la masse de travail que ça nécessite, et que donc, oui, être élu n'est pas un métier, mais ça nécessite un travail à plein temps et il faut pouvoir nous libérer de ce temps-là. Voilà. Moi, je suis enseignant, je suis à mi-temps, mais en gros comme je le dis souvent, je suis à mi-temps à mon boulot, mais je suis à plein temps à la Mairie, et en plus dans des conditions où un emploi du temps – je ne suis pas le seul prof ici – un emploi du temps, je ne peux pas m'amuser à le bouger tout le temps au bahut, sinon on imagine la patchaque que ça peut mettre. Voilà, donc, un jour ou l'autre, il faudra se décider à comprendre que, élu dans une grande ville, c'est un boulot à plein temps, et arrêter cette espèce de forme de populisme, que vous ne faites pas, voilà, qui consiste à dire que les élus sont des privilégiés, qu'ils n'ont qu'à bosser en même temps, que s'ils ne bossent plus, c'est parce qu'ils ont des privilèges. Enfin, tout cela est un grand n'importe quoi. La réalité, c'est qu'un boulot assuré, qu'il faut nous donner les conditions pour l'assumer.

Monsieur le Maire : Madame RIBOT, dans ce débat.

Catherine RIBOT : Monsieur MARTIN, vous avez entièrement raison, et c'est pour ça que les élus écologistes sont profondément contre le cumul des mandats, parce qu'on ne peut pas tout faire à la fois, et on ne peut pas gérer plusieurs mandats à la fois. Vous avez entièrement raison, effectivement. Eh oui, si on ne peut pas en faire un avec une activité professionnelle, on ne peut pas souligner dans ce cas-là qu'on puisse en faire plusieurs, qu'on puisse suivre plusieurs mandats avec une activité professionnelle en plus.

Monsieur le Maire : Merci Madame RIBOT, moi qui ai démissionné de mon mandat de conseiller départemental précisément, mais bien sûr. Je l'ai dit en début de séance, Madame MANTION. Madame DOMBRE COSTE ne sera plus Première Adjointe, elle sera conseillère municipale. Moi, je ne suis pas pour une chose, Madame, je ne suis pas pour les parlementaires hors sol, parce que la dernière fois qu'on a fait ça, ça a donné un spectacle à l'Assemblée un peu désespérant. Il y a des gens très sérieux, et puis il y en a, ils parlent de choses très, très loin. Allez, là on va arrêter, on n'est pas au café.

Excusez-moi, l'affaire 96, Monsieur JAWHARI. Vous, Madame JANNIN, Monsieur GUISEPPIN et Monsieur ALTRAD ne prenez pas part au vote. Oui, c'est noté.

Monsieur le Maire propose de procéder aux élections des membres de la Commission d'Appel d'Offres et de la Commission de Délégation de Service Public. Il propose la désignation de Mme Clara GIMENEZ et de M. Manu REYNAUD en tant que scrutateurs.

Pour la Commission d'Appel d'Offres, une seule liste a été déposée conformément aux dispositions de la délibération n°V2024-121 du 26 mars 2024.

Liste proposée par Monsieur le Maire :

Titulaires :

Georges ARDISSON
Eddine ARIZTEGUI
Françoise BOUTET WAISS
Abdi EL KANDOSSI
Nicole MARIN KOURY

Suppléants :

Yves BARRAL
Caroline DUFOIX
Clara GIMENEZ
Marie MASSART
Philippe SAUREL

Il est procédé au vote à bulletin secret.

1^{er} tour de scrutin :

Présents ou représentés : 54

Votants : 54

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 8

Suffrages exprimés : 46

Suffrages obtenus :

Liste proposée par Monsieur le Maire : 46 voix

Ont été élus :

Titulaires :

Georges ARDISSON
Eddine ARIZTEGUI
Françoise BOUTET WAISS
Abdi EL KANDOSSI
Nicole MARIN KOURY

Suppléants :

Yves BARRAL
Caroline DUFOIX
Clara GIMENEZ
Marie MASSART
Philippe SAUREL

Mme M. MASSART quitte définitivement la séance en donnant pouvoir à M. S. JOUAULT.

Pour la Commission de Délégation de Service Public, une seule liste a été déposée conformément aux dispositions de la délibération n°V2024-121 du 26 mars 2024.

Liste proposée par Monsieur le Maire :

Titulaires :

Yves BARRAL
Abdi EL KANDOSSI
Nicole MARIN-KHOURY
Hervé MARTIN
Radia TIKOUK

Suppléants :

Fanny DOMBRE-COSTE
Clare HART
Laurent NISON
Philippe SAUREL
Caroline DUFOIX

Il est procédé au vote à bulletin secret.

1^{er} tour de scrutin :

Présents ou représentés : 54

Votants : 54

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 8

Suffrages exprimés : 46

Suffrages obtenus :

Liste proposée par Monsieur le Maire : 46 voix

Ont été élus :

Titulaires :

Yves BARRAL

Abdi EL KANDOUSSI

Nicole MARIN-KHOURY

Hervé MARTIN

Radia TIKOUK

Suppléants :

Fanny DOMBRE-COSTE

Clare HART

Laurent NISON

Philippe SAUREL

Caroline DUFOIX

Monsieur le Président proclame ces résultats et prononce la clôture des opérations de vote.

99. Hors commission - Représentations du Conseil municipal - Désignations – Approbation

Mme C. GIMENEZ et M. M. REYNAUD (avec le pouvoir de M. B. PATERNOT) sortent de séance.

Monsieur le Maire : Affaire 99. Vous prenez connaissance des représentations. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, Mme Caroline DUFOIX, Mme Hind EMAD, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Agnès ROBIN, M. Mikel SEBLIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 43 voix

Ont été élus :

Organismes	Représentations
Association Finance Gestion Evaluation des Collectivités Territoriales Conseil d'administration	Monsieur Michel ASLANIAN <i>en remplacement de Madame Catherine RIBOT</i>
Cité européenne du Théâtre et des arts associés Conseil d'administration	Madame Agnès ROBIN (<i>titulaire</i>) <i>3 personnalités qualifiées :</i> Madame Jackie VILACEQUE Madame Florence MARCH Madame Céline SALA-PONS

Commission de suivi de site (CSS) relative à la décharge du Thôt à Lattes Collège « Elus des collectivités territoriales concernées »	Monsieur Mikel SEBLIN (<i>titulaire</i>) Madame Nicole MARIN-KHOURY (<i>suppléante</i>)
EPCC Montpellier Contemporain (MoCo) Conseil d'administration	Madame Caroline DUFOIX <i>en remplacement de Madame Célia SERRANO</i>
Face Hérault	Madame Caroline DUFOIX
Forum Français pour la Sécurité Urbaine (FFSU)	Monsieur Sébastien COTE
Montpellier Events Conseil d'administration	Monsieur Michel ASLANIAN <i>en remplacement de Madame Célia SERRANO</i>

100. Hors commission - Représentations du Conseil municipal - Désignations au sein des conseils d'établissements scolaires – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 100. Les désignations, représentants du Conseil municipal au sein des conseils d'établissement. C'est très formel. Les groupes s'appellent Morisot, Mozart, Churchill, Dickens... Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

101. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Accessibilité Universelle"- Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 101. Subventions, accessibilité universelle. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

102. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique " Bien-être animal" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 102. Bien-être animal. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

103. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Cohésion sociale" - Exercice 2024 - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 103. Cohésion sociale. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

104. Hors commission - Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "Commerce et Artisanat" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 104. Commerce, artisanat. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

105. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 105. Culture. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 42 voix

106. Hors commission - Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "Ville éducative et réussite scolaire" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Ville éducative, réussite scolaire. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Isabelle MARSALA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

107. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Enfance" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 107. Enfance. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

108. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Jeunesse" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 108. Jeunesse. Y a-t-il des questions auprès de Madame BRUNET ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

109. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les discriminations" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 109. Lutte contre les discriminations. Il y a Fierté Montpellier Pride. C'est l'occasion de saluer Olivier VAILLÉ et toute l'équipe pour tout le travail formidable qui est fait. France Victimes 34. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Elodie BRUN-MANDON, M. Sébastien COTE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

110. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 110. Lutte contre les exclusions. Dans ces subventions, il y a tout le travail qui a été fait sur l'habitat intercalaire pour résorber les bidonvilles, les squats, Luttopia notamment, voilà, AREA. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Caroline DUFOIX, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylvia HOUGUET, Mme Isabelle MARSALA, M. Yvan NOSBE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

111. Hors commission - Projet Montpellier Zéro Bidonville - Attribution d'une subvention à l'association Quatorze - Exercice 2024 - Convention - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 111. Stratégie zéro bidonville. Voilà, Madame DUFOIX, 40 000 euros à l'association Quatorze. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée. Merci de l'unanimité. Quand on dit qu'on ne fait rien sur le logement.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

112. Hors commission - Attribution de subventions dans la thématique "Relations Internationales" - Exercice 2024 - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 112. Subventions, relations internationales. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

113. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 113, sur la santé. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Elodie BRUN-MANDON.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

114. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Sécurité et Prévention" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 114. Sécurité, prévention. Prévention routière. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

115. Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre des thématiques "Sports" et "Partenariat sports" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire, les subventions sportives. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Monsieur MARTIN ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Mohed ALTRAD, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, Mme Hind EMAD, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Salim JAWHARI, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Hervé MARTIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 42 voix

116. Hors commission - Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "Partenariat sports" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Mme C. GIMENEZ et M. M. REYNAUD (avec le pouvoir de M. B. PATERNOT) entrent en séance.

Monsieur le Maire : Affaire 116. Monsieur MARTIN, vous avez un mot à dire, allez-y. Il s'agit des Chevaliers de la Gaule. Allez.

Hervé MARTIN : Merci. Oui, parce qu'on m'avait demandé de présenter cette délibération, cette subvention pour les Chevaliers de la Gaule, association de pêcheurs, donc j'imagine que c'était pour la mettre en valeur, donc je voudrais en dire un petit mot, en rappelant que cette association est affiliée à la Fédération française de pêche, et la Fédération française de pêche, figurez-vous, c'est la deuxième fédération de France en termes de nombre d'adhérents. Voilà donc une activité extrêmement populaire. C'est d'ailleurs la deuxième après le football. Derrière, on trouve le tennis, etc. Et activité populaire, d'ailleurs, je trouve qu'on les regarde trop souvent avec un petit air condescendant, les pêcheurs, à la limite du mépris de classe, qui est souvent gênant, alors qu'ils font un travail remarquable.

Je veux préciser que cette association est également ce qu'on appelle un AAPPMA. Alors c'est quoi, une AAPPMA ? C'est une association agréée de pêche et de protection des milieux aquatiques. Très rapidement, ça veut dire qu'ils ont des missions à remplir, en particulier protéger le milieu aquatique, en veillant et en luttant contre les pollutions et les perturbateurs environnementaux. Ils ont aussi la mission de développer et de maintenir la biodiversité. Ils travaillent avec l'Agence française pour la biodiversité, la police de l'eau, la DREAL, l'Agence de l'eau, la Préfecture de l'Hérault, la Métropole et des communes comme Montpellier ou Lattes, le Syndicat de bassin du Lez, et c'est d'ailleurs à eux qu'on doit très essentiellement la sauvegarde de notre espèce endémique, le chabot du Lez. Ils ont aussi évidemment comme mission l'apprentissage et la sensibilisation. C'est pour cela qu'ils agissent en milieu scolaire, en s'appuyant aussi sur d'autres associations environnementales qu'ils font intervenir, et ils organisent des stages pendant les congés scolaires, d'où l'objet de cette subvention.

Donc voilà, pour faire court, c'est à rebrousse-poil, je dirais, des mesures d'écologie punitive, une association qui sait mêler activités populaires et actions environnementales. Voilà pourquoi je vous propose cette subvention pour financer leurs actions auprès des enfants de 8 à 14 ans pendant les congés scolaires. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur MARTIN. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Allez-y, Monsieur ARIZTEGUI.

Eddine ARIZTEGUI : Merci Monsieur le Maire. Juste un petit mot. Simplement, nous voterons contre au niveau du groupe des écologistes. Effectivement, nous considérons que tuer n'est pas un loisir, et que d'autres associations peuvent protéger le chabot du Lez et d'autres animaux. Et voilà, en respect des engagements qui ont été pris, dans le cadre des engagements municipaux que nous avons pris, nous ne voterons pas de subvention pour une association de pêche.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur ARIZTEGUI, pour votre explication de vote. Donc qui est contre ? Sept. Oui, oui, pas de souci. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Laurent NISON.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 8 voix

Ont voté contre : M. Eddine ARIZTEGUI, M. Stéphane JOUAULT, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Marie MASSART, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Radia TIKOUK.

117. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Vie associative" - Exercice 2024 - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Attribution de subventions, vie associative. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, Mme Mylvia HOUGUET, M. Yvan NOSBE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

118. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Vivre ensemble" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Attribution de subventions dans la thématique vivre ensemble. Monsieur COTE ne prend pas part au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Sébastien COTE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

119. Aménagement durable du territoire - Création d'une unité de Valorisation Energétique des Boues (UVEB) dans la station de traitement des eaux usées Maera à Lattes - Demande d'autorisation environnementale présentée par la Régie des eaux – Avis

M. S. COTE sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire 119. Madame MANTION, c'est l'avis de la commune de Montpellier, j'anticipe votre prise de parole, merci et à vous.

Coralie MANTION : Je ne vais pas vous réexpliquer pourquoi les écologistes sont contre l'incinérateur de Maera, puisqu'on en a parlé mardi dernier en Conseil, mais je voulais quand même répondre à quelques éléments qui ont été dits lors du Conseil de Métropole de mardi. En effet, nous avons voté pour l'étude sur les travaux d'extension de Maera, mais à cette époque-là, il n'était nullement question d'un autre incinérateur à seulement 2 kilomètres, et l'accumulation des nuisances des deux incinérateurs, pollution de l'air, de l'eau, de terre, trafic de camions, risques sanitaires sur la population, etc., est exponentielle. Et à ce moment-là, nous n'avions pas encore l'étude environnementale, ce qui prouve que ce n'était pas une position de principe, mais bien appuyée sur des données scientifiques. J'espère d'ailleurs que vous ne réserverez pas la même critique aux élus qui changeront d'avis quand ils verront l'étude d'impact environnemental de l'usine CSR d'Amétyst, alors même que vous les avez rassurés en leur indiquant que ce n'était pour le moment qu'une seule étude. Et enfin, je trouve un peu que vous prenez les nuisances d'une telle structure avec beaucoup de légèreté. Les risques sanitaires dont je vous ai alerté sont simplement extraits de l'étude, dont la liste des substances qui vont être dispersées par les fumées. Le fait que les températures de l'incinérateur seront insuffisantes pour obtenir la dégradation totale des PFAS est indiqué dans l'étude. Et j'en profite d'ailleurs pour saluer le député écologiste Nicolas THIERRY, qui est à l'origine du projet de loi visant à interdire l'utilisation des polluants éternels, un député qui a su alerter sur ce

scandale sanitaire et qui a su convaincre. Mais le combat n'est pas fini, car l'interdiction n'est pas totale. Donc contrairement à ce que vous dites, nous n'attisons pas les peurs, nous nous appuyons sur des données scientifiques. Et par contre, je constate un réel déni des nuisances, des impacts sanitaires et environnementaux d'une telle structure.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame MANTION, pour cette intervention qui fait écho au débat que nous avons eu et sur lequel le Vice-Président René REVOL travaille. Qui est contre ? Six. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 6 voix

Ont voté contre : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle MARSALA, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

120. Ressources - Rapport d'activité 2023 de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

Monsieur le Maire : Affaire n° 130, rapport d'activité de la Commission consultative des services publics. C'est un donner acte. On donne acte.

Le Conseil prend acte.

121. Ressources - Rapports Annuels des Délégués (RAD) de Service Public - Exercice 2023

M. J.D. DELAVEAU sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire 121. Rapports annuels des délégués de service public. C'est un donner acte. On donne acte.

Le Conseil prend acte.

122. Ressources - Rapport d'activité 2023 de la Commission de Contrôle des Comptes (CCC)

M. S. COTE entre en séance.

Monsieur le Maire : Affaire 122. Rapport d'activité de la Commission de contrôle des comptes. C'est un donner acte.

Le Conseil prend acte.

123. Ressources - Chambre Régionale des Comptes Occitanie (CRC) - Rapport d'observations définitives - Adaptation au changement climatique - Exercices 2018 et suivants

Monsieur le Maire : La CRC, Madame RIBOT, je prends acte de vos remarques faites lors du débat du Conseil de Métropole, voilà, en référence à ce point 123. C'est un donner acte.

Le Conseil prend acte.

124. Ressources - Chambre Régionale des Comptes (CRC) Occitanie - SAEML Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM) - Actions entreprises à la suite du rapport d'observations définitives - Exercices 2015 à 2021 – Présentation

Monsieur le Maire : Le rapport sur CRC, sur TaM, c'est le même débat que nous avons eu à la Métropole.

Le Conseil prend acte.

125. Ressources - Chambre Régionale des Comptes (CRC) Occitanie - Rapport d'observations définitives de la CRC Occitanie - Exercice 2015 et suivants - Bilan des actions à 1 an – Présentation

M. J.D. DELAVEAU entre en séance.

Monsieur le Maire : Et le rapport CRC sur les ressources humaines. C'est un bon acte. Peut-être un petit mot de Monsieur ASLANIAN.

Michel ASLANIAN : Oui, merci Monsieur le Président. Très rapide, vous vous rappelez que la CRC avait rendu un rapport qui allait jusqu'en 2021, 2017-2021. Dans ce rapport que nous avons reçu, ils émettaient 21 recommandations, 6 à mettre en œuvre, 6 mises en œuvre en cours de déploiement, 7 non mises en œuvre et 2 refus. Lors de la réponse que nous avons faite, puisque nous n'avions pas attendu la production du rapport pour nous mettre au travail, nous avons démontré que nous avons 13 mises en œuvre, 6 mises en œuvre en cours de déploiement, et à ce jour, un an après, Mesdames et Messieurs, chers collègues, nous avons sur 21 recommandations, 18 mises en œuvre et 1 mise en œuvre en cours de déploiement, donc nous sommes clairement dans les clous.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Monsieur ASLANIAN.

Je voudrais vous remercier tous et toutes, chers collègues, de votre patience, parce qu'on est allé un peu au-delà de l'horaire, de la qualité de nos débats qui closent l'année scolaire. Vous souhaitez à tous une bonne période de congés. Je veux remercier évidemment particulièrement les services de l'Assemblée, qui assurent nos travaux, et plus largement Monsieur le Directeur général, l'ensemble du personnel de la Ville de Montpellier, qui est mobilisé 24 heures sur 24, sur différents sujets, y compris pendant l'été, mais au-delà de ça, qui met en œuvre l'ensemble des délibérations que le Conseil adopte. Donc, permettez-moi, au nom du Conseil municipal, de les saluer, ainsi que ceux qui veillent à l'accessibilité universelle de nos travaux, et ceux qui nous suivent à travers les vidéos, et ceux qui peuvent nous regarder à travers les captures de vidéos, qui permettent de rendre compte du débat, et de saluer aussi la sérénité, le respect qui préside à nos travaux. C'est tellement important que notre démocratie s'efforce de donner l'image loin des invectives comme on peut le voir. Voilà, merci à tous. Voilà, excellente fin de journée. Rendez-vous au mois de septembre, probablement, pour un Conseil qui ne portera que sur le remplacement de Madame DOMBRE COSTE. J'aurai l'occasion de vous préciser cela. Merci.

Le Conseil prend acte.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 14h45.

Procès-verbal de dépouillement – Scrutin de liste proportionnelle avec attribution des sièges au plus fort reste

Séance du Conseil du 11/07/2024

Affaire n°98 élection de la CAO

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 54
Bulletins (litigieux énumérés aux articles L. 65 et L. 66 du Code électoral) ... Blancs : .. 8 ... + nuls : .. 0 ... = .. 8 ..
Nombre de suffrages exprimés : 46

Ont obtenu :

Liste 1 « liste proposée par le maire » : 46 voix

Attribution des sièges au quotient électoral :

Calcul du quotient électoral : (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) :

Liste 1 « liste proposée par le maire » (voix obtenues / quotient) : soit sièges

Attribution de(s) siège(s) restants au plus fort reste :

Attribution des sièges restants au plus fort reste : reste : siège :

Liste 1 « liste proposée par le maire »

(voix obtenues – (quotient x nombre de sièges attribués au quotient)) :

Sont donc élus :

Titulaires :

- Georges ARDISSON
- Eddine ARIZTEGUI
- Françoise BOUTET-WAISS
- Abdi EL KANDOUSSI
- Nicole MARIN-KHOURY

Suppléants :

- Yves BARRAL
- Caroline DUFOIX
- Clara GIMENEZ
- Marie MASSART
- Philippe SAUREL

Signature du Président de séance :

M.

Signature des Scrutateurs :

M. GIMENEZ, Clara

M. Redondin Paul

Signature du Secrétaire de séance :

M. GIMENEZ, Clara

M. ...

M. ...

Montpellier, le 11/07/2024

Procès-verbal de dépouillement – Scrutin de liste proportionnelle avec attribution des sièges au plus fort reste

Séance du Conseil du 11/07/2024

Affaire n°98 élection de la CDSP

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 54
Bulletins (litigieux énumérés aux articles L. 65 et L. 66 du Code électoral) ... Blancs : ... 8 ... + nuls : ... 0 ... = 8
Nombre de suffrages exprimés : 46

Ont obtenu :

Liste 1 « liste proposée par le maire » : 46 voix

Attribution des sièges au quotient électoral :

Calcul du quotient électoral : (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) :

Liste 1 « liste proposée par le maire » (voix obtenues / quotient) : soit sièges

Attribution de(s) siège(s) restants au plus fort reste :

Attribution des sièges restants au plus fort reste : reste : siège :

Liste 1 « liste proposée par le maire »

(voix obtenues – (quotient x nombre de sièges attribués au quotient)) : :

Sont donc élus :

Titulaires :

- Yves BARRAL
- Abdi EL KANDOUSSI
- Nicole MARIN-KHOURY
- Hervé MARTIN
- Radia TIKOUK

Suppléants :

- Fanny DOMBRE-COSTE
- Clare HART
- Laurent NISON
- Philippe SAUREL
- Caroline DUFOIX

Signature du Président de séance : ..
M. DELAFOSSE Michael

M.

Signature du Secrétaire de séance : ..
M. GIMENEZ Clara

M.

Signature des Scrutateurs : ..
M. GIMENEZ Clara

M.

M. MARY R. S. NAVO

M.

M.

Montpellier, le 11/07/2024



Conseil municipal du 11 juillet 2024

Décisions prises par Monsieur le Maire
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément aux articles L. 2122-22 et L. 2122-23
du Code général des collectivités territoriales

N°VD2024-003 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)

Décision relative à des conventions de mise à disposition de locaux et terrains dans les installations sportives de la Ville de Montpellier pour l'année 2024 avec les associations ASPTT Montpellier et Tennis Club Paillade - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de conventions de mise à disposition de locaux et terrains dans les installations sportives de la Ville de Montpellier pour l'année 2024 avec les associations ASPTT MONTPELLIER et TENNIS CLUB PAILLADE et notamment des installations suivantes :

- Complexe sportif Léon Cazal, 237, route de Vauguières, à Montpellier ;
- Complexe sportif de Grammont, avenue Albert-Einstein, à Montpellier ;
- Terrains de tennis, avenue de Heidelberg, à Montpellier.

Les conventions sont conclues pour une durée allant du 01/01/2024 au 31/12/2024 inclus. L'association sera redevable d'un montant de 5 115 €, correspondant à 35 € de redevance forfaitaire et 5 080 € de charges.

N°VD2024-011 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la société Hurricane dans le cadre du FISE World Montpellier 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la SOCIETE HURRICANE, sise à Baillargues, d'une convention d'occupation temporaire du domaine public en vue de la mise à disposition d'espaces publics pour la tenue du FISE World Montpellier 2024.

N°VD2024-015 - Direction du Parc de Lunaret

Décision relative au renouvellement d'adhésion du parc de Lunaret aux organisations de conservation in situ des espèces animales menacées - Exercice 2024

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à renouveler l'adhésion du parc de Lunaret aux organisations de conservation *in situ* des espèces animales menacées pour un montant global de 37 200 € réparti comme suit :

- CHEETAH CONSERVATION FUND (CCF) : 4 000 € ;
- AEECL : ASSOCIATION EUROPEENNE POUR L'ETUDE ET LA CONSERVATION DES LEMURIENS : 4 000 € ;
- HELPSIMUS 3 000 € ;
- SAHARA CONSERVATION FUND : 4 000 € ;
- SAVE THE RHINO INTERNATIONAL : 4 000 € ;
- NAMIBIA NATURE FOUNDATION : 4 000 € ;
- CIKANANGA CONSERVATION BREEDING CENTRE : 2 000 € ;
- MARWELL WILDLIFE : 4 000 € ;
- VULTURE CONSERVATION FOUNDATION : 4 000 € ;
- LE REFUGE DES TORTUES : 4 000 € ;
- MABULA GROUND HORNBILL PROJECT : 4 000 €.

N°VD2024-025 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché n°V3B0051DC - Location, mise en place et exploitation de matériel de sonorisation et d'éclairage - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer à la société TWELVE IN BOX, sise à Saint Jean de Védas, le marché n°V3B0051DC relatif à la location, la mise en place et l'exploitation de matériel de sonorisation et d'éclairage pour la ZAT 2023. Il est conclu pour un montant de 66 888,80 € HT et pour une durée de 1 mois.

N°VD2024-026 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au marché n°V3B0054DC - Achat de reportages Via Occitanie année 2023 - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°V3B0054DC à la société VIA MONTPELLIER, sise à Toulouse. Il concerne l'achat de reportages Via Occitanie pour l'année 2023. Il est conclu pour un montant de 45 545,54 € HT et pour une durée de 1 an

N°VD2024-063 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association AMO Architecture Maitres d'Ouvrage - Exercice 2024

Objet : Il s'agit de renouveler l'adhésion à l'association AMO ARCHITECTURE MAITRES D'OUVRAGE pour l'exercice 2024 et pour un montant de 800 €.

N°VD2024-068 - Direction Déléguée Citoyenneté, Démarches Administratives (PRUHEC)

Décision relative au marché n°V3B0052 RP - Exhumations administratives et reprise de concessions temporaires - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°V3B0052 RP à bons de commande "Exhumations administratives et reprise des concessions temporaires" à l'entreprise BANCAREL SAS BDE, sise à Mireval. Il est conclu pour un montant maximum de 85 000 € HT et pour une durée de 9 mois à compter de sa notification.

N°VD2024-071 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'autorisation de dépôt des demandes de subventions pour le projet "Mille formes", Centre d'initiation à l'art pour les 0-6 ans

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier, dans le cadre du FEDER et du FNADT entre autres, à déposer des demandes de subventions pour le projet "Mille formes", Centre d'initiation à l'art pour les 0-6 ans, afin d'obtenir des financements d'investissement de la part de l'Union Européenne, de l'Etat et de la Région Occitanie.

N°VD2024-077 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Convention d'occupation temporaire entre la Ville de Montpellier et l'association "Avec Toits" - Autorisation de signer la convention - Bien situé 575 rue des Grèzes

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention d'occupation temporaire au bénéfice de l'association "Avec Toits" pour la mise à disposition du bien situé 575 rue des Grèzes à Montpellier. Cette mise à disposition est conclue jusqu'au 31/03/2024, dans le cadre de l'habitat intercalaire, à titre gracieux.

N°VD2024-083 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CENTRE MUSICAL DE CRÉATION SCÉNIQUE ' le 6 février 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION CENTRE MUSICAL DE CRÉATION SCÉNIQUE, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 06/02/2024 moyennant une redevance de 32,50 €.

N°VD2024-084 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CONSPECTUS ' les 7 et 28 février 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION CONSPECTUS, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 07 et 28/02/2024, moyennant une redevance de 65 €.

N°VD2024-085 - Service Assemblées et Vie des Institutions (PJ2A)

Décision relative à un mandat spécial - Audition du projet vIA-UM à Paris le 8 janvier 2024 - Approbation

Objet : Il s'agit d'approuver la prise en charge financière des frais de restauration d'un Adjoint au Maire et de la délégation montpelliéraine participant à l'audition du projet vIA-UM porté par l'Université de Montpellier, le 08/01/2024, dans les locaux de l'Agence Nationale de la Recherche à Paris. Dans le cadre de ce mandat spécial, le montant des frais de restauration s'élève à 207,80 €.

N°VD2024-086 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' JORDELAN ' 12 et 19 février 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION JORDELAN, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs 12 et 19/02/2024, moyennant une redevance de 65 €.

N°VD2024-087 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative au renouvellement de cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2024 - Approbation

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement des adhésions aux organismes liés à la Culture pour l'année 2024 et pour un montant global de 14 797 €.

N°VD2024-090 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' EPIMUSIK ' le 22 février 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION EPIMUSIK, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 22/02/2024, moyennant une redevance de 65 €.

N°VD2024-094 - Direction Déléguée à l'animation de proximité et à la jeunesse (PSOL)

Décision relative à des conventions de mises à disposition de locaux associatifs à loyers minorés - Approbation - Autorisation de signature

Objet : La Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique en faveur de la vie associative, propose la mise à disposition de locaux associatifs. Dans ce cadre, 87 associations bénéficient de conventions de mises à disposition de locaux à loyers minorés correspondant à un montant global de subventions en nature de 703 930 €. Il est proposé de les reconduire pour 2024.

N°VD2024-095 - Direction Déléguée à l'animation de proximité et à la jeunesse (PSOL)

Décision relative à de conventions de mise à disposition de locaux associatifs en créneaux horaires à titre gracieux - Autorisation de signature

Objet : La Ville de Montpellier propose la mise à disposition de locaux associatifs en créneaux horaires à titre gracieux. Dans ce cadre, 20 associations bénéficient de ce type de mise à disposition, pour un montant global de subventions en nature atteignant 61 150 €. Il est proposé de les reconduire pour 2024.

N°VD2024-099 - Direction du Parc de Lunaret

Décision relative au dépôt d'un dossier de demande de subvention auprès du Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires pour la création d'une structure d'accueil pour des lions d'Afrique issus des cirques au sein du zoo de Montpellier - Parc de Lunaret - Approbation

Objet : Il s'agit d'autoriser les demandes de subventions les plus larges possibles, notamment auprès du Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires dans le cadre de l'accueil des lions d'Afrique issus de cirques au sein du zoo de Montpellier.

N°VD2024-106 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Décision relative à un mandat spécial - Conférence Sécurité, Démocratie et Villes - Du 20 au 22 mars 2024 à Bruxelles - Approbation

Objet : Il s'agit d'autoriser le déplacement à Bruxelles, du 20 au 22/03/2024, d'un(e) élu(e), du directeur du Pôle des Sécurités et de la Tranquillité Publique et de 3 agents de la Mission Prévention de la Délinquance, afin de participer à la Conférence Sécurité, Démocratie et Villes de l'EFUS. Le montant de la prise en charge des frais liés à ce déplacement est estimé à 3 400 €.

N°VD2024-107 - Direction Déléguée Nature, Agroécologie et Paysage (BP2A)

Décision relative au renouvellement de cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2024 - Thématique "Ecologie Urbaine" - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à renouveler ses cotisations aux organismes suivants pour l'année 2024, pour les montants suivants :

- AGROPOLIS INTERNATIONAL : 20 000 € ;
- PLANTE ET CITE : 3 090 € ;
- ASSOCIATION NATIONALE DES ELUS DU VIN : 1 600 € ;
- CONSEIL NATIONAL DES VILLES ET VILLAGES FLEURIS : 1 500 €.

N°VD2024-108 - Service Achats, Coordination Administrative Financière et Marché (PMG)

Décision relative à l'accord-cadre n°G2D0036EM pour la location de tentes et de matériels de réception, cabines WC autonomes et bungalows - Lots 1 et 2 - Attributions

Objet : Il s'agit d'attribuer les lots n°1 et n°2 de l'accord-cadre n°G2D0036EM relatif à la location de tentes et de matériels de réception, cabines WC autonomes et bungalows, comme suit :

- lot n°1 : location de tentes et de matériels de réception, attribué à la société SML, sise à Cournonterral, pour une estimation annuelle de commandes de 200 000 € HT pour la Ville de Montpellier, (estimation annuelle globale de 268 750 € HT pour l'ensemble du groupement de commandes) ;
- lot n°2 : cabines WC autonomes et bungalows, attribué à la société WC LOC sise à Saint Jean de Védas, pour une estimation annuelle de commandes de 80 000 € HT pour la Ville de Montpellier, (estimation annuelle de 100 250 € HT pour l'ensemble du groupement de commandes).

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'exécution de 1 an à compter de sa notification reconductible 3 fois, soit pour une durée maximale de contrat de 4 ans toutes reconductions comprises.

N°VD2024-109 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)

Décision relative aux avenants du marché n°V2D0007AI "Restructuration du palais des sports Pierre de Coubertin" - lots n°1, 2, 3, 4, 5, 6, 9, 10, 11 et 13 - Autorisation de signature

Objet : Des avenants n°1 aux lots n°2, n°3, n°4, n°6, n°9, n°11 et n°13 et des avenants n°2 aux lots n°1, n°5 et n°10 du marché n°V2D0007AI « Restructuration du palais des sports Pierre de Coubertin » sont conclus avec les titulaires des lots pour prolonger la durée globale des travaux de 4 mois et 5 jours et fixer la nouvelle date d'achèvement prévisionnelle des travaux, initialement prévue le 21/12/2023, au 26/04/2024. Les avenants n'ont pas d'incidence financière.

N°VD2024-110 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)

Décision portant sur l'avenant n°1 pour le lot n°14 du marché n°V2D0060AI - Restructuration du palais des sports Pierre de Coubertin - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit de conclure un avenant n°1 pour le lot n°14 du marché n°V2D0060AI "Restructuration du palais des sports Pierre de Coubertin". L'avenant prolonge la durée globale des travaux de 4 mois et 5 jours et fixe la nouvelle date d'achèvement prévisionnelle des travaux, initialement prévue le 21/12/2023, au 26/04/2024.

N°VD2024-112 - Pôle Développement Urbain

Décision relative au renouvellement de l'adhésion annuelle à l'association "Organisme de foncier Solidaire de Montpellier Méditerranée Métropole" pour l'année 2024 - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à renouveler son adhésion à l'OFS pour l'année 2024 et pour le montant de 500 €.

N°VD2024-113 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "Requête n°2400536 TA - Ligue Française des Droits de l'Homme et du Citoyen"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES suite au dépôt de la requête n° 2400536 devant le tribunal administratif par la LIGUE FRANÇAISE DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN contre l'arrêté préfectoral n° 2023.D07.DS.0425 en date du 18/07/2023 portant autorisation du dispositif de vidéosurveillance de la commune de Montpellier.

N°VD2024-115 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' BARRUT ' le 30 mars 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION BARRUT d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 30/03/2024, moyennant une redevance de 50 €.

N°VD2024-116 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "Requêtes Cour d'Appel de Montpellier - Consorts GRECH"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES devant la cour d'appel de Montpellier suite aux appels déposés par :

- Madame Véronique GRECH (épouse MAZEL) contre la décision du 22/11/2023 du Juge de l'expropriation du Département de l'Hérault dans l'instance RG 23/0003 concernant la fixation judiciaire du prix des parcelles cadastrées EH 252 et 253 sises à Montpellier ;
- Monsieur Patrick GRECH contre la décision du 22/11/2023 du Juge de l'Expropriation du Département de l'Hérault dans l'instance RG 23/0002 concernant la fixation judiciaire du prix de la parcelle cadastrée EH 213 sise à Montpellier ;
- Les consorts GRECH contre la décision du 22/11/2023 du Juge de l'Expropriation du Département de l'Hérault dans l'instance RG 23/0001 concernant la fixation judiciaire du prix de la parcelle cadastrée EH 212 sise à Montpellier ; et ce, consécutivement au droit de préemption exercé par la Ville de Montpellier.

N°VD2024-117 - Pôle Finances et Conseil en Gestion

Décision relative à la mise en place d'une ligne de trésorerie 2024 - ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels - Financement à court terme

Objet : Il s'agit d'une décision relative à l'ouverture de crédit de trésorerie auprès d'ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS, sise au Relecq-Kerhuon (29). Le montant de la convention d'ouverture de crédit de trésorerie s'élève à 10 000 000 €. Les attributions respectives se déclinent ainsi :

- BNP PARIBAS, à hauteur de 20 millions d'euros.
- ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS, à hauteur de 10 millions d'euros.

N°VD2024-118 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "Requête n°23TL01223 CAA Toulouse - Association VIGILENCE Verte Montpellier Nord"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES suite au dépôt de la requête en appel n°23TL01223 devant la cour administrative d'appel de Toulouse déposée par l'ASSOCIATION VIGILENCE VERTE MONTPELLIER NORD contre le jugement du tribunal administratif de Montpellier n°2104734-5 du 04/04/2023 tendant à l'annulation de la décision du Maire relative à l'exclusion de l'ASSOCIATION DES MEMBRES DU COLLEGE au sein du COMITE DE QUARTIER HOPITAUX FACULTES.

N°VD2024-119 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en Justice "Requête n°2400653-5 TA - Association des Riverains des 4 Boulevards"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES suite au dépôt de la requête n°2400653-5 devant le tribunal administratif de Montpellier par L'ASSOCIATION DES RIVERAINS DES 4 BOULEVARDS tendant à l'annulation de l'arrêté n° 2023 TPTM4528 du 04/12/2023 concernant la circulation des boulevards Berthelot, d'Orient, Rabelais et Vieussens.

N°VD2024-120 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "Requête n°2305851-5 TA - Charlène ESCONJAUREGUY "

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à ester en justice devant le tribunal administratif de Montpellier à la suite du dépôt de la requête n°2305851-5 déposée par Madame ESCONJAUREGUY contre la non prise en compte du changement du quotient familial pour le règlement de la cantine et du centre de loisirs.

N°VD2024-121 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision relative au marché n°V4B0018ND "prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour l'établissement d'un schéma directeur du système d'information de gestion des ressources humaines (SIRH) de la ville de Montpellier " - Autorisation de recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP)

Objet : Il s'agit d'autoriser les services de la Ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP concernant des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour l'établissement d'un schéma directeur du système d'information de gestion des ressources humaines (SIRH) de la Ville de Montpellier dans un contexte de mutualisation, pour un montant maximum de 65 000 € HT et une durée de 1 an à compter de la date de la décision exécutoire.

N°VD2024-122 - Direction du Parc de Lunaret

Décision relative au dépôt d'un dossier de demande de subvention au titre du fonds vert pour l'acquisition d'une caméra de protection des territoires entre massifs boisés et zones bâties contre les incendies de forêt et de végétation - Approbation

Objet : Il s'agit d'autoriser les demandes de subventions les plus larges possibles au titre du fonds vert pour l'acquisition d'une caméra de protection des territoires entre massifs boisés et zones bâties contre les incendies de forêt et de végétation. Le coût prévisionnel du projet est estimé à 110 000 € HT.

N°VD2024-123 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Décision relative au concours de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un Hôtel des Sécurités - Désignation des membres du jury

Objet : Dans le cadre du mandat confié à SA3M, il s'agit de désigner les membres du jury du concours de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un Hôtel des Sécurités.

Ce jury est chargé :

- d'examiner les candidatures, de formuler un avis motivé sur la liste des candidats à retenir ;
- d'examiner les présentations remises par les candidats, d'auditionner ces derniers et de formuler un avis motivé sur ces projets.

N°VD2024-125 - Direction Déléguée Politique Alimentaire (BP2A)

Décision relative à un mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle à Lyon du 06 au 07 mars 2024 - Approbation

Objet : Il s'agit d'approuver le déplacement à Lyon, du 06 au 07/03/2024, d'un(e) élu(e) accompagné(e) d'agents du pôle BP2A, pour parangonnage dans le cadre du projet de maisons de l'alimentation solidaire. Le montant de la prise en charge des frais est estimé à 1 500 € TTC.

N°VD2024-126 - Pôle Développement Urbain

Décision relative au marché n° V3C0011RU "Etude urbaine pré-opérationnelle du quartier Saint Martin" - Attribution - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit de l'attribution du marché n° V3C0011RU au groupement ZCCS (mandataire) / ACB CONSEIL / TERRIDEV qui concerne l'étude urbaine pré-opérationnelle du quartier Saint-Martin. Il est conclu pour un montant de 119 725 € HT et pour une durée de 18 mois à compter de sa notification.

N°VD2024-128 - Service Administratif, Ressources Humaines et Financier (PND)

Décision relative au recours au Réseau des Acheteurs Hospitaliers (RESAH) pour de la prestation d'expertise dans le domaine des systèmes d'information - Marché n° V4D0007ND - Autorisation de recours

Objet : Il s'agit d'autoriser les services de la Ville de Montpellier à faire appel au RESAH (Réseau des Acheteurs Hospitaliers) concernant de la prestation d'expertise dans le domaine des systèmes d'information, pour un montant maximum de 500 0000 € HT et pour une durée qui court à compter de la date de la décision exécutoire jusqu'au 31/12/2024.

N°VD2024-129 - Direction du Parc de Lunaret

Décision relative à l'occupation du domaine public à titre gratuit dans le cadre d'interventions artistiques, culturelles et pédagogiques au sein du zoo de Montpellier pour l'association le Manoir du Crime - Autorisation

Objet : Il s'agit d'accorder une occupation à titre gratuit du domaine public à l'association LE MANOIR DU CRIME dans le cadre d'une intervention régulière au sein du zoo de Montpellier. La valorisation est estimée à 1 594 €.

N°VD2024-130 - Direction Déléguée à l'animation de proximité et à la jeunesse (PSOL)

Décision relative à une convention de mise à disposition, en partenariat, d'une salle une fois par quinzaine, entre la Maison pour tous Joseph Ricome et le Défenseur de droits - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Maison pour tous Joseph Ricome et le Défenseur des droits, d'une convention de mise à disposition en partenariat pour participer au projet d'établissement de la Maison pour tous et de son projet France services.

N°VD2024-131 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice " Requête n° 2305918-3 TA - Ressources humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS HORTUS suite au dépôt de la requête n° 2305918-3 devant le Tribunal Administratif de Montpellier par une agente de la Ville contre le fait de ne pas avoir perçu la part variable du complément indemnitaire annuel (CIA) de l'année 2023.

N°VD2024-132 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "Requête n°24TL00243 CAA Toulouse - Ressources Humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS HORTUS suite au dépôt de la requête n°24TL00243 devant la cour administrative d'appel de Toulouse par un agent de la Ville contre le jugement du tribunal administratif de Montpellier n°2203403-3 en date du 1/12/2023 rejetant sa demande d'annulation de l'arrêté de radiation des effectifs suite à abandon de poste.

N°VD2024-133 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "Requête n°2401112-1 TA - Monsieur Olivier NIEL"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n° 2401112-1 devant le tribunal administratif de Montpellier déposée par Monsieur Olivier NIEL tendant à l'annulation de l'arrêté du 10/08/2023 valant permis de construire n° PC 34 172 22 M0308 délivré par la commune de Montpellier à la société SNC PINVILLE DEMAIN pour la construction de 60 logements en collectif, rue Yvonne le Tac, rue Elise Baudou et rue du Salaison.

N°VD2024-134 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' ACCROCHE CHŒUR ' les 2 et 5 mars 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION ACCROCHE CHŒUR, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 02 et 05/03/2024 moyennant une redevance de 97,50 €.

N°VD2024-135 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "requêtes n°2401053-1 en référé suspension et n°2401052-1 TA - Société CELLNEX France"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES suite au dépôt des requêtes n°2401053-1 en référé suspension et n°2401052-1 devant le tribunal administratif de Montpellier par la société CELLNEX FRANCE contre la décision du Maire de Montpellier selon arrêté en date du 8/02/2024, portant opposition à déclaration préalable de la SAS CELLNEX FRANCE déposée en vue de l'installation d'un site de radiotéléphonie mobile sur l'immeuble situé 11-13-15 rue Auguste Comte à Montpellier.

N°VD2024-136 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' NOUVEAU CHŒUR ' les 5-6-7-9-12-13-14-19-26 et 27 mars 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION « NOUVEAU CHŒUR » d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 5, 6, 7, 9, 12, 13, 14, 19, 26 et 27/03/2024 moyennant une redevance de 160 €.

N°VD2024-137 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CHŒUR UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE ' le 13 mars 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION CHŒUR UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 13/03/2024 moyennant une redevance de 32,50 €.

N°VD2024-138 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' FEDERATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC ' les 3-5-12-14-19-21-24-26 et 28 mars 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION FEDERATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 3, 5, 12, 14, 19, 21, 24, 26 et 28/03/2024 moyennant une redevance de 242 €.

N°VD2024-139 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' TUTTI ' les 4 et 18 mars 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION TUTTI d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 4 et 18/03/2024 moyennant une redevance de 65 €.

N°VD2024-140 - Direction des Finances

Décision relative à la mise en place d'une ligne de trésorerie 2024 - BNP PARIBAS - Financement à court terme

Objet : Il s'agit d'une décision relative à l'ouverture de crédit de trésorerie conclue avec la BNP PARIBAS, sise à Paris. L'ouverture de crédit de trésorerie est destinée au financement des besoins ponctuels de la Ville de Montpellier pour un montant total de 20 000 000 €.

N°VD2024-141 - Service Administratif, Ressources Humaines et Financier (PND)

Décision relative au recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour la mise en œuvre d'un annuaire commun basé sur des logiciels libres avec outil de supervision et automatisation - Marché V4C0006ND - Autorisation de recours

Objet : Il s'agit d'autoriser les services de la Ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP pour la mise en place de l'annuaire informatique commun des agents dans le cadre de la mutualisation des systèmes d'information et de leur sécurisation, pour un montant maximum de 110 000 € HT et une durée de 1 an à compter de la décision exécutoire.

N°VD2024-142 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CONSPECTUS ' les 6, 13 et 27 mars 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION CONSPECTUS d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 6, 13 et 27/03/2024, moyennant une redevance de 48 €

N°VD2024-143 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' JORDELAN ' les 7, 8, 10 et 23 mars 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION JORDELAN d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 7, 8, 10 et 23/03/2024, moyennant une redevance de 195 €

N°VD2024-144 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' DU VENT DANS LES VOIX ' les 9 et 26 mars 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'association DU VENT DANS LES VOIX d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 9 et 26/03/2024, moyennant une redevance de 65 €.

N°VD2024-145 - Direction de l'Education

Concours de maîtrise d'œuvre pour la démolition et la reconstruction du groupe scolaire Vasco de Gama/Mermoz - Désignation des membres du jury et prise en charge des frais éventuels de participation des personnes qualifiées

Objet : Un concours de maîtrise d'œuvre pour la démolition et la reconstruction du groupe scolaire Vasco de Gama/Mermoz a été lancé sous le numéro V3D0017AI. Il convient de désigner les membres du jury en charge d'examiner, notamment, les candidatures et les prestations remises par les candidats, et de fixer les modalités de prise en charge des frais éventuels de participation des personnes qualifiées.

N°VD2024-146 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "Requête n°2302658-5 TA - Monsieur Pierre BOILEAU"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS ACOCE suite au dépôt de la requête n°2302658-5 devant le tribunal administratif par Monsieur Pierre BOILEAU contre la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°M2022-261 du 26 juillet 2022 instaurant un péage au tunnel de la Comédie.

N°VD2024-147 - Service Assemblées et Vie des Institutions (PJ2A)

Décision relative à un mandat spécial - Participation au Conseil d'administration du Festival Radio France Occitanie le 5 mars 2024 à Paris - Approbation

Objet : Il s'agit d'approuver la prise en charge financière du déplacement relatif à la participation du Maire de Montpellier au Conseil d'Administration du Festival de Radio France Occitanie, le 05/03/2024 à Paris. Dans le cadre de ce mandat spécial, le montant estimé des frais de déplacement, trajet et repas s'élève à 500 €.

N°VD2024-148 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

Décision relative au Fonds Vert - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à déposer des demandes de subventions dans le cadre du fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires (fonds vert) sur le portail de démarches simplifiées, en vue du premier comité de programmation organisé en préfecture.

N°VD2024-149 - Direction du Parc de Lunaret

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public à titre gratuit pour l'usage des locaux techniques de la serre amazonienne - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public conclue à titre gratuit avec l'ASSOCIATION SOS REPTILES sise 974 avenue du Pirée à Montpellier, pour les activités liées à l'aide aux reptiles abandonnés, maltraités ou saisis par la justice, à titre précaire et provisoire.

N°VD2024-150 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)

Décision relative aux demandes de subventions pour les travaux de réhabilitation du stade Lieutenant Normand à Montpellier - Approbation

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à solliciter, auprès de l'Union Européenne, l'État et la Région Occitanie, des subventions aux taux les plus larges possibles pour les travaux de réhabilitation du stade Lieutenant Normand à Montpellier.

N°VD2024-151 - Service Achats, Coordination Administrative Financière et Marché (PMG)

Décision relative à l'avenant n°6 au marché V0D0041AI - Lot n°3 ' Mairies de proximité, bureaux, postes de police, bâtiments communaux ' - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°6 au lot n° 3 "Mairies de proximité, bureaux, poste de police, bâtiments communaux" de l'accord cadre n°V0D0041AI relatif à la prestation de nettoyage et entretien des locaux et de la vitrerie des sites dépendant de la Ville de Montpellier, conclu avec l'entreprise SUD SERVICE, sise à Castelnau-le -Lez. Il a pour objet d'augmenter les fréquences de nettoyage des sanitaires et des vestiaires du R-1 et R-2 de l'ancien Hôtel de Ville, situé au 1, place Francis Ponge, de 3 à 5 fois par semaine. Le montant forfaitaire mensuel des prestations régulières concernant ces locaux est de 1 061,83 € HT.

N°VD2024-152 - Direction Déléguée Sobriété Énergétique (PISE)

Décision relative au marché n°G3D0026EN "Maintenance, entretien et dépannage des équipements de production de froid de la ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole" - Attribution - Autorisation de signature

Objet : Le marché n°G3D0026EN "Maintenance, entretien et dépannage des équipements de production de froid de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole" dont la Ville est coordinatrice, est attribué à l'entreprise SNEF MAINTENANCE sise à Montpellier, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum de 900 000 € HT pour la Ville de Montpellier et de 300 000 € HT pour Montpellier Méditerranée Métropole. L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification. Il est conclu pour une durée de 4 ans.

N°VD2024-153 - Pôle Finances et Conseil en Gestion

Décision relative à la modification de la régie de recettes " Cinéma Nestor Burma " - Pôle Culture et Patrimoine - Autorisation

Objet : Il convient de mettre à jour les modes d'encaissements pour la régie de recettes du cinéma Nestor Burma.

N°VD2024-154 - Mission Action Extérieure et Relations Internationales

Décision relative au renouvellement de la participation financière de la Ville de Montpellier au prix de l'Ambition à l'International Étudiants organisé par les Conseillers et Experts à l'International Mécénat (CEIM) - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à renouveler sa participation financière, pour l'année 2024, au prix de l'Ambition à l'International organisé par les CONSEILLERS ET EXPERTS A L'INTERNATIONAL MECENAT (CEIM) pour un montant de 500 €.

N°VD2024-155 - Direction Déléguée Attractivité et Rayonnement (PADEE)

Décision relative au marché V4B0008AE - Médiation en jeux vidéo et vidéo mapping Cœur de Ville en Lumières 2024 - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n° V4B0008AE « Médiation en jeux vidéo et vidéo mapping Cœur de Ville en Lumières 2024 » à l'entreprise SARL ID SCENES, sise à Montpellier. Il est conclu pour un montant global et forfaitaire de 89 600 € HT et pour une durée de 9 mois à compter de la signature de l'acte d'engagement.

N°VD2024-156 - Direction de l'Education

Décision relative au programme Savoir Rouler à Vélo à destination des élèves de CM2 scolarisés à Montpellier - Convention pour la mise en œuvre du Savoir Rouler à Vélo entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Renouvellement - Attribution de subvention - Année scolaire 2023-2024 - Autorisation de signature

Objet : Le programme « Savoir Rouler à Vélo » a été initié dans le cadre du Comité interministériel de la Sécurité routière en janvier 2018 et constitue un axe majeur du Plan vélo. La Métropole a décidé de reconduire son soutien financier afin de garantir à chaque commune les moyens de porter ce dispositif. Le plafond de subvention pour la Ville de Montpellier s'élève à 61 176 € pour l'année 2023-2024.

N°VD2024-157 - Pôle Finances et Conseil en Gestion

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à France Urbaine - Exercice 2024

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion à L'ASSOCIATION FRANCE URBAINE de l'exercice 2024, pour un montant de 39 315,25 € TTC.

N°VD2024-158 - Pôle Finances et Conseil en Gestion

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à la CFMEL - Exercice 2024

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion au CFMEL pour un montant de 5 091 €.

N°VD2024-159 - Direction Déléguée Rénovation et Maintenance (PISE)

Décision relative à des demandes de remplacement des menuiseries dans différentes écoles de la Ville de Montpellier - Réfection de la toiture de l'école maternelle Florian - Demande d'autorisation d'urbanisme - Demande de subvention

Objet : La Ville de Montpellier a décidé de procéder au remplacement des menuiseries vétustes par des menuiseries étanches à double vitrage dans différentes écoles et de rénover la toiture de l'école Florian. Il est donc nécessaire d'autoriser le dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme relatives aux travaux susmentionnés auprès des services compétents et de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents.

N°VD2024-160 - Direction de l'Education

Décision relative à l'accord cadre n°V3D0011ED lots 1 à 5 - Prestation d'apprentissage de la pratique du vélo dans les écoles de la ville de Montpellier - Programme "Savoir Rouler à vélo" - Attributions

Objet : Il s'agit d'attribuer l'accord-cadre n°V3D0011ED « Prestation d'apprentissage de la pratique du vélo dans les écoles de la Ville de Montpellier - Programme "Savoir Rouler à vélo" » :

- lot n°1 : COM CYCLISTE LANGUEDOC ROUSSILLON pour un montant maximum de 11 900 € HT, après négociation ;
- lot n°2 : COM CYCLISTE LANGUEDOC ROUSSILLON pour un montant maximum de 14 200 € HT, après négociation ;
- lot n° 3 : MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON pour un montant maximum de 15 700 € HT après négociation ;
- lot n°4 : MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON pour un montant maximum de 20 900 € HT après négociation ;
- lot n°5 : COM CYCLISTE LANGUEDOC ROUSSILLON pour un montant maximum de 17 300 € HT, après négociation ;

Les accords-cadres prennent effet à compter de leur notification. Leur durée est de 1 an reconductible 3 fois par tacite reconduction.

N°VD2024-162 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' AMMI ' les 16 et 17 mars 2024- Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention entre la Ville de Montpellier et l'association AMMI autorisant la mise à disposition de la Maison des Chœurs les 16 et 17/03/2024, moyennant une redevance de 80 €.

N°VD2024-163 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' EKHO CHŒUR DE CHAMBRE ' le 18 mars 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION EKHO CHŒUR DE CHAMBRE concernant la mise à disposition de la Maison des Chœurs le 18/03/2024, moyennant une redevance de 16 €.

N°VD2024-165 - Direction Déléguée à l'animation de proximité et à la jeunesse (PSOL)

Décision relative aux mises à disposition gratuites des salles dans les maisons pour tous des associations partenaires et à la signature des conventions de ces mises à disposition- Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'approuver le tableau des mises à disposition des salles à titre gratuit des différentes associations partenaires et d'approuver les signatures de ces conventions entre les associations et les Maisons pour tous. Ces occupations du domaine public sont considérées comme des subventions en nature d'une valeur totale de 6 195 € et devront être inscrites dans les comptes des associations et le compte administratif de la Ville.

N°VD2024-167 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public - Stand de Tir - Police 25m Couvert - Montmaur - Ville de Montpellier - SNCF - Sûreté Ferroviaire - SUGE Montpellier

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition du Stand de Tir Police 25 mètres couvert de Montmaur à la SNCF dans le cadre de l'habilitation au tir et de la formation de son personnel de sûreté ferroviaire, du 01/01/2024 au 31/12/2024 pour un montant de 225 € la séance de 3 heures pour 7 personnes.

N°VD2024-168 - Pôle Finances et Conseil en Gestion

Décision d'ester en justice "Tribunal Correctionnel de Montpellier - LE COZ Guillaume - SARL EXTRA SHOT"

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la décision concernant l'autorisation de la Ville de Montpellier à ester en justice devant le tribunal correctionnel de Montpellier dans la procédure l'opposant à Monsieur Guillaume LE COZ, gérant de la SARL EXTRA SHOT.

N°VD2024-169 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Décision relative au marché n°V3D0008ST - Surveillance, filtrage et gardiennage de sites pour la Ville de Montpellier - Attribution - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribution de l'accord-cadre à bons de commandes n°V3D008ST relatif à la surveillance, le filtrage et le gardiennage des sites pour la Ville de Montpellier, à l'entreprise SINAPS SECURITE sise à Castelnau-le-Lez, pour un montant maximum annuel de 700 000 € HT (soit un montant maximum de 2 800 000 € HT sur la durée globale du marché).

N°VD2024-170 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public par What the Fest pour le tournage d'un clip vidéo - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et WHAT THE FEST, d'une convention d'occupation du domaine public à titre gratuit pour le tournage d'un vidéoclip SOLOR DOLOROSA - TEAR IT UP, les 27 et 28/03/2024.

N°VD2024-171 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "LE NOUVEAU CHŒUR " les 23 et 30 mars 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION LE NOUVEAU CHŒUR, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 23 et 30/03/2024, moyennant une redevance de 32 €.

N°VD2024-172 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' JORDELAN ' le 19 mars 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION JORDELAN, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs le 19/03/2024, moyennant une redevance de 65 €.

N°VD2024-173 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' OPÉRA AUTREMENT ' les 21 et 22 mars 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION OPERA AUTREMENT d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 21 et 22/03/2024, moyennant une redevance de 200 €.

N°VD2024-174 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' LE NOUVEAU CHŒUR ' les 20 et 28 mars 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION LE NOUVEAU CHŒUR, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 20 et 28/03/2024, moyennant une redevance de 32 €.

N°VD2024-175 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Décision relative à la candidature de la Ville de Montpellier à l'appel à projets du Plan Régional Santé Environnement (PRSE) 4 dans le cadre du volet ' Santé Environnement ' - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la candidature de la Ville de Montpellier à l'appel à projets du Plan Régional Santé Environnement 4 ainsi que la sollicitation d'une demande de subvention auprès des 4 co-financeurs (ARS, DREAL, DRAAF et ADEME) du Plan Régional de Santé, dans le cadre de l'appel à projets santé-environnement.

N°VD2024-176 - Service Achats, Coordination Administrative Financière et Marché (PMG)

Décision relative à l'avenant n°3 du marché G9D0010EM ' Achat d'outillage et équipement de protection individuelle ' pour le lot n°3 : Achat d'équipement individuel (EPI) - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°3 au lot n°3 de l'accord cadre G9D0010EM achat d'équipement individuel (EPI), attribué à la société RG France, sise à Saint-Priest (69). Il a pour objet de prolonger de 5 mois la durée du marché, soit jusqu'au 29/09/2024, aux conditions actuelles du marché (financières et techniques). La consommation estimée sur la période de prolongation est de 60 000 € HT.

N°VD2024-177 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Convention d'occupation temporaire entre la Ville de Montpellier et l'association "Croix-rouge française" - Autorisation de signer la convention - Bien situé 575 rue des Grèzes

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION CROIX ROUGE FRANCAISE, d'une convention pour la mise à disposition, à titre gracieux, du bien situé 575 rue des Grèzes à Montpellier à compter du 01/04/2024 au 31/03/2025, dans le cadre de l'habitat intercalaire.

N°VD2024-179 - Pôle Finances et Conseil en Gestion

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'AMF 34 - Exercice 2024

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à renouveler son adhésion à AMF 34 pour l'année 2024 et pour le montant de 43 500 €.

N°VD2024-181 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public du beach park du parc de la Rauze le 25 mars 2024 entre la Ville de Montpellier et l'Université de Montpellier

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention d'occupation temporaire du domaine public du Beach Park du parc de la Rauze le 25/03/2024 entre la Ville de Montpellier et l'Université de Montpellier.

N°VD2024-182 - Service Ressources (PISE)

Décision relative à la création d'un groupe scolaire - Quartier Croix d'Argent -Écoles Primaire et Maternelle - Approbation de l'opération - Autorisation de déposer les autorisations d'urbanisme et les demandes de subventions

Objet : Il est nécessaire de créer un nouveau groupe scolaire dans le quartier Croix d'Argent (2 écoles, maternelle et primaire). Des subventions seront sollicitées et un permis de construire sera également déposé. La conduite d'opération et la maîtrise d'œuvre seront confiées au service architecture du PISE. Les travaux seront exécutés par lots séparés conformément aux règles relatives aux marchés publics pour un coût estimé à 15 000 000 € TTC.

N°VD2024-183 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'entreprise ' KZEMOS FRANCE' pour les 12, 13 et 14 avril 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs pour les 12, 13 et 14/04/2024 entre la Ville de Montpellier et l'entreprise KZEMOS FRANCE moyennant une redevance de 2 079 €.

N°VD2024-185 - Direction Paysage et Biodiversité

Décision relative à l'avenant n°1 aux lots 1,2,3,4,5,6 et 7 du marché n°G9D0036PB - Entretien du Patrimoine Arboré - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature avec l'entreprise PHILIP FRERES sise à Saint Mathieu de Tréviers, titulaire des lots n° 1, n°2, n° 3, n° 6 et n° 7, et l'entreprise SMDA sise à Trappes (78), titulaire des lots n°4 et n°5, d'un avenant n°1 afin d'assurer la continuité des prestations durant le temps de l'achèvement de la procédure de passation du nouveau marché. La durée de la dernière période est prolongée de 6 mois soit jusqu'au 29/10/2024. Les avenants sont sans incidence financière.

N°VD2024-186 - Service Expertise Pilotage de Projets Immobiliers (PISE)

Décision relative au marché n°V3D0016AI - Restauration du kiosque Bosc - Lots 2 à 7 - Attributions

Objet : Il s'agit d'attribuer les lots n° 2 à n° 7 pour le marché n°V3D0016AI "Restauration du kiosque Bosc ":

- lot n°2 " Etanchéité – couverture plate " à l'entreprise MEDITERRANEE D'ISOLATION D'ETANCHEITE sise à Marseille pour un montant total de 41 380 € HT (TF+TO02) ;
- lot n°3 " Serrurerie-feronnerie " à l'entreprise O'PURE sise à Caveirac pour un montant total de 43 967,24 € HT (TF+TO01) ;
- lot n°4 " Menuiserie bois " à l'entreprise classée seconde SASU LO NARDO sise à Marseille pour un montant total de 76 231,48 € HT (TF+TO01) ;
- lot n°5 " Fontainerie " à l'entreprise HYDRATEC sise à Brindas pour un montant de 35 815 € HT ;
- lot n°6 " Électricité " à l'entreprise TEC ELEC SUD sise à Saint Martin de Londres pour un montant total de 44 638,66 € HT (TF+TO01) ;
- lot n°7 " Espaces verts " à l'entreprise PEPINIERE SPORT ET PAYSAGE sise à Frontignan pour un montant total de 38 500 € HT (TF+TO05) ;
- Les lots n°1, n° 8 et n°9 sont déclarés infructueux et relancés.

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service pour une durée globale minimum de 10,5 mois.

N°VD2024-187 - Direction de l'Education

Concours de maîtrise d'œuvre pour la démolition et la reconstruction du groupe scolaire Vasco de Gama/Mermoz - Approbation des candidats à présenter une offre

Objet : Il s'agit d'approuver la liste des quatre groupements d'opérateurs économiques candidats admis à concourir pour la démolition et la reconstruction du groupe scolaire Vasco de Gama/Mermoz:

- groupement OH!SOM ARCHITECTES (mandataire) PASSELAC ROQUES / EGE INGENIERIE / EXECO / DOMENE / GINJAUME / NAMIXIS & SSICOOR / ATELIER ROUC / EPSILON GE ;
- groupement ATELIER REGIS ROUDIL ARCHITECTES (mandataire) / DOUCERAIN LIEVRE DELZIANI ARCHITECTES/ CALDER INGENIERIE/ THERMI FLUIDES / ECO+CONSTRUIRE / GROUPE GAMBA-LABEGE / AGENCE LAURE PLANCHAIS / SEIRI 34 ;
- groupement TAUTEM ARCHITECTURE (mandataire) / ANTOINE BEAU ARCHITECTURE SAR / HERVE DER SAHAKIAN / BETREC IG / ADRET / CITEO INGENIERIE / ATELIER ROUCH ;
- groupement ATELIERS O-S ARCHITECTES (mandataire) / PAYSARCHITECTURES/ PUECH ET SAVOY ARCHITECTES / BATISERF / ACFI / ALBERT ET COMPAGNIE / ECALLARD ECONOMIST / GAXIEU / ATELIER ROUCH ACOUSTIQUE.

N°VD2024-188 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' LE NOUVEAU CHŒUR ' les 2-3 et 4 avril 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION LE NOUVEAU CHŒUR, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 2, 3 et 4/04/2024, moyennant une redevance de 275 €.

N°VD2024-189 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' FEDERATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC ' les 2- 23 et 30 avril 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION FEDERATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC, d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 2, 23 et 30/04/2024, moyennant une redevance de 48 €.

N°VD2024-190 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "Requête en appel CAA de Toulouse - Ressources Humaines"

Objet : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice en appel devant la cour administrative d'appel de Toulouse contre le jugement du tribunal administratif de Montpellier n°2106360-3 du 26/03/2024 déchargeant une agente de la Ville du paiement de la somme de 7 100 € au titre d'un trop perçu dans le cadre d'un congé longue durée.

N°VD2024-191 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "Requête n°2400563-1 TA - BENASSAYA Janine"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES suite au dépôt de la requête n°2400563-1 devant le tribunal administratif de Montpellier par Madame BENASSAYA Janine contre l'arrêté de permis de construire n° PC 034 172 23 M0070 du 21/08/2023 accordant permis de construire à la société BG CONSEIL pour la construction d'un immeuble de 21 logements en R+1 sur la parcelle sise 74 rue René Grousset à Montpellier.

N°VD2024-192 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "requête n°2401285-3 TA - Ressources humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS HORTUS AVOCATS suite au dépôt de la requête n°2401285-3 devant le tribunal administratif de Montpellier par une agente de la Ville contre la décision de refus de prise en charge de la protection fonctionnelle dans le cadre des contentieux administratifs en ressources humaines engagés par la requérante.

N°VD2024-193 - Direction Déléguée Rénovation et Maintenance (PISE)

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°V1B0073TM "Travaux et maintenance d'arrosage des sols sportifs et éducatifs" - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°V1B0073TM "Travaux de maintenance d'arrosage des sols sportifs et éducatifs" dont l'objet est de prolonger le marché pour une durée de 4 mois, afin d'assurer la continuité des prestations durant le temps d'achèvement de la procédure de passation du nouveau contrat, en cours d'instruction, soit jusqu'au 30/09/2024.

N°VD2024-194 - Service Ressources (PSTP)

Décision relative au marché n° V1B0001ST "Missions de prévention en milieux festifs sur l'espace public de la Ville de Montpellier " - Autorisation de signature

Objet : Le marché n° V1B0001ST "Missions de prévention en milieux festifs sur l'espace public de la Ville de Montpellier" est attribué au COMITE DEPARTEMENTAL D'EDUCATION POUR LA SANTE (CODES) sis à Montpellier, pour un montant maximum de 88 000 € HT sur la durée totale du marché. Il est conclu pour une durée de 12 mois, reconductible par périodes successives de 1 an pour une durée de reconduction maximale de 3 ans.

N°VD2024-195 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' LEZ'ARTS ' les 5 - 6 et 7 avril 2024 - Autorisation de signature.

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION LEZ'ARTS d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 5, 6 et 7/04/2024, moyennant une redevance de 195 €

N°VD2024-196 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "Requête n°24TL00427 CAA Toulouse - Association Saint Jean Environnement, Association SOS Lez Environnement et Association Paysages de France"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES suite au dépôt de la requête en appel n°24TL00427 déposée devant la cour administrative d'appel de Toulouse déposée par l'ASSOCIATION SAINT JEAN ENVIRONNEMENT et autres contre le jugement du tribunal administratif de Montpellier n°2200964-5 en date du 19/12/2023 rejetant leur demande d'annulation de l'arrêté ministériel du 2/09/2021 déclarant d'utilité publique les travaux d'aménagements du contournement Ouest de Montpellier, emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes de Juvignac, Montpellier et Saint Jean de Védas et classement ou déclassement des voies concernées par l'aménagement.

N°VD2024-197 - Service Achats, Coordination Administrative Financière et Marché (PMG)

Décision relative à la réforme et à la cession des véhicules - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser, dans le cadre d'une mise en vente aux enchères, la cession à la société LES ARTISANS REUNIS de 2 camionnettes RENAULT MASTER déclarés vétustes pour destruction afin de bénéficier de la perception de la prime d'ADEME.

N°VD2024-198 - Service Expertise Pilotage de Projets Immobiliers (PISE)

Décision relative au marché n°G3D0005AI - Groupement de commandes - Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) - Tous corps d'état - Lots 1 à 6, 8 et 9 - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer l'accord-cadre multi-attributaire n°G3D0005AI "Assistance à Maîtrise d'Ouvrage " (AMO) tous corps d'état, lots n°1 à n°6, n°8 et n°9 (lot n°7 infructueux et relancé) :

- lot n°1 « Programmation » pour un montant maximum annuel de 320 000 € HT pour la Ville de Montpellier à l'entreprise PROFILS CONSULTANTS sise à Aix-en-Provence, au groupement AREP / C2A sis à Paris et au groupement SETEC ORGANISATION / BEHI sis à Marseille ;

- lot n°2 « Economie de la construction » pour un montant maximum annuel de 320 000 € HT pour la Ville de Montpellier à l'entreprise ALPHA-I & CO sise à Gréasque (13) et à l'entreprise K3 PILOTAGE PROJETS CONSTRUCTIONS sise à Perpignan ;

- lot n°3 « AMO Structure » pour un montant maximum annuel de 480 000 € HT pour la Ville de Montpellier à l'entreprise CIDECO sise à Aubière (63), à l'entreprise P.E.R. INGENIERIE sise à Montpellier et à l'entreprise SOCOTEC SMART SOLUTIONS sis à Thiais (94) ;

- lot n°4 « AMO Electricité, fluides, thermique » pour un montant maximum annuel de 360 000 € HT pour la Ville de Montpellier à l'entreprise DEXO sise à Montpellier, à l'entreprise ELCIMAI Environnement sise à Le Crès et à l'entreprise BET DURAND sise à Montpellier ;

- lot n°5 « AMO Environnemental » pour un montant maximum annuel de 160 000 € HT pour la Ville de Montpellier à l'entreprise IMPULSE sise à Paris, à l'entreprise ELCIMAI Environnement sise à Le Crès et à l'entreprise BET DURAND sise à Montpellier ;

- lot n°6 « AMO Patrimonial » pour un montant maximum annuel de 160 000 € HT pour la Ville de Montpellier au groupement DEL ARCHI (mandataire) / R. RAMONY/ V. AMIEUX sis à Toulouse ;

- lot n°8 « AMO Acoustique » pour un montant maximum annuel de 160 000 € HT pour la Ville de Montpellier à l'entreprise ENEXCO sise à Montpellier, à l'entreprise A-TECH MIDI sise à Avignon et à l'entreprise AUDITORI HOME sise à Montpellier ;

- lot n°9 « AMO Géotechnique » pour un montant maximum annuel de 320 000€ HT pour la Ville de Montpellier à l'entreprise GEOTEC sise à Quetigny (21), à l'entreprise ERG GEOTECHNIQUE sise à Vitrolles (13) et à l'entreprise EGSA BTP sise à Jacou.

Les accords-cadres prennent effet à compter de leur notification. Leur durée est de 1 an reconductible 3 fois par tacite reconduction.

N°VD2024-199 - Direction Déléguée Citoyenneté, Démarches Administratives (PRUHEC)

Décision relative à une convention de livraison d'eau brute non potable entre BRL Exploitation et la Ville de Montpellier - Autorisation

Objet : Il s'agit d'approuver les termes de la convention de livraison d'eau brute non potable avec la société BRL Exploitation, sise à Nîmes.

N°VD2024-201 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à des conventions de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit d'associations

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et plusieurs associations, de conventions de mise à disposition de la Maison des Chœurs du 15/04 au 30/06/2024, moyennant une redevance de 3 111 €, détaillée ci-après :

- JORDELAN : 130 € ;
- NOUVEAU CHŒUR : 64 € ;
- VOCALYS : 65 € ;
- ACCROCHE CHŒUR : 162,50 € ;
- KUMBAYA GOSPEL : 65 € ;
- CHŒUR UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER : 227,50 € ;
- L'ART SCENE : 225 € ;
- LA MORENA : 160 € ;
- TUTTI : 130 € ;
- DU VENT DANS LES VOIX : 97,50 € ;
- FEDERATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC : 322 € ;
- FESTIVAL DE CLARINETTE : 195 € ;
- FESTIVAL DE CLARINETTE : 325 € ;
- LA CLE DES CHANTS : 32,50 € ;
- NADALENCA : 130 € ;
- CONSPECTUS : 162,50 € ;
- BA BACH : 65 € ;
- UNIVERSITE DU TIERS TEMPS : 65 € ;
- BEAUX-ARTS MUSIQUE : 65 € ;
- ECUME : 195 € ;
- FRANCIS POULENC : 32,50 € ;
- CHŒUR D'O : 130 € ;
- ECOLE VICTOR HUGO : 32,50 € ;
- LES FILLES DU MARDI : 32,50 €.

N°VD2024-202 - Direction Déléguée Rénovation et Maintenance (PISE)

Décision relative au Marché n° V4C0007PI : Recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'acquisition d'une licence dans la gestion patrimoniale des actifs immobiliers et des infrastructures -Autorisation de recours

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à adhérer à la convention de l'UGAP pour l'acquisition d'une licence à l'outil OXAND pour un montant global et forfaitaire de 186 025,74 € HT.

N°VD2024-203 - Service Ressources Internes et Pilotage RH (PRH)

Décision relative à un partenariat entre La Métropole, la Ville de Montpellier et FACE Hérault dans le cadre de la lutte contre les discriminations

Objet : FACE HERAULT est une association au titre de la loi de 1901, appartenant au réseau FONDATION AGIR CONTRE L'EXCLUSION (FACE). Elle rassemble aujourd'hui plus de 400 entreprises avec lesquelles FACE HERAULT développe des actions concrètes et innovantes sur l'inclusion, la promotion de la diversité, la lutte contre les discriminations et la responsabilité sociale des entreprises. L'adhésion à l'association permettra à la Ville de Montpellier d'intégrer le club d'entreprises et de disposer de l'expertise de FACE HERAULT pour construire le plan d'actions de l'administration de lutte contre toutes formes de discriminations. L'adhésion annuelle à FACE HERAULT s'élève à un montant de 1 200 €.

N°VD2024-204 - Direction Déléguée à l'animation de proximité et à la jeunesse (PSOL)

Décision relative à des conventions de mises à disposition de locaux associatifs en créneaux horaires à titre gracieux - Approbation - Autorisation de signature

Objet : Considérant que la Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique en faveur de la vie associative, et au travers notamment de la Commission d'Attribution des Locaux Associatifs (CALA) souhaite soutenir les associations, il est proposé la mise à disposition de locaux en créneaux horaires et à titre gracieux à 4 associations.

N°VD2024-205 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "Requête n°2401893-1 TA- Karine ISSARTEL"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS CGCB ET ASSOCIES suite au dépôt de la requête n°2401893-1 devant le tribunal administratif par Madame Karine ISSARTEL contre l'arrêté de permis de construire tacite n° PC 034 172 23 M0161 du 30/09/2023 accordant permis de construire à Messieurs Denis GENOYER, Julien MARCELLIN et Guillaume PEREZ pour la rénovation et le changement de destination d'une villa en cabinet médical et paramédical.

N°VD2024-206 - Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "Requête n°2401962-3 TA - Ressources Humaines"

Objet : Il s'agit d'autoriser la défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS HORTUS AVOCATS suite au dépôt de la requête n°2401962-3 devant le tribunal administratif de Montpellier par une agente de la Ville de Montpellier contre la décision portant son licenciement sans préavis ni indemnité.

N°VD2024-208 - Service Achats, Coordination Administrative Financière et Marché (PMG)

Décision relative à l'avenant n°1 pour le lot 4 ' Mobilier urbain en fonte et bois ' de l'accord-cadre V9D0008EM ' Achats de mobilier urbain ' - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la conclusion et la signature de l'avenant n°1 relatif à la prolongation de l'accord-cadre n°V9D0008EM pour une durée de 6 mois concernant le lot n°4, conclu avec la société SINEU GRAFF SAS, sise à Benfeld (67).

N°VD2024-211 - Pôle Finances et Conseil en Gestion

Décision relative à la modification des régies de recettes et d'avances des Maisons pour Tous - Direction Proximité et Citoyenneté - Pôle Solidarité - Autorisation

Objet : A la suite de la mise en place de séjours à destination des familles monoparentales, il convient d'ajouter une recette autorisée sur les Maisons pour tous.

N°VD2024-213 - Pôle Finances et Conseil en Gestion

Décision relative à la modification de la régie de recettes ' ALSH ' Pôle Éducation - Ajout d'une recette autorisée - Autorisation

Objet : A la suite de la mise en place de mini camps de vacances, il convient d'ajouter une recette sur la régie ALSH.

N°VD2024-214 - Pôle Finances et Conseil en Gestion

Décision relative à la modification des sous régies de recettes pour les ALSH, Pôle Éducation - Ajout d'une recette autorisée - Autorisation

Objet : A la suite de la mise en place de mini camps de vacances, il convient d'ajouter une recette autorisée aux sous régies de recettes ALSH.

N°VD2024-215 - Direction Déléguée Citoyenneté, Démarches Administratives (PRUHEC)

Décision relative à une rétrocession d'une concession trentenaire située au cimetière Métropolitain - Acte 48905 - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à reprendre la concession référencée Acte 48905, située au cimetière métropolitain pour un montant de 831,90 €.

N°VD2024-216 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'autorisation d'occupation du domaine public à la production ACFA multimédia pour le tournage d'un court-métrage du 3 au 10 mai 2024

Objet : Il s'agit d'autoriser l'occupation du domaine public dans les locaux de l'ancien Hôtel de l'Etat-major de l'Armée de Terre, 3 boulevard Henri IV à la production ACFA MULTIMEDIA à titre gratuit, afin de permettre le tournage d'un court métrage du 3 au 10/05/2024.

N°VD2024-217 - Service Achats, Coordination Administrative Financière et Marché (PMG)

Décision relative à l'avenant n°1 pour le lot 5 ' Mobilier urbain en acier ' de l'accord-cadre V9D0008EM ' Achats de mobilier urbain ' - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la conclusion et la signature de l'avenant n°1 relatif à la prolongation de l'accord-cadre n°V9D0008EM pour une durée de 6 mois concernant le lot n°5, conclu avec la société HENRY MOBILIER URBAIN, sise à Montfavet (81).

N°VD2024-218 - Service Achats, Coordination Administrative Financière et Marché (PMG)

Décision relative à l'avenant n°1 pour le lot 8 ' Hygiène canine ' de l'accord-cadre V9D0008EM ' Achats de mobilier urbain ' - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la conclusion et la signature de l'avenant n°1 relatif à la prolongation de l'accord-cadre n°V9D0008EM pour une durée de 6 mois concernant le lot n° 8, conclu avec la société SEPRA, sise à la Bénisson-Dieu (42).

N°VD2024-219 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)

Décision relative au marché n°V4C0004PS - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement des sports extrêmes FISE Montpellier 2024 - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°V4C0004PS concernant l'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement des sports extrêmes à l'entreprise HURRICANE ACTION SPORTS sise à Baillargues, pour un montant forfaitaire de 175 000 € HT à compter de sa notification, jusqu'au 31/05/2024 pour l'organisation du FISE du 8 au 12/05/2024.

N°VD2024-220 - Service Ressources Administratives et Financières

Décision relative au marché N°V4B0003DG concernant la réalisation du Spectacle pyrotechnique et musical du 14 juillet 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°V4B0003DG "Spectacle pyrotechnique et musical du 14 juillet 2024" à la société JACQUES COUTURIER ORGANISATION sis à Rives de l'Yon pour un montant de 83 990 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au nettoyage complet du site après l'événement (soit jusqu'au 15/07/2024).

N°VD2024-222 – Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à l'autorisation de dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat, Ministère de la Culture dans le cadre du Programme de numérisation et de valorisation des contenus culturels

Objet : Il s'agit d'autoriser une demande de subvention auprès de l'Etat, Ministère de la Culture, dans le cadre du programme de numérisation et de valorisation des contenus culturels, pour le montant le plus élevé possible.

N°VD2024-224 - Service Expertise Pilotage de Projets Immobiliers (PISE)

Décision relative au marché n°V3D0045AI - Restauration du kiosque Bosc - Lots 1 et 9 - Attributions

Objet : Il s'agit d'attribuer les lots 1 et 9 pour le marché n°V3D0045AI "Restauration du kiosque Bosc " :

- lot n°1 " Gros-œuvre : maçonnerie et restauration de maçonnerie en béton / cloisonnements en brique / ouvrages divers " à l'entreprise RBMH sise à Fontanes pour un montant total global et forfaitaire de 588 347,91 € HT, et un montant maximum de 40 000 € HT pour les prestations faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande ;

- lot n°9 " Plomberie " à l'entreprise CYREZ sise à Lattes pour un montant total global et forfaitaire de 14 064,93 € HT ;

- lot n°8 " Revêtement de sol en béton désactivé " déclaré sans suite pour motif d'intérêt général car les besoins de la maîtrise d'ouvrage ont évolué (abandon des prestations en raison de la modification du phasage initial du projet de l'Esplanade, projet directement lié au projet de restauration du kiosque Bosc).

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service pour une durée globale minimum de 10,5 mois.

N°VD2024-225 – Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier- "Montpellier une histoire médiévale de parfums" - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention ayant pour objet l'organisation d'un événement dans la chapelle de la Miséricorde. Cet événement vise à sensibiliser les publics à l'histoire du parfum à Montpellier à l'époque médiévale et moderne. Il aura lieu à Montpellier du 22/06 au 05/07/2024. Les engagements de la Ville sont consentis à titre gracieux

N°VD2024-226 - Service Achats, Coordination Administrative Financière et Marché (PMG)

Décision relative à la réforme et cession des véhicules - Autorisation

Objet : La Ville de Montpellier autorise la cession des véhicules vétustes du service gestion active du parc et animation de l'offre de mobilité de la Direction Déléguée Mobilité Interne visés ci-dessous au Centre 113, (SAS EXADEX, 160 rue Yves Montand, Montpellier). Le prix des cessions résultera des ventes aux enchères.

N°VD2024-228 - Direction Déléguée Rénovation et Maintenance (PISE)

Décision relative à des travaux de rénovation d'isolation thermique des bâtiments de l'école élémentaire Voltaire et de l'école maternelle Marcel Pagnol - Demande d'autorisation d'urbanisme - Demande de subvention

Objet : Dans le cadre de sa politique de lutte contre le changement climatique, afin de réduire les consommations d'énergie et d'améliorer le confort thermique de son patrimoine, la Ville de Montpellier a décidé de procéder à des travaux de rénovation thermique et énergétique dans les écoles. Il s'agit d'approuver le dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme et des demandes de subventions correspondantes.

N°VD2024-229 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition d'espaces et de personnel municipal à l'association Grain d'images pour l'organisation de la manifestation les Boutographies 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION GRAIN D'IMAGES, d'une convention de mise à disposition d'espaces et de personnel municipal pour la mise en œuvre de la manifestation Boutographies 2024 et pour un montant valorisé à hauteur de 41 641 €.

N°VD2024-230 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'association L'arc-en-ciel des Faubourgs pour l'organisation du Festival des Fanfares 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'ASSOCIATION L'ARC-EN-CIEL DES FAUBOURGS, d'une convention de partenariat pour l'organisation, les 31/05 et 01/06/2024, du Festival des Fanfares 2024. La convention est signée pour un montant de 14 723,30 €.

N°VD2024-231 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)

Décision relative aux demandes de subventions pour les travaux de rénovation du terrain de football Louis Combette à Montpellier - Approbation

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à solliciter, auprès de l'État, la Région Occitanie et la Fédération Française de Football (via le fonds d'aide au football amateur), des subventions aux taux les plus larges possibles pour les travaux de rénovation du terrain de football Louis Combette à Montpellier.

N°VD2024-232 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)

Décision relative aux demandes de subventions pour les travaux de rénovation du terrain de football Paul Valéry à Montpellier - Approbation

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à solliciter, auprès de l'État, la Région Occitanie Méditerranée et la Fédération Française de Football (via le fonds d'aide au football amateur), des subventions aux taux les plus larges possibles pour les travaux de rénovation du terrain de football Paul Valéry à Montpellier.

N°VD2024-233 - Direction Déléguée Grands Projets, Excellence Sportive et Pilotage (PSPORTS)

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°V9D0021TM "fournitures, poses, réparations, entretiens et mise en conformité d'équipements sportifs pour les écoles et sites sportifs de la Ville de Montpellier" - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit de conclure avec le groupement SARL TECHNICFER (mandataire)/BOTATIS/SANDMASTER CHEMOFORM/SECURIT JEUX sis à Montpellier, un avenant n°1 au marché n°V9D0021TM de fournitures, poses, réparations, entretiens et mise en conformité d'équipements sportifs pour les écoles et sites sportifs de la Ville de Montpellier, pour prolonger sa durée de 6 mois.

N°VD2024-234 – Service Administration (Parc de Lunaret)

Décision relative à l'occupation du domaine public à titre gratuit dans le cadre d'interventions artistiques, culturelles et pédagogiques au sein du zoo de Montpellier-Parc de Lunaret pour l'association Olaf Lenisky - Autorisation

Objet : Il s'agit d'autoriser l'occupation du domaine public par l'ASSOCIATION OLAF LENISKY dans le cadre d'interventions artistiques, culturelles et pédagogiques au sein du Parc de Lunaret. L'occupation du domaine public est consentie à titre gratuit (avantage en nature estimé à 575 € par an).

N°VD2024-237 - Direction Déléguée Nature, Agroécologie et Paysage (BP2A)

Décision relative à une autorisation d'urbanisme pour la rénovation des aires de jeux de la Ville de Montpellier - Autorisation

Objet : La Ville doit procéder à la rénovation des aires de jeux sur le territoire de Montpellier. Il s'agit d'autoriser le dépôt de la demande d'urbanisme correspondante.

N°VD2024-240 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' LE NOUVEAU CHŒUR ' - Mois de mai 2024 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature, entre la Ville de Montpellier et l'ASSOCIATION LE NOUVEAU CHŒUR d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs les 01, 02, 07, 08, 14, 15, 16, 21, 22, 23, 28 et 29/05/2024, moyennant une redevance de 192 €.

N°VD2024-241 - Pôle Stratégie Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété ASSOCIATION DAR AS SUNNA -Lots n°4003 et 4017 à usage commercial - Cadastres DV 77 - Rue Jean Vachet

Objet : Il s'agit d'une décision de préemption à l'occasion de la vente par l'ASSOCIATION DAR AS SUNNA, des lots n°4003 et n°4017 à usage commercial, libre de toute occupation, situés rue Jean Vachet (quartier Saint-Martin), cadastrés section DV 77, au prix de 140 000 €, montant proposé dans la déclaration d'aliéner et conforme à l'avis des services fiscaux. L'acquisition de ces lots est nécessaire pour contribuer à l'apport d'une nouvelle dynamique commerciale dans cet ensemble urbain, et plus largement au sein du quartier Saint-Martin, en lien avec la Restanque, en complète transformation.

N°VD2024-247 - Mission Action Extérieure et Relations Internationales

Décision relative au renouvellement de la cotisation à l'association Institut Confucius de Montpellier pour l'année 2024 - Approbation

Objet : Il s'agit de renouveler la cotisation à l'ASSOCIATION INSTITUT CONFUCIUS DE MONTPELLIER pour l'année 2024 pour un montant de 5 000 €.

N°VD2024-248 – Service Ressources (PISE)

Décision relative au dépôt d'une demande d'autorisation d'urbanisme - Musée du vieux Montpellier 2 place Pétrarque

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à déposer auprès des services compétents, les demandes d'autorisations d'urbanisme (permis de construire) concernant le musée du Vieux Montpellier situé 2 place Pétrarque à Montpellier, pour un montant de 15 000 € HT.

N°VD2024-249 – Service Ressources (PISE)

Décision relative au dépôt d'une demande d'autorisation d'urbanisme - Tour des Pins, 10 boulevard Henri IV

Objet : Il s'agit d'autoriser la Ville de Montpellier à déposer auprès des services compétents les demandes d'autorisations d'urbanisme (permis de construire) pour le remplacement du portillon et du garde-corps par un nouvel ensemble en fer plat avec un barreaudage vertical avec pointes à la Tour des Pins, située 10, boulevard Henri IV à Montpellier, pour un montant estimé de 30 000 € HT.

N°VD2024-251 – Service Stratégie Immobilière et Valorisation des Actifs

Décision relative à une convention de mise à disposition VILLE / Société DOM'ICI

Parcelle OL 93 située rue du Mas St Pierre - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de mise à disposition d'une partie de la parcelle OL93 située rue du Mas Saint Pierre, au bénéfice de la société DOM'ICI. Dans le cadre du démontage du village de transition du quartier de La Rauze, les bâtiments modulaires qui constituaient les habitations doivent être entreposés temporairement. Une partie de la parcelle étant libre de toute occupation, la mise à disposition d'une superficie de 1 500 m² est autorisée à compter du 13/05/2024 pour une période de 6 mois, renouvelable 1 fois pour une période de 6 mois. Cette mise à disposition est conclue moyennant un loyer de 6 000 € HT par période de 6 mois.

N°VD2024-252 – Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice - Requête n°2305794-5 TA - Association Vigilance Verte Montpellier Nord"

Objet : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice devant le tribunal administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2305794-5 par l'ASSOCIATION VIGILENCE VERTE MONTPELLIER NORD tendant à la transmission de documents administratifs.

N°VD2024-254 – Service Affaires Juridiques (PJ2A)

Décision d'ester en justice "Requête n°2400617-4 - Sabrina HABAS"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au CABINET D'AVOCATS SELARL TERRITOIRES AVOCATS consécutivement au dépôt de la requête n°2400617-4 devant le tribunal administratif de Montpellier par Madame Sabrina HABAS sollicitant une expertise et une provision consécutivement à une chute dont elle a été victime sur le trottoir rue de la Merci à Montpellier.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Compte administratif et compte de gestion 2023 de la Ville de Montpellier -
Approbation

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget.

Conformément à l'article L. 2121-14 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Conseil élit un Président de séance *ad hoc* pour débattre et voter le Compte Administratif.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2023 du budget de la Ville de Montpellier se décomposent comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES		Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser
Chap.	Libellés		
930	Services généraux	78 149 037,95	
931	Sécurité	14 613 657,96	
932	Enseignement	88 456 359,38	
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	41 320 131,87	
934	Santé et action sociale	48 893 673,69	
935	Aménagement des territoires et habitat	17 122 781,36	
936	Action économique	6 914 496,29	
937	Environnement	2 051 203,94	
938	Transports	7 242 080,97	
940	Impositions directes	35 511 163,29	
942	Dotations et participations	-	
943	Opérations financières	7 673 848,02	
944	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	315 258,91	
946	Transferts entre les sections	25 428 010,97	
TOTAL - DEPENSES		373 691 704,60	-
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)			373 691 704,60

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES		Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser
Chap.	Libellés		
002	Résultat de fonctionnement reporté	15 035 781,21	
930	Services généraux	14 372 989,55	
931	Sécurité	458 222,09	
932	Enseignement	1 343 419,44	
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	4 562 187,67	
934	Santé et action sociale	13 457 629,85	

935	Aménagement des territoires et habitat	4 683 643,45	
936	Action économique	2 155 686,61	
938	Transports	8 585 094,72	
940	Impositions directes	254 004 085,00	
941	Autres impôts et taxes	21 177 405,81	
942	Dotations et participations	85 513 590,66	
943	Opérations financières	12 559,41	
946	Transferts entre les sections	7 816 603,95	
TOTAL - RECETTES		433 178 899,42	-
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		433 178 899,42	

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser
Chap.	Libellés		
001	<i>Résultat d'investissement reporté</i>	43 714 774,54	
900	Services généraux	14 049 196,14	4 051 188,75
901	Sécurité	818 214,57	590 885,24
902	Enseignement	34 767 807,22	5 940 134,16
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	17 661 299,30	5 663 258,46
904	Santé et action sociale	2 380 897,68	727 781,03
905	Aménagement des territoires et habitat	72 255 344,45	3 310 907,70
906	Action économique	40 071,18	36 693,91
907	Environnement	718 006,20	239 336,25
908		3 468 000,00	
921	Taxes non-affectées	-	
923	Dettes et autres opérations financières	46 762 209,25	404,15
925	Opérations patrimoniales	3 264 978,88	
926	Transferts entre les sections	7 816 603,95	
TOTAL - DEPENSES		247 717 403,36	20 560 589,65
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		268 277 993,01	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser
Chap.	Libellés		
900	Services généraux	1 121 085,70	187 848,86
901	Sécurité	96 934,25	
902	Enseignement	1 578 720,17	3 496 620,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	1 678 495,86	288 595,00
904	Santé et action sociale	40 000,00	1 352 976,00
905	Aménagement des territoires et habitat	2 104 723,04	
906	Action économique	-	
907	Environnement	-	
908		1 500 000,00	
921	Taxes non affectées	422,42	
922	Dotations et participations	51 717 749,81	
923	Dettes et autres opérations financières	103 303 041,96	15 000 000,00
925	Opérations patrimoniales	3 264 978,88	
926	Transferts entre les sections	25 428 010,97	
TOTAL - RECETTES		191 834 163,06	20 326 039,86
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		212 160 202,92	

Dans le cadre de la certification des comptes de la Ville de Montpellier, les commissaires aux comptes ont demandé un ajustement du résultat de clôture 2022 relatif aux subventions versées par la Caisse d'Allocations Familiales en 2023. Cela s'est traduit par un ajustement du résultat de clôture de 2022 et du résultat de l'exercice 2023 pour un montant de 4 176 740.34 euros.

De plus, le rapprochement du compte administratif et du compte de gestion a abouti à une différence de 6 578.60 euros. Cette différence provient de la dissolution du budget de la caisse des écoles (délibération n°V2023-152 du 5 juin 2023). Cette somme a été réintégrée dans le budget de la Ville de Montpellier par délibération V2023-289 du 18 juillet 2023.

Cet écart sera résorbé en 2024. Il a donné lieu à l'établissement par le comptable public d'un certificat administratif joint à la présente délibération.

Le résultat de clôture 2023 indiqué au Compte de Gestion s'élève ainsi à 3 597 375.92 €.

Le résultat brut global du compte administratif 2023, intégrant le résultat de l'exercice, l'ajustement demandé par les Professionnels du Chiffre et les résultats reportés, s'élève quant à lui à + 3 603 954.52 €. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 3 369 404.73 €.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2023	Résultat de clôture 2022	Ajustement demande CAC	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2023	Résultat de clôture 2023	Solde reports 2023	Résultat net
Investissement	-43 714 774.54			-12 168 465.76	-55 883 240.30	- 234 549.79	-56 117 790.09
Fonctionnement	55 192 122.10	4 176 740.34	44 333 081.23	44 451 413.61	59 487 194.82	-	59 487 194.82
TOTAL	11 477 347.56	4 176 740.34	44 333 081.23	32 282 947.85	3 603 954.52	- 234 549.79	3 369 404.73

Conformément aux articles L.2313-1 du CGCT, le compte administratif est accompagné d'annexes, dont les éléments chiffrés sont conformes au compte administratif.

Une partie des annexes se trouve dans le rapport de présentation et plus particulièrement la présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles, l'état de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire et le bilan de la dette.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le Compte de Gestion 2023 du budget principal ;
- D'approuver le Compte Administratif 2023 du budget principal ;
- De prendre acte de l'écart entre les résultats de clôture 2023 du compte administratif et du compte de gestion, lié à la dissolution du budget de la caisse des écoles ;
- De prendre acte du certificat administratif produit par le comptable public ;
- De prendre acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Expérimentation de la certification des comptes locaux - Rapport d'opinion du professionnel du chiffre sur les états financiers et attestation de conformité établie par la Cour des comptes - Exercice 2023 - Approbation

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) n° 2015-991 du 7 août 2015 prévoit que « *la Cour des comptes conduit, en liaison avec les chambres régionales des comptes, une expérimentation de dispositifs destinés à assurer la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements* ».

En 2016, la Ville de Montpellier s'est engagée volontairement dans l'expérimentation de la certification des comptes locaux, intégrant les 25 collectivités retenues par la Cour des comptes pour participer à cette démarche. Sur les 34 955 communes en France, dix communes se sont portées volontaires pour poursuivre cette démarche, dont deux de plus de 200 000 habitants : la Ville de Montpellier et la Ville de Paris. A la suite de l'expérimentation, le Gouvernement laisse l'opportunité de poursuivre la certification des comptes. La Ville de Montpellier choisit de reconduire cette démarche de transparence jusqu'à la fin du mandat.

La Ville de Montpellier a vu dans ce process l'opportunité :

- D'accroître la transparence envers l'ensemble des acteurs financiers, des élus municipaux et des administrés ;
- De fiabiliser ses dispositifs de contrôle interne ;
- De renforcer son dispositif de lutte contre la fraude ;
- De moderniser son système d'information financière.

Ainsi, l'ensemble des pôles de la Ville de Montpellier ont mis en œuvre des plans d'actions d'amélioration de la qualité comptable et financière. Pour ce faire, la Collectivité a bénéficié d'un accompagnement de la Cour des comptes et a travaillé de concert avec le comptable public. Ce travail est soumis à l'avis du Commissaire aux comptes dont l'objectif est d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes :

- Ne comportent pas d'anomalies significatives ;
- Sont réguliers et sincères ;
- Donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, de la situation financière et du patrimoine de la Ville de Montpellier.

L'audit réalisé n'a pas pour finalité de se prononcer sur la performance de la gestion de la Ville de Montpellier.

L'exercice 2023 constitue pour la Collectivité le quatrième exercice dont les comptes sont soumis à un contrôle réalisé par un auditeur externe. Les comptes forment un tout indissociable composé d'un bilan, d'un compte de résultat et d'une annexe.

Les comptes 2023 ont été certifiés par le Commissaire aux comptes, pour la troisième année consécutive.

Cette certification est assortie de trois réserves :

- Une réserve sur les provisions pour gros entretien ;
- Une réserve sur le suivi comptable de l'actif, commune à toutes les collectivités expérimentatrices de la certification des comptes ;
- Une réserve sur la fiscalité, pour laquelle la Collectivité n'a pas capacité à agir, car cela incombe au législateur.

Dans le cadre de ce troisième exercice de certification expérimental, le Commissaire aux comptes, le Cabinet Grant Thornton, conformément au cahier des charges relatives à l'expérimentation de l'audit des comptes, a rédigé une synthèse destinée au Conseil municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de la synthèse du Commissaire aux comptes sur la certification expérimentale des comptes de 2023 ;
- De prendre acte des états financiers 2023, joints en annexe du Compte Administratif 2023 ;
- De prendre acte de l'attestation de conformité établie par la Cour des Comptes ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée à Montpellier et Grabels - Convention sur le fonctionnement du Comité Local pour l'Emploi (CLE) - Conventionnement de Hauts Val & Co pour le développement d'une Entreprise à But d'Emploi - Approbation - Autorisation de signature

L'expérimentation Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée (lois n° 2016-231 du 29 février 2016 et n° 2020-1577 du 14 décembre 2020) permet aux territoires de mettre en place un modèle économique innovant, visant à résorber le chômage de longue durée en créant des emplois utiles, non concurrents de l'existant, financés en partie par un fonds d'expérimentation national créé par la loi et dont la gestion est confiée à l'association Expérimentation Territoriale contre le Chômage de Longue Durée (ETCLD). Par délibération n°V2023-384 en date du 11 décembre 2023, le Conseil municipal a confirmé son engagement dans l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD) en approuvant sa co-présidence du Comité Local pour l'Emploi aux côtés de la Mairie de Grabels et en autorisant le dépôt d'une candidature commune « *TZCLD Montpellier- Grabels* », effectuée en janvier 2024.

Le Conseil d'Administration du Fonds d'expérimentation, réuni le 29 avril 2024 a proposé un avis favorable à l'habilitation du territoire de Montpellier-Grabels, adressé à la ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités, Madame Catherine VAUTRIN. Par un courrier en date du 22 mai 2024, Madame la ministre, a fait part de l'inscription du territoire Montpellier-Grabels dans le circuit de la procédure d'habilitation par décret en Conseil d'Etat. Ce décret est attendu en juillet. En accord avec la ministre, le Fonds d'expérimentation propose d'engager la préparation de la mise en œuvre opérationnelle de l'expérimentation dès la publication du décret d'habilitation.

La prochaine étape de mise en œuvre de l'expérimentation TZCDL sur ce territoire, est donc la formalisation de l'inscription du Comité Local pour l'Emploi (CLE) de Montpellier-Grabels dans l'équipe nationale d'expérimentation et le conventionnement « *Entreprise à But d'Emploi (EBE)* » de l'association Hauts Val & Co. Cette structure de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) aura la responsabilité d'embaucher en contrats à durée indéterminée (CDI) de droit commun, au salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC), toutes les personnes privées d'emploi dont l'éligibilité aura été déterminée par le Comité Local pour l'Emploi. Le démarrage des activités de cette première EBE est prévu en novembre 2024, avec l'embauche des 21 premiers salariés issus de la privation d'emploi. Le rythme d'embauches sera soutenu, avec un objectif 29 nouveaux salariés en 2025, puis 38 en 2026.

Préalablement, il est nécessaire de signer deux conventions pluriannuelles 2024-2026, définissant les relations et engagements du CLE et du Fonds National « *ETCLD* », pour la mise en œuvre de la deuxième phase de l'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée. Sous réserve du décret en Conseil d'Etat, attendu pour le mois de juillet 2024, le CLE, représenté par le Maire de Montpellier, ou son adjoint en charge de l'Emploi et expérimentation TZCLD, va travailler à la rédaction de deux conventions. Ceci déterminera le démarrage effectif de l'expérimentation pilotée par le CLE Montpellier-Grabels et la possibilité d'embauches par l'EBE Hauts Val & Co. Ces conventions sont les suivantes :

1. Convention pluriannuelle 2024-2026 entre l'Association Expérimentation Territoriale contre le Chômage de Longue Durée et le Comité Local pour l'Emploi de Montpellier-Grabels

Cette convention précise les relations et engagements du CLE de Montpellier-Grabels et de l'association ETCLD dans le cadre de la mise en œuvre de l'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée. Elle définit plus particulièrement :

- Le territoire d'intervention ;
- La composition du CLE, son rôle de pilotage de l'expérimentation, ses modalités de gouvernance et de fonctionnement ;
- Que le CLE fait partie de l'équipe expérimentale nationale aux côtés des représentants des EBE de l'ensemble du territoire national, et du Fonds d'expérimentation. A ce titre, il participe aux travaux de l'équipe expérimentale proposés par l'Association ;
- L'engagement du CLE :
 - o A identifier les besoins en termes d'emplois du territoire (notamment par l'information et le suivi des personnes durablement privées d'emploi) et la mobilisation des partenaires du territoire pour le droit à l'emploi ;
 - o A proposer le conventionnement d'unités d'EBE pour créer les emplois supplémentaires nécessaires à l'embauche des personnes privées durablement d'emploi. Dans le cadre de cette convention, le CLE propose de conventionner EBE l'association Hauts Val & Co et pourra proposer, par voie d'avenants, d'autres structures de l'ESS ;
- Le rôle du CLE, chargé du suivi et d'évaluation l'expérimentation, en lien avec l'association ETCLD ;
- Les obligations de communication sur l'expérimentation.

Les signataires de cette convention sont :

- Le CLE Montpellier-Grabels ;
- L'association ETCLD ;

Les autres co-signataires sont :

- L'Etat (Préfecture de l'Hérault) ;
- France Travail ;
- Le Département de l'Hérault.

2. Convention pluriannuelle 2024-2026 entre l'Association Expérimentation Territoriale contre le Chômage de Longue Durée, l'EBE Hauts Val & Co et le Comité Local pour l'Emploi de Montpellier-Grabels

Cette convention précise que le CLE de Montpellier-Grabels, dans le cadre de son plan d'atteinte de l'exhaustivité, en vue de résorber le chômage de longue durée sur le territoire d'expérimentation, propose le conventionnement de l'association Hauts Val & Co pour développer une unité d'EBE. Elle précise aussi que l'EBE Hauts Val & Co devra créer des emplois supplémentaires en développant des activités utiles sur le territoire, dans le respect de la complémentarité validée par le CLE. Elle embauche sans sélection les personnes volontaires présentées par le CLE. La convention définit plus particulièrement :

- L'identification et les caractéristiques de l'EBE portée par Hauts Val & Co (statut relevant de l'ESS, objet social, date d'ouverture prévue...) ;
- La gouvernance de l'EBE, notamment la participation des salariés à la vie de l'entreprise ;
- Les rôles et responsabilités du CLE et de l'EBE pour la création d'emplois supplémentaires. Le CLE est ainsi chargé de piloter l'atteinte de l'exhaustivité et est garante de la non concurrence des emplois créés par l'EBE. Il s'engage à informer l'EBE de la situation des volontaires pour lui permettre d'anticiper les besoins de création d'emplois supplémentaires. L'EBE s'engage à fournir au CLE les éléments de suivi nécessaires à l'exercice de ses missions, notamment sa capacité de création d'emplois supplémentaires ;
- L'objectif de l'EBE en termes de nombre de création d'emplois supplémentaires, en concertation avec le CLE ;
- Les obligations de l'EBE en matière de transmission à l'association ETCLD de ses comptes annuels et de participation aux réunions de pilotage organisées par cette dernière dans le cadre du suivi de l'expérimentation ;
- Le financement d'une fraction du coût des emplois supplémentaires par la contribution au développement de l'emploi (CDE) composée d'une participation de l'Etat, fixée annuellement par arrêté ministériel et d'une participation du conseil départemental (15% de la part Etat de la CDE). L'EBE peut aussi bénéficier d'une dotation d'amorçage et du complément temporaire d'équilibre du fonds d'expérimentation ;

- L'engagement de l'EBE de mettre en place les conditions de suivi de la mise en œuvre de l'expérimentation par le renseignement des outils de collecte de données transmis au CLE et au fonds d'expérimentation.

Les signataires de cette convention sont :

- L'association Hauts Val & Co ;
- Le CLE Montpellier-Grabels ;
- L'association ETCLD ;

Les autres co-signataires sont :

- L'Etat (Préfecture de l'Hérault) ;
- Le Département de l'Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention pluriannuelle 2024-2026 entre l'Association ETCLD et le CLE de Montpellier-Grabels et de la convention pluriannuelle 2024-2026 entre l'Association ETCLD, l'EBE Hauts Val & Co et le CLE de Montpellier-Grabels ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Stade du Lieutenant-Normand - Convention de transfert de gestion entre l'État et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Dans sa poursuite volontariste de développement d'une politique d'amélioration du cadre de vie des Montpelliérains, de développement du sport de proximité pour tous, la Ville de Montpellier a mené divers échanges avec le Rectorat et les services de la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Etat en vue d'obtenir la mise à disposition de l'ancien stade du Lieutenant-Normand, cadastré BR 600, d'une superficie de 15 573 m², situé rue Turgot dans le quartier Boutonnet et propriété de l'Etat. Ce stade est une dépendance de la Cité Scolaire Françoise Combes, fermé au public administrativement depuis l'année 2019, du fait de sa vétusté et de sa non-conformité aux normes de sécurité. Le site est historiquement composé d'un terrain de football en stabilisé, d'une piste d'athlétisme, de terrains de basketball, handball et volleyball.

L'Etat accepte la mise à disposition de longue durée, soit 30 ans renouvelables, via une convention de transfert de gestion, permettant à la Ville de mettre en œuvre la réhabilitation du stade et ses fonctions tout en proposant de nouveaux espaces de pratiques sportives, de loisirs et d'événements. Le projet prévoit une ambitieuse restructuration du stade, par la réfection des vestiaires, la réalisation d'une végétalisation, ainsi que la création d'équipements performants et multiples : aire de jeux de sports collectifs en synthétique et éclairé, plateau multisports couvert, deux terrains de basket, piste de course synthétique, plateau type Pitch One, station de fitness/remise en forme, piste de jogging, tables de ping-pong. Le calendrier de l'opération, prévu sur 3 années, prévoit un début des travaux dès septembre 2024, pour une livraison d'une première tranche, portant sur les équipements de plein air, à l'été 2025.

La Ville propose d'assurer une réhabilitation et une mise en sécurité de l'enceinte respectant les réglementations des établissements recevant du public, puis sa gestion, soit un investissement et des charges d'exploitation conséquentes. Le coût global des travaux pour la Ville est ainsi estimé à 4 800 000 € sur 3 ans. Une subvention a été sollicitée auprès de la Région pour un montant d'environ 540 000 €, en compensation d'un usage par les lycées. En contrepartie, l'Etat consent ce transfert de gestion à titre gratuit conformément à l'évaluation de France Domaine.

Les créneaux d'utilisation par les clubs, associations et collèges seront accordés par la Ville de Montpellier selon une convention de mise à disposition signée par les deux parties. Les créneaux scolaires définis et qui seront précisés par la convention de mise à disposition durant l'année scolaire seront les lundis, mardis, jeudis, vendredis de 8h à 12h et de 14h à 17h et mercredis de 8h à 12h30. En dehors des créneaux associatifs et scolaires, le complexe sera ouvert également au public. Les horaires d'ouverture et de fermeture du site seront calqués sur les dispositifs habituels des équipements de la Ville de Montpellier, habituellement entre 8h et 22h ou 23h selon la saison.

Le transfert de gestion n'opère aucun transfert de propriété au profit de la Ville conformément aux dispositions du Code général de la propriété des personnes publiques. Il est ainsi proposé la conclusion d'une convention d'une durée de 30 ans, renouvelable, à titre gratuit, conformément à l'avis des Domaines du 6

février 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de transfert de gestion entre la Ville de Montpellier et l'Etat, concernant la parcelle cadastrée BR 600, d'une superficie de 15 573 m², en vue de la réhabilitation et la gestion du stade du Lieutenant-Normand, rue Turgot à Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Préfiguration de la création d'un Établissement Public Local d'Enseignement International (EPLEI) à Montpellier - Convention entre le Rectorat de Montpellier, la Ville de Montpellier, le Département de l'Hérault et la Région Occitanie - Approbation - Autorisation de signature

Créé par la loi pour une école de la confiance du 26 juillet 2019, l'Établissement Public Local d'Enseignement International (EPLEI) est constitué « *de classes des premier et second degrés* » et dispense « *tout au long de la scolarité des enseignements en langue française et en langue vivante étrangère* ». Il est proposé d'amorcer une procédure de création d'un EPLEI à Montpellier.

Réalité atout pour le territoire et en articulation avec le projet Med Vallée, ce nouvel EPLEI a vocation à proposer un lieu d'accueil et de formation à dimensions européenne et internationale et des parcours scolaires plurilingues complets. La mixité, l'adaptation des locaux aux âges variés des publics apprenants, la construction de partenariats locaux au service des élèves figurent parmi les grands enjeux de ce projet. A ce jour, sur le territoire de l'académie de Montpellier, l'offre en matière de sections internationales et binationales est développée, mais ne permet pas de répondre à la demande croissante et récurrente des entreprises et des établissements de recherche qui accueillent toujours plus de personnels internationaux.

L'EPLEI poursuit plusieurs finalités afin notamment de :

- Permettre aux élèves français de pratiquer une langue étrangère de manière approfondie et de renforcer leurs connaissances dans la culture du pays partenaire, grâce à des parcours complets, dans une volonté d'ouverture et d'insertion professionnelle ;
- Faciliter l'accueil et l'intégration d'élèves étrangers dans le système scolaire français ;
- Renforcer l'attractivité du territoire à travers une offre à dimensions européenne et internationale ;
- Offrir la possibilité à 30% au moins des enfants et jeunes de quartier ou du secteur scolaire prioritaire d'intégrer une section internationale afin de favoriser la mixité scolaire et sociale.

L'EPLEI sera implanté sur le site du lycée polyvalent Jules-Guesde, situé avenue de Lodève à Montpellier. Une fois l'EPLEI créé, l'ouverture des classes des 1er et 2nd degrés se fera de manière échelonnée jusqu'à l'année scolaire 2031/2032, année de plein effectif de l'établissement. L'EPLEI a vocation à accueillir environ 990 élèves, dont 120 en 1^{er} degré à partir de 2027 (24 élèves par niveau du CP au CM2), 240 en 2^e degré et 630 au lycée.

L'EPLEI est porté par l'Académie de Montpellier, la Mairie de Montpellier, le Département de l'Hérault et la Région Occitanie. La Région est désignée comme collectivité de rattachement. Les langues proposées seront l'anglais, le japonais, l'arabe et l'espagnol.

Dans une dimension de préfiguration, la présente convention est établie afin de formaliser le projet d'EPLEI à Montpellier. La convention constitutive, mentionnée aux articles L.421-19-1 et suivants du Code de

l'Education, sera ensuite élaborée. La création de l'EPLEI sera effective après la signature de la convention constitutive et dans les conditions fixées par l'arrêté de création pris par le Préfet de département sur proposition des collectivités territoriales compétentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention relative à la préfiguration de l'établissement entre le Rectorat de Montpellier, la Ville de Montpellier, le Département de l'Hérault et la Région Occitanie ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Accueil de collégiens temporairement exclus dans les Maisons pour tous -
Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et les collèges Marcel-
Pagnol et Port-Marianne - Approbation - Autorisation de signature**

La Ville de Montpellier, en partenariat avec les établissements d'enseignement de son territoire, porte une ambition forte en matière de réussite scolaire, d'insertion des jeunes et de prévention de la délinquance. A cet effet, elle propose de mener une nouvelle action de prévention et de lutte contre le décrochage scolaire, en lien avec les collèges Marcel-Pagnol et Port-Marianne. Les deux établissements sont, en effet, parfois amenés à exclure, de façon temporaire, des élèves pour différents faits. Les établissements sont également parfois tentés de leur proposer une mesure de responsabilisation en lieu et place.

Les Maisons pour tous Michel-Colucci et Marcel-Pagnol situées, toutes deux, à proximité du collège Marcel-Pagnol et les Maisons pour tous Frida-Kahlo et Mélina-Mercouri, proches du collège Port-Marianne, sont, de leur côté, disposées à accueillir certains de ces élèves pendant une période déterminée. La sollicitation des Maisons pour tous se fera par le représentant du collège. Cet accueil vise à responsabiliser les collégiens exclus et à réduire les risques de récidive. Il sera soumis à l'accord des représentants légaux et à l'engagement de chaque jeune à respecter le cadre défini par les différents acteurs.

Pendant leur accueil dans l'une des Maisons Pour Tous, les élèves participeront, selon des modalités prévues à l'avance, à la vie de la structure. Ils pourront par exemple participer à l'accueil ou à des animations collectives. L'élève sera aidé à faire le point sur sa situation et éventuellement sur son projet professionnel, travaillera sur les règles ; la finalité étant qu'il produise une réflexion personnelle pour faire évoluer sa situation positivement et qu'il prépare son retour au collège.

Chaque Maison pour tous pourra accueillir simultanément deux jeunes par semaine au maximum.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions entre la Ville de Montpellier et le collège Marcel-Pagnol d'une part, et le collège Port-Marianne, d'autre part ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Maisons pour Tous - Programme de rénovation des bâtiments - Évolution de la grille tarifaire - Approbation

Montpellier dispose d'un réseau inédit d'équipements socio-culturels composé de 24 Maisons pour Tous (MPT) réparties sur le territoire. Leur configuration varie, certaines sont labellisées centre social, d'autres disposent de salles de spectacles, d'autres encore accueillent en leur sein des accueils de loisirs pour adolescents. Cette hétérogénéité des formes ne perturbe en rien la raison d'être commune à toutes les MPT. Elles sont des lieux d'animation et d'échanges et se veulent résolument créatrices de liens sociaux et de découvertes. Fortement soutenues par la Ville de Montpellier, les MPT s'inscrivent au quotidien dans et pour la vie des quartiers, et ce depuis leur création. Leurs locaux sont ouverts à tous : habitants, associations, partenaires institutionnels. Des activités sportives ou culturelles régulières aux expositions, soirées thématiques ou sorties, elles proposent un large programme d'animations en lien avec les besoins des territoires.

Pour ces « *institutions* » centrales de la vie montpelliéraine, l'ambition se décline également cette année avec deux projets phares :

- Le premier concerne un programme ambitieux de rénovation et de confort thermique dont l'objectif est d'une part d'améliorer les modalités d'accueil des habitants et usagers de nos services et d'autre part offrir des conditions de travail améliorées à nos agents ;
- Le second propose, dans une logique de solidarité accrue, une évolution de la grille tarifaire. Cette évolution concerne la mise en place de tarifs spécifiques pour les familles monoparentales et l'introduction de tarifs pour les séjours.

1. Une approche volontariste pour la rénovation et l'accessibilité :

A) Un meilleur confort thermique

Pour répondre aux contraintes liées à l'augmentation des périodes de forte chaleur, un plan pluriannuel prévoit que les MPT soient à terme toutes dotées d'une salle rafraîchie. A ce jour, seule la MPT Frida-Kahlo dispose d'un tel espace. L'installation d'un système de rafraîchissement dans tous ces établissements répond à un double objectif : garantir le confort des agents et des usagers, permettre la tenue d'activités dans de bonnes conditions. Un programme de déploiement progressif a été prévu à cet effet avec l'installation d'un système de rafraîchissement dans 5 à 6 MPT par an.

En 2024 et 2025, les MPT L'Escoutaire, François-Villon, Georges-Brassens, Albert-Camus, Georges-Sand et Jean-Pierre-Caillens ont été retenues. Le montant total des travaux s'élève à 240 000 €. Par la suite, le programme devrait concerner les MPT Albert-Dubout, Marie-Curie, Frédéric-Chopin, Antoine-de-Saint-Exupéry, Marcel-Pagnol et André-Chamson.

B) Des travaux de rénovation

En complément, des travaux visant à améliorer le confort des usagers et le cadre de travail des agents sont prévus en 2024 dans 4 MPT, pour un total de 1,53 M€ :

- MPT Georges-Sand : Réfection de la toiture avec renforcement de l'isolation, changement de menuiseries extérieures pour une meilleure performance thermique, peintures intérieures ; coût : 750 000 € ;
- MPT Michel-Colucci : Rénovation complète de la salle de sport (toiture, plafond, éclairage, peinture) ; coût : 350 000 € ;
- MPT Jean-Pierre-Caillens : Changement des menuiseries extérieures pour améliorer la performance thermique, peintures intérieures ; coût : 235 000 € ;
- MPT Paul-Emile-Victor : Peintures intérieures ; coût : 200 000 €.

Par ailleurs, dans un souci de renforcement de notre présence dans le quartier Gély et pour permettre à la ville de renforcer son offre de service, la maison pour tous Albertine Sarrazin bénéficiera dès début 2025 d'une annexe supplémentaire. La transformation d'une ancienne boulangerie située au cœur du quartier permettra de bénéficier de salles d'activités adaptées, qui permettront aussi d'approfondir le travail partenarial engagé avec l'association la chouette blanche. Cette extension permettra un meilleur fonctionnement en attente de la rénovation intégrale de la maison pour tous située dans le parc de la Guirlande.

C) Des réhabilitations complètes

En parallèle des opérations décrites ci-dessus, trois autres opérations de grande envergure sont à l'étude :

- MPT Albertine-Sarrazin : Elle occupe des locaux provisoires au cœur de la Cité Gély. A terme, il est prévu qu'elle retourne au sein du parc de la Guirlande, dans un ensemble de bâtiments qu'il convient de rénover entièrement. L'ensemble est un site patrimonial remarquable régi par le règlement « *Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP)* » Gambetta-Figuerolles-Clemenceau. L'appel d'offres pour la maîtrise d'œuvre est en cours de finalisation afin qu'il soit publié fin 2024. A l'issue de ces études opérationnelles et du choix des entreprises, les travaux devraient débuter fin 2026 pour s'achever fin 2028. L'ensemble de l'opération aura un coût estimé à 4,2 M€ ;
- MPT Léo-Lagrange : Elle fait partie d'un vaste ensemble qui regroupe une mairie annexe, le théâtre Jean-Vilar et la MPT elle-même, pour un total de surface de 4 550 m². Situés au cœur du quartier de la Mosson, les bâtiments, très vastes, sont aujourd'hui vétustes et dotés d'équipements obsolètes et nécessitent des opérations d'envergure avec un début des travaux prévus en 2028. Les diagnostics débiteront cette année avec une enveloppe dédiée de 180 000 €. Les dépenses rénovation complète du site sont évaluées entre 13 et 16 M€ ;
- MPT Rosa-Lee-Parks : Le sous-sol de la principale salle d'activités de la MPT a été fortement altéré par deux inondations rendant l'espace inutilisable depuis 2014. Des opérations de sauvegarde et de sécurité ont été réalisés en 2020 et 2021. Des travaux complémentaires ont été réalisés en 2024 pour permettre la réouverture partielle de cet espace en juin 2024. Des études sont en cours afin de transformer l'amphithéâtre existant en salle polyvalente (mise à plat du sol) ou le confirmer en salle de spectacle dédié avec un espace scénique non existant.

D) La mise en accessibilité

Enfin, 2,17 M€ ont été investis ces quatre dernières années pour des travaux de mise en accessibilité des MPT, favorisant ainsi l'accueil de tous et notamment des usagers en situation de handicap.

2. Des tarifs accessibles au plus grand nombre :

A) Activités régulières

Au sein des MPT, 500 activités hebdomadaires sont accessibles, dont 480 heures proposées en régie par des animateurs techniciens (hors vacances scolaires). Ces 37 animateurs techniciens, dont 17 titulaires de la fonction publique territoriale, offrent une grande variété d'activités : gymnastique, yoga, arts plastiques, musique, couture, etc. dans 21 MPT. Les pleins tarifs annuels vont de 135 € pour une heure d'activité, à 580 € pour des cours de musique avec solfège. Des réductions s'appliquent aux personnes en situation de handicap, aux enfants des familles nombreuses, aux lycéens et étudiants.

Les tarifs de ces activités régulières n'ont pas été revus depuis une dizaine d'années et ne correspondent plus de ce fait aux évolutions sociales et sociétales. En effet, la tarification actuelle ne prend pas en compte les familles monoparentales. A Montpellier, 40 % des familles sont monoparentales. Un tiers d'entre elles est dans une situation de pauvreté, sans compter les conséquences en termes de charge mentale, éducative, psychologique. Afin de faciliter l'accès à un plus grand nombre de familles monoparentales aux activités des MPT, la Ville de Montpellier propose de leur octroyer une réduction de 50 %.

Pour les activités régulières :

	Tarifs annuels actuels	Nouveaux tarifs annuels
Familles monoparentales	135 €	67,5 €

Pour les cours de musique :

	Cours de musique		Cours de musique + solfège	
	Tarifs annuels actuels	Nouveaux tarifs annuels	Tarifs annuels actuels	Nouveaux tarifs annuels
Familles monoparentales	1 élève : 500 € 2 élèves : 380 €	1 élève : 250 € 2 élèves : 190 €	1 élève : 580 € 2 élèves : 460 €	1 élève : 290 € 2 élèves : 230 €

Le tarif s'applique, à compter du 1^{er} juillet 2024, à tous les membres d'un même foyer, parents et enfants.

B) Sorties et séjours

Après plusieurs années d'absence, deux MPT (L'Escoutaire et Antoine-de-Saint-Exupéry) ont expérimenté à l'été 2023, puis en février 2024, l'organisation de mini séjours pour les jeunes fréquentant les accueils de loisirs adolescents. L'expérimentation ayant été largement positive, les MPT proposeront dès cet été des séjours de 4 jours à des jeunes âgés de 11 à 17 ans. Près de 100 jeunes en bénéficieront. En juillet et août, des séjours de deux jours pour les familles sont également prévus. Les tarifs proposés sont les suivants :

	Tarifs
Mini séjour (adolescents) été/autres vacances scolaires	20 €
Mini séjour (adolescents) hiver (ski)	40 €
Séjour familles (familles monoparentales titulaires RSA et familles en très grande difficulté)	5 € par personne pour 2 jours
Séjours familles QF ≤ 750	10 € par personne pour 2 jours
Séjours familles QF entre 751 et 900	15 € par personne pour 2 jours
Séjours familles QF entre 901 et 1200	20 € par personne pour 2 jours
Séjours familles QF ≥ 1201	25 € par personne pour 2 jours

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le programme de rénovation des bâtiments des Maisons pour Tous ;
- D'approuver la nouvelle tarification des activités, sorties et séjours des Maisons pour Tous, comme définie ci-dessus, et dire qu'elle s'appliquera à compter du 1^{er} juillet 2024 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Plan d'action 2024-2026 à destination des familles monoparentales - Approbation

A Montpellier, 40% des familles avec enfants sont monoparentales. En 2023, la Caisse d'Allocation Familiale (CAF) identifie plus de 10 000 familles et 18 000 enfants allocataires (soit 2 enfants par foyer en moyenne). 85% de ces familles ont pour titulaire de l'autorité parentale une femme. Elles sont dans une situation de vulnérabilité particulière, car le système actuel, tel qu'il est construit, les laisse trop souvent assumer seules la charge mentale, financière et éducative de leur famille.

Au-delà de ces problématiques universelles à l'ensemble des familles monoparentales, une partie d'entre elles sont touchées par des situations de précarité économique. Plus d'un tiers est en situation de pauvreté (contre un taux de 27% sur la population globale de Montpellier) et un quart est bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active (RSA). Les données de la CAF de l'Hérault indiquent que plus le nombre d'enfants à charge de ces foyers est élevé, plus les revenus issus du travail diminuent.

Grâce aux travaux de l'Observatoire des discriminations, piloté par la Ville de Montpellier et l'Université Paul-Valéry, une étude démarrée en 2019 et actualisée en 2022, permet de mieux chiffrer et d'analyser les difficultés sociales et les discriminations subies par ces familles. Cette étude confirme que les femmes seules avec enfants rencontrent des difficultés particulières d'accès aux droits, aux modes de garde, aux dispositifs de parentalité, au logement et à l'insertion professionnelle. En effet, l'accès à l'emploi est rendu complexe, voire impossible en raison des modes de garde souvent inadaptés ou insuffisants. Par ailleurs de nombreux freins sont à souligner, tels que l'isolement et les difficultés de langue. Leurs besoins sont donc multiples et complexes :

- La séparation est un moment crucial pendant lequel elles ont particulièrement besoin de soutien. L'objectif est de prévenir leur bascule dans la pauvreté, ainsi que l'aggravation ou la survenance de violences. Ce sont la moitié des femmes monoparentales qui déclarent subir des pressions de leur ancien compagnon. La question des violences ne peut donc être déconnectée de celle de la monoparentalité ;
- Concernant le logement, les femmes monoparentales sont près de 4 000 en attente d'un logement social sur le territoire de la Métropole. La plupart des séparations amène la femme à déménager en raison de sa situation économique plus défavorable et le parcours d'accès et de maintien dans le logement est complexe pour ces publics. Par exemple, 100 femmes monoparentales sont en demande d'hébergement auprès du 115 au cours du premier trimestre 2024 ;
- Une étude a également été financée par la Ville et livrée en début d'année 2024 pour évaluer plus finement les besoins de modes de garde en horaires atypiques pour les familles du territoire. Cette étude a amené la Ville à construire des dispositifs expérimentaux et adaptés à ce public ;
- Enfin, lors de moments d'échange avec des femmes monoparentales, organisés par la Ville et le CCAS, celles-ci ont exprimé la volonté de voir des espaces d'échange et de soutien se développer, ainsi que d'avoir accès une présentation claire de l'offre mobilisable en matière de parentalité et d'accueil du jeune enfant.

Pour l'ensemble de ces raisons, la Ville de Montpellier a décidé de construire un plan d'actions à destination des familles monoparentales. C'est une question d'égalité et de justice sociale.

Le soutien des femmes monoparentales : une priorité pour la Ville de Montpellier

La Ville de Montpellier soutient la création d'un statut législatif de parent isolé afin de prendre en compte la particularité de ces femmes et de leurs enfants. Ce sujet est pour l'instant un angle mort des politiques

nationales, qui s'appuient sur des logiques familialistes issues de l'après-guerre.

Ayant conscience de la charge mentale, financière et parentale qui incombe aux femmes seules avec enfants, il est de la responsabilité de la Ville de les accompagner en favorisant l'expression de leurs besoins et en réunissant les institutions compétentes pour y répondre collectivement. Par cette délibération, la Ville de Montpellier veut rendre visibles ces femmes et les soutenir, ainsi que leurs enfants, citoyens de demain. Elle doit participer à réunir les conditions de leur indépendance et de leur épanouissement.

Un plan d'actions 2024/2026 pour soutenir les familles monoparentales habitant à Montpellier

Depuis le début du mandat, la monoparentalité constitue un enjeu majeur, intégré dans la conduite de l'ensemble des politiques publiques de la Collectivité. La Ville agit concrètement sur la vie quotidienne des habitants et de leurs enfants, dans les domaines de la petite enfance, de l'emploi, de l'égalité entre les sexes, de la politique de la ville et de l'accès aux droits.

La Ville œuvre aux côtés de ses partenaires institutionnels et associatifs : la Caisse d'Allocation Familiale, le Département de l'Hérault, la Délégation départementale aux droits des femmes, la Délégation Départementale du Travail, de l'Emploi et des Solidarités, le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) de l'Hérault, le Planning familial de l'Hérault, la Collective des mères isolées, et plus largement avec le Collectif Gisèle Halimi et d'autres associations.

La Ville s'engage à rendre prioritaires ces ménages chaque fois qu'elle le pourra, notamment dans le déploiement des projets nouveaux. C'est le cas dans la nouvelle contractualisation du Pacte des solidarités 2024-2027 porté avec l'Etat et la Métropole, le déploiement de l'Entreprise à but d'emploi imaginée dans le cadre du Territoire Zéro Chômeurs Longue Durée, ainsi que de la nouvelle cotation de la demande de logement social et la refonte des critères d'admission en crèches.

Des résultats sont déjà visibles au travers de :

- La nouvelle tarification sociale de la cantine qui permet d'accéder à des repas à 50 centimes bénéficie aujourd'hui à près de 2 000 enfants de parents isolés ;
- La nouvelle quotation des demandes de places pour la petite enfance : 65% des admissions en crèche pour 2023 concernent des foyers monoparentaux (soit 128 familles) ;
- Le droit au répit avec l'organisation ce printemps de week-end de loisirs et de répit. Cette expérience sera reproduite en 2025 et 2026 et touchera près de 240 familles.

Par ailleurs, la Ville s'est rendue acquéreur en début d'année 2024 de l'ancien EHPAD Les Violettes, situé rue du professeur Forge, pour ouvrir d'ici 2028, une douzaine de logements temporaires dans le but d'aider ces familles à définir leur nouveau projet de vie, au moment de leur séparation.

Le plan d'action porté par la Ville 2024/2026 comporte ainsi des actions déjà opérationnelles, dont certaines s'inscrivent dans le bouclier social sur lequel la majorité s'est engagée. D'autres sont programmées ou en cours d'expérimentation. Ces actions répondent à trois objectifs stratégiques :

- Objectif 1 : favoriser la participation et la citoyenneté des familles monoparentales ;
- Objectif 2 : développer et adapter les dispositifs municipaux pour mieux répondre aux besoins des familles monoparentales ;
- Objectif 3 : mobiliser les acteurs institutionnels et associatifs compétents pour favoriser leurs accès aux droits et l'expression des besoins des familles concernées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du plan d'action de la Ville de Montpellier à destination des familles monoparentales ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer à tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Bouclier social Petite Enfance - Mise en œuvre du dispositif expérimental pour l'année 2024 - Attribution d'une aide financière au bénéfice des familles monoparentales pour l'accueil des enfants en horaires atypiques - Approbation

La Ville de Montpellier souhaite développer une politique d'accueil du jeune enfant qui doit pouvoir répondre aux impératifs de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et tendre vers le principe d'universalité en assurant à chaque famille l'opportunité de pouvoir trouver une offre d'accueil adaptée pour leur(s) enfant(s) et à lutter contre les inégalités sociales et la pauvreté des enfants.

Outre son projet de création de 300 places supplémentaires en crèche pour répondre aux besoins d'accueil des familles, la Ville souhaite également apporter des solutions d'accueil aux besoins de garde en horaires élargis ou atypiques. En effet, les familles du territoire sont de plus en plus impactées par le développement d'emplois à horaires atypiques, débordant des créneaux habituels d'ouverture des crèches et/ou fréquemment distancés du domicile. Ces familles sont amenées à travailler sur des périodes habituellement réservées au temps familial ou au repos, c'est-à-dire avant 7h30, après 18h30, les week-ends et les jours fériés. Les parents contraints à cette flexibilité professionnelle sont donc confrontés à l'inadaptation de l'offre d'accueil petite enfance classique pour répondre à la spécificité de leurs besoins de garde. Ce problème pénalise encore plus les familles monoparentales actives, et devient insoluble pour celles qui sont vraiment isolées.

Or, la Ville compte aujourd'hui près de 40% de familles monoparentales, dont 85% d'entre elles sont des femmes qui élèvent seules un ou plusieurs enfants. De nombreuses études démontrent que l'un des freins majeurs d'accès ou du maintien à l'emploi pour ces familles est l'absence de modes de garde adaptés aux contraintes horaires et de déplacement et/ou peu engageants en raison du coût inaccessible pour elles (mode prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) notamment). Un premier niveau de réponse a été mis en œuvre dans le cadre du programme des 300 places, avec l'ouverture de places en horaires atypiques au sein de la Crèche Liselotte.

C'est dans ce cadre que la Ville souhaite déployer un dispositif innovant, dédié aux familles monoparentales montpelliéraines, visant, d'une part, à proposer une solution d'accueil adaptée aux horaires de travail décalés voire atypiques (avant 7h30 et après 18h30) et, d'autre part, à rendre accessible le coût de cet accueil, dans la mesure où il ne relèverait pas de la prestation de service unique (PSU). Les conclusions d'une étude diligentée par la Ville sur les besoins d'accueil en horaires atypiques ont en effet démontré que cet accueil sera d'autant plus adapté aux besoins de ces familles s'il se fait au domicile des parents et qu'une personne de confiance peut venir chercher le ou les enfants à la crèche.

Pour ce faire, la Ville entend collaborer avec les organismes de garde à domicile situés sur le territoire de la commune et qui disposent déjà de ce savoir-faire. Plus concrètement, si l'organisme répond aux critères souhaités par la Ville, les familles éligibles pourront bénéficier d'une aide financière de la Ville afin que son reste à charge soit équivalent à une tarification en mode PSU, c'est-à-dire une participation financière établie en fonction d'un barème national de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (CNAF), établi sur les revenus et la composition de la famille. A titre d'exemple, le montant horaire plancher est de 0,47 € pour un enfant à charge et le montant horaire moyen 2024 des crèches municipales est de 1,79 €. Cette aide financière pourra être versée directement à l'organisme (tiers payant) pour éviter aux familles, souvent fragilisées financièrement, de faire l'avance des frais de garde.

Les conditions d'éligibilité pour recevoir l'aide de la Ville et les modalités de mise en œuvre sont précisées dans le règlement d'attribution. Plus concrètement, pour être éligible à ce dispositif, il faudra :

- Etre une famille monoparentale domiciliée sur le territoire de la commune de Montpellier ;
- Que le bénéficiaire principal pour cet accueil soit un enfant de moins de 3 ans ;
- Etre en position d'emploi ou de formation justifiant des horaires en dehors des heures d'ouverture des modes d'accueil classiques ;
- Avoir un quotient familial (QF) ≤ 1200 € ;
- Etre éligible au Complément Mode de Garde (CMG) « *CMG Structure* » versé par la CAF et ne pas déjà être bénéficiaire du « *CMG Emploi direct* » (exemple : accueil auprès d'une assistante maternelle indépendante) ;
- Recourir à un organisme de garde à domicile affilié au dispositif Bouclier social Petite Enfance de la Ville de Montpellier.

Pour être affiliés, les organismes de garde à domicile devront compléter un formulaire d'affiliation intégrant les obligations suivantes :

- Etre situé sur le territoire de la commune de Montpellier ;
- Disposer d'un agrément délivré par le Conseil départemental en cours de validité ;
- Faire appel à des professionnels expérimentés dans le domaine de la petite enfance (accueil 0-3 ans) et/ou qualifié et/ou diplômé ;
- Dispenser la famille des frais d'adhésion ;
- Porter l'identité visuelle et adhérer aux valeurs de « *Montpellier Petite Enfance au service du public* » qui illustre la mise en place du Service Montpellierain de la Petite Enfance

Le montant de l'aide accordée sera variable en fonction des besoins d'accueil de la famille et sera évalué selon la formule suivante :

Montant de l'aide = montant de la facture de l'accueil auprès de l'organisme de garde à domicile - le montant CMG versé par la CAF de la famille - tarif famille PSU (reste à charge famille).

Sur l'année 2024, la Ville envisage d'accompagner environ 50 familles pour un montant total de 190 000 €. Ce dispositif s'inscrit par ailleurs dans le cadre du plan d'action global de la Ville dédié aux familles monoparentales ainsi que dans celui de la Convention territoriale globale signée avec la CAF de l'Hérault. Pour sa mise en œuvre, il bénéficie de plusieurs co-financements dont 50 000 € attribués par l'Etat en 2024 dans le cadre d'un appel à projets régional de la lutte contre la pauvreté, puis 12 500 € à partir de 2025 dans le cadre du Contrat local des Solidarités 2024-2027 signé entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

Le dispositif sera expérimenté jusqu'au 31 décembre 2024. Selon son évaluation, il pourra être reconduit sur les années ultérieures. La subvention sera versée mensuellement sous réserve du règlement d'attribution dûment daté et signé et du respect des critères d'éligibilité. Afin de ne pas pénaliser les familles engagées sur le dispositif avant le 31 décembre, la subvention pourra être versée jusqu'au 31 juillet de l'année suivante, et ce même dans l'éventualité où le dispositif ne serait pas reconduit.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le lancement du dispositif « *Bouclier Social Petite Enfance* », son expérimentation jusqu'à la fin de l'année 2024 et de le reconduire annuellement selon son évaluation ;
- D'approuver les termes du règlement d'attribution, du dossier d'affiliation pour les organismes de garde à domicile et du dossier pour les familles éligibles au dispositif ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Maison de santé des femmes et maison des parents - Attribution de subvention au
Centre hospitalier Universitaire de Montpellier - Exercice 2024 - Approbation -
Autorisation de signature**

Le plan Interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes de mars 2023 prévoit que chaque département soit doté d'une Maison des Femmes d'ici fin 2024. Le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Montpellier a décidé de porter ce projet.

La Maison des Femmes de Montpellier sera un lieu de soins spécifiques dédié à l'accueil, à l'orientation et à la prise en charge des femmes vulnérables notamment victimes de violences conjugales, intra-familiales, sexuelles et psychologiques, ainsi que de mutilations sexuelles. Elle permettra d'apporter des soins (urgents et non urgents) aux femmes victimes de toutes formes de violences et offrira un « *au-delà du soin* » qui intègre l'aide psychologique, la recherche d'hébergement, un guide pour ses droits, une assistance juridique, la restauration de la dignité, le suivi à moyen et court terme de la victime. Cette Maison des Femmes, dénommée *Agnès-McLaren*, à la mémoire de la première médecin femme diplômée par la faculté de Montpellier, s'installera au sein d'une villa de 200 m², située avenue de La Pompignane, propriété du CHU. Elle sera ouverte au début de l'été 2024.

L'Agence Régionale de Santé (ARS), la délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes, Monsieur le Procureur de la République et les forces de sécurité, partenaires naturels dans la prise en charge des violences faites aux femmes, soutiennent ce projet. La Ville de Montpellier, particulièrement investie dans sa politique volontariste visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre les femmes victimes de violences, souhaite soutenir pleinement ce projet en participant à son cofinancement.

Le second projet porté par le CHU est une **Maison des Parents** qui va permettre aux familles habitant loin de Montpellier et qui ont un enfant hospitalisé dans les services de pédiatrie du CHU de Montpellier, d'accéder à un hébergement, à tarif encadré grâce à un conventionnement avec la CARSAT. La Maison des Parents du CHU offrira 10 chambres, dont 2 accessibles PMR et 1 suite familiale, des espaces de vie communs pour se retrouver et échanger, un espace de co-working pour les parents souhaitant continuer d'exercer leur profession en restant au plus près de leur enfant. La Maison des Parents sera située sur le site de Bellevue dans le quartier du Plan des 4 Seigneurs, à proximité des hôpitaux.

Le projet est porté par le Fonds Guilhem (mécènes privés, entreprises et particuliers). Elle sera administrée par la Maison d'Accueil Hospitalière la Pasquière qui a répondu à un appel à manifestation d'intérêt en 2023 et son ouverture est fixée au 1^{er} septembre 2024. Soutenir les actions qui favorisent le lien parents-enfants, et particulièrement dans des situations aussi difficiles qu'est l'hospitalisation d'un enfant, s'inscrit également dans la politique de soutien aux familles que porte la Ville. Par conséquent, la Ville souhaite participer au cofinancement de ce projet.

Il est donc proposé d'attribuer respectivement aux deux projets des subventions telles qu'indiquées dans le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : SANTE			
NOM DE LA STRUCTURE	NUMERO DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier	00005267	Projet / Investissement Maison des femmes Agnes-McLaren	50 000 €
	00005347	Projet / Investissement Maison des Parents	7 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Soutien à la population ukrainienne - Memorandum d'accord de coopération
entre la Ville de Montpellier, la Ville et l'Oblast de Lviv - Dispositif "Vacances-
répit" - Reconduction pour l'été 2024 - Attribution d'une subvention -
Approbation**

La Ville de Montpellier est pleinement engagée dans un soutien absolu à l'Ukraine, et aux Ukrainiennes et Ukrainiens, véritables sentinelles de l'Europe dans un conflit à ses portes. Depuis les premières heures du conflit, le mouvement de solidarité sur le territoire a été immense. Les citoyens se sont immédiatement mobilisés, aux côtés de la Ville de Montpellier, afin d'exprimer leur soutien au peuple ukrainien soumis à l'agression russe : coordination de la collecte de dons des habitants, accueil des populations réfugiées, recensement de familles d'accueil, envois de convois, offres de logement, scolarisation des enfants... Cette mobilisation citoyenne s'est structurée dans une association, SOS Montpellier Ukraine, qui continue à faire un travail extrêmement précieux pour l'insertion et l'accompagnement des plus de 2 500 Ukrainiens arrivés dans le Département de l'Hérault, et pour lequel la Ville de Montpellier est à leurs côtés mobilisée.

La Maison des Relations internationales accueille régulièrement des permanences consulaires permettant aux réfugiés de réaliser leurs démarches, et un Forum de l'emploi a été organisé à l'Hôtel de ville dès le début du conflit, pour les populations déplacées, en lien avec les employeurs du territoire. La Ville de Montpellier accompagne aussi la scolarisation des enfants ukrainiens dans les écoles de la Ville.

Le besoin de solidarité dans les territoires ukrainiens en guerre allant croissant, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont signé en mai 2022 un partenariat avec la Ville et l'Oblast de Lviv en Ukraine, qui a permis, à la suite d'une collecte solidaire auprès des agents de la Ville, un don financier à une ONG œuvrant pour la reconstruction du territoire et son adaptation aux flux de déplacés toujours plus important, l'organisation durant les deux derniers étés de « vacances-répit » pour des enfants de la région de Lviv et leurs accompagnants au bord de la mer, et de mettre en place un don de matériel réformé (scolaire, informatique, voirie...) entre les Collectivités. Ce partenariat a été étendu en 2023 à un partenariat entre les deux hôpitaux, celui de Lviv et le CHU de Montpellier, autour de la formation des médecins ukrainiens à la prise en charge des traumatismes, notamment pédiatriques.

Les liens réguliers entretenus avec l'Ambassade d'Ukraine en France font état de la persistance des inquiétudes sur l'état de santé mentale des enfants, dont les parents sont mobilisés au front ou qui vivent le quotidien oppressant des zones de guerre. Il a donc été décidé de reconduire pour cette année, en partenariat avec la Région Occitanie, l'action d'offrir ce répit par la prise en charge de vacances sur notre territoire pour des enfants touchés par le conflit.

Il est donc proposé de reconduire cette année ce partenariat, et d'accueillir le groupe d'enfants ukrainiens invités par la Ville de Montpellier et la Région Occitanie au sein du centre de vacances géré par l'association 3MTKD à la Grande-Motte, centre qui a, durant les deux derniers étés, accueilli avec beaucoup de succès le

groupe d'enfants invités par la Ville. Ce centre de vacances propose à des enfants issus pour beaucoup des quartiers prioritaires Politique de la Ville de pouvoir bénéficier de vacances et de nombreuses activités dans un cadre exceptionnel.

Un groupe de 42 enfants et 8 accompagnants (avec une formation en psychologie) seront accueillis au total dans le cadre de ce partenariat entre la Ville de Montpellier, la Région Occitanie, la Ville et l'Oblast de Lviv, accompagnés par l'ONG Europe Prykhystok. La Région Occitanie prendra en charge les trajets en avion des enfants, de Cracovie à La Grande Motte. La Ville de Montpellier prendra en charge les trajets en bus des enfants de Lviv à Cracovie, ainsi que le coût des vacances au centre de loisirs pour 10 enfants et 2 accompagnants.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la reconduction de ce dispositif de « *vacances-répît* » pour les enfants ukrainiens, dans le cadre du partenariat signé entre la Ville de Montpellier et la Ville et l'Oblast de Lviv ;
- D'approuver les termes du *memorandum of understanding* 2024 à cet effet ;
- D'approuver le versement à l'association 3MTKD une subvention d'un montant de 10 000 € pour assurer l'accueil du groupe d'enfants pris en charge par la Ville ;
- D'approuver la prise en charge des frais de transport des enfants de Lviv à Cracovie, pour un montant maximal estimé à 2 570 € ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le *memorandum* ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Pacte "Montpellier ville désirable" - Approbation

Depuis plusieurs mois, la Ville de Montpellier s'est engagée dans une démarche d'élaboration d'un « *Pacte* » rassemblant l'ensemble des acteurs de la construction et de l'aménagement pour construire ensemble la « *ville désirable* » d'aujourd'hui et de demain.

En effet, Montpellier, 7^{ème} ville de France, est l'une des plus attractives de France, mais subit aussi de plein fouet les effets du changement climatique et a fait le choix de l'action pour répondre à ces enjeux. Dès 2020, la Ville s'est inscrite dans les objectifs d'une transition écologique et solidaire qui inspire l'ensemble de ses politiques publiques. Dans le domaine de l'aménagement et de la construction, les engagements pris relèvent d'un vrai changement de paradigme en prenant acte des actions prioritaires à mener : lutter contre l'étalement urbain, réduire les impacts environnementaux des projets, protéger la biodiversité, diminuer l'artificialisation des sols, construire une ville du beau, apaisée, équilibrée géographiquement et socialement, sobre en consommation des ressources et en carbone, qui veille à la santé et au bien-être de ses habitants... Ces objectifs ont été rassemblés sous une bannière partagée par tous : « *construire une ville désirable* ».

C'est donc dans ce « *Pacte de la ville désirable* » que ces objectifs communs sont aujourd'hui rassemblés. Il se veut comme un référentiel dans le domaine de l'urbanisme et de la construction à Montpellier.

L'élaboration de ce document a fait intervenir, pendant plusieurs mois, de multiples expertises via des ateliers de co-construction, associant plusieurs partenaires, notamment les services de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, des architectes, urbanistes, paysagistes, constructeurs, promoteurs, universitaires, bailleurs sociaux, aménageurs, énergéticiens, services et agences de l'État, associations, étudiants en urbanisme et en architecture, etc. Cette appropriation collective a été l'occasion d'une acculturation générale de tous, d'une mise en conscience des enjeux, des objectifs, des solutions à mettre en œuvre et se concrétise aujourd'hui par « *le Pacte de la ville désirable* », véritable outil de programmation et d'aide à la conception qui formule des recommandations concrètes et opérationnelles pour tous les professionnels montpelliérains de la fabrique de la ville.

Ce document a pour ambition de réaffirmer l'engagement de tous autour de règles du jeu communes et de fédérer autour d'orientations stratégiques et d'une vision partagée de la manière de construire à l'heure des urgences climatique, sociale et environnementale. Les objectifs que le « *Pacte* » met en avant sont rassemblés dans les 8 impératifs suivants :

- Embellir la ville pour fabriquer le patrimoine de demain ;
- Replacer le citoyen dans chaque projet ;
- Produire durable, responsable, favoriser les circuits courts ;
- Créer des lieux de vie désirables ;
- Adopter une sobriété énergétique et contribuer à décarboner ;
- Accompagner les mobilités décarbonées ;
- Protéger et régénérer le vivant, et soutenir l'agroécologie urbaine ;

- Préserver et gérer la ressource en eau.

Désormais, la conception des projets de rénovation, de réhabilitation ou de construction de logements, d'activités tertiaires, commerciales, productives et d'équipements collectifs ou de services publics sur le territoire de la ville devra autant que possible se nourrir de ces objectifs et recommandations du « *Pacte* » qui s'articulent, bien entendu avec les règles ou normes en vigueur ou à venir dans plusieurs domaines stratégiques, tels que le Plan local d'urbanisme intercommunal, la Charte de l'Arbre, le Plan Climat Air Énergie Territorial solidaire, le Plan Montpellier Solaire, le Plan Lumière, le Schéma Directeur des Énergies, etc..

Ce « *Pacte de la ville désirable* » est un engagement commun pour être à la hauteur des défis actuels pour fabriquer, ensemble, la ville de demain.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du Pacte « *Montpellier ville désirable, le pacte* », la démarche et le référentiel associés ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA) - Rapport 2023 - Présentation

L'enjeu de l'accessibilité universelle, pour laquelle la Ville de Montpellier s'est engagée, n'est autre que celui de l'intégration de la personne en situation de handicap dans la vie de la cité. A Montpellier, on estime que plus de 60 000 personnes sont en situation de handicap (visible ou pas).

Pour ce faire, la Ville s'appuie sur la Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA) qui est composée de 10 élus désignés par arrêté du Monsieur le Maire ainsi que 5 représentants d'associations liées au handicap et leurs suppléants, un représentant des personnes âgées, un représentant des acteurs économiques, un représentant des bailleurs sociaux et une association représentant les consommateurs et les usagers de la Ville. Très active durant l'année 2023 grâce aux travaux de ses groupes de travail, la CCA a présenté son bilan, qui a été discuté et validé le 16 mai 2024 en commission plénière, présidée par Madame Emilie CABELLO, Adjointe au Maire à l'Accessibilité Universelle, en sa qualité de représentante de Monsieur le Maire. Pour l'année 2023, la Commission Communale pour l'Accessibilité a notamment mis en avant des réalisations dans les domaines suivants :

La mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics :

- 45,18% des voies sont désormais accessibles, soit 297 km, et 72% des carrefours sont équipés de feux sonores pour les déficients visuels ;
- 1 207 places de parking sont réservées aux PMR sur un total de 15 543 (près de 8%) ;
- Des projets tels que la rénovation et la mise en accessibilité de la place de la Comédie, de l'Esplanade Charles-de-Gaulle se réalisent avec le concours du comité d'experts du Comité de Liaison et de Coordination des associations Pluriel Handicap (CLCPH) qui apporte en particulier son expertise d'usage auprès des services ;
- Le dispositif des Agents de Protection des Écoles (APE) qui s'est généralisé en 2023 sur 14 groupes scolaires, permet aux familles et aux enfants en situation de handicap de traverser en sécurité les passages piétons menant aux établissements scolaires.

La mobilité :

- Les 87 stations du réseau tramway de TaM (4 lignes) sont proches des 100% accessibles et 85 % des arrêts bus (40 lignes) le sont également ;
- Le Groupement pour l'Insertion des personnes Handicapées Physiques (GIHP) véhicule 1 700 bénéficiaires (sur le territoire de la Ville et la Métropole) pour 23 000 trajets mensuels ;
- La nouvelle aide « *HANDI Cycle* » qui octroie un cofinancement pour l'achat de matériel adapté (3^{ème} roue, tricycle, tandem, vélo) a bénéficié pour le second semestre 2023 à 9 personnes sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Les échanges et les temps de travail avec la TaM ont permis au CLCPH de faire des préconisations pour le remplacement des Bornes d'Information Voyageur (BIV), l'amélioration de l'arrêt de

tramway Comédie mais aussi pour les équipements d'accessibilité (balise sonore et bande de guidage) aux bureaux de vente de la TaM et pour la prochaine ligne 5 de tramway et les futurs Bus à Haut Niveau de Service (BHNS).

La mise en œuvre de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) :

L'Ad'AP (Agenda d'Accessibilité Programmée) de la Ville de Montpellier concerne 306 Etablissements Recevant du Public (ERP). Sa mise en œuvre est prolongée jusqu'au 31 décembre 2025. Pour l'année 2023, des aménagements à hauteur de 2 935 000 € ont été réalisés.

L'accès au logement

- 101 logements ont été attribués à des Personnes en Situation de Handicap (PSH) ;
- 140 logements ont bénéficié de travaux d'adaptation des équipements (salle de bains, toilettes...) aux besoins des locataires en place ;
- La Plateforme Handi'CAP logement 34 se déploie ; elle permet la mise en relation entre les logements accessibles inscrits par les bailleurs et les locataires en recherche d'un logement adapté et accessible. ACM habitat (principal contributeur) et Occitanie Méditerranée Habitat (OMH) sont également partenaires de ce projet porté par APF France handicap.

L'emploi des personnes en situation de handicap :

- Le taux d'emploi direct par la Mairie de Montpellier des bénéficiaires d'obligation d'emploi est de 6,33% en 2023. Pour Montpellier Méditerranée Métropole et le CCAS de Montpellier, ce taux est respectivement de 6,16% et de 14,73%. Ainsi, 523 agents en situation de handicap sur l'ensemble des trois entités bénéficient d'un accompagnement et du maintien dans l'emploi ;
- Le salon HANDI'JOB, organisé le 21 novembre 2023 au Corum pour l'emploi des personnes en situation de handicap, a accueilli 1 200 visiteurs sur 117 stands de recruteurs proposant 284 offres d'emploi. Plusieurs centaines d'entretiens ont eu lieu, débouchant sur une trentaine de recrutements.

La prise en compte des enfants en situation de handicap à Montpellier :

- Durant l'année scolaire 2023/2024, sur 21 424 élèves scolarisés dans les 116 écoles maternelles et élémentaires, 1 377 élèves sont en situation de handicap (6,50%) ;
- 642 d'entre eux sont accompagnés par des Accompagnants d'Elèves en Situation de Handicap (AESH). 136 AESH ont aussi un contrat d'animateur sur le temps périscolaire afin d'encadrer ces enfants ;
- Les 23 classes Unité localisée pour l'inclusion scolaire (ULIS), dont une de plus à l'école Juan-Miro, accueillent 264 enfants, accompagnés par 23 agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (ATSEM) mises à disposition par la Ville ;
- Le travail sur la rénovation des Aires de Jeux inclusives s'est poursuivi en 2023 avec l'inauguration des aires de jeux Georges-Brassens et Richter ;
- 2023 a vu naître le projet de « *ville à Hauteur d'enfant* » dans le but de rééquilibrer les espaces en faveur des plus fragiles, dont les personnes en situation de handicap. Quand la ville est pensée pour l'enfant, elle est donc pensée pour tous, et notamment pour des personnes ayant une mobilité moindre (personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes mal marchantes, etc..) : c'est l'Accessibilité Universelle.

L'accès facilité à la culture, aux loisirs et au sport :

- Le partenariat renouvelé entre le Cinéma Nestor-Burma (Celleneuve) et Sésame Autisme Occitanie-Est permet l'accès au cinéma de personnes autistes dans des conditions apaisées (dispositif national « *Ciné-Relax* ») ;
- La médiathèque Emile-Zola déploie de nombreuses actions pour les personnes aveugles, malvoyantes, handicapées psychiques au sein de l'Espace Homère dédié ;
- La mise en accessibilité pour le public de la Salle Molière de l'Opéra Comédie est effective depuis cette année ;
- La Ville soutient enfin le déploiement des activités d'handisport et de sport adapté à hauteur de

78 000 € et favorise la diffusion d'information sur les événements handisportifs sur le territoire montpelliérain (championnats de foot fauteuil, rugby fauteuil, basket fauteuil, Boccia, Sarbacane, etc..).

Les événements inclusifs au service de la sensibilisation à l'accessibilité :

- Les troisièmes rencontres de l'Accessibilité Universelle se sont déroulées les 1^{er} et 2 décembre 2023 en lien avec la journée internationale des personnes en situation de handicap. Ce fut l'occasion de faire découvrir des handisports et sport adapté au Gymnase des Beaux-Arts à des élèves et collégiens mais aussi de participer à une matinée consacrée à une table ronde sur la « *nouvelle du diagnostic à la prise en charge des enfants en situation de handicap* » puis spectacle de danse « *Aidante Familiale – Je ne me CHUT ! -erai plus* » de la Compagnie Oublie pas de sourire, ou encore d'assister à des spectacles : ceux de la Compagnie de danse inclusive Singulier Pluriel, de la Compagnie de théâtre bilingue français/LSF L'Amorce, de l'association Handic'Art avec sa chorale Les Roulet's et la Compagnie La Kompagnie avec un concert de clôture festif rassemblant près de 300 personnes.

Accueil, communication et information :

- Le déploiement de la plateforme ELIOZ (interprétariat en Langue des Signes Française (LSF) en ligne depuis le site de la Ville-Métropole-CCAS) permet aux personnes sourdes de communiquer directement avec les agents de la Ville via un interprète en LSF, Langue française parlée complétée (LPC) ou en texte. 6h30 de communication ont été réalisées en 2023

Après adoption par le Conseil municipal, le rapport de la CCA sera transmis à Monsieur le Préfet, à Monsieur le Président du Conseil Départemental, au Conseil Départemental Consultatif des Personnes Handicapées ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés. Il sera mis en ligne sur le site Internet de la Ville pour être consultable par tous les citoyens.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de la présentation du rapport 2023 de la Commission Communale pour l'Accessibilité ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL

Séance ordinaire du

jeudi 11 juillet 2024

Définition des zones d'accélération des énergies renouvelables - Approbation

La loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (APER) vise à accélérer le développement des énergies renouvelables de manière à lutter contre le changement climatique et préserver la sécurité d'approvisionnement de la France en électricité. L'article 15 de la loi a introduit dans le Code de l'énergie un dispositif de planification territoriale à la main des communes. Ces dernières sont invitées à identifier des zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergie renouvelable. En application de l'article L.141-5-3 du Code de l'énergie, ces zones sont définies, pour chaque catégorie de sources et de types d'installation de production d'énergies renouvelables : éolien, solaire thermique, photovoltaïque, géothermie, hydroélectricité, biomasse et le biogaz, en tenant compte de la nécessaire diversification des énergies renouvelables en fonction des potentiels du territoire concerné.

La zone d'accélération illustre la volonté de la commune d'orienter préférentiellement les projets vers des espaces qu'elle estime adaptés. Elle permet également de faire remonter un potentiel permettant d'atteindre les objectifs énergétiques régionaux. En revanche, le fait d'être situé en zone d'accélération ne garantit pas à un projet la délivrance de son autorisation ou de son permis. Le projet doit dans tous les cas respecter les dispositions réglementaires applicables. Un projet pourra également s'implanter en dehors des zones d'accélération. Dans ce cas, la constitution d'un comité de projet sera obligatoire. Cette instance inclura les différentes parties prenantes concernées par un projet d'énergie renouvelable, dont les communes limitrophes. Cette obligation de comité de projet n'est applicable qu'aux projets photovoltaïques d'une puissance installée supérieure ou égale au seuil de 2,5 MWc ainsi qu'aux projets éoliens, de biomasse, de méthanisation et de géothermique soumises à autorisation au titre de la nomenclature des installations classées.

Dans le cas où les zones d'accélération au niveau régional seront suffisantes pour atteindre les objectifs régionaux de développement des énergies renouvelables, la commune pourra délimiter des secteurs d'exclusion d'installations d'énergies renouvelables.

Après avoir consulté Montpellier Méditerranée Métropole, des cartes de zones identifiées comme zones d'accélération pour le développement des énergies renouvelables sur le territoire communal ont été élaborées. Conformément à la loi, une consultation du public a été effectuée du 16 mai au 12 juin 2024, avec une mise à disposition des cartes sur la plateforme <https://participer.montpellier.fr/> et une possibilité d'émettre un avis par voie électronique. Ces zones proposées concernent :

- Le solaire photovoltaïque en toiture ;
- Le solaire photovoltaïque sur des parkings ;
- Le solaire photovoltaïque sur des délaissés d'autoroute ;
- Le solaire thermique en toiture ;
- Les réseaux de chaleur et de froid.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la cartographie des zones d'accélération des énergies renouvelables, telle qu'apparaissant en annexe ;
- De transmettre la cartographie de ces zones à la Préfecture de l'Hérault et à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault, via le portail cartographique des énergies renouvelables ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Protection sociale complémentaire des agents de la Ville de Montpellier - Choix
 du dispositif et participation financière - Convention de mandat pour la
 procédure d'appel à concurrence de la convention de participation - Approbation
 - Autorisation de signature**

Le cadre actuel de la protection sociale complémentaire

L'article L. 827-9 du Code général de la fonction publique prévoit que les employeurs publics territoriaux participent au financement des garanties de protection sociale complémentaire (PSC) destinées à couvrir les frais occasionnés par les risques santé (maternité, maladie ou accident), ainsi que les risques prévoyance (incapacité de travail, invalidité, inaptitude ou décès), auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent.

Ce même article introduit le caractère obligatoire de cette participation pour :

- Les **risques prévoyance** à effet du 1^{er} janvier 2025 (montant minimal de 7€ brut mensuel par agent, selon l'article 2 du décret n°2022-581). Les garanties minimales éligibles à la participation de l'employeur sont l'incapacité de travail et l'invalidité définies à l'article 3 du décret n°2022-581 ;
- Les **risques santé** à effet du 1^{er} janvier 2026 (montant minimal de 15€ brut mensuel selon l'article 6 du décret n°2022-581). Les garanties minimales sont celles du « *contrat responsable* », complétées du « *panier de soins* ».

Cette participation peut intervenir, au titre des contrats et règlements remplissant la condition de solidarité prévue à l'article L. 827-3 du Code général de la fonction publique :

- Soit au titre de contrats et règlements pour lesquels un label a été délivré dans les conditions prévues à l'article L. 310-12-2 du Code des assurances,
- Soit dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence en vue de conclure une convention de participation d'une durée de six ans, à adhésion facultative ou obligatoire.

Depuis 2013, la Ville de Montpellier participe financièrement aux contrats labélisés pour la couverture santé des agents selon les dispositions suivantes :

Revenu net fiscal annuel de l'agent (R)	Participation mensuelle brute
R < 16 900 €	18 €
16 900 € ≤ R < 20 420 €	15 €
20 420 € ≤ R < 26 550 €	12,50 €
R ≥ 26 550 €	10 €

En 2022, 1875 agents ont bénéficié d'une participation financière aux contrats labélisés de mutuelle (soit 43% des effectifs) représentant un montant total de 240 000 €.

L'accord collectif national (ACN), signé le 11 juillet 2023 par les associations d'employeurs territoriaux et des organisations syndicales représentatives de la fonction publique territoriale et portant réforme de la PSC dans la fonction publique territoriale, introduit des dispositions nouvelles en cours de transpositions normatives (réglementaires et législatives) pour les garanties prévoyance :

1. La généralisation de l'adhésion obligatoire des agents aux garanties de prévoyance. Tous les employeurs territoriaux devront conclure un dispositif de contrat collectif à destination de leurs agents à une date qui sera fixée lors de la transposition normative de l'accord ;
2. Les contrats collectifs de prévoyance devront prévoir un niveau minimum de garantie couvrant tous les agents pour les risques :
 - Incapacité Temporaire de Travail : à hauteur de 90% de la rémunération nette de l'agent (TBI, NBI, RI) ;
 - Invalidité : jusqu'à 90% de la rémunération nette de l'agent (fonction du taux d'invalidité) ;
3. La participation des employeurs publics territoriaux évolue, avec une prise en charge à hauteur de 50% *a minima* des cotisations acquittées par les agents au titre des garanties minimales définies dans l'accord.

Une politique sociale volontariste déclinée en matière de prévoyance et de santé

La transposition de l'ACN n'est pas encore effective, cependant, les exécutifs de Montpellier Méditerranée Métropole, de la Ville et du CCAS de Montpellier ont souhaité anticiper ses dispositions et aller au-delà de la réglementation actuelle concernant la participation financière de l'employeur. Cet engagement s'inscrit pleinement dans le projet de mandat décliné dans le projet d'administration qui replace l'agent au centre des politiques sociales RH.

Les exécutifs entendent également agir communément sur ce sujet pour les mêmes objectifs : participer au maintien de leur niveau de vie et de leur pouvoir d'achat, préserver la santé des agents, favoriser la solidarité et une équité de traitement entre les agents. Au-delà, les enjeux de la PSC sont doubles :

- En interne : la PSC favorise le sentiment d'appartenance, elle renforce la motivation et l'engagement des agents, elle permet d'agir sur la santé et le maintien dans l'emploi en assurant des garanties optimales pour les agents, dans un contexte de population vieillissante ;
- En externe : la PSC est un dispositif qui s'inscrit pleinement dans la marque employeur car elle constitue un élément d'attractivité et participe à l'identité de la Collectivité.

Ces orientations se traduisent par un effort financier très important, s'inscrivant dans la continuité du RIFSEEP et participant au soutien du pouvoir d'achat des agents. Cette politique volontariste de protection sociale a permis de poser le cadre des négociations avec les partenaires sociaux. La PSC étant en effet un levier d'amélioration de prévoyance, de santé et des conditions de travail des agents, la négociation engagée sur ce sujet est synonyme de nouvelles modalités d'échanges avec les partenaires sociaux pour un dialogue social consensuel et constructif.

Dans cette perspective, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville et le CCAS de Montpellier, ainsi que les organisations syndicales représentatives, se sont accordés sur les conditions de la négociation en formalisant un accord de méthode signé le 25 janvier 2024 par toutes les parties et qui a permis de fixer :

- La composition des délégations des employeurs et des organisations syndicales habilitées à négocier ;
- Les thèmes de la négociation (risque prévoyance, risque santé) ;
- Le calendrier.

Ce premier accord de méthode formalise une avancée remarquable en matière de dialogue social. Il a permis d'engager et de cadrer les négociations qui ont été conduites de février à mai 2024 par une instance dédiée. Ces réunions ont permis d'aboutir à un accord collectif local commun sur la PSC pour les agents et de poser les principes suivants :

1. Pour le risque prévoyance

- Le mode de contractualisation : **convention de participation à adhésion obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2026** sous réserve de l'obligation réglementaire et de transposition législative de l'ACN **avec une phase transitoire d'un an en adhésion facultative dès le 1^{er} janvier 2025** ;
- Un taux unique de cotisation pour les trois entités montpelliéraines afin de favoriser la solidarité ;
- Les garanties minimales et optionnelles définies dans l'accord collectif local ;
- Le montant de participation de la collectivité est *a minima* de 50% de la cotisation de l'agent conformément à l'ACN et modulé « *dans un but d'intérêt social en prenant en compte le revenu des agents* » :

Revenu net fiscal annuel de l'agent (R)	% de participation de l'employeur de la cotisation de l'agent sur la base des garanties minimales
R < 20 000 €	60 %

$20\,000 \leq R < 25\,000 \text{ €}$	57 %
$25\,000 \text{ €} \leq R < 30\,000 \text{ €}$	53 %
$R \geq 30\,000 \text{ €}$	50 %

Les exécutifs ont porté l'ambition de soutenir plus fortement les plus bas salaires en modulant la participation de l'employeur en fonction des revenus des agents, disposition qui va au-delà de l'ACN. La mise en place d'un contrat collectif de prévoyance et la participation de l'employeur aux cotisations des agents sont des avancées sociales majeures.

Il convient de préciser aux assemblées que dans le cadre des négociations avec les partenaires sociaux, deux dispositions complémentaires ont été retenues, renforçant davantage les engagements financiers des exécutifs en faveur de la protection des agents en arrêt de travail :

- Des évolutions sur le RIFSEEP permettant une reprise du versement de 50% du régime indemnitaire lorsque l'agent est à demi-traitement en congé de maladie ordinaire (au 91^{ème} jour d'arrêt) ;
- L'intégration de la garantie du régime indemnitaire à plein-traitement pour les congés de longue maladie et de longue durée pour les fonctionnaires et de grave maladie pour les non-titulaires dans les garanties minimales du contrat collectif afin de rendre cette garantie éligible à la participation financière de l'employeur.

La convention de participation proposée pour contractualiser avec un opérateur n'est pas un marché public mais un contrat spécifique, dont les règles de consultation, de mise en concurrence et d'attribution sont définies par les articles 15 à 21 du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011. En effet, celui-ci a pour but de sélectionner un contrat collectif d'assurance ouvrant droit aux aides des employeurs publics destinées à leurs agents. Les projets de convention de participation sont des documents de subventionnement destinés à régler les relations financières entre les employeurs territoriaux et les organismes de protection sociale complémentaire et à s'assurer que les contrats ou règlements proposés par ces organismes satisfont aux principes de solidarité fixés par le titre IV du décret.

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) sera élaboré sur la base de l'accord collectif local issu des négociations et conclu entre les autorités territoriales et les partenaires sociaux.

Les garanties proposées étant les mêmes pour Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville et le CCAS de Montpellier, le processus de consultation sera commun pour mutualiser les risques à couvrir, et rechercher un tarif compétitif au bénéfice des agents et des entités qui participent au financement de la cotisation.

Un contrat collectif commun aux trois structures présente les effets bénéfiques suivants :

- Une attractivité plus importante sur le marché compte tenu du volume potentiel d'agents à couvrir ;
- Une tarification plus avantageuse ;
- Une meilleure maîtrise financière du contrat dans le temps ;
- Une meilleure mutualisation des risques ;
- La participation de l'employeur au titre du contrat collectif à adhésion obligatoire bénéficie du régime social de faveur, et pour les agents, la quote-part payée par l'agent est déduite des revenus imposables.

Une convention de mandat permettra de désigner Montpellier Méditerranée Métropole comme mandataire afin d'engager le processus de consultation et d'analyser les candidatures pour le compte de la ville et du CCAS de Montpellier. A l'issue de ce processus, chaque collectivité saisira le Comité Social Territorial compétent pour avis sur le choix de l'opérateur préalablement aux assemblées délibérantes. Il est à noter que les conventions de participation sont conclues pour une durée de 6 ans, et ce pour chaque employeur, au même titre que les contrats collectifs d'assurance associés.

2. Pour le risque santé

- Le mode de contractualisation : participation financière de l'employeur conditionnée à la souscription par l'agent d'un contrat labélisé d'un organisme d'assurance et de mutuelle ;
- Le montant de participation de la collectivité **est revalorisé**, harmonisé pour les trois entités et modulé « dans un but d'intérêt social en prenant en compte le revenu des agents » comme le permet l'article 23 du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 :

Revenu net fiscal annuel de l'agent (R)	Participation mensuelle brute de l'employeur
$R < 20\,000 \text{ €}$	30 €
$20\,000 \leq R < 25\,000 \text{ €}$	27 €
$25\,000 \text{ €} \leq R < 30\,000 \text{ €}$	23 €

Le montant plancher de participation de l'employeur est fixé à 20 € dès le 1^{er} janvier 2025 alors que celui défini par la réglementation est fixé à 15 € à compter du 1^{er} janvier 2026. Cet effort financier caractérise la volonté des exécutifs d'anticiper la réglementation et d'aller au-delà. La participation financière revalorisée permettra d'améliorer la couverture santé des agents qui est le dispositif complémentaire à la prévoyance contribuant à leur protection sociale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

Pour le volet prévoyance de la protection sociale complémentaire :

- D'approuver le principe d'une convention de participation et son contrat collectif à adhésion facultative puis obligatoire, selon l'évolution normative, pour un effet des garanties au 1^{er} janvier 2025 pour une durée de 6 ans ;
- D'autoriser le lancement de l'appel public à concurrence régi par le décret n°2011-1474 pour sélectionner un organisme d'assurance en vue de la conclusion d'une convention de participation et de son contrat collectif d'assurance ;
- D'approuver les termes de la convention de mandat désignant Montpellier Méditerranée Métropole comme mandataire afin d'engager le processus de consultation pour le compte de la Ville et du CCAS de Montpellier en vue de la conclusion d'une convention de participation et de son contrat collectif d'assurance ;
- De verser une participation financière mensuelle brute aux agents, exprimée en pourcentage de leurs cotisations et fonction de leurs revenus nets fiscaux, en respectant le minimum prévu à l'article 2 du décret n°2022-581, telle qu'exposée dans le tableau ci-dessus ;

Pour le volet santé de la protection sociale complémentaire :

- D'approuver le principe de la procédure dite de labélisation pour la participation employeur aux contrats d'assurance labélisés répertoriés sur une liste publiée par le ministère des collectivités territoriales et régulièrement actualisée ;
- D'approuver la revalorisation de la participation financière mensuelle brute versée aux agents, dès le 1^{er} janvier 2025 et modulée « *dans un but d'intérêt social en prenant en compte le revenu des agents* », comme le permet l'article 23 du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011, telle qu'exposée dans le tableau ci-dessus ;

Globalement :

- D'approuver les termes de l'accord collectif portant sur la protection sociale complémentaire pour les agents de la Ville de Montpellier, de Montpellier Méditerranée Métropole et du CCAS de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Plan d'action diversité et égalité professionnelle 2024-2026 de la Ville de Montpellier - Approbation

Depuis 2020, le Conseil municipal est fortement engagé dans la promotion de l'égalité, de la diversité et de la lutte contre toute forme de discriminations. Un engagement social fort, qui se décline en politiques publiques ambitieuses à destination des citoyennes et citoyens de la Ville de Montpellier. Dans un souci d'exemplarité, cette exigence de justice sociale se traduit aussi au sein de l'administration, à travers une politique de ressources humaines volontariste pour assurer à l'ensemble des agentes et agents publics de la Ville une égalité de traitement dans tous les aspects de leur activité professionnelle et tout au long de leur carrière au sein de la collectivité.

En effet, le principe d'égalité est un principe fondamental proclamé dans l'article 1er de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, puis réaffirmé dans les différentes constitutions. Ainsi, il est inscrit dans le préambule de la Constitution du 4 octobre 1958 : « *Le peuple français proclame solennellement son attachement aux Droits de l'homme [...] La France [...] assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion* ». Le statut de la Fonction Publique reprend ces principes et les décline à travers les articles 131-1 à 131-13 du Code Général de la Fonction Publique (CGFP).

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier souhaite aller au-delà des principes réglementaires et législatifs qui incombent à tout employeur public. Elle entend devenir un employeur exemplaire et inclusif faisant de l'égalité un socle et un principe diffus au sein de toute la collectivité et partagé par tous les agents. L'administration a ainsi décliné cet objectif à travers son axe 5 du projet d'administration. Il y est inscrit : « *toute forme de discrimination et d'inégalité n'est ni supportable ni acceptable. Notre administration engage ainsi des mesures fortes pour lutter contre ces phénomènes* ».

Dans cette dynamique, Montpellier s'est dotée de son premier plan d'action d'égalité professionnelle 2021-2023. Ce dernier s'appuyait sur les 4 axes réglementairement prévus ainsi que sur un cinquième axe à savoir « *Faire vivre, partager et promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes* », donnant lieu au plan d'actions ci-dessous :

1. Evaluer, prévenir et le cas échéant traiter les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes ;
2. Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux corps, cadres d'emplois, grades et emplois de la fonction publique ;
3. Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale ;
4. Prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes ;
5. Faire vivre, partager et promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Désormais arrivé à son terme, le plan d'action 2021-2023 a fait l'objet d'un bilan qui a, notamment, permis d'interroger ses réussites et axes d'amélioration. Par ailleurs, forte de sa candidature au double label d'Etat « *Egalité professionnelle* » et « *Diversité* » délivré par l'AFNOR, la Ville de Montpellier a pu s'appuyer sur

l'audit réalisé par l'organisme pour enrichir qualitativement ce bilan et donner de nouvelles perspectives pour le plan d'actions 2024-2026.

Ainsi, la Ville a choisi de saisir l'opportunité du renouvellement du plan d'action pour 2024-2026 afin de l'enrichir de la notion de diversité et de concrétiser les engagements pris dans le cadre de la délibération cadre portant sur la politique de promotion de la diversité et de lutte contre les discriminations au sein de l'administration (présentée et adoptée en Conseil municipal du 10 octobre 2023). En effet, à travers celle-ci l'administration s'engage à promouvoir l'inclusion de toutes et tous au sein de la collectivité en construisant son action autour de trois axes :

- Agir sur les biais cognitifs et sociaux pour lutter contre les stéréotypes et les préjugés ;
- Recruter pour attirer une diversité de talents ;
- Développer les indicateurs pour progresser.

Grâce à une méthodologie de co-construction entre agents, managers, organisations syndicales et élus, tous les acteurs de la collectivité se sont engagés dans une ambition conjointe et partagée, celle de faire de la diversité et de l'égalité des principes socles de l'Administration. Pour ce faire, le plan d'action diversité et égalité 2024-2026 s'articule autour de 5 axes retravaillés fixant des projets et actions aux objectifs d'égalité, de diversité ou les deux conjointement :

1. Évaluer, prévenir et traiter les écarts de rémunération constatés ;
2. Garantir l'accès à l'emploi et un déroulement de carrière égalitaire et inclusif ;
3. Favoriser l'articulation des temps de vie personnels et professionnels, notamment en promouvant la prévention en santé au travail ;
4. Prévention et lutte contre toutes formes de violence et discrimination : acculturer à la diversité ;
5. Faire vivre, partager et promouvoir l'égalité professionnelle et la diversité.

Le rapport incluant le bilan du plan d'action 2021-2023 et le plan d'action Diversité et Egalité Professionnelle 2024-2026 est annexé à la présente délibération. Les projets et actions qui le composent rythmeront les trois prochaines années et feront l'objet d'un bilan avant sa réactualisation pour 2026-2028.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du bilan du plan d'action 2021-2023 ;
- D'approuver les termes du plan d'action en faveur de la diversité et de l'égalité professionnelle 2024-2026 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Mise en œuvre du Service Montpelliérain de la Petite Enfance - Expérimentation
des conseils de crèches - Présentation des résultats de la phase 1 - Lancement de
la phase 2 - Approbation**

Sur les fondements de la délibération adoptée en décembre 2023, la Ville de Montpellier est pleinement engagée dans la construction du Service Montpelliérain de la Petite Enfance avec la perspective d'une prise de compétence comme « *Autorité Organisatrice de l'offre d'accueil du jeune enfant* » à la date du 1^{er} janvier 2025 (L. 451-2 du Code de l'action sociale et des familles). Dans cette perspective, elle peut s'appuyer sur les axes stratégiques du projet de mandat, ainsi que sur les orientations définies dans le cadre du Projet Educatif Petite Enfance, qui prévoient un renforcement des actions en faveur du soutien à la parentalité, la co-construction d'actions éducatives et la participation des parents à la vie des Etablissements d'accueil du jeune enfant (EAJE). C'est dans cette logique que l'expérimentation de conseils de crèche a été engagée.

La place qui est réservée aux parents au sein des crèches est primordiale pour un accueil de qualité de leur enfant. La relation de confiance entre le parent et les professionnels de crèches est la base d'un accueil serein et sécurisant pour le jeune enfant. Ce lien de confiance se tisse au fur et à mesure, il se fait dès l'inscription avec le directeur, au moment de la familiarisation, lors des échanges quotidiens avec les référents de l'enfant et la direction. La réunion « *parents* » annuelle et les moments partagés organisés tout au long de l'année (fêtes, cafés des parents) y contribuent également.

Afin d'aller plus en avant dans cette démarche, le Pôle Petite Enfance de la Ville de Montpellier a mis en place une phase expérimentale de conseils de crèche au sein de six établissements volontaires depuis la rentrée 2023, permettant aux parents de s'exprimer dans un cadre dédié sur la vie de la crèche. Le conseil de crèche est une instance consultative qui organise l'expression et la participation des parents sur des sujets à dimension collective de la vie quotidienne au sein de la crèche. L'objectif principal est de permettre des échanges entre les parents, les professionnels et des représentants de l'institution municipale afin de :

- Faciliter la circulation de l'information, renforcer l'expression des parents et mieux appréhender les besoins des familles ;
- Favoriser la participation des parents dans l'émergence et la mise en œuvre d'activités ou de projets d'intérêt collectif, voire leur articulation avec d'autres équipements ;
- Renforcer la coopération entre les professionnels et les parents.

Le conseil de crèche est également informé des conditions générales d'accueil des enfants et de leurs évolutions envisagées. Les parents sont ainsi consultés sur le fonctionnement et la vie quotidienne au sein de la crèche ainsi que sur les projets des travaux en présence de la direction de la crèche, des membres de l'équipe pédagogique, de l'élue à la petite enfance et de la place de l'enfant dans la Ville et un représentant de la direction du Pôle Petite Enfance.

Cette expérimentation a permis des échanges constructifs, riches et variés entre l'institution et les familles. Des projets de travaux et des ateliers participatifs impliquant les parents sont également mis en œuvre dans les six établissements volontaires. Les compositions des conseils de crèches ont pu varier dans cette phase expérimentale mais ceux-ci ont permis de réunir, sur un rythme semestriel, autour de l'Adjointe à la petite enfance, les équipes de direction des crèches, des représentants des professionnels et des représentants volontaires des parents, ainsi que les représentants du Pôle Petite Enfance chargés de la préparation et du suivi des sujets abordés.

Fort de cette première expérience réussie, le Pôle Petite Enfance va continuer cette expérimentation sur l'année 2024-2025 en doublant le nombre de crèches participant à ce projet, avec pour finalité un déploiement des conseils de crèche sur l'ensemble des établissements pour la rentrée 2025.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte des premiers résultats de la démarche participative initiée dans les EAJE municipaux au travers de l'expérimentation des conseils de crèche dans 6 établissements depuis septembre 2023 ;
- D'approuver le principe du lancement d'une seconde phase d'expérimentation avec l'installation de 6 conseils de crèche supplémentaires à la rentrée de septembre 2024 ;
- De préparer les modalités de généralisation des conseils de crèche à partir de septembre 2025.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Mise en œuvre du Service Montpelliérain de la Petite Enfance - Renforcement de l'égalité des droits et des chances, soutien à la parentalité et déploiement d'une politique volontariste en santé environnementale - Etat d'avancement - Présentation

Sur les fondements de la délibération adoptée en décembre 2023, la Ville de Montpellier est pleinement engagée dans la construction du service montpelliérain de la petite enfance avec la perspective d'une prise de compétence comme « *Autorité Organisatrice de l'offre d'accueil du jeune enfant* » à la date du 1^{er} janvier 2025 (L. 451-2 du Code de l'action sociale et des familles). Dans cet objectif elle peut s'appuyer sur les axes stratégiques du projet de mandat ainsi que sur les orientations définies dans le cadre du Projet Educatif de la Petite Enfance qui prévoient le renforcement de la qualité, le développement de l'offre, la promotion de l'égalité des droits et des chances, un renforcement des actions en faveur de l'inclusivité et du soutien à la parentalité, la co-construction d'actions éducatives et la participation des parents à la vie des établissements d'accueil du jeune enfant.

La présente délibération vise à faire un point d'avancement des grands chantiers lancés par la Collectivité dans la construction de ce service montpelliérain de la petite enfance

I. Le lancement d'une stratégie globale d'information des familles, prélude du futur guichet unique

La Ville de Montpellier, dans le cadre du déploiement du service public montpelliérain de la Petite Enfance, a souhaité revisiter et améliorer sa stratégie d'information des familles. Fort de son expérience passée, le Pôle Petite Enfance, dans ce domaine essentiel, pour capter parents et futurs parents, a organisé dès le mois de décembre 2023 des réunions d'information aux familles sur différents quartiers de la Ville. Cette initiative « *d'aller vers* » chaque famille, au cœur des quartiers, pour les informer et les accompagner vers un accueil universel, traduit une volonté de mettre en place à l'avenir « *un guichet unique* » en s'appuyant sur les 8 Relais Petite Enfance (RPE).

Du 4 au 22 décembre 2023, ce sont plus d'une dizaine d'actions qui ont été menées sur les quartiers Mosson-Cévennes, avec comme point d'orgue la journée du 7 décembre à la Maison pour Tous (MPT) Léo-Lagrange. Durant cette période, les séances ont été bâties avec la participation active et importante des partenaires associatifs et institutionnels. Cela a permis notamment de présenter aux familles :

- Les missions de la Direction de la Protection Maternelle et Infantile (DPMI) ;
- Le rôle de soutien des mères en parcours d'alphabétisation par la micro-crèche les Fabulettes ;
- Les programmes d'insertion proposés par Adages et le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) dans le difficile retour à l'emploi pour des familles monoparentales au Revenu de solidarité active (RSA) Socle ;

- L'offre d'accueil, d'aide à la parentalité dans les quartiers avec la rencontre et la présence de gestionnaires ;
- Des journées porte-ouverte et café des parents ;
- Des conférences sur le danger des écrans chez les tout-petits.

En cette occasion, il a été également proposé aux assistantes maternelles, aux familles des temps culturels avec l'itinérance de dispositifs « *mille formes* » en prêt du centre Georges-Pompidou et des séances de lecture et comptines avec une association Relais et Médiathèque.

Ce programme riche et divers, orchestré par les composantes du Pôle Petite Enfance a été dupliqué sur d'autres quartiers de la ville selon le planning suivant :

- En janvier quartiers Croix d'Argent / Val de Croze ;
- En février quartiers Port Marianne / Près d'Arènes ;
- En mars quartiers Centre-Ville / Aiguelongue.

L'idée directrice de ce déploiement est qu'à terme un dialogue, un entretien personnalisé puisse être proposée à chaque famille avant l'entame de toutes démarches.

A partir de l'automne 2024, cette approche sera reconduite dans le cadre d'une stratégie multicanal :

- Réunion d'information des familles à l'Hôtel de Ville et dans les différents quartiers (à partir des RPE et des MPT) ;
- Expérimentation de webinaire d'information pour capter les publics attachés aux échanges numériques ;
- Lancement de nouvelles séquences d'information, notamment à l'occasion du prochain festival de l'éveil des tous petits, sur les sujets d'appui à la parentalité et de prévention de la surexposition aux écrans ;
- Dynamisation du site internet et réalisation de supports vidéos et numériques pour valoriser l'accueil en RPE, en crèches et le déploiement du « *guichet unique* ».

II. Une politique en santé environnementale volontariste

Afin d'offrir un service public de qualité et égalitaire, le Pôle Petite Enfance depuis janvier 2024 déploie la fourniture des gouters sur l'ensemble des crèches qui n'en bénéficiaient pas jusqu'alors, sur les 8 crèches concernées (Pitchot Nanet, Europa Assas, Chats Bottés, Chamson, Mary Poppins, Oustal dou Caganis, la Coupole et Maison des enfants), 2 sont désormais livrées en goûter (La coupole, Mary Poppins) et une en liaison froide complète (repas et gouters pour Maison des Enfants).

La livraison des 5 crèches restantes se déploie selon le rétro planning défini jusqu'en décembre 2024. Deux crèches (Pitchot Nanet, et les Chats bottés) seront livrées en goûter à partir de fin Juin, et passeront en liaison froide complète dès septembre 2024. Une crèche (Europa Assas) passera également en livraison de gouters en fin juin 2024.

Pour ce qui concerne la livraison des repas, 5 crèches n'en sont pas encore pourvues, car elles nécessitent des travaux dans les cuisines existantes. Une étude de faisabilité est en cours avec pour objectif de livrer l'ensemble des crèches d'ici la rentrée 2025.

Au-delà de l'égalité de traitement des familles, fournir les repas et gouters à l'ensemble des crèches permet à chaque enfant accueilli de bénéficier de repas équilibrés, variés et sains, tout en favorisant la santé environnementale en luttant contre les perturbateurs endocriniens. Les menus élaborés comportent au minimum 50% d'aliments biologiques. Les fournisseurs retenus par la Ville de Montpellier s'engagent à respecter des denrées issues du commerce équitable, de produits locaux et de saison. Les menus des établissements bénéficiant d'une liaison froide sont livrés dans des barquettes sans bisphénol, phtalate, chlore, métaux. Des nouveaux contenants encore plus respectueux de la santé sont prévus pour l'année 2025.

La démarche du Pôle Petite Enfance en matière de lutte contre les perturbateurs endocriniens se traduit aussi par le déploiement d'une démarche écoresponsable à travers de multiples projets et actions en lien avec les autres Pôles de la Ville :

- Tri sélectif au sein des crèches et lutte contre le gaspillage alimentaire ;
- Achat progressif de vaisselles en verre, porcelaine ou inox ;
- Mise en test de technique de nettoyage des locaux sans produits d'entretien dans plusieurs crèches ;
- Désimperméabilisation et végétalisation des cours ;
- Etude annuelle sur l'impact des ondes radios dans les crèches ;
- Entrée dans le réseau Ecolocrèche – Labelvie pour 5 crèches et 1 RPE ;
- Accompagnement dans le diagnostic du fonctionnement de 2 crèches pilotes par la société Primum engagée dans la lutte contre les perturbateurs endocriniens ; qui accompagne aussi la Ville pour intégrer des achats plus responsables dans les marchés publics notamment sur les produits d'entretien, les jeux, jouets et meubles ;
- Expérimentation d'une crèche de semi-plein air pour la prochaine crèche issue de la fusion des deux établissements Coquelicots et Boutons d'Or ;
- Participation du Pôle Petite Enfance au laboratoire ville à hauteur d'enfants ;
- Intégration au réseau 100 jours Occitanie ;
- Participation volontaire à l'élaboration d'une boîte à outils de prévention primaire, secondaire et tertiaire sur les violences sexuelles et sexistes pour les enfants de moins de 5 ans en collaboration avec le CHU de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de l'avancée des chantiers dans le cadre de la mise en œuvre du Service Montpelliérain de la Petite Enfance ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Mise en œuvre du Service Montpelliérain de la Petite Enfance - Critères d'attribution des places en crèches municipales - Évaluation de la phase expérimentale - Approbation

La Ville de Montpellier gère actuellement l'attribution de plus de 1 570 places proposées par les crèches municipales en régie, en délégation de service public et par les crèches partenaires qu'elle finance, et dont le mode de gestion varie : gestion privée avec réservation de places et gestion associative dans le futur avec la mise en place progressive des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM). L'ensemble de ces places est attribué à partir d'une grille de cotation établissant des règles identiques posées par la Ville, dans le cadre de commissions d'attribution se tenant en avril ou au fil de l'eau tout au long de l'année.

La Ville de Montpellier expérimente depuis 2023 (délibération d'avril 2023) de nouvelles règles d'attribution qui visent à :

- Faire des crèches des lieux d'inclusion sociale et agir pour l'égalité des chances dès les premiers pas ;
- Favoriser l'intégration en milieu ordinaire des enfants en situation de handicap ;
- Soutenir l'accès à la crèche des enfants issus des familles modestes et de la classe moyenne ;
- Soutenir l'emploi ainsi que le retour à l'emploi ;
- Promouvoir l'égalité femmes-hommes ;
- Favoriser la mixité sociale dans tous les quartiers de la ville ;
- Accompagner les parentalités.

A cet effet, la Ville a approuvé une grille de cotation expérimentale, sous la forme de barèmes de points cumulatifs. La Ville de Montpellier a de surcroît fait le choix de rendre cette grille totalement transparente, annexée au règlement de fonctionnement des crèches et mise à disposition de toutes les familles. Pour mémoire, ces nouvelles règles d'attribution de places s'articulent autour de 4 principes :

- Une cotation des demandes établie à partir de différents critères, dont celui du revenu ;
- Une étude prioritaire par les assistants de service social par rapport à des situations particulières ;
- La prise en compte des capacités réelles d'accueil de chaque établissement, afin de garantir un accueil de qualité ;
- Une régulation des places attribuées visant à rompre la reproduction des inégalités sociales et à préserver la mixité sociale.

La délibération du Conseil municipal approuvée en avril 2023 posait le principe d'une évaluation de l'impact de cette réforme et la présentation d'un bilan de cette expérimentation. Ce bilan confirme que les effets induits par les nouvelles règles correspondent largement aux objectifs assignés :

1 – Faire des crèches des lieux d'inclusion sociale et agir pour l'égalité des chances dès les premiers pas

Deux mesures d'importance permettent d'atteindre cet objectif :

- a) Un suivi et une organisation efficiente et rapide par un assistant de service social chargé d'analyser les situations familiales les plus délicates. Des entretiens approfondis sont proposés aux familles et, après l'accord de ces dernières, avec les acteurs sociaux qui les accompagnent. Lors des commissions plénières de 2024, ce sont 51 dossiers en priorité sociale qui ont été validés soit 91% des familles concernées. Ces données sont en hausse constante depuis 2022 (85% en 2023 et 77% en 2022) ;
- b) Des places réservées dans le cadre du plan pauvreté en collaboration étroite avec le Département. La quasi-totalité des quartiers de la ville est désormais concernée par cette mesure et la Ville a procédé en 2023 au doublement des places affectées aux orientations prioritaires de la Protection Maternelle et Infantile (PMI) dans le cadre du plan pauvreté (8 places).

2 – Favoriser l'intégration en milieu ordinaire des familles confrontées au handicap

La mise en place en 2024, en amont de la commission plénière, d'un Comité Santé et Handicap, a permis d'étudier et de garantir un accueil pour 17 enfants porteurs de handicap (100% d'admissions). Le rôle des référents santé et accueil inclusif dans ce dispositif est primordial. Il permet d'échanger avec les familles et les professionnels de santé sur, d'une part, l'organisation familiale et, d'autre part, sur les besoins spécifiques d'accueil. L'objectif de cette mesure est d'également favoriser le meilleur accueil et par conséquent tenir compte des contraintes objectives des établissements.

En tenant compte du handicap dans les familles, fratrie, parents, ce sont 34 demandes validées en 2024 avec un taux d'admission moyen de 72%. Par comparaison, ce taux n'était que de 68% en 2023 et 32% en 2022).

3 – Soutenir l'accès à la crèche des enfants issus des familles actives modestes et de la classe moyenne, dont les revenus rendent difficile le recours à une assistante maternelle ou à une crèche privée en mode prestation d'accueil du jeune enfant (Paje)

L'attribution des places en crèche se fait sur la base du nombre de points affectés à chaque dossier. La grille de cotation a été restructurée en profondeur, avec notamment l'introduction d'un critère sur le revenu, en expérimentant des tranches de ressources en adéquation avec la tarification Caisse Nationale d'Allocations Familiales (CNAF). Cinq tranches ont ainsi été définies, affectant entre 10 et 50 points, auxquels s'ajoutent 60 points lorsque le ou les parents sont en activité, visant ainsi à porter une attention particulière aux familles modestes actives, ainsi qu'aux familles de la classe moyenne.

L'analyse des dossiers étudiés et des dossiers acceptés lors des commissions montre que les objectifs sont plutôt bien atteints, car ce calcul favorise les tranches les plus basses couplées avec le ou les parents en activité. A titre indicatif, le tarif horaire moyen des familles accueillies sur les établissements municipaux passe de 1,87 € en 2022 à 1,80 € en 2024.

4 – Soutenir l'emploi et le retour à l'emploi, et promouvoir l'égalité femmes-hommes

Cette modalité d'attribution de points permet de mieux prendre en compte le statut de demandeur d'emploi. Il en est de même pour les formations qualifiantes qui ont été intégrées dans l'activité. Ce soutien au retour à l'emploi est aussi une manière de soutenir l'emploi féminin.

L'analyse détaillée des dossiers acceptés lors des commissions d'avril 2023 et avril 2024 montre que plus de 75% des dossiers acceptés ont été déposés par des familles dont les deux parents (ou le parent en cas de monoparentalité) travaillent, sont étudiants ou en formation.

Par ailleurs, la commission d'attribution 2024 a permis de mieux prendre en compte les agents Ville/Métropole/CCAS, ainsi que les métiers en tensions (professions hospitalières, métiers de la sécurité...) avec respectivement 65% d'admission pour les premiers et 44% pour les seconds. Une partie significative des demandes, actuellement en liste d'attente, devraient avoir une réponse positive d'ici au mois de

septembre.

5 – Accompagner les parentalités

- a) Soutenir la monoparentalité : une attention forte est portée aux situations de monoparentalité avec l'attribution de 10 points, auxquels s'ajoutent 20 points supplémentaires lorsque le parent est isolé, sans le soutien de l'autre parent, et cela quelle que soit sa situation professionnelle. L'analyse des résultats des commissions depuis 2022 montre que le taux d'admission moyen est passé de 40% à 60%. Cette année, ce sont près de 153 dossiers (admissions et listes complémentaires) qui ont été validés par les commissions plénières ;
- b) Soutenir la jeune parentalité : la Ville souhaite soutenir la jeune parentalité en attribuant 30 points supplémentaires aux familles dont un parent est mineur. Cela leur garantit un accueil, car, pour la plupart du temps, le jeune parent est encore dans un cursus scolaire.

En conclusion, les effets de cette réforme sont plutôt concluants et tiennent les objectifs premiers. La double finalité des crèches est respectée à savoir permettre aux parents de jeunes enfants de concilier vie professionnelle, vie familiale, vie sociale et vie personnelle, mais aussi favoriser l'épanouissement et le développement physique, psychique, affectif, cognitif et social des tout-petits en se tournant prioritairement vers ceux qui en tireront le plus grand bénéfice.

NB : les taux d'admissions des publics prioritaires au regard de la grille de cotation doivent être interprétés au regard du taux moyen d'admission qui se situe à 33% à l'issue des commissions d'attribution d'avril et à environ 66% au début du mois de septembre, après réduction naturelle d'une partie de la liste d'attente.

Au final, l'expérimentation d'une grille de cotation, depuis 2023, a permis d'atteindre les objectifs définis dans le cadre du projet de mandat avec un accueil dans les crèches municipales représentatif de la sociologie de la population de la ville, tourné vers une plus grande mixité et inclusivité et permettant d'assurer le développement des tout-petits en luttant contre les inégalités de destin.

Au regard de ce bilan, il est proposé de pérenniser ces règles d'attribution et continuer néanmoins d'observer les effets de cette réforme sur plusieurs exercices, afin d'adapter si nécessaire la grille de cotation. A ce titre, une réflexion est menée actuellement avec les crèches associatives sur la fratrie, dont un enfant est déjà accueilli, et il est proposé d'introduire l'attribution d'un score de 10 points supplémentaires dans le cadre d'une demande d'accueil de fratrie.

Avec l'intégration progressive des crèches associatives, il est également envisagé d'introduire progressivement une sectorisation de l'offre et des besoins (expressions des vœux par secteur géographique).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de l'évaluation des nouvelles règles d'attribution des places en crèches municipales ;
- D'approuver la grille de cotation consolidée 2024, notamment le principe d'une attribution de 10 points dans le cadre de l'accueil de fratries ou de famille d'enfants âgés de 3 ans et moins en attente de places ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Réalisation d'un Relais Petite Enfance dans le quartier Val de Croze - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat -
Approbation - Autorisation de signature

Le développement de nouvelles places de crèches constitue un enjeu majeur de la Ville de Montpellier car il contribue à répondre aux besoins croissants de sa population, aux objectifs de cohésion sociale et à l'attractivité de son territoire. Forte de ce constat, la Ville a fixé pour objectif de mandat la création de 300 places d'accueil supplémentaires à travers des projets de construction ou d'extension de crèches.

En complément de cette action orientée vers l'accueil collectif, la Ville entend aussi contribuer à soutenir et redynamiser le potentiel d'accueil individuel qui représente près de la moitié de son offre d'accueil totale. Pour ce faire, il est essentiel de renforcer l'action des Relais Petite Enfance (RPE) par l'accroissement de leur nombre, l'amélioration de la qualité de fonctionnement des plus anciens et la réorganisation territoriale des huit relais existants afin d'être au plus près des besoins de la population concernée.

Ainsi, depuis septembre 2022, la couverture du territoire délimité par les sous-quartiers la Chamberte, Pas du loup et la Martelle a été attribuée au RPE « *Antigone 2* », initialement positionné en dédoublement du RPE « *Antigone 1* » situé dans le quartier Centre. L'enjeu consiste donc aujourd'hui à relocaliser le fonctionnement de ce RPE au sein de son nouveau périmètre d'intervention. La solution a été trouvée par l'acquisition d'un local spacieux en pied d'immeuble d'ACM, sur la place de Chine, dans le secteur Val de Croze. Le futur local fera face à une station d'arrêt de la 5ème ligne du tramway et offrira notamment deux bureaux, une salle d'activité spacieuse, une pièce pour le personnel et des sanitaires adaptés aux enfants. Une terrasse couverte sera aussi mise à disposition privative du RPE.

La vocation de ce RPE, renommé « *Val de Croze* », est diverse :

- En direction des parents, il informe sur l'ensemble des modes d'accueil individuels et collectifs existants sur la commune et peut les orienter vers des modes d'accueil spécifiques correspondant à des besoins particuliers (horaires atypiques, handicap, ...). Il délivre aussi une information générale en matière de droit du travail et oriente vers des interlocuteurs privilégiés ;
- En direction des assistants maternels (Assmats) et des enfants, le RPE informe sur les aspects liés aux métiers, notamment ceux dédiés à l'accueil individuel. Il délivre aussi une information générale en matière du droit du travail et oriente vers des interlocuteurs privilégiés. Enfin, il propose un cadre de rencontres et d'échanges de pratiques professionnelles et des animations ouvertes principalement aux Assmats et aux enfants dont ils ont la garde. De surcroît, il mène des actions favorisant la formation continue des Assmats.

Le second bureau sera dédié au guichet unique, ouvert à toutes les familles et permettant de faciliter les démarches afin de garantir une information complète et fiable ainsi qu'un accompagnement adapté.

Compte tenu de l'inscription du projet dans une rénovation d'ensemble des résidences ACM du quartier, la

Ville et ACM Habitat ont décidé de confier la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du RPE à ACM Habitat dans le cadre d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage. En effet, le Code de la commande publique dispose en son article L. 2422-12 que *« lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage mentionnés à l'article L. 2411-1 [...], ceux-ci peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme »*. Au vu de ces éléments, il est convenu que la Ville transfère temporairement sa maîtrise d'ouvrage à ACM Habitat uniquement pour la réalisation de l'immeuble destiné à accueillir le RPE ainsi que l'espace extérieur (terrasse).

Le coût total de l'opération RPE est estimé à 521 418 € TTC, dont 260 000 € pour l'acquisition du foncier et 200 000 € HT pour la réalisation du RPE, travaux objet de la convention de co-maîtrise d'ouvrage avec ACM. La Caisse d'Allocations Familiales sera sollicitée pour une subvention d'investissement qui sera perçue par la Ville à l'issue de la réalisation du RPE. De plus, ce RPE se situant dans un quartier politique de la Ville, il est envisagé de solliciter une dotation Politique de la Ville.

Afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'autoriser ACM Habitat à déposer toute demande d'autorisation d'urbanisme nécessaire à la réalisation des travaux. A l'issue de l'opération, le transfert de propriété d'ACM Habitat à la Ville de Montpellier de la partie d'ouvrage constituant le RPE interviendra par la réitération d'un acte authentique, au terme de la réalisation par ACM Habitat d'un Etat de Division en Volumes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la réalisation d'un nouveau RPE dans le quartier Val de Croze en remplacement du RPE Antigone 2 (relocalisation) ;
- D'approuver les termes de la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat pour la réalisation de cet équipement ;
- D'autoriser ACM Habitat à solliciter les autorisations d'urbanisme nécessaires à la réalisation des travaux auprès des services compétents ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Appel à projets à l'attention des gestionnaires à but non lucratif d'établissements d'accueil du jeune enfant pour la mise à disposition des futurs locaux d'une crèche dans le quartier de la Pompignane - Lancement - Approbation

La Ville de Montpellier a souhaité faire de la Petite Enfance une politique publique prioritaire afin de réaliser le projet de ville à hauteur d'enfants et de développer et soutenir une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains. Cette ambition passe par la mise en œuvre d'une politique d'accueil du jeune enfant qui doit pouvoir répondre aux impératifs de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et tendre vers le principe d'universalité en assurant à chaque famille l'opportunité de pouvoir trouver une offre d'accueil adaptée pour leur(s) enfant(s) et à lutter contre les inégalités sociales et la pauvreté des enfants.

Aujourd'hui, le territoire communal propose une offre d'accueil qui repose avant tout sur un réseau municipal, fort de 30 établissements, représentant à elle seule 50% de l'offre totale d'accueil collectif du territoire. Cependant, celle-ci restant insuffisante au regard des besoins croissants de la population du territoire, le développement de nouvelles places de crèches constitue donc un enjeu primordial pour la Ville. C'est pourquoi, elle a d'ores et déjà programmé la construction de nouvelles crèches, avec l'objectif de créer 300 nouvelles places d'ici 2026. Parmi ces nouvelles structures, une crèche sera livrée en juin 2026 dans le quartier de la Pompignane.

Afin de compléter et diversifier l'offre d'accueil proposée aux familles Montpelliéraines, la Ville a posé, dans la délibération cadre du 11 décembre 2023 portant création du Service Montpelliérain de la Petite Enfance, le principe d'un soutien renforcé au service public municipal et aux acteurs associatifs gestionnaires de Services Sociaux d'Intérêt Général afin garantir une offre de qualité. La collectivité souhaite ainsi proposer les futurs locaux de la crèche située dans le secteur de la Pompignane à un gestionnaire associatif dans le cadre d'une procédure d'appel à projets. Le lancement de cet appel à projets permettra d'identifier, sur la base de différents critères, un acteur à but non lucratif (association, organisme mutualiste...) engagé et en capacité de gérer un établissement dans ces locaux.

Plus précisément, la Ville de Montpellier soutiendra, dans le strict respect de ses compétences, un acteur souhaitant développer un projet d'accueil du jeune enfant s'apparentant à un Service Social d'Intérêt Général dans le quartier de la Pompignane, par la mise à disposition des locaux de cette future crèche, d'une capacité d'accueil de 48 berceaux avec une surface de plancher de 794 m².

Pour cela, les projets proposés devront, en conformité avec les textes relatifs à la petite enfance en vigueur, prendre en considération les enjeux suivants :

1. La prise en compte des enjeux spécifiques du territoire en cohérence avec les objectifs généraux de la Convention Territoriale Globale (CTG) signée par la Ville de Montpellier et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault, en s'adaptant aux attentes particulières des familles et aux besoins des enfants accueillis notamment en ce qui concerne les horaires d'ouverture et de prise en charge des enfants ;
2. L'accueil et l'accompagnement épanouissant des jeunes enfants à partir de 10 semaines et possiblement jusqu'à 6 ans pour les enfants à besoins spécifiques ;
3. La participation active des familles à la vie de l'établissement ;
4. La participation de l'établissement à l'animation de la vie sociale et culturelle locale ;
5. La mise en place d'une politique d'attribution des places prenant en compte la capacité contributive

- et la situation des familles, notamment les enjeux d'inclusion et de mixité définis dans la CTG ;
6. La sensibilisation des enfants et de leurs familles aux enjeux de la transition écologique.

Au regard de la pertinence du projet retenu, la Ville se réserve le droit de formaliser ses relations avec le candidat retenu à travers une convention de mise à disposition des locaux ainsi qu'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens pour soutenir le fonctionnement de son activité. A ce titre, le candidat retenu pourra solliciter, pour chaque année, l'attribution d'une aide au fonctionnement tant pour l'accueil des petits montpelliérains que pour la mise en œuvre de son projet éducatif, sous réserve du vote du budget municipal et de l'évaluation annuelle du projet déposé.

Les principales caractéristiques de l'appel à projets sont les suivantes :

1. Critères d'éligibilité pour candidater :

- Être une personne morale (association loi 1901, fondations, groupement d'intérêt public, mutuelle privée non lucrative ...)
- Adhérer au principe de la Prestation de Service Unique dont les nouvelles dispositions figurent dans les circulaires n°2014-009 du 26 mars 2014 et n°2019-005 du 5 juin 2019 ;
- Présenter un dossier complet dans le respect du calendrier prévu dans le présent appel à projets.

2. Critères de sélection des projets :

- La prise en compte du cadre réglementaire et des valeurs définies dans les documents de référence au niveau national et local, en matière de politiques familiales. La conformité et la cohérence du projet avec les objectifs et orientations du Projet Educatif Petite Enfance de la Ville seront notamment appréciées ;
- La présentation d'un projet de qualité, garant d'un accueil inclusif, y compris celui des enfants à besoins spécifiques, pouvant être évalué au moyen d'outils de pilotage d'activité ;
- La cohérence et la qualité de l'encadrement et de la composition d'équipe ;
- La transparence des modalités d'attribution des places, au regard de la capacité contributive et de la situation des familles, ainsi que la volonté d'intégrer le guichet unique proposé par la Ville ;
- La présentation d'un modèle de gouvernance démocratique, participative et ouverte, respectant les valeurs de la laïcité et favorisant l'égalité femme-homme ;
- La pérennité du modèle économique du projet d'occupation.

3. Calendrier prévisionnel :

- Lancement de l'avis d'appel à projets : été 2024 ;
- Date limite de transmission des candidatures : 30 octobre 2024 ;
- Choix du candidat retenu (après audition et classement par un jury) : 1^{er} trimestre 2025 ;
- Ouverture prévisionnelle de la crèche du secteur Pompignane : juin 2026.

La publicité de cet appel à projets sera diffusée sur le site internet de la Ville et les dossiers seront étudiés par un jury d'examen des candidatures.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le lancement de l'appel à projets à l'attention des gestionnaires à but non lucratif d'Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant pour la mise à disposition des futurs locaux de la crèche située dans le secteur de la Pompignane ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Conventions Pluriannuelles d'Objectifs et de Moyens (CPOM) entre la Ville de Montpellier et les associations gestionnaires de structures Petite Enfance -
Approbation - Autorisation de signature

La Ville de Montpellier a souhaité faire de la Petite Enfance une politique publique prioritaire afin de réaliser le projet de Ville à hauteur d'enfant et de développer et soutenir une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains. Cette ambition passe par la mise en œuvre d'une politique d'accueil du jeune enfant qui doit pouvoir répondre aux impératifs de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et tendre vers le principe d'universalité en assurant à chaque famille l'opportunité de pouvoir trouver une offre d'accueil adaptée pour leur(s) enfant(s) et à lutter contre les inégalités sociales et la pauvreté des enfants.

Acteur majeur, au côté du service public municipal, de cette politique ambitieuse, le secteur associatif et mutualiste à but non lucratif constitue depuis longtemps une composante essentielle de l'accueil de la petite enfance sur le territoire montpelliérain. Soucieuse de préserver et de dynamiser cette offre associative, la Ville entend renforcer son partenariat avec les acteurs associatifs et créer avec eux un « *Service Montpelliérain de la petite enfance* » autour de valeurs et de principes d'actions librement partagés. Cette inflexion importante repose sur la reconnaissance des missions d'intérêt général portées par le tissu associatif, la réponse à des besoins spécifiques et le soutien aux initiatives innovantes en faveur des familles montpelliéraines.

Ainsi, par délibération du 11 décembre 2023 portant création du Service Montpelliérain de la Petite Enfance, le Conseil municipal a autorisé le principe et le déploiement d'un partenariat renforcé avec les gestionnaires associatifs de structures petite enfance s'appuyant sur de nouvelles Conventions Pluriannuelles d'Objectifs et de Moyens (CPOM). Concrètement, ce nouveau conventionnement se substitue aux précédentes conventions passées avec les crèches associatives et dont le soutien financier de la collectivité portait uniquement sur l'activité (1€10 par heure facturée). Cette « *contractualisation* » pluriannuelle et adaptée à chaque association permet ainsi de combiner le financement à l'activité déjà existant et un financement complémentaire permettant d'accompagner les projets associatifs qu'elles ont librement définis dans le champ de la petite enfance en cohérence avec les objectifs généraux de la Convention Territoriale Globale signée par la Ville de Montpellier et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault. Elle vise ainsi à soutenir les acteurs à but non lucratif engagés dans la mise en œuvre de Services Sociaux d'Intérêt Général et investis dans des enjeux spécifiques (inclusion, mixité sociale, lutte contre les inégalités, soutien aux familles monoparentales isolées, renforcement de la prévention et du soutien à la parentalité, développement de l'offre d'accueil...). La Ville entend ainsi contribuer à la qualité, au maintien et au développement de l'offre associative.

De la signature de chaque CPOM découlera un dialogue de gestion annuel entre la Ville et l'association afin de prendre en compte la situation générale et la mise en œuvre des projets, mais également de déterminer le montant annuel du financement complémentaire. La présente délibération vise à autoriser la signature de

CPOM avec les trois associations gestionnaires des établissements d'accueil du jeune enfant suivantes :

- Association culturelle et sociale du Polygone ;
- Association Gammes ;
- Association UDAF.

Au-delà du financement proposé pour l'année 2024 et pour assurer une certaine visibilité aux associations sur le court et moyen terme, les montants des subventions allouées sont inscrits, à titre indicatif, dans des budgets prévisionnels annexés aux CPOM, sur une période de trois ans. Les subventions seront versées aux associations selon les modalités prévues dans les CPOM, sous réserve du vote du Budget Primitif et des crédits afférents.

Pour 2024, les financements prévus pour chacune des 3 associations listées ci-dessus sont énoncés ci-après :

➤ Association culturelle et sociale du Polygone :

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
Mill' & un Lutins	47	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1,2, 3 et 4 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité : organisation d'espaces temps individualisés, soutien renforcé des familles en situation de précarité sociale ; - Projet de crèche « <i>hors les murs</i> » avec la mise en place d'un partenariat avec la ferme urbaine collaborative située à proximité de la crèche ; - Handicap et inclusion : sensibilisation et formation des équipes, accompagnement individuel, aménagement de temps de travail concertés... ; - Eveil artistique et culturel : sorties régulières, interventions musicales 1/semaine, participation au festival de l'éveil. 	19 975 €

A la suite de la déclaration d'un péril sur le bâtiment, la crèche a été contrainte de fermer et d'arrêter brutalement son activité en décembre 2022. Aujourd'hui, l'association a trouvé une solution de relogement dans de nouveaux locaux, à réaménager entièrement, au sein du quartier du Millénaire. La réouverture est prévue pour le dernier trimestre 2024. Compte tenu des enjeux spécifiques liés à cette réouverture, il est proposé un accompagnement complémentaire à la CPOM sous forme d'une subvention exceptionnelle de fonctionnement d'un montant de 60 000€ sous réserve de la confirmation d'ouverture de la crèche.

EAJE	Nombre de places	Nature de la subvention	Montant 2024
Les Mill' & un Lutins	47	Subvention exceptionnelle de fonctionnement	60 000 €

➤ Association Gammes :

EAJE	Nombre de places	Subvention horaire (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
La Marelle	10	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité avec le développement de lieux ressources, l'organisation d'action de prévention santé et de cafés des parents ; 	13 000 €

			<ul style="list-style-type: none"> - Enjeux spécifique : accueil des enfants des familles en grandes difficultés sociales hébergés et accompagner dans le cadre des autres dispositifs de l'association ; - Qualité d'accueil : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Pour les repas recours à des prestataires locaux et à des produits biologiques ; ▪ Démarche écoresponsable avec la mise en place du tri sélectif et du recyclage ; ▪ Développement d'actions culturelles (musée...) ; ▪ Pôle dédié à la qualité de vie au travail. 	
--	--	--	--	--

➤ Association UDAF :

EAJE	Nombre de places	Subvention horaire (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
Costebelle	31	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité : accompagnement et accueil des mamans du Centre Bouissonade / organisation de café des parents... - Qualité d'accueil : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement de la qualité d'accueil contrôle de la qualité de l'air (norme ISO 9001 et 26000) ▪ Sensibilisation à la biodiversité ▪ Formation des personnels ▪ Développement d'activité culturelles (Musée, médiathèque...) ▪ Sorties: ateliers motricité, écolo thèque... 	20 150 €

Les modalités du financement municipal de ces actions ainsi que les obligations des gestionnaires associatifs sont précisées dans les CPOM. Elles sont conclues pour une durée de 3 ans soit du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026 et abrogent les conventions de partenariat précédemment conclues entre la Ville et ces associations.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le montant de la subvention à 1,10 €/heure facturée pour le soutien de l'activité des trois associations ; le montant des subventions à verser au titre de l'année 2024 au profit de l'Association Culturelle et Sociale du Polygone, l'Association Gammes et l'Association UDAF ; le montant de la subvention exceptionnelle au profit de l'Association Culturelle et Sociale du Polygone ;
- D'approuver les termes des trois conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens pour la période 2024-2026 entre la Ville de Montpellier et l'Association Culturelle et Sociale du Polygone, l'Association Gammes et l'Association UDAF, et de la convention d'attribution de la subvention exceptionnelle ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Chorégraphie et petite enfance - Convention cadre de partenariat entre la Ville de Montpellier, le Centre Chorégraphique National de Montpellier et la Compagnie Satellite - Approbation - Autorisation de signature

Le protocole d'accord interministériel de mars 2016 pour l'éveil artistique et culturel des jeunes enfants invite les gestionnaires d'établissements d'accueil du jeune enfant et les structures culturelles à s'engager, ensemble, dans un parcours d'éducation artistique. Par ailleurs, dans le cadre de sa politique petite enfance, la Ville de Montpellier est déjà largement impliquée dans cette orientation de sensibilisation artistique et culturelle en offrant un panel d'ateliers aux enfants accueillis dans les établissements municipaux. De plus, parce que l'éveil artistique et culturel du jeune enfant est un enjeu essentiel dans la construction et le développement de l'enfant, la Ville de Montpellier l'a également inscrit dans l'un de ses quatre axes structurant de son Projet Educatif Petite Enfance.

Dans cette perspective, la Ville et le Centre Chorégraphique National de Montpellier (CCNM) ont conçu en 2018 un premier projet de partenariat innovant et précurseur qui consistait à proposer aux enfants des crèches, accompagnés de leurs parents, des ateliers et des moments d'échanges autour de la danse, en lien avec divers partenaires culturels du territoire. Ce premier partenariat associait la Ville, le CCNM et la Compagnie Action d'Espace. La convention étant arrivée à son terme le 31 décembre 2023 et au regard de son succès, il a été décidé de poursuivre ce partenariat avec une nouvelle compagnie de danse, la Compagnie Satellite.

Ce nouveau partenariat consiste à proposer aux établissements, et notamment ceux concernés par les publics des quartiers politique de la Ville :

- La réalisation d'ateliers dansés dans les établissements municipaux et associatifs d'accueil du jeune enfant, en présence des parents ;
- Des demi-journées de formation de sensibilisation à la danse pour les professionnels des établissements engagés dans le projet ;
- Des rencontres artistiques, intitulées « *dialogues* », qui constituent un espace de création autour de la danse, de la pratique de spectateur, auxquels sont conviés les enfants avec leurs parents. Ces « *dialogues* » peuvent associer des partenaires culturels volontaires tels que le Musée Fabre, le MOCO Panacée, le réseau des Médiathèques de la Métropole ou encore l'Opéra Orchestre National Montpellier Occitanie ;
- La participation d'un photographe pour documenter et valoriser le projet.

Les objectifs de ce projet sont également :

- D'initier les jeunes enfants à l'éveil artistique et culturel, pour tous les publics et notamment pour les enfants les plus éloignés des structures culturelles avec une volonté de mixité sociale et d'égalité d'accès ;

- De développer les compétences des professionnels de la petite enfance pour accompagner les « *tout-petits* » dans leurs capacités à « *bouger, chanter, lire, danser* » ;
- De permettre aux professionnels et aux parents de porter un nouveau regard sur les enfants et sur leurs compétences ;
- De favoriser la rencontre entre les professionnels de la petite enfance et les artistes autour d'une structure culturelle ;
- De renforcer et travailler la relation avec les parents à travers ce vécu partagé.

Il est à noter que dans le cadre de ce partenariat, le CCNM s'engage à coordonner et solliciter les financements nécessaires auprès des différents partenaires mobilisés tels que le Pôle Culture de la Métropole, la DRAC, la CAF de l'Hérault ou encore tout autre opérateur financier concerné. Pour sa part, la Ville contribue financièrement à ce projet en versant une participation annuelle dont le montant est proportionnel au nombre d'établissements engagés dans le projet (500 € TTC par établissement).

Les modalités des engagements réciproques sont prévues dans une convention de partenariat signée entre la Ville, le CCNM et la Compagnie Satellite conclue du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024. Dix établissements sont engagés et la Ville prévoit en conséquence le versement d'une participation de 5 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, de l'ICI-CCNM et de la Compagnie Satellite ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Délégation de service public pour la gestion de la crèche municipale Liselotte -
Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature

Située en plein cœur de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Rive Gauche, la crèche Liselotte est un établissement d'accueil du jeune enfant qui offre une capacité de 72 places en accueil collectif. Par délibération du 5 juin 2023, le Conseil municipal a décidé de confier la gestion de la crèche Liselotte dans le cadre d'une délégation de service public (DSP) à la Société Mutualité Française Grand Sud pour une durée de 5 ans et un mois à compter du 1^{er} juillet 2023 et jusqu'au 31 juillet 2028.

Pour exploiter la crèche dans les conditions prévues par le présent contrat, le délégataire perçoit une participation communale fixée pour la durée du contrat et indépendamment des résultats annuels d'exploitation. La participation financière de la ville pour l'exécution du service délégué est assise sur la fréquentation horaire des enfants en accueil collectif selon la formule suivante :

$$\text{Participation} = 2,20 \text{ €} \times \text{nombre d'heures facturées en accueil horaires classiques (7h30 à 18h30)} + 2,02 \text{ €} \times \text{nombre d'heures facturées en horaires élargis (6h à 7h30 et de 18h30 à 21h30)}$$

Les heures sont comptabilisées dans les mêmes conditions que celles visées à la circulaire CNAF en vigueur.

Le contrat prévoit également une indexation du montant de la participation communale par l'application de la formule d'indexation suivante :

$$\text{Pr}_0 \times (0,7 \times [\text{In} / \text{Io}] + 0,30 \times [\text{Mn}/\text{Mo}])$$

Les modalités d'application de cette indexation nécessitent la modification de la référence de l'indice du « *prix à la consommation harmonisé* », afin de corriger une erreur matérielle (modification de l'identifiant INSEE : 001759971). La date retenue pour l'indexation est précisée (1^{er} septembre 2024).

Il est donc proposé de modifier, dans ce sens, le contrat actuel dans le cadre d'un avenant n°1 qui prendra effet à compter de sa notification. Cet avenant n'a pas d'impact sur le chiffre d'affaires initial du contrat. Il est conclu conformément aux dispositions de l'article L. 3135-1 5° du Code de la commande publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public de la crèche Liselotte ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Règlement de fonctionnement des temps périscolaires - Approbation

La Ville de Montpellier a décidé de simplifier les démarches des familles dont les enfants fréquentent les restaurants scolaires sur les temps périscolaires des écoles et dans les ALSH de la ville.

Cela se traduit tout d'abord par la prise en compte de la possibilité de modifier fréquemment les agendas pour les enfants porteurs de maladies chroniques. Ensuite, il est introduit la possibilité pour les familles de bénéficier d'un forfait d'exonération de majorations. Ainsi, ces dernières ne s'appliqueront qu'à compter de la 4^{ème} absence non justifiée de l'enfant durant l'année scolaire.

La Ville accorde une attention particulière à la qualité de l'accueil offert à tous les enfants et leurs familles. Elle favorise autant que possible l'accueil des enfants à besoins spécifiques sur les temps périscolaires et extra scolaires.

Le respect, l'écoute et la bienveillance sont les valeurs qui sous-tendent l'accueil de chacun des enfants.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du règlement de fonctionnement des temps périscolaires de la Ville de Montpellier modifié ;
- D'approuver les termes du règlement de fonctionnement des accueils de loisirs sans hébergement de la Ville de Montpellier modifié ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Mise en place de mini camps à destination des enfants fréquentant les accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) de la Ville de Montpellier - Tarification 2024 - Approbation

Dans le droit fil de son objectif d'égalité d'accès aux loisirs pour tous les enfants inscrits dans les accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) municipaux et de sa politique éducative, la Ville de Montpellier souhaite mettre en place une offre de mini-camps sous tente pour la période du 29 juillet au 23 août 2024. Ces mini séjours présentent un intérêt pédagogique certain : épanouissement de chaque enfant par la réalisation d'un projet collectif, intégration dans les diverses structures sociales qu'il rencontre : école, quartier, acquisition d'une plus grande autonomie...

Cette offre sera destinée à 30 enfants maximum par semaine, âgés de 6 à 12 ans. Les places seront attribuées par une commission, au vu d'une liste exhaustive des ALSH pouvant proposer cette activité qui sera diffusée aux parents. Les enfants vivant dans les Quartiers Politique de la Ville (QPV) seront prioritaires.

Pour cette première année de lancement, le site proposé est la Commune de Saint-Bauzille-de-Putois. L'encadrement des enfants sera assuré dans le respect de la réglementation en vigueur pour ce genre d'activités. Les budgets concernant les activités durant la semaine seront supportés par chacune des structures ALSH et une participation forfaitaire sera demandée aux familles en fonction de leur Quotient Familial (QF). La grille tarifaire proposée est la suivante :

- QF supérieur à 1 400 : 150 € ;
- QF de 1 001 à 1 400 : 120 € ;
- QF de 801 à 1 000 : 90 € ;
- QF de 600 à 800 : 60 € ;
- QF inférieur à 600 : 40 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de mise en place de mini camps à destination des enfants fréquentant les accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) de la Ville de Montpellier ;
- D'approuver la grille tarifaire fonction du Quotient Familial ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Projet "Notre École, Faisons-Là Ensemble" (NEFLE) - Fonds d'Innovation
Pédagogique - Conventions entre la Ville de Montpellier et l'Education Nationale
- Approbation - Autorisation de signature**

L'Etat peut participer au financement des dépenses générées par les projets pédagogiques des écoles publiques, via le Fonds d'innovation Pédagogique (FIP), depuis la loi de finances pour 2023, jusqu'au 31 décembre 2026, date d'expiration du FIP. Dans le cadre de la démarche « *Notre Ecole Faisons-Là Ensemble* » (NEFLE), lancée par le Conseil National de la Refondation, une vaste concertation a été engagée avec l'ensemble des acteurs de la communauté éducative, les familles, élèves, élus locaux, représentants d'associations, dans le but de faire émerger des initiatives nouvelles et collectives de nature à améliorer la réussite et le bien-être des élèves.

La Ville de Montpellier a adhéré à cette démarche NEFLE par délibération n° V2023-151 du 5 juin 2023 et approuvé la convention de financement avec l'Etat dans le cadre du FIP concernant les projets pédagogiques proposés par les écoles Alphonse-Daudet, Germaine-Richier, Marie-Curie, Wolfgang-Amadeus-Mozart, Eugène-Pottier et Samuel-Paty. L'opération s'est poursuivie avec les projets des écoles Francis-Garnier, Madeleine-Renaud, Heidelberg, Voltaire, Jean-Jaurès, Olympe-de-Gouges, Akira-Kurosawa, Aliénor-d'Aquitaine, Vincent-Van-Gogh, Pablo-Neruda et Marie-Pape-Carpantier par délibération n° V2024-009 en date du 6 février 2024.

3 nouveaux projets ont été retenus, dans les écoles Simon-Bolivar, Geneviève-Bon et André-Boulloche. Ceux-ci font l'objet d'une convention qui en précise les modalités financières :

- Les budgets retenus sont fixés à 67 563 € ;
- L'Etat s'engage à verser à la Collectivité dans le cadre du FIP une subvention d'un montant maximum de ces budgets. À la signature de ladite convention, l'Etat verse à la Collectivité une avance de 30 % maximum de sa participation soit 20 269.90 €. Le solde des subventions de l'Etat sera payé par versement unique lors de la production par la Collectivité des pièces justificatives des dépenses ;
- La convention prend effet à la date de sa signature par l'ensemble des parties et a une durée de validité d'un an. Elle est tacitement reconduite jusqu'à exécution complète des dépenses à la charge de la collectivité et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2026, date d'expiration du FIP.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de financement entre l'Etat et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Association Halte Pouce - Adhésion de la Ville de Montpellier - Approbation

La mission de l'association Halte Pouce est d'accueillir toutes familles et/ou personnes en situation de handicap ayant besoin d'aide, en prenant en compte leurs valeurs, leurs potentialités, leurs savoirs, leurs expériences, mais aussi leurs manques et leurs difficultés. Halte Pouce a ainsi pour vocation de soutenir les aidants naturels et a pour but d'offrir un répit aux familles, qui ont à charge un enfant, un adolescent ou un adulte porteur de tout type de handicap.

Les familles et les personnes handicapées sont confrontées à une prise en charge partielle ou à un manque de places d'accueil avérées en structures spécialisées, mais aussi en Unités localisées pour l'inclusion scolaire (ULIS), à l'attente parfois longue d'un Accompagnant des Elèves en Situation de Handicap (AESH), à un défaut d'informations médico-sociales, etc. Dans l'attente d'une décision de la MDPH (Maison Départementale pour les Personnes Handicapées) notifiant une proposition de prise en charge ou une aide financière, la vie sociale et professionnelle des aidants et de la fratrie est fortement perturbée et les familles s'épuisent à trouver des solutions alternatives. Halte Pouce propose à ces familles un accompagnement administratif, social et éducatif à la carte, en lien avec les partenariats médico-sociaux existants, en tenant compte de leurs projets de vie et de leurs compétences parentales.

La Ville de Montpellier a souhaité inscrire dans ses priorités l'accueil de tous les enfants avec des besoins éducatifs spécifiques, quels que soient leurs difficultés ou leurs handicaps. Elle entretient ainsi une relation partenariale de qualité avec l'association Halte Pouce afin de faciliter l'accueil de ces enfants sur les temps de loisirs municipaux. Au vu de l'intérêt de ce partenariat pour les enfants en situation de handicap et leurs familles, l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'association Halte Pouce, représentant une cotisation annuelle de 50 €, est pertinente.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'association Halte Pouce ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Comédie du Livre 2024 - Parution du recueil de nouvelles "Les Mystères de Montpellier, tome 15" - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les Services Départementaux de l'Éducation Nationale et le Réseau CANOPE - Approbation - Autorisation de signature

Dans le cadre de l'édition 2024 de « *Les Mystères de Montpellier* », le réseau CANOPE (dont les missions sont définies dans le décret n°2014-1631 du 26 décembre 2014) et la Ville de Montpellier souhaitent poursuivre leur partenariat pour la parution, à l'occasion de la manifestation littéraire « *La Comédie du Livre* », organisée par Montpellier Méditerranée Métropole, d'un recueil de nouvelles rédigé de manière collective par des élèves de 13 écoles de Montpellier durant l'année scolaire et soutenu par la Direction des Services Départementaux de l'Éducation nationale de l'Hérault (DSDEN 34).

Ce partenariat fait l'objet d'une convention qui fixe les engagements réciproques des intervenants. Le réseau CANOPE assure la coordination du projet et diverses prestations matérielles liées à la production et l'impression de l'ouvrage tiré à 4 500 exemplaires. De son côté, la Ville de Montpellier s'engage à contribuer au financement de l'opération à hauteur de 10 000 € sur un budget total de 22 644 €.

Cette opération de promotion du livre et de la lecture présente un intérêt pédagogique certain à travers, notamment, la diffusion de l'œuvre auprès des écoles de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, la DSDEN 34 et le réseau CANOPE ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Mise à disposition d'un local à l'association Tang'Hérault - Loyer minoré -
Convention - Approbation - Autorisation de signature**

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son action de soutien des acteurs associatifs. Pour ce faire, elle propose des conventions actualisées pour une durée d'un an renouvelable deux fois par reconduction tacite à compter du 1^{er} janvier 2024. Au vu de l'intérêt communal que présente chacune de ces structures, un loyer ou une redevance minorée leur est proposé. Le loyer ou la redevance minorée constituant une subvention en nature (actualisée dans ce cadre au regard des chiffres clés 2022 issus de l'Observatoire local des loyers), il convient d'approuver le tableau ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville, et dans les comptes de chaque association concernée :

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant du loyer minoré	Montant subvention en nature correspondante
Tang'Hérault Montpellier	40, rue Favre de St Castor Résidence St James	25 764 €	35 €	25 729 €
Total subventions en nature				25 729 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention d'occupation du domaine privé de la Ville, notamment le loyer minoré proposé à l'association listée ci-dessus ;
- De porter au compte administratif de la Ville le montant de cette subvention en nature pour un total général de 25 729 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Octroi de bourses initiatives jeunes - Approbation

Pour encourager, soutenir et promouvoir les initiatives des jeunes Montpelliérains, la Ville de Montpellier propose une Bourse Initiatives Jeunes dans divers domaines : culturel, social, sportif, artistique, humanitaire, environnemental, etc. Ce dispositif prend la forme d'une aide financière qui soutient des actions permettant l'implication des jeunes Montpelliérains.

Les projets se basent sur l'esprit d'initiative et de solidarité. Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels. Le dossier doit comporter une présentation du projet, du budget et faire l'objet d'un cofinancement. Par ailleurs, pour bénéficier de la Bourse Initiatives Jeunes, les candidats doivent être âgés de 16 à 29 ans inclus et résider à Montpellier depuis plus d'un an.

Les attributions sont établies conformément au règlement du dispositif voté par le Conseil municipal du 28 mars 2011. Les projets retenus cette année sont les suivants :

Wail ZAAMI , 19 ans, lycée,

Titre du Projet : Reportage au Maroc

Ce projet vise à mettre en avant la vie quotidienne et la gestion des ressources naturelles par des femmes marocaines. Des interviews, des photos et des vidéos réalisées dans plusieurs villes (Tanger, Rabat, Fés et Casablanca) serviront de support à ce travail. Projet suivi par le Conseil municipal de la jeunesse (CMJ).

Montant du projet : 1 490 €

Montant proposé : 550 €

Olivier MUHINE, 22 ans

Titre du projet : After all

En lien avec douze jeunes artistes montpelliérains, l'objectif de ce projet est de produire un disque aux sons soul, funk et rnb en vue de promouvoir les valeurs de respect et de tolérance. Projet suivi par Rap Académie

Montant du projet : 5 222 €

Montant proposé : 1 200 €

Alissandre LOPEZ, 29 ans, salarié

Titre du projet : Résilience

Le projet propose la projection d'un court-métrage sur le thème des violences sexuelles et de la résilience, le but étant de montrer que des solutions existent et de libérer la parole.

Montant du projet : 4 000 €

Montant proposé : 1 000 €

Maël GARNIER, 24 ans, salarié

Titre du projet : MAL

Ce projet musical de douze titres inspirés du courant Rap se veut incisif sur l'amour et les relations humaines. Projet suivi par l'association le 5ème Jour et Rap Académie

Montant du projet : 5 300 €

Montant proposé : 1 500 €

Djany MANSION, 19 ans, étudiant

Titre du projet : Jaydin

Le projet présenté se décline en la finalisation d'un EP, la production d'un clip et la promotion du contenu sur les réseaux sociaux. Les mélodies et les textes sont d'inspiration franco-algérienne. Projet suivi par Rap Académie

Montant du projet : 5 909 €

Montant proposé : 1 500 €

Maud RAFFAELI LAURENT, 17 ans, lycéenne

Titre du projet : Etude des ornements des édifices traditionnels en Corée du Sud

A travers un itinéraire en Corée du Sud, Maude RAFFAELI souhaite découvrir l'art des édifices traditionnels du pays. Elle s'appuiera pour ce faire sur un book dessiné et un carnet de voyage.

Montant du projet : 3 650 €

Montant proposé : 500 €

Paul PAINDAVOINE, 25 ans, auto entrepreneur

Titre du projet : Grizzli

L'aide octroyée va permettre la sortie d'un album de douze titres d'influence Drill (rap à un rythme soutenu). Cet album est porté par un artiste dont le travail s'est étoffé par le contact avec des associations locales. Projet suivi par Rap Académie

Montant du projet : 10 000 €

Montant proposé : 1 300 €

Timoté EVARD, 28 ans, salarié

Titre du projet : IF

IF est un projet audiovisuel nourri par des thèmes autour du temps et de la quête de soi. Les huit morceaux offrent des sonorités variées. Projet suivi par Rap Académie

Montant du projet : 3 600 €

Montant proposé : 1 000 €

Fayna LADISLAS, 27 ans, demandeur d'emploi

Titre du projet : Mayotte Paradis perdu

Mayotte Paradis Perdu revêt la forme d'une exposition photographique qui souligne la richesse culturelle, naturelle et culinaire de ce territoire ultramarin.

Montant du projet : 3 017 €

Montant proposé : 500 €

Dorian TURE, 23 ans, salarié

Titre du projet : Ciné débat

L'objectif est de mettre en place un cinéclub avec des rendez-vous mensuels qui proposeront diverses thématiques : écologie, jeunesse, médias, identité de genre, etc. Chaque projection sera suivie d'un débat. Projet en lien avec la Maison pour Tous Frida-Kahlo

Montant du projet : 2 087 €

Montant proposé : 600 €

Mattis AUGUSTE-CHARLERY, 23 ans, demandeur d'emploi

Titre du projet : Montpellier's artbook

Ce projet a pour ambition de permettre l'édition d'un livre d'art compilant les œuvres d'une quinzaine d'artistes spécialisés dans le design graphique ; tous étant issus de la scène montpelliéraine.

Montant du projet : 1 496 €
Montant proposé : 490 €

Pierre PENEAU, 29 ans, salarié

Titre du projet : Montpellier dans l'espace

L'idée principale est de réaliser un clip dans un univers retro futuriste qui explore le voyage de l'âme à travers la vie, tout en mettant en valeur le lieu emblématique de la ville, à savoir la place de la Comédie.

Montant du projet : 3 607 €

Montant proposé : 1 000 €

Mélodie LACAZE, 29 ans, salariée

Titre du projet : T'as reconnu la mélo ?

Ce projet s'articule autour d'une production musicale qui traite des relations femmes/hommes et qui évoque les violences et la toxicité de certaines situations. Les textes se veulent porteurs d'enseignements et de partages. Projet suivi par Rap Académie

Montant du projet : 5 309 €

Montant proposé : 1 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'attribuer, dans le cadre du dispositif de la Bourse Initiative Jeunes, des subventions d'un montant total de 12 640 € pour les projets détaillés ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Programmes de mobilité étudiante - Renouvellement 2024-2028 - Prise en charge des frais de scolarité - Versement de bourses et de frais divers - Approbation

La mobilité des jeunes à l'international est un puissant levier de formation et d'ouverture au monde. Dans le cadre des coopérations de mobilité à destination de la jeunesse mises en place avec les villes jumelles de Louisville, Heidelberg, Chengdu, Bethléem, Sherbrooke, et bientôt Fès, la Ville de Montpellier propose plusieurs programmes encourageant la mobilité des étudiants et des jeunes montpelliérains à l'étranger, ainsi que l'accueil des étudiants internationaux à Montpellier.

Les programmes de bourses d'étude (du mois de septembre N au mois de juin N+1)

La Ville de Montpellier permet à des étudiants montpelliérains de partir étudier dans les villes jumelles préalablement citées et réciproquement, Montpellier accueille des étudiants étrangers de ses mêmes villes jumelles. Cet échange existe depuis 1960 avec la Ville de Louisville, 1961 avec la Ville de Heidelberg, 1981 avec la Ville de Chengdu, 2013 avec la Ville de Bethléem. Il est proposé, au cours de la période 2024-2028, d'étendre le programme à deux villes jumelles supplémentaires Fès et Sherbrooke.

La Ville de Montpellier accorde :

- Le paiement des frais d'inscription des étudiants étrangers pour une année universitaire dans l'enseignement supérieur ou auprès de l'Institut d'Etudes Françaises pour Etrangers (IEFE) selon leur niveau de français ;
- Le versement d'une bourse mensuelle de 500 € pour ces mêmes étudiants en échange d'un stage pratique au sein de la Mission Action Extérieure et Relations Internationales (MAERI) du mois de septembre de l'année N au mois de juin de l'année N+1 ;
- La signature d'une convention de partenariat pour l'attribution de logement en résidence universitaire, pour l'ensemble des étudiants étrangers boursiers, avec le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Montpellier (CROUS) et de se porter caution solidaire en cas de non-paiement du loyer. Dans ce cas, la MAERI en assurera le règlement sur présentation d'une facture mentionnant le nom et prénom de l'étudiant concerné. Cette somme sera alors soustraite au paiement de la bourse le mois suivant ;
- Le versement d'une bourse exceptionnelle d'aide à la mobilité, d'un montant de 500 € pour les étudiants montpelliérains, boursiers de l'Etat Français sur critères sociaux effectuant leurs études, pour une année universitaire dans l'enseignement supérieur, dans les villes jumelles citées ci-dessus.

Les programmes d'échanges (période estivale)

La Ville de Montpellier a également développé trois programmes favorisant ainsi la mobilité internationale des jeunes et la découverte d'une autre culture, pendant la période estivale :

Programme Interculturel Montpellier Louisville :

Le programme d'échanges historique avec la Ville de Louisville a évolué depuis sa création en 1961 et offre désormais à des étudiants montpelliérains un séjour alliant l'immersion totale au cœur d'une famille américaine, assortie d'un stage bénévole, permettant aux jeunes d'intégrer et suivre en interne le fonctionnement d'organismes sociaux, d'associations ou de l'université. Dans un principe de réciprocité, cet échange intitulé Programme Interculturel Montpellier Louisville qui se déroule pendant 4 semaines au mois de juillet, permet à des jeunes de la Ville de Louisville sélectionnés de venir travailler dans une structure montpelliéraine (Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, CHU, CCAS, ACM...).

Programme « Intermunicipalités » Montpellier Sherbrooke :

Le programme d'échanges d'étudiants avec la Ville de Sherbrooke, intitulé « Intermunicipalités » existe depuis 2014 et se réalise en partenariat entre Montpellier, sa ville jumelle Sherbrooke, les réseaux France-Québec, Québec-France, et l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse. Fondé également sur un principe de réciprocité, ce programme permet d'offrir l'opportunité à des étudiants montpelliérains et des étudiants sherbrookoïses d'obtenir des emplois saisonniers de 6 à 8 semaines, dans les services municipaux respectifs, de la mi-juin et la mi-août.

Pour les étudiants de Louisville et de Sherbrooke, la Ville de Montpellier s'engage à réserver des emplois saisonniers à la Ville de Montpellier et à Montpellier Méditerranée Métropole. Pour les étudiants montpelliérains, participant à ces deux programmes à Louisville et à Sherbrooke, l'ensemble des frais de déplacement, d'hébergement et de visa sont à la charge des participants, toutefois la Ville de Montpellier autorise le versement d'une bourse exceptionnelle d'aide à la mobilité pour les étudiants montpelliérains sélectionnés, boursiers de l'Etat Français sur critères sociaux, d'un montant de 500 €, permettant l'accès à la mobilité aux jeunes qui en sont les plus éloignés.

L'Université Internationale Scientifique d'Été de Heidelberg :

Le programme dédié aux lycéens, avec la Ville de Heidelberg, offre depuis 2010, la possibilité à des lycéens, de chacune de ses villes jumelles, âgés de plus de 16 ans, de participer chaque année, à « L'Université Internationale Scientifique d'Été de Heidelberg » entre le mois de juillet et le mois d'août. Ce stage de quatre semaines, sous la direction de chercheurs, offre aux candidats un premier contact avec le monde de la recherche, une découverte de la Ville de Heidelberg et de l'Allemagne.

La Maison de Montpellier à Heidelberg reçoit chaque été, l'ensemble des lycéens sélectionnés par le programme, pour un cocktail de bienvenue, quelques conseils pratiques et une présentation de la Ville de Montpellier.

Leurs frais d'inscription, de logement et de restauration sont pris en charge, partiellement, par la mairie de Heidelberg, les participants versant une contribution financière d'environ 300 €. Les frais de transport jusqu'à Heidelberg restent à leur charge. L'attribution d'une bourse de 200 € à chacun des lycéens sélectionnés à Montpellier permet de proposer cet échange à des familles d'origine modeste, ouvrant ainsi la culture scientifique à tous.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la poursuite des programmes de bourses d'étude ainsi que les programmes d'échanges (programme interculturel Montpellier Louisville, programme Intermunicipalités Montpellier Sherbrooke, l'Université Internationale Scientifique d'été de Heidelberg), pour la période 2024/2028 ;
- D'autoriser la prise en charge des frais pour un montant annuel de 57 200 € ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Accueil à l'Hôtel de Ville de l'exposition photographique "Les Intruses" de Randa MAROUFI - Convention d'exposition entre la Ville de Montpellier et l'Institut des Cultures d'Islam - Approbation - Autorisation de signature

Établissement culturel de la Ville de Paris et membre du réseau d'art contemporain TRAM, l'Institut des Cultures d'Islam (ICI) a pour mission de montrer les cultures d'Islam contemporaines, dans leur diversité, en organisant des expositions, concerts, conférences, projections, ateliers, ainsi qu'une offre jeune public. Tout en donnant à voir le dynamisme et l'actualité des cultures d'Islam à travers le regard des artistes, l'ICI valorise l'héritage universel de ces civilisations, dont le patrimoine, les grandes figures, les traditions et le rayonnement restent souvent méconnus.

L'artiste franco-marocaine Randa MAROUFI a présenté entre 2019 et 2021 le volet Barbès de la série photographique « *Les Intruses* », produit par l'ICI avec le soutien de la Ville de Paris et du fonds de dotation d'Emerige. Cette série photographique interroge notamment la place accordée aux femmes dans l'espace public, en s'intéressant aux dimensions sociales et urbaines associées.

Grâce au soutien du ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, et en particulier l'Agence Nationale de la Cohésion des territoires (ANCT), l'ICI propose de prolonger la présentation de ce projet sous forme d'une exposition itinérante à destination des lieux d'accueil et acteurs sociaux et culturels de proximité.

L'accueil de cette exposition à l'Hôtel de Ville de Montpellier sera l'occasion d'une médiation avec les visiteurs individuels autour des questions abordées par l'exposition, mais aussi de l'accueil de publics scolaires, des centres de loisirs et des Maisons pour Tous. Une médiation interactive, proposée par l'association *Women Ability* en partenariat avec l'ICI, permettra notamment l'organisation de marches exploratoires pour interroger plus avant la place des femmes dans l'espace public de la ville.

Pour ce faire, il est proposé la signature d'une convention entre la Ville de Montpellier et l'ICI, organisant l'accueil à titre gracieux de cette exposition, dans le Hall de l'Hôtel de Ville de Montpellier, du 24 juin au 24 juillet 2024. Elle organise également la mise à disposition des œuvres et de leur scénographe par l'ICI.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de l'accueil à titre gracieux de cette exposition dans le Hall de l'Hôtel de Ville de Montpellier ;
- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et l'Institut des Cultures d'Islam ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Restauration et valorisation des Geôles de Lauwe - Programme de valorisation -
 Demande de subvention - Approbation**

L'Etat est propriétaire de l'ensemble immobilier situé à Montpellier, 4 rue du 81^e régiment de l'Infanterie, affecté au ministère de l'Education Nationale au titre de la Cité éducative Françoise-Combes. Au sein de ce site, sont en particulier abritées les Geôles des Martyrs de la Résistance dans l'ancienne caserne de Lauwe, espace investi par la milice, lieu de torture des résistants entre juin et août 1944, et inscrit au titre des monuments historiques suivant arrêté de Monsieur le Préfet de la Région Occitanie en date du 14 octobre 2019.

L'état des Geôles des Martyrs de la Résistance s'est fortement dégradé au fil du temps pour être considéré à ce jour comme préoccupant. Depuis de nombreuses années, les associations mémorielles interpellent les pouvoirs publics concernant l'état de délabrement de ce site classé, essentiel pour la mémoire collective. À l'occasion du Conseil municipal du 26 mars 2024, la Ville de Montpellier avait fait savoir son souhait d'engager un dialogue avec l'Etat en vue d'initier une démarche de sauvegarde du site.

L'Etat et la Ville de Montpellier, conscients de l'importance de ce patrimoine, de la nécessité de transmission mémorielle, notamment aux jeunes générations, et inquiets de la détérioration avancée du site, ont donc engagé un dialogue en vue d'organiser les conditions de sa conservation et valorisation. Une convention d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public fera prochainement l'objet d'une décision, avant d'être signée par l'Etat et la Ville de Montpellier, afin de répondre à ce double objectif de restauration et valorisation. Elle définira les conditions d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public de l'Etat par la Ville de Montpellier, organisant les modalités d'une valorisation du site en direction du grand public dans le cadre d'un travail mémoriel. Ce programme de valorisation sera défini en dialogue avec l'Etat une fois les travaux de sécurisation du site terminé et pourra prendre la forme de visites guidées, ateliers pédagogiques, support éditoriaux...

Afin de permettre le déploiement de ce programme, la convention prévoira également la prise en charge par la Ville de Montpellier des études et travaux visant à concourir à la sauvegarde patrimoniale du site en vue de permettre son ouverture au public. Ces travaux se dérouleront en deux phases distinctes :

- Phase 1 – sauvegarde urgente des inscriptions historiques : été 2024 ;
- Phase 2 – restauration en vue de permettre l'accueil du public sans risque de dégradation du site : 2024-2025.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le programme de valorisation des Geôles de Lauwe en direction du grand public ;
- D'autoriser la Ville de Montpellier à solliciter les subventions les plus hautes possibles auprès de l'Etat et d'autres institutions et partenaires ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Appel à projets d'investissement en faveur du développement des activités culturelles - Avenants aux conventions de subventions attribuées en 2022 -
Approbation - Autorisation de signature

En 2022, la Ville a attribué des subventions dans le cadre de l'appel à projets d'investissement en faveur du développement des activités culturelles et artistiques, pas la délibération n° V2022-359 du 11 octobre pour un montant total de 258 830 €, et pas la délibération n° V2022-444 du 16 décembre pour un montant total de 48 000 €.

Mais en raison du contexte inflationniste, des difficultés financières des structures culturelles post-Covid-19, entre autres, un certain nombre d'associations et d'artistes n'ont pu mener à bien encore leurs projets, faute de trésorerie suffisante. Il est rappelé que le versement de la subvention se faisait sur présentation des dépenses acquittées. Ces conventions prennent fin en octobre et décembre 2024.

Il est proposé, pour accompagner les structures dans leur développement, la possibilité de mettre à la signature des avenants prolongeant la durée de la convention de 6 mois et la possibilité du versement d'une avance pour accompagner la réalisation de ces investissements.

Liste des structures ayant eu une attribution de subvention en 2022 et qui n'ont pas soldé leur projet d'investissement, susceptibles de vouloir la mise en place de l'avenant proposé :

N° de dossier	Code	thématique	Nom de la structure	Montant restant
Délibération n° V2022-359 du 11 octobre 2022				
CULTURE -006691	5374	ARTS	La Fenêtre	12 800
CULTURE -006679	38	CINEMA / RADIO	Radio Aviva-AMDCJLR	12 000
CULTURE -006730	48		Asso protestante de radio télévision Radio APRT FM Plus	2 200
CULTURE-006678	105		Festival International du cinéma Méditerranéen de Montpellier Cinémed	3 000
CULTURE -006659	6669		Asso pour le Festival International du voyage et de l'aventure AFIVAM	11 520
CULTURE -006669	307		RCF Maguelone Hérault	6 500
CULTURE -006665	1810		OAQADI on a quelque chose à dire	3 000
CULTURE -006729	7903	MUSIQUE	Epimuzik	7 000
CULTURE -006690	5505	DANSE	Compagnie Mouvements Perpétuels	6 650
CULTURE -006682	4389	PLURIDISCI- PLINAIRE	Asso Régionale pour le Développement des Entreprises Culturelles ARDEC	20 000
CULTURE -006672	1110		Compagnie Odette Louise	7 000

CULTURE -006688	4951	THEATRE	Compagnie Bruitquicourt	5 000
CULTURE -006693	5804		Chagall sans M	17 000
CULTURE -006703	6831		Le Cœur à Barbe	1 960
CULTURE -006701	5517		Accidental Company	14 000
CULTURE -006704	5542		L'Usine à Rêves	7 100
CULTURE -006727	6656		ACETONE	3 600
-	-	ARTISTE	JULIEN BARRIOL	8 000
-	-		MOHAMMED LEKLETI	17 500
-	-			14 000
Délibération n° V2022-444 du 16 décembre 2022				
CULTURE -006742	7930	ARTS	PARCELLE 473	40 000

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant-type aux conventions d'attribution de subvention signée en 2022 dans le cadre de cet appel à projets ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les avenants, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Établissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) Cité européenne du
Théâtre et des arts associés - Modification des statuts - Approbation -
Autorisation de signature

Par une délibération d'octobre 2023, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont fait part de leur souhait de voir créer, en partenariat avec l'Etat, l'Établissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) Cité Européenne du Théâtre et des arts associés, rassemblant l'association Printemps des Comédiens et l'Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC) du Domaine d'O : un établissement capable de proposer une programmation ambitieuse et populaire, garante de l'excellence artistique, ouverte à tous les publics. Acteur du soutien à la création, lieu d'hospitalité, il offrira aux artistes européens contemporains des outils et moyens au service de leurs imaginaires. Fort d'une dynamique de partenariats européens, il sera un outil au service de nouveaux modèles de coopérations et productions transnationales, véritable lieu d'expérimentation et d'innovation dans le domaine du spectacle vivant, contribuant par son action à renforcer la circulation des œuvres d'art et des artistes européens.

Modification statutaire – Nouveau calendrier :

Il est proposé de modifier les statuts de l'EPCC Cité du Théâtre afin de décaler sa création, initialement prévue le 1^{er} janvier 2024, au 1^{er} septembre 2024. Ce nouveau calendrier, plus en phase avec les principales activités et missions futures de l'EPCC, permettra un déploiement plus adapté tout au long de la fin de l'année 2024, afin que la structure soit pleinement opérationnelle en 2025.

Contributions :

Les contributions annuelles prévues aux statuts prendront effet en 2025 et leur montant reste inchangé :

- Etat : 485 000 € ;
- Montpellier Méditerranée Métropole : 4 540 000 € ;
- Ville de Montpellier : pas de contribution financière.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les nouveaux statuts de l'Établissement Public de Coopération Culturelle Cité Européenne du théâtre et des arts associés ;
- De solliciter Monsieur le Préfet, pour la création de l'Établissement Public de Coopération Culturelle Cité Européenne du théâtre et des arts associés ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Appel à projets d'investissement à destination des artistes et des associations culturelles - Modification de la lettre de cadrage - Approbation

En 2021, le Conseil municipal avait délibéré le lancement d'un appel à projets (AAP) d'investissements à destination des artistes et des associations culturelles, et l'avait pérennisé en 2022 jusqu'en 2026, avec l'ouverture aux artistes enregistrés à la Maison des Artistes.

Les actions menées par les structures culturelles connaissent actuellement une forte tension financière en raison du contexte inflationniste des deux dernières années, qui fait suite aux baisses de ressources des contraintes sanitaires liées à la Covid-19. Dans ce cadre, il est proposé d'apporter plusieurs modifications ou précisions à la lettre de cadrage de cet AAP :

1. Le principe du versement de la subvention est de justifier l'acquittement des dépenses éligibles. Il s'avère qu'en raison des difficultés de trésorerie actuelles, un certain nombre de structures n'arrivent pas à financer tout ou partie des dépenses prévues pour leurs investissements. Pour aider et accompagner les associations subventionnées dans le cadre de l'AAP, il est donc proposé que l'administration se réserve le droit de procéder au mandatement d'une avance selon le montant du projet, la situation financière de la structure, et la justification de l'engagement de la commande (bons pour accord signés par la structure et le fournisseur/prestataire) et sa réalisation dans les 6 mois suivant la réception de l'avance. En cas de non-respect de ces obligations, le bénéficiaire remboursera l'intégralité de la subvention attribuée à la Ville de Montpellier. Le cadre financier d'attribution de la subvention sera précisé dans une convention attributive signée entre la Ville de Montpellier et le porteur de projet ;
2. En accord avec la mise en place progressive d'une Zone à Faibles Emissions (ZFE) sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de préciser que les véhicules de transport de personnes éligibles doivent être référencés en Crit'air 0 ou 1 ;
3. Depuis la mise en place, fin 2022, du Portail des Aides mutualisé, il est précisé la nouvelle adresse url pour le dépôt des demandes des associations, et de la procédure pour les artistes : dossier à télécharger et à renvoyer au Pôle Culture et Patrimoine.

Pour l'année 2024, l'AAP a été publié pour un dépôt des demandes jusqu'au 31 mai 2024. Les attributions sont prévues lors des prochains Conseils municipaux. Pour rappel, l'enveloppe 2024 allouée et votée le 26 mars pour ces subventions d'équipement s'élève à 450 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la lettre de cadrage modifiée de l'appel à projets d'investissement en faveur du développement des activités culturelles selon les objectifs, conditions et critères exposés ci-dessus, pour les

années 2024 à 2026 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Pavillon Populaire - Exposition Gisèle FREUND - Convention de partenariat
entre la Ville de Montpellier et l'Institut Mémoires de l'Édition Contemporaine
(IMEC) - Approbation - Autorisation de signature**

Le Pavillon Populaire donne l'occasion à tous, Montpelliérains ou touristes, de découvrir ou redécouvrir gratuitement des œuvres majeures du huitième art, à travers des projets inédits et originaux, associant toujours exigence artistique et portée populaire, avec un succès public jamais démenti.

La Ville de Montpellier a choisi d'organiser au Pavillon Populaire une exposition temporaire consacrée à l'œuvre de Gisèle FREUND, du 6 novembre 2024 au 9 février 2025. Mettant en lumière une partie souvent ignorée de l'œuvre de cette figure majeure de la photographie du XX^e siècle, l'exposition « *Gisèle FREUND, une écriture du regard* » présentera le travail documentaire de cette reporter-photographe à la trajectoire singulière, où s'entrelacent un fort engagement politique, une approche sociologique, une double expérience de l'exil, un attrait pour l'innovation technologique, et une véritable soif d'aventure. Trop souvent réduite à son impressionnante galerie de portraits de personnalités du monde de l'art et de la littérature, l'œuvre de Gisèle FREUND entretient pourtant un rapport beaucoup plus riche et complexe à la photographie, au cœur duquel se trouve l'écriture. Sociologue de formation, devenue historienne de la photographie, et autrice de nombreux ouvrages, dont l'incontournable *Photographie et Société*, Gisèle FREUND occupe en effet une position à part dans le monde de la photographie : celle d'une créatrice d'images qui n'a eu de cesse de réfléchir à leur sens et leur impact sur notre manière de percevoir le monde.

La Ville de Montpellier a donc contacté l'Institut Mémoires de l'Édition Contemporaine (IMEC), qui conserve et gère les œuvres et archives de Gisèle FREUND, pour organiser le prêt de tirages originaux, de tirages posthumes, d'archives et d'objets pour l'exposition. L'IMEC rassemble, préserve et met en valeur des fonds d'archives et d'études consacrés aux principales maisons d'édition, aux revues et aux différents acteurs de la vie du livre et de la création contemporaine : éditeurs, écrivains, artistes, chercheurs, critiques, graphistes, libraires, imprimeurs, revuistes, traducteurs, journalistes... Mémoire vive du livre, de l'édition et de la création, l'IMEC contribue au rayonnement culturel et scientifique d'un grand patrimoine littéraire, artistique et intellectuel contemporain.

Une convention de partenariat est proposée entre la Ville de Montpellier et l'IMEC, afin de préciser les engagements des parties pour la réussite de cette exposition.

La Ville de Montpellier s'engage à prendre en charge les recherches documentaires, la conception et la réalisation de l'exposition, la rémunération des commissaires, suivre les préconisations d'encadrement, la prise en charge du transport aller/retour des œuvres, la conservation et le stockage des caisses de transport durant l'exposition, les frais d'hébergement et transport d'un représentant de l'IMEC pour le montage et démontage, ainsi que tout ce qui concerne la communication.

L'IMEC s'engage à ouvrir le fonds Gisèle FREUND aux commissaires, à encadrer la gestion documentaire, à fabriquer les tirages posthumes, à présenter, à mettre à disposition pour l'exposition les pièces retenues selon les modalités de la convention.

La contribution financière de la Ville de Montpellier s'élève à 25 163, 89 € HT, dont 12 853,89 € pour la cession de droits, 5 580 € pour les frais de fabrication et 6 730 € pour les frais de production et de gestion.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'IMEC pour l'organisation de l'exposition Gisèle FREUND au Pavillon Populaire ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Association Uni'sons - Convention 2024-2027 d'objectifs avec l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

L'association Uni'sons constitue sur le territoire de la Ville de Montpellier et plus largement sur sa Métropole un acteur essentiel en matière de création, diffusion et la médiation artistique, contribuant au développement de la scène artistique métropolitaine et régionale. Elle développe un projet artistique et culturel autour des arts du monde arabe, de la Méditerranée et des cultures urbaines.

Aussi, Uni'sons est une association prépondérante de la politique en faveur du vivre ensemble menée par la Ville de Montpellier, notamment vis-à-vis de ses engagements en faveur de la généralisation de l'éducation artistique et culturelle, et de ses actions visant à favoriser l'accès à la culture au public le plus large et plus particulièrement de l'enfance, de la jeunesse et des habitants de quartiers politique de la ville, dans l'objectif de :

- Favoriser le développement de la créativité et de la capacité d'initiative ;
- Contribuer à la réduction des inégalités ;
- Permettre la construction de l'identité culturelle de chacun, dans l'ouverture aux cultures ;
- Faciliter l'accès à la culture dans le parcours de vie par la mise en œuvre d'actions adaptées ;
- Participer à l'émancipation des individus et d'une construction citoyenne.

Conformément à la démarche volontariste de la Ville de Montpellier, Uni'sons entend favoriser la diversité culturelle et la mixité des publics par :

- Le développement d'actions de médiation, de diffusion, de création et d'éducation artistique particulièrement auprès des jeunes, de la population des quartiers prioritaires et des publics non-initiés notamment dans le domaine du hip hop et à travers les arts du monde arabe ;
- L'accompagnement de carrière d'artistes ;
- L'insertion sociale et professionnelle des jeunes ;
- L'animation de la vie culturelle du quartier des Hauts de Massane en accompagnant la participation active des habitants ;
- La promotion des échanges culturels Euro-Méditerranéens.

Depuis 2006, l'association porte aussi le Festival Arabesques avec la volonté de promouvoir le lien social à travers l'excellence artistique. En tant que vitrine des arts du monde arabe, premier festival de cette importance en Europe, Arabesques favorise le dialogue entre l'Orient et l'Occident. Ces rencontres interculturelles s'établissent sous le Haut Patronage de l'UNESCO et en partenariat avec l'Institut du Monde Arabe. L'association poursuit ainsi son action en faveur du repérage de nouveaux talents, de la promotion de la création artistique et à la contribution à la professionnalisation des artistes émergents à travers ce festival.

La convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre Uni'sons et les partenaires publics, à savoir le

ministère de la Culture, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, pour la mise œuvre du projet artistique et culturel de l'association Uni'sons, et de définir les modalités de son évaluation au travers des objectifs concrets. Elle fixe les modalités de mise en œuvre concrète du projet artistique et culturel, les modalités de son financement, les relations avec les partenaires institutionnels et les conditions de suivi et d'évaluation du projet.

Par la convention, le bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet artistique et culturel conçu par son directeur et approuvé par son conseil d'administration et le comité de suivi, conformément à son objet statutaire et dans le cadre de son projet global d'intérêt général.

Les partenaires publics s'engagent quant à eux à contribuer financièrement au fonctionnement général et à la réalisation du projet artistique et culturel, dans le respect de la règle de l'annualité budgétaire et des décisions de l'Etat et des assemblées délibérantes des collectivités et établissements publics concernées. Pour 2023, la contribution de la Ville s'est élevée à 51 000 €, établie comme suit :

- 10 000 € de subvention de fonctionnement ;
- 8 000 € en Politique de la Ville (L'Art est public) ;
- 27 000 € en Programme de Réussite Éducative (Coulisses PRE) ;
- 6 000 € en Relations internationales – Culture (projet Fès dans le cadre du festival Arabesques).

Lors du Conseil municipal du 26 mars 2024, il a été attribué une subvention de fonctionnement de 10 000 € et une subvention de 5 000 € pour le Projet « *Arabesques met à l'honneur Bethléem* ». La convention est conclue pour une durée de 4 ans, couvrant la période 2024-2027.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs entre l'Etat, la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Uni'Sons ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Opération Cinéma sous les étoiles - Convention de partenariat entre la Ville de
Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Tarif spécifique -
Approbation - Autorisation de signature**

Alors que le cinéma était la première sortie culturelle des français avant la crise sanitaire, la fermeture des salles durant de longs mois, ainsi que les changements de « *consommation* » des écrans, ont fragilisé le secteur et par là même le long métrage. Au nombre de 7 sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, les cinémas animent les villes. Montpellier Méditerranée Métropole, à travers la manifestation « *Cinéma sous les étoiles* », souhaite aider le public à retrouver le chemin des salles. Il est ainsi proposé de renouveler l'opération, initiée en 2022.

14 soirées gratuites de cinéma en plein air seront ainsi organisées du 9 au 22 août, dans 14 communes de la Métropole. Les spectateurs se verront remettre des coupons leur donnant droit à des séances à prix réduit, entre le 10 août et le 15 septembre, dans les cinémas suivants :

- Cinéma municipal Nestor-Burma ;
- Maison pour Tous Louis-Feuillade ;
- Diagonal ;
- Utopia ;
- Pathé Gaumont ;
- CGR ;
- Cinéma municipal Jacques Brel de Prades-le-Lez.

Du 10 août au 15 septembre 2024, les cinémas Pathé Gaumont, Diagonal, CGR, Utopia, Jacques-Brel, Nestor-Burma et Maison pour Tous Louis-Feuillade, s'engagent à vendre des places de cinéma à 4 € aux titulaires des bons de réduction. Ce tarif provisoire n'est pas inscrit dans les tarifs permanents au titre de l'année 2024, il convient de le créer pour cette opération spécifique. En contrepartie de ce tarif réduit, chaque cinéma se verra reverser par Montpellier Méditerranée Métropole 1 € par place utilisée

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'opération Cinéma sous les étoiles 2024 ;
- D'approuver le tarif spécifique de 4€ pour la réalisation de cette opération dans les cinémas municipaux Nestor-Burma et Louis-Feuillade ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Conditions d'intervention des éducateurs sportifs dans le temps scolaire -
Convention entre la Ville de Montpellier et l'Académie de Montpellier - Année
scolaire 2024-2025 - Approbation - Autorisation de signature**

La Ville de Montpellier, dans le cadre de ses politiques volontaristes et du projet éducatif global, a toujours affirmé son engagement fort envers les jeunes. La pratique sportive s'inscrit dans le projet de socialisations et permet ainsi d'organiser des partenariats.

L'éducation physique et sportive en temps scolaire demeure une mission qui relève de l'Education nationale, mais dans les écoles maternelles et élémentaires, un personnel qualifié et agréé peut assister la communauté éducative. Ainsi, à la demande des écoles partenaires et des services de la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale, la Ville de Montpellier apporte son soutien par la mise à disposition d'équipements sportifs, de matériels et d'éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives. La convention de partenariat fixe les conditions de co-enseignement afin d'atteindre les objectifs fixés dans le socle commun de connaissances et compétences à acquérir par les enfants.

Les éducateurs sportifs municipaux titulaires d'une carte professionnelle en cours de validité, et exerçant dans le cadre des missions de leur statut particulier, interviennent dans des classes de cycle III des écoles de la Ville de Montpellier, en raison d'un module de 10 séances par classe au cours de l'année scolaire, sous la responsabilité pédagogique de l'enseignant. Des stagiaires en formation au Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport (BPJEPS) pourront être accueillis lors de ces séances sous la responsabilité des tuteurs de stages et des enseignants.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat définissant les conditions d'intervention des éducateurs sportifs de la Ville dans le temps scolaire en éducation physique et sportive pour l'année 2024-2025 ;
- D'autoriser la mise à disposition à titre gratuit des moyens humains et techniques de la Ville de Montpellier pour les séances en co-enseignement eu égard à l'intérêt général qu'elles représentent ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Contrat Local des Solidarités 2024-2027 entre l'État, Montpellier Méditerranée
Métropole et la Ville de Montpellier - Abrogation de la délibération n° V2024-047
- Approbation - Autorisation de signature**

A la suite des ajustements demandés par la Préfecture de l'Hérault, relatifs à la programmation du Contrat Local des Solidarités (CLS) et qui concernent deux fiches actions à consolider, la délibération n° V2024-047 du 26 mars 2024 est abrogée afin d'en proposer une version corrigée qui permettra, une fois votée, la signature dudit contrat entre les parties prenantes.

L'article L.115-1 du Code de l'action sociale et des familles, fait de la lutte contre la pauvreté « *un impératif national fondé sur l'égalité dignité de tous les êtres humains* ».

Le Pacte des Solidarités présenté en septembre 2023 par le Gouvernement, prend la suite de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, pour la période 2024 à 2027. Il repose sur quatre axes :

- La prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance ;
- L'amplification de la politique d'accès à l'emploi pour tous ;
- La lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits ;
- La construction d'une transition écologique solidaire.

Le Pacte des Solidarités fait l'objet d'une déclinaison locale, avec une contractualisation spécifique de l'Etat, pour la période 2024-2027, avec respectivement chacun des conseils départementaux et chacune des métropoles : ce sont les contrats locaux des solidarités.

1- Le Pacte des Solidarités de l'Hérault

A la demande de l'Etat, un diagnostic, réalisé sur le territoire départemental et de la Métropole, par l'Agence Nationale des Solidarités Actives (ANSA) avec le concours des collectivités, a été présenté lors d'un comité des partenaires le 18 octobre 2023. Il constitue un état des lieux des besoins et de l'offre de service sur le territoire et a permis de préfigurer des actions prioritaires.

En 2020, le taux de pauvreté est de 14,6 % au niveau national, 16,8 % en Occitanie, 18,6 % dans l'Hérault. Il s'élève à 19 % dans la Métropole / 26 % à Montpellier. Les familles monoparentales et les jeunes de moins de 30 ans sont particulièrement exposés, avec un taux de pauvreté de 37 %.

2- Le Contrat Local des Solidarités de la Métropole et de la Ville de Montpellier

Dans le prolongement du Plan Pauvreté, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent s'inscrire aux côtés de l'État, pour la mise en œuvre d'un Contrat Local des Solidarités

déclinaison opérationnelle du Pacte Local des Solidarités. Avec le Centre Communal d'Actions Sociales de Montpellier (CCAS), elles réaffirment leur engagement, pour lutter contre la grande précarité et intervenir au plus près des habitants les plus fragiles du territoire.

Le Contrat Local des Solidarités s'inscrit pleinement dans les engagements de la Métropole et de Ville, particulièrement dans les champs de la prévention des familles en situation de précarité, de la petite enfance et de l'accompagnement des jeunes ; mais aussi en matière d'insertion, d'accès aux droits fondamentaux et sociaux, et de transition écologique et solidaire.

Il vient ainsi contribuer et renforcer les actions inscrites dans les feuilles de route communale et métropolitaine. En effet, le programme d'intervention proposé s'inscrit particulièrement dans les objectifs retenus au titre :

- Des Etats Généraux de la Solidarités (EGS) ;
- Du Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM) ;
- Du Service Public de l'Enfance (SPE) ;
- Du Projet Alimentaire Territorial (PAT) ;
- De la stratégie de résorption des bidonvilles et de lutte contre les exclusions ;
- De l'observatoire des discriminations de la Ville de Montpellier ;
- Du plan d'action du CCAS de la Ville de Montpellier.

Il s'articule aussi avec les autres cadres de contractualisation avec l'Etat, principalement le Plan Logement D'abord, le Contrat de Ville, le Contrat Local de Santé, l'expérimentation Territoire Zéro Non Recours.

Des ateliers partenariaux de co-construction avec les services de l'Etat, du Conseil Départemental de l'Hérault, la Métropole, la Ville et le CCAS ont permis d'identifier des priorités d'action pour le Contrat Local des Solidarités :

Axe 1 : la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance

- Le soutien aux femmes monoparentales en matière d'amélioration et d'adaptation de l'offre d'accueil et d'accompagnement avec leur implication ;
- Le développement d'actions d'intermédiation en matière de mode de garde dans les quartiers populaires et la mise en place d'un Relai Petit Enfance itinérant ;
- La sécurisation des parcours des jeunes ;

Axe 2 : l'amplification de la politique d'accès à l'emploi pour tous

- Le développement des dispositifs d'insertion par l'activité économique ;
- La mobilisation des entreprises du territoire en faveur des publics en précarité ;
- L'expérimentation de parcours innovants d'accompagnement vers l'emploi en direction de publics ciblés (femmes, personnes en situation de handicap, public très vulnérable...) ;

Axe 3 : la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits

- Le développement et le renforcement de l'accompagnement des publics vulnérables quel que soit le lieu de vie ;
- Le renforcement de la prévention primaire des risques d'expulsion auprès de l'ensemble des publics concernés : du repérage des situations à risque à l'accompagnement des ménages ;
- La prévention des risques sur les bidonvilles et la sécurisation des conditions de vie ;
- La recherche et la mise en œuvre de solutions de logement adaptées aux familles par la mobilisation de logements ou bâtis vacants ;
- La poursuite des dispositifs d'insertion sociale, professionnelle et actions socio-éducatives adaptés aux publics habitant en bidonville ;

Axe 4 : la construction d'une transition écologique solidaire.

- L'accès à des produits sains et choisis par le biais de l'aide alimentaire et grâce à l'amélioration des paysages alimentaires ;

- La mise en œuvre d'une plate-forme de coordination et d'intervention contre la précarité énergétique : du repérage à l'accompagnement en passant par la rénovation.

Enfin, un axe transversal relatif à la participation des personnes concernées et/ou accompagnées en situation de précarité vient compléter les 4 axes du Contrat Local des Solidarités.

3- Les modalités de mise en œuvre technique et financière du Contrat Local des Solidarités

Le Contrat Local des Solidarités est signé entre l'Etat, la Métropole et la Ville et pour une durée de 4 ans (2024-2027). Un programme d'actions a été établi pour les 4 années du Contrat Local des Solidarités (annexe 3 dudit contrat). Il pourra être complété et réajusté annuellement sous couvert d'une discussion avec les services de l'Etat.

Les actions entreprises dans le cadre du Contrat Local des Solidarités à l'échelle de la Métropole feront l'objet de dotations de l'Etat, dont le montant pour chacune des 4 années du Pacte et du Contrat est fixé à 535 500 €, correspondant à un programme d'actions annuel de 1 071 000 €. Compte tenu du principe d'annualité du budget de l'Etat et sous réserve de la disponibilité des crédits, un avenant annuel viendra préciser chaque année le montant engagé par l'Etat dans le cadre du Contrat.

L'année 2026 sera consacrée à l'évaluation à mi-parcours du Contrat Local des Solidarités, et fera l'objet d'un rapport d'exécution qui sera délibéré en Conseil de Métropole et en Conseil municipal. Le montant prévisionnel de 535 500 € pour l'année 2027 sera déterminé en tenant compte de l'évaluation de l'exécution du contrat à mi-parcours et sera précisé par avenant au présent contrat.

La dotation de l'Etat sera versée annuellement au budget de la Métropole. Plusieurs actions seront par ailleurs mises en œuvre par la Ville de Montpellier et son CCAS. Il convient donc, pour permettre le reversement des subventions de l'Etat, à la Ville et au CCAS, en fonction des actions conduites, de délibérer également sur les conventions de reversement des subventions par la Métropole d'une part à la Ville, d'autre part au CCAS.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'abroger la délibération n° V2024-047 du 26 mars 2024 ;
- D'acter le principe de l'engagement de la Ville dans le Pacte Local des Solidarités sur le territoire de la Métropole de Montpellier ;
- D'adopter les termes du Contrat Local des Solidarités entre l'Etat, la Ville et la Métropole et de la convention relative au reversement des subventions par la Métropole à la Ville ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration (CTAI) entre la Préfecture, la
 Délégation Interministérielle à l'Accueil et à l'Intégration des Réfugiés (DIAIR) et
 la Ville de Montpellier - Bilan de l'exercice 2023 - Renouvellement pour l'exercice
 2024 - Approbation - Autorisation de signature**

La Ville de Montpellier adhérente à l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA) est engagée dans une dynamique globale d'accueil et d'insertion pour faciliter l'intégration des migrants sur son territoire. Elle a démontré son engagement et l'opérationnalité de sa démarche en ouvrant ses structures communales, en apportant son expertise et ses moyens en matière d'habitat intercalaire, de solidarité alimentaire et en mobilisant son réseau associatif pour l'accueil des familles ukrainiennes, afghanes, en soutien aux mesures de droit commun des services de l'Etat ; ceci à toutes les étapes du dispositif national d'accueil depuis désormais deux années. Les instances de concertation et les bonnes pratiques développées dans le cadre du contrat territorial d'accueil et d'intégration (CTAI) sont l'expression concrète de ce travail conduit de façon contractuelle avec les services de l'Etat depuis décembre 2021.

Les personnes concernées par le dispositif national des contrats territoriaux d'accueil et d'intégration sont les primo-arrivants. Le CTAI montpelliérain privilégie les actions envers les personnes ayant obtenu la protection internationale (BPI) au titre d'une demande d'asile ou des considérations humanitaires conjoncturelles et stabilisant leur domicile sur la Ville après l'obtention. En 2023 :

- 163 personnes ont bénéficié d'un dispositif long d'accès à l'emploi, au logement ou à l'apprentissage du français ;
- 169 personnes ont participé à des actions ou ateliers, bénéficié de conseils et accompagnements plus circonscrits dans le temps ;
- 500 personnes ont participé à la journée mondiale des réfugiés.

Quatre axes structurent le CTAI de la Ville de Montpellier, dont le bilan qualitatif 2023 est le suivant :

- Axe 1 - Renforcer la maîtrise de la langue française indispensable au processus d'intégration sociale et professionnelle par la mise en place d'un guichet unique proposant aux parents un apprentissage du Français et un mode de garde synchronisé en crèche : 5 familles concernées ;
- Axe 2 - Diversifier les outils et dispositifs d'insertion socioprofessionnelle innovants : 16 Contrats à durée Déterminée (CDD) de 3 mois au sein des services de la Ville de Montpellier, sur des postes « insertions », proposant une demi-journée par semaine dédiée à lever les freins à l'emploi. 1 nomination stagiaire avant titularisation a été signée en sortie de parcours ;
- Axe 3 - Faciliter l'accès au logement digne : 80 personnes ont bénéficié d'une solution en habitat intercalaire, à la Résidence des Fauvettes du Centre Communal d'Actions Sociales de Montpellier (CCAS) ou en intermédiation locative ;
- Axe 4 - Encourager l'exercice de la citoyenneté et l'accès aux ressources du territoire : 500 participants à la journée mondiale des réfugiés du 20 juin 2023.

Ces 4 axes sont reconduits en 2024 avec des perspectives d'évolution qui portent d'une part sur une gouvernance recentrée sur le parcours des bénéficiaires, plus que sur les dispositifs, et d'autre part sur des partenariats renforcés avec les dispositifs de droit commun avec :

- Une convention de coordination avec le programme d'intégration AGIR 34 (à venir) ;
- Une candidature à l'appel à projet de la Région Occitanie pour l'intégration des publics réfugiés en juin 2024 ;
- L'orientation des publics en habitats intercalaires désormais agréés par les services de l'Etat.

En outre, de nouvelles actions sont proposées en 2024 pour compléter les outils existants :

- Axe 3 : Une expérimentation d'aide complémentaire aux travaux des propriétaires bailleurs privés pour accueillir les personnes réfugiées en intermédiation locative (objectif : 4 logements mis à disposition) ;
- Axe 3 : La formation et le développement d'un réseau de logeurs solidaires, pouvant accueillir en cohabitation des réfugiés subissant des discriminations, particulièrement en raison des orientations sexuelles (LGBT) (objectif : 3 places) ;
- Axe 4 : L'accompagnement des personnes réfugiées vers les associations, services et lieux culturels et sportifs dès le début de leur parcours d'intégration (objectif : 140 bénéficiaires).

Pour l'année 2024, le montant de la contractualisation avec les services territoriaux de l'Etat et la Délégation Interministérielle pour l'accueil et l'intégration des réfugiés est équivalent à celui de 2023, c'est à dire à hauteur de 240 000 €. La Ville de Montpellier reversera 90 000 € de la subvention de l'Etat au CCAS de Montpellier pour la mise en œuvre des actions suivantes :

- 70 000 € pour le dispositif transversal Univ'Air Réfugiés (50 000 €) et le dispositif d'accompagnement à l'embauche (20 000 €) ;
- 20 000 € pour la participation au fonctionnement de la résidence des Fauvettes pour les jeunes isolés, bénéficiaires de la protection internationale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du bilan d'année 2023 du CTAI ;
- D'approuver les termes du CTAI de l'année 2024 et de la convention de reversement entre la Ville de Montpellier et le CCAS ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Cœur de Ville en Lumières - Conventions de partenariat entre la Ville de Montpellier et des écoles professionnelles des arts numériques - Approbation - Autorisation de signature

Dans le cadre de l'évènement « *Cœur de Ville en Lumières* », la Ville de Montpellier organise des spectacles « *Sons et Lumières* », autour de plusieurs sites dans le centre-ville de Montpellier : l'Arc de triomphe, le théâtre et la cour de l'Agora, la Préfecture (côté Place du marché aux fleurs), et la place Notre Dame des tables.

La Ville de Montpellier se situe parmi les leaders Français des Arts Graphiques et Numériques avec de nombreuses écoles de cinéma d'animation, d'effets spéciaux, de jeux vidéo, ou encore d'architecture. La Ville de Montpellier détient tous les atouts d'un territoire reconnu internationalement et résolument high-tech, constitué par la richesse de ses jeunes talents. Fort de ce constat, il est proposé cette année encore, aux écoles Objectif 3D, ACFA MultiMedia, Studio M, Art fx, Esma, e-artsup, Brassart et Ynov Campus d'explorer la créativité et l'innovation du savoir-faire Montpelliérain au travers d'une constellation de spectacles. Cette émulation collective met en évidence la pertinence de la création d'une véritable pépinière de jeunes talents autour de « *Cœur de Ville en Lumières* » et permet ainsi la diffusion au-delà des frontières de la Ville, de l'ADN d'une ville innovante, festive, dynamique, et résolument tournée vers l'avenir du numérique et des industries culturelles et créatives.

Ces écoles présenteront au public leurs compétences au travers de projections architecturales, appelées « *vidéo-mapping* » sur les façades emblématiques de l'Ecusson, de mises en lumières et de création de jeux vidéo à destination du grand public. Pour ce faire, il est proposé la signature de convention de partenariat avec chaque écoles, conventions établies pour une durée de 12 mois. La Ville de Montpellier s'engage à apporter un accompagnement professionnel, (Médiateur) sous la forme d'une supervision du projet artistique auprès des écoles, ainsi que toute la réalisation technique, dans le cadre d'un marché public, pour un montant de 89 600 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions de partenariat entre la Ville de Montpellier et les écoles citées ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Marchés de Noël 2024 et 2025 - Conventions de mise à disposition à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault et à la Chambre de Commerce et d'Industrie d'un chalet pour les jeunes créateurs - Approbation - Autorisation de signature

La Ville de Montpellier souhaite apporter son appui spécifique aux jeunes créateurs en leur mettant à disposition un espace de vente leur permettant de tester et faire connaître leurs produits sur le marché de Noël en partenariat avec les chambres consulaires. La Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA) et la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Hérault accompagnent les entreprises au quotidien. Elles apportent notamment leur conseil et leur appui aux jeunes entreprises du département. La Ville de Montpellier propose donc de mettre à disposition un chalet à chacune de ces deux structures pour le Marché de Noël 2024 et le Marché de Noël 2025. Ces dernières s'engagent à le gérer et à le mettre à disposition de jeunes créateurs

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat et la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault réaliseront la sélection des artisans et des créateurs qui exposeront dans les deux chalets dédiés. Elles s'engagent à prendre en compte *a minima* les critères suivants :

- Moins de 3 ans d'activité ;
- Vente exclusivement de produits de leur conception.

La Ville de Montpellier confie la gestion de ces deux chalets à titre gracieux à la CMA de l'Hérault et à la CCI de l'Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault, d'une part, et la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault, d'autre part, pour la mise à disposition d'un chalet destiné aux jeunes créateurs ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Halles et Marchés - Exonération de redevances - Rachat de fonds de commerce - Approbation

1- Marché Comédie – exonération de redevances

Dans le cadre de la stratégie d'extension et d'embellissement du cœur de métropole, d'importants travaux sont engagés sur les espaces publics de l'ensemble urbain formé par le secteur de la place de la Comédie et le secteur de l'Esplanade étendu au Jardin du Champ de Mars ; ce site emblématique de la centralité montpelliéraine correspondant à un périmètre opérationnel global de 8 hectares.

Plusieurs phases de travaux se sont succédées sur les deux secteurs Comédie et Esplanade en 2022 et 2023 notamment la création de fosses pour la plantation d'arbres ou encore le début des travaux de surface sur l'ensemble de ces secteurs. Les différentes phases de travaux se succèdent notamment en 2024 avec la création de la nouvelle grande fontaine ou encore les nouveaux aménagements sur l'allée centrale de l'Esplanade.

En cohérence avec les mesures prises en 2023 sur les deux secteurs Comédie et Esplanade et du fait de la gêne occasionnée par ces travaux, il est proposé à nouveau la mise en place d'une exonération des redevances pour le marché de la Comédie sur la période du 1er janvier 2024 au 30 septembre 2024 pour un montant total estimé à 24 192 €.

2- Halle Quatre saisons – Rachat de fonds de commerce

Par délibération du Conseil municipal en date du 29 septembre 2015, prise en application de la loi 2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises, dite « *loi PINEL* », tout titulaire d'une autorisation d'emplacement sur un marché peut présenter au Maire un successeur, sous réserve d'exercer son activité depuis trois ans. En effet, l'adoption de la loi PINEL confère à l'ensemble des commerçants non sédentaires des halles et marchés, un droit assimilable à un fonds de commerce.

M. FAUCON Patrick est titulaire de l'emplacement n° 20 d'une superficie de 28 m² dans les halles Quatre saisons. Il est titulaire de cette autorisation d'occupation depuis plus de 3 ans, n'a pas réussi à trouver de repreneur à présenter à la collectivité sur son activité « *Caviste et coquillages* » qui périclité sur l'équipement. Il est proposé que la collectivité se substitue au repreneur et se porte acquéreur de l'emplacement, ce qui permettra à terme d'y proposer une nouvelle offre dans l'intérêt d'un renforcement de l'attractivité des halles.

Compte tenu de l'ancienneté du commerçant, du produit commercialisé, de la clientèle attachée à ce commerce, de l'attractivité de la halle, la valeur du fonds de commerce est estimée à 28 000 € net vendeur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'exonération susmentionnée ;
- D'acquérir le fonds de commerce de Monsieur FAUCON Patrick au prix de 28 000 € net vendeur correspondant à l'emplacement n°20 de 28m² sur les halles Quatre saisons ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Montpellier Grand Cœur - Aide à la rénovation des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions - Approbation

Conformément à l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités, la Ville de Montpellier attribue des subventions pour inciter les entreprises (commerce, artisanat ou autre) à rénover la devanture de leurs locaux d'activités afin d'améliorer la qualité des rez-de-chaussée des immeubles situés dans les secteurs de protections patrimoniales et soutenir ainsi l'activité commerciale au sein de la Ville de Montpellier. Pour rappel, ce dispositif initialement instauré par délibération en date du 29 mai 2012 (n° 2012/284) a été renouvelé à l'issue de la délibération du 14 juin 2021 (n° 2021-178) afin d'améliorer la qualité des rez-de-chaussée commerciaux dans les secteurs de protections patrimoniales et soutenir l'activité commerciale au sein de la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, il est donc proposé d'attribuer les subventions suivantes :

Enseigne « El Grande », bar

Propriétaire : M. RODRIGUEZ - indivision

1 bis rue de Verdun

Subvention travaux = 6 468,75 € (plafond m² devanture)

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 7 218,75 €

Enseigne « Gyrya Saint-Guilhem », restauration rapide

Gérant : M. Tom IGOUNET

27 rue Saint-Guilhem

Subvention travaux = 8 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 500 €

Montant à verser : 9 500 €

Enseigne « Le 17.45 », restaurant

Gérant : M. François RECUERO – SAS Les planches Pétrarque

6 Place Pétrarque

Subvention travaux = 8 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 500 €

Montant à verser : 9 500 €

Enseigne « Romagna Kitchen », restaurant

Gérant : Mme Malthide & Marjolaine GUALTIERI – SARL Les deux sœurs

20 rue du Faubourg du Courreau

Subvention travaux = 4 052,70 € (plafond m² devanture)

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 4 802,70 €

Enseigne « Chai du Clapas », restaurant

Gérant : M. Thierry GAXIEU

25 rue Faubourg du Courreau

Subvention travaux = 6 230 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 500 €

Montant à verser : 7 730 €

Enseigne « LA PROVENCE », magasin de souvenirs et savons

Gérant : M. Nader MOKHTARI

7 rue de l'Ancien Courrier

Rappel : attribution d'une partie de la subvention (2 648,95 €) par décision prise par le Conseil municipal du 10/10/2023

Solde, pour travaux totalement réalisés

Subvention travaux = 5 401,90 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 3 502,95 €

Enseigne « Hélène B Coiffure », salon de coiffure

Propriétaire : Mme Hélène BELLET

16 rue Rigaud

Subvention travaux = 5 392,5 € (plafond m² devanture)

Subvention maîtrise d'œuvre = 700 €

Montant à verser : 6 092,5 €

Enseigne « SCI SASO », exploitation de biens immobilier

Propriétaire : Mme Sabine FANNEAU DE LA HORIE (SCI SASO)

6 bis rue Cope Cambes

Rappel : attribution d'une partie de la subvention (4 000 €) par décision prise par le Conseil municipal du 18/07/2023

Solde, pour travaux totalement réalisés

Subvention travaux = 8 000 €

Montant à verser : 4 000,00 €

Enseigne « Cabinet Paramédical », santé

Propriétaire : M. Vincent FLOCHEL – SCI KINOSTEO

36 rue Caizergues de Pradines

Subvention travaux = 8 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 525 €

Montant à verser : 8 525 €

Local en cours de commercialisation

Propriétaire : M. Jean-Pierre PIDOLOT – SCI JPAM

5 rue du Pont de Lattes

Subvention travaux = 4 356,15 € (plafond m² devanture)

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 312,8 €

Montant à verser : 5 668,95 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'attribution des subventions pour un montant total de 66 540,85 € correspondant à la rénovation des devantures des locaux d'activités listés ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Ovalie - Demande d'agrément de candidature de SOGEPROM-PRAGMA pour le lot 1 - Approbation

Situé entre l'avenue de Toulouse, l'avenue de Vanières et la vallée du Rieucoulon, à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves-du-Manoir, le quartier Ovalie marque l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier. D'une superficie d'environ 32 hectares, il offre dans un cadre paysager de qualité environ 3 400 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces, groupes scolaires, crèche, parcs).

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 20 décembre 2005. Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Dans le cadre d'une démarche d'implantation de projets architecturaux remarquables à proximité des lignes de tramway, visant à enrichir et diversifier le patrimoine de la Ville et contribuant à la diffusion de projets architecturaux contemporains et à la création des repères et lieux d'identité urbaine, le quartier Ovalie accueillera une Folie architecturale. Située sur la place Vanières face au parvis du stade de rugby et bordant la ligne 5 de tramway qui sera mise en service à l'horizon 2025, cette Folie composée de deux bâtiments au sein d'un parc et de rez-de-chaussée actifs marquera l'entrée du quartier et contribuera à son animation.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1^{er} septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1^{er} mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature de SOGEPROM PRAGMA pour le lot n°1 de la ZAC Ovalie.

Maître d'ouvrage :	Sogeprom Pragma ;
Localisation du projet :	Lot n°1 ZAC Ovalie - Sections PB provisoirement numérotée PB 251 partie, 332, 333 partie, 335, 336, 337 partie, 338 partie, 342 partie et 343 partie ;
Surface du lot :	4 873 m ² ;
Nature du projet :	- 4 250 m ² de surface de plancher de logements dont : <ul style="list-style-type: none"> o 2 975 m² de surface de plancher de logements en accession libre (37 logements environ) ; o 1 275 m² de surface de plancher de logements en Bail Réel Solidaire (BRS – 16 logements environ) ; - 750 m ² de surface de plancher à usage de commerces ; - 3 000 m ² de surface de plancher à usage de bureaux ;
SDP envisagée :	8 000 m ² ;
SDP maximale autorisée :	8 400 m ² .

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'agréer la candidature de SOGEPROM-PRAGMA en vue de la réalisation d'un programme de logements en accession libre, de logements en Bail Réel Solidaire, de commerces et de bureaux sur le lot 1 de la ZAC Ovalie ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Vente de la parcelle BR 1 rue de Montels l'Eglise à Lattes à la Société Loti du sud
- Approbation

Par acte administratif du 12 mai 1977, la Ville de Montpellier a acquis le terrain nu cadastré BR1 sur le territoire de la Commune de Lattes, rue de Montels l'Eglise, dans le cadre du projet de réalisation de la rocade Ouest-Sud. Aucun projet mené par la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole depuis le transfert de la compétence Voirie, ni même par l'Etat, qui vient d'achever la requalification de l'autoroute A709, n'a mobilisé ce foncier.

Dans une démarche de gestion active de son patrimoine, la Ville de Montpellier élabore un plan de cession fléchissant les biens non affectés et pouvant être cédés. A cet effet, la parcelle BR 1, non affectée et ne permettant pas de développer un projet communal, a été identifiée comme bien pouvant être valorisé compte-tenu de sa configuration triangulaire complexe et de sa faible superficie. Par délibération en date du 11 octobre 2023, le Conseil municipal a entériné sa mise en vente selon la procédure de l'appel à projets, fixée par la délibération du Conseil municipal du 22 juillet 2013, approuvant le cahier des charges définissant les conditions techniques, administratives et financières de la cession, notamment en termes de programmation, d'urbanisme ou d'environnement.

Au vu de la nature du bien, les critères de sélection du projet ont été les suivants :

- Critère 1 : Intérêt économique et environnemental du projet (6 points) ;
- Critère 2 : Insertion du projet dans son environnement (6 points) ;
- Critère 3 : Prix de vente proposé sur la base du prix plancher minimum, 86 000 € (quatre-vingt-six mille euros) net vendeur, correspondant l'évaluation du Pôle d'Evaluation Domaniale, base de recevabilité de l'offre (4 points) ;
- Critère 4 : Solvabilité et garanties bancaires apportées (4 points).

Le 31 janvier 2024, date limite de dépôt des offres d'acquisition, deux dossiers ont été déposés.

Après analyse des candidatures, la Commission Consultative des Cessions Foncières et Immobilières de la Ville de Montpellier, réunie le 25 avril 2024, a sélectionné le projet porté par la société par actions simplifiée (SAS) LOTI DU SUD. Ce projet prévoit la construction d'un ensemble immobilier à destination de bureau comprenant principalement le siège social de la société LOTI DU SUD et des espaces tertiaires à la location. L'immeuble fera l'objet d'une démarche environnementale label Bâtiment Durable Occitanie, intégrant le développement durable notamment dans la gestion des déchets, la gestion de l'énergie, le principe constructif choisi, les matériaux biosourcés, le traitement du photovoltaïque, de la gestion et du cycle de l'eau, de l'air, des mobilités durables, le confort acoustique.

Le prix de cession proposé sur la base du bilan financier de l'opération est de 95 000 € (quatre-vingt-quinze mille euros) nets vendeur. Un compromis de vente sera signé avec ce candidat, sous condition suspensive de l'octroi d'un permis de construire conforme au projet sélectionné par la commission consultative des

cessions.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la vente de la parcelle cadastrée BR 1 située rue de Montels l'Eglise à Lattes d'une superficie de 1 288 m², pour la réalisation du projet immobilier proposé dans le cadre de l'appel à projet mené par la Ville de Montpellier, à la SAS LOTISUD au prix 95 000 € (quatre-vingt-quinze mille euros) net vendeur ;
- D'approuver les termes du compromis de vente, puis de l'acte authentique, et d'autoriser la saisine en ce sens un office notarial ;
- D'autoriser la SAS LOTISUD, ou tout tiers substitué à déposer et se voir octroyer sur la parcelle BR 1, sise commune de Lattes, toutes les autorisations d'urbanisme nécessaires à la réalisation de l'opération immobilière sélectionnée ;
- De dire que les recettes seront inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) du quartier de la Mosson - Parcelle LR 268 - Désaffectation et déclassement du domaine public communal - Approbation

Situé au Nord-Ouest de Montpellier, bordé par la Commune de Grabels au Nord, et par la Commune de Juvignac à l'Ouest, le quartier de la Mosson a été construit dans les années 1960. Il accueille à ce jour environ 30 000 habitants, répartis dans 9 000 logements, principalement en copropriété. Le quartier a bénéficié entre 2007 et 2013 du premier Programme National de Renouvellement Urbain (PNRU) tourné vers la requalification de l'habitat et des équipements. Le quartier de la Mosson est toujours au cœur de l'action de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. Il fait l'objet d'un grand projet de rénovation urbaine ayant pour ambition d'améliorer le cadre de vie des habitants, de rééquilibrer la ville et retrouver l'attractivité pour le quartier, de faciliter l'accès à l'emploi, la qualité des commerces ou la réussite des enfants à l'école publique.

Par délibération n°M2019-698 en date du 18 décembre 2019, la Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020. Ce quartier a été retenu comme quartier d'intérêt national au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Une convention a été signée le 23 juillet 2021 par la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole avec l'ANRU et l'ensemble des partenaires.

Dans ce périmètre, la Ville de Montpellier est propriétaire de la parcelle cadastrée LR 268 d'une superficie de 1 114 m² située en partie sur l'ancienne emprise de la Tour Catalogne, le long de l'avenue de Barcelone. Cette emprise est aménagée actuellement en espace public agrémenté d'un espace vert ouvert au public.

Le projet d'aménagement prévoit dans ce secteur de mobiliser cette emprise afin de créer un programme d'activités tertiaires accompagné de la requalification des espaces publics. A cet effet, il a été constaté par un procès-verbal du commissaire de justice dressé le 3 mai 2024 la fermeture à l'usage du public de la parcelle LR 268. Afin de pouvoir mobiliser ces emprises dans le cadre de la mise en œuvre opérationnelle du projet NPNRU de la Mosson, il convient de constater la désaffectation et de prononcer son déclassement du domaine public.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De constater la désaffectation de la parcelle cadastrée LR 268 d'une superficie de 1 114 m² située avenue de Barcelone ;
- De prononcer le déclassement du domaine public de la parcelle cadastrée LR 268 et de l'incorporer au domaine privé de la Ville ;
- D'autoriser le dépôt et l'octroi de toutes autorisations d'urbanisme concourant à la réalisation du projet par

la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ou tout tiers substitué ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) du quartier de la Mosson - Cession à SA3M de la parcelle LR 268 - Approbation

Situé au Nord-Ouest de Montpellier, bordé par la Commune de Grabels au Nord, et par la Commune de Juvignac à l'Ouest, le quartier de la Mosson a été construit dans les années 1960. Il accueille environ 30 000 habitants répartis dans 9 000 logements, principalement en copropriété. Le quartier a bénéficié entre 2007 et 2013 d'un premier Programme National de Renouvellement Urbain (PNRU) tourné vers la requalification de l'habitat et des équipements. Le quartier de la Mosson est toujours au cœur de l'action de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. Il fait l'objet d'un grand projet de rénovation urbaine ayant pour ambition d'améliorer le cadre de vie des habitants, de rééquilibrer la ville et retrouver une attractivité pour le quartier, de faciliter l'accès à l'emploi, d'améliorer la qualité des commerces ou la réussite des enfants à l'école publique.

Par délibération n°M2019-698 en date du 18 décembre 2019, la Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020.

Ce quartier a été retenu comme quartier d'intérêt national au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Une convention a été signée le 23 juillet 2021 par la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole avec l'ANRU et l'ensemble des partenaires.

Dans ce périmètre, la Ville de Montpellier est propriétaire de la parcelle cadastrée LR 268 d'une superficie de 1 114 m² située en partie sur l'ancienne emprise de la Tour Catalogne, le long de l'avenue de Barcelone. Ce foncier a été aménagé en espace public agrémenté d'un espace vert ouvert au public. A la suite de la constatation de la désaffectation de cet espace vert, le Conseil municipal a approuvé le déclassement du domaine public de la parcelle LR 268, sise commune de Montpellier.

La SA3M a sollicité la Ville de Montpellier pour la cession de la parcelle ainsi déclassée dans le cadre de la mise en œuvre opérationnelle du projet d'aménagement, afin de créer un programme d'activités tertiaires accompagné de la requalification des espaces publics. La cession de ce foncier aura lieu moyennant le prix de 40 €/m², soit 44 560 €, conformément à l'évaluation des services du pôle d'évaluation domaniale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la cession de la parcelle LR 268 d'une superficie cadastrale de 1 114 m² à la SA3M, moyennant le prix de 44 560 € (quarante-quatre mille cinq cent soixante euros) ;
- De dire que la vente sera réitérée par acte authentique au frais de l'acquéreur ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) du quartier de la Mosson - Parcelles LR 70 et LR 278 - Déclassement du domaine public communal et désaffectation - Approbation

Situé au Nord-Ouest de Montpellier, bordé par la Commune de Grabels au Nord, et par la Commune de Juvignac à l'Ouest, le quartier de la Mosson a été construit dans les années 1960. Il accueille à ce jour environ 30 000 habitants, répartis dans 9 000 logements principalement en copropriété. Le quartier a bénéficié entre 2007 et 2013 du premier Programme National de Renouvellement Urbain (PNRU) tourné vers la requalification de l'habitat et des équipements. Le quartier de la Mosson est toujours au cœur de l'action de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. Il fait l'objet d'un grand projet de rénovation urbaine ayant pour ambition d'améliorer le cadre de vie des habitants, de rééquilibrer la ville et retrouver l'attractivité pour le quartier, de faciliter l'accès à l'emploi, la qualité des commerces ou la réussite des enfants à l'école publique.

Par délibération n°M2019-698 en date du 18 décembre 2019, la Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020. Ce quartier a été retenu comme quartier d'intérêt national au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Une convention a été signée le 23 juillet 2021 par la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) et l'ensemble des partenaires.

Dans ce périmètre, la Ville de Montpellier est propriétaire des parcelles cadastrées LR 278 d'une superficie de 1 420 m² et LR 70 d'une superficie de 144 m² situées en partie sur l'ancienne emprise de la Tour Catalogne, le long de l'avenue de Barcelone. Ces emprises sont aménagées actuellement en parking public d'une trentaine de places de stationnement accompagné d'ilots végétalisés. Le projet d'aménagement prévoit dans ce secteur de mobiliser ces emprises afin de permettre l'implantation d'un Pôle Santé porté par le Groupe Office Santé accompagné par la requalification des espaces publics.

La Métropole a sollicité la Ville de Montpellier afin que celle-ci puisse d'ores et déjà procéder à la cession du bien auprès du porteur de projet pour lui permettre de monter son opération de construction. Cependant, le démarrage des travaux ne pouvant s'opérer avant le 3^{ème} trimestre 2025, la Ville souhaite conserver l'usage public du parking qui s'avère indispensable au bon fonctionnement du quartier, dans l'attente de l'aménagement de l'espace public attendant.

L'article L.2141-2 du Code général de la propriété des personnes publiques permet de décider la désaffectation de l'espace public et de le déclasser, mais d'en conserver l'usage public pendant un délai de 3 ans, renouvelable une fois.

Vu les objectifs et l'intérêt général du projet, il est proposé de mettre en œuvre cette procédure sur l'assiette foncière du projet de pôle santé composée des parcelles cadastrées LR 278 et LR 70.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider la désaffectation des parcelles cadastrées LR 70 et LR 278, situées avenue de Barcelone à Montpellier ;
- De dire que la désaffectation devra prendre effet dans un délai de trois ans, renouvelable une fois à compter de la date de la présente délibération ;
- De prononcer le déclassement du domaine public des parcelles cadastrées LR 70 et LR 278, situées avenue de Barcelone à Montpellier ;
- D'autoriser le dépôt et l'octroi de toutes autorisations d'urbanisme concourant à la réalisation du projet par le Groupe Office Santé ou tout tiers substitué ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) du quartier de la Mosson - Cession des parcelles LR 70 et LR 278 au groupe Office Santé - Approbation

Situé au nord-ouest de Montpellier, bordé par la Commune de Grabels au nord, et par la Commune de Juvignac à l'ouest, le quartier de la Mosson a été construit dans les années 1960. Il accueille à ce jour environ 30 000 habitants, répartis dans 9 000 logements, principalement en copropriété. Le quartier a bénéficié entre 2007 et 2013 du premier Programme National de Renouvellement Urbain (PNRU) tourné vers la requalification de l'habitat et des équipements. Le quartier de la Mosson est toujours au cœur de l'action de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. Il fait l'objet d'un grand projet de rénovation urbaine ayant pour ambition d'améliorer le cadre de vie des habitants, de rééquilibrer la ville et retrouver l'attractivité pour le quartier, de faciliter l'accès à l'emploi, la qualité des commerces ou la réussite des enfants à l'école publique.

Par délibération n°M2019-698 en date du 18 décembre 2019, la Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020.

Ce quartier a été retenu comme quartier d'intérêt national au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Une convention a été signée le 23 juillet 2021 par la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole avec l'ANRU et l'ensemble des partenaires.

Dans ce périmètre, la Ville de Montpellier est propriétaire des parcelles cadastrées LR 278 d'une superficie de 1 420 m² et LR 70 d'une superficie de 144 m² situées en partie sur l'ancienne emprise de la Tour Catalogne, le long de l'avenue de Barcelone. Ces emprises sont aménagées actuellement en parking public d'une trentaine de places de stationnement accompagné d'îlots végétalisés. Le projet d'aménagement prévoit dans ce secteur de mobiliser ces emprises afin de permettre l'implantation d'un Pôle Santé porté par le Groupe Office Santé accompagné de la requalification des espaces publics.

La Métropole a sollicité la Ville de Montpellier afin que celle-ci puisse d'ores et déjà procéder à la cession du bien auprès du porteur de projet pour lui permettre de monter son opération de construction tout en maintenant, le temps du montage de l'opération immobilière, la fonction de stationnement et d'espaces verts ouverts au public. Pour mettre en œuvre ce projet dans le cadre de l'opération NPNRU de la Mosson, le Conseil municipal a, au préalable, approuvé le déclassement du domaine public communal des parcelles LR 278 et LR 70 et leurs désaffectations *a posteriori*. Le projet de Pôle Santé s'étend sur une assiette foncière d'une surface prévisionnelle d'environ 624 m², dont 28 m² issus de la parcelle LR 70 et 596 m² issus de la parcelle LR 278 selon le plan de géomètre joint à la présente délibération.

Conformément à l'évaluation des services du Pole d'évaluation domaniale, la cession du bien aura lieu moyennant le prix de 150€/m² HT de surface de plancher (SDP) à développer sur le terrain vendu. A ce jour, le projet prévoit la création de 1 200 m² environ de SDP, soit un montant prévisionnel de cession d'environ 180 000 € HT. Le prix définitif sera ajusté en fonction de la surface de plancher autorisée dans le cadre du permis de construire.

La commission consultative des cessions immobilières de la Ville de Montpellier, consultée sur ce projet lors de la séance du 24 avril 2024, a émis un avis favorable pour exclure cette vente de la procédure de cession des biens communaux, régie par la délibération du Conseil municipal du 22 juillet 2013, compte tenu de l'intérêt du projet à développer sur cette assiette foncière dans le cadre de la mise en œuvre opérationnelle du NPNRU de la Mosson et de la diversification de l'offre de service à la population du quartier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la cession d'une emprise de 28 m² à prendre sur la parcelle LR 70 et d'une emprise de 596 m² à prendre sur la parcelle LR 278, selon un plan de division dressé par un géomètre expert au groupe Office Santé, moyennant le prix de 150 € HT (cent cinquante euros hors taxes) par m² de surface de plancher autorisée ;
- De dire que la vente sera réitérée par acte authentique au frais de l'acquéreur ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Constatation de transfert de propriété de la SA3M à la Ville de Montpellier du groupe scolaire Jeanne-Moreau phase 2 - Lot 5C2 de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du quartier de la Cité créative - Approbation

Dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme de la carte militaire, l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) de Montpellier a fermé ses portes à l'été 2010. La Ville a décidé d'engager la transformation de ce site désaffecté pour le remobiliser au service de son développement et de son rayonnement. Le 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI d'une superficie de 356 019 m².

Soucieuse de maîtriser le développement de ce site emblématique et de son environnement urbain, la Ville a, par suite et par délibération en date du 25 juin 2012, confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (devenue en 2016 la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole – SA3M), l'opération de reconversion de l'EAI sous la forme d'une concession d'aménagement qui prévoit la réalisation de logements, de locaux d'activités (bureaux, enseignement, commerces et services de proximité) et deux équipements publics principaux : un groupe scolaire de vingt classes et une crèche. La réalisation de ce nouveau quartier, au sein de la ZAC « Cité Créative » a, en effet, rendu nécessaire la création d'un nouveau groupe scolaire dès la rentrée 2019.

A cet effet, la SA3M a acheté à la Ville une partie de l'ensemble acquis par celle-ci auprès de l'Etat. La Ville a confié, le 31 mars 2016, la réalisation du groupe scolaire au sein d'un ensemble immobilier complexe imbriquant des logements, à la SA3M, dans le cadre d'un avenant n° 4 à la concession d'aménagement dont la réalisation a été organisée en deux temps.

Le groupe scolaire, phase 1, situé au sein d'un ensemble immobilier complexe imbriquant logements et locaux scolaires a été ouvert à la rentrée de septembre 2019. Il est constitué de 10 classes, dont 5 mises à disposition par le biais d'une convention à l'école associative Calandreta-Dau-Chivalet. Le transfert de propriété à titre gratuit a été constaté par acte notarié en date du 4 décembre 2019.

La phase 2 du projet comprend une construction neuve et une partie en réhabilitation correspondant à une ancienne ciblerie et d'anciens ateliers. Le groupe scolaire II, en R+1 partiel, est constitué de 10 classes, d'un hall, de locaux affectés au périscolaire, de locaux techniques et d'une cour. L'équipement fera l'objet d'un procès-verbal de remise d'ouvrage par la SA3M dans le courant de l'été 2024, date à partir de laquelle la Ville de Montpellier en aura la jouissance.

Il est proposé dès lors de procéder à l'acquisition, par transfert à titre gratuit, de la propriété du groupe scolaire Jeanne-Moreau phase 2, d'une surface utile d'environ 1 366 m², lot 5C2 de la ZAC du quartier de la Cité créative, au profit de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession. La valeur de l'équipement inscrite au bilan de la ZAC est de 8 017 340 € HT soit huit millions dix-sept mille trois cent quarante euros hors taxe.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De constater le transfert à titre gratuit de propriété du groupe scolaire Jeanne-Moreau phase 2, lot 5C2 de la ZAC du quartier de la Cité créative, au profit de la Ville de Montpellier conformément aux engagements contractuels nés du contrat de concession ;
- De missionner un office notarial en vue de réitérer l'acte constatant le transfert gratuit de propriété du groupe scolaire Jeanne-Moreau phase 2, lot 5C2 de la ZAC du quartier de la Cité créative, au profit de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Transfert en pleine propriété de l'emprise foncière du collège Les Aiguerelles au
 Département de l'Hérault - Transfert à Montpellier Méditerranée Métropole
 d'une voirie Avenue du Pont Trinquat et rue de l'Améthyste - Constitution d'une
 servitude pour le passage en tréfonds d'une canalisation - Approbation**

En 1985, la Ville de Montpellier a mis à la disposition du Département de l'Hérault les collèges lui appartenant, en application des lois de décentralisation. Depuis cette date, le Département en assume les charges et les obligations de propriétaire.

L'article 79 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 prévoit le transfert de plein droit, en pleine propriété, et à titre gratuit des biens immobiliers des collèges appartenant à une commune, dès lors que des travaux de reconstruction ou d'extension y ont été réalisés. Le Département de l'Hérault demande sur ce fondement à la Ville d'effectuer le transfert de l'emprise du collège Les Aiguerelles situé 686 avenue du Pont Trinquat, édifié sur les parcelles cadastrées DT 491(a) et DT 332(h) d'une superficie respective de 11 755 m² et de 86m². Un cabinet de géomètres-experts est chargé de la nouvelle numérotation cadastrale qui est en cours. Par conséquent, il est proposé de céder à titre gratuit au Département de l'Hérault cette emprise foncière supportant le collège.

Par ailleurs, le groupe scolaire, composé de l'école maternelle Anne-Frank et de l'école élémentaire Charles-Dickens, situé rue de l'Améthyste sur les parcelles cadastrées DT 332f, DT 332g et DT 294 est contigu au collège Les Aiguerelles. Une voirie, dont l'assiette foncière est constituée de parties de parcelles appartenant à la Ville de Montpellier a été aménagée par Montpellier Méditerranée Métropole pour sécuriser les abords des écoles, permettant ainsi aux familles de se rendre à l'école à pieds, à vélo, en transport en commun, en toute sécurité, dans le cadre du projet « *la Rue aux Ecoliers* ». Montpellier Méditerranée Métropole, exerçant de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences prévues à l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales, et notamment « *la création, l'aménagement et l'entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain, ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires* », a sollicité la Ville pour réaliser le transfert de propriété au titre de l'article L.5217-5 du Code général des collectivités territoriales afin de régulariser la propriété foncière de cette voie ainsi que des accessoires de voirie situés rue de l'Améthyste et avenue du Pont Trinquat. Les emprises concernées par le transfert de propriété à la Métropole, d'une superficie totale d'environ 1494 m², sont provisoirement cadastrées DT 332g pour 1119 m², DT 491b pour 290 m², DT 491c pour 19 m², DT 491d pour 42 m² et DT 491e pour 24 m² sises commune de Montpellier.

En outre, il est proposé la constitution d'une servitude, à titre gratuit, pour le passage en tréfonds d'une canalisation permettant d'alimenter le réseau de chauffage des écoles Anne Franck et Charles Dickens, depuis la chaufferie du collège. Le collège situé sur la parcelle cadastrée DT 491a constitue le fonds servant. Le groupe scolaire situé sur les parcelles cadastrées DT 332f, DT 332g, DT 491c et DT 294 constitue le fonds dominant. Cette servitude sera relatée dans l'acte de transfert de propriété entre la Ville de Montpellier

et le Département de l'Hérault. Il en sera de même dans celui de transfert au Département. Les parcelles cadastrées DT 332g et DT491c, qui deviennent propriétés de la Métropole, constituent le fonds servant et le foncier du groupe scolaire constitue le fonds dominant.

Le terrain d'assiette du collège est inscrit à l'inventaire comptable de la Ville de Montpellier pour un montant historique de 1 184 247,59 € (un million cent quatre-vingt-quatre mille deux cent quarante-sept euros et cinquante-neuf centimes).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser le transfert en pleine propriété, à titre gratuit, au Département de l'Hérault de l'emprise foncière du Collège Les Aiguerelles situé 686 avenue du Pont Trinquat à Montpellier, cadastré parcelles DT 491a et DT 332h d'une superficie respective d'environ 11 755 m² et de 86 m² ;
- D'autoriser la constitution d'une servitude réelle et perpétuelle, à titre gratuit, avec le Département de l'Hérault, fonds servant, pour le passage en tréfonds sur la parcelle cadastrée DT 491a, sise commune de Montpellier, d'une canalisation permettant d'alimenter le réseau de chaleur des écoles Anne-Frank et Charles-Dickens, situées sur les parcelles cadastrées DT 332f, DT 332g, DT 294 et DT 491c, constituant le fonds dominant ;
- D'autoriser le transfert en pleine propriété, à titre gratuit, à Montpellier Méditerranée Métropole, des parcelles aménagées en nature de voirie ou accessoires, cadastrées DT 332g pour 1119 m², DT 491b pour 290 m², DT 491c pour 19 m², DT 491d pour 42 m² et DT 491e pour 24 m² représentant une superficie cadastrale d'environ 1 494 m² ;
- D'autoriser la constitution d'une servitude réelle et perpétuelle, à titre gratuit, avec Montpellier Méditerranée Métropole pour le passage en tréfonds des parcelles cadastrées DT 332g et DT491c d'une canalisation partant de la chaudière du collège et passant en tréfonds de la voirie métropolitaine, fonds servant, pour alimenter le réseau de chauffage des écoles Anne-Frank et Charles-Dickens, fonds dominant, situées sur les parcelles cadastrées DT 332f et DT 294 ;
- De saisir une étude notariale, en vue de la rédaction de l'acte de transfert de propriété au profit du Département de l'Hérault, à ses frais, et de l'acte de transfert de propriété au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, à ses frais ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Constitution de réserves foncières agro-naturelles - Acquisition de parcelles
auprès du Groupement Foncier Agricole de Flaugergues - Domaine de Grammont
- Approbation**

Les espaces naturels et agricoles constituent un grand parc métropolitain dont il faut déployer le potentiel : agriculture en harmonie avec l'environnement, gestion hydraulique intégrée, culture, loisirs, économie verte et de recyclage. Dans cette dynamique vertueuse, la maîtrise des lisières agro-naturelles en contact avec les franges urbaines présente des enjeux majeurs pour lutter contre l'étalement urbain par grignotage de la campagne et les conflits d'usage, en activant le potentiel des espaces en frange des villes et des villages.

L'objectif de protection passe par la valorisation de la biodiversité, avec la trame « *verte et bleue* », ses réservoirs de biodiversité et ses corridors écologiques, le renforcement du réseau végétal et de l'agriculture en ville, l'amplification de la sensibilisation des habitants à la préservation de l'environnement. Il convient de garantir l'intégrité écologique et la pérennité des réservoirs de biodiversité, maintenir et assurer les continuités écologiques favorables aux déplacements des espèces, conserver et accroître le réseau végétal des villes qui favorise la cohésion sociale et le lien avec la nature, valoriser le paysage à toutes les échelles en veillant à la qualité du lien entre espaces agro-naturels et urbains (limites, franges, lisières).

La Ville de Montpellier mène une politique volontariste de préservation des lisières agro-naturelles. A l'ouest de la ville, cette volonté a été affirmée par la création de l'Agriparc du Mas Nouguiet et plus récemment par la réflexion autour de l'Agriparc des Bouisses. A l'est de la ville, la lisère agro-naturelle de l'aire urbaine de Montpellier est située autour du secteur de Grammont. Elle accueille la ferme urbaine collective la Condamine, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, le Domaine de Grammont, des serres horticoles, des jardins familiaux, ainsi que le château de Flaugergues et les vignes environnantes.

La Ville de Montpellier est propriétaire de nombreux fonciers dans ce secteur à l'est, représentant une superficie totale d'environ 7,5 ha, dont 3 ha sont en nature de vignes exploitées par Monsieur Pierre DE COLBERT. Il est à noter qu'ACM est également propriétaire depuis 2005 d'une parcelle voisine d'une contenance de 1,5 ha en état de friche. Le Groupement Foncier Agricole (GFA) de Flaugergues est propriétaire de diverses parcelles mitoyennes aux parcelles municipales d'une superficie totale de plus de 9 ha, dont 5,3 ha en nature de vignes, exploitées par Monsieur Pierre DE COLBERT également à travers un bail à ferme en date du 15 novembre 2016. Ces parcelles sont occupées aux 2/3 par des vignes anciennes avec de très faibles rendements, malgré un état phytosanitaire sain.

Les parcelles concernées sont les suivantes :

Parcelle	Contenance	Occupation
RI 14	1ha 68a 17ca	Vigne
RW 52	1ha 98a 60ca	Vigne

RH 2	1ha 51a 09ca	vigne
RH 5	10a 83ca	Vigne
RV 18	1ha 05a 26ca	Friche
RW 25	85a 80ca	Friche
RW 50	1ha 81a 23ca	Friche

Le GFA de Flaugergues s'est rapproché de la Ville de Montpellier afin de lui proposer la vente des parcelles lui appartenant.

La maîtrise foncière de ces terrains permettrait à la Ville de protéger cette trame verte, créant ainsi un tènement agricole et naturel cohérent. Cette acquisition représenterait également l'opportunité de créer des réserves foncières pour répondre aux besoins de mesures compensatoires environnementales nécessaires à la réalisation des projets sur le territoire. Ce secteur est déjà le support de mesures compensatoires environnementales portées par la Métropole dans le cadre de la réalisation de travaux d'extension de l'usine à eau de Valedéau, secteur conforté dans cette vocation à travers la stratégie biodiversité en cours d'élaboration par la Métropole

En 2024, l'exploitant, Monsieur DE COLBERT, souhaiterait arracher, 4 ha des 9 ha de vignes qu'il exploite, compte tenu du faible rendement actuel, et planter de nouveaux cépages plus adaptés aux aléas climatiques. Le propriétaire actuel a donné son accord pour effectuer ces travaux agricoles. Le capital végétal, appartenant à ce jour au propriétaire du sol, a été valorisé à 133 896 €. La replantation doit avoir lieu avant le transfert de propriété afin de permettre la poursuite de l'exploitation viticole.

Une réflexion fine, parcelle par parcelle, devra être réalisée au niveau technique par la Ville et l'exploitant afin de déterminer les essences et modes de culture à mettre en place pour répondre à la fois aux objectifs environnementaux de la Ville et aux objectifs économiques de l'exploitation agricole. Une clause de revoyure à 18 mois sera inscrite dans l'acte notarié permettant de réviser les conditions du bail rural dont l'exploitant est titulaire actuellement, repris dans l'acquisition, en vue de répondre à cette conciliation des objectifs.

L'acquisition des parcelles du GFA aurait lieu moyennant le prix de 12,50 € / m², soit 1 126 225 €, majoré d'une indemnité 133 896 € correspondant à la valeur du capital végétal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'acquisition par la Ville du GFA de Flaugergues des parcelles cadastrées RI 14 – RW 52 – RH 2 – RH 5 – RV 18 – RW 25 – RW 50 sises à Montpellier, lieu-dit « *Mont Aubérou* », d'une contenance cadastrale totale d'environ 9 hectares et 98 centiares, moyennant le prix de 1 126 225 € (un million cent vingt-six mille deux cent vingt-cinq euros) majoré d'une indemnité de 133 896 € (cent trente-trois mille huit cent quatre-vingt-seize euros) correspondant à la valeur du capital végétal conformément à l'avis de France Domaines en date du 11 avril 2024 ;
- D'accepter les termes de l'accord pour l'acquisition de ces terres occupées comprenant la reprise du bail à ferme en cours de validité ainsi que la mise en œuvre d'une clause de revoyure dans les 18 mois portant sur les conditions de mise à disposition des fonciers qui seront acquis ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- De saisir l'office notarial DOSSA pour la rédaction de l'acte de transfert de propriété ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Église Sainte-Eulalie - Convention de servitude de passage d'un réseau d'eaux pluviales entre la Ville de Montpellier et la copropriété Le Clos de la Merci - Parcelle cadastrée BX 511 - Approbation - Autorisation de signature

La Ville de Montpellier est propriétaire de la parcelle cadastrée BX 511, située 12 rue de la Merci, supportant l'église Sainte-Eulalie, acquise par ordonnance royale du 14 février 1844 et jugement d'expropriation du Tribunal civil de l'arrondissement de Montpellier du 13 juillet 1844.

Par délibération du 28 juillet 2022, le Conseil municipal a autorisé la Ville de Montpellier à procéder à une régularisation foncière avec la société Les Jardins de la Merci, propriétaire de la parcelle contiguë, cadastrée BX 505. Le plan cadastral incluait une erreur concernant une emprise foncière de 51 m² attribuée historiquement à tort à la Ville. La régularisation cadastrale a été réitérée par acte notarié du 26 mai 2023.

La Ville a effectué la réfection de la toiture de l'église, dont les eaux pluviales se déversent dans la cour de la copropriété Le Clos de la Merci, nouvellement propriétaire de la parcelle cadastrée BX 505. Par conséquent, six gouttières descendent le long de la façade mitoyenne de l'église et une canalisation recueillant ces eaux pluviales est enterrée dans sa cour.

La copropriété Le Clos de la Merci a émis un avis favorable de principe à la constitution d'une servitude de passage de la canalisation d'eaux pluviales et de ses gouttières. L'assemblée générale de la copropriété se réunira au 3^{ème} trimestre 2024 afin de valider le contrat définitif.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe d'une servitude, à titre gratuit, pour le passage d'une canalisation d'eaux pluviales et de ses gouttières installées sur la parcelle cadastrée BX 505, sur une longueur d'environ quarante mètres sur environ un mètre de largeur, consentie par la Ville de Montpellier, propriétaire de la parcelle cadastrée BX 511 occupée par l'Eglise Sainte-Eulalie située rue de la Merci à Montpellier, à la copropriété Le Clos de la Merci, propriétaire de la parcelle cadastrée BX 505 ;
- De demander à un office notarial de rédiger l'acte authentique relatif à la constitution de cette servitude de passage, aux frais de la Ville ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Modification de la servitude de passage d'une canalisation pour un réseau d'assainissement au profit de Montpellier Méditerranée Métropole - Parcelles cadastrées SC 25 et SC 104, avenue Raymond Dugrand - Approbation

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Cambacérès, située sur le territoire de la commune de Montpellier, est longée par trois grandes infrastructures (les autoroutes A9 et A709 et la ligne ferroviaire mixte voyageurs et fret « *Contournement Nîmes Montpellier* ») et à vocation à accueillir un pôle d'affaires à proximité du pôle d'échanges intermodal de la gare Montpellier-Sud de France, tout en préservant de grands domaines viticoles.

Par délibération du 1^{er} février 2022, le Conseil municipal a autorisé la Ville à constituer une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées sur les propriétés de la Ville cadastrées SC 25 et SC 104, situées avenue Raymond-Dugrand, représentant une emprise foncière de 292 m², pour permettre le raccordement des eaux usées du poste de refoulement de Cambacérès sur l'intercepteur Est, le collecteur de transfert des eaux usées, vers la station d'épuration MAERA. La convention relative à cette servitude de passage et à l'autorisation pour Montpellier Méditerranée Métropole de faire les travaux a été signée le 3 mars 2022.

Cependant, lors de la réalisation des travaux, il s'est avéré que le tracé de la canalisation a dû être modifié pour des raisons techniques. En conséquence, Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité la Ville de Montpellier pour modifier l'emprise foncière de la servitude qui impacte désormais environ 82 m² sur la parcelle cadastrée SC 25 et environ 236 m² sur la parcelle cadastrée SC 104, soit une emprise totale d'environ 318 m².

Il a été réalisé un relevé de l'ouvrage créé. Il est donc nécessaire de modifier les emprises grevées par la servitude autorisée par délibération du 1^{er} février 2022 afin d'être conforme avec le tracé du réseau. Il est proposé de constituer la servitude de passage du réseau d'assainissement, à titre gratuit.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la modification du tracé de la servitude perpétuelle au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, à titre gratuit, pour le passage en tréfonds d'une canalisation d'assainissement sur les parcelles cadastrées SC 25 et SC 104 situées avenue Raymond-Dugrand, grevant une emprise totale d'environ 318 m² ;
- De dire que l'acte authentique sera réitéré aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Concession d'Aménagement Nouveau Grand Cœur - Garantie d'emprunt à la
Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M)
Concessionnaire - Approbation

Depuis 2003, la Ville de Montpellier mène sur son centre-ville une intervention globale de renouvellement urbain. L'objectif de l'opération est l'amélioration du cadre de vie pour ceux qui y habitent et y travaillent, en agissant sur trois volets : le logement, le commerce et les équipements publics. L'ambition de cette action de renouvellement urbain a conduit à créer une nouvelle concession fin 2013 (Nouveau Grand Cœur) par délibération du Conseil municipal du 7 octobre, notifiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) début décembre 2013, devenue la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Dans le cadre de cette concession, en 2024, la SA3M envisage de recourir à des emprunts complémentaires, dont la garantie doit être apportée par la Ville de Montpellier, autorité concédante, pour financer les besoins ci-après :

- Acquisition des rez-de-chaussée commerciaux de l'opération Urban Renaissance ;
- Acquisitions et travaux notamment dans le secteur en mutation Rondelet ;
- Portage foncier dans secteur Beausoleil en attente de la cession du lot destiné à accueillir une Folie architecturale.

Cette concession d'aménagement, prévoit en son article 22 qu'une garantie financière peut être demandée à tout actionnaire de l'aménageur. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier, notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, au profit de la collectivité concédante. A la suite de consultations lancées par la SA3M, le recours à l'emprunt est envisagé auprès de plusieurs établissements selon les modalités suivantes.

Les caractéristiques du premier emprunt à garantir sont les suivantes :

- Prêteur : ARKEA ;
- Capital : 6 750 000 € ;
- Durée de la phase de mobilisation : 3 mois ;
- Amortissement : linéaire sur 4 ans dont 1 an de différé d'amortissement ;
- Taux fixe : 3.86% ;
- Périodicité : annuelle ;
- Remboursement anticipé : possible, totalement ou partiellement, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle ;
- Garantie à hauteur de 80% de la Ville de Montpellier.

Les caractéristiques du second emprunt à garantir sont les suivantes :

- Prêteur : ARKEA ;
- Capital : 3 500 000 € ;
- Durée de la phase de mobilisation : 3 mois ;
- Amortissement : linéaire sur 4 ans dont 1 an de différé d'amortissement ;
- Taux fixe : 3.86% ;
- Périodicité : annuelle ;
- Remboursement anticipé : possible, totalement ou partiellement, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle ;
- Garantie à hauteur de 80% de la Ville de Montpellier.

Les caractéristiques du second emprunt à garantir sont les suivantes :

- Prêteur : Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon ;
- Capital : 3 500 000 € ;
- Durée de la phase de mobilisation : 6 mois ;
- Durée de la phase d'amortissement : 3 ans dont 1 an de différé d'amortissement ;
- Taux fixe : 3.75% ;
- Périodicité : trimestrielle ;
- Echéances : constantes ;
- Remboursement anticipé : possible, totalement ou partiellement, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle ;
- Garantie à hauteur de 80% de la Ville de Montpellier.

Conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code général des collectivités territoriales L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme, au cas où la SA3M pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, la Ville de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De garantir 80% de l'emprunt de 6 750 000 € sollicité par la SA3M auprès d'ARKEA, soit un montant garanti de 5 400 000 € ;
- De garantir 80% de l'emprunt de 3 500 000 € sollicité par la SA3M auprès d'ARKEA, soit un montant garanti de 2 800 000 € ;
- De garantir 80% de l'emprunt de 3 500 000 € sollicité par la SA3M auprès de Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon, soit un montant garanti de 2 800 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés et à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur - Avenant n°13 - Approbation -
Autorisation de signature**

Depuis 2003, la Ville de Montpellier mène sur son centre-ville une intervention globale de renouvellement urbain. L'objectif de l'opération est l'amélioration du cadre de vie pour ceux qui y habitent et y travaillent, en agissant sur trois volets : le logement, le commerce et les équipements publics. L'ambition de cette action de renouvellement urbain a conduit à créer une nouvelle concession fin 2013 (Nouveau Grand Cœur) par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013, notifiée à la SAAM début décembre 2013, devenue la SA3M (Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole).

Aujourd'hui, la Ville de Montpellier souhaite lancer des études et la réalisation des travaux nécessaires à la mise en location d'un local commercial, dont elle est propriétaire, au sein de l'immeuble « *Le Capoulié* » et d'en confier la réalisation à la SA3M. Pour ce faire, il est proposé d'intégrer ces travaux dans la concession Nouveau Grand Cœur, via un avenant n°13 à la convention. Les missions de l'aménageur sont modifiées en conséquence et le nouveau bilan prend en considération cette mission complémentaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant n°13 à la concession Nouveau Grand Cœur ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Concession d'Aménagement Parc Marianne Rive Gauche - Garantie d'emprunt à la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (SERM) Concessionnaire - Approbation

Le quartier Port Marianne – Rive Gauche se développe sur une superficie de 9 hectares. Il s'inscrit dans la continuité du projet Port Marianne et de ses façades sur le Lez, après les quartiers Consuls de Mer, Richter et Jacques-Cœur. Le programme prévisionnel des constructions de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne – Rive Gauche intègre une volonté forte de créer un développement social harmonieux, réaliser des équipements publics adaptés, desservis par des transports en commun performants, dans un souci de mixité des usages et de limitation des ressources énergétiques.

Par délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2008, la Ville a concédé l'aménagement du quartier Port Marianne – Rive Gauche à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM). En 2024, l'acquisition des rez-de-chaussée commerciaux de l'immeuble Palomaya est notamment prévue.

Cette concession d'aménagement, prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être demandée à tout actionnaire de l'aménageur. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier, notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, au profit de la collectivité concédante.

A la suite d'une consultation lancée par la SERM, le recours à l'emprunt est envisagé auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations selon les modalités suivantes :

- Capital : 4 500 000 € ;
- Durée de la phase de mobilisation : 6 mois ;
- Durée de la phase d'amortissement : 3 ans ;
- Type d'amortissement : progressif ;
- Taux fixe : 4.30% ;
- Périodicité : trimestrielle ;
- Remboursement anticipé : possible, totalement ou partiellement, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle ;
- Garantie à hauteur de 80% de la Ville de Montpellier.

Conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code général des collectivités territoriales L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme, au cas où la SERM pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, la Ville de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De garantir 80% de l'emprunt de 4 500 000 € sollicité par la SERM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, soit un montant garanti de 3 600 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Commune de Montpellier - Concession d'Aménagement Pompignane - Garantie d'emprunt à la SA3M - Approbation

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a souhaité engager le réaménagement du quartier de la Pompignane, dans l'est de la commune. D'une superficie d'environ 110 hectares, le secteur couvre la quasi-totalité du quartier. Le projet d'urbanisme (2 500 logements, locaux d'activités, équipements publics, ...) et sa mise en œuvre ont été confiés à l'aménageur SA3M par la signature le 14 novembre 2016 d'une concession d'aménagement dénommée « *Réaménagement du quartier de la Pompignane* ».

Cette concession d'aménagement, prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être demandée à tout actionnaire de l'aménageur. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier, notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, au profit de la collectivité concédante.

Le décalage des recettes prévues en 2024 sur les opérations Hauts de Jausserand et Cœur de Quartier engendre un besoin de trésorerie via la souscription d'un emprunt pour faire face au portage financier à supporter par le concessionnaire. A la suite d'une consultation lancée par la SA3M, le recours à l'emprunt est envisagé auprès du Crédit Agricole selon les modalités suivantes :

- Capital : 7 500 000 € ;
- Durée de la phase de mobilisation : 24 mois ;
- Amortissement : 1 an de différé, puis 6 ans ;
- Taux fixe : 4.07% ;
- Garantie à hauteur de 80% de la Ville de Montpellier.

Conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code général des collectivités territoriales L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme, au cas où la SA3M pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, la Ville de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De garantir 80% de l'emprunt de 7 500 000 € sollicité par la SA3M auprès du Crédit Agricole, soit un montant garanti de 6 000 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés et à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Droit de préemption urbain - Convention-cadre entre la Ville de Montpellier et
ACM Habitat - Bilan annuel 2023/2024 - Prorogation - Approbation -
Autorisation de signature**

La forte croissance démographique couplée à une réalité sociale marquée implique la nécessité de produire une offre de logement diversifiée, notamment en réponse aux capacités financières des ménages modestes. La Ville de Montpellier s'est depuis longtemps engagée aux côtés de la Métropole dans une politique volontariste de développement du logement social et de l'accession abordable, la plus diversifiée possible. De 2010 à 2020, près de 9 000 logements locatifs sociaux ont été financés sur la Ville de Montpellier, soit une moyenne de près de 900 logements par an sur la période. En 2021, plus de 20,4% des résidences principales de la Ville de Montpellier relevaient d'ores et déjà du logement locatif social.

Le 1^{er} juillet 2021 le Conseil d'administration du bailleur social ACM Habitat a adopté le projet stratégique dénommé « K30 », projet dont l'objectif est d'augmenter la production de logements sociaux avec l'ambition de porter le parc de l'office à 30 000 logements, en passant d'une production annuelle de 500 logements/an à 1 000 logements/an en 2025. Cet accroissement quantitatif est attendu tout en diversifiant l'offre, notamment à destination des étudiants et des seniors.

Pour accélérer et amplifier la réponse aux besoins en logements, la Ville, par délibération du 29 mars 2022 du Conseil municipal, a approuvé la signature d'une convention-cadre avec ACM Habitat prévoyant les modalités d'intervention réciproques à l'occasion de l'exercice par la Ville du droit de préemption urbain sur le parc de logements existant et permettre le développement d'une offre complémentaire de logement locatif social dans les secteurs urbains diffus. Cette convention signée le 2 mai 2022, prévoit que la Ville transmet à ACM Habitat les déclarations d'intention d'aliéner concernant des biens susceptibles de répondre à sa politique locale de l'habitat et au projet K30. Après préemption par la Ville, ACM Habitat intervient en qualité de tiers-payeur aux actes d'acquisition en substitution de la commune, cette dernière lui cédant immédiatement les biens ainsi acquis.

La convention signée pour une durée d'une année prévoit l'établissement d'un bilan d'activité annuel au Conseil municipal et permettre, le cas échéant, de proroger le dispositif.

Sur l'exercice 2022/2023, 40 biens ont été soumis à ACM Habitat, 30 biens visités et ont fait l'objet d'une étude approfondie. Un seul immeuble a été acquis par ACM Habitat.

Les ventes d'immeubles entiers pouvant convenir à la réalisation de résidences sociales correctes à des prix compatibles avec la production de logements sociaux sont rares sur le territoire. Sur ce marché des immeubles de rapport, qui reste limité, interviennent majoritairement les entreprises de promotion immobilière spécialisées dans la rénovation et quelques investisseurs. La crise immobilière de 2023 a fortement accentué le ralentissement des mises en vente et en particulier pour ce type de bien. Dans ce

contexte, sur l'exercice 2023/2024, 17 dossiers de déclaration d'intention d'aliéner ont été proposés à l'analyse d'ACM Habitat. Après visite de 9 immeubles retenus et étude approfondie par le bailleur social, un seul bien répondait aux conditions de réalisation d'une résidence sociale. Cet immeuble de rapport situé 7 bis rue Auguste-Comte, cadastré BX 211, est composé de 5 appartements pour une surface totale de 432 m². La vente a fait l'objet d'une décision de préemption au prix proposé de 930 000 €. L'immeuble a été acquis par ACM Habitat le 13 octobre 2023.

Afin de poursuivre l'action menée par ACM Habitat, il apparaît opportun de proroger d'une nouvelle année la convention signée en mai 2022 afin de permettre à ACM Habitat de saisir les opportunités d'acquisition qui peuvent se présenter à la vente.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant 2 à la convention-cadre entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat sur l'exercice du droit de préemption urbain, prorogeant le dispositif d'une année supplémentaire ;
- De prendre acte du bilan d'activités sur l'exercice 2023/2024 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Domaine de Veyrassi - Avenue du Pic Saint-Loup - Convention d'occupation du
domaine public de l'Etat - Avenant de cession de la Ville de Montpellier à
Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature**

L'Etat est propriétaire du Domaine de Veyrassi d'une superficie d'environ 15 hectares, situé 700 avenue de Pic Saint-Loup à Montpellier. Ce site a été attribué en dotation à l'Université de Montpellier I en 2001, afin qu'il soit utilisé par l'unité d'enseignement et de recherche en éducation physique et sportive. Une autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public de l'Etat a été signée avec la Ville de Montpellier le 1^{er} juillet 2002, pour une durée de 35 ans, à titre gratuit, pour la constitution d'un droit réel sur les installations sportives à réaliser sur les parcelles cadastrées AO 266, AO 271, AO 272, AO 273 et AO 274 représentant une superficie cadastrale d'environ 3,6 ha.

Le site sportif comporte un stade de baseball-softball et un terrain de rugby enherbé, utilisés par les sections universitaires et des clubs sportifs de renommée, le Montpellier Baseball-Softball « *Les Barracudas* » et les Montpellier Hurricanes Football Américains. Le club de baseball « *Les Barracudas* » évolue au plus haut niveau national et détient actuellement le titre de champion de France dans la discipline.

Par délibération en date du 3 octobre 2023, Montpellier Méditerranée Métropole a réaffirmé son ambition en matière d'équipements structurants permettant le développement de la pratique sportive et son engagement en faveur des clubs sportifs de haut niveau, en complément des équipements et clubs de proximité. Dans le cadre de cette politique sportive volontariste, Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité la Ville de Montpellier pour lui proposer sa substitution dans l'AOT, dont la Ville bénéficie à ce jour, en vue de permettre les investissements et l'exploitation métropolitains induits.

Conformément aux articles L.2122-7 et R.2122-19 du Code général de la propriété des personnes publiques et à l'article X-2 de l'AOT, la Ville a sollicité l'accord de l'Etat pour transférer ses droits et obligations à Montpellier Méditerranée Métropole. L'Etat a fait part de son accord de principe à cette substitution.

Par délibération du 25 juin 2024, le Conseil de Métropole a autorisé Montpellier Méditerranée Métropole à se substituer à la Ville de Montpellier dans ses droits et obligations liées à la convention d'AOT du domaine public de l'Etat du 1^{er} juillet 2002. En conséquence, il est proposé que la Ville puisse accepter le transfert de ses droits et obligations à Montpellier Méditerranée Métropole compte tenu de sa compétence en matière de sport de haut niveau.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'acte de cession tenant lieu d'avenant de transfert des droits et obligations de la convention d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public du 1^{er} juillet 2002 conclu pour une durée de 35 ans entre l'Etat et la Ville de Montpellier, à titre gratuit, pour la constitution d'un droit réel sur les installations sportives à réaliser sur les parcelles cadastrées AO 266, AO 271, AO 272, AO 273 et AO 274 représentant une superficie cadastrale totale d'environ 36 325 m², afin que Montpellier Méditerranée Métropole se substitue à la Ville ;
- D'autoriser la saisine d'un office notarial en vue d'établir l'acte authentique, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'acte de cession ainsi que tout document

relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades 2022-2026 - Attribution de subventions - Approbation

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le Code de la construction et de l'habitation et instauré par délibération du Conseil municipal du 22 juin 2016, la Ville de Montpellier a mis en place, sur un périmètre défini du quartier de Celleneuve, des subventions pour la réalisation de travaux de ravalement de façade donnant sur l'espace public circulé ; en application du règlement obligatoire des façades, modifié par délibération du 25 octobre 2018 (n° V2018-363).

Par délibération du Conseil municipal du 28 juin 2022 (n° V2022-191) a été approuvé la poursuite de la campagne de subvention des travaux de ravalement sur ce même périmètre du quartier de Celleneuve. Le taux de subvention est de 40 % du montant TTC des travaux subventionnables, avec la possibilité de réaliser des travaux partiels.

Après vérification de la conformité des travaux avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

Syndic de copropriété 25 route de Lodève chez 136
Adresse : 25 route de Lodève
Total des travaux : 29 968,40 € TTC à 25% de subvention
Montant à verser : 7 492,10 €

Mme Françoise DUPUY
Adresse : 4 rue de la Croix
Total des travaux : 30 085,85 € TTC à 40% de subvention
Montant à verser : 12 034,34 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le versement des subventions pour un montant total de 19 526,44 € correspondant aux adresses listée ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Cession de parcelles de la Ville de Montpellier à Autoroutes du Sud de la France (ASF) - Approbation

Le Contournement Ouest de Montpellier (COM) constitue un maillon essentiel du contournement urbain de Montpellier Méditerranée Métropole. En effet, les grandes pénétrantes montpelliéraines – que sont la route de Sète, la route de Ganges, celles de Palavas et de Carnon, ainsi que l'autoroute A750 – sont aujourd'hui reliées entre elles par la voirie locale du fait de l'absence d'un contournement urbain complet autour de la Métropole. Seules l'A709 au Sud et la RD65 au Nord jouent ce rôle. À l'Ouest, le contournement de Montpellier s'opère via des routes métropolitaines, inadaptées aux besoins de mobilité actuels, ce qui génère des engorgements récurrents.

Ce projet a pour objectifs de :

- Relier les autoroutes A709 et A750 ;
- Assurer une meilleure desserte de la zone urbaine de Montpellier depuis l'Ouest en complétant le réseau du contournement routier ;
- Concentrer les circulations d'échanges péri-urbains et de transit sur un itinéraire adapté, afin de rendre son usage à la voirie locale des quartiers traversés ;
- Valoriser les accès au réseau de transports multimodal pour réduire le trafic routier vers le centre urbain.

Cette opération, déclarée d'utilité publique, par arrêté ministériel du 2 septembre 2021, consiste à réaménager en 2×2 voies, l'axe existant constitué des routes métropolitaines : RM132, RM132E2, RM612, RN109 et de carrefours giratoires, insuffisamment dimensionnés. D'une longueur d'environ 6 km, le projet prévoit le réaménagement de l'échangeur avec l'A750 – RN109 au Nord, la création d'un nouvel échangeur autoroutier avec l'A709 au Sud ainsi que la modification des carrefours intermédiaires. Le COM permettra également d'améliorer les conditions de sécurité des usagers (terre-plein central, lisibilité des courbes et dispositifs de retenue), ainsi que des riverains et autres usagers connexes (piétons, vélos et cyclomoteurs) qui seront physiquement séparés du trafic de transit. Il facilitera l'accès aux zones commerciales et industrielles, ainsi qu'aux grands équipements (gare Montpellier Sud de France, aéroport, CHU...). Cette voie de contournement, tout en limitant le trafic de transit à travers la Ville de Montpellier, vient compléter la desserte du secteur Ouest de Montpellier initiée par Montpellier Méditerranée Métropole par la création de la ligne 5 de tramway. En effet, le croisement du COM et de la ligne de tramway au niveau du rond-point Maurice-Gennevaux ainsi que la création d'un parking de déstassement sur la route de Lavérune vont permettre de canaliser et fluidifier les flux de véhicules, notamment ceux vers le centre de Montpellier.

La société Autoroutes du Sud de la France (ASF), concessionnaire des autoroutes A709 et A9 auxquelles se connectera le COM, a également été désignée concessionnaire de cette opération pour le compte de l'Etat par décret n°2022-81 du 28 janvier 2022.

Dans le cadre de la mise en œuvre opérationnelle du COM, dont le début des travaux est prévu à l'horizon 2025, ASF a sollicité la Ville de Montpellier pour la cession des emprises lui appartenant et nécessaires aux travaux. Sur le territoire de la Commune de Montpellier, il s'agit des parcelles décrites ci-après :

Parcelles Cadastrales	Adresse	Superficie totale en m ²	Emprise à céder en m ²
EH 242p	Chemin des Comportes	20 045	169
OB 22p	3621 Av. Etienne Méhul	1 571	4
OB 23p	Mas de Tandon	2 846	231
PK 34p	Frescau	3 810	3 810
PK 39p	Frescau	1 843	250
PK 92p	Frescau	1 518	316
PL 41p	Salinier	11 716	1 998
PM 49p	Rue de Bionne	5 135	3 262
PM 50p	Château de Bionne	8 256	386
PM 51p	Château de Bionne	15 899	17
PN 11p	Bionne	6 617	92
PN 12p	Bionne	3 314	171
PN 13p	Bionne	2 578	51
PN 110p	Bionne	4 347	541
Total			11 298 m²

L'aliénation aura lieu moyennant le prix en indemnité principal d'environ 86 980 € (quatre-vingt-six mille neuf cent quatre-vingt euros) correspondant à la valeur vénale majoré d'une indemnité de remploi d'un montant d'environ 4 349 € (quatre mille trois cent quarante-neuf euros), soit un montant total d'environ 91 329 € (quatre-vingt-onze mille trois cent vingt-neuf euros), conformément aux estimations du pôle d'évaluation domaniale de l'Hérault en date du 8 mars 2023, du 12 juillet 2023 et du 1^{er} juillet 2024. Dans ce cadre, et afin de permettre la réalisation du COM, il est proposé de céder à ASF, l'ensemble des emprises sollicitées représentant une superficie totale d'environ 11 298 m².

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la cession à la société Autoroutes du Sud de la France (ASF), du parcellaire ci-avant en cours de découpage cadastral sur la commune de Montpellier, pour un prix d'environ 86 980 € (quatre-vingt-six mille neuf cent quatre-vingt euros) correspondant à la valeur vénale majoré d'une indemnité de remploi d'un montant d'environ 4 349 € (quatre mille trois cent quarante-neuf euros), soit un montant total d'environ 91 329 € (quatre-vingt-onze mille trois cent vingt-neuf euros), les frais de l'acte étant supportés par ASF ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et
Montpellier Méditerranée Métropole - Marché de maintenance et de travaux de
voirie - Approbation - Autorisation de signature**

Dans le cadre de l'exercice de la compétence des voiries et de l'espace public, Métropole Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier doivent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de réaliser des prestations de travaux et de maintenance de la voirie, en application de leurs compétences respectives.

Dans un objectif de coordination et de groupement des achats et afin d'aboutir à des économies d'échelle, il a été décidé de recourir à la mutualisation des procédures de passation des marchés par le biais d'une convention de groupement de commandes. Cette convention s'intègre dans une procédure de commande publique couvrant l'ensemble du territoire de la Métropole. Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur de ce groupement de commandes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, en vue de réaliser des prestations de travaux et de maintenance de la voirie ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et
Montpellier Méditerranée Métropole - Marché de Mobilier urbain - Travaux de
dépose et de pose, maintenance et fournitures - Approbation - Autorisation de
signature**

Dans le cadre de l'exercice de la compétence voirie espaces publics, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier doivent lancer une procédure de mise en concurrence.

La compétence de la Métropole couvre l'ensemble des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement et leurs accessoires. Cette dernière catégorie comprend les mobiliers urbains non publicitaires et la serrurerie de voirie. Sur le territoire de Montpellier, l'entretien et la mise en œuvre de ces équipements sont réalisés par :

- La Métropole, qui gère les espaces transférés du territoire de Montpellier incluant le mobilier lié aux déplacements ;
- La Ville de Montpellier, qui gère des mobiliers liés à des usages de l'espace public autres que les déplacements (manifestations, terrasses).

Dans un objectif de coordination et de groupement des achats et afin d'aboutir à des économies d'échelle, il a été décidé de recourir à la mutualisation des procédures de passation des marchés par le biais d'une convention de groupement de commandes. Cette convention s'intègre dans une procédure de commande publique couvrant l'ensemble du territoire de la Métropole.

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes, en vue de la passation d'un marché relatif au mobilier urbain, travaux de pose et de dépose comprenant des prestations de maintenance et de fournitures. La Métropole est désignée coordonnatrice du groupement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relatif à la conclusion du marché de mobilier urbain ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Déclaration portée par France Urbaine en faveur d'un nouveau règlement européen sur les systèmes alimentaires durables permettant d'accroître la part d'achat de produits de proximité dans la restauration collective publique -
Approbation

La Ville de Montpellier collabore de longue date dans le cadre de réseaux nationaux et internationaux en lien avec sa politique alimentaire, en particulier dans le domaine de la restauration scolaire. En janvier 2024, plusieurs réseaux et acteurs européens se sont associés en vue d'élaborer une proposition transpartisane visant à moderniser le droit européen de la commande publique en matière d'alimentation : France urbaine, Agores, le centre Lascaux sur les Transitions, les villes de Bruxelles et de Mouans Sartoux, Eating City, la cellule Manger Demain (région wallonne). Il est dans ce cadre proposé d'approuver la déclaration proposée par France Urbaine *"pour une politique alimentaire européenne volontariste, libérons la commande publique, remettons à l'agenda le règlement européen pour les systèmes alimentaires durables"*.

Ces acteurs, représentants, juristes, élus locaux, techniciens de la restauration collective appuient leur argumentation sur des constats simples et largement documentés :

- Le système alimentaire et agricole est vulnérable partout en Europe, une proportion massive d'exploitants partira à la retraite dans les années à venir ; les chocs sanitaires, géopolitiques et climatiques ont montré la fragilité des chaînes logistiques et mis l'accent sur l'importance de stratégies collectives d'adaptation au changement climatique et à l'érosion de la biodiversité ;
- La reterritorialisation des systèmes alimentaires est une réponse en vue d'accroître la résilience environnementale et géopolitique et la planification dans l'usage de ressources rares, notamment la biomasse et l'eau, nécessite la prise en compte de la diversité des configurations territoriales, aussi une approche infranationale est-elle indispensable ;
- De ce fait l'intervention des collectivités locales et de leurs groupements compétents en matière de restauration collective et d'aménagement du territoire est un maillon clé notamment via la commande publique. Pourtant, les pratiques sont limitées, notamment dans le domaine de la restauration collective publique, pour réinscrire l'achat public dans une véritable stratégie de territoire ;
- Les collectivités ont déployé des solutions inventives partout en Europe. Au vu de l'urgence, ces initiatives favorables à la structuration des filières sur chaque territoire doivent être soutenues. Il est toutefois nécessaire d'aller plus loin.

Par cette déclaration, la Ville de Montpellier soutient les propositions suivantes :

- Les marchés relatifs à l'alimentation doivent répondre aux enjeux de sécurité alimentaire et de

résilience des territoires et soutenir ainsi la résilience agricole globale de l'Union européenne ;

- Les acheteurs publics doivent être libres du choix de la procédure pour 50% du volume d'achats annuels, dès lors qu'ils s'appuient un diagnostic partenarial établissant les besoins du territoire (restauration de la biodiversité, préservation des sols et de l'eau, réimplantation de filières nécessaires à la diversification des cultures sur le territoire, sécurité des approvisionnements, rémunération des services écosystémiques rendus...) ;
- Ces différents enjeux doivent être inscrits dans le règlement européen sur les systèmes alimentaires durables, dont la Ville de Montpellier souhaite la mise à l'agenda prochaine.

Au travers de cette déclaration la Ville de Montpellier souligne :

- Que l'accès de tous à une alimentation durable et équilibrée peut constituer un objectif fédérateur pour l'Union européenne, favorisant une *« union sans cesse plus étroite entre les peuples »* ;
- Que la Ville de Montpellier ne défend pas le local pour le local, mais la contribution de l'alimentation à une stratégie de résilience territoriale globale au bénéfice de tous les citoyens d'Europe et de tous les producteurs ;
- Que la proposition est conforme aux principes fondamentaux du marché intérieur tels qu'éclairés par la jurisprudence, notamment : la notion d'offre *« économiquement »* la plus avantageuse, les principes de transparence et de publicité des procédures et le principe de non-discrimination.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la directive 2014/24/UE du parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et sa transposition dans le Code de la Commande publique ;

Vu le Code de la commande publique et notamment son article L. 2112-4 qui dispose qu'un acheteur *« peut imposer que les moyens utilisés pour exécuter tout ou partie d'un marché, pour maintenir ou pour moderniser les produits acquis soient localisés sur le territoire des États membres de l'Union européenne afin, notamment, de prendre en compte des considérations environnementales ou sociales ou d'assurer la sécurité des informations et des approvisionnements »* ;

Vu la circulaire 6420/SG du 29 septembre 2023 qui dispose que *« la planification écologique comprend en particulier la réduction des gaz à effet de serre, la préservation et la restauration de la biodiversité, la gestion durable des ressources ainsi que l'adaptation au changement climatique »* et qu'*« elle ne réussira que si elle associe étroitement les territoires et tous les niveaux de collectivité »* ;

Vu l'article L. 111-2-2 du code rural et de la pêche maritime qui dispose que les *« projets alimentaires territoriaux participent à la consolidation de filières territorialisées, à la lutte contre le gaspillage et la précarité alimentaires et au développement de la consommation de produits issus de circuits courts, en particulier relevant de la production biologique, ou dans le cadre d'une démarche collective de certification environnementale prévue à l'article L. 611-6. Ils favorisent la résilience économique et environnementale des filières territorialisées pour une alimentation saine, durable et accessible et contribuent à la garantie de la souveraineté alimentaire nationale. »* ;

Vu les dispositions et objectifs de la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (EGALIM) et notamment son article 24 qui dispose que les repas servis dans les restaurants collectifs dont les personnes morales de droit public ont la charge comprennent une part au moins égale, en valeur, à 50% de produits durables et de qualité dont au moins 20% de produits biologiques ;

Vu la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n° M2022-150 du 31 mai 2022 approuvant le schéma de promotion des achats publics socialement et économiquement responsables ;

Vu la délibération de la Ville de Montpellier n° V2021-236 du 26 juillet 2021 approuvant le projet de Cité de l'Alimentation dans le cadre de la politique Alimentaire de la Ville de Montpellier ;

Vu la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n° M2022-10 du 04 février 2022 approuvant la révision de la politique agro écologique et alimentaires et le Projet Alimentaire Territorial ;

Vu la proposition de déclaration « *Pour une politique alimentaire européenne volontariste, libérons la commande publique, remettons à l'agenda le règlement européen pour les systèmes alimentaires durables* » ci-annexée ;

Considérant que la production agricole représente 20 % des émissions territoriales françaises et que les émissions de gaz à effet de serre liées à l'alimentation des ménages français représentent 24 % de leur empreinte carbone ;

Considérant que l'égalité d'accès à une alimentation saine et durable pour tous constitue un objectif affirmé à l'échelle européenne, nationale et locale ;

Considérant que la situation du territoire de Montpellier et son aire d'approvisionnement de proximité démontre la nécessité d'une action publique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation en réponse durable et intégrée au maintien de l'économie agricole, à la crise climatique, au déclin de la biodiversité, à la fragilité des ressources en eau et à la précarité alimentaire ;

Considérant qu'avec un volume annuel d'achat alimentaire ou de repas de 5,4 millions d'euros pour 2,5 millions de repas produits ou achetés, la restauration collective publique et les actions engagées par la collectivité sont de nature à contribuer à répondre à ces enjeux ;

Considérant qu'en dépit des actions engagées sur la consolidation des filières et des efforts de structuration de ces marchés publics, la faculté de réponse est aujourd'hui insuffisamment soutenue notamment pour favoriser la venue ou le maintien de producteurs locaux répondant aux besoins du territoire, négocier en cas d'aléas sur les prix et les quantités ou sur les durées... ;

Considérant que le droit européen de la commande publique issue des directives, de la jurisprudence et sa transposition en droit français est marqué par de nombreuses évolutions nécessitant une consolidation et une mise en cohérence ;

Considérant que la déclaration ci-annexée en demandant le libre choix de la procédure pour 50% du volume annuel d'achat de denrées en euros HT contribue à assouplir le cadre de la commande publique tout en conservant pleinement les principes de transparence des procédures, d'efficience dans l'allocation des fonds publics et de libre accès et que cette proposition doit permettre à la collectivité, de mettre en œuvre ses compétences de manière plus efficace au bénéfice de l'intérêt public local ;

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De solliciter la libération du droit de la commande publique en matière d'alimentation, en approuvant les termes de la déclaration « *pour une politique alimentaire européenne volontariste, libérons la commande publique, remettons à l'agenda le règlement européen pour les systèmes alimentaires durables* » ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la déclaration sur la plateforme dédiée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Bien-être animal - Bilan - Feuille de route 2020-2026 - Présentation

Le Code civil reconnaît les animaux comme « *des êtres vivants doués de sensibilité* ». Selon un sondage IPSOS, 95% des Français s'accordent à dire que les animaux ont des droits et plus de deux tiers considèrent leur animal de compagnie comme un membre de la famille. De plus, la Ville de Montpellier a été classée deuxième ville de France pour sa politique en matière de bien-être animal en 2023, gagnant une place par rapport au classement de 2022.

Les réformes et politiques réalisées depuis le début du mandat ont permis une reconnaissance nationale de Montpellier au niveau du bien-être animal. Pour rappel, la Ville de Montpellier s'est engagée à ce titre à travers les actions suivantes :

- Organisation annuelle de l'événement « *Cœur animal* » pendant lequel sont mis à disposition des stands pour les associations, et proposées des activités artistiques et culturelles (peintures, concerts, expositions, cours de cuisine) et scientifiques en lien avec la cause animale ;
- Adoption d'un vœu appelant les législateurs à interdire la présence de tous les types d'animaux dans les cirques et absence de cirques avec animaux sur les terrains communaux depuis lors ;
- Résiliation des conventions d'autorisation de chasse sur les terrains appartenant à la Ville ;
- Cofinancement du chenil social et solidaire de Coallia ;
- Instauration dans les cantines scolaires d'une option quotidienne végétarienne, ainsi que de six repas sur huit pour tous en alternance végétariens ou végétaliens ;
- Adoption d'un budget d'investissement de cinq millions d'euros pour l'hôpital de la faune sauvage ;
- Augmentation du nombre et de l'espace des caniparcs ;
- Cours de comportementalisme canin offerts aux Montpelliérains ;
- Gîtes à chauves-souris et des hôtels à insectes offerts aux Montpelliérains ;
- Mise à disposition d'un local à l'association SOS reptiles qui recueille des nouveaux animaux de compagnie (NAC) victimes de trafic et saisis par les autorités ou abandonnés ;
- Amélioration des processus de gestion des espaces verts pour une meilleure prise en considération des animaux sauvages ;
- Signature d'un arrêté permettant la prise en charge des soins vétérinaires pour les animaux sans propriétaire, trouvés blessés ou ayant besoin de soins sur le territoire de la Commune ;
- Organisation d'une formation de protection animale pour la police municipale et les agents de la brigade de capture ;
- Signature d'une convention avec la SPA afin de leur confier les chiens catégorisés récupérés par la Ville ;
- Adaptation des marchés publics, notamment en demandant à ce que les vétérinaires aient suivi une formation spécifique complémentaire pour les évaluations comportementales commandées par la Ville ;
- Attribution de subventions à des associations s'occupant d'animaux sauvages, domestiques, de ferme, des NAC, de la stérilisation et des soins de chats sauvages et des animaux des personnes sans domicile ;
- Prise en charge du sauvetage de nombreux animaux domestiques, de ferme et sauvages ;

- Installation de cabanes à chats à la demande des associations partenaires et financement de la stérilisation de chats sauvages qu'elles ont trappés sur la commune. Ces associations bénéficient également de cartes pour leurs bénévoles et ont signé une charte de bonne pratiques concernant la stérilisation des chats.

La Ville de Montpellier continue de s'investir dans le champ de la protection animale et porte des projets et actions à venir :

- Installation de pigeonniers contraceptifs dans différents quartiers de la commune afin de réguler de manière éthique les pigeons. Montpellier s'engage à ne pas avoir recours à des solutions létales ou douloureuses comme la stérilisation chirurgicale. Une étude de la régulation par graines contraceptives est en cours afin de définir si cette méthode utilisée à l'étranger (Bénélux, Espagne notamment) pourrait compléter l'action des pigeonniers contraceptifs tout en garantissant un protocole sécurisé ;
- Proposition de deux repas végétariens hebdomadaires pour tous dans les cantines scolaires d'ici la fin du mandat ;
- Proposition d'un outil pédagogique de sensibilisation au bien-être animal pour les enseignants qui souhaiteraient développer cette thématique avec leur classe ;
- Promotion du bien-être animal et de la gestion éthique au sein du Parc de Lunaret. Un marché de suivi et d'accompagnement sur le bien-être animal est en place avec le Bureau AKONGO, spécialiste de l'étude comportementale et du bien-être animal. De nombreux travaux ont également été engagés pour améliorer les conditions de vie des animaux (création de zones d'ombres, point de rafraichissement, réaménagement d'enclos). L'espace zoologique du Lunaret de Montpellier s'engage aussi à :
 - o Refuser les pratiques de « *culling* » et d'éjointage ;
 - o Favoriser le développement des activités de protection animale. C'est dans les sous-sol de la Serre Amazonienne que l'association SOS Reptiles s'est installée ;
 - o S'inscrire dans la dynamique politique nationale de Protection animale en travaillant étroitement avec les services de l'Etat en accueillant temporairement chaque année des animaux sauvages saisis et victimes de trafic ;
 - o Soutenir les actions de conservation pour les espèces dans leur milieu naturel en adhérant et en soutenant financièrement chaque année des ONG, nationales et internationales, de conservation et de protection des espèces en voie de disparition ;
 - o Dans le cadre de l'interdiction d'utiliser des animaux dans les activités de cirque, étudier leur accueil, en particulier les lions, avec le soutien financier de l'Etat ;
- Etudier la possibilité d'accueillir les animaux des agents dans les locaux municipaux ;
- Créer un Centre de soins pour la faune sauvage. Après avoir élaboré un programme dimensionnant la création de cet établissement, la Ville a engagé une procédure de sélection d'un groupement de maîtrise d'œuvre (concours) qui réalisera sa conception et sa réalisation ;
- Travailler sur ses marchés pour atteindre un objectif d'ici la fin du mandat de 100% de produits ménagers non testés sur animaux, et 100% de produits alimentaires ne provenant pas de l'élevage intensif.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte des actions engagées par la Ville de Montpellier pour le bien-être animal ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Parc de Lunaret - Exposition "Sauvage : Les gorilles des plaines" - Contrat d'exposition entre Monsieur Guilhem DUVOT et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Dans le cadre d'un partenariat, la Ville de Montpellier souhaite organiser une exposition photographique sur les gorilles vivant dans leur milieu naturel, intitulée « *sauvage : les gorilles des plaines* ». Cette exposition se déroulera sur le site du parc de Lunaret du 12 octobre 2024 au 13 janvier 2025.

Biologiste de formation et naturaliste passionné depuis l'enfance, Guilhem DUVOT participe, depuis une dizaine d'années, à des missions de recherche sur le terrain pour étudier les écosystèmes et mettre ses connaissances au service de leur préservation. C'est au cours de ce travail de terrain que la photographie devient rapidement une passion, les images capturées constituant un précieux support de communication pour rendre compte des vies à considérer et à protéger. La mission présentée dans cette exposition s'est déroulée en 2021, dans le parc national de Nouabalé Ndoki au nord du Congo. Situé en pleine forêt, le campement Mondika fait partie d'un réseau scientifique animé par la Wildlife Conservation Society Congo, dont l'objectif est de combiner recherche et conservation d'espèces comme l'éléphant de forêt, le chimpanzé ou le gorille des plaines de l'Ouest.

Cette série de photographies a pour but de relater un travail de terrain en primatologie et de mieux faire connaître la vie des gorilles des plaines de l'Ouest, une espèce qui a connu un rapide déclin au cours des 20 dernières années. Cette espèce est classée « *En danger critique* » depuis 2007 sur la Liste rouge de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) à cause de la déforestation et du braconnage. L'objectif de Guilhem DUVOT était de suivre quotidiennement pendant un an une population sauvage de gorilles des plaines de l'Ouest, peu connus comparé à leur cousin le gorille des montagnes. La collecte d'informations sur l'écologie et le comportement des gorilles était primordiale pour pouvoir les protéger par la suite. Cette mission d'observation sur le terrain n'a pas été chose aisée : les gorilles sont discrets et se déplacent sur de vastes aires vitales, dans un habitat forestier dense où la visibilité est réduite. Afin d'obtenir des données les plus complètes possibles, le suivi était effectué chaque jour du matin au soir.

Monsieur DUVOT, fournira à la Ville les 34 visuels JPEG haute qualité légendés pour toute la durée de l'exposition. La Ville imprimera sur bâches les visuels. Il cèdera temporairement les droits de représentation publique, d'exposition, de reproduction et de communication publique au profit de la Ville de Montpellier et l'autorisera à présenter publiquement le contenu des fichiers dans le cadre de cette exposition. Il animera et réalisera une activité de médiation pédagogique autour de la sensibilisation de la vie des gorilles dans leur milieu naturel.

En contrepartie, la Ville de Montpellier prendra à sa charge la communication de l'évènement sur tous les supports et documents de communication de la Ville (affiches, dossier de presse, cartons d'invitation, flyers, site internet) et s'engage à faire figurer le site internet du photographe sur ses supports. Les coûts liés à

l'ensemble de la prestation sont évalués à 3 000 € TTC pour l'ensemble de l'exposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du contrat d'exposition entre Monsieur Guilhem DUVOT et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Parc de Lunaret - Spectacle "Hybride" - Contrat de partenariat entre la
 compagnie de danse Olaf LinËsky et la Ville de Montpellier - Approbation -
 Autorisation de signature**

La Ville de Montpellier, et plus particulièrement le Zoo de Lunaret, souhaite développer un partenariat avec la Compagnie de danse Olaf LinËsky, en accueillant sur son site les danseurs, pour assurer des répétitions, en vue de la création d'un spectacle de danse intitulé « *Hybride* ».

La Compagnie Olaf LinËsky est une compagnie de danse contemporaine basée à Montpellier, créée en 2021. Elle défend un travail de création sensible et cherche à emmener le spectateur dans un voyage immobile presque méditatif. Fondée en 2018 par Sylvie KLINGER (danseuse et chorégraphe), Olivier SOLIVERET (musicien) et Luc SOUCHE (créateur lumière), la compagnie a ensuite été rejointe par Eva MANIN (danseuse et chargée de production) et Sandrine FRETAULT (regard extérieur). Sylvie KLINGER porte le projet artistique et chaque membre de l'équipe participe à la création avec ses domaines de prédilection (chorégraphie, éclairage, son, scénographie, grimpe...) et influence, donne son avis sur la création en général. Son premier spectacle, « *Territoires Perdus* », était un solo de danse contemporaine hypnotique, mêlant danse et arts plastiques. Sa production est soutenue par le Département de l'Hérault et la Maison pour tous George-Sand de Montpellier.

Aujourd'hui, un nouveau spectacle « *Hybride* » est en cours de création, il s'agit d'un trio de danse contemporaine entre deux danseurs et un arbre. C'est une invitation à un voyage suspendu entre cime et racine qui invite le spectateur à découvrir les liens sensibles qui connectent au vivant. Il s'agit à travers ce spectacle d'interroger la place de l'humain au sein du vivant et comment une communication peut être établie en dehors de tout langage. Le projet « *Hybride* » consiste donc à explorer ces questions par le corps et le geste. « *Hydride* » utilisera des techniques de danse verticale et aérienne permettant aux danseurs de se mouvoir à différentes hauteurs, dans les branches de l'arbre et autour de son tronc.

Le spectacle se jouera en extérieur au sein du Parc de Lunaret, lieu qui se prête parfaitement pour la répétition de ce spectacle. La répétition durera de 4 à 5 jours au choix de la Compagnie durant les dates suivantes : du 28 au 31 octobre 2024 et/ou du 4 au 8 novembre 2024. Dans ce cadre, il est proposé une convention de partenariat. La Ville s'engage ainsi à permettre une occupation gracieuse du domaine public, constitutive d'une subvention en nature estimée à 575 € par an et à promouvoir les actions de la Compagnie. La Compagnie s'engage à la bonne tenue de l'installation et à promouvoir les actions de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Compagnie Olaf LinËsky et la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à

cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Organisation de la manifestation O'Millésimes 2024 - Convention entre la Ville de Montpellier, le Domaine d'Ô et le Syndicat AOP Languedoc - Approbation - Autorisation de signature

En 2022, s'est tenue pour la première fois la manifestation O'Millésimes, afin de renouveler le format des Estivales, événement annuel depuis 2005. Cette manifestation allie vin, terroir et culture et est à destination des familles. Tout en conservant le volet dégustation de vin, cette manifestation offre également une place aux producteurs de produits alimentaires afin de promouvoir la richesse locale de nos terroirs. La Ville de Montpellier tient tout particulièrement à poursuivre un soutien fort à la filière viticole en un événement grand public donnant à voir la diversité de nos vignobles et de nos terroirs.

Il est proposé d'organiser cette année encore, une manifestation qui se tiendrait au Domaine d'Ô, emblème de la culture, les vendredis et samedis 19 et 20 juillet, 23 et 24 août 2024. Cette manifestation a été conçue spécialement pour les familles. Un programme à hauteur d'enfant proposera des animations faisant le lien avec les thématiques de la soirée. Pour renforcer la convivialité de ces soirées des interludes musicaux compléteront ce programme. Au total la Ville de Montpellier versera un montant global maximum de 90 000 € à l'Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC) du Domaine d'O.

L'EPIC du Domaine d'Ô met à disposition de la Ville de Montpellier ses espaces pour accueillir la manifestation en 2024 et assure la régie technique (montage, démontage et exploitations) au cours de ces 4 dates. L'EPIC du Domaine d'Ô se voit également confier l'élaboration d'une programmation artistique qu'il soumettra à l'approbation de la Ville de Montpellier. Ces missions donneront lieu à une facturation sans marge bénéficiaire.

Le Syndicat de l'AOP Languedoc prend à sa charge la sélection des producteurs (vin et alimentaire) et la coordination des vignerons. Il assurera également l'ensemble de l'organisation et la logistique nécessaires aux dégustations (achat et gravure des verres, tenue des billetteries...).

La présente convention précise les conditions de la mise à disposition temporaire du Domaine d'Ô entre la Ville de Montpellier, l'EPIC du Domaine d'Ô et le Syndicat de l'AOP Languedoc pour l'organisation de l'édition 2024 de la manifestation O'Millésimes autour du vin, du terroir et de la culture.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier, l'EPIC du Domaine d'Ô et le Syndicat des Vignerons de l'AOP Languedoc pour l'organisation de la manifestation O'Millésimes 2024 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Futurapolis santé - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Le Point pour la co-organisation de la huitième édition de Futurapolis Santé à Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Le Point est une société éditrice de publications de presse dans le domaine de l'information à forte valeur ajoutée. Dans le cadre de ses activités éditoriales, *Le Point* organise des conférences d'information et de réflexion de haut niveau, animées par la rédaction et faisant intervenir des experts reconnus dans chacun des thèmes abordés. La conception et le contenu de ces manifestations sont confiés à la rédaction du *Point*, qui apporte son expertise dans le respect des règles déontologiques et d'indépendance propres à la presse. Une équipe spécifique du *Point* apporte son savoir-faire dans l'organisation de ces manifestations, et propose à des partenaires de les parrainer et de participer à leur organisation dans le cadre de leur politique institutionnelle.

Le Point organisera les 11 et 12 octobre 2024 à l'Opéra Comédie de Montpellier une manifestation publique, dénommée « *Futurapolis* », dont l'accès pour les participants sera gratuit sur inscription. La Ville de Montpellier mobilisera ses emplacements publicitaires locaux pour promouvoir l'événement à hauteur de 63 500 € TTC. Ces engagements sont précisés dans une convention entre la Ville, Montpellier Méditerranée Métropole et *le Point*.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et *le Point* ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Forum "Le Monde Nouveau" - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Midi-Libre pour la co-organisation de la cinquième édition à Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Produit par le Groupe *La Dépêche du Midi* qui souhaite encourager et accompagner le développement de solutions durables et innovantes sur la Région Occitanie autour des grands enjeux environnementaux et sociaux de demain, le forum « *Le Monde Nouveau* » constitue une opportunité unique pour bâtir un projet impliquant tous les acteurs du territoire, attirer l'attention sur les initiatives engagées pour une économie verte et solidaire et faire de cet événement une expérience collective inoubliable.

En mars 2019, *Midi-Libre* a organisé la première édition du forum « *Le Monde Nouveau* », événement qui a réuni près de 7 200 visiteurs à Perpignan, 35 partenaires exposants, 70 intervenants experts de renom. La seconde, troisième et quatrième éditions du forum « *Le Monde Nouveau* » se sont déroulées à Montpellier en 2021, 2022 et 2023.

La cinquième édition se déroulera au cœur du quartier Odysseum à Montpellier (complexe Planet Océan), du 3 au 5 octobre 2024.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent à apporter une participation financière fixe, forfaitaire et non révisable de 70 000 € TTC pour l'année 2024, répartie comme suit :

- 35 000 € pour la Ville de Montpellier ;
- 35 000 € pour Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et *Midi-Libre* ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Service d'assistance en temps réel pour la gestion des risques
hydrométéorologiques - Convention de entre la Ville de Montpellier et
Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature**

Le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole est régulièrement soumis à des événements dimensionnant, marqués par des épisodes méditerranéens, qui peuvent générer des orages violents, parfois stationnaires, et affecter les personnes et les biens. Les précipitations, vagues de chaleur, submersion marine ou les incendies de forêt ont aussi vocation à s'intensifier avec le dérèglement climatique. Par conséquent, la Métropole propose aux communes de son territoire d'assurer un service d'assistance en temps réel pour la gestion des risques hydrométéorologiques, au travers d'un contrat avec la société PREDICT Services. Ce service d'assistance est proposé gratuitement dans une démarche de mutualisation et de réduction des coûts, ainsi que pour favoriser la solidarité et la réponse intercommunale au profit de toutes les communes membres face aux situations de crise, en application de l'article L.5216-7-1 du Code général des collectivités territoriales et du décret n° 2022-907 du 20 juin 2022.

Ce dispositif d'aide à la décision est le seul système intégré à la prévision d'alerte hydrométéorologique, agréé par les services de l'Etat, actuellement en service sur le territoire national. Il est destiné aux responsables et autorités compétentes dans la mise en œuvre des mesures opérationnelles de sécurité et de sauvegarde. L'accompagnement de PREDICT Services a fait preuve de son efficacité pour mieux répondre aux obligations des Maires des communes et du Président de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de sécurité civile.

Le Conseil municipal de Montpellier du 18 juillet 2019 avait, dans ce cadre, approuvé une première convention de services avec la Métropole, pour une durée d'un an, reconductible quatre fois. Cette convention arrive à échéance, aussi, il est proposé de la renouveler selon les mêmes principes. Le nouveau projet de convention précise le contenu du service, les modalités d'échange d'informations, notamment entre la société PREDICT Services et les personnes désignées par la commune, ainsi que les responsabilités des parties.

Les prestations offertes portent plus spécifiquement sur l'établissement d'un diagnostic des risques sur le territoire intercommunal, puis, permettent en temps réel 24h/24 et 7j/7 :

- Une information anticipée et personnalisée ;
- Une analyse de la situation hydrométéorologique ;
- Des éléments d'aides à la décision opérationnelle ;
- Un accès au service d'astreinte de PREDICT Services et à la plateforme de supervision pour le suivi et la gestion de l'événement.

La société fournira un rapport d'événement après chaque épisode pluvieux significatif et chaque période de vigilance. Ce service apporte également une aide à la décision pour la gestion d'un ensemble de risques

majeurs (canicule, incendie de forêt...), à travers les prestations apportées et l'accès à une plateforme numérique de gestion locale du risque, appelée wiki-predict, qui permet de développer et interagir avec le plan communal et intercommunal de sauvegarde.

Pour permettre à la Ville de Montpellier de continuer à bénéficier de ce service, il est proposé de signer avec la Métropole une nouvelle convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la nouvelle convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier visant un service d'assistance en temps réel pour la gestion des risques hydrométéorologiques ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Convention de coordination 2021-2023 entre la Ville de Montpellier et les forces de sécurité de l'État - Avenant n°2 de prolongation - Approbation - Autorisation de signature

La convention de coordination entre la Ville de Montpellier et les forces de sécurité de l'Etat a été approuvée pour la période 2021-2023, par délibération du Conseil municipal du 8 février 2021. Conformément à l'article L.512-4 du Code de la sécurité intérieure, cette convention précise la nature, les lieux, les modalités d'intervention des agents de la Police Municipale, la vidéoprotection et plus largement la complémentarité de tous les services relevant du Pôle des Sécurités et de la Tranquillité Publique (PSTP), en coordination avec les forces de sécurité de l'Etat de la Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Hérault (DDSP34), dans le respect des compétences de chacun. Elle permet ainsi de conforter le rôle de tous les services de la Ville de Montpellier concourant à l'application des pouvoirs de police du maire, en matière de prévention, de surveillance, du bon ordre, de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publique, dans une logique de complémentarité avec les services de la Police Nationale.

Afin de préciser les modalités de partage des images de vidéoprotection, un avenant n°1 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 10 octobre 2023.

Dans le cadre de l'évolution en cours des organisations tant de la Police Municipale que de la Police Nationale, Direction Interdépartementale de la Police Nationale (DIPN), il est proposé un avenant n°2 de prolongation à l'actuelle convention dans les mêmes conditions et ce jusqu'au 31 décembre 2024, afin d'assurer la coopération des services. Pour ce faire, l'article 41 de la convention, relatif à sa durée, est modifié.

Une nouvelle convention est en cours de préparation pour la période 2025-2027, conformément aux textes en vigueur, afin d'intégrer les récentes conditions opérationnelles et organisationnelles nécessaires aux coopérations.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant n°2 à la convention de coordination entre la Ville de Montpellier et les forces de sécurité de l'Etat ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Interventions de la Police Municipale sur la thématique de la Sécurité Routière
dans les écoles élémentaires - Convention 2024-2025 entre la Ville de Montpellier
et l'Éducation Nationale - Approbation - Autorisation de signature**

Le Maire dispose d'un champ de compétence en matière de sécurité routière, par la mise en place d'actions de prévention et d'éducation routière à destination de l'ensemble des citoyens et notamment en direction des plus jeunes. Dans ce contexte, un policier municipal rattaché à la Direction Déléguée de la Régulation du Domaine Public et des Mobilités conduit des actions en direction du public scolarisé au sein des écoles élémentaires de la Ville.

Ces formations sont dispensées, de septembre à juin, en lien avec chaque équipe enseignante volontaire à partir de présentations pédagogiques et sont confirmées par l'obtention pour chaque élève d'un passeport piéton. En outre, une formation spécifique « *vélo* » est réservée aux classes de CM2 ou classes double niveau CM1-CM2.

Ainsi, une convention est établie pour la période scolaire 2024/2025 entre la Ville et les Services Départementaux de l'Éducation Nationale de l'Hérault, afin d'autoriser ces activités de préventions en matière de sécurité routière impliquant des intervenants extérieurs aux écoles.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la Convention entre la Ville de Montpellier et les Services Départementaux de l'Éducation Nationale de l'Hérault ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Escortes des équipes de joueurs du Montpellier Hérault Sport Club (MHSC) et visiteurs par des agents de la Police Municipale - Convention pour la saison sportive 2024-2025 - Approbation - Autorisation de signature

Le Montpellier Hérault Sport Club (MHSC) dans le cadre de la saison 2024-2025 du championnat de football ligue 1, sollicite la Police Municipale pour l'escorte d'une ou des deux équipes de joueurs (MHSC et Visiteurs) lors des matchs de football prévus par la ligue nationale au stade de la Mosson.

Les moyens déployés permettront d'assurer l'escorte du ou des véhicules de transport des équipes par des agents de l'Unité Motorisée, ou, à défaut, par des agents avec véhicules sérigraphiés de la Police Municipale. L'objectif de l'intervention vise à permettre aux véhicules de transport d'atteindre ou de quitter le stade dans les meilleures conditions compte tenu des contraintes de circulation aux abords du stade de la Mosson les jours de match.

Les heures et les lieux de prise en charge seront déterminés lors de la réunion préparatoire qui se tient en Préfecture avant chaque match. Compte tenu du calendrier du championnat, les interventions de la Police Municipale se dérouleront sur la saison 2024-2025.

Le bénéficiaire représenté, par le Montpellier Hérault Sport Club sis 2733 avenue Albert Einstein - 34000 Montpellier, s'engage à prendre en charge les dépenses liées aux sujétions particulières supportées par la Ville de Montpellier dans le cadre de ces interventions conformément aux tarifs 2024 fixés par la délibération n° V2023-448 en date du 11 décembre 2023. L'indemnisation variera en fonction du nombre d'agents et de véhicules mobilisés pour assurer des escortes aller ou retour en fonction du nombre d'équipes de joueurs à encadrer ainsi que de la date de la rencontre (semaine ou dimanche et jour férié) :

- Cas 1 : Escorte équipe du lundi au samedi : 144 € ;
- Cas 2 : Escorte équipe les dimanches et jours fériés : 218 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention relative à ces interventions et le principe de l'indemnisation des sujétions particulières supportées dans l'exercice de la Police Municipale ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Escortes des équipes joueurs du Montpellier Hérault Rugby (MHR) et visiteurs
par des agents de la Police Municipale - Convention pour la saison 2024-2025 -
Approbation - Autorisation de signature**

Le Montpellier Hérault Rugby (MHR) dans le cadre de la saison 2024-2025 du championnat de top 14, sollicite la Police Municipale pour l'escorte d'une ou des deux équipes de joueurs (MHR et Visiteurs) lors des matchs de rugby prévus par la ligue nationale au GGL Stadium, 550 avenue de Vanières - 34070 MONTPELLIER.

Les moyens déployés permettront d'assurer l'escorte du ou des véhicules de transport des équipes par des agents de l'Unité Motorisée, ou, à défaut, par des agents avec véhicules sérigraphiés de la Police Municipale. L'objectif de l'intervention vise à permettre aux véhicules de transport d'atteindre ou de quitter le stade dans les meilleures conditions compte tenu des contraintes de circulation aux abords du GGL Stadium les jours de match.

Les heures et les lieux de prise en charge seront déterminés par le club et transmis à la Police Municipale au moins une semaine avant chaque match. Compte tenu du calendrier du championnat, les interventions de la Police Municipale se dérouleront sur la saison 2024-2025.

Le bénéficiaire, représenté par le Montpellier Hérault Rugby sis 550 avenue de Vanières - 34070 Montpellier, s'engage à prendre en charge les dépenses liées aux sujétions particulières supportées par la Ville de Montpellier dans le cadre de ces interventions conformément aux tarifs 2024 fixés par la délibération n° V2023-448 en date du 11 décembre 2023. L'indemnisation variera en fonction du nombre d'agents et de véhicules mobilisés pour assurer des escortes aller ou retour en fonction du nombre d'équipes de joueurs à encadrer ainsi que de la date de la rencontre (semaine ou dimanche et jour férié) :

- Cas 1 : Escorte équipe du lundi au samedi : 144 € ;
- Cas 2 : Escorte équipe les dimanches et jours fériés : 218 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention relative à ces interventions et le principe de l'indemnisation des sujétions particulières supportées dans l'exercice de la Police Municipale ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Festival Palmarosa 2024 - Convention pour l'intervention d'agents de la Police Municipale - Approbation - Autorisation de signature

Le Festival PALMAROSA pour son édition 2024, sollicite une intervention de la Police Municipale, du vendredi 23 août au dimanche 25 août de 18h00 à minuit au Domaine de Grammont, 34000 Montpellier. Les moyens déployés permettront d'accompagner l'organisation dans la sécurisation aux abords du festival par des agents de la Police Municipale à l'aide de véhicules sérigraphiés.

Le bénéficiaire, représenté par le Festival PALMAROSA, sis, 40, Rue des Cols Verts, 30240 Le Grau du Roi, s'engage à prendre en charge les dépenses liées aux sujétions particulières supportées par la Ville de Montpellier dans le cadre de ces interventions conformément aux tarifs 2024 fixés par la délibération n° V2023-448 en date du 11 décembre 2023. L'indemnisation est estimée à 6 006 € sur la base de 6 agents et de 2 véhicules mobilisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention relative à ces interventions de la Police Municipale dans le cadre du Festival PALMAROSA 2024 ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget 2024 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Délégation de Service Public Fourrière Automobile - Modification des tarifs 2024
- Approbation

Par délibération du 3 novembre 2017, le Conseil municipal a approuvé le choix du délégataire pour la gestion du service public de la fourrière automobile et autorisé la signature du contrat. Le contrat a été notifié le 15 décembre 2017. La Ville de Montpellier a confié à la société ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES (EGS) l'exploitation du service par convention de Délégation de Service Public pour une durée de sept ans à compter du 1^{er} janvier 2018.

Par délibération en date du 3 avril 2018, l'avenant n° 1 a été passé pour autoriser la cession du contrat de délégation de service public à la société dédiée, ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES MONTPELLIER (EGS Montpellier) conformément à l'article 41 du contrat. Cette société est immatriculée au RCS de Montpellier sous le numéro 833 916 802, son siège social est situé au 1945 avenue de Toulouse 34070 Montpellier.

La convention de délégation précise dans son article 48 que les tarifs de fourrière sont fixés par délibération du Conseil municipal en vertu des dispositions de l'article R.325-29 du Code de la route et de l'arrêté interministériel du 10 juillet 2015 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles. En cas de nouvel arrêté interministériel, les tarifs seront modifiés en conséquence.

A la suite de la publication au Journal Officiel de la République Française d'un nouvel arrêté du 20 février 2024, il est proposé une revalorisation des tarifs réglementés concernant les frais d'enlèvement et de garde journalière pour les voitures particulières :

- Frais d'enlèvement : ancien tarif 121,27 € / nouveau tarif 127,65 € ;
- Frais de garde journalière : ancien tarif 6,42 € / nouveau tarif 6,75 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la revalorisation des frais d'enlèvement et de garde journalière pour les voitures particulières dans le cadre de la délégation de service public pour l'exploitation de la fourrière automobile ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Convention de servitude entre la Ville de Montpellier et la société Enedis sur la
parcelle cadastrée SE 036 située Plaine du Mas de Carbonnie à Montpellier -
Approbation - Autorisation de signature**

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, une demande de convention de servitude a été faite par la société ENEDIS sur la parcelle cadastrée SE 0036, Plaine du Mas de Carbonnie, propriété de la Ville de Montpellier. L'objectif de cette servitude est de permettre le passage d'une canalisation souterraine sur une longueur d'environ 10 mètres et d'une largeur de 3 mètres. L'instauration de cette servitude n'obère pas le devenir de cette parcelle.

La présente constitution de servitude est accordée à titre onéreux pour un montant de 50 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de servitude entre la Ville de Montpellier et ENEDIS ;
- De dire que cette convention sera enregistrée à la publicité foncière par les soins du bénéficiaire et à ses frais ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Gestion immobilière du parc locatif relevant du domaine public et privé -
Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville de
Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation
de signature**

La Ville de Montpellier dispose d'un patrimoine immobilier vaste et diversifié, acquis pour les besoins des différentes politiques publiques ou dans le cadre des opérations d'aménagement menées par la Collectivité. Une partie de ce patrimoine appartenant au domaine public ou au domaine privé de la collectivité fait l'objet d'une gestion locative qui peut être transitoire, ou de plus long terme, et qui permet de valoriser les biens de la collectivité. Cette gestion locative est effectuée en partie dans le cadre d'un mandat de gestion sous forme de marché à bons de commandes. Ce dernier arrivant prochainement à échéance, il est nécessaire de le renouveler.

Montpellier Méditerranée Métropole dispose également d'un patrimoine faisant l'objet d'une gestion locative dans un objectif de valorisation. Dans un souci d'économie et de rationalisation, il apparaît pertinent, à l'occasion du renouvellement du mandat de gestion, de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, pour la gestion immobilière du parc locatif relevant du domaine public et privé des deux collectivités.

La vocation de ce contrat est de répondre aux contrats de location de premier niveau. La Ville de Montpellier est désignée coordonnatrice du groupement et à ce titre est chargée de l'ensemble de la procédure de passation, y compris la signature et la notification du marché à venir. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, pour la gestion immobilière du parc locatif relevant du domaine public et privé des deux collectivités ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Missions de diagnostics techniques dans les immeubles - Convention constitutive
d'un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier
Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature**

Afin de poursuivre la rationalisation de leurs achats et de bénéficier d'économies d'échelle et en application des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, pour les achats de prestations de missions de diagnostics techniques dans les immeubles de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, avant une vente, après une acquisition, avant le lancement d'opérations relatives à la construction et au maintien du patrimoine communal et métropolitain. La Ville de Montpellier est désignée coordinatrice du groupement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention constitutive d'un groupement de commandes « *missions de diagnostics techniques dans les immeubles de la Ville et de la Métropole* » entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Achat de Prestation de contrôles réglementaires des véhicules et engins techniques
- Convention constitutive d'un groupement de commandes entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation
de signature

Compte-tenu de la nécessité de satisfaire les besoins d'achat de prestation de contrôles réglementaires des véhicules et engins techniques, Montpellier Méditerranée Métropole doit lancer une procédure de mise en concurrence.

Le Code de la Commande Publique offre la possibilité aux acheteurs publics d'avoir recours à des groupements de commande qui ont vocation à rationaliser les achats en permettant des économies d'échelle et à gagner en efficacité en mutualisant des procédures de passation des contrats. Dans un souci d'économies et de rationalisation, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, pour l'achat de prestation de contrôles réglementaires des véhicules et engins techniques.

La Métropole est désignée comme coordonnateur du groupement. A ce titre, elle est notamment chargée de l'ensemble de la procédure de passation, y compris la signature et la notification du ou des marchés à intervenir. La Commission d'Appel d'Offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention constitutive du groupement de commande relative à l'achat de prestation de contrôles réglementaires des véhicules et engins techniques ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Achat de prestations de maintenance et de réparation pour tous types de véhicules
- Convention constitutive d'un groupement de commandes entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation
de signature

Compte-tenu de la nécessité de satisfaire les besoins d'achat de prestations de maintenance et de réparation pour tous types de véhicules, Montpellier Méditerranée Métropole doit lancer une procédure de mise en concurrence.

Le Code de la commande publique offre la possibilité aux acheteurs publics d'avoir recours à des groupements de commandes qui ont vocation à rationaliser les achats en permettant des économies d'échelle et à gagner en efficacité en mutualisant des procédures de passation des contrats. Dans un souci d'économies et de rationalisation, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, pour l'achat de prestations de maintenance et de réparation pour tous types de véhicules.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée comme coordonnateur du groupement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention constitutive du groupement de commande relative à l'achat de prestations de maintenance et de réparation pour tous types de véhicules ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Nouvelle bonification indiciaire (NBI) - Majoration pour des agents de la police municipale exerçant leur mission en Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) - Approbation

La Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI), instituée par l'article 27 de la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991, est attribuée aux fonctionnaires (stagiaires ou titulaires) qui occupent un emploi comportant une responsabilité ou une technicité particulière. Le fonctionnaire doit exercer effectivement les fonctions attachées à l'emploi, mais également occuper l'emploi en y étant affecté de manière permanente. La NBI cesse d'être versée lorsque l'agent ne remplit plus les fonctions au titre desquelles il la percevait.

Les périmètres des Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV), mentionnés à l'article 5 de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine n° 2014-173 du 21 février 2014, ont été fixés par le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014, rectifié par le décret n° 2015-1138 du 14 septembre 2015.

La mise en place des QPV a eu un impact sur l'attribution de la NBI et notamment en ouvrant droit à cette bonification aux fonctions de sécurité sur ces QPV. L'article 2 du décret n° 2006.780 du 3 juillet 2006 permet aux agents attributaires de la NBI, au titre de l'exercice de fonctions en QPV, de bénéficier d'une majoration maximale de 50% des points déjà acquis dans les cas suivants :

- Lorsqu'ils sont confrontés à des sujétions plus particulières ;
- Lorsqu'ils assument des responsabilités spécifiques ;
- Lorsqu'ils participent à la mise en œuvre d'actions liées à la politique de la ville.

Il est donc proposé, considérant que les agents de brigade de nuit ainsi que les agents du Groupe opérationnel de soutien de la police Municipale de Montpellier exercent leurs missions dans les QPV et qu'ils sont confrontés à des sujétions particulières liées au travail de nuit, du week-end et de jour férié, de majorer la NBI de 15 points de 50 %, soit une NBI totale de 22,5 points.

Cette proposition a fait l'objet d'un avis favorable du Comité Social Territorial (CST) en date du 11 mars 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la majoration de 50 % de la NBI pour les agents de la brigade de nuit et du groupe opérationnel de soutien de la police municipale de Montpellier exerçant leurs missions en QPV au regard des sujétions particulières liées au travail de nuit, du week-end et de jour férié ;
- De dire que l'attribution de la NBI majorée fera l'objet d'un arrêté individuel à chaque agent ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Contentieux ROUDET contre la Ville de Montpellier - Protocole transactionnel -
Approbation**

Monsieur ROUDET Thomas a intégré les effectifs de la Ville de Montpellier en décembre 2010, à la suite de l'intégration des Maisons pour tous, alors sous régime associatif, à la Ville de Montpellier. Monsieur ROUDET a été dans un premier temps intégré en qualité de contractuel avec un contrat à durée indéterminée (CDI) de droit public. En tant que Responsable de Maison pour Tous, Monsieur ROUDET s'est donc vu proposer un CDI de droit public reprenant les clauses substantielles de son contrat de droit privé, et notamment la rémunération.

A la suite de la promulgation de la loi relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique dite « *loi SAUVADET* » n° 2012-347 du 12 mars 2012, Monsieur ROUDET remplissant les conditions requises, a été stagiaire, puis titularisé au sein de la fonction publique territoriale. Le 10 janvier 2014, Monsieur ROUDET a été nommé, par arrêté, Attaché stagiaire à temps complet, pour une durée de six mois à compter du 1^{er} décembre 2013. Il a ainsi été stagiaire sur l'échelon 2 d'attaché correspondant à la moitié des services effectués dans le public durant son CDI de droit public. Par arrêté en date du 16 septembre 2014, Monsieur ROUDET a été titularisé au grade d'attaché échelon 2, indice brut 423, indice majoré 376, à compter du 1^{er} juin 2014, avec une ancienneté dans l'échelon au 15 juin 2013. Dans l'objectif de maintenir son niveau de rémunération, un complément indemnitaire a été versé tous les mois à Monsieur ROUDET.

C'est dans ces conditions que Monsieur ROUDET a formé un recours gracieux le 9 janvier 2023, reçu le 11 janvier 2023, auprès de la Ville de Montpellier, puis un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Montpellier enregistré le 9 mai 2023, demandant la reconstitution de sa carrière, en lui attribuant le bénéfice de l'ancienneté au titre de ses services effectués sous un contrat de droit privé et de procéder au versement des sommes correspondant à cette reconstitution, relatives à la période à compter du 1^{er} janvier 2019.

Les Parties sont finalement parvenues, aux termes de concessions réciproques et sans qu'aucune partie n'acquiesce à l'argumentation développée par l'autre partie, à conclure un protocole transactionnel, dans le but de régler à l'amiable et de mettre définitivement un terme au différend les opposant.

Ainsi, sans aucune reconnaissance de responsabilité et sans acquiescer à l'argument de l'autre partie, la Ville de Montpellier accepte de reclasser Monsieur ROUDET, à partir du 1^{er} juillet 2022, au 8^{ème} échelon de la grille des attachés territoriaux, sans ancienneté. En outre, la Ville de Montpellier accepte de verser à Monsieur ROUDET à titre transactionnel et forfaitaire, la somme de 9 000 € (neuf mille euros) à titre de dommages et intérêts pour compenser l'intégralité de la reprise de carrière découlant du reclassement d'échelon.

En contrepartie des engagements de la Ville de Montpellier, Monsieur ROUDET se déclarerait intégralement

satisfait dans ses droits et prétentions en lien avec les faits décrits en préambule et accepterait l'arrêté d'échelon, le montant et le versement des sommes susvisées, à titre de règlement transactionnel des contestations nées ou à naître entre les parties du fait de son recrutement, sa stagiairisation puis sa titularisation, et de l'ancienneté calculée suite à la reprise en régie des Maisons pour tous. Monsieur ROUDET s'engage à se désister purement et simplement du recours n°2302674 introduit par-devant le tribunal administratif de Montpellier, dès lors que la somme versée à titre transactionnel par la Ville aura été réceptionnée par Monsieur ROUDET et que l'arrêté d'échelon sera devenu définitif. Monsieur ROUDET s'engage également à ne plus intenter de recours ultérieur, qu'il soit amiable ou contentieux, à l'encontre de la Ville de Montpellier dans le cadre des faits décrits en préambule.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de règlement du contentieux opposant Monsieur ROUDET à la Ville de Montpellier par la voie d'un protocole transactionnel ;
- D'approuver les termes du protocole transactionnel entre Monsieur ROUDET et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Modification du tableau des emplois et des effectifs - Approbation

Conformément à l'article L.313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial (CST).

A la suite du changement du mode de gestion du Tableau des emplois et des effectifs (gestion par cadre d'emplois), l'annexe 1 présente une définition pour chaque motif qui fonde la modification des postes, ainsi que la définition des éléments qui composent les annexes de présentation des évolutions des postes.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents créés, transformés ou mis en conformité dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article L. 332-8 du Code général de la fonction publique portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des emplois et des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la Collectivité :

1. Créations de postes permanents

Il est proposé la création de 3 postes permanents réservés, au Pôle solidarités et au Pôle relations aux usagers, aux habitants et engagement citoyen, qui permettent de pérenniser la situation d'agents en mobilité.

La création de 2 postes financés est proposée, l'un au Pôle solidarités (financement Etat), l'autre au Pôle petite enfance (CAF), ainsi que la création nette de 2 postes au Pôle relations aux usagers, aux habitants et engagement citoyen.

Enfin, 5 postes sont à créer dans le cadre de l'ouverture d'une nouvelle crèche municipale (après travaux de réhabilitation / fusion du jardin d'enfant *les Boutons d'or* et halte-garderie *les Coquelicots*) et 11 postes sont à créer au Pôle éducation (ouverture d'un nouveau groupe scolaire, extension d'écoles et ouvertures de classes en maternelle).

Il est nécessaire, de créer au tableau des emplois et des effectifs lesdits postes, comme mentionné dans l'annexe 2 ci-jointe.

2. Créations de postes non permanents (contrat de projet)

Il est également proposé la création de 2 postes non permanents (contrat de projet), 1 au Pôle solidarités et 1 au Pôle petite enfance.

Le contrat prendra fin lors de la réalisation du projet ou de l'opération susmentionnée ou après un délai d'un an minimum si l'opération ne peut pas être réalisée. Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse lorsque le projet ou l'opération prévue ne sera pas achevée au terme de la durée initialement déterminée. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans.

Le niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire du cadre d'emplois concerné, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

3. Transformations

Il est proposé de transformer 24 postes permanents (créations dans un premier temps – suppressions dans un Conseil municipal ultérieur après CST), mentionnés à l'annexe 3 ci-jointe.

4. Mises en conformité

Les 56 emplois permanents pour lesquels il est nécessaire d'ajuster le ou les cadres d'emploi d'accès sont mentionnés à l'annexe 4 ci-jointe.

5. Ouverture de postes permanents au recrutement d'un agent non titulaire

Il s'agit de confirmer la possibilité de recruter des agents non titulaires sur des postes permanents, sur le fondement de l'article L. 332-8 du Code général de la fonction publique, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération. Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'annexe 5 ci-jointe.

6. Synthèse des évolutions des postes permanents

L'annexe 6 présente le tableau des emplois et des effectifs dans sa version budgétaire et en l'annexe 7 le nombre total de postes théoriques par cadre d'emplois, catégorie et pôle mis à jour.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Relations institutionnelles entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole -
Convention de service commun - Avenant - Autorisation de signature**

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « *Montpellier Méditerranée Métropole* » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A la suite de cette création, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée.

Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole ont été créés par délibération des assemblées délibérantes de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement du 14 et 16 décembre 2021. Au vu de l'avancée des réorganisations, il convient de créer les services communs suivants :

La Mission Action Extérieure et Relations Internationales : dont la mutualisation a pour objectif de doter les deux collectivités d'un interlocuteur unique en support de l'ensemble des pôles sur les questions internationales, qui prennent aujourd'hui une part croissante dans leur activité.

Le Pôle Mobilités : dont la mutualisation conjointe aux ajustements organisationnels offrira à la Ville de Montpellier et à Montpellier Méditerranée Métropole une transversalité et une rationalisation des efforts déployés, afin de faire face aux enjeux liés au thème de la mobilité.

Il convient également d'élargir le service commun suivant à de nouveaux postes afin de répondre aux enjeux organisationnels :

Le Pôle Biodiversité Paysages Agroécologie et Alimentation : dont la réorganisation doit permettre de rassembler les équipes afin de répondre à 3 enjeux stratégiques : la préservation de la biodiversité locale et méditerranéenne, l'animation de la politique agro-écologique et alimentaire, et le développement et la gestion patrimoniale des espaces, propriétés de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, dédiés à la nature et à l'agroécologie.

Les conventions de services communs précisent les modalités de cette mise en commun et notamment les

postes concernés ainsi que les clés de répartition financière entre la Ville et la Métropole pour chacun des services communs.

Ces services communs ont fait l'objet d'un avis des Comités sociaux territoriaux de la Ville et la Métropole en juin 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des avenants et des conventions de services communs du Pôle Mobilités, du Pôle Biodiversité Paysages Agroécologie et Alimentation et de la Mission Action Extérieures et Relations internationales ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Mises à disposition de personnels - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Plusieurs mises à disposition de personnels sont soumises à l'approbation du Conseil municipal :

- Mise à disposition d'agent de la Ville de Montpellier auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) ;
- Mises à disposition de personnels de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier pour assurer la maîtrise d'ouvrage dans différentes opérations dans le domaine culturel ;
- Mises à disposition de personnels de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier pour assurer l'expertise des 4 boulevards dans le cadre du plan de circulation urbaine ;
- Mises à disposition de personnels de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier dans le cadre des procédures de police administrative en matière de lutte contre l'habitat indigne relative à l'insalubrité.

Mise à disposition auprès du COSC

Le COSC pour les personnels du Centre Communal d'Action Sociale et de la Ville de Montpellier, a été fondé en 1990, sous statut d'association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901. Elle a pour objet de fournir une aide matérielle, financière, morale et culturelle au personnel. L'association s'interdit toute activité confessionnelle, politique ou syndicale.

Il est proposé de mettre à disposition un agent municipal titulaire, à temps complet, de catégorie B relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs, auprès du COSC, pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 décembre 2024.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article L.512-15 du Code général de la fonction publique, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. Le COSC rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération de l'agent mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales, au prorata du temps de mise à disposition.

Mises à disposition d'agents de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage d'opérations culturelles

La Ville de Montpellier a décidé de conduire un programme de travaux de rénovation, aménagement et de restauration dans le cadre de trois opérations dans le domaine culturel qui sont : la réhabilitation des Geôles de Lauwe haut lieu de la mémoire collective, la création de « *Milles formes* » un centre d'initiation à l'art dédié à la petite enfance de 0 à 6 ans en partenariat avec le Centre Pompidou et d'une maison du projet dans le quartier d'Antigone.

Face aux fortes dégradations du site Les Geôles de Lauwe, inscrit aux Monuments historiques, la Ville de

Montpellier a demandé la réalisation d'une étude patrimoniale et un diagnostic sanitaire pour connaître les mesures requises pour préserver le lieu et pour engager les travaux permettant de stopper les dégradations et sauvegarder les décors non perdus.

Par ailleurs, la Ville de Montpellier a pour projet d'installer dans le bâtiment *Les échelles de la Ville*, en lieu et place de l'ancienne médiathèque Federico-Fellini, un centre d'art pour les enfants de 0 à 6 ans « *Milles formes* » et une maison du projet. La maison du projet aura pour mission de représenter la Ville de Montpellier et ses alentours en sensibilisant de manière ludique et créative à la transformation de leur Ville, aux aménagements et réalisations architecturales en cours et aux enjeux écologiques et sociaux actuels au travers de programmation d'ateliers, d'expositions et de projections.

A cet effet, Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition de la Ville de Montpellier des agents, à raison de 5% de leur temps de travail pour assurer des fonctions de maîtrise d'ouvrage dans la réalisation de ces opérations de travaux. Ainsi, quatre agents de la Métropole, relevant de la filière technique, sont mis à disposition de la Ville de Montpellier, pour la période du 01/08/2023 au 31/12/2026 : deux agents de catégorie A relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et deux agents de catégorie B relevant du cadre d'emplois des techniciens territoriaux.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article L.512-15 du Code général de la fonction publique, les mises à disposition s'effectuent à titre onéreux. La Ville de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole la rémunération des agents mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales, au prorata du temps de mise à disposition.

Mises à disposition d'agents de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier dans le cadre de l'expertise des 4 boulevards en matière de circulation urbaine

La Ville de Montpellier engage une expertise des 4 boulevards (bertelot, Vieussens, Rabelais et d'Orient) en matière de déplacements et circulations urbaines. A cet effet, Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition de la Ville de Montpellier deux agents de catégorie A relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux, à raison de 5% de leur temps de travail pour assurer ces travaux d'expertise et ce pour la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article L.512-15 du Code général de la fonction publique, les mises à disposition s'effectuent à titre onéreux. La Ville de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole la rémunération des agents mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales, au prorata du temps de mise à disposition.

Mises à disposition d'agents de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier dans le cadre des procédures de police administrative en matière de lutte contre l'habitat indigne relative à l'insalubrité.

La Ville de Montpellier est compétente pour réaliser les procédures de police administrative en matière de lutte contre l'habitat indigne relative à l'insalubrité. Afin de d'exercer cette compétence, Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition de la Ville de Montpellier 6 agents du service intercommunal Habitat et Santé assermentés de catégorie B relevant du cadre d'emploi des techniciens territoriaux, à raison de 80% de leur temps de travail à compter du 1^{er} mai au 30 novembre 2024.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article L.512-15 du Code général de la fonction publique, les mises à disposition s'effectuent à titre onéreux. La Ville de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole la rémunération des agents mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales, au prorata du temps de mise à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions de mise à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) et des mises à dispositions d'agents de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Modification du règlement du temps de travail - Organisation de séjours pour les
accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) adolescents et séjours familles -
Approbation**

Afin de renforcer l'offre de loisirs auprès des jeunes publics accueillis en Maisons pour tous, les accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) adolescents concernés ont commencé à proposer des séjours en camping durant les périodes de vacances scolaires et, notamment, durant les vacances d'été. Après un test concluant durant l'été 2023, le dispositif est étendu afin de permettre à de nombreux jeunes de faire une autre expérience de vacances en autonomie. Aussi, il convient dès lors de préciser les modalités de gestion du temps de travail des équipes d'animation qui encadreront ces séjours.

Des règles spécifiques sont définies pour les agents assurant l'encadrement en continu d'usagers (notamment enfants ou adolescents), dans le cadre de l'organisation de courts séjours avec hébergement. Ces dispositions spécifiques seront précisées dans le règlement du temps de travail approuvé par délibération du Conseil municipal en date 11 octobre 2022. Concernant les agents d'animation, l'aménagement du temps de travail de ces agents doit intégrer la nécessité d'une continuité dans la prise en charge des usagers qui peut se décliner en plusieurs temps : levers, repas, temps consacrés aux activités, soirées, nuits. La répartition de ces différents temps doit permettre d'organiser le temps de travail de chacun, dans le respect des garanties minimales du temps de travail.

L'article 8 du décret n°2000-815 du 25 août 2000, relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature, autorise les collectivités territoriales et leurs établissements publics à instituer par délibération un régime d'équivalence pour les emplois dont les missions impliquent un temps de présence supérieur au temps de travail effectif. La mise en place d'un régime d'équivalence permet de dissocier le temps de travail productif des périodes d'inaction, pendant lesquelles l'agent se trouve sur son lieu de travail à la disposition de son employeur, sans pouvoir vaquer à ses occupations personnelles. Concernant la fonction publique territoriale, aucune disposition législative ou réglementaire ne fixe de durées d'équivalences à retenir pour le décompte sous forme de temps de travail effectif des périodes d'inaction. La jurisprudence administrative a précisé que les collectivités avaient compétence, en application du Code général des collectivités territoriales, pour fixer, par délibération, un régime d'horaires d'équivalence en matière de durée du travail, afin de tenir compte des périodes d'inaction que comporte l'exercice de certaines fonctions (CAA Versailles, 22 octobre 2015, n°15VE00936).

La Ville propose de se référer aux dispositifs de durée équivalente mis en place dans les services de l'Etat pour des missions de même nature (article 2 du décret n° 2003-484 du 6 juin 2003 fixant les conditions de recrutement et d'emploi des assistants d'éducation) soit un forfait de 3 heures. Ainsi, il est proposé pour des séjours dans le cadre de l'organisation de courts séjours avec hébergement de prévoir un forfait de 3 heures pour les nuits non travaillées, avec en cas d'intervention des heures supplémentaires déclarées par les agents. Le temps de travail des animateurs encadrant les courts séjours avec hébergement respectera le règlement

du temps de travail et les horaires spécifiques feront l'objet d'une annexe au règlement du temps de travail après avis du Comité social territorial.

La mise en place de ce forfait de 3 heures pour les nuits non travaillées a fait l'objet d'un avis du Comité social territorial en date du 2 mai 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver, dans le cadre de l'organisation de courts séjours avec hébergement, la mise en place d'un forfait de 3 heures payées pour les nuits non travaillées, avec en cas d'intervention des heures supplémentaires déclarées par les agents ;
- De dire que ces dispositions spécifiques seront intégrées au règlement du temps de travail ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**MedVallée - Programme de Recherche et Développement DINAMICS pour le
dépistage de l'insulinorésistance chez les agents publics - Convention entre
Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, Innov Biotech et
Predia - Approbation - Autorisation de signature**

Véritable fléau de santé publique, les maladies cardiométaboliques (diabète de type 2, maladies cardiovasculaires, certains cancers, insuffisance rénale chronique, obésité...) sont en augmentation constante ces dernières années. Elles représentent aujourd'hui la deuxième cause de décès en France et la 1^{ère} chez les femmes (source : IHU ICAN, 2023). Toutes ces maladies cardiométaboliques ont en commun un facteur de risque : la résistance à l'insuline (RI). Touchant jusqu'à 46% de la population mondiale, elle est induite par la sédentarité, l'obésité, l'alcool, tabac, l'hérédité ou encore l'infection au VIH et ses traitements. La résistance à l'insuline est détectable précocement : de 10 à 15 ans avant l'apparition des maladies cardiométaboliques. La résistance à l'insuline est réversible et l'approche la plus efficace pour induire cette réversion est notamment l'amélioration de l'hygiène de vie.

Dans le cadre du projet d'administration de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, un des objectifs est de prévenir les risques au travail, la désinsertion professionnelle et de promouvoir la santé au travail. Aussi, ce projet expérimental s'inscrit totalement dans cet objectif et ce dans une démarche innovante et attractive pour les agents.

Montpellier Méditerranée Métropole déploie la stratégie MedVallée, dont les objectifs sont de fédérer les acteurs des différents écosystèmes de la recherche, de l'enseignement supérieur et des entreprises, afin de créer une dynamique d'innovation fédératrice, pour structurer à Montpellier, un pôle mondial d'excellence en Santé Globale, en croisant les thématiques alimentation, santé, environnement et bien-être. Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole, en tant qu'employeur, entend associer les agents territoriaux à cette dynamique d'innovation et valoriser la démarche de prévention et responsabilité sociétale de la collectivité afin de préserver leur santé cardiométabolique.

Innov Biotech, est une entreprise qui déploie des solutions de biotechnologies innovantes et accessibles au service des populations. Elle apporte le test IDIR[®] qui permet de dépister précocement, de quantifier et de suivre la résistance à l'insuline (RI). Ce test est une innovation montpelliéraine et une première mondiale, développé par l'équipe de recherche publique/privée Sys2Diag (CNRS/Alcen) à Montpellier dirigée par le Pr Franck MOLINA et validée cliniquement au CHU de Montpellier par l'équipe du Pr RENARD. La Société PREDIA est une entreprise qui développe des programmes de prévention innovants qui mettra en place une sensibilisation des agents concernant les maladies cardiométaboliques. Innov Biotech et la société Prédia participent ainsi à la stratégie Medvallée.

En partenariat avec les sociétés Innov Biotech et PREDIA, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent proposer aux 7 000 agents de la Ville et la Métropole, sur la base du volontariat,

une campagne innovante pour prévenir les maladies cardiométaboliques et les aider à devenir acteurs de leur santé. Ce projet répond aux objectifs suivants :

- Améliorer la santé des agents en participant à une meilleure santé pour les agents et contribuant à leur épanouissement professionnel et personnel ;
- Mettre concrètement en application les politiques locales en participant aux objectifs du 4^{ème} axe du Contrat Local de Santé (promotion de la santé et prévention), et du Plan de Mobilité en promouvant la mobilité douce (marche, vélo) ;
- Bénéficier des innovations initiées par des acteurs de la dynamique Medvallée : Montpellier sera le premier territoire à mettre en œuvre ce programme utilisant plusieurs innovations développées localement. Il sera inspirant pour d'autres publics et d'autres territoires.

Aussi, il est proposé de lancer un projet pilote dénommé DINAMICS qui se déroulera en trois phases :

- Conscientisation de l'ensemble des agents de la Ville et de la Métropole sur les maladies cardiométaboliques, leurs facteurs de risque et comment les prévenir. Cette conscientisation se matérialisera par une campagne de sensibilisation et de communication auprès des agents au moyen de supports multiples (numérique, affichage, réunions d'information...) ;
- Dépistage de la résistance à l'insuline auprès de 2 000 agents volontaires par le test urinaire IDIR®, développé à Montpellier par l'UM Sys2DIAG (CNRS/ALCEN) et validé cliniquement au CHU de Montpellier. Selon les résultats au test IDIR, les agents volontaires dépistés seront orientés vers un médecin pour des analyses complémentaires si nécessaire ;
- Accès à l'application PREDIA proposée à tous les agents volontaires, sans obligation de dépistage, afin de suivre leur santé et d'être accompagnés pour adopter des habitudes de vie favorables à leur santé métabolique, notamment la lutte contre la sédentarité, l'inactivité physique et les habitudes alimentaires délétères pour la santé.

La Métropole apportera un co-financement à hauteur de 39 999 € TTC sur un budget total de 102 799 €, avec une contribution de Innov Biotech à hauteur de 19 600 €, de PREDIA à hauteur de 36 200 € et d'une étude Sciences Humaines et Sociales (SHS) à hauteur de 7 000 €.

Une convention sur un programme de Recherche & Développement entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, Innov Biotech Holding et Predia SAS, précise les modalités du projet DINAMICS, projet d'une durée de 12 mois.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le projet pilote DINAMICS ;
- D'approuver les termes de la convention sur un programme de Recherche et Développement entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, Innov Biotech Holding et Predia SAS ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Monnaie locale La Graine - Convention de partenariat 2024-2026 entre
l'association Alternatives pour le Développement Économique et Social Local
(ADESL) et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature**

La Graine est une monnaie locale complémentaire lancée le 9 septembre 2018 sur l'ensemble du territoire du Département de l'Hérault et fonctionnant conformément à l'article 16 de la loi du 31 juillet 2014 sur l'Économie sociale et solidaire. Elle constitue un titre de paiement qui n'a de valeur que sur un territoire donné et au sein d'un réseau d'accepteurs adhérents agréés par l'association émettrice : entreprises, associations et collectivités locales. Elle est gérée bénévolement et démocratiquement par l'association sans but lucratif Alternatives pour le Développement Économique et Social Local (ADESL) – La Graine. La Graine est ainsi utilisée par près de 160 professionnels et plus de 500 utilisateurs particuliers, qui peuvent, après avoir adhéré, changer des euros en graines au taux de 1 euro = 1 graine, pour les utiliser ensuite auprès des accepteurs agréés. Les euros reçus par ADESL contre les graines sont dans leur intégralité placés dans un fonds de réserve, sur des comptes et livrets ouverts auprès d'organismes bancaires.

La Graine est ainsi un outil de relocalisation et de dynamisation de l'économie de l'Hérault, qui réoriente une partie du pouvoir d'achat local vers le commerce et les services de proximité, vers les producteurs locaux et les associations du territoire ; tous ces acteurs étant engagés dans l'économie circulaire éco-responsable et la transition écologique et solidaire. La Graine développe également la solidarité entre les différents territoires ruraux de l'Hérault et les zones plus urbanisées de la façade sud, grâce aux relations notamment commerciales qu'elle permet de créer. C'est également un outil de changement des pratiques vers une économie solidaire, un développement durable et la relocalisation d'activités agricoles, artisanales ou industrielles dans l'optique de l'économie circulaire. Les professionnels rejoignant le réseau devant s'engager à relever des défis simples pour la relocalisation de leurs achats, l'environnement, ou encore l'utilisation de méthodes de production plus éco-responsables.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier a acté, par délibération n°V2022-135 du 29 mars 2022, son adhésion à l'ADESL pour le versement d'une partie des indemnités des élus en monnaie locale complémentaire et approuvé la convention de partenariat correspondante. Complémentairement, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'adhérer à la structure ADESL, gestionnaire de la Graine par décision n° MD2023-1634 du 28 novembre 2023, et prend à sa charge le paiement de l'adhésion à l'ADESL pour la Ville de Montpellier et les 30 autres communes membres. Elle a également conclu, par délibération n°M2023-521 du 18 décembre 2023, une convention de partenariat pour la période 2024-2026 en faveur du développement de la monnaie locale La Graine.

Dans le cadre de la volonté de soutenir le dynamisme économique et social local, la transition écologique et solidaire, l'économie circulaire, ainsi que la vie associative locale, la Ville de Montpellier souhaite faire évoluer sa convention de partenariat initiale en introduisant de nouvelles actions, consistant à :

- Développer les actions de formation auprès des agents et les élus volontaires de la Ville de

Montpellier sur l'usage des monnaies locales ;

- Développer la Graine comme instrument de paiement en conduisant une expérimentation visant à accepter l'usage la Graine comme instrument de paiement dans le cadre de ses régies de recettes. Les Graines pourront être encaissés dans le cadre d'une régie de recette, après modification de l'arrêté constitutif de la régie sur les moyens de paiement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la nouvelle convention de partenariat 2024-2026 entre la Ville de Montpellier à l'association ADESL – la Graine ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Mise à jour des tarifs 2024 - Modification de la délibération n°V2023-448 - Approbation

Les tarifs municipaux présentés seront applicables au 1^{er} septembre 2024 ou à la date précisée.

Les tarifs qui sont proposés répondent à une double exigence :

- Permettre à tous les usagers d'avoir accès aux services publics en proposant les tarifications calculées en fonction des moyens de chacun ;
- Prendre en compte dans le calcul de la formule du tarif le coût de la prestation concernée ou le produit potentiel qui en résulte (par exemple, le produit généré par l'occupation du domaine public).

CADRE JURIDIQUE ET TYPOLOGIE DES TARIFS MUNICIPAUX QUI SONT INTEGRALEMENT LISTES DANS CETTE DELIBERATION

LES MODALITES DE FIXATION DES TARIFS

- Imposés par des textes (ex. : certains modes de reproduction de documents administratifs) ;
- Déterminés avec un montant plafonné par un texte (ex. : redevances d'occupation de certains réseaux) ;
- Modalités de calcul indiquées par les textes (ex. : pour les redevances d'occupation du domaine public) ;
- Indexés sur des indices d'un secteur d'activités en particulier (ex. : certains indices du BTP pour les travaux de voirie pour le compte de tiers, ou encore l'indice INSEE du coût de la construction s'agissant de l'implantation de station de radiocommunication) ;
- Calculés sur la base d'un devis d'entreprise adjudicataire, devis dont le montant répond donc aux prix du marché, (ex. : la remise en état des espaces verts) ;
- Certains tarifs sont laissés à la discrétion de la collectivité.

LES TYPOLOGIES DES TARIFS

Taxe : le plus souvent, il s'agit d'une recette fiscale perçue à l'occasion de l'utilisation ou de la mise à disposition d'un service public, supposant un certain lien entre le contribuable et le service. Cependant, le montant acquitté n'a pas de rapport avec le service rendu, il est forfaitairement déterminé.

Redevance : deux redevances sont distinguées :

La redevance pour service rendu est une somme demandée à des usagers en vue de couvrir les charges d'un service public déterminé ou les frais d'établissement et d'entretien d'un ouvrage public, qui trouve sa contrepartie directe dans les prestations fournies par le service ou dans l'utilisation de l'ouvrage. Il doit y avoir un lien suffisant, une réelle corrélation entre le coût du service et le montant demandé (sans pour autant que le prix payé soit systématiquement et exactement le prix du service). En outre, il est possible

d'introduire dans le calcul des éléments forfaitaires et d'instituer des modalités de modulation dans le respect du principe d'égalité (modulation pour des tarifications sociales par exemple).

Peuvent être considérées comme tels, les tarifs de la serre amazonienne, le service d'accueil régulier familial et collectif et les accueils sans hébergement, la copie des documents administratifs, la location de matériel...

La redevance domaniale, ou redevance d'occupation du domaine public s'entend quant à elle de la somme demandée en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques) : l'article L. 2125-3 de ce même code précise que cette redevance tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, incluant la valeur locative de ce domaine. Peuvent être considérés comme de telles redevances tous les tarifs relatifs aux occupations des dépendances domaniales de la commune : salles, installations sportives, voirie, halles et marchés, etc.

Pour autant, la tarification ne suffit pas à la Collectivité pour financer les prestations destinées aux usagers. Aussi, elle doit être complétée par la fiscalité et d'autres financements afin de contenir les tarifs et ainsi ne pas priver d'accès les usagers au service public.

Pour plus de lisibilité, les tarifs sont classés par thématique de politiques publiques :

- Restauration scolaire ;
- Environnement et espaces verts – TLPE ;
- Attractivité et rayonnement.

Les tarifs de la délibération V2023-448 des politiques publiques sont reconduits à l'identique :

- Enfance ;
- Réussite éducative ;
- Accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) ;
- Renouvellement et développement urbain ;
- Sécurité, Propreté, Hygiène, Salubrité ;
- Culture ;
- Sports et Jeunesse ;
- Maison pour tous ;
- Environnement et espaces verts ;
- Services à la population ;
- Autres.

RESTAURATION SCOLAIRE

La Ville de Montpellier assure en gestion directe la production et la distribution des repas nécessaires aux besoins de ses 85 restaurants scolaires et de ses 42 centres de loisirs municipaux et associatifs. L'Unité Centrale de Production (UCP) de la Ville fabrique et distribue environ 15 000 repas par jour en moyenne (dont 2500 via un prestataire externe) et 2 800 repas par jour en moyenne les mercredis et durant les périodes de vacances scolaires.

▪ **Modalités de détermination des tarifs**

Le prix des repas réservés est compris entre 1,35 € et 6,55 €.

Le tarif des repas pour les adultes est passé de 6,55€ à 5€ et ne prend en compte que le coût du repas et pas le coût de l'encadrement comme c'est le cas pour les enfants inscrits au restaurant scolaire.

Une tarification spécifique de 0,50 € s'applique pour les familles monoparentales (parents isolés) bénéficiaires du revenu de solidarité active ainsi que pour les publics en grande difficulté (sans domicile fixe, réfugiés, bénéficiaires de l'AME...), dont les critères ont été définis dans les délibérations cadres n°V2021-232 du 26 juillet 2021 et V2020-024 du 30 juillet 2020, y compris si l'enfant bénéficie d'un Protocole d'Accueil Individualisé (PAI).

Il convient de rappeler que le coût global du temps méridien du repas, y compris l'encadrement des enfants, dépasse les 11.50 € et que l'inflation et les hausses des coûts de l'énergie amènent à projeter ce coût entre 11.80 € et 12.00 €. La mairie prend en charge une part très importante du coût de ce service public (entre 45,4 % et 95,8% du coût de la pause du midi).

Par ailleurs, la mairie s'est engagée dans un plan de progrès très volontariste puisqu'en 2026 100% des produits seront bio et/ou locaux de qualité. La diminution du tarif plancher vise à favoriser l'accès au plus grand nombre d'élèves à une restauration saine et équilibrée.

TARIFICATION POUR LES REPAS RESERVES	
Quotient Familial CAF (QF)	Tarif
QF < 560€	1.35€
560€ < QF < 1800€	$1.35€ + 0.419\% \times (Q - 560)$
1800€ < QF	6€55

Afin de lutter contre le gaspillage alimentaire, des majorations applicables au prix des repas sont prévues :

TARIFICATION SPECIFIQUE
Tarif occasionnel
Pour chaque repas consommé sans réservation préalable selon les modalités prévues par la Ville, une majoration forfaitaire de 2,00 € est appliquée aux tarifs ci-dessus.
Absence non justifiée
Pour chaque repas réservé mais non consommé selon les modalités prévues par la Ville, une majoration forfaitaire de 1,50 € est appliquée aux tarifs ci-dessus. La majoration s'appliquera à partir du 4 ^{ème} repas non justifié.

Autre tarifs spécifiques	Tarif unitaire
Repas ou PAI pour enfants de familles monoparentales (parents isolés) bénéficiaires du revenu de solidarité active	0,50€
Repas d'urgence sociale (personne dont la situation administrative est en cours de régularisation)	0,50€
Enfants placés en famille d'accueil ASE et foyer de l'enfance	0,50€
Repas Adulte	5,00€
Remplacement « Ma carte / Carte midi »	10,00€

TARIFICATION DE LA PRISE EN CHARGE DU TEMPS MERIDIEN SANS REPAS OU DES SORTIES SCOLAIRES	
Quotient Familial CAF (QF)	Tarif
PAI pour enfants de familles monoparentales (parents isolés) bénéficiaires du revenu de solidarité active	0,50€
QF < 560€	1,35€
560€ < QF < 595€	1,35€ + 0,419% x (Q-560)
595€ < QF	1,50€

Les revenus pris en compte sont :

- **Pour les allocataires de la CAF** qui bénéficient de prestations, le quotient familial communiqué par la CAF sur l'attestation de paiement de la CAF datée de moins de trois mois (source CAFPRO à partir du numéro CAF de la famille)
- **Pour les autres usagers**, le QF sera calculé conformément au QF de la CAF par la Ville sur la base des justificatifs le permettant et prévus dans le règlement de fonctionnement.
- En l'absence de justificatifs permettant d'établir le quotient familial, le tarif maximal est automatiquement appliqué jusqu'à production des pièces demandées et sans effet rétroactif sur les factures déjà éditées.

▪ **Modalités de réservation des repas et des accueils :**

Les modalités de réservations sont précisées par le règlement de fonctionnement de la restauration scolaire.

Quatre modes de réservation sont possibles :

- **Par internet via le site de la ville, sur le portail famille** : presto.montpellier.fr
- **Dans chaque école**, sur rendez-vous avec le responsable d'accueil périscolaire (RALAE)
- **Au service Prest'O** à l'Hôtel de Ville ;
- **Dans les mairies de proximité** Tastavin, François Villon, Aubes-Pompignane et Mosson.

TAXE LOCALE SUR PUBLICITE EXTERIEURE (TLPE)

Codifiée par les articles L. 2333-6 et suivants du Code général des collectivités territoriales, la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) s'applique aux supports publicitaires et aux enseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique.

Les entreprises assujetties appartiennent à des secteurs économiques différents :

- La TLPE perçue au titre des enseignes est essentiellement payée par des commerces ;
- La TLPE perçue pour des dispositifs temporaires tels que ceux utilisés pour la promotion immobilière implantés à l'occasion des commercialisations de programmes immobiliers ;
- La TLPE perçue sur les dispositifs publicitaires hors mobiliers urbains déjà redevables d'occupation du domaine public.

Cette taxe est définie par des taux par m² et par an. De par la loi, le taux de base est identique pour l'ensemble des dispositifs (publicité, pré-enseignes et enseignes).

Le taux de base et les éventuelles exonérations sont votés par le Conseil municipal avant le 1er juillet de l'année qui précède l'année de taxation.

Ainsi, pour 2024, les tarifs ci-dessous ont été votés lors du Conseil municipal du 05 juin 2023.

Taxe locale sur la publicité extérieure	Unité	Tarif
Enseigne < à 7 m ²	m ² /an	0 €
Enseigne > à 7 m ² et ≤ à 20 m ²	m ² /an	35,30 €
Enseigne > à 20 m ² et ≤ à 50 m ²	m ² /an	70,60 €
Enseigne > à 50 m ²	m ² /an	141,20 €
Taxe locale sur la publicité extérieure / Dispositifs publicitaires et pré-enseignes	Unité	Tarif
Dispositifs dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé non numérique < à 50 m ²	m ² /an	35,40 €
Dispositifs dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé numérique < à 50 m ²	m ² /an	105,90 €

Pour 2025, les tarifs ne sont pas actualisés, les tarifs ci-dessus continuent donc de s'appliquer. Par ailleurs, il est proposé de mettre à jour le tarif maximum de la publicité applicable en 2024. Ce tarif sera désormais de 35,30€, conformément aux directives du ministère chargé des collectivités territoriales.

LES SALLES DE LA MAISON DES RELATIONS INTERNATIONALES NELSON MANDELA ET DE L'ESPACE MARTIN LUTHER KING

Ces deux lieux sont destinés à promouvoir auprès des citoyens les cultures étrangères en facilitant les activités du tissu associatif local dédiées à l'international qui participent à la vie culturelle de la cité.

Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.

Gratuité accordée :

- Pour les associations humanitaires ou caritatives ;
- Pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) ;
- Pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité ;
- Pour les partenaires de la Maison des Relations Internationales (représentations diplomatiques étrangères, associations locataires de la Maison des Relations Internationales, de l'Espace Martin Luther King et de l'Espace Jacques Premier d'Aragon, et autres partenaires institutionnels, sous réserve de la validation de Monsieur le Maire-Président).

***Demi-tarif** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.

****Forfait de base** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Les salles sont mises à disposition jusqu'à 21h à l'Espace Martin Luther King et à 22h à la Maison des Relations Internationales.

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'organisateur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville

Salles mises à disposition	Unité	Plein Tarif	Demi-Tarif *	Forfait de Base**
Maison des Relations Internationales	/ jour	950,00 €	475,00 €	55,00 €
Espace Martin Luther King (grande salle)	/ jour	325,00 €	165,00 €	32,50 €
Espace Martin Luther King (petite salle)	/ jour	105,00 €	55,00 €	17,00 €
Exposition à la Maison des Relations Internationales (tarif par quinzaine)	/ U	1 375,00 €	680,00 €	22,00 €
Exposition à l'Espace Martin Luther King grande salle (tarif par quinzaine)	/ U	530,00 €	265,00 €	17,00 €
Exposition à la Maison des Relations Internationales (tarif à la semaine)	/semaine	685,00 €	340,00 €	13,00 €
Exposition à l'Espace Martin Luther King grande salle (tarif à la semaine)	/semaine	265,00 €	130,00 €	11,00 €
Cautionnement				

Caution	/ U	1 650,00 €
---------	-----	------------

LES MARCHES

Cas spécifiques prévus :

Exonération des commerçants de redevance lors des 12 premiers mois suivants la création d'un nouveau marché ainsi que les commerçants en tantième par jour de marché annulé sur décision de la Ville.

Pour les abonnés, seuls les séances annulées sur décision de la Ville seront déduites de l'abonnement trimestriel.

Exonération de redevance pour tout déplacement de marché ayant un impact significatif sur l'activité commerciale.

Exonération de la redevance pour tous travaux d'investissements validés par la Ville et sur présentations des factures acquittées

Espace Mosson / Professionnels et Non Professionnels	Unité	Tarif
Non professionnels redevance emplacement 22,5 m ² / avec véhicule / séance de marché	U/Jour	21,00 €
Professionnels redevance emplacement abonné 22,5m ² / avec véhicule	séance	28,50 €
Professionnels redevance emplacement abonné / double carreau (45m ²)/ avec véhicules	séance	36,50 €
Commerces alimentaires emplacement 90m ² / 1 camion	séance	56,50 €

Marché aux Plants	Unité	Tarif
Redevance emplacement abonné du mois d'avril au mois de septembre	m ² /trimestre	15,00 €
Redevance emplacement abonné du mois d'octobre au mois de mars	m ² /trimestre	10,83 €
Redevance emplacement journalier / 1 carreau (22.5m ²) du mois d'avril au mois de septembre	carreau/jour	37,50 €
Redevance emplacement journalier / 1 carreau (22.5m ²) du mois d'octobre au mois de mars	carreau/jour	26,50 €
Commerces alimentaires abonnés emplacement 90m ² / 1 camion d'avril à septembre	U/trimestre	325,00 €
Commerces alimentaires abonnés emplacement 90m ² / 1 camion d'octobre à mars	U/trimestre	215,00 €
Commerces alimentaires journaliers emplacement 90m ² / 1 camion d'avril à septembre	U/Jour	43,00 €
Commerces alimentaires journaliers emplacement 90m ² / 1 camion octobre à mars	U/Jour	33,00 €

Promenade du Peyrou	Unité	Tarif
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou Brocanteurs (arbre à	séance	21,50 €

arbre) octobre à mars		
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) avril à septembre	séance	27,50 €
Redevance emplacement journalier alimentaire Dimanches du Peyrou / 100m ²	séance	55,00 €
Redevance emplacement abonnés alimentaire Dimanches du Peyrou / 100m ²	trimestre	550,00 €
Redevance emplacement journalier Grand déballage du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) octobre à mars	séance	33,00 €
Redevance emplacement journalier Grand déballage du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) avril à septembre	séance	43,00 €
Redevance emplacement journalier alimentaire Grand déballage du Peyrou / 100m ²	séance	87,00 €
Redevance emplacement Abonnés Dimanches du Peyrou	séance	15,50 €
Exonération par dimanche annulé sur décision de la Ville	séance	0,00 €

Les autres marchés de la Ville (exonération en tantième par dimanche annulé en raison de manifestations sportives ou culturelles)	Unité	Tarif
Redevance emplacement abonné pour une demi-journée par semaine (matin jusqu'à 13h30 ou après-midi jusqu'à 17h30)	m ² /trimestre	5,40 €
Redevance abonné emplacement pour 1 journée par semaine	m ² /trimestre	8,20 €
Redevance abonné : heure supplémentaire d'installation	m ² /h/trimestre	0,60 €
Emplacement journalier marché d'une durée inférieure ou égale à 3h30 du lundi au samedi	m ² /session	0,90 €
Emplacement journalier marché d'une durée inférieure ou égale à 3h30 le dimanche ou jour férié	m ² /session	1,20 €
Emplacement journalier à la demi-journée du lundi au samedi	m ² /1/2 jour	1,70 €
Emplacement journalier à la journée du lundi au samedi	m ² /jour	2,40 €
Emplacement journalier à la demi-journée le dimanche ou jour férié	m ² /1/2 jour	2,20 €
Emplacement journalier à la journée le dimanche ou jour férié	m ² /jour	3,10 €
Carte commerçant - 1ère attribution	carte	0,00 €
Carte commerçant - Renouvellement / perte	carte	9,00 €
Bouquiniste Antiquaires Collectionneurs Ecusson du lundi au samedi	u/jour	16,50 €
Bouquiniste Antiquaires Collectionneurs Ecusson dimanche et jour férié	u/jour	20,00 €
Bouquiniste Antiquaires Collectionneurs hors Ecusson du lundi au samedi	u/jour	8,50 €
Bouquiniste Antiquaires Collectionneurs hors Ecusson dimanche et jour férié	u/jour	10,50 €
Octave des Morts : redevance emplacement pour la durée du marché (8 jours)	m ²	41,50 €
Droits d'entrée marchés de plein air : jour de marché se tenant du lundi au vendredi inclus	m ² /jour	13,50 €
Droits d'entrée marchés de plein air : jour de marché se tenant le samedi et le dimanche	m ² /jour	27,00 €
Droits d'entrée marchés de plein air : succession par filiation ascendante ou descendante ou conjoint		0,00 €

LES HALLES

La Ville met à disposition des commerçants une application permettant de vendre leurs produits en ligne « Bon et Local, Halles et Marchés connectés », avec possibilité pour les acheteurs de venir récupérer leur marchandise ou de se faire livrer.

Exonération de la redevance pour tous travaux d'investissement validés par la Ville et sur présentation des factures acquittées.

Pour les halles, la première attribution de la clé électronique est gratuite puis d'un montant de 70,00€ pour son renouvellement.

Halle des Quatre Saisons	Unité	Tarif
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	8,80 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	45,80 €
Redevance occupation de terrasse extérieure	m²/an	41,44 €

Halles Jacques Cœur	Unité	Tarif
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	17,50 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	84,00 €

Halles Castellane	Unité	Tarif
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	23,20 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	63,20 €
Redevance occupation d'une cave non alimentée en électricité	trimestre	93,40 €
Redevance occupation d'une cave alimentée en électricité	trimestre	188,00 €
Redevance occupation de terrasse extérieure	m²/an	121,02 €

Halles Laissac	Unité	Tarif
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	22,90 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	83,00 €

Droits d'entrée halles couvertes	Unité	Tarif
Surface étal inférieure à 10m²	u	3 733,00 €
Surface étal de 10 à 14m²	u	4 326,00 €
Surface étal de 15 à 19m²	u	4 693,00 €
Surface étal de 20 à 24m²	u	5 191,00 €
Surface étal de 25m² et +	u	5 925,00 €
Droits d'entrée halles couvertes : succession par filiation ascendante ou descendante ou conjoint		0,00 €

Mise à disposition	Unité	Tarif
En semaine (du lundi au jeudi)	soirée	2 181,00 €
Le week-end (du vendredi au dimanche)	soirée	2 726,00 €

Les horaires « soirée » sont les suivants : de 20h00 à minuit maximum.

Les espaces mis à disposition sont : le rez-de-chaussée des Halles hors étals des commerçants et locaux gardiens/placiers.

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation. Le coût de la remise en état sera alors intégralement réclamé à l'organisateur.

Toutes les prestations de sécurité (filtrage, gardiennage...) sont à la charge de l'organisateur et doivent être validées par la Ville en amont de la manifestation.

LES DROITS TERRASSES

Cas spécifiques prévus :

- Exonération de redevances des commerçants lors des 12 premiers mois suivants la création de terrasse dans les voies de ZAC qui viennent d'être ouvertes à la circulation ;
- Exonération de redevances des commerçants pendant la durée de travaux publics qui génèrent l'installation des terrasses ;
- Tout mois commencé est dû (prorata du tarif annuel) ;
- Un prorata temporis sera appliqué sur le tarif des terrasses dont l'implantation sera rendue temporairement impossible par la tenue d'un marché de plein air ;
- Toute occupation constatée mais non autorisée par la Mairie sera taxée conformément aux tarifs applicables majorés de 10%.

Terrasse classe A (terrasse simple dépourvue d'équipements autres que le strict nécessaire à la consommation de la clientèle et rentrée tous les soirs)	Unité	Tarif
Zone 1	m²/an	107,95 €
Zone 2	m²/an	66,51 €
Zone 3	m²/an	47,97 €
Zone 4	m²/an	41,44 €

Terrasse classe B1 (terrasse délimitée par des dispositifs mobiles non ancrés au sol ou pourvue d'accessoires de confort de l'emplacement (parasols, paravents, jardinières, écrans, platelage...) et non rentrés le soir)	Unité	Tarif
Zone 1	m²/an	151,56 €
Zone 2	m²/an	121,02 €
Zone 3	m²/an	106,85 €
Zone 4	m²/an	76,32 €

Terrasse classe B2 (terrasse aménagée saisonnière ou à l'année : espace délimité par des dispositifs latéraux amovibles souples ou rigides) 6 mois minimum	Unité	Tarif
Zone 1	m²/an	215,89 €
Zone 2	m²/an	172,28 €
Zone 3	m²/an	150,46 €
Zone 4	m²/an	109,03 €

Terrasse classe C1 (Pergola)	Unité	Tarif
Zone 1	m²/an	284,59 €
Zone 2	m²/an	224,61 €
Zone 3	m²/an	185,90 €
Zone 4	m²/an	148,84 €

Terrasse classe C2 (Véranda)	Unité	Tarif
Zone 1	m²/an	353,27 €
Zone 2	m²/an	276,95 €
Zone 3	m²/an	221,34 €
Zone 4	m²/an	188,63 €

LES STANDS, KIOSQUES & VEHICULES AMENAGES

Stands de vente & kiosques	Unité	Tarif
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires pendant matchs de football ou de rugby (hors matchs de saison)	m²/jour/véhicule	25,07 €
Abonnement annuel Commerces non sédentaires (CNS) foot (19 matchs) - emplacement d'environ 20m2	an/véhicule	4 362,00 €
Commerces non sédentaires (CNS) - ventes de boissons, sandwiches, frites, glaces, marrons, bonbons, ballons...	unité de 2m²/jour	10,91 €
Commerces non sédentaires (CNS) Pizza ,Crêpes, Glaces, Boissons chaudes, snack - tout site	mois	356,00 €

LES CHAPITEAUX, TENTES & ETALAGES

Chapiteaux / tentes pour spectacles, expositions, cérémonies - Stand alimentaire	Unité	Tarif
Chapiteaux/tentes avec entrée payante ou abritant un service payant de restauration - Stand alimentaire	m²/jour	11,64 €
Etalages et autres dispositifs sur le domaine public	Unité	Tarif
Etalages sur le domaine public (1m² minimum appliqué) Zone 1	m²/an	162,00 €
Etalages sur le domaine public (1m² minimum appliqué) Zone 2	m²/an	147,00 €
Etalages sur le domaine public (1m² minimum appliqué) Zone 3	m²/an	130,00 €
Etalages sur le domaine public (1m² minimum appliqué) Zone 4	m²/an	114,00 €
Vitrine mobile non alimentaire Zone 1	u/an	119,00 €
Vitrine mobile non alimentaire Zone 2	u/an	106,00 €
Vitrine mobile non alimentaire Zone 3	u/an	91,00 €
Vitrine mobile non alimentaire Zone 4	u/an	78,00 €
Porte menus hors terrasse Zone 1	u/an	65,00 €
Porte menus hors terrasse Zone 2	u/an	60,00 €
Porte menus hors terrasse Zone 3	u/an	55,00 €
Porte menus hors terrasse Zone 4	u/an	50,00 €
Conservateur à glace, crêpière, vitrine mobile alimentaire Zone 1	u/an	486,00 €
Conservateur à glace, crêpière, vitrine mobile alimentaire Zone 2	u/an	464,00 €
Conservateur à glace, crêpière, vitrine mobile alimentaire Zone 3	u/an	443,00 €
Conservateur à glace, crêpière, vitrine mobile alimentaire Zone 4	u/an	421,00 €
Banc de fruits de mer Zone 1	u/an	605,00 €
Banc de fruits de mer Zone 2	u/an	588,00 €
Banc de fruits de mer Zone 3	u/an	572,00 €
Banc de fruits de mer Zone 4	u/an	556,00 €
Tourniquet, porte cartes Zone 1	u/an	88,00 €
Tourniquet, porte cartes Zone 2	u/an	78,00 €
Tourniquet, porte cartes Zone 3	u/an	66,00 €
Tourniquet, porte cartes Zone 4	u/an	56,00 €
Surplomb du domaine public	Unité	Tarif
Taxation des climatiseurs en surplomb du domaine public	u/an	151,80 €

LES OCCUPATIONS TEMPORAIRES DU DOMAINE PUBLIC DANS LE CADRE D'UNE MANIFESTATION

La redevance, applicable dans le cadre d'une manifestation, est composée de 3 blocs :

- Une redevance de base centrée sur l'emprise de la manifestation sur le domaine public ;
- Une redevance optionnelle additionnelle liée aux composantes de la manifestation ;
- Une redevance optionnelle additionnelle liée à l'accès du public à la manifestation.

Le montant cumulé de cette redevance est plafonné à 20 000 € par manifestation.

Occupation du domaine public dans le cadre d'une manifestation		Unité	Prix unitaire
Redevance liée à l'occupation du domaine public Excepté pour une manifestation qui présente un intérêt public certain et qui soit dépourvue de tout caractère lucratif ou organisée par comité de quartier, associations parents d'élèves, écoles, téléthon et/ou caractère caritatif, social ou humanitaire - Toute zone - Hors période de montage et démontage	Occupation du domaine public - Zone 1	m ² /jour	0,20 €
	Occupation du domaine public - Zone 2	m ² /jour	0,10 €
Redevance liée aux composantes de la manifestation Excepté pour une composante tenue par une association qui présente un intérêt public certain et qui soit dépourvue de tout caractère lucratif ou par comité de quartier, associations parents d'élèves, écoles, téléthon et/ou caractère caritatif, social ou humanitaire - Toute zone	Buvette	m ² /jour	2,50 €
	Stand de vente	m ² /jour	5,00 €
	Food Truck	unité/jour	100,00 €
	Attraction	m ² /jour	0,40 €
	Promotion commerciale (Minimum de 20m ²)	m ² /jour	25,00 €
Redevance liée à l'accès du public à la manifestation Toute zone	Entrée payante	pers/manif	0,20 €
	Entrée gratuite	Exonération	-

LES OCCUPATIONS TEMPORAIRES DU DOMAINE PUBLIC

Toutes semaine commencée est due.

Dépôt de matériaux	Unité	Tarif
Plots bétons, supports de poteaux etc...	u / semaine	18,54 €

Bennes de récupération de matériaux (hors emprise du chantier)	Unité	Tarif
l'unité de 6m ² forfaitaires de sol occupé : la 1ère semaine	u /	32,71 €

	semaine	
l'unité de 6m ² forfaitaires de sol occupé : les semaines suivantes	u / semaine	65,42 €

Echafaudages et matériels de chantier	Unité	Tarif
Clôtures de chantier, baraques de chantier, échafaudages au sol (roulants et volants), élévateurs, compresseurs, bétonnières, étales pour exécution de travaux de réfection : m ² de sol occupé ou projeté au sol		
Echafaudages et matériels de chantiers	m ² /semaine	5,45 €
Echafaudages et matériels de chantiers : pénalité pour occupation longue durée (supérieure à 6 semaines)	m ²	18,54 €
Base de Vie/Bungalow sur le domaine public	m ² /3mois	103,58 €

LES AUTRES REDEVANCES

Toute occupation constatée mais non autorisée par la Mairie sera taxée conformément aux tarifs applicables majorés de 10% - Toute redevance inférieure à 10€ ne sera pas facturée

Occupation du domaine public	Unité	Tarif
Stand de vente de fruits et légumes sur de DP hors marché de plein air	mois	354,35 €
Occupation à but non lucratif du domaine public, tout site, pour comité de quartier, association parents élèves, écoles, Téléthon, solidarité nationale ou internationale		0,00 €
Attraction/Manège/Patinoires sur le domaine public	m ² /jour	0,20 €
Campagnes de sensibilisation, Sondages, appels aux dons, collecte de fonds sur le domaine public pour les associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général	u/jour	0,00 €

Stand fleuriste/pépinieriste sur marché artisanal (superficie des stands limitée à 100m²)	jour	45,00 €
---	------	---------

Autres manifestations publiques	Unité	Tarif
Stationnement de véhicules d'établissements commerciaux pratiquant la livraison à domicile Zone 1	u/an	82,00 €
Stationnement de véhicules d'établissements commerciaux pratiquant la livraison à domicile Zone 2	u/an	71,00 €
Stationnement de véhicules d'établissements commerciaux pratiquant la livraison à domicile Zone 3	u/an	60,00 €
Stationnement de véhicules d'établissements commerciaux pratiquant la livraison à domicile Zone 4	u/an	50,00 €
Stationnement sur le DP de concessionnaires auto moto vélo et tout type de véhicule électrique Zone 1	u/an	92,00 €
Stationnement sur le DP de concessionnaires auto moto vélo et tout type de véhicule électrique Zone 2	u/an	82,00 €
Stationnement sur le DP de concessionnaires auto moto vélo et tout type de véhicule électrique Zone 3	u/an	71,00 €
Stationnement sur le DP de concessionnaires auto moto vélo et tout type de véhicule électrique Zone 4	u/an	60,00 €

*La mise à disposition à titre gratuit d'un chalet associatif pourra être accordée pour les associations à buts humanitaires ou caritatifs (sous réserve de justification du caractère caritatif ou humanitaire), dans la limite d'un chalet par manifestation.

Les structures et établissements qui souhaitent bénéficier de la mise à disposition du chalet devront mener des activités dans un but non lucratif.

Une demande écrite devra être adressée à la collectivité qui en appréciera l'éligibilité.

La structure demandeuse accompagnera sa demande d'une présentation de son projet (Objectifs, organisation administrative, projet, justification).

La DUVEP s'engage à faire une réponse motivée dans un délai de 2 mois suivant la demande.

<u>PENALITES</u>		
Pénalités et frais de gestion et de contrôle	Unité	Tarif
Frais de gestion et de contrôle des infractions constatées en matière d'occupation du domaine public	Infraction	290,00 €
Frais de dossier pour basculement d'une facture non réglée au régisseur en titre de recette	u	10% de majoration du montant initial
Forfait appliqué si domaine public restitué non nettoyé (déchets, dégradations) après manifestation : astreinte/jour	U	516,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise à jour des tarifs municipaux présentés ci-dessus, entraînant la modification de la délibération n° V2023-448 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Moyens alloués aux groupes d'élus - Affectation de collaborateurs - Modification
de la délibération n° V2020-082 - Approbation**

Conformément à l'article L.2121-28 du Code général des collectivités territoriales, le Maire peut, dans les conditions fixées par le Conseil municipal et sur proposition des représentants de chaque groupe, affecter aux groupes d'élus une ou plusieurs personnes.

La délibération n° V2020-082 du 30 juillet 2020 posait les principes suivants :

- Le Conseil municipal ouvre au budget de la commune, sur un chapitre spécialement créé à cet effet, les crédits nécessaires à ces dépenses ;
- Les crédits disponibles sont établis à hauteur de 30 % du montant total des indemnités versées aux membres du Conseil municipal, tel qu'il ressort du dernier compte administratif ;
- Les crédits disponibles sont répartis proportionnellement aux effectifs, chaque groupe régulièrement constitué selon les modalités prévues au règlement intérieur dispose ainsi d'un montant maximum égal au produit du nombre de ses membres et d'1/65^{ème} des crédits disponibles ;
- Le Conseil est informé si, à l'occasion d'un changement au sein d'un ou plusieurs groupes, les personnels affectés se trouvent impactés par l'évolution des crédits disponibles ;
- Le Maire est l'ordonnateur des dépenses ;
- L'autorité territoriale procède au recrutement des collaborateurs de groupe ;
- L'élus président de chaque groupe d'élus décide des conditions et des modalités d'exécution du service confié que ces collaborateurs accomplissent auprès de ces groupes au sein de l'organe délibérant.

Il est proposé de réviser le dispositif établi par cette délibération pour ce qui concerne la répartition des crédits disponibles, en offrant aux groupes d'élus la possibilité de mutualiser leurs enveloppes afin de partager les moyens qui en découlent.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la modification de la délibération n° V2020-082 du 30 juillet 2020 en permettant aux groupes d'élus de mutualiser leurs enveloppes s'ils le souhaitent ;
- De fixer à autant que nécessaire et dans la limite des crédits alloués le nombre de postes de collaborateurs de groupe ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Commission d'Appel d'Offres (CAO) - Commission de Délégation de Service Public (CDSP) - Réélections

Par délibération n° V2020-073 du 30 juillet 2020, le Conseil municipal a procédé à l'élection de la Commission d'appel d'Offres (CAO) et de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP).

Le fonctionnement de la CAO est aujourd'hui altéré par la démission de l'ancienne Présidente de CAO ; le fonctionnement des deux commissions est altéré par des problèmes réguliers de disponibilité d'une partie de leurs membres. Il apparaît donc aujourd'hui nécessaire, en plus de la désignation par arrêté de Monsieur le Maire d'un nouveau Président de CAO, de renouveler la composition de celles-ci en procédant à de nouvelles élections.

L'assemblée délibérante a fixé les conditions de dépôt des listes lors du Conseil municipal du 26 mars 2024, en application de l'article D.1411-5 du Code général des collectivités territoriales, comme suit :

- Les listes établies pour les élections devaient être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception au Service Assemblées et Vie des Institutions de la Ville de Montpellier ;
- La date limite de dépôt/réception était fixée au 21 mai 2024 à 17 heures ;
- Les listes devaient parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « *Election de la Commission d'Appel d'Offres de la Ville de Montpellier* », « *Election de la Commission de Délégation de Service Public* » ;
- Les listes ne pouvaient comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil municipal, y compris pour les membres suppléants de la CAO ou de la CDSP.

Ces modalités d'organisation de scrutin ayant été approuvées par l'Assemblée, il est donc demandé au Conseil de bien vouloir procéder à l'élection des membres des Commissions d'Appel d'Offres et de Délégation de Services Publics.

Pour la Commission d'Appel d'Offres, une seule liste a été déposée conformément aux dispositions de la délibération n° V2024-121 :

Titulaires :

Georges ARDISSON
 Eddine ARIZTEGUI
 Françoise BOUTET-WAISS
 Abdi EL KANDOUSSI
 Nicole MARIN-KHOURY

Suppléants :

Yves BARRAL
 Caroline DUFOIX
 Clara GIMENEZ
 Marie MASSART
 Philippe SAUREL

Pour la Commission de Délégation de Service Public, une seule liste a été déposée conformément aux dispositions de la délibération n° V2024-121 :

Titulaires :

Yves BARRAL
Abdi EL KANDOUSSI
Nicole MARIN-KHOURY
Hervé MARTIN
Radia TIKOUK

Suppléants :

Fanny DOMBRE-COSTE
Clare HART
Laurent NISON
Philippe SAUREL
Caroline DUFOIX

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'élire au scrutin secret de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel, les membres de la Commission d'Appel d'Offres et de la Commission de Délégation de Services Publics ;
- D'approuver la solution de vote électronique secret pour procéder à ces élections ;
- D'autoriser les membres élus à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Représentations du Conseil municipal - Désignations - Approbation

Par délibération, il convient de désigner les représentants de la Ville de Montpellier au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Maire propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Organismes	Représentations
Association Finance Gestion Evaluation des Collectivités Territoriales Conseil d'administration	<i>1 élu(e) titulaire</i>
Cité européenne du Théâtre et des arts associés Conseil d'administration	<i>1 élu(e) titulaire 3 personnalités qualifiées</i>
Commission de suivi de site (CSS) relative à la décharge du Thôt à Lattes Collège « Elus des collectivités territoriales concernées »	<i>1 élu(e) titulaire 1 élu(e) suppléant(e)</i>
EPCC Montpellier Contemporain (MoCo) Conseil d'administration	<i>1 élu(e) titulaire</i>
Face Hérault	<i>1 représentant(e) de la Ville de Montpellier pour candidater au Conseil d'administration</i>
Forum Français pour la Sécurité Urbaine (FFSU)	<i>1 représentant(e) de la Ville de Montpellier pour candidater au Comité exécutif</i>
Montpellier Events Conseil d'administration	<i>1 élu(e) titulaire</i>

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'approuver les désignations des représentants de la Ville de Montpellier au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Représentations du Conseil municipal - Désignations au sein des conseils
d'établissements scolaires - Approbation**

Dans le cadre de la nouvelle mandature, il convient de modifier les désignations des représentants de la Ville de Montpellier au sein de différents établissements scolaires.

ECOLES	REPRÉSENTATIONS
Groupe scolaire Aiguelongue Ecole élémentaire Sigmund Freud (Hôpitaux Facultés)	Maryse FAYE
Groupe scolaire Aiguelongue Ecole maternelle Luis de Camoens (Hôpitaux Facultés)	Maryse FAYE
Groupe scolaire Antigone Ecole élémentaire Pericles (Centre/Antigone)	Agnès SAURAT
Groupe scolaire Antigone Ecole maternelle Aristote (Centre/Antigone)	Agnès SAURAT
Groupe scolaire Barcelone Ecole élémentaire Simon Bolivar (Mosson/Paillade)	Mustapha LAOUKIRI
Groupe scolaire Barcelone Ecole maternelle Pablo Neruda (Mosson/Paillade)	Mustapha LAOUKIRI
Groupe scolaire Bari Ecole élémentaire André Boulloche (Mosson/Paillade)	Nadia AKIL
Groupe scolaire Bari Ecole maternelle Virginia Woolf (Mosson/Paillade)	Nadia AKIL
Groupe scolaire Beethoven Ecole primaire (Croix d'Argent)	Yvan NOSBE
Groupe scolaire Benoîte Groult Ecole primaire (Hôpitaux Facultés)	Marie MASSART
Groupe scolaire Bologne Ecole élémentaire Léopold Sedar Senghor (Mosson / Paillade)	Véronique BRUNET

Groupe scolaire Bologne Ecole maternelle James Joyce (Mosson / Paillade)	Véronique BRUNET
Groupe scolaire Calmette Aubigné Ecole élémentaire Docteur Calmette (Hôpitaux facultés)	Mylvia HOUGUET
Groupe scolaire Calmette Aubigné Ecole maternelle Agrippa d'Aubigné (Hôpitaux facultés)	Michel CALVO
Groupe scolaire Chaptal-Jeanne d'Arc Ecole élémentaire Jeanne d'Arc (Centre Arceaux)	Boris BELLANGER
Groupe scolaire Chaptal-Jeanne d'arc Ecole maternelle Chaptal (Centre Arceaux)	Boris BELLANGER
Groupe scolaire Chengdu Ecole primaire (Port Marianne)	Laurent NISON
Groupe scolaire Cité Astruc Ecole élémentaire Paul Langevin (Cévennes)	Yvan NOSBE
Groupe scolaire Cité Astruc Ecole maternelle Goethe (Cévennes)	Yvan NOSBE
Groupe scolaire Cité Mion Ecole élémentaire Jacques Brel (Prés d'Arènes)	Julie FRECHE
Groupe scolaire Cité Mion Ecole maternelle Simone Signoret (Prés d'Arènes)	Julie FRECHE
Groupe scolaire Combes Duruy Ecole élémentaire Emile Combes (Cévennes)	Hind EMAD
Groupe scolaire Combes Duruy Ecole maternelle Victor Duruy (Cévennes)	Hind EMAD
Groupe scolaire Ecole élémentaire Auguste Comte (Centre)	Boris BELLANGER
Groupe scolaire Curie Daudet Ecole élémentaire Marie Curie (Croix d'Argent)	Séverine SAINT-MARTIN
Groupe scolaire Curie Daudet Ecole maternelle Alphonse Daudet (Croix d'Argent)	Séverine SAINT-MARTIN
Groupe scolaire Daviler Kergomard Ecole élémentaire Charles Daviler (Centre)	Manu REYNAUD
Groupe scolaire Daviler Kergomard Ecole maternelle Pauline Kergomard (Centre)	Manu REYNAUD
Groupe scolaire Delteil Michelet Ecole élémentaire Joseph Delteil (Cévennes Pergola)	Sophiane MANSOURIA
Groupe scolaire Delteil Michelet Ecole maternelle Jules Michelet (Cévennes Pergola)	Sophiane MANSOURIA

Groupe scolaire Estanove Ecole élémentaire Winston Churchill (Croix d'Argent)	Christophe BOURDIN
Groupe scolaire Figuiet-Bert-Hugo Ecole primaire (Centre)	Stéphane JOUAULT
Groupe scolaire Florian Simon Ecole élémentaire Jules Simon (Centre)	Tasnine AKBARALY
Groupe scolaire Florian Simon Ecole maternelle Pierre Claris de Florian (Centre)	Eddine ARIZTEGUI
Groupe scolaire Gama-Mermoz Ecole primaire (Centre)	Caroline DUFOIX
Groupe scolaire Gambetta Garnier Ecole élémentaire Gambetta (Centre)	Elodie BRUN-MANDON
Groupe scolaire Gambetta Garnier Ecole maternelle Francis Garnier (Centre)	Elodie BRUN-MANDON
Groupe scolaire Heidelberg Ecole élémentaire Heidelberg (Mosson Paillade)	Clare HART
Groupe scolaire Heidelberg Ecole maternelle Miguel de Cervantès (Mosson Paillade)	Clare HART
Groupe scolaire Germaine Richier Ecole primaire (Croix d'Argent)	Yves BARRAL
Groupe scolaire Jaurès-de Gaulle Ecole élémentaire Jean Jaurès (Centre Antigone)	Caroline DUFOIX
Groupe scolaire Jaurès-de Gaulle Ecole maternelle De Gaulle-Anthonioz (Centre Antigone)	Caroline DUFOIX
Groupe scolaire Jeanne Moreau Ecole primaire (Croix d'Argent)	Christophe BOURDIN
Groupe scolaire Jeu de Mail Ecole élémentaire E. Pottier-J. Sibelius (Hôpitaux Facultés)	Christian ASSAF
Groupe scolaire Jeu de Mail Ecole maternelle Charlie Chaplin (Hôpitaux Facultés)	Christian ASSAF
Groupe scolaire Joan Miro Ecole primaire (Port Marianne)	Françoise BOUTET-WAISS
Groupe scolaire La Chamberte Ecole élémentaire Sun Yat Sen (Cévennes)	Radia TIKOUK
Groupe scolaire La Chamberte Ecole maternelle Maria Callas (Cévennes)	Radia TIKOUK
Groupe scolaire La Martelle Ecole élémentaire Spinoza (Cévennes)	Radia TIKOUK

Groupe scolaire La Martelle Ecole maternelle Jeanne Deroin (Cévennes)	Radia TIKOUK
Groupe scolaire La Rauze Ecole élémentaire Jean Macé (Près d'Arènes)	Françoise BOUTET-WAISS
Groupe scolaire La Rauze Ecole maternelle Paul Eluard (Près d'Arènes)	Françoise BOUTET-WAISS
Groupe scolaire Lamartine Pasteur Ecole élémentaire Lamartine (Centre Ecusson)	Tasnime AKBARALY
Groupe scolaire Lamartine Pasteur Ecole maternelle Louis Pasteur (Centre Ecusson)	Jean-Dominique DELAVEAU
Groupe scolaire Lantissargues Ecole élémentaire Georges Simenon (Croix d'Argent)	Nicole MARIN-KHOURY
Groupe scolaire Lantissargues Ecole maternelle Robert Surcouf (Croix d'Argent)	Nicole MARIN-KHOURY
Groupe scolaire Le Lez Ecole élémentaire Jean Zay (Port Marianne)	Mikel SEBLIN
Groupe scolaire Le Lez Ecole maternelle Sergueï Prokofiev (Port Marianne)	Mikel SEBLIN
Groupe scolaire Les Aiguerelles Ecole élémentaire Charles Dickens (Près d'Arènes)	Fatma NAKIB
Groupe scolaire Les Aiguerelles Ecole maternelle Anne Frank (Près d'Arènes)	Fatma NAKIB
Groupe scolaire Les Cévennes Ecole élémentaire Julie Daubié (Cévennes)	Hind EMAD
Groupe scolaire Les Cévennes Ecole maternelle Madeleine Brès (Cévennes)	Hind EMAD
Groupe scolaire Les Ménestrels Ecole élémentaire Akira Kurosawa (Mosson)	Manu REYNAUD
Groupe scolaire Les Ménestrels Ecole maternelle Indira Gandhi (Mosson)	Manu REYNAUD
Groupe scolaire Les Pins Ecole primaire Baudelaire Kipling (Cévennes)	Sébastien COTE
Groupe scolaire Les Tours Ecole élémentaire Marc Bloch (Mosson)	Sébastien COTE
Groupe scolaire Les Tours Ecole maternelle Nicolas Copernic (Mosson)	Véronique BRUNET
Groupe scolaire Les Troubadours Ecole élémentaire Galilée (Mosson)	Jean-Dominique DELAVEAU

Groupe scolaire Les Troubadours Ecole maternelle Averroès (Mosson)	Bruno PATERNOT
Groupe scolaire Louisville Ecole élémentaire Louisville (Mosson Paillade)	Clare HART
Groupe scolaire Louisville Ecole maternelle Martin Luther King (Mosson Paillade)	Clare HART
Groupe scolaire Malbosc Ecole maternelle Marguerite Yourcenar (Hôpitaux Facultés)	Mylvia HOUGUET
Groupe scolaire Malet-Pape Carpentier Ecole élémentaire Léo Malet (Cévennes Celleneuve)	Georges ARDISSON
Groupe scolaire Malet-Pape Carpentier Ecole maternelle Pape Carpentier (Cévennes Celleneuve)	Georges ARDISSON
Groupe scolaire Malraux Ecole primaire (Port Marianne)	Françoise BOUTET-WAISS
Groupe scolaire Mas Drevon Ecole élémentaire Garibaldi (Croix d'Argent)	Nicole MARIN-KHOURY
Groupe scolaire Mas Drevon Ecole maternelle Bertie Albrecht (Croix d'Argent)	Nicole MARIN-KHOURY
Groupe scolaire Michel de l'Hospital Ecole primaire (Port Marianne)	Françoise BOUTET-WAISS
Groupe scolaire Paul Painlevé Ecole élémentaire Paul Painlevé (Port Marianne)	Emilie CABELLO
Groupe scolaire Paul Painlevé Ecole maternelle Louise Michel (Port Marianne)	Emilie CABELLO
Groupe scolaire François Mitterrand Ecole primaire (Hôpitaux Facultés)	Mylvia HOUGUET
Groupe scolaire Morisot Mozart Ecole primaire (Centre)	Marie MASSART
Groupe scolaire Moulin Bergman Ecole élémentaire Jean Moulin (Centre)	Laurent NISON
Groupe scolaire Moulin Bergman Ecole maternelle Ingrid Bergman (Centre)	Eddine ARIZTEGUI
Groupe scolaire Olympe de Gouges Ecole élémentaire (Croix d'Argent)	Michel CALVO
Groupe scolaire Oxford Ecole élémentaire Franklin Roosevelt (Mosson Paillade)	Nadia AKIL
Groupe scolaire Oxford Ecole maternelle Vincent Van Gogh (Mosson Paillade)	Nadia AKIL

Groupe scolaire Pas du Loup Ecole primaire Schoelcher Boulanger (Croix d'Argent)	Yvan NOSBE
Groupe scolaire Pascal-Bernhardt Ecole élémentaire Blaise Pascal (Port Marianne)	Emilie CABELLO
Groupe scolaire Pascal-Bernhardt Ecole maternelle Sarah Bernhardt (Port Marianne)	Emilie CABELLO
Groupe scolaire Paty-Aubrac Ecole primaire Paty (Près d'Arènes)	Nicole MARIN-KHOURY
Groupe scolaire Petit Bard Ecole élémentaire Louis Armstrong (Cévennes)	Sophiane MANSOURIA
Groupe scolaire Petit Bard Ecole maternelle Geneviève Bon (Cévennes)	Sophiane MANSOURIA
Groupe scolaire Près d'Arènes Ecole élémentaire Denis Diderot (Près d'Arènes)	Nicole MARIN-KHOURY
Groupe scolaire Près d'Arènes Ecole maternelle Jean Cocteau (Près d'Arènes)	Yves BARRAL
Groupe scolaire Ecole maternelle Jacques Prévert (Mosson)	Michel ASLANIAN
Groupe scolaire Ecole maternelle Pablo Picasso (Mosson)	Michel ASLANIAN
Groupe scolaire Renaud-Balard Ecole élémentaire Antoine Balard (Mosson Paillade)	Mustapha LAOUKIRI
Groupe scolaire Renaud-Balard Ecole maternelle Madeleine Renaud (Mosson Paillade)	Mustapha LAOUKIRI
Groupe scolaire Condorcet Ecole élémentaire Condorcet (Centre Ecusson)	Alban ZANCHIELLO
Groupe scolaire Soulages Ecole primaire Pierre et Colette Soulages (Centre Ecusson)	Boris BELLANGER
Groupe scolaire Roux-Bazille Ecole élémentaire Frédéric Bazille (Centre)	Bruno PATERNOT
Groupe scolaire Roux-Bazille Ecole maternelle Docteur Roux (Centre)	Agnès ROBIN
Groupe scolaire Savary-Boucher Ecole élémentaire Alain Savary (Croix d'Argent)	Eddine ARIZTEGUI
Groupe scolaire Savary-Boucher Ecole maternelle Hélène Boucher (Croix d'Argent)	Eddine ARIZTEGUI
Groupe scolaire Sévigné-France Ecole élémentaire Madame de Sévigné (Croix d'Argent)	Agnès ROBIN

Groupe scolaire Sévigné-France Ecole maternelle Anatole France (Croix d'Argent)	Séverine SAINT-MARTIN
Groupe scolaire Verne-La Fontaine Ecole élémentaire Jules Verne (Centre)	Clara GIMENEZ
Groupe scolaire Verne-La Fontaine Ecole maternelle La Fontaine (Centre)	Clara GIMENEZ
Groupe scolaire Vert Bois Ecole élémentaire Jules Ferry (Hôpitaux Facultés)	Maryse FAYE
Groupe scolaire Vert Bois Ecole maternelle Térésa (Hôpitaux Facultés)	Maryse FAYE
Groupe scolaire Villeneuve d'Angoulême Ecole élémentaire Pierre de Ronsard (Croix d'Argent)	Agnès ROBIN
Groupe scolaire Villeneuve d'Angoulême Ecole maternelle Aliénor d'Aquitaine (Croix d'Argent)	Yves BARRAL
Groupe scolaire Voltaire Pagnol Ecole élémentaire Voltaire (Croix d'Argent)	Michel ASLANIAN
Groupe scolaire Voltaire Pagnol Ecole maternelle Marcel Pagnol (Croix d'Argent)	Nicole MARIN-KHOURY

COLLÈGES	REPRÉSENTATIONS <i>Titulaire</i> <i>Suppléant</i>
Collège Arthur Rimbaud (Cévennes)	Véronique BRUNET Georges ARDISSON
Collège Camille Claudel (Centre)	Alban ZANCHIELLO Mickaël DIORE
Collège Clémence Royer (Centre)	Alban ZANCHIELLO Eddine ARIZTEGUI
Collège Clemenceau (Centre)	Bruno PATERNOT Elodie BRUN-MANDON
Collège Croix d'Argent	Nicole MARIN-KHOURY Marie MASSART
Collège Fontcarrade (Centre)	Sébastien COTE Michel CALVO
Collège François Rabelais (Mosson)	Jean-Dominique DELAVEAU Fatma NAKIB
Collège Gérard Philipe (Prés d'Arènes)	Julie FRECHE Fatma NAKIB
Collège Jeu de Mail (Hôpitaux Facultés)	Mylvia HOUGUET Clara GIMENEZ
Collège Joffre (Centre)	Agnès SAURAT Stéphane JOUAULT
Collège Les Aiguerelles (Prés d'Arènes)	Fatma NAKIB Christian ASSAF
Collège Les Escholiers de la Mosson (Mosson)	Mustapha LAOUKIRI Manu REYNAUD
Collège Les Garrigues (Mosson)	Mustapha LAOUKIRI Manu REYNAUD
Collège Marcel Pagnol (Croix d'Argent)	Nicole MARIN-KHOURY Georges ARDISSON
Collège Port Marianne (Port MariannWe)	Françoise BOUTET-WAISS Emilie CABELLO
Collège Simone Veil (Cévennes)	Sophiane MANSOURIA Caroline DUFOIX

LYCÉES	REPRÉSENTATIONS <i>Titulaire</i> <i>Suppléant</i>
BTP CFA de l'Hérault (Mosson)	Elodie BRUN-MANDON Jean-Dominique DELAVEAU
Collège et lycée Françoise Combes (Centre)	Françoise BOUTET-WAISS Stéphane JOUAULT
Etablissement Régional d'Enseignement Adapté Jean-Jacques Rousseau - EREA - (Cévennes)	Hervé MARTIN Georges ARDISSON
Lycée Agricole Frédéric Bazille - Agropolis (Hôpitaux-Facultés)	Eddine ARIZTEGUI Mylvia HOUGUET
Lycée Georges Clemenceau (Centre)	Christophe BOURDIN Boris BELLANGER
Lycée Jules Guesde (Cévennes)	Séverine SAINT-MARTIN Yvan NOSBE
Lycée Joffre (Centre)	Boris BELLANGER Eddine ARIZTEGUI
Lycée Jean Mermoz (Centre)	Françoise BOUTET-WAISS Laurent NISON
Lycée général et technologique Jean Monnet (Mosson)	Manu REYNAUD Georges ARDISSON
Lycée hôtelier Georges Frêche (Port Marianne)	Emilie CABELLO Stéphane JOUAULT
Lycée des Métiers de l'éco-construction et du bâtiment Léonard de Vinci (Mosson)	Yvan NOSBE Nadia AKIL
Lycée professionnel Jules Ferry (Cévennes)	Jean-Dominique DELAVEAU Séverine SAINT-MARTIN
Lycée des Métiers Pierre Mendès-France (Port Marianne)	Françoise BOUTET-WAISS

ETABLISSEMENTS PRIVÉS	REPRÉSENTATIONS
Ecole privée Beit Yossef (Port Marianne)	Emilie CABELLO
Calandretas	Boris BELLANGER
Ecole Gitane (Centre)	Caroline DUFOIX
Les Anges Gardiens (Cévennes)	Hind EMAD
Les Jonquilles (Cévennes)	Michel ASLANIAN
Notre Dame de Bonne Nouvelle (Centre)	Jean-Dominique DELAVEAU
Saint-François d'Assise (Centre)	Michel CALVO
Saint-François-Régis (Centre)	Agnès ROBIN
Saint Jean-Baptiste de la Salle (Centre)	Laurent NISON
Institut Saint-Joseph (Croix d'Argent)	Christophe BOURDIN
Sainte Emilie (Croix d'Argent)	Yvan NOSBE
Sainte-Famille - Saint-Charles (Centre)	Françoise BOUTET-WAISS
Sainte Geneviève (Cévennes)	Elodie BRUN-MANDON
Sainte Jeanne d'Arc (Port Marianne)	Manu REYNAUD
Sainte Odile (Hôpitaux Facultés)	Maryse FAYE
Sainte-Thérèse (Centre)	Elodie BRUN-MANDON

Monsieur le Maire propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'approuver les désignations des représentants de la Ville de Montpellier au sein des établissements scolaires et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Accessibilité Universelle"- Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : ACCESSIBILITE UNIVERSELLE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE	MONTANT ATTRIBUE
APF-France HANDICAP	00003432	Projet Plateforme Handi'Cap Logement	3 000 €
	00003452	Fonctionnement	10 000 €
ASSOCIATION CLUB SERVICES LOISIRS GEM RABELAIS	00004981	Fonctionnement	500 €
L'AMPOULE FERTILE	00004884	Fonctionnement	800 €
MOZAIK DANSES	00003937	Fonctionnement	3 000 €
PARHANDS34	00003240	Projet atelier sensibilisation handicap	500 €
L'INVISIBLE VISIBLE	00004650	Projet outil virtuel de sensibilisation à l'autisme	800 €
ASSOCIATION FAMILLES TRAUMATISEES CRANIENS - GEM	00003084	Projet aide aux personnes cérébro-lésées et aide aux aidants	500 €
LA KOMPAGNIE	00004099	Projet Festival Musique et Différence	2 000 €
MONTPELLIER TANDEM CLUB HANDISPORT	00003415	Fonctionnement	1 000 €
ROUL'EN COEUR	00004681	Projet Nuit du Handicap	800 €
TOTAL			22 900 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique " Bien être animal" -
Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de la ville de Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine du bien-être animal, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : BIEN ETRE ANIMAL			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
L'ECOLE DU CHAT DE MONTPELLIER	00002896	Fonctionnement	2 500
LES PATTOUNES DU COEUR	00004710	Fonctionnement	1 500
ASSOCIATION GOUPIL CONNEXION	00003588	Fonctionnement	5 000
FELINS POUR L'AUTRE 34	00003332	Fonctionnement	1 000
AGISSONS ENSEMBLE	00004765	Fonctionnement	2 000
LES OIES SAUVAGES	00005031	Fonctionnement	1 500
PATTES ET MOUSTACHES	00003168	Nouveau projet	1 000
SOS REPTILES	00002902	Fonctionnement	1 000
FERME DE GRAZILLA	00005094	Fonctionnement	1 500
GAMELLES PLEINES MONTPELLIER	00002501	Fonctionnement	1 000
TOTAL			18 000

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Cohésion sociale" -
Exercice 2024 - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et qu'à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : COHESION SOCIALE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
CENTRE ACCOMPAGNEMENT DE PARCOURS ADULTES ET JEUNES (APAJ)	00003857	Renouvellement d'un projet Les ateliers de quartiers de Développement Social Local	3 500 €
GAMMES - UNION DES ASSOCIATIONS DU CSP ESPOIR ESPACE DE VIE SOCIALE VERT BOIS	00003610	Fonctionnement	4 000 €
A LA BRICOLE	00004422	Fonctionnement	4 000 €
TOTAL			11 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution et lettres d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "Commerce et Artisanat" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de la Ville de Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider l'association Au cœur de la Saint-Roch à mener à bien ses activités dans le domaine du commerce, il y a lieu d'allouer la subvention selon le tableaux ci-dessous :

THEMATIQUE: Commerce et artisanat			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
AU CŒUR DE SAINT-ROCH	00003810	Fonctionnement	5 000,00 €
TOTAL			5 000,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'affectation de la subvention définie ci-dessus, sous réserve de la signature de la lettre d'engagement ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine de la Culture et de la culture scientifique, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : CULTURE				
N° DE DOSSIER	STRUCTURE	Dispositif	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
00002662	COLLECTIF DES RADIOS LIBRE OCCITANIE	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	2 250 €
00005142	ECHO VISUEL		Projet : L'envers du décor - festival de cinéma #laïcité	500 €
00003417	KAINA		Projet : Capsules vidéo "luttons contre les discriminations"	1 000 €
00003697	COHUE	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	1 000 €
00004287	FAITS ET GESTES		Fonctionnement	1 000 €
00003951	MOZAIK		Projet : Danser nos différences No(s) Limit(es)	2 000 €
00004807	CIE OLAF LINEISKY		Fonctionnement	1 000 €
00003389	CONTRASTE		Fonctionnement	500 €
00004122	LA COMPAGNIE DU PETIT COTE		Fonctionnement	1 000 €
00004005	CTRE CULTUREL ITAL.SOC. DANTE ALIGHIERI	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Projet : Expositions / Mostre	1 000 €
00004985	MOTIFS D'ÉVASION		Projet : Agoras citoyennes pour les enfants, les jeunes et les étudiants	5 000 €
00004618	DU VENT DANS LES VOIX	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	500 €
00004562	FESTIVAL RADIO FRANCE OCCITANIE MONTPELLIER		Fonctionnement	50 000 €
00004379	LA MORENA		Fonctionnement	500 €

00002770	LE CHOEUR DES BALADINS (CHORALE)		Fonctionnement	400 €
00003652	POUSSINMUSIC		Projet : Création Allô Lola	1 000 €
00004097	RANK'ART		Projet : Festival Mama Stock 6	4 500 €
00004885			Projet : Mama Sound	1 000 €
00003758	VOY'ELLES CHOEUR DE FEMMES DE MEDITERRANEE		Fonctionnement	1 000 €
00004835	ATTITUDE	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Fonctionnement	60 000 €
00003796	THE MARKAZ/THE MARKAZ REVIEW		Projet : FESTIVAL DES ARTS & DE LA LIBERTÉ DE CRÉER / CREATIVE FREEDOM FESTIVAL	1 000 €
00004881	MOTSON		Fonctionnement	8 000 €
00003277	N U NOS URGENCES COLLECTIF D'ARTISTES		Fonctionnement	1 000 €
00003663	SCIC TROPISME		Fonctionnement	10 000 €
00003655			Projet : Festival Tropisme 2024	8 000 €
00003252	UNIVERISTE MONTPELLIER III PAUL VALERY		Fonctionnement - Université du Tiers Temps	3 000 €
00002907	ASSOCIATION LA COMPAGNIE RIBOSOME	(Ville) Culture - Théâtre	Projet : Le Cabaret Electro Galaktik	600 €
00003905	CIE EN TRANSITION		Fonctionnement	1 000 €
00003823	CIE LES TOILES CIREES		Fonctionnement	1 000 €
00004587	COLLECTIF GIANT'S GUTS		Fonctionnement	1 000 €
00004001	COMPAGNIE ALEGRIA KRYPTONITE		Fonctionnement	1 000 €
00003982	COMPAGNIE LES FAISEURS DE RIEN		Fonctionnement	1 000 €
00004050	DEUX DENTS DEHORS		Fonctionnement	1 000 €
00004319	LES CINQUANTIEMES HURLANTS		Fonctionnement	1 000 €
00004970	PAROLES VIVANTES		Fonctionnement	1 000 €
00005106	ASSOCIATION L'USINE A REVES		Projet : Résidence de territoire Cité Gély	3 500 €
00004294	COMPAGNIE PLATFORM		Fonctionnement	1 500 €
00004290	88		Projet : Festival MIM#6	2 500 €
00003502	ET POURQUOI PAS		Fonctionnement	1 500 €
00004818	JE PARS A ZART		Fonctionnement	5 000 €
00004107	ASSOCIATION HANDIC'ART		Fonctionnement	1 000 €
TOTAL CULTURE				189 750 €

Par ailleurs, l’aventure Montpellier 2028 continue, à la suite du souhait des collectivités partenaires au sein de l’association de faire perdurer la coopération inter-territoriale sur le volet culturel. Des actions sont ainsi prévues pour cette année 2024. Pour compléter l’engagement de la Ville de Montpellier, il est proposé l’attribution d’une subvention en nature à l’association Montpellier 2028 sous la forme de documents réalisés par l’imprimerie municipale : affiches, flyers, dépliants et dossiers de presse. Le montant total de ces impressions peut être estimé à un montant de 15 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'approuver l'attribution d'une subvention en nature de prestation d'imprimerie à l'Association Montpellier 2028 ;
- De porter au compte administratif de la Ville de Montpellier le montant de cette aide en nature à l'Association Montpellier 2028 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à ces affaires.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "Ville éducative et réussite scolaire" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année La Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider l'association Montpellier Accordéon à mener à bien son projet dans le domaine de la réussite éducative, il y a lieu de leur allouer une subvention selon le tableaux ci-dessous :

THEMATIQUE: REUSSITE EDUCATIVE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Montpellier Accordéon	00002838	Projet : Création artistique à l'école Léo-Malet	1 500 €
TOTAL			1 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention définie ci-dessus, sous réserve de la signature de la lettre d'engagement ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Enfance" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année, la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine de la Petite Enfance, il y a lieu de leur allouer une subvention :

- Une subvention d'un montant de 2 000 € pour l'année 2024 à l'association CESAM Migration Santé pour son projet « *Accompagnement santé et soutien à la parentalité* ».

L'objectif de ce projet est de promouvoir la santé et le bien-être du jeune enfant et de sa famille, de prévenir et réduire les risques liés aux troubles ou difficultés de développement des enfants âgés de 0 à 3 ans et de les préparer à la scolarisation. Plus concrètement, il s'agit d'une action qui vise à intervenir de manière précoce sur des situations de vulnérabilité psychosociale à l'aide d'un accompagnement à la parentalité (soutiens individuels et des ateliers collectifs parents-enfants). Cette action concerne plus spécifiquement les familles des quartiers prioritaires (QPV) du nord de la ville de Montpellier.

- Une subvention d'investissement d'un montant de 150 000 € pour l'année 2024 à l'association Culturelle et Sociale du Polygone dans le cadre de la relocalisation de la crèche associative « *Les Lutins* ».

La crèche « *Les Lutins* » est un multi-accueil de 57 berceaux, situés dans le parc club du Millénaire, qui a été contrainte de fermer et d'arrêter brutalement son activité en décembre 2022, à la suite de la déclaration d'un péril ordinaire sur le bâtiment. Depuis, la Ville, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et le Département de l'Hérault se sont activement mobilisés afin d'accompagner l'association dans sa recherche de locaux. Aujourd'hui, l'association a trouvé une solution de relogement dans de nouveaux locaux au sein du Bâtiment 33 du parc Club du Millénaire. Il s'agit d'un local d'une superficie 410 m² à réaménager entièrement pour permettre l'ouverture d'une crèche de 47 places. Le budget prévisionnel de travaux s'élève à 822 256 €. Le maintien de l'offre petite enfance étant incontournable pour la Ville au regard de son taux de couverture actuel et de sa démographie croissante, il est donc proposé d'accompagner l'association par le biais d'une subvention exceptionnelle d'investissement de 150 000 €. A noter que ce projet est également accompagné par la CAF de l'Hérault dans le cadre d'une subvention à hauteur de 657 805 €.

THEMATIQUE : ENFANCE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
CESAM MIGRATION SANTE	00005105	Projet	2 000 €

ASSOCIATION CULTURELLE ET SOCIALE DU POLYgone	00005219	Investissement	150 000 €
TOTAL			152 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'affectation des subventions, sous réserve de la signature de la lettre d'engagement pour l'association CESAM Migration Santé et de la convention d'attribution pour l'association Culturelle et Sociale du Polygone ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement type et de la convention ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Jeunesse" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier. Chaque année, la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations à mener à bien leurs activités et leurs projets en direction des jeunes, il convient de leur allouer des subventions dont les montants sont précisés ci-dessous :

« JEUNESSE »				
Nom de la Structure	N° Dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
LA GERBE	00003456	Projet	Organisation de stages culturels	2 500.00
ESPRIT LIBRE	00004871	Projet	Organisation de sorties pour jeunes filles	2 000.00
SOS JEUNES	00002754	Projet	Dispositif pour collégiens et lycéens	2 000.00
VACANCES OUVERTES	00004065	Projet	Soutien aux dispositifs	1 500.00
RAP ACADEMIE	00005170	Projet	Soutien aux projets musicaux	1 300.00
Centre de Loisirs des Jeunes Montpellier Paillade Mosson (CLJ)	00005186	Projet	Loisirs jeunes	2 000.00
Générationnaires solidaires et Citoyennes (GSC)	00002242	Projet	Jeunesse oxford	2 500.00
TOTAL				13 800.00

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettre d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les discriminations" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de la Ville de Montpellier. Chaque année la ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine des solidarités, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS			
Nom de la Structure	N° de dossier	Nature de la demande	Montant attribué (€)
FIERTE MONTPELLIER PRIDE	00003250	Organisation Pride 2024, renouvellement projet	5 000
FRANCE VICTIMES 34	00003246	Aide aux victimes d'infraction pénales, Renouvellement projet	6 500
TOTAL			11 500

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE: LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS			
Aide alimentaire et lutte contre la pauvreté			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE	MONTANT ATTRIBUE
LA PETITE CORDEE	4443	Fonctionnement	8 000 €
ASTREE	3706	Fonctionnement	3 000 €
GAMMES	4030	Projet : Accueil de jour - Relai des solidarités alimentaires	40 000 €
SOLIDARITE DOM TOM	3358	Projet : ESS 2024	8 500 €
L'ESPERLUETTE	3671	Projet : ESS 2024	5 000 €
SECOURS CATHOLIQUE	5211	Projet : ESS 2024	5 000 €
COALLIA	2725	Projet : Chenil Social et solidaire 2024	9 000 €
INSTEP	5231	Projet : CTAI Guichet unique parents FLE	30 000 €
GROUPE SOS	5232	Projet : CTAI Journée Mondiale des Réfugiés	12 000 €
	5230	Projet : CTAI Accompagnement Renforcé au Logement	33 000 €
J'ACCUEILLE	5235	Projet : CTAI accueil solidaire des BPI LGBT	7 000 €
LUTTOPIA	4404	Projet : Habitat intercalaire avenue de Toulouse	10 000 €
	4526	Projet : Habitat intercalaire rue Einstein	9 000 €
AVEC TOIT	3427	Projet : Habitat intercalaire villa Mas Rouge	13 500€
	3429	Projet : Habitat intercalaire appartements Mas Rouge	12 000 €
LES PETITS FRERES DES PAUVRES	3831	Fonctionnement	3 000 €
AREA	3940	Projet : Accompagnement social et éducatif global (squats et bidonvilles)	20 000 €
	3809	Projet : Intervalle	20 000 €
TOTAL			248 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Projet Montpellier Zéro Bidonville - Attribution d'une subvention à l'association Quatorze - Exercice 2024 - Convention - Approbation - Autorisation de signature

Le Conseil municipal du 5 juin 2023 a approuvé une convention avec l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole, et la Fondation Abbé Pierre, fixant une stratégie commune de résorption des bidonvilles.

Partenaire confirmé de cette stratégie, l'association Quatorze, spécialisée dans l'urbanisme solidaire, apporte un appui depuis 2022 dans la coordination des acteurs et l'animation des temps d'échange des différentes instances, et tout particulièrement dans le développement de projets d'accueil transitoire de ménages issus de bidonvilles. Elle accompagne les partenaires de la stratégie (Etat, Fondation Abbé Pierre, Ville et Métropole) dans la recherche de foncier / bâti disponibles sur le territoire et sur le montage des projets d'accueil (plan, prévisionnel travaux, coordination acteurs).

Pour soutenir l'action de l'association Quatorze, qui s'inscrit dans l'axe « *développement de projets d'accueil intercalaires et transitoires* » de la stratégie commune de résorption, il y a lieu de lui allouer une subvention selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : SOCIAL, RESORPTION DES BIDONVILLES			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Quatorze	00003675	Appui à la stratégie de résorption des bidonvilles et développement de projets d'accueils transitoires	40 000 €
TOTAL			40 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Attribution de subventions dans la thématique "Relations Internationales" -
Exercice 2024 - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année, la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets en matière de relations internationales, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableaux ci-dessous :

Nom de la Structure	N° de dossier	Nature de la demande	Montant attribué
CENTRE DE DOCUMENTATION TIERS MONDE	00004355	Fonctionnement	2 700 €
AMERICAN WOMEN GROUP OF LANGUED ROUSSILLON	00003369	Fonctionnement	700 €
ASSOCIATION FRANCO-CAMEROUNAISE POUR L'INITIATIVE ET LE DEVELOPPEMENT	00003481	Fonctionnement	300 €
MAISON DE L'EUROPE	00003966	Fonctionnement	7 000 €
COMITE D'ANIMATION ET DE PREVENTION GELY FIGUEROLLES	00005093	Fonctionnement	1 000 €
LA VIE EN RELIEF	00005361	Nouveau Projet	1 980 €
TOTAL			13 680 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation de subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ou lettre d'engagement ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution et lettres d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et qu'à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : SANTE			
NOM DE LA STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
ASSOCIATION DE SANTE PLURIPROFESSIONNELLE IMPLANTEE AUX CEVENNES	00004627	Fonctionnement	5 000 €
ASSOCIATION AIDES	00004015	Projet : « <i>Action de prévention combinée VIH</i> »	3 500 €
ASSOCIATION ALLO PARENTS	00003200	Fonctionnement	1 500 €
ASSOCIATION POUR LA POURSUITE DE LA REHABILITATION RESPIRATOIRE	00002805	Projet : « <i>Réhabilitation respiratoire par les APA</i> »	1 000 €
DOUCE HEURE	00004369	Fonctionnement	2 000 €
ENVIE	00003714	Projet « <i>Améliorer la qualité du parcours de soin</i> »	4 000 €
QUARTIER SANTE	00005087	Fonctionnement	5 000 €
DIA LOG 34	00003180	Projet « <i>Faire connaître le diabète de type 1</i> »	2 000 €
ASSOCIATION PAIR AIDANCE MONTPELLIER	00004943	Projet « <i>Promotion de la pair aidance</i> »	2 000 €
ECOLE DES PARENTS ET DES EDUCATEURS 34	00003549	Projet « <i>Point d'accueil Ecoute Jeunes</i> » Paillade, Haut de Massane	1 500 €
TOTAL			27 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;

- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Sécurité et Prévention" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de la ville de Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Il est souhaité d'aider les associations et leurs partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine de la Sécurité et prévention. En particulier en matière de prévention routière, de lutte contre la LGBTQI+phobie. Pour ce faire, il est proposé l'affectation des subventions selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : SECURITE ET PREVENTION			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
LA PREVENTION ROUTIERE Comité de l'Hérault	00003817	Fonctionnement	1 700
FLAG	00003152	Fonctionnement	2 000
TOTAL			3 700

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Attributions de subventions dans le cadre des thématiques "Sports" et
 "Partenariat sports" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature**

La Ville de Montpellier souhaite soutenir l'action et les initiatives citoyennes qui concrétisent les valeurs du partage, et qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire dans le domaine du sport.

Pour aider les associations à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

THEMATIQUE : SPORTS			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
ASS OMNISPORT DE MONTPELLIER FIGUEROLLES	00003699	Projet : boxe remise en forme au féminin	700,00
ASS OMNISPORT DE MONTPELLIER FIGUEROLLES	00003684	Projet : boxe éducative	700,00
ASSOCIATION RACING CLUB LEMASSON	00004353	Fonctionnement	11 000,00
BOWLING CLUB DES SOURDS DE MONTPELLIER	00004089	Fonctionnement	500,00
MONTPELLIER HERAULT RUGBY	00004296	Fonctionnement	58 000,00
SPORT TALENT 34	00004579	Fonctionnement	2 000,00
BASKET LATTES MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ASSOCIATION	00005078	Investissement : achat de véhicule de transport	21 128,00
ASSOCIATION SPORTIVE LOISIRS JEUNES CROIX D'ARGENT	00004880	Investissement : achat d'équipement ou de matériel lié à l'activité	2 100,00
ASSOCIATION DE SPORT LOISIRS ET TOURISME A MOTO DE L'HERAULT	00005089	Investissement : achat d'équipement ou de matériel lié à l'activité	13 041,00
ASSOCIATION BOXING CLUB MONTPELLIERAIN	00005097	Investissement : achat de véhicule de transport	28 403,00
MONTPELLIER AGGLOMERATION UNIVERSITE CLUB PLONGEE	00004506	Investissement : achat d'équipement ou de matériel lié à l'activité	5 330,00

SPORT INSERTION JEUNES MINTPELLIER	00005140	Investissement : achat d'équipement ou de matériel lié à l'activité	1 000,00
MONTPELLIER CHAMBERTE HANDBALL	00005265	Investissement : achat d'équipement ou de matériel lié à l'activité	1 000,00
ARCEAUX FOOT	00005262	Investissement : achat d'équipement ou de matériel lié à l'activité	5 115,00
ASSOCIATION UCPA SPORT LOISIRS	00005261	Investissement : achat d'équipement ou de matériel lié à l'activité	40 000,00
TOTAL			190 017,00

THEMATIQUE : PARTENARIAT SPORTS			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
ASS SPORT LOISIR JEUNE CROIX D'ARGENT	00004849	Projet : Stages vacances scolaires VOLLEY (Dispositif : La tête et jambes)	3 000,00
ASSOCIATION DES QUARTIERS DES MARELS-II LA PERGOLA AIGUELONGUE	00003400	Projet : Stages vacances scolaires MULTISPORT (Dispositif : La tête et jambes)	1 700,00
MONTPELLIER BASEBALL UNIVERSITE CLUB, LES BARRACUDAS DU LEZ	00004773	Projet : Stages vacances scolaires BASEBALL (Dispositif : La tête et jambes)	1 500,00
SPORT TALENT 34	00004590	Projet : Stages vacances scolaires FOOTBALL	1 000,00
MONTPELLIER FUNNY RIDER	00005239	Projet : Stages vacances scolaires ROLLER	2 500,00
MONTPELLIER PETIT BARD ATHLETIQUE	00004679	Projet : Stages vacances scolaires ATHLETISME	1 500,00
LA MAISON DU JUDO	00003918	Projet : Stages vacances scolaires JUDO	2 000,00
TOTAL			13 200,00

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution et des lettres d'engagement ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution et des lettres d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "Partenariat sports"
- Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

La Ville de Montpellier souhaite soutenir l'action et les initiatives citoyennes qui concrétisent les valeurs du partage, et qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire dans le domaine du sport. Pour aider l'association Les chevaliers de la gaule à mener à bien son projet, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : PARTENARIAT SPORTS			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Les chevaliers de la gaule	00004882	Projet : Stages vacances scolaires pêche	2 400 €
TOTAL			2 400 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Vie associative" -
 Exercice 2024 - Conventions - Approbation - Autorisation de signature**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Nom de la structure	N° de dossier	Nature de la demande	Montant attribué (€)
ASSOCIATION DU COMITE DE QUARTIER DE LA CHAMBERTE	00003469	Fonctionnement	1 000
ASSOCIATION LES VOIES DU PALAIS	00003489	Fonctionnement	1 000
BIEN VIVRE À AIGUELONGUE	00003969	Fonctionnement	1 000
COMITE DE QUARTIER DES HAUTS DE MASSANE	00003909	Fonctionnement	1 000
COMITE DES FETES DE MONTPELLIER	00004639	Fonctionnement	2 000
Confédération syndicale des familles – Union départementale de l'Hérault	00002758	Fonctionnement	2 500
Membres Ordre national du Mérite	00004653	Projet « <i>Reconnaissance de l'engagement citoyen des jeunes de moins de 18 ans</i> »	2 500
Les Majorettes de Montpellier	00003349	Fonctionnement	1 500
Association quartier plan des 4 seigneurs, universités des sciences et lettres	00005193	Fonctionnement	1 000
TOTAL			13 500

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signatures des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement ou conventions type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2024 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Vivre ensemble" -
Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre, et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer des subventions suivant les tableaux ci-dessous :

THEMATIQUE : VIVRE ENSEMBLE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Club sportif et artistique de la gendarmerie	00003711	Fonctionnement	1 300 €

THEMATIQUE : VIVRE ENSEMBLE – FINANCES			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Antenne locale CFTEC Montpellier et environs	00002667	Fonctionnement	450 €
Fédération syndicale unitaire	00004400	Fonctionnement	2 700 €
Union locale des syndicats CGT de Montpellier	00003130	Fonctionnement	5 000 €
Solidaires Hérault	00002698	Fonctionnement	2 000 €
Unité SGP Police 34	00003315	Fonctionnement	1 500 €
Union Locale Force Ouvrière de Montpellier	00003893	Fonctionnement	5 000 €
Syndicat UL UNSA Montpellier	00002800	Fonctionnement	5 000 €
Ass. Professeurs d'Histoire et de Géographie	00004856	Renouvellement d'un projet	2 000 €
TOTAL			23 650 €

THEMATIQUE : VIVRE ENSEMBLE – RESSOURCES HUMAINES			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Groupement des Entreprises Françaises dans la Lutte contre le	0000 4082	Fonctionnement	10 000 €

Cancer (GEFLUC)			
-----------------	--	--	--

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement et conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Création d'une unité de Valorisation Energétique des Boues (UVEB) dans la station de traitement des eaux usées Maera à Lattes - Demande d'autorisation environnementale présentée par la Régie des eaux - Avis

Par arrêté n° 2024-03-DRCL-0105 en date du 27 mars 2024, Monsieur le Préfet de l'Hérault a décidé l'ouverture d'une enquête publique préalable à une autorisation environnementale portée par la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole pour la création d'une Unité de Valorisation Energétique des Boues (UVEB) dans la station de traitement des eaux usées Maera à Lattes. Cette enquête publique, dont le siège se situe à Lattes, se déroulera du lundi 22 avril 2024 à 9h au lundi 27 mai à 12h.

L'avis des Conseils municipaux des communes de Montpellier, Lattes, Pérols et Mauguio-Carnon, ainsi que du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, est demandé ; ces communes se situant dans le rayon d'affichage des 3 kilomètres réglementaires définis par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le projet envisagé par la Régie des eaux comprend la mise en œuvre d'une UVEB avec production de chaleur. Il est soumis à autorisation au titre de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), à étude d'impact et à enquête publique. Il a fait l'objet, à l'initiative de la Régie des eaux, d'une concertation préalable du public dans le cadre des articles R.121-19 et L.121-16 du Code de l'Environnement entre le 3 mars 2023 et le 2 avril 2023.

Dans le cadre de la modernisation de la station de traitement des eaux usées Maera à Lattes, la Régie des eaux porte le projet de mise en œuvre d'une UVEB. Cette unité, permet de transformer les résidus issus du traitement des eaux usées (les boues) en sources d'énergie renouvelable, tout en réduisant la quantité de déchets à éliminer. Les objectifs du projet sont, non seulement de fiabiliser et pérenniser la filière de traitement des eaux usées en rendant la Métropole autonome sur le traitement des boues, mais aussi de réduire de façon significative les nuisances associées à leur gestion. Ainsi, l'UVEB doit notamment permettre la réduction des flux de camions afin de limiter les nuisances sonores et olfactives. Cette approche doit permettre également d'exploiter pleinement le potentiel énergétique des boues avec une valorisation de la chaleur sur site mais aussi une exportation vers le réseau de chaleur de Montpellier Méditerranée Métropole.

Au regard de ses implications économiques, sociales et environnementales, le projet constitue un véritable atout pour le territoire tout en améliorant le cadre de vie des riverains ; il est donc proposé d'émettre un avis favorable.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'émettre un avis favorable sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la Régie des

eaux de Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la création d'une Unité de Valorisation Energétique des Boues (UVEB) sur la station de traitement des eaux usées Maera à Lattes ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Rapport d'activité 2023 de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

La Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), créée par la loi n°2002-276 du 27 février 2002, examine notamment les rapports annuels des délégataires (RAD) de la Ville de Montpellier, et les rapports sur le prix et la qualité des services publics (RPQS) de la collecte et du traitement des déchets ménagers, de l'assainissement, de l'eau potable et de l'eau brute, qu'elle reçoit de Montpellier Méditerranée Métropole qui en détient la compétence; elle émet aussi un avis sur tout projet de délégation de service public (DSP), avant que l'assemblée délibérante ne se prononce sur le principe de la gestion déléguée par la Ville. La CCSPL prévue à l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) a pour vocation de permettre l'expression des usagers des services publics par la voie d'associations représentatives. Elle contribue ainsi à la participation des citoyens au fonctionnement des services publics.

Conformément aux dispositions de l'article L. 1413-1 du CGCT, le Président de la CCSPL présente à son assemblée délibérante, avant le 1er juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente. La CCSPL est présidée par le représentant du Maire de la Ville de Montpellier, désigné par arrêté, Monsieur Michel ASLANIAN, 10ème Adjoint au Maire, délégué aux finances, évaluation des politiques publiques, ressources humaines et dialogue social.

Par délibérations n°V2020-160 en date du 5 octobre 2020 et n°V2022-389 en date du 11 octobre 2022, le Conseil municipal a désigné les membres de la commission suivants :

- 5 conseillers de la Ville de Montpellier, membres titulaires :
 - o Mustapha LAOUKIRI ;
 - o Marie MASSART ;
 - o Agnès SAURAT ;
 - o Mylvia HOUGUET ;
 - o Jacques DOMERGUE ;
- 5 conseillers de la Ville de Montpellier, membres suppléants :
 - o Radia TIKOUK ;
 - o Georges ARDISSON ;
 - o Jean-Dominique DELAVEAU ;
 - o Yves BARRAL ;
 - o Clara GIMENEZ ;
- Et de manière paritaire, les associations d'usagers suivantes :
 - o Comité de Liaison et de Coordination des associations Pluriel Handicaps ;

- o Association Consommation Logement Cadre de Vie Montpellier ;
- o Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain Territoires de Montpellier ;
- o Fédération de L'Hérault de la Confédération Nationale du Logement ;
- o Union Fédérale des Consommateurs Que Choisir de Montpellier.

Les services publics et équipements de la Ville de Montpellier délégués qui ont fait l'objet d'un examen par la CCSPL en 2023, au titre de l'année 2022, sont les suivants :

- La fourrière automobile ;
- La crèche Joséphine-Baker ;
- La crèche Henri-Salvador ;
- Le stationnement sur voirie.

Par délibération n°V2020-074 en date du 30 juillet 2021, le Conseil municipal a adopté le règlement intérieur de la Commission. L'organisation et la gestion des séances de la CCSPL sont conduites par le Service Contrôle et Pilotage des Partenariats Externes (Pôle Finances et Conseil en Gestion).

La CCSPL s'est réunie le 28 novembre 2023 et le 30 novembre 2023, pour traiter les dossiers suivants :

Séance du 28 novembre 2023 :

- RAD 2022 relatif à la DSP Crèche Joséphine-Baker ;
- RAD 2022 relatif à la DSP Crèche Henri-Salvador ;
- RPQS de la Métropole au titre de la Collecte et traitement des déchets ménagers relatif à l'année 2022 ;

Séance du 30 novembre 2023 :

- RAD 2022 relatif à la DSP Fourrière automobile ;
- RAD 2022 relatif à la DSP Stationnement sur voirie ;
- RPQS de la Métropole au titre de l'Assainissement relatif à l'année 2022 ;
- RPQS de la Métropole au titre de l'Eau potable et de l'eau brute relatif à l'année 2022.

Lors de cette séance, la CCSPL a été sollicitée pour émettre un avis sur le choix du futur mode de gestion de la fourrière automobile, ainsi que sur le choix du futur mode de gestion et d'exploitation du stationnement payant sur voirie. La commission a donné un avis favorable à la gestion déléguée de ces deux services publics, confiée à la SPL TaM.

Nonobstant les nombreux débats concernant chacune des politiques publiques et gestion déléguées dédiées à l'exercice, la CCSPL a rendu un avis favorable sur les éléments analysés, en prenant acte de l'examen des RAD et RPQS relatifs à l'exercice 2022.

A titre complémentaire, il convient de préciser que parallèlement à la tenue de la CCSPL, les RAD ont également fait l'objet d'un examen par la Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Madame Fanny DOMBRE-COSTE et composée d'élus du Conseil municipal, pour l'examen des comptes 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte des travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Ville de Montpellier pour l'année 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Rapports Annuels des Déléataires (RAD) de Service Public - Exercice 2023

En vertu de l'article R.3131-2 du Code de la commande publique, les délégataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1^{er} juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. Conformément aux articles L.1411-3 et L.1411-13 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), dès réception, ces rapports doivent être inscrits pour examen à l'ordre du jour du plus proche Conseil municipal, et mis à la disposition du public en Mairie, dans les quinze jours de leur réception, pendant une durée d'un mois. En outre, ces rapports annuels des délégataires (RAD) doivent être examinés par la Commission Consultative des Service Public Locaux, selon l'article L.1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

Compte tenu des délais d'instruction nécessaires à l'examen de l'ensemble de ces rapports, ainsi que de leur passage préalable dans les deux commissions précitées permettant d'en attester, il est ainsi proposé à l'Assemblée de prendre acte de la réception des rapports annuels des délégations de services publics au titre de l'exercice 2023 conformément à la réglementation en vigueur, et d'en reporter l'examen singulier dans le cadre de séances ultérieures de l'Assemblée délibérante.

Cette disposition se justifiant par ailleurs dans le fait que les rapports remis avant le 1^{er} juin font parfois l'objet de modification par le délégataire, consécutivement à l'examen approfondi apporté par les services de la Ville ; certains rapports pouvant également se retrouver incomplets à la date de remise.

Les rapports relatifs aux équipements et services publics suivants ont été remis conformément à la réglementation en vigueur :

Équipement / service	Déléataire
Crèche Joséphine Baker	SAS People and Baby
Crèche Henri Salvador (Contrat du 01/01/2023-31/07/2023)	SARL LPCR DSP Montpellier
Crèche Henri Salvador (Contrat du 01/08/2023-31/07/2028)	SARL La Maison Bleue - Montpellier 2
Crèche Liselotte (Contrat du 01/09/2023-31/07/2028)	Mutualité Française Grand Sud
Fourrière automobile	SARL EGS
Stationnement sur voirie	SPL TaM

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de la réception des rapports annuels des délégataires de services public au titre de l'exercice 2023, et conformément à la réglementation en vigueur ;
- De confier l'examen de ces rapports à la Commission Consultative des Services Publics Locaux et l'autoriser à demander aux délégataires toute information complémentaire dans le cadre réglementaire qui s'applique ;
- De confier l'examen de ces rapports à la Commission de Contrôle des Comptes et l'autoriser à demander

aux délégataires toute information complémentaire dans le cadre réglementaire qui s'applique ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Rapport d'activité 2023 de la Commission de Contrôle des Comptes (CCC)

La Commission de Contrôle des Comptes (CCC) a pour objet d'exercer un contrôle financier et comptable sur les comptes produits par les entreprises, organismes, liés à la Ville de Montpellier par une convention financière comportant des règlements de comptes périodiques représentant plus de 70 000 € par an, et tenus de fournir à la Ville des comptes détaillés de leurs opérations ; ce contrôle s'effectue plus particulièrement dans le cadre des délégations de service public (DSP), en application des articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Ce contrôle s'exerce ainsi sur les rapports annuels des délégataires (RAD) et sur les derniers comptes arrêtés transmis par les entreprises et organismes mentionnés à l'article L. 1411-3 du CGCT.

Le Président de la CCC présente à son assemblée délibérante chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente. La CCC est présidée par la représentante du Maire de Montpellier, désignée par arrêté, Madame Fanny DOMBRE-COSTE, 1ère Adjointe au Maire, déléguée à la ville éducative, la réussite scolaire et l'administration générale.

Par délibérations n°V2020-160 en date du 5 octobre 2020 et n°V2022-389 en date du 11 octobre 2022, le Conseil municipal a désigné les membres de la commission suivants :

- 5 conseillers de la Ville de Montpellier, membres titulaires :
 - o Sébastien COTE ;
 - o Tasnime AKBARALY ;
 - o Hind EMAD ;
 - o Manu REYNAUD ;
 - o Jacques DOMERGUE ;
- 5 conseillers de la Ville de Montpellier, membres suppléants :
 - o Hervé MARTIN ;
 - o Mickaël DIORE ;
 - o Fatma NAKIB ;
 - o Yvan NOSBÉ ;
 - o Mylvia HOUGUET.

Les services publics et équipements de la Ville de Montpellier délégués qui ont fait l'objet d'un examen par la CCC en 2023, au titre de l'année 2022, sont les suivants :

- La fourrière automobile ;
- La crèche Joséphine-Baker ;
- La crèche Henri-Salvador ;
- Le stationnement sur voirie.

Par délibération n°V2020-074 en date du 30 juillet 2020, le Conseil municipal a adopté le règlement intérieur de la Commission. L'organisation et la gestion des séances de la CCC, sont conduites par le Service Contrôle et Pilotage des Partenariats Externes (Pôle Finances et Conseil en Gestion).

En 2023, la CCC s'est réunie le 7 novembre 2023 pour examiner les dossiers suivants :

- RAD 2022 relatif à la DSP Fourrière automobile ;
- RAD 2022 relatif à la DSP Crèche Joséphine-Baker ;
- RAD 2022 relatif à la DSP Crèche Henri-Salvador ;
- RAD 2022 relatif à la DSP Stationnement sur voirie.

Dans le cadre cette séance, la commission a rendu un avis favorable sur l'examen des RAD et des comptes 2022 analysés.

A titre complémentaire, il convient de préciser que parallèlement à la tenue de la séance de la CCC, les RAD ont également fait l'objet d'un examen par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Monsieur Michel ASLANIAN et composée paritairement d'élus du Conseil municipal et d'associations d'usagers, pour l'examen des RAD et des comptes 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte des travaux de la Commission de Contrôle des Comptes de la Ville de Montpellier pour l'année 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Chambre Régionale des Comptes Occitanie (CRC) - Rapport d'observations définitives - Adaptation au changement climatique - Exercices 2018 et suivants

La chambre régionale des comptes a communiqué par courrier un rapport d'observations définitives sur le contrôle des comptes et de la gestion de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Commune de Montpellier, dédié à l'adaptation au changement climatique, portant sur les exercices 2018 et suivants. En application de l'article L.243-6 du Code des juridictions financières, le rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil Municipal et doit donner lieu à débat en séance.

Ci-annexé le rapport, accompagné des réponses enregistrées :

- Réponse du 9 février 2024 de Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Maire de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de la communication du rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes ;
- De prendre acte de la tenue, en son sein, d'un débat sur la base de ce rapport ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

Chambre Régionale des Comptes (CRC) Occitanie - SAEML Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM) - Actions entreprises à la suite du rapport d'observations définitives - Exercices 2015 à 2021 - Présentation

Par délibération en date du 4 avril 2023, le Conseil municipal a pris acte du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes sur la gestion de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale (SAEML) Transports de l'agglomération de Montpellier (TaM) portant sur les exercices 2015 à 2021. A titre de rappel, 16 recommandations ont été apportées par la Chambre sur les thématiques suivantes : gouvernance, délégation de services publics, performance et qualité du service rendu à l'utilisateur, système d'information, gestion de la mission stationnement ainsi que sur la situation financière.

L'article L.243-9 du Code des juridictions financières dispose que « *dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, l'ordonnateur de la collectivité territoriale présente, dans un rapport devant cette même assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes* ».

Ci-annexé le rapport de présentation des actions entreprises à la suite des recommandations de la Chambre Régionale des Comptes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de la communication des réponses apportées aux observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes d'Occitanie transmises le 24 janvier 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024

**Chambre Régionale des Comptes (CRC) Occitanie - Rapport d'observations
définitives de la CRC Occitanie - Exercice 2015 et suivants - Bilan des actions à 1
an - Présentation**

Depuis le début de mandat, l'exécutif s'est fixé pour sa politique Ressources Humaines (RH) des objectifs ambitieux pour sécuriser, améliorer et optimiser son fonctionnement. Ces objectifs guident quotidiennement le travail des équipes RH dont les actions et projets tendent au développement d'une organisation performante au service des agents de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le 15 juin 2021, la Chambre régionale des comptes (CRC) a ouvert un contrôle des comptes et de la gestion de la Ville de Montpellier, couvrant les exercices 2015 à 2022. Après que la Chambre ait arrêté ses observations définitives dans ses séances des 4 et 19 janvier 2023, la Ville de Montpellier a pu y joindre ses réponses afin de compléter, justifier et corriger les éléments présentés. Conformément à l'article L. 243-6 du Code des juridictions financières, ce rapport a été communiqué en séance du Conseil municipal du 5 juin 2023.

Les différentes observations de ce rapport s'articulaient autour de plusieurs items, dont les impacts avaient des conséquences directes sur les comptes et la gestion de la Ville, sur le bon fonctionnement de son organisation et *in fine* sur la qualité des services publics rendus :

- L'organisation des services de la Collectivité ;
- L'évolution de la masse salariale et des effectifs ;
- Les recrutements et la carrière ;
- Le temps de travail ;
- Le télétravail ;
- La rémunération ;
- Le cabinet.

Conscient des enjeux notoires que représente l'ensemble des leviers, l'exécutif s'est engagé avec responsabilité, dès son élection en juillet 2020, dans de grands chantiers organisationnels, fonctionnels et réglementaires : nouvelle organisation, droit de grève, 1607h, régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP), plan de prévention et de lutte contre l'absentéisme... Des ambitions rapidement porteuses de résultats que la Ville de Montpellier n'a pas manqué d'évoquer dans le cadre de ce contrôle. Ainsi, en juin 2023, sur les 21 recommandations posées par la Chambre régionale des comptes, 13 étaient déjà mises œuvre, 6 étaient en cours de déploiement et 2 étaient écartées par la Ville, au regard de la conformité de la situation à la réglementation. Un an après, ce sont dorénavant 18 recommandations qui ont été mises en œuvre et approfondies, 1 en cours de déploiement et 2 toujours écartées, car conformes à la réglementation.

A noter que l'exécutif ne conçoit pas les actions menées par anticipation, ou en réponse, aux

recommandations de la Chambre comme une fin en soi. Elles s'inscrivent en effet structurellement dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue exigeante à laquelle la Ville a voulu se soumettre au bénéfice de l'ensemble de ses agents.

Cette délibération, à laquelle est annexé un bilan des actions entreprises depuis le rapport de la CRC est aussi l'occasion de revenir sur l'ensemble des mesures RH portées par l'exécutif depuis le début de mandat.

❖ **Une mise en conformité réglementaire nécessaire déjà engagée avant le rapport CRC**

Soucieuse de mettre la Ville de Montpellier en conformité, l'équipe municipale et l'administration se sont lancées, dès juillet 2020, dans de grands chantiers réglementaires, laissés en déshérence par la précédente mandature, et qui ont rapidement dû faire office de priorité. Aujourd'hui, l'ensemble des acteurs peut se satisfaire de la mise en œuvre de réformes majeures soulignées par la Chambre régionale des comptes dans son rapport d'observations définitives.

• **Un encadrement du droit de grève**

Conformément à l'article 56 de la loi du 6 août 2019, la Ville de Montpellier s'est assurée que l'exercice du droit de grève, dont les interruptions de services publics qui en émaneraient, ne troublent pas le respect de l'ordre public, notamment la salubrité publique ou les besoins essentiels des usagers. En application de ces dispositions, Monsieur le Maire de Montpellier a engagé des négociations avec les organisations syndicales remplissant la condition précitée, dans l'objectif de parvenir à l'élaboration et à la signature d'un accord, visant à assurer la continuité des services publics municipaux :

- D'accueil périscolaire ;
- D'accueil des enfants de moins de trois ans ;
- De restauration collective et scolaire.

A ce titre, a été adopté en Conseil municipal du 8 février 2021 un protocole de grève, sécurisant et encadrant, aussi bien pour les agents que pour les usagers du service public. Ce dernier prévoit aussi bien des dispositions générales permettant la continuité des services en cas de grève (délais de prévenance, possibilité d'imposer la participation à une grève dès la prise de service, remplacement des agents absents) que des dispositions spécifiques aux services précités.

• **Le passage aux 1607 heures**

Alors que la Ville de Montpellier faisait l'objet de dispositions historiques et spécifiques en matière de temps de travail, l'Assemblée délibérante a adopté le 26 juillet 2021 la délibération fixant le cadre général des 1607 heures, comme le prévoyait la loi du 6 août 2019 relative à la transformation de la fonction publique. L'ensemble des agents est donc passé aux 1607 heures dès le 1^{er} janvier 2022.

Dans le cadre de cette réforme, la Ville de Montpellier a aussi été soucieuse d'inscrire le temps de travail dans une logique de développement de compétences et de culture commune. A ce titre, deux jours de « *permanences* » historiques sont devenus des jours banalisés pour être dédiés à des temps collectifs et individuels de sensibilisation autour des grands enjeux du mandat : le climat, la lutte contre les discriminations, la laïcité/droits et devoirs et la santé au travail.

Le travail conduit lors du passage aux 1607 heures a également permis de balayer l'ensemble des cycles spécifiques. Ces derniers, au nombre de vingt, ont fait l'objet d'un avis systématique du comité social et technique (CST – anciennement comité technique [CT])

• **La mise en place du RIFSEEP**

Par délibération du 29 mars 2022 (n°V2022-066), la Ville de Montpellier s'est conformée aux dispositions

réglementaires prévues par le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un RIFSEEP. De cette contrainte réglementaire, partiellement appliquée, la Ville a décidé de faire une véritable opportunité pour rebâtir une politique de rémunération plus juste, plus équitable, plus sociale, qui correspond à un engagement financier très significatif des deux Collectivités.

La Ville a ainsi instauré un RIFSEEP pour les catégories A, B et C, dont les principes structurants sont les suivants :

- Une meilleure reconnaissance des responsabilités ;
- Un nouvel effort de réduction des écarts indemnitaires entre les filières à grade et fonctions équivalents (écarts largement induits jusqu'ici par les régimes indemnitaires applicables nationalement) ;
- Une unification des régimes indemnitaires au sein d'un même grade à même fonction, en effaçant les distinctions autour de l'échelon ;
- Une simplification et harmonisation des règles de rémunération ;
- Une réévaluation significative du régime indemnitaire socle, servi pour la plupart des fonctions et grades présents dans la Collectivité ;
- Une harmonisation des échelles de reconnaissance des fonctions d'encadrement entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, favorisant ainsi la cohérence de leurs organisations, les passerelles entre les deux Collectivités et la mobilité de leurs agents.

Par souci d'évolution constante et de recherche totale d'équité, la Ville de Montpellier a complété ce dernier par un RIFSEEP 2 modificatif, adopté le 11 décembre 2023, soucieux de mieux prendre en compte les compétences « *projets* » (par la création d'une fonction à expertise intermédiaire), les environnements de travail contraints et les cycles de travail particuliers qui comprennent les dimanches travaillés et les astreintes régulières (élargissement et nouvelles sujétions) ainsi que la mobilisation régulière (nouvelles bonifications).

- **La réalisation du plan d'action égalité professionnelle 2021-2023 et d'un dispositif de traitement des signalements**

Le plan d'action égalité professionnelle de la Ville de Montpellier a été réalisé pour une durée de 3 ans (2021-2023), conformément à l'article L.132-1 du Code général de la fonction publique. Après une étape de concertation avec les agents et une présentation pour avis au CST le 1^{er} avril 2021, il a été adopté en Conseil municipal le 12 avril 2021.

Conformément à la réglementation, le plan d'action est bâti autour de 5 axes et se décline en 20 actions, qui s'articulent autour de 11 résultats attendus. Les cinq axes sont les suivants :

- Evaluer, prévenir et traiter les écarts de rémunération constatés ;
- Garantir l'égal accès aux corps, cadres d'emplois, grades et emplois de la fonction publique ;
- Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale ;
- Prévention et lutte contre toutes formes de violence et de discrimination ;
- Faire vivre, partager et promouvoir l'égalité professionnelle femmes-hommes.

La construction et la mise en œuvre de ce premier plan d'action s'est inscrit dans un contexte particulier : période de crise sanitaire conjuguée à une réorganisation d'ampleur de l'administration ; il est aujourd'hui piloté par le référent Egalité, Diversité et lutte contre les discriminations de l'administration, recruté en juin 2022. Depuis son arrivée, ce dernier coordonne et met en œuvre l'ensemble des actions qui s'inscrivent dans le cadre de la politique de lutte contre les discriminations (labélisation AFNOR Egalité et Diversité, rapport annuel sur l'égalité professionnelle, plan d'action Egalité et Diversité...).

En cohérence avec le plan d'action 2021-2023 et le programme annuel de prévention, un dispositif permettant de recueillir les signalements des agents qui estiment être victimes ou témoins d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes a aussi été mis en place. Ce dispositif se décompose en trois grandes étapes :

- Le recueil et l'analyse des signalements des agents victimes ou témoins de faits ;
- L'orientation des agents concernés vers les services et professionnels compétents ;
- Le traitement des faits signés et la prise de toute mesure de protection appropriée.

Si l'ensemble de cette démarche s'inscrit dans un cadre réglementaire contraint, il est important de rappeler que les politiques d'égalité sont fortement portées par l'exécutif et la direction générale, afin de tendre vers l'égalité professionnelle et de promouvoir la diversité au sein d'une administration plus inclusive. C'est pourquoi le futur plan d'action 2024-2026 s'attache à mêler désormais les deux notions.

❖ **Une structuration interne de l'Administration et des ressources humaines repensée, socle d'une gestion renouvelée et sécurisée**

• **Une administration rassemblée**

L'administration rassemblée repose sur 20 pôles, dont 13 des grands blocs de politiques publiques et 7 des pôles ressources en charge de soutenir en moyens les différents services. A cela, s'ajoutent six missions transversales créées à des fins de conseil et d'appui dans le cadre de projets ou enjeux stratégiques.

Grâce à cette nouvelle organisation collégiale et transversale, l'administration s'assure d'être tant une administration de missions que de projets et de répondre ainsi au projet de mandat ambitieux porté par l'exécutif actuel. Un décloisonnement matérialisé par de nouvelles organisations de pôles, des méthodes de travail plus coopératives, des moments forts entre agents et de nouvelles communautés de partage, favorisant la synergie intellectuelle et collective.

• **Une nouvelle organisation des ressources humaines**

Résultat d'une démarche participative et collaborative, la nouvelle organisation du Pôle Ressources Humaines constitue une avancée importante pour l'ensemble des agents de la Ville et de la Métropole qui bénéficient d'une fonction RH plus partagée et de proximité depuis le 17 avril 2023.

Les objectifs de cette nouvelle organisation, véritable socle d'une gestion RH renouvelée et sécurisée, sont multiples et répondent à des enjeux aussi bien opérationnels que stratégiques illustrés par deux ambitions majeures, améliorer l'accompagnement de proximité des agents et s'adapter aux enjeux d'un monde du travail continuellement en mouvement, et par la création de deux directions déléguées : la direction déléguée gestion de ressources humaines de proximité et la direction déléguée innovation RH.

Grâce aux quatre nouvelles entités de proximité (GRH) qui déclinent la direction déléguée gestion de ressources humaines de proximité, les agents profitent désormais, via une porte d'entrée transversale, d'un accès facilité à leurs interlocuteurs RH dédiés (carrière, paye, gestion du temps, santé, retraite, recrutement, formation) pour les accompagner tout au long de leur carrière à la Ville et la Métropole. En parallèle, quatre services consacrés au développement de l'ingénierie interne œuvrent au déploiement de nouveaux outils et projets porteurs d'innovation : le service QVT/prévention, le service ingénierie réglementaire, le service mobilité et accompagnement professionnel et le service RSE.

Au plus près de la direction du pôle, le service ressources internes et pilotage RH garantit le suivi de la masse salariale ainsi que la production et fiabilisation des données en ressources humaines.

Enfin, le service du dialogue social participe à la bonne conduite des relations entre l'administration et les organisations syndicales notamment au sein des différentes instances paritaires de la Ville et de la Métropole.

- **Le développement d'outils de pilotage et d'indicateurs de suivi stratégiques**

Soucieux de sécuriser et fiabiliser les données RH, le Pôle ressources humaines s'est engagé dans le développement d'outils de pilotage facilitants pour les équipes internes mais aussi, plus largement, pour l'ensemble des directeurs de pôles, la direction générale et les élus qui bénéficient progressivement d'une plus grande visibilité et transparence.

En parallèle et à des fins prospectives, différents indicateurs se construisent pour mieux anticiper, mesurer et analyser.

- ❖ **Une politique RH ambitieuse contractualisée autour d'un « Pacte social »**

- **Une politique de rémunération plus attractive et équitable**

Pour des raisons d'attractivité, de pouvoir d'achat et de reconnaissance des agents, la Ville de Montpellier a grandement œuvré pour améliorer sa politique de rémunération.

Depuis 2020, ce sont près de 9 millions d'euros qui ont été consacrés au RIFSEEP I et II (Ville et Métropole confondues). A cela s'ajoute la prime d'intéressement collectif (PIC) de 300 € brut, qui sera rehaussée à 400 € brut en septembre 2024, ainsi que le complément indemnitaire annuel (CIA) pour un total de 11 millions d'euros.

Un investissement total traduisant la reconnaissance des compétences et du travail quotidien des agents de la Ville.

- **Une gestion RH de proximité au service des agents**

Plus qu'une fonction support, les ressources humaines garantissent un service public de qualité par le soutien qu'elles induisent à ceux qui en sont les principaux acteurs : les agents.

A ce titre, le Pôle RH s'est engagé dans une démarche de proximité s'illustrant par des services GRH plus transversaux, la création d'une « *mission accueil* » en charge des réponses de premier niveau et le projet de restructuration du réseau des référents RH pour un partage plus transparent de l'information.

- **Un déroulé de carrière dynamisé**

En 2021, la Ville de Montpellier a établi des lignes directrices de gestion (LDG) afin de déterminer les critères d'avancement de grade et de promotion interne. Ces LDG, fruits d'un travail collaboratif, ont permis la définition de critères plus justes et équitables pour une carrière dynamisée, tenant compte : de la valeur professionnelle, de l'adéquation cadre d'emplois/fonctions, de l'ancienneté et la diversité des parcours et de la réussite à l'examen professionnel. Des LDG qui ont fait l'objet par ailleurs d'ajustements en 2023, s'inscrivant dans la démarche d'amélioration continue fixée par l'ensemble des acteurs.

Toujours dans un souci d'évolution mais aussi de modernisation, la Collectivité s'est engagée dans une redéfinition des entretiens professionnels de ses agents : calendrier commun, compte rendu unique et projet de dématérialisation de ces derniers.

- **Garantir le présentisme par une stratégie dédiée : prévenir et lutter structurellement et efficacement contre l'absentéisme**

- Une meilleure qualité de vie au travail

Garantir une meilleure qualité de vie au travail est une exigence que la Ville de Montpellier s'est engagée à tenir, en tant qu'employeur soucieux d'améliorer le cadre de travail de tous les agents qui œuvrent quotidiennement pour le service public.

A ce titre, les évolutions relatives au temps de travail ont été les fers de lance des premières années de la mandature avec, notamment, la mise en place des 1607 heures et la redéfinition de nombreux cycles de travail. A cela, s'ajoute l'instauration du télétravail garantissant pour les agents qui le peuvent une meilleure conciliation vie professionnelle et vie personnelle.

Toujours par souci d'agir pour la qualité de vie au travail, de nombreuses actions et projets de prévention ont été lancés (dispositif de signalement, plan de prévention des addictions, dispositif de maintien du lien aux agents en arrêts), permis notamment par un renforcement des équipes de prévention au service des pôles et de l'identification des risques professionnels.

- Un maintien en emploi renforcé

Les projets ci-dessus et d'autres encore, alimentent un plan d'action de prévention et de lutte contre l'absentéisme audacieux, qui traduit l'engagement total de la Ville, depuis juillet 2020, pour anticiper et régler une problématique structurelle laissée trop longtemps de côté.

C'est dans cette perspective que le Plan d'action de Prévention et de Lutte contre l'Absentéisme a été adopté le 16 décembre 2022 par l'Assemblée délibérante et que son l'état avancement est retracé annuellement sous forme de bilan, comme ce fut le cas lors du Conseil municipal du 26 mars 2024.

Par ailleurs, la volonté de la Ville d'agir en faveur du maintien en emploi s'illustre aussi par le travail collectif engagé depuis 2023 autour du « *pacte de solidarité* » interne : l'ensemble des directeurs et directrices de pôles opèrent en effet ensemble afin de proposer des solutions viables aux agents en mobilité contrainte et plus largement aux agents sans affectation. Ce pacte a ainsi pour objectifs, non seulement de régulariser des situations très anciennes non-résolues, mais aussi de répondre aux enjeux d'allongement inéluctable des carrières.

- **Un employeur responsable et inclusif**

Fort de la création du service « *Responsabilité sociétale de l'employeur* » au sein de la Direction déléguée innovation et développement RH, le Pôle Ressources humaines peut désormais s'appuyer sur un service ambitieux pour porter des projets RH novateurs en accord avec les enjeux et évolutions actuels du monde du travail : égalité, inclusivité, environnement...

A ce titre, la Ville de Montpellier peut très largement se satisfaire et se féliciter de l'obtention en mai 2024 du Label Egalité Professionnelle entre les femmes et les hommes et du renouvellement du conventionnement avec le FIPHFP pour la période 2024-2026, lesquels témoignent de toute la motivation de l'équipe municipale pour plus d'égalité et d'inclusivité.

En 2025, par anticipation sur les obligations réglementaires qui lui incomberont, la protection sociale complémentaire sera le projet social prioritaire de la Collectivité à destination des agents. Au travers de la mise en place d'une participation renforcée à la complémentaire santé mais aussi d'une complémentaire prévoyance, la Ville de Montpellier s'engage à : améliorer les conditions de travail, proposer une protection sociale complémentaire accessible au plus grand nombre et réduire les impacts sociaux et financiers pour les agents confrontés à la maladie et aux accidents de la vie.

- **Un accompagnement davantage personnalisé au service des agents**

Permettre aux agents d'évoluer, de gagner en compétences et d'adapter leurs projets professionnels est au cœur de la politique RH de cette mandature.

Le Campus du management, nouvelle école interne créée, a notamment été mise en place dans cet objectif : proposer des modules transversaux et professionnalisant aux nouveaux encadrants et ainsi développer une culture managériale commune et socle.

Parce qu'un accompagnement davantage individualisé est un objectif qui ne se limite pas aux mobilités choisies, la collectivité a tenu à développer des projets innovants pour mieux accompagner les agents en situation de mobilité contrainte. C'est le cas de l'expérimentation du parcours « *professionnel individualisé* » qui prévoit, à mi-carrière des agents et pour certains métiers à risques, de prévenir une éventuelle usure professionnelle et de favoriser une évolution des compétences progressive par la tenue d'entretiens avec les équipes RH de la Collectivité.

Pour les agents déjà en situation de mobilité contrainte, l'objectif de mieux les accompagner et de leur proposer des possibilités d'évolution n'est rendu possible que par un engagement collectif impliquant tous les acteurs, matérialisé aujourd'hui par le « *pacte de solidarité* » interne et ses engagements réciproques.

Un an après, le présent rapport s'inscrit donc aussi bien dans une démarche réglementaire qui oblige la Ville de Montpellier que dans une dynamique porteuse de réformes nécessaires qui appelle à un bilan et un suivi réguliers.

Dès lors, ce rapport s'attache à établir un état d'avancement complet et transparent sur les différentes actions poursuivies dans le cadre du contrôle abouti en 2023 et sur les plus récentes mesures entreprises.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte des suites données aux recommandations de la Chambre régionale des comptes par la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

Compte administratif et compte de gestion 2023 de la Ville de Montpellier - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget.

Conformément à l'article L. 2121-14 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Conseil élit un Président de séance *ad hoc* pour débattre et voter le Compte Administratif.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2023 du budget de la Ville de Montpellier se décomposent comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES		Réalizations de l'exercice	Restes à réaliser
Chap.	Libellés		
930	Services généraux	78 149 037,95	
931	Sécurité	14 613 657,96	
932	Enseignement	88 456 359,38	
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	41 320 131,87	
934	Santé et action sociale	48 893 673,69	
935	Aménagement des territoires et habitat	17 122 781,36	

936	Action économique	6 914 496,29	
937	Environnement	2 051 203,94	
938	Transports	7 242 080,97	
940	Impositions directes	35 511 163,29	
942	Dotations et participations	-	
943	Opérations financières	7 673 848,02	
944	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	315 258,91	
946	Transferts entre les sections	25 428 010,97	
TOTAL - DEPENSES		373 691 704,60	-
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		373 691 704,60	

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES		Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser
Chap.	Libellés		
002	<i>Résultat de fonctionnement reporté</i>	15 035 781,21	
930	Services généraux	14 372 989,55	
931	Sécurité	458 222,09	
932	Enseignement	1 343 419,44	
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	4 562 187,67	
934	Santé et action sociale	13 457 629,85	
935	Aménagement des territoires et habitat	4 683 643,45	
936	Action économique	2 155 686,61	
938	Transports	8 585 094,72	
940	Impositions directes	254 004 085,00	
941	Autres impôts et taxes	21 177 405,81	
942	Dotations et participations	85 513 590,66	
943	Opérations financières	12 559,41	
946	Transferts entre les sections	7 816 603,95	
TOTAL - RECETTES		433 178 899,42	-
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		433 178 899,42	

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser
Chap.	Libellés		
001	<i>Résultat d'investissement reporté</i>	43 714 774,54	
900	Services généraux	14 049 196,14	4 051 188,75
901	Sécurité	818 214,57	590 885,24
902	Enseignement	34 767 807,22	5 940 134,16
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	17 661 299,30	5 663 258,46
904	Santé et action sociale	2 380 897,68	727 781,03
905	Aménagement des territoires et habitat	72 255 344,45	3 310 907,70
906	Action économique	40 071,18	36 693,91
907	Environnement	718 006,20	239 336,25
908		3 468 000,00	
921	Taxes non-affectées	-	
923	Dettes et autres opérations financières	46 762 209,25	404,15
925	Opérations patrimoniales	3 264 978,88	
926	Transferts entre les sections	7 816 603,95	
TOTAL - DEPENSES		247 717 403,36	20 560 589,65
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		268 277 993,01	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de l'exercice	Restes à réaliser
Chap.	Libellés		

900	Services généraux	1 121 085,70	187 848,86
901	Sécurité	96 934,25	
902	Enseignement	1 578 720,17	3 496 620,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	1 678 495,86	288 595,00
904	Santé et action sociale	40 000,00	1 352 976,00
905	Aménagement des territoires et habitat	2 104 723,04	
906	Action économique	-	
907	Environnement	-	
908		1 500 000,00	
921	Taxes non affectées	422,42	
922	Dotations et participations	51 717 749,81	
923	Dettes et autres opérations financières	103 303 041,96	15 000 000,00
925	Opérations patrimoniales	3 264 978,88	
926	Transferts entre les sections	25 428 010,97	
TOTAL - RECETTES		191 834 163,06	20 326 039,86
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)			212 160 202,92

Dans le cadre de la certification des comptes de la Ville de Montpellier, les commissaires aux comptes ont demandé un ajustement du résultat de clôture 2022 relatif aux subventions versées par la Caisse d'Allocations Familiales en 2023. Cela s'est traduit par un ajustement du résultat de clôture de 2022 et du résultat de l'exercice 2023 pour un montant de 4 176 740.34 euros.

De plus, le rapprochement du compte administratif et du compte de gestion a abouti à une différence de 6 578.60 euros. Cette différence provient de la dissolution du budget de la caisse des écoles (délibération n°V2023-152 du 5 juin 2023). Cette somme a été réintégrée dans le budget de la Ville de Montpellier par délibération V2023-289 du 18 juillet 2023.

Cet écart sera résorbé en 2024. Il a donné lieu à l'établissement par le comptable public d'un certificat administratif joint à la présente délibération.

Le résultat de clôture 2023 indiqué au Compte de Gestion s'élève ainsi à 3 597 375.92 €.

Le résultat brut global du compte administratif 2023, intégrant le résultat de l'exercice, l'ajustement demandé par les Professionnels du Chiffre et les résultats reportés, s'élève quant à lui à + 3 603 954.52 €. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 3 369 404.73 €.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2023	Résultat de clôture 2022	Ajustement demande CAC	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2023	Résultat de clôture 2023	Solde reports 2023	Résultat net
Investissement	-43 714 774.54			-12 168 465.76	-55 883 240.30	- 234 549.79	-56 117 790.09
Fonctionnement	55 192 122.10	4 176 740.34	44 333 081.23	44 451 413.61	59 487 194.82	-	59 487 194.82
TOTAL	11 477 347.56	4 176 740.34	44 333 081.23	32 282 947.85	3 603 954.52	- 234 549.79	3 369 404.73

Conformément aux articles L.2313-1 du CGCT, le compte administratif est accompagné d'annexes, dont les éléments chiffrés sont conformes au compte administratif.

Une partie des annexes se trouve dans le rapport de présentation et plus particulièrement la présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles, l'état de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire et le bilan de la dette.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le Compte de Gestion 2023 du budget principal ;

- D'approuver le Compte Administratif 2023 du budget principal ;
- De prendre acte de l'écart entre les résultats de clôture 2023 du compte administratif et du compte de gestion, lié à la dissolution du budget de la caisse des écoles ;
- De prendre acte du certificat administratif produit par le comptable public ;
- De prendre acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 12 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Maquette provisoire CA 2023 Ville au 24062024.pdf
- CA 2023 Ville Bilan engagements financiers
- CG-21340172201787-2023 validé SGC Métropole.pdf
- Attestation Ville de Montpellier (11 04 2024).pdf
- Rapport CA 2023 Ville v2506.pdf
- VM - Annexe aux états financiers - Exercice 2023 vdef.pdf
- CA 2023 Ville_Def.pdf
- CG-21340172201787-2023-signé.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécourts citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnine AKBARALY, Jacques DOMERGUE, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Catherine RIBOT, Agnès SAURAT, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Expérimentation de la certification des comptes locaux - Rapport d'opinion du professionnel du chiffre sur les états financiers et attestation de conformité établie par la Cour des comptes - Exercice 2023 - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) n° 2015-991 du 7 août 2015 prévoit que « *la Cour des comptes conduit, en liaison avec les chambres régionales des comptes, une expérimentation de dispositifs destinés à assurer la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements* ».

En 2016, la Ville de Montpellier s'est engagée volontairement dans l'expérimentation de la certification des comptes locaux, intégrant les 25 collectivités retenues par la Cour des comptes pour participer à cette démarche. Sur les 34 955 communes en France, dix communes se sont portées volontaires pour poursuivre cette démarche, dont deux de plus de 200 000 habitants : la Ville de Montpellier et la Ville de Paris. A la suite de l'expérimentation, le Gouvernement laisse l'opportunité de poursuivre la certification des comptes. La Ville de Montpellier choisit de reconduire cette démarche de transparence jusqu'à la fin du mandat.

La Ville de Montpellier a vu dans ce process l'opportunité :

- D'accroître la transparence envers l'ensemble des acteurs financiers, des élus municipaux et des administrés ;
- De fiabiliser ses dispositifs de contrôle interne ;

- De renforcer son dispositif de lutte contre la fraude ;
- De moderniser son système d'information financière.

Ainsi, l'ensemble des pôles de la Ville de Montpellier ont mis en œuvre des plans d'actions d'amélioration de la qualité comptable et financière. Pour ce faire, la Collectivité a bénéficié d'un accompagnement de la Cour des comptes et a travaillé de concert avec le comptable public. Ce travail est soumis à l'avis du Commissaire aux comptes dont l'objectif est d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes :

- Ne comportent pas d'anomalies significatives ;
- Sont réguliers et sincères ;
- Donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, de la situation financière et du patrimoine de la Ville de Montpellier.

L'audit réalisé n'a pas pour finalité de se prononcer sur la performance de la gestion de la Ville de Montpellier.

L'exercice 2023 constitue pour la Collectivité le quatrième exercice dont les comptes sont soumis à un contrôle réalisé par un auditeur externe. Les comptes forment un tout indissociable composé d'un bilan, d'un compte de résultat et d'une annexe.

Les comptes 2023 ont été certifiés par le Commissaire aux comptes, pour la troisième année consécutive. Cette certification est assortie de trois réserves :

- Une réserve sur les provisions pour gros entretien ;
- Une réserve sur le suivi comptable de l'actif, commune à toutes les collectivités expérimentatrices de la certification des comptes ;
- Une réserve sur la fiscalité, pour laquelle la Collectivité n'a pas capacité à agir, car cela incombe au législateur.

Dans le cadre de ce troisième exercice de certification expérimental, le Commissaire aux comptes, le Cabinet Grant Thornton, conformément au cahier des charges relatives à l'expérimentation de l'audit des comptes, a rédigé une synthèse destinée au Conseil municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de la synthèse du Commissaire aux comptes sur la certification expérimentale des comptes de 2023 ;
- De prendre acte des états financiers 2023, joints en annexe du Compte Administratif 2023 ;
- De prendre acte de l'attestation de conformité établie par la Cour des Comptes ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Commune de Montpellier - exercice 2023.pdf
- Montpellier_Restitution.pdf
- Ville de Montpellier_1223_Synthèse.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269717-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Emploi et création
d'entreprises**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

**Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée à Montpellier et Grabels - Convention
sur le fonctionnement du Comité Local pour l'Emploi (CLE) - Conventionnement
de Hauts Val & Co pour le développement d'une Entreprise à But d'Emploi -
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire, rapporte :

L'expérimentation Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée (lois n° 2016-231 du 29 février 2016 et n° 2020-1577 du 14 décembre 2020) permet aux territoires de mettre en place un modèle économique innovant, visant à résorber le chômage de longue durée en créant des emplois utiles, non concurrents de l'existant, financés en partie par un fonds d'expérimentation national créé par la loi et dont la gestion est confiée à l'association Expérimentation Territoriale contre le Chômage de Longue Durée (ETCLD). Par délibération n°V2023-384 en date du 11 décembre 2023, le Conseil municipal a confirmé son engagement dans l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD) en approuvant sa co-présidence du Comité Local pour l'Emploi aux côtés de la Mairie de Grabels et en autorisant le dépôt d'une candidature commune « TZCLD Montpellier- Grabels », effectuée en janvier 2024.

Le Conseil d'Administration du Fonds d'expérimentation, réuni le 29 avril 2024 a proposé un avis favorable à l'habilitation du territoire de Montpellier-Grabels, adressé à la ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités, Madame Catherine VAUTRIN. Par un courrier en date du 22 mai 2024, Madame la ministre, a fait part de l'inscription du territoire Montpellier-Grabels dans le circuit de la procédure d'habilitation par décret en Conseil d'Etat. En date du 5 juillet 2024, le décret n° 2024-691 habilite le territoire de « Montpellier-Grabels » (dont le contour est précisé dans ledit décret), pour mener l'expérimentation « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée ». Il convient maintenant d'engager la préparation de la mise en

œuvre opérationnelle de l'expérimentation.

La prochaine étape de mise en œuvre de l'expérimentation TZCDL sur ce territoire, est donc la formalisation de l'inscription du Comité Local pour l'Emploi (CLE) de Montpellier-Grabels dans l'équipe nationale d'expérimentation et le conventionnement « *Entreprise à But d'Emploi (EBE)* » de l'association Hauts Val & Co. Cette structure de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) aura la responsabilité d'embaucher en contrats à durée indéterminée (CDI) de droit commun, au salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC), toutes les personnes privées d'emploi dont l'éligibilité aura été déterminée par le Comité Local pour l'Emploi. Le démarrage des activités de cette première EBE est prévu en novembre 2024, avec l'embauche des 21 premiers salariés issus de la privation d'emploi. Le rythme d'embauches sera soutenu, avec un objectif 29 nouveaux salariés en 2025, puis 38 en 2026.

Préalablement, il est nécessaire de signer deux conventions pluriannuelles 2024-2026, définissant les relations et engagements du CLE et du Fonds National « *ETCLD* », pour la mise en œuvre de la deuxième phase de l'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée. Sous réserve du décret en Conseil d'Etat, attendu pour le mois de juillet 2024, le CLE, représenté par le Maire de Montpellier, ou son adjoint en charge de l'Emploi et expérimentation TZCLD, va travailler à la rédaction de deux conventions. Ceci déterminera le démarrage effectif de l'expérimentation pilotée par le CLE Montpellier-Grabels et la possibilité d'embauches par l'EBE Hauts Val & Co. Ces conventions sont les suivantes :

1. Convention pluriannuelle 2024-2026 entre l'Association Expérimentation Territoriale contre le Chômage de Longue Durée et le Comité Local pour l'Emploi de Montpellier-Grabels

Cette convention précise les relations et engagements du CLE de Montpellier-Grabels et de l'association ETCLD dans le cadre de la mise en œuvre de l'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée. Elle définit plus particulièrement :

- Le territoire d'intervention ;
- La composition du CLE, son rôle de pilotage de l'expérimentation, ses modalités de gouvernance et de fonctionnement ;
- Que le CLE fait partie de l'équipe expérimentale nationale aux côtés des représentants des EBE de l'ensemble du territoire national, et du Fonds d'expérimentation. A ce titre, il participe aux travaux de l'équipe expérimentale proposés par l'Association ;
- L'engagement du CLE :
 - o A identifier les besoins en termes d'emplois du territoire (notamment par l'information et le suivi des personnes durablement privées d'emploi) et la mobilisation des partenaires du territoire pour le droit à l'emploi ;
 - o A proposer le conventionnement d'unités d'EBE pour créer les emplois supplémentaires nécessaires à l'embauche des personnes privées durablement d'emploi. Dans le cadre de cette convention, le CLE propose de conventionner EBE l'association Hauts Val & Co et pourra proposer, par voie d'avenants, d'autres structures de l'ESS ;
- Le rôle du CLE, chargé du suivi et d'évaluation l'expérimentation, en lien avec l'association ETCLD ;
- Les obligations de communication sur l'expérimentation.

Les signataires de cette convention sont :

- Le CLE Montpellier-Grabels ;
- L'association ETCLD ;

Les autres co-signataires sont :

- L'Etat (Préfecture de l'Hérault) ;
- France Travail ;
- Le Département de l'Hérault.

2. Convention pluriannuelle 2024-2026 entre l'Association Expérimentation Territoriale contre le Chômage de Longue Durée, l'EBE Hauts Val & Co et le Comité Local pour l'Emploi de Montpellier-Grabels

Cette convention précise que le CLE de Montpellier-Grabels, dans le cadre de son plan d'atteinte de l'exhaustivité, en vue de résorber le chômage de longue durée sur le territoire d'expérimentation, propose le conventionnement de l'association Hauts Val & Co pour développer une unité d'EBE. Elle précise aussi que l'EBE Hauts Val & Co devra créer des emplois supplémentaires en développant des activités utiles sur le

territoire, dans le respect de la complémentarité validée par le CLE. Elle embauche sans sélection les personnes volontaires présentées par le CLE. La convention définit plus particulièrement :

- L'identification et les caractéristiques de l'EBE portée par Hauts Val & Co (statut relevant de l'ESS, objet social, date d'ouverture prévue...) ;
- La gouvernance de l'EBE, notamment la participation des salariés à la vie de l'entreprise ;
- Les rôles et responsabilités du CLE et de l'EBE pour la création d'emplois supplémentaires. Le CLE est ainsi chargé de piloter l'atteinte de l'exhaustivité et est garante de la non concurrence des emplois créés par l'EBE. Il s'engage à informer l'EBE de la situation des volontaires pour lui permettre d'anticiper les besoins de création d'emplois supplémentaires. L'EBE s'engage à fournir au CLE les éléments de suivi nécessaires à l'exercice de ses missions, notamment sa capacité de création d'emplois supplémentaires ;
- L'objectif de l'EBE en termes de nombre de création d'emplois supplémentaires, en concertation avec le CLE ;
- Les obligations de l'EBE en matière de transmission à l'association ETCLD de ses comptes annuels et de participation aux réunions de pilotage organisées par cette dernière dans le cadre du suivi de l'expérimentation ;
- Le financement d'une fraction du coût des emplois supplémentaires par la contribution au développement de l'emploi (CDE) composée d'une participation de l'Etat, fixée annuellement par arrêté ministériel et d'une participation du conseil départemental (15% de la part Etat de la CDE). L'EBE peut aussi bénéficier d'une dotation d'amorçage et du complément temporaire d'équilibre du fonds d'expérimentation ;
- L'engagement de l'EBE de mettre en place les conditions de suivi de la mise en œuvre de l'expérimentation par le renseignement des outils de collecte de données transmis au CLE et au fonds d'expérimentation.

Les signataires de cette convention sont :

- L'association Hauts Val & Co ;
- Le CLE Montpellier-Grabels ;
- L'association ETCLD ;

Les autres co-signataires sont :

- L'Etat (Préfecture de l'Hérault) ;
- Le Département de l'Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention pluriannuelle 2024-2026 entre l'Association ETCLD et le CLE de Montpellier-Grabels et de la convention pluriannuelle 2024-2026 entre l'Association ETCLD, l'EBE Hauts Val & Co et le CLE de Montpellier-Grabels ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention CLE
- Annexe CLE
- Convention EBE
- Annexes EBE

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-271337-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Mylvia HOUGUET, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

Stade du Lieutenant-Normand - Convention de transfert de gestion entre l'État et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans sa poursuite volontariste de développement d'une politique d'amélioration du cadre de vie des Montpelliérains, de développement du sport de proximité pour tous, la Ville de Montpellier a mené divers échanges avec le Rectorat et les services de la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Etat en vue d'obtenir la mise à disposition de l'ancien stade du Lieutenant-Normand, cadastré BR 600, d'une superficie de 15 573 m², situé rue Turgot dans le quartier Boutonnet et propriété de l'Etat. Ce stade est une dépendance de la Cité Scolaire Françoise Combes, fermé au public administrativement depuis l'année 2019, du fait de sa vétusté et de sa non-conformité aux normes de sécurité. Le site est historiquement composé d'un terrain de football en stabilisé, d'une piste d'athlétisme, de terrains de basketball, handball et volleyball.

L'Etat accepte la mise à disposition de longue durée, soit 30 ans renouvelables, via une convention de transfert de gestion, permettant à la Ville de mettre en œuvre la réhabilitation du stade et ses fonctions tout en proposant de nouveaux espaces de pratiques sportives, de loisirs et d'événements. Le projet prévoit une ambitieuse restructuration du stade, par la réfection des vestiaires, la réalisation d'une végétalisation, ainsi que la création d'équipements performants et multiples : aire de jeux de sports collectifs en synthétique et éclairé, plateau multisports couvert, deux terrains de basket, piste de course synthétique, plateau type Pitch One, station de fitness/remise en forme, piste de jogging, tables de ping-pong. Le calendrier de l'opération, prévu sur 3 années, prévoit un début des travaux dès septembre 2024, pour une livraison d'une première

tranche, portant sur les équipements de plein air, à l'été 2025.

La Ville propose d'assurer une réhabilitation et une mise en sécurité de l'enceinte respectant les réglementations des établissements recevant du public, puis sa gestion, soit un investissement et des charges d'exploitation conséquentes. Le coût global des travaux pour la Ville est ainsi estimé à 4 800 000 € sur 3 ans. Une subvention a été sollicitée auprès de la Région pour un montant d'environ 540 000 €, en compensation d'un usage par les lycées. En contrepartie, l'Etat consent ce transfert de gestion à titre gratuit conformément à l'évaluation de France Domaine.

Les créneaux d'utilisation par les clubs, associations et collèges seront accordés par la Ville de Montpellier selon une convention de mise à disposition signée par les deux parties. Les créneaux scolaires définis et qui seront précisés par la convention de mise à disposition durant l'année scolaire seront les lundis, mardis, jeudis, vendredis de 8h à 12h et de 14h à 17h et mercredis de 8h à 12h30. En dehors des créneaux associatifs et scolaires, le complexe sera ouvert également au public. Les horaires d'ouverture et de fermeture du site seront calqués sur les dispositifs habituels des équipements de la Ville de Montpellier, habituellement entre 8h et 22h ou 23h selon la saison.

Le transfert de gestion n'opère aucun transfert de propriété au profit de la Ville conformément aux dispositions du Code général de la propriété des personnes publiques. Il est ainsi proposé la conclusion d'une convention d'une durée de 30 ans, renouvelable, à titre gratuit, conformément à l'avis des Domaines du 6 février 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de transfert de gestion entre la Ville de Montpellier et l'Etat, concernant la parcelle cadastrée BR 600, d'une superficie de 15 573 m², en vue de la réhabilitation et la gestion du stade du Lieutenant-Normand, rue Turgot à Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention_transfert_de_gestion_Stade Lenormand_projet_final.pdf
- Avis domanial - stade Normand 06022023.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-268852-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ville éducative et réussite
scolaire**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Mylvia HOUGUET, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

**Préfiguration de la création d'un Établissement Public Local d'Enseignement
International (EPLI) à Montpellier - Convention entre le Rectorat de
Montpellier, la Ville de Montpellier, le Département de l'Hérault et la Région
Occitanie - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Créé par la loi pour une école de la confiance du 26 juillet 2019, l'Établissement Public Local d'Enseignement International (EPLI) est constitué « *de classes des premier et second degrés* » et dispense « *tout au long de la scolarité des enseignements en langue française et en langue vivante étrangère* ». Il est proposé d'amorcer une procédure de création d'un EPLI à Montpellier.

Réel atout pour le territoire et en articulation avec le projet Med Vallée, ce nouvel EPLI a vocation à proposer un lieu d'accueil et de formation à dimensions européenne et internationale et des parcours scolaires plurilingues complets. La mixité, l'adaptation des locaux aux âges variés des publics apprenants, la construction de partenariats locaux au service des élèves figurent parmi les grands enjeux de ce projet. A ce jour, sur le territoire de l'académie de Montpellier, l'offre en matière de sections internationales et binationales est développée, mais ne permet pas de répondre à la demande croissante et récurrente des entreprises et des établissements de recherche qui accueillent toujours plus de personnels internationaux.

L'EPLEI poursuit plusieurs finalités afin notamment de :

- Permettre aux élèves français de pratiquer une langue étrangère de manière approfondie et de renforcer leurs connaissances dans la culture du pays partenaire, grâce à des parcours complets, dans une volonté d'ouverture et d'insertion professionnelle ;
- Faciliter l'accueil et l'intégration d'élèves étrangers dans le système scolaire français ;
- Renforcer l'attractivité du territoire à travers une offre à dimensions européenne et internationale ;
- Offrir la possibilité à 30% au moins des enfants et jeunes de quartier ou du secteur scolaire prioritaire d'intégrer une section internationale afin de favoriser la mixité scolaire et sociale.

L'EPLEI sera implanté sur le site du lycée polyvalent Jules-Guesde, situé avenue de Lodève à Montpellier. Une fois l'EPLEI créé, l'ouverture des classes des 1er et 2nd degrés se fera de manière échelonnée jusqu'à l'année scolaire 2031/2032, année de plein effectif de l'établissement. L'EPLEI a vocation à accueillir environ 990 élèves, dont 120 en 1^{er} degré à partir de 2027 (24 élèves par niveau du CP au CM2), 240 en 2^e degré et 630 au lycée.

L'EPLEI est porté par l'Académie de Montpellier, la Mairie de Montpellier, le Département de l'Hérault et la Région Occitanie. La Région est désignée comme collectivité de rattachement. Les langues proposées seront l'anglais, le japonais, l'arabe et l'espagnol.

Dans une dimension de préfiguration, la présente convention est établie afin de formaliser le projet d'EPLEI à Montpellier. La convention constitutive, mentionnée aux articles L.421-19-1 et suivants du Code de l'Education, sera ensuite élaborée. La création de l'EPLEI sera effective après la signature de la convention constitutive et dans les conditions fixées par l'arrêté de création pris par le Préfet de département sur proposition des collectivités territoriales compétentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention relative à la préfiguration de l'établissement entre le Rectorat de Montpellier, la Ville de Montpellier, le Département de l'Hérault et la Région Occitanie ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention_EPLEI

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-270838-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Vie associative et Maisons
pour Tous**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Mylvia HOUGUET, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

**Accueil de collégiens temporairement exclus dans les Maisons pour tous -
Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et les collèges Marcel-
Pagnol et Port-Marianne - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier, en partenariat avec les établissements d'enseignement de son territoire, porte une ambition forte en matière de réussite scolaire, d'insertion des jeunes et de prévention de la délinquance. A cet effet, elle propose de mener une nouvelle action de prévention et de lutte contre le décrochage scolaire, en lien avec les collèges Marcel-Pagnol et Port-Marianne. Les deux établissements sont, en effet, parfois amenés à exclure, de façon temporaire, des élèves pour différents faits. Les établissements sont également parfois tentés de leur proposer une mesure de responsabilisation en lieu et place.

Les Maisons pour tous Michel-Colucci et Marcel-Pagnol situées, toutes deux, à proximité du collège Marcel-Pagnol et les Maisons pour tous Frida-Kahlo et Mélina-Mercouri, proches du collège Port-Marianne, sont, de leur côté, disposées à accueillir certains de ces élèves pendant une période déterminée. La sollicitation des Maisons pour tous se fera par le représentant du collège. Cet accueil vise à responsabiliser les collégiens exclus et à réduire les risques de récidive. Il sera soumis à l'accord des représentants légaux et à l'engagement de chaque jeune à respecter le cadre défini par les différents acteurs.

Pendant leur accueil dans l'une des Maisons Pour Tous, les élèves participeront, selon des modalités prévues à l'avance, à la vie de la structure. Ils pourront par exemple participer à l'accueil ou à des animations

collectives. L'élève sera aidé à faire le point sur sa situation et éventuellement sur son projet professionnel, travaillera sur les règles ; la finalité étant qu'il produise une réflexion personnelle pour faire évoluer sa situation positivement et qu'il prépare son retour au collège.

Chaque Maison pour tous pourra accueillir simultanément deux jeunes par semaine au maximum.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions entre la Ville de Montpellier et le collège Marcel-Pagnol d'une part, et le collège Port-Marianne, d'autre part ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Ville - Port-Marianne.docx

- Convention Ville - Marcel Pagnol.docx

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
034-213401722-20240711-269079-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Vie associative et Maisons pour Tous

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUQUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jacques DOMERGUE, Hind EMAD, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

Maisons pour Tous - Programme de rénovation des bâtiments - Évolution de la grille tarifaire - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Montpellier dispose d'un réseau inédit d'équipements socio-culturels composé de 24 Maisons pour Tous (MPT) réparties sur le territoire. Leur configuration varie, certaines sont labellisées centre social, d'autres disposent de salles de spectacles, d'autres encore accueillent en leur sein des accueils de loisirs pour adolescents. Cette hétérogénéité des formes ne perturbe en rien la raison d'être commune à toutes les MPT. Elles sont des lieux d'animation et d'échanges et se veulent résolument créatrices de liens sociaux et de découvertes. Fortement soutenues par la Ville de Montpellier, les MPT s'inscrivent au quotidien dans et pour la vie des quartiers, et ce depuis leur création. Leurs locaux sont ouverts à tous : habitants, associations, partenaires institutionnels. Des activités sportives ou culturelles régulières aux expositions, soirées thématiques ou sorties, elles proposent un large programme d'animations en lien avec les besoins des territoires.

Pour ces « institutions » centrales de la vie montpelliéraine, l'ambition se décline également cette année avec deux projets phares :

- Le premier concerne un programme ambitieux de rénovation et de confort thermique dont l'objectif est d'une part d'améliorer les modalités d'accueil des habitants et usagers de nos services et d'autre part offrir des conditions de travail améliorées à nos agents ;
- Le second propose, dans une logique de solidarité accrue, une évolution de la grille tarifaire. Cette

évolution concerne la mise en place de tarifs spécifiques pour les familles monoparentales et l'introduction de tarifs pour les séjours.

1. Une approche volontariste pour la rénovation et l'accessibilité :

A) Un meilleur confort thermique

Pour répondre aux contraintes liées à l'augmentation des périodes de forte chaleur, un plan pluriannuel prévoit que les MPT soient à terme toutes dotées d'une salle rafraîchie. A ce jour, seule la MPT Frida-Kahlo dispose d'un tel espace. L'installation d'un système de rafraîchissement dans tous ces établissements répond à un double objectif : garantir le confort des agents et des usagers, permettre la tenue d'activités dans de bonnes conditions. Un programme de déploiement progressif a été prévu à cet effet avec l'installation d'un système de rafraîchissement dans 5 à 6 MPT par an.

En 2024 et 2025, les MPT L'Escoutaire, François-Villon, Georges-Brassens, Albert-Camus, Georges-Sand et Jean-Pierre-Caillens ont été retenues. Le montant total des travaux s'élève à 240 000 €. Par la suite, le programme devrait concerner les MPT Albert-Dubout, Marie-Curie, Frédéric-Chopin, Antoine-de-Saint-Exupéry, Marcel-Pagnol et André-Chamson.

B) Des travaux de rénovation

En complément, des travaux visant à améliorer le confort des usagers et le cadre de travail des agents sont prévus en 2024 dans 4 MPT, pour un total de 1,53 M€ :

- MPT Georges-Sand : Réfection de la toiture avec renforcement de l'isolation, changement de menuiseries extérieures pour une meilleure performance thermique, peintures intérieures ; coût : 750 000 € ;
- MPT Michel-Colucci : Rénovation complète de la salle de sport (toiture, plafond, éclairage, peinture) ; coût : 350 000 € ;
- MPT Jean-Pierre-Caillens : Changement des menuiseries extérieures pour améliorer la performance thermique, peintures intérieures ; coût : 235 000 € ;
- MPT Paul-Emile-Victor : Peintures intérieures ; coût : 200 000 €.

Par ailleurs, dans un souci de renforcement de notre présence dans le quartier Gély et pour permettre à la ville de renforcer son offre de service, la maison pour tous Albertine Sarrazin bénéficiera dès début 2025 d'une annexe supplémentaire. La transformation d'une ancienne boulangerie située au cœur du quartier permettra de bénéficier de salles d'activités adaptées, qui permettront aussi d'approfondir le travail partenarial engagé avec l'association la chouette blanche. Cette extension permettra un meilleur fonctionnement en attente de la rénovation intégrale de la maison pour tous située dans le parc de la Guirlande.

C) Des réhabilitations complètes

En parallèle des opérations décrites ci-dessus, trois autres opérations de grande envergure sont à l'étude :

- MPT Albertine-Sarrazin : Elle occupe des locaux provisoires au cœur de la Cité Gély. A terme, il est prévu qu'elle retourne au sein du parc de la Guirlande, dans un ensemble de bâtiments qu'il convient de rénover entièrement. L'ensemble est un site patrimonial remarquable régi par le règlement « *Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP)* » Gambetta-Figuerolles-Clemenceau. L'appel d'offres pour la maîtrise d'œuvre est en cours de finalisation afin qu'il soit publié fin 2024. A l'issue de ces études opérationnelles et du choix des entreprises, les travaux devraient débuter fin 2026 pour s'achever fin 2028. L'ensemble de l'opération aura un coût estimé à 4,2 M€ ;
- MPT Léo-Lagrange : Elle fait partie d'un vaste ensemble qui regroupe une mairie annexe, le théâtre

Jean-Vilar et la MPT elle-même, pour un total de surface de 4 550 m². Situés au cœur du quartier de la Mosson, les bâtiments, très vastes, sont aujourd'hui vétustes et dotés d'équipements obsolètes et nécessitent des opérations d'envergure avec un début des travaux prévus en 2028. Les diagnostics débiteront cette année avec une enveloppe dédiée de 180 000 €. Les dépenses rénovation complète du site sont évaluées entre 13 et 16 M€ ;

- MPT Rosa-Lee-Parks : Le sous-sol de la principale salle d'activités de la MPT a été fortement altéré par deux inondations rendant l'espace inutilisable depuis 2014. Des opérations de sauvegarde et de sécurité ont été réalisés en 2020 et 2021. Des travaux complémentaires ont été réalisés en 2024 pour permettre la réouverture partielle de cet espace en juin 2024. Des études sont en cours afin de transformer l'amphithéâtre existant en salle polyvalente (mise à plat du sol) ou le confirmer en salle de spectacle dédié avec un espace scénique non existant.

D) La mise en accessibilité

Enfin, 2,17 M€ ont été investis ces quatre dernières années pour des travaux de mise en accessibilité des MPT, favorisant ainsi l'accueil de tous et notamment des usagers en situation de handicap.

2. Des tarifs accessibles au plus grand nombre :

A) Activités régulières

Au sein des MPT, 500 activités hebdomadaires sont accessibles, dont 480 heures proposées en régie par des animateurs techniciens (hors vacances scolaires). Ces 37 animateurs techniciens, dont 17 titulaires de la fonction publique territoriale, offrent une grande variété d'activités : gymnastique, yoga, arts plastiques, musique, couture, etc. dans 21 MPT. Les pleins tarifs annuels vont de 135 € pour une heure d'activité, à 580 € pour des cours de musique avec solfège. Des réductions s'appliquent aux personnes en situation de handicap, aux enfants des familles nombreuses, aux lycéens et étudiants.

Les tarifs de ces activités régulières n'ont pas été revus depuis une dizaine d'années et ne correspondent plus de ce fait aux évolutions sociales et sociétales. En effet, la tarification actuelle ne prend pas en compte les familles monoparentales. A Montpellier, 40 % des familles sont monoparentales. Un tiers d'entre elles est dans une situation de pauvreté, sans compter les conséquences en termes de charge mentale, éducative, psychologique. Afin de faciliter l'accès à un plus grand nombre de familles monoparentales aux activités des MPT, la Ville de Montpellier propose de leur octroyer une réduction de 50 %.

Pour les activités régulières :

	Tarifs annuels actuels	Nouveaux tarifs annuels
Familles monoparentales	135 €	67,5 €

Pour les cours de musique :

	Cours de musique		Cours de musique + solfège	
	Tarifs annuels actuels	Nouveaux tarifs annuels	Tarifs annuels actuels	Nouveaux tarifs annuels
Familles monoparentales	1 élève : 500 €	1 élève : 250 €	1 élève : 580 €	1 élève : 290 €
	2 élèves : 380 €	2 élèves : 190 €	2 élèves : 460 €	2 élèves : 230 €

Le tarif s'applique, à compter du 1^{er} juillet 2024, à tous les membres d'un même foyer, parents et enfants.

B) Sorties et séjours

Après plusieurs années d'absence, deux MPT (L'Escoutaïre et Antoine-de-Saint-Exupéry) ont expérimenté à l'été 2023, puis en février 2024, l'organisation de mini séjours pour les jeunes fréquentant les accueils de loisirs adolescents. L'expérimentation ayant été largement positive, les MPT proposeront dès cet été des séjours de 4 jours à des jeunes âgés de 11 à 17 ans. Près de 100 jeunes en bénéficieront. En juillet et août, des séjours de deux jours pour les familles sont également prévus. Les tarifs proposés sont les suivants :

	Tarifs
Mini séjour (adolescents) été/autres vacances scolaires	20 €
Mini séjour (adolescents) hiver (ski)	40 €
Séjour familles (familles monoparentales titulaires RSA et familles en très grande difficulté)	5 € par personne pour 2 jours
Séjours familles QF ≤ 750	10 € par personne pour 2 jours
Séjours familles QF entre 751 et 900	15 € par personne pour 2 jours
Séjours familles QF entre 901 et 1200	20 € par personne pour 2 jours
Séjours familles QF ≥ 1201	25 € par personne pour 2 jours

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le programme de rénovation des bâtiments des Maisons pour Tous ;
- D'approuver la nouvelle tarification des activités, sorties et séjours des Maisons pour Tous, comme définie ci-dessus, et dire qu'elle s'appliquera à compter du 1^{er} juillet 2024 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Egalité et droits des femmes

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jacques DOMERGUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

Plan d'action 2024-2026 à destination des familles monoparentales - Approbation

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

A Montpellier, 40% des familles avec enfants sont monoparentales. En 2023, la Caisse d'Allocation Familiale (CAF) identifie plus de 10 000 familles et 18 000 enfants allocataires (soit 2 enfants par foyer en moyenne). 85% de ces familles ont pour titulaire de l'autorité parentale une femme. Elles sont dans une situation de vulnérabilité particulière, car le système actuel, tel qu'il est construit, les laisse trop souvent assumer seules la charge mentale, financière et éducative de leur famille.

Au-delà de ces problématiques universelles à l'ensemble des familles monoparentales, une partie d'entre elles sont touchées par des situations de précarité économique. Plus d'un tiers est en situation de pauvreté (contre un taux de 27% sur la population globale de Montpellier) et un quart est bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active (RSA). Les données de la CAF de l'Hérault indiquent que plus le nombre d'enfants à charge de ces foyers est élevé, plus les revenus issus du travail diminuent.

Grâce aux travaux de l'Observatoire des discriminations, piloté par la Ville de Montpellier et l'Université Paul-Valéry, une étude démarrée en 2019 et actualisée en 2022, permet de mieux chiffrer et d'analyser les difficultés sociales et les discriminations subies par ces familles. Cette étude confirme que les femmes seules avec enfants rencontrent des difficultés particulières d'accès aux droits, aux modes de garde, aux dispositifs de parentalité, au logement et à l'insertion professionnelle. En effet, l'accès à l'emploi est rendu complexe, voire impossible en raison des modes de garde souvent inadaptés ou insuffisants. Par ailleurs de nombreux freins sont à souligner, tels que l'isolement et les difficultés de langue. Leurs besoins sont donc multiples et complexes :

- La séparation est un moment crucial pendant lequel elles ont particulièrement besoin de soutien.

L'objectif est de prévenir leur bascule dans la pauvreté, ainsi que l'aggravation ou la survenance de violences. Ce sont la moitié des femmes monoparentales qui déclarent subir des pressions de leur ancien compagnon. La question des violences ne peut donc être déconnectée de celle de la monoparentalité ;

- Concernant le logement, les femmes monoparentales sont près de 4 000 en attente d'un logement social sur le territoire de la Métropole. La plupart des séparations amène la femme à déménager en raison de sa situation économique plus défavorable et le parcours d'accès et de maintien dans le logement est complexe pour ces publics. Par exemple, 100 femmes monoparentales sont en demande d'hébergement auprès du 115 au cours du premier trimestre 2024 ;
- Une étude a également été financée par la Ville et livrée en début d'année 2024 pour évaluer plus finement les besoins de modes de garde en horaires atypiques pour les familles du territoire. Cette étude a amené la Ville à construire des dispositifs expérimentaux et adaptés à ce public ;
- Enfin, lors de moments d'échange avec des femmes monoparentales, organisés par la Ville et le CCAS, celles-ci ont exprimé la volonté de voir des espaces d'échange et de soutien se développer, ainsi que d'avoir accès une présentation claire de l'offre mobilisable en matière de parentalité et d'accueil du jeune enfant.

Pour l'ensemble de ces raisons, la Ville de Montpellier a décidé de construire un plan d'actions à destination des familles monoparentales. C'est une question d'égalité et de justice sociale.

Le soutien des femmes monoparentales : une priorité pour la Ville de Montpellier

La Ville de Montpellier soutient la création d'un statut législatif de parent isolé afin de prendre en compte la particularité de ces femmes et de leurs enfants. Ce sujet est pour l'instant un angle mort des politiques nationales, qui s'appuient sur des logiques familialistes issues de l'après-guerre.

Ayant conscience de la charge mentale, financière et parentale qui incombe aux femmes seules avec enfants, il est de la responsabilité de la Ville de les accompagner en favorisant l'expression de leurs besoins et en réunissant les institutions compétentes pour y répondre collectivement. Par cette délibération, la Ville de Montpellier veut rendre visibles ces femmes et les soutenir, ainsi que leurs enfants, citoyens de demain. Elle doit participer à réunir les conditions de leur indépendance et de leur épanouissement.

Un plan d'actions 2024/2026 pour soutenir les familles monoparentales habitant à Montpellier

Depuis le début du mandat, la monoparentalité constitue un enjeu majeur, intégré dans la conduite de l'ensemble des politiques publiques de la Collectivité. La Ville agit concrètement sur la vie quotidienne des habitants et de leurs enfants, dans les domaines de la petite enfance, de l'emploi, de l'égalité entre les sexes, de la politique de la ville et de l'accès aux droits.

La Ville œuvre aux côtés de ses partenaires institutionnels et associatifs : la Caisse d'Allocation Familiale, le Département de l'Hérault, la Délégation départementale aux droits des femmes, la Délégation Départementale du Travail, de l'Emploi et des Solidarités, le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) de l'Hérault, le Planning familial de l'Hérault, la Collective des mères isolées, et plus largement avec le Collectif Gisèle Halimi et d'autres associations.

La Ville s'engage à rendre prioritaires ces ménages chaque fois qu'elle le pourra, notamment dans le déploiement des projets nouveaux. C'est le cas dans la nouvelle contractualisation du Pacte des solidarités 2024-2027 porté avec l'Etat et la Métropole, le déploiement de l'Entreprise à but d'emploi imaginée dans le cadre du Territoire Zéro Chômeurs Longue Durée, ainsi que de la nouvelle cotation de la demande de logement social et la refonte des critères d'admission en crèches.

Des résultats sont déjà visibles au travers de :

- La nouvelle tarification sociale de la cantine qui permet d'accéder à des repas à 50 centimes bénéficie aujourd'hui à près de 2 000 enfants de parents isolés ;
- La nouvelle quotation des demandes de places pour la petite enfance : 65% des admissions en crèche pour 2023 concernent des foyers monoparentaux (soit 128 familles) ;
- Le droit au répit avec l'organisation ce printemps de week-end de loisirs et de répit. Cette expérience sera reproduite en 2025 et 2026 et touchera près de 240 familles.

Par ailleurs, la Ville s'est rendue acquéreur en début d'année 2024 de l'ancien EHPAD Les Violettes, situé rue du professeur Forgue, pour ouvrir d'ici 2028, une douzaine de logements temporaires dans le but d'aider ces familles à définir leur nouveau projet de vie, au moment de leur séparation.

Le plan d'action porté par la Ville 2024/2026 comporte ainsi des actions déjà opérationnelles, dont certaines s'inscrivent dans le bouclier social sur lequel la majorité s'est engagée. D'autres sont programmées ou en cours d'expérimentation. Ces actions répondent à trois objectifs stratégiques :

- Objectif 1 : favoriser la participation et la citoyenneté des familles monoparentales ;
- Objectif 2 : développer et adapter les dispositifs municipaux pour mieux répondre aux besoins des familles monoparentales ;
- Objectif 3 : mobiliser les acteurs institutionnels et associatifs compétents pour favoriser leurs accès aux droits et l'expression des besoins des familles concernées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du plan d'action de la Ville de Montpellier à destination des familles monoparentales ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer à tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Plan d'actions familles monoparentales

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269632-AR-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Petite enfance et Place de
l'enfant dans la Ville**

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Jacques DOMERGUE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO

**Bouclier social Petite Enfance - Mise en œuvre du dispositif expérimental pour
l'année 2024 - Attribution d'une aide financière au bénéfice des familles
monoparentales pour l'accueil des enfants en horaires atypiques - Approbation**

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite développer une politique d'accueil du jeune enfant qui doit pouvoir répondre aux impératifs de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et tendre vers le principe d'universalité en assurant à chaque famille l'opportunité de pouvoir trouver une offre d'accueil adaptée pour leur(s) enfant(s) et à lutter contre les inégalités sociales et la pauvreté des enfants.

Outre son projet de création de 300 places supplémentaires en crèche pour répondre aux besoins d'accueil des familles, la Ville souhaite également apporter des solutions d'accueil aux besoins de garde en horaires élargis ou atypiques. En effet, les familles du territoire sont de plus en plus impactées par le développement d'emplois à horaires atypiques, débordant des créneaux habituels d'ouverture des crèches et/ou fréquemment distanciés du domicile. Ces familles sont amenées à travailler sur des périodes habituellement réservées au temps familial ou au repos, c'est-à-dire avant 7h30, après 18h30, les week-ends et les jours fériés. Les parents contraints à cette flexibilité professionnelle sont donc confrontés à l'inadaptation de l'offre d'accueil petite enfance classique pour répondre à la spécificité de leurs besoins de garde. Ce problème pénalise encore plus les familles monoparentales actives, et devient insoluble pour celles qui sont vraiment isolées.

Or, la Ville compte aujourd'hui près de 40% de familles monoparentales, dont 85% d'entre elles sont des femmes qui élèvent seules un ou plusieurs enfants. De nombreuses études démontrent que l'un des freins majeurs d'accès ou du maintien à l'emploi pour ces familles est l'absence de modes de garde adaptés aux contraintes horaires et de déplacement et/ou peu engageants en raison du coût inaccessible pour elles (mode

prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) notamment). Un premier niveau de réponse a été mis en œuvre dans le cadre du programme des 300 places, avec l'ouverture de places en horaires atypiques au sein de la Crèche Liselotte.

C'est dans ce cadre que la Ville souhaite déployer un dispositif innovant, dédié aux familles monoparentales montpelliéraines, visant, d'une part, à proposer une solution d'accueil adaptée aux horaires de travail décalés voire atypiques (avant 7h30 et après 18h30) et, d'autre part, à rendre accessible le coût de cet accueil, dans la mesure où il ne relèverait pas de la prestation de service unique (PSU). Les conclusions d'une étude diligentée par la Ville sur les besoins d'accueil en horaires atypiques ont en effet démontré que cet accueil sera d'autant plus adapté aux besoins de ces familles s'il se fait au domicile des parents et qu'une personne de confiance peut venir chercher le ou les enfants à la crèche.

Pour ce faire, la Ville entend collaborer avec les organismes de garde à domicile situés sur le territoire de la commune et qui disposent déjà de ce savoir-faire. Plus concrètement, si l'organisme répond aux critères souhaités par la Ville, les familles éligibles pourront bénéficier d'une aide financière de la Ville afin que son reste à charge soit équivalent à une tarification en mode PSU, c'est-à-dire une participation financière établie en fonction d'un barème national de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (CNAF), établi sur les revenus et la composition de la famille. A titre d'exemple, le montant horaire plancher est de 0,47 € pour un enfant à charge et le montant horaire moyen 2024 des crèches municipales est de 1,79 €. Cette aide financière pourra être versée directement à l'organisme (tiers payant) pour éviter aux familles, souvent fragilisées financièrement, de faire l'avance des frais de garde.

Les conditions d'éligibilité pour recevoir l'aide de la Ville et les modalités de mise en œuvre sont précisées dans le règlement d'attribution. Plus concrètement, pour être éligible à ce dispositif, il faudra :

- Etre une famille monoparentale domiciliée sur le territoire de la commune de Montpellier ;
- Que le bénéficiaire principal pour cet accueil soit un enfant de moins de 3 ans ;
- Etre en position d'emploi ou de formation justifiant des horaires en dehors des heures d'ouverture des modes d'accueil classiques ;
- Avoir un quotient familial (QF) ≤ 1200 € ;
- Etre éligible au Complément Mode de Garde (CMG) « *CMG Structure* » versé par la CAF et ne pas déjà être bénéficiaire du « *CMG Emploi direct* » (exemple : accueil auprès d'une assistante maternelle indépendante) ;
- Recourir à un organisme de garde à domicile affilié au dispositif Bouclier social Petite Enfance de la Ville de Montpellier.

Pour être affiliés, les organismes de garde à domicile devront compléter un formulaire d'affiliation intégrant les obligations suivantes :

- Etre situé sur le territoire de la commune de Montpellier ;
- Disposer d'un agrément délivré par le Conseil départemental en cours de validité ;
- Faire appel à des professionnels expérimentés dans le domaine de la petite enfance (accueil 0-3 ans) et/ou qualifié et/ou diplômé ;
- Dispenser la famille des frais d'adhésion ;
- Porter l'identité visuelle et adhérer aux valeurs de « *Montpellier Petite Enfance au service du public* » qui illustre la mise en place du Service Montpelliérain de la Petite Enfance

Le montant de l'aide accordée sera variable en fonction des besoins d'accueil de la famille et sera évalué selon la formule suivante :

Montant de l'aide = montant de la facture de l'accueil auprès de l'organisme de garde à domicile - le montant CMG versé par la CAF de la famille - tarif famille PSU (reste à charge famille).

Sur l'année 2024, la Ville envisage d'accompagner environ 50 familles pour un montant total de 190 000 €. Ce dispositif s'inscrit par ailleurs dans le cadre du plan d'action global de la Ville dédié aux familles monoparentales ainsi que dans celui de la Convention territoriale globale signée avec la CAF de l'Hérault. Pour sa mise en œuvre, il bénéficie de plusieurs co-financements dont 50 000 € attribués par l'Etat en 2024 dans le cadre d'un appel à projets régional de la lutte contre la pauvreté, puis 12 500 € à partir de 2025 dans le cadre du Contrat local des Solidarités 2024-2027 signé entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

Le dispositif sera expérimenté jusqu'au 31 décembre 2024. Selon son évaluation, il pourra être reconduit sur

les années ultérieures. La subvention sera versée mensuellement sous réserve du règlement d'attribution dûment daté et signé et du respect des critères d'éligibilité. Afin de ne pas pénaliser les familles engagées sur le dispositif avant le 31 décembre, la subvention pourra être versée jusqu'au 31 juillet de l'année suivante, et ce même dans l'éventualité où le dispositif ne serait pas reconduit.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le lancement du dispositif « *Bouclier Social Petite Enfance* », son expérimentation jusqu'à la fin de l'année 2024 et de le reconduire annuellement selon son évaluation ;
- D'approuver les termes du règlement d'attribution, du dossier d'affiliation pour les organismes de garde à domicile et du dossier pour les familles éligibles au dispositif ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Règlement d'attribution d'une subvention pour l'accueil des enfants en horaires atypiques au domicile des parents VF.docx
- Formulaire affiliation organisme de garde à domicile VF.docx
- Dossier familles bouclier social petite enfance VF.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269599-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Santé, Prévention et Lutte
contre les addictions**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jacques DOMERGUE, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO

**Maison de santé des femmes et maison des parents - Attribution de subvention au
Centre hospitalier Universitaire de Montpellier - Exercice 2024 - Approbation -
Autorisation de signature**

Madame Elodie BRUN-MANDON, Adjointe au Maire, rapporte :

Le plan Interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes de mars 2023 prévoit que chaque département soit doté d'une Maison des Femmes d'ici fin 2024. Le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Montpellier a décidé de porter ce projet.

La Maison des Femmes de Montpellier sera un lieu de soins spécifiques dédié à l'accueil, à l'orientation et à la prise en charge des femmes vulnérables notamment victimes de violences conjugales, intra-familiales, sexuelles et psychologiques, ainsi que de mutilations sexuelles. Elle permettra d'apporter des soins (urgents et non urgents) aux femmes victimes de toutes formes de violences et offrira un « *au-delà du soin* » qui intègre l'aide psychologique, la recherche d'hébergement, un guide pour ses droits, une assistance juridique, la restauration de la dignité, le suivi à moyen et court terme de la victime. Cette Maison des Femmes, dénommée *Agnès-McLaren*, à la mémoire de la première médecin femme diplômée par la faculté de Montpellier, s'installera au sein d'une villa de 200 m², située avenue de La Pompignane, propriété du CHU. Elle sera ouverte au début de l'été 2024.

L'Agence Régionale de Santé (ARS), la délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes, Monsieur le Procureur de la République et les forces de sécurité, partenaires naturels dans la prise en charge des violences faites aux femmes, soutiennent ce projet. La Ville de Montpellier, particulièrement investie dans sa politique volontariste visant à favoriser l'égalité entre les

femmes et les hommes et la lutte contre les femmes victimes de violences, souhaite soutenir pleinement ce projet en participant à son cofinancement.

Le second projet porté par le CHU est une **Maison des Parents** qui va permettre aux familles habitant loin de Montpellier et qui ont un enfant hospitalisé dans les services de pédiatrie du CHU de Montpellier, d'accéder à un hébergement, à tarif encadré grâce à un conventionnement avec la CARSAT. La Maison des Parents du CHU offrira 10 chambres, dont 2 accessibles PMR et 1 suite familiale, des espaces de vie communs pour se retrouver et échanger, un espace de co-working pour les parents souhaitant continuer d'exercer leur profession en restant au plus près de leur enfant. La Maison des Parents sera située sur le site de Bellevue dans le quartier du Plan des 4 Seigneurs, à proximité des hôpitaux.

Le projet est porté par le Fonds Guilhem (mécènes privés, entreprises et particuliers). Elle sera administrée par la Maison d'Accueil Hospitalière la Pasquière qui a répondu à un appel à manifestation d'intérêt en 2023 et son ouverture est fixée au 1^{er} septembre 2024. Soutenir les actions qui favorisent le lien parents-enfants, et particulièrement dans des situations aussi difficiles qu'est l'hospitalisation d'un enfant, s'inscrit également dans la politique de soutien aux familles que porte la Ville. Par conséquent, la Ville souhaite participer au cofinancement de ce projet.

Il est donc proposé d'attribuer respectivement aux deux projets des subventions telles qu'indiquées dans le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : SANTE			
NOM DE LA STRUCTURE	NUMERO DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier	00005267	Projet / Investissement Maison des femmes Agnes-McLaren	50 000 €
	00005347	Projet / Investissement Maison des Parents	7 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Luc ALBERNHE.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- VILLE - Convention Investissement 2024.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-271935-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jacques DOMERGUE, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO

**Soutien à la population ukrainienne - Memorandum d'accord de coopération
entre la Ville de Montpellier, la Ville et l'Oblast de Lviv - Dispositif "Vacances-
répit" - Reconduction pour l'été 2024 - Attribution d'une subvention -
Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier est pleinement engagée dans un soutien absolu à l'Ukraine, et aux Ukrainiennes et Ukrainiens, véritables sentinelles de l'Europe dans un conflit à ses portes. Depuis les premières heures du conflit, le mouvement de solidarité sur le territoire a été immense. Les citoyens se sont immédiatement mobilisés, aux côtés de la Ville de Montpellier, afin d'exprimer leur soutien au peuple ukrainien soumis à l'agression russe : coordination de la collecte de dons des habitants, accueil des populations réfugiées, recensement de familles d'accueil, envois de convois, offres de logement, scolarisation des enfants... Cette mobilisation citoyenne s'est structurée dans une association, SOS Montpellier Ukraine, qui continue à faire un travail extrêmement précieux pour l'insertion et l'accompagnement des plus de 2 500 Ukrainiens arrivés dans le Département de l'Hérault, et pour lequel la Ville de Montpellier est à leurs côtés mobilisée.

La Maison des Relations internationales accueille régulièrement des permanences consulaires permettant aux réfugiés de réaliser leurs démarches, et un Forum de l'emploi a été organisé à l'Hôtel de ville dès le début du conflit, pour les populations déplacées, en lien avec les employeurs du territoire. La Ville de Montpellier accompagne aussi la scolarisation des enfants ukrainiens dans les écoles de la Ville.

Le besoin de solidarité dans les territoires ukrainiens en guerre allant croissant, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont signé en mai 2022 un partenariat avec la Ville et l'Oblast de Lviv en Ukraine, qui a permis, à la suite d'une collecte solidaire auprès des agents de la Ville, un don financier à une ONG œuvrant pour la reconstruction du territoire et son adaptation aux flux de déplacés toujours plus important, l'organisation durant les deux derniers étés de « *vacances-répit* » pour des enfants de la région de Lviv et leurs accompagnants au bord de la mer, et de mettre en place un don de matériel réformé (scolaire, informatique, voirie...) entre les Collectivités. Ce partenariat a été étendu en 2023 à un partenariat entre les deux hôpitaux, celui de Lviv et le CHU de Montpellier, autour de la formation des médecins ukrainiens à la prise en charge des traumatismes, notamment pédiatriques.

Les liens réguliers entretenus avec l'Ambassade d'Ukraine en France font état de la persistance des inquiétudes sur l'état de santé mentale des enfants, dont les parents sont mobilisés au front ou qui vivent le quotidien oppressant des zones de guerre. Il a donc été décidé de reconduire pour cette année, en partenariat avec la Région Occitanie, l'action d'offrir ce répit par la prise en charge de vacances sur notre territoire pour des enfants touchés par le conflit.

Il est donc proposé de reconduire cette année ce partenariat, et d'accueillir le groupe d'enfants ukrainiens invités par la Ville de Montpellier et la Région Occitanie au sein du centre de vacances géré par l'association 3MTKD à la Grande-Motte, centre qui a, durant les deux derniers étés, accueilli avec beaucoup de succès le groupe d'enfants invités par la Ville. Ce centre de vacances propose à des enfants issus pour beaucoup des quartiers prioritaires Politique de la Ville de pouvoir bénéficier de vacances et de nombreuses activités dans un cadre exceptionnel.

Un groupe de 42 enfants et 8 accompagnants (avec une formation en psychologie) seront accueillis au total dans le cadre de ce partenariat entre la Ville de Montpellier, la Région Occitanie, la Ville et l'Oblast de Lviv, accompagnés par l'ONG Europe Prykhystok. La Région Occitanie prendra en charge les trajets en avion des enfants, de Cracovie à La Grande Motte. La Ville de Montpellier prendra en charge les trajets en bus des enfants de Lviv à Cracovie, ainsi que le coût des vacances au centre de loisirs pour 10 enfants et 2 accompagnants.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la reconduction de ce dispositif de « *vacances-répit* » pour les enfants ukrainiens, dans le cadre du partenariat signé entre la Ville de Montpellier et la Ville et l'Oblast de Lviv ;
- D'approuver les termes du *memorandum of understanding* 2024 à cet effet ;
- D'approuver le versement à l'association 3MTKD une subvention d'un montant de 10 000 € pour assurer l'accueil du groupe d'enfants pris en charge par la Ville ;
- D'approuver la prise en charge des frais de transport des enfants de Lviv à Cracovie, pour un montant maximal estimé à 2 570 € ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le *memorandum* ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Memorandum Montpellier & Oblast de Lviv 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-271269-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUQUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jacques DOMERGUE, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

Pacte "Montpellier ville désirable"- Approbation

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Depuis plusieurs mois, la Ville de Montpellier s'est engagée dans une démarche d'élaboration d'un « *Pacte* » rassemblant l'ensemble des acteurs de la construction et de l'aménagement pour construire ensemble la « *ville désirable* » d'aujourd'hui et de demain.

En effet, Montpellier, 7^{ème} ville de France, est l'une des plus attractives de France, mais subit aussi de plein fouet les effets du changement climatique et a fait le choix de l'action pour répondre à ces enjeux. Dès 2020, la Ville s'est inscrite dans les objectifs d'une transition écologique et solidaire qui inspire l'ensemble de ses politiques publiques. Dans le domaine de l'aménagement et de la construction, les engagements pris relèvent d'un vrai changement de paradigme en prenant acte des actions prioritaires à mener : lutter contre l'étalement urbain, réduire les impacts environnementaux des projets, protéger la biodiversité, diminuer l'artificialisation des sols, construire une ville du beau, apaisée, équilibrée géographiquement et socialement, sobre en consommation des ressources et en carbone, qui veille à la santé et au bien-être de ses habitants... Ces objectifs ont été rassemblés sous une bannière partagée par tous : « *construire une ville désirable* ».

C'est donc dans ce « *Pacte de la ville désirable* » que ces objectifs communs sont aujourd'hui rassemblés. Il se veut comme un référentiel dans le domaine de l'urbanisme et de la construction à Montpellier.

L'élaboration de ce document a fait intervenir, pendant plusieurs mois, de multiples expertises via des

ateliers de co-construction, associant plusieurs partenaires, notamment les services de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, des architectes, urbanistes, paysagistes, constructeurs, promoteurs, universitaires, bailleurs sociaux, aménageurs, énergéticiens, services et agences de l'État, associations, étudiants en urbanisme et en architecture, etc. Cette appropriation collective a été l'occasion d'une acculturation générale de tous, d'une mise en conscience des enjeux, des objectifs, des solutions à mettre en œuvre et se concrétise aujourd'hui par « *le Pacte de la ville désirable* », véritable outil de programmation et d'aide à la conception qui formule des recommandations concrètes et opérationnelles pour tous les professionnels montpelliérains de la fabrique de la ville.

Ce document a pour ambition de réaffirmer l'engagement de tous autour de règles du jeu communes et de fédérer autour d'orientations stratégiques et d'une vision partagée de la manière de construire à l'heure des urgences climatique, sociale et environnementale. Les objectifs que le « *Pacte* » met en avant sont rassemblés dans les 8 impératifs suivants :

- Embellir la ville pour fabriquer le patrimoine de demain ;
- Replacer le citoyen dans chaque projet ;
- Produire durable, responsable, favoriser les circuits courts ;
- Créer des lieux de vie désirables ;
- Adopter une sobriété énergétique et contribuer à décarboner ;
- Accompagner les mobilités décarbonées ;
- Protéger et régénérer le vivant, et soutenir l'agroécologie urbaine ;
- Préserver et gérer la ressource en eau.

Désormais, la conception des projets de rénovation, de réhabilitation ou de construction de logements, d'activités tertiaires, commerciales, productives et d'équipements collectifs ou de services publics sur le territoire de la ville devra autant que possible se nourrir de ces objectifs et recommandations du « *Pacte* » qui s'articulent, bien entendu avec les règles ou normes en vigueur ou à venir dans plusieurs domaines stratégiques, tels que le Plan local d'urbanisme intercommunal, la Charte de l'Arbre, le Plan Climat Air Énergie Territorial solidaire, le Plan Montpellier Solaire, le Plan Lumière, le Schéma Directeur des Énergies, etc..

Ce « *Pacte de la ville désirable* » est un engagement commun pour être à la hauteur des défis actuels pour fabriquer, ensemble, la ville de demain.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du Pacte « *Montpellier ville désirable, le pacte* », la démarche et le référentiel associés ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Luc ALBERNHE, Mme Stéphanie JANNIN.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Pacte Montpellier Ville desirable

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269281-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Accessibilité universelle

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Elodie BRUN-MANDON, Jacques DOMERGUE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA) - Rapport 2023 - Présentation

Madame Emilie CABELLO, Adjointe au Maire, rapporte :

L'enjeu de l'accessibilité universelle, pour laquelle la Ville de Montpellier s'est engagée, n'est autre que celui de l'intégration de la personne en situation de handicap dans la vie de la cité. A Montpellier, on estime que plus de 60 000 personnes sont en situation de handicap (visible ou pas).

Pour ce faire, la Ville s'appuie sur la Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA) qui est composée de 10 élus désignés par arrêté du Monsieur le Maire ainsi que 5 représentants d'associations liées au handicap et leurs suppléants, un représentant des personnes âgées, un représentant des acteurs économiques, un représentant des bailleurs sociaux et une association représentant les consommateurs et les usagers de la Ville. Très active durant l'année 2023 grâce aux travaux de ses groupes de travail, la CCA a présenté son bilan, qui a été discuté et validé le 16 mai 2024 en commission plénière, présidée par Madame Emilie CABELLO, Adjointe au Maire à l'Accessibilité Universelle, en sa qualité de représentante de Monsieur le Maire. Pour l'année 2023, la Commission Communale pour l'Accessibilité a notamment mis en avant des réalisations dans les domaines suivants :

La mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics :

- 45,18% des voies sont désormais accessibles, soit 297 km, et 72% des carrefours sont équipés de feux sonores pour les déficients visuels ;
- 1 207 places de parking sont réservées aux PMR sur un total de 15 543 (près de 8%) ;

- Des projets tels que la rénovation et la mise en accessibilité de la place de la Comédie, de l'Esplanade Charles-de-Gaulle se réalisent avec le concours du comité d'experts du Comité de Liaison et de Coordination des associations Pluriel Handicap (CLCPH) qui apporte en particulier son expertise d'usage auprès des services ;
- Le dispositif des Agents de Protection des Écoles (APE) qui s'est généralisé en 2023 sur 14 groupes scolaires, permet aux familles et aux enfants en situation de handicap de traverser en sécurité les passages piétons menant aux établissements scolaires.

La mobilité :

- Les 87 stations du réseau tramway de TaM (4 lignes) sont proches des 100% accessibles et 85 % des arrêts bus (40 lignes) le sont également ;
- Le Groupement pour l'Insertion des personnes Handicapées Physiques (GIHP) véhicule 1 700 bénéficiaires (sur le territoire de la Ville et la Métropole) pour 23 000 trajets mensuels ;
- La nouvelle aide « *HANDI Cycle* » qui octroie un cofinancement pour l'achat de matériel adapté (3^{ème} roue, tricycle, tandem, vélo) a bénéficié pour le second semestre 2023 à 9 personnes sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Les échanges et les temps de travail avec la TaM ont permis au CLCPH de faire des préconisations pour le remplacement des Bornes d'Information Voyageur (BIV), l'amélioration de l'arrêt de tramway Comédie mais aussi pour les équipements d'accessibilité (balise sonore et bande de guidage) aux bureaux de vente de la TaM et pour la prochaine ligne 5 de tramway et les futurs Bus à Haut Niveau de Service (BHNS).

La mise en œuvre de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) :

L'Ad'AP (Agenda d'Accessibilité Programmée) de la Ville de Montpellier concerne 306 Etablissements Recevant du Public (ERP). Sa mise en œuvre est prolongée jusqu'au 31 décembre 2025. Pour l'année 2023, des aménagements à hauteur de 2 935 000 € ont été réalisés.

L'accès au logement

- 101 logements ont été attribués à des Personnes en Situation de Handicap (PSH) ;
- 140 logements ont bénéficié de travaux d'adaptation des équipements (salle de bains, toilettes...) aux besoins des locataires en place ;
- La Plateforme Handi'CAP logement 34 se déploie ; elle permet la mise en relation entre les logements accessibles inscrits par les bailleurs et les locataires en recherche d'un logement adapté et accessible. ACM habitat (principal contributeur) et Occitanie Méditerranée Habitat (OMH) sont également partenaires de ce projet porté par APF France handicap.

L'emploi des personnes en situation de handicap :

- Le taux d'emploi direct par la Mairie de Montpellier des bénéficiaires d'obligation d'emploi est de 6,33% en 2023. Pour Montpellier Méditerranée Métropole et le CCAS de Montpellier, ce taux est respectivement de 6,16% et de 14,73%. Ainsi, 523 agents en situation de handicap sur l'ensemble des trois entités bénéficient d'un accompagnement et du maintien dans l'emploi ;
- Le salon HANDI'JOB, organisé le 21 novembre 2023 au Corum pour l'emploi des personnes en situation de handicap, a accueilli 1 200 visiteurs sur 117 stands de recruteurs proposant 284 offres d'emploi. Plusieurs centaines d'entretiens ont eu lieu, débouchant sur une trentaine de recrutements.

La prise en compte des enfants en situation de handicap à Montpellier :

- Durant l'année scolaire 2023/2024, sur 21 424 élèves scolarisés dans les 116 écoles maternelles et élémentaires, 1 377 élèves sont en situation de handicap (6,50%) ;
- 642 d'entre eux sont accompagnés par des Accompagnants d'Elèves en Situation de Handicap (AESH). 136 AESH ont aussi un contrat d'animateur sur le temps périscolaire afin d'encadrer ces enfants ;
- Les 23 classes Unité localisée pour l'inclusion scolaire (ULIS), dont une de plus à l'école Juan-Miro,

accueillent 264 enfants, accompagnés par 23 agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (ATSEM) mises à disposition par la Ville ;

- Le travail sur la rénovation des Aires de Jeux inclusives s'est poursuivi en 2023 avec l'inauguration des aires de jeux Georges-Brassens et Richter ;
- 2023 a vu naître le projet de « *ville à Hauteur d'enfant* » dans le but de rééquilibrer les espaces en faveur des plus fragiles, dont les personnes en situation de handicap. Quand la ville est pensée pour l'enfant, elle est donc pensée pour tous, et notamment pour des personnes ayant une mobilité moindre (personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes mal marchantes, etc..) : c'est l'Accessibilité Universelle.

L'accès facilité à la culture, aux loisirs et au sport :

- Le partenariat renouvelé entre le Cinéma Nestor-Burma (Celleneuve) et Sésame Autisme Occitanie-Est permet l'accès au cinéma de personnes autistes dans des conditions apaisées (dispositif national « *Ciné-Relax* ») ;
- La médiathèque Emile-Zola déploie de nombreuses actions pour les personnes aveugles, malvoyantes, handicapées psychiques au sein de l'Espace Homère dédié ;
- La mise en accessibilité pour le public de la Salle Molière de l'Opéra Comédie est effective depuis cette année ;
- La Ville soutient enfin le déploiement des activités d'handisport et de sport adapté à hauteur de 78 000 € et favorise la diffusion d'information sur les événements handisportifs sur le territoire montpellierain (championnats de foot fauteuil, rugby fauteuil, basket fauteuil, Boccia, Sarbacane, etc..).

Les événements inclusifs au service de la sensibilisation à l'accessibilité :

- Les troisièmes rencontres de l'Accessibilité Universelle se sont déroulées les 1^{er} et 2 décembre 2023 en lien avec la journée internationale des personnes en situation de handicap. Ce fut l'occasion de faire découvrir des handisports et sport adapté au Gymnase des Beaux-Arts à des élèves et collégiens mais aussi de participer à une matinée consacrée à une table ronde sur la « *nouvelle du diagnostic à la prise en charge des enfants en situation de handicap* » puis spectacle de danse « *Aidante Familiale – Je ne me CHUT ! -erai plus* » de la Compagnie Oublie pas de sourire, ou encore d'assister à des spectacles : ceux de la Compagnie de danse inclusive Singulier Pluriel, de la Compagnie de théâtre bilingue français/LSF L'Amorce, de l'association Handic'Art avec sa chorale Les Roulet's et la Compagnie La Kompagnie avec un concert de clôture festif rassemblant près de 300 personnes.

Accueil, communication et information :

- Le déploiement de la plateforme ELIOZ (interprétariat en Langue des Signes Française (LSF) en ligne depuis le site de la Ville-Métropole-CCAS) permet aux personnes sourdes de communiquer directement avec les agents de la Ville via un interprète en LSF, Langue française parlée complétée (LPC) ou en texte. 6h30 de communication ont été réalisées en 2023

Après adoption par le Conseil municipal, le rapport de la CCA sera transmis à Monsieur le Préfet, à Monsieur le Président du Conseil Départemental, au Conseil Départemental Consultatif des Personnes Handicapées ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés. Il sera mis en ligne sur le site Internet de la Ville pour être consultable par tous les citoyens.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de la présentation du rapport 2023 de la Commission Communale pour l'Accessibilité ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- RAPPORT CCA 2023 au 16-05-2024 Validé.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269327-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Définition des zones d'accélération des énergies renouvelables - Approbation

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (APER) vise à accélérer le développement des énergies renouvelables de manière à lutter contre le changement climatique et préserver la sécurité d'approvisionnement de la France en électricité. L'article 15 de la loi a introduit dans le Code de l'énergie un dispositif de planification territoriale à la main des communes. Ces dernières sont invitées à identifier des zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergie renouvelable. En application de l'article L.141-5-3 du Code de l'énergie, ces zones sont définies, pour chaque catégorie de sources et de types d'installation de production d'énergies renouvelables : éolien, solaire thermique, photovoltaïque, géothermie, hydroélectricité, biomasse et le biogaz, en tenant compte de la nécessaire diversification des énergies renouvelables en fonction des potentiels du territoire concerné.

La zone d'accélération illustre la volonté de la commune d'orienter préférentiellement les projets vers des espaces qu'elle estime adaptés. Elle permet également de faire remonter un potentiel permettant d'atteindre les objectifs énergétiques régionaux. En revanche, le fait d'être situé en zone d'accélération ne garantit pas à un projet la délivrance de son autorisation ou de son permis. Le projet doit dans tous les cas respecter les dispositions réglementaires applicables. Un projet pourra également s'implanter en dehors des zones d'accélération. Dans ce cas, la constitution d'un comité de projet sera obligatoire. Cette instance inclura les différentes parties prenantes concernées par un projet d'énergie renouvelable, dont les communes

limitrophes. Cette obligation de comité de projet n'est applicable qu'aux projets photovoltaïques d'une puissance installée supérieure ou égale au seuil de 2,5 MWc ainsi qu'aux projets éoliens, de biomasse, de méthanisation et de géothermique soumises à autorisation au titre de la nomenclature des installations classées.

Dans le cas où les zones d'accélération au niveau régional seront suffisantes pour atteindre les objectifs régionaux de développement des énergies renouvelables, la commune pourra délimiter des secteurs d'exclusion d'installations d'énergies renouvelables.

Après avoir consulté Montpellier Méditerranée Métropole, des cartes de zones identifiées comme zones d'accélération pour le développement des énergies renouvelables sur le territoire communal ont été élaborées. Conformément à la loi, une consultation du public a été effectuée du 16 mai au 12 juin 2024, avec une mise à disposition des cartes sur la plateforme <https://participer.montpellier.fr/> et une possibilité d'émettre un avis par voie électronique. Ces zones proposées concernent :

- Le solaire photovoltaïque en toiture ;
- Le solaire photovoltaïque sur des parkings ;
- Le solaire photovoltaïque sur des délaissés d'autoroute ;
- Le solaire thermique en toiture ;
- Les réseaux de chaleur et de froid.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la cartographie des zones d'accélération des énergies renouvelables, telle qu'apparaissant en annexe ;
- De transmettre la cartographie de ces zones à la Préfecture de l'Hérault et à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault, via le portail cartographique des énergies renouvelables ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Zone de potentiel photovoltaïque en toiture
- Zone de potentiel photovoltaïque sur parking
- Zone de potentiel photovoltaïque sur délaissés d'autoroute
- Zone de potentiel solaire thermique en toiture
- Zone de potentiel pour les réseaux de chaleur et de froid

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-270400-AR-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

Protection sociale complémentaire des agents de la Ville de Montpellier - Choix du dispositif et participation financière - Convention de mandat pour la procédure d'appel à concurrence de la convention de participation - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le cadre actuel de la protection sociale complémentaire

L'article L. 827-9 du Code général de la fonction publique prévoit que les employeurs publics territoriaux participent au financement des garanties de protection sociale complémentaire (PSC) destinées à couvrir les frais occasionnés par les risques santé (maternité, maladie ou accident), ainsi que les risques prévoyance (incapacité de travail, invalidité, inaptitude ou décès), auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent.

Ce même article introduit le caractère obligatoire de cette participation pour :

- Les **risques prévoyance** à effet du 1^{er} janvier 2025 (montant minimal de 7€ brut mensuel par agent, selon l'article 2 du décret n°2022-581). Les garanties minimales éligibles à la participation de l'employeur sont l'incapacité de travail et l'invalidité définies à l'article 3 du décret n°2022-581 ;
- Les **risques santé** à effet du 1^{er} janvier 2026 (montant minimal de 15€ brut mensuel selon l'article 6 du décret n°2022-581). Les garanties minimales sont celles du « *contrat responsable* », complétées du « *panier de soins* ».

Cette participation peut intervenir, au titre des contrats et règlements remplissant la condition de solidarité prévue à l'article L. 827-3 du Code général de la fonction publique :

- Soit au titre de contrats et règlements pour lesquels un label a été délivré dans les conditions prévues à l'article L. 310-12-2 du Code des assurances,
- Soit dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence en vue de conclure une convention de participation d'une durée de six ans, à adhésion facultative ou obligatoire.

Depuis 2013, la Ville de Montpellier participe financièrement aux contrats labélisés pour la couverture santé des agents selon les dispositions suivantes :

Revenu net fiscal annuel de l'agent (R)	Participation mensuelle brute
$R < 16\,900\text{ €}$	18 €
$16\,900\text{ €} \leq R < 20\,420\text{ €}$	15 €
$20\,420\text{ €} \leq R < 26\,550\text{ €}$	12,50 €
$R \geq 26\,550\text{ €}$	10 €

En 2022, 1875 agents ont bénéficié d'une participation financière aux contrats labélisés de mutuelle (soit 43% des effectifs) représentant un montant total de 240 000 €.

L'accord collectif national (ACN), signé le 11 juillet 2023 par les associations d'employeurs territoriaux et des organisations syndicales représentatives de la fonction publique territoriale et portant réforme de la PSC dans la fonction publique territoriale, introduit des dispositions nouvelles en cours de transpositions normatives (réglementaires et législatives) pour les garanties prévoyance :

1. La généralisation de l'adhésion obligatoire des agents aux garanties de prévoyance. Tous les employeurs territoriaux devront conclure un dispositif de contrat collectif à destination de leurs agents à une date qui sera fixée lors de la transposition normative de l'accord ;
2. Les contrats collectifs de prévoyance devront prévoir un niveau minimum de garantie couvrant tous les agents pour les risques :
 - Incapacité Temporaire de Travail : à hauteur de 90% de la rémunération nette de l'agent (TBI, NBI, RI) ;
 - Invalidité : jusqu'à 90% de la rémunération nette de l'agent (fonction du taux d'invalidité) ;
3. La participation des employeurs publics territoriaux évolue, avec une prise en charge à hauteur de 50% *a minima* des cotisations acquittées par les agents au titre des garanties minimales définies dans l'accord.

Une politique sociale volontariste déclinée en matière de prévoyance et de santé

La transposition de l'ACN n'est pas encore effective, cependant, les exécutifs de Montpellier Méditerranée Métropole, de la Ville et du CCAS de Montpellier ont souhaité anticiper ses dispositions et aller au-delà de la réglementation actuelle concernant la participation financière de l'employeur. Cet engagement s'inscrit pleinement dans le projet de mandat décliné dans le projet d'administration qui replace l'agent au centre des politiques sociales RH.

Les exécutifs entendent également agir communément sur ce sujet pour les mêmes objectifs : participer au maintien de leur niveau de vie et de leur pouvoir d'achat, préserver la santé des agents, favoriser la solidarité et une équité de traitement entre les agents. Au-delà, les enjeux de la PSC sont doubles :

- En interne : la PSC favorise le sentiment d'appartenance, elle renforce la motivation et l'engagement des agents, elle permet d'agir sur la santé et le maintien dans l'emploi en assurant des garanties optimales pour les agents, dans un contexte de population vieillissante ;
- En externe : la PSC est un dispositif qui s'inscrit pleinement dans la marque employeur car elle constitue un élément d'attractivité et participe à l'identité de la Collectivité.

Ces orientations se traduisent par un effort financier très important, s'inscrivant dans la continuité du RIFSEEP et participant au soutien du pouvoir d'achat des agents. Cette politique volontariste de protection sociale a permis de poser le cadre des négociations avec les partenaires sociaux. La PSC étant en effet un levier d'amélioration de prévoyance, de santé et des conditions de travail des agents, la négociation engagée sur ce sujet est synonyme de nouvelles modalités d'échanges avec les partenaires sociaux pour un dialogue social consensuel et constructif.

Dans cette perspective, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville et le CCAS de Montpellier, ainsi que les organisations syndicales représentatives, se sont accordés sur les conditions de la négociation en formalisant un accord de méthode signé le 25 janvier 2024 par toutes les parties et qui a permis de fixer :

- La composition des délégations des employeurs et des organisations syndicales habilitées à négocier ;
- Les thèmes de la négociation (risque prévoyance, risque santé) ;
- Le calendrier.

Ce premier accord de méthode formalise une avancée remarquable en matière de dialogue social. Il a permis d'engager et de cadrer les négociations qui ont été conduites de février à mai 2024 par une instance dédiée. Ces réunions ont permis d'aboutir à un accord collectif local commun sur la PSC pour les agents et de poser les principes suivants :

1. Pour le risque prévoyance

- **Le mode de contractualisation : convention de participation à adhésion obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2026** sous réserve de l'obligation réglementaire et de transposition législative de l'ACN **avec une phase transitoire d'un an en adhésion facultative dès le 1^{er} janvier 2025** ;
- **Un taux unique de cotisation** pour les trois entités montpelliéraines afin de favoriser la solidarité ;
- **Les garanties minimales et optionnelles** définies dans l'accord collectif local ;
- **Le montant de participation** de la collectivité est a minima de 50% de la cotisation de l'agent conformément à l'ACN et modulé « *dans un but d'intérêt social en prenant en compte le revenu des agents* » :

Revenu net fiscal annuel de l'agent (R)	% de participation de l'employeur de la cotisation de l'agent sur la base des garanties minimales
R < 20 000 €	60 %
20 000 ≤ R < 25 000 €	57 %
25 000 € ≤ R < 30 000 €	53 %
R ≥ 30 000 €	50 %

Les exécutifs ont porté l'ambition de soutenir plus fortement les plus bas salaires en modulant la participation de l'employeur en fonction des revenus des agents, disposition qui va au-delà de l'ACN. La mise en place d'un contrat collectif de prévoyance et la participation de l'employeur aux cotisations des agents sont des avancées sociales majeures.

Il convient de préciser aux assemblées que dans le cadre des négociations avec les partenaires sociaux, deux dispositions complémentaires ont été retenues, renforçant davantage les engagements financiers des exécutifs en faveur de la protection des agents en arrêt de travail :

- Des évolutions sur le RIFSEEP permettant une reprise du versement de 50% du régime indemnitaire lorsque l'agent est à demi-traitement en congé de maladie ordinaire (au 91^{ème} jour d'arrêt) ;
- L'intégration de la garantie du régime indemnitaire à plein-traitement pour les congés de longue maladie et de longue durée pour les fonctionnaires et de grave maladie pour les non-titulaires dans les garanties minimales du contrat collectif afin de rendre cette garantie éligible à la participation financière de l'employeur.

La convention de participation proposée pour contractualiser avec un opérateur n'est pas un marché public mais un contrat spécifique, dont les règles de consultation, de mise en concurrence et d'attribution sont définies par les articles 15 à 21 du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011. En effet, celui-ci a pour but de sélectionner un contrat collectif d'assurance ouvrant droit aux aides des employeurs publics destinées à leurs agents. Les projets de convention de participation sont des documents de subventionnement destinés à régler les relations financières entre les employeurs territoriaux et les organismes de protection sociale complémentaire et à s'assurer que les contrats ou règlements proposés par ces organismes satisfont aux principes de solidarité fixés par le titre IV du décret.

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) sera élaboré sur la base de l'accord collectif local issu des négociations et conclu entre les autorités territoriales et les partenaires sociaux.

Les garanties proposées étant les mêmes pour Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville et le CCAS de Montpellier, le processus de consultation sera commun pour mutualiser les risques à couvrir, et rechercher un tarif compétitif au bénéfice des agents et des entités qui participent au financement de la cotisation.

Un contrat collectif commun aux trois structures présente les effets bénéfiques suivants :

- Une attractivité plus importante sur le marché compte tenu du volume potentiel d'agents à couvrir ;

- Une tarification plus avantageuse ;
- Une meilleure maîtrise financière du contrat dans le temps ;
- Une meilleure mutualisation des risques ;
- La participation de l'employeur au titre du contrat collectif à adhésion obligatoire bénéficie du régime social de faveur, et pour les agents, la quote-part payée par l'agent est déduite des revenus imposables.

Une convention de mandat permettra de désigner Montpellier Méditerranée Métropole comme mandataire afin d'engager le processus de consultation et d'analyser les candidatures pour le compte de la ville et du CCAS de Montpellier. A l'issue de ce processus, chaque collectivité saisira le Comité Social Territorial compétent pour avis sur le choix de l'opérateur préalablement aux assemblées délibérantes. Il est à noter que les conventions de participation sont conclues pour une durée de 6 ans, et ce pour chaque employeur, au même titre que les contrats collectifs d'assurance associés.

2. Pour le risque santé

- Le mode de contractualisation : participation financière de l'employeur conditionnée à la souscription par l'agent d'un contrat labélisé d'un organisme d'assurance et de mutuelle ;
- Le montant de participation de la collectivité **est revalorisé**, harmonisé pour les trois entités et modulé « dans un but d'intérêt social en prenant en compte le revenu des agents » comme le permet l'article 23 du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 :

Revenu net fiscal annuel de l'agent (R)	Participation mensuelle brute de l'employeur
$R < 20\,000\text{ €}$	30 €
$20\,000 \leq R < 25\,000\text{ €}$	27 €
$25\,000\text{ €} \leq R < 30\,000\text{ €}$	23 €
$R \geq 30\,000\text{ €}$	20 €

Le montant plancher de participation de l'employeur est fixé à 20 € dès le 1^{er} janvier 2025 alors que celui défini par la réglementation est fixé à 15 € à compter du 1^{er} janvier 2026. Cet effort financier caractérise la volonté des exécutifs d'anticiper la réglementation et d'aller au-delà. La participation financière revalorisée permettra d'améliorer la couverture santé des agents qui est le dispositif complémentaire à la prévoyance contribuant à leur protection sociale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

Pour le volet prévoyance de la protection sociale complémentaire :

- D'approuver le principe d'une convention de participation et son contrat collectif à adhésion facultative puis obligatoire, selon l'évolution normative, pour un effet des garanties au 1^{er} janvier 2025 pour une durée de 6 ans ;
- D'autoriser le lancement de l'appel public à concurrence régi par le décret n°2011-1474 pour sélectionner un organisme d'assurance en vue de la conclusion d'une convention de participation et de son contrat collectif d'assurance ;
- D'approuver les termes de la convention de mandat désignant Montpellier Méditerranée Métropole comme mandataire afin d'engager le processus de consultation pour le compte de la Ville et du CCAS de Montpellier en vue de la conclusion d'une convention de participation et de son contrat collectif d'assurance ;
- De verser une participation financière mensuelle brute aux agents, exprimée en pourcentage de leurs cotisations et fonction de leurs revenus nets fiscaux, en respectant le minimum prévu à l'article 2 du décret n°2022-581, telle qu'exposée dans le tableau ci-dessus ;

Pour le volet santé de la protection sociale complémentaire :

- D'approuver le principe de la procédure dite de labélisation pour la participation employeur aux contrats d'assurance labélisés répertoriés sur une liste publiée par le ministère des collectivités territoriales et régulièrement actualisée ;
- D'approuver la revalorisation de la participation financière mensuelle brute versée aux agents, dès le 1^{er} janvier 2025 et modulée « *dans un but d'intérêt social en prenant en compte le revenu des agents* », comme le permet l'article 23 du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011, telle qu'exposée dans le tableau ci-dessus ;

Globalement :

- D'approuver les termes de l'accord collectif portant sur la protection sociale complémentaire pour les agents de la Ville de Montpellier, de Montpellier Méditerranée Métropole et du CCAS de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Accord_Collectif_PSC
- Projet_Convention_Mandat_PSC.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269429-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

Plan d'action diversité et égalité professionnelle 2024-2026 de la Ville de Montpellier - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

Depuis 2020, le Conseil municipal est fortement engagé dans la promotion de l'égalité, de la diversité et de la lutte contre toute forme de discriminations. Un engagement social fort, qui se décline en politiques publiques ambitieuses à destination des citoyennes et citoyens de la Ville de Montpellier. Dans un souci d'exemplarité, cette exigence de justice sociale se traduit aussi au sein de l'administration, à travers une politique de ressources humaines volontariste pour assurer à l'ensemble des agentes et agents publics de la Ville une égalité de traitement dans tous les aspects de leur activité professionnelle et tout au long de leur carrière au sein de la collectivité.

En effet, le principe d'égalité est un principe fondamental proclamé dans l'article 1er de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, puis réaffirmé dans les différentes constitutions. Ainsi, il est inscrit dans le préambule de la Constitution du 4 octobre 1958 : « *Le peuple français proclame solennellement son attachement aux Droits de l'homme [...] La France [...] assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion* ». Le statut de la Fonction Publique reprend ces principes et les décline à travers les articles 131-1 à 131-13 du Code Général de la Fonction Publique (CGFP).

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier souhaite aller au-delà des principes réglementaires et législatifs qui incombent à tout employeur public. Elle entend devenir un employeur exemplaire et inclusif faisant de l'égalité un socle et un principe diffus au sein de toute la collectivité et partagé par tous les agents. L'administration a ainsi décliné cet objectif à travers son axe 5 du projet d'administration. Il y est inscrit : *« toute forme de discrimination et d'inégalité n'est ni supportable ni acceptable. Notre administration engage ainsi des mesures fortes pour lutter contre ces phénomènes »*.

Dans cette dynamique, Montpellier s'est dotée de son premier plan d'action d'égalité professionnelle 2021-2023. Ce dernier s'appuyait sur les 4 axes réglementairement prévus ainsi que sur un cinquième axe à savoir *« Faire vivre, partager et promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes »*, donnant lieu au plan d'actions ci-dessous :

1. Evaluer, prévenir et le cas échéant traiter les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes ;
2. Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux corps, cadres d'emplois, grades et emplois de la fonction publique ;
3. Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale ;
4. Prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes ;
5. Faire vivre, partager et promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Désormais arrivé à son terme, le plan d'action 2021-2023 a fait l'objet d'un bilan qui a, notamment, permis d'interroger ses réussites et axes d'amélioration. Par ailleurs, forte de sa candidature au double label d'Etat *« Egalité professionnelle »* et *« Diversité »* délivré par l'AFNOR, la Ville de Montpellier a pu s'appuyer sur l'audit réalisé par l'organisme pour enrichir qualitativement ce bilan et donner de nouvelles perspectives pour le plan d'actions 2024-2026.

Ainsi, la Ville a choisi de saisir l'opportunité du renouvellement du plan d'action pour 2024-2026 afin de l'enrichir de la notion de diversité et de concrétiser les engagements pris dans le cadre de la délibération cadre portant sur la politique de promotion de la diversité et de lutte contre les discriminations au sein de l'administration (présentée et adoptée en Conseil municipal du 10 octobre 2023). En effet, à travers celle-ci l'administration s'engage à promouvoir l'inclusion de toutes et tous au sein de la collectivité en construisant son action autour de trois axes :

- Agir sur les biais cognitifs et sociaux pour lutter contre les stéréotypes et les préjugés ;
- Recruter pour attirer une diversité de talents ;
- Développer les indicateurs pour progresser.

Grâce à une méthodologie de co-construction entre agents, managers, organisations syndicales et élus, tous les acteurs de la collectivité se sont engagés dans une ambition conjointe et partagée, celle de faire de la diversité et de l'égalité des principes socles de l'Administration. Pour ce faire, le plan d'action diversité et égalité 2024-2026 s'articule autour de 5 axes retravaillés fixant des projets et actions aux objectifs d'égalité, de diversité ou les deux conjointement :

1. Évaluer, prévenir et traiter les écarts de rémunération constatés ;
2. Garantir l'accès à l'emploi et un déroulement de carrière égalitaire et inclusif ;
3. Favoriser l'articulation des temps de vie personnels et professionnels, notamment en promouvant la prévention en santé au travail ;
4. Prévention et lutte contre toutes formes de violence et discrimination : acculturer à la diversité ;
5. Faire vivre, partager et promouvoir l'égalité professionnelle et la diversité.

Le rapport incluant le bilan du plan d'action 2021-2023 et le plan d'action Diversité et Egalité Professionnelle 2024-2026 est annexé à la présente délibération. Les projets et actions qui le composent rythmeront les trois prochaines années et feront l'objet d'un bilan avant sa réactualisation pour 2026-2028.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du bilan du plan d'action 2021-2023 ;
- D'approuver les termes du plan d'action en faveur de la diversité et de l'égalité professionnelle 2024-2026 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport plan d'action diversité et égalité.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269594-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Petite enfance et Place de l'enfant dans la Ville

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Jacques DOMERGUE, Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Mise en œuvre du Service Montpelliérain de la Petite Enfance - Expérimentation des conseils de crèches - Présentation des résultats de la phase 1 - Lancement de la phase 2 - Approbation

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Sur les fondements de la délibération adoptée en décembre 2023, la Ville de Montpellier est pleinement engagée dans la construction du Service Montpelliérain de la Petite Enfance avec la perspective d'une prise de compétence comme « *Autorité Organisatrice de l'offre d'accueil du jeune enfant* » à la date du 1^{er} janvier 2025 (L. 451-2 du Code de l'action sociale et des familles). Dans cette perspective, elle peut s'appuyer sur les axes stratégiques du projet de mandat, ainsi que sur les orientations définies dans le cadre du Projet Educatif Petite Enfance, qui prévoient un renforcement des actions en faveur du soutien à la parentalité, la co-construction d'actions éducatives et la participation des parents à la vie des Etablissements d'accueil du jeune enfant (EAJE). C'est dans cette logique que l'expérimentation de conseils de crèche a été engagée.

La place qui est réservée aux parents au sein des crèches est primordiale pour un accueil de qualité de leur enfant. La relation de confiance entre le parent et les professionnels de crèches est la base d'un accueil serein et sécurisant pour le jeune enfant. Ce lien de confiance se tisse au fur et à mesure, il se fait dès l'inscription avec le directeur, au moment de la familiarisation, lors des échanges quotidiens avec les référents de l'enfant et la direction. La réunion « *parents* » annuelle et les moments partagés organisés tout au long de l'année (fêtes, cafés des parents) y contribuent également.

Afin d'aller plus en avant dans cette démarche, le Pôle Petite Enfance de la Ville de Montpellier a mis en place une phase expérimentale de conseils de crèche au sein de six établissements volontaires depuis la rentrée 2023, permettant aux parents de s'exprimer dans un cadre dédié sur la vie de la crèche. Le conseil de crèche est une instance consultative qui organise l'expression et la participation des parents sur des sujets à dimension collective de la vie quotidienne au sein de la crèche. L'objectif principal est de permettre des échanges entre les parents, les professionnels et des représentants de l'institution municipale afin de :

- Faciliter la circulation de l'information, renforcer l'expression des parents et mieux appréhender les besoins des familles ;
- Favoriser la participation des parents dans l'émergence et la mise en œuvre d'activités ou de projets d'intérêt collectif, voire leur articulation avec d'autres équipements ;
- Renforcer la coopération entre les professionnels et les parents.

Le conseil de crèche est également informé des conditions générales d'accueil des enfants et de leurs évolutions envisagées. Les parents sont ainsi consultés sur le fonctionnement et la vie quotidienne au sein de la crèche ainsi que sur les projets des travaux en présence de la direction de la crèche, des membres de l'équipe pédagogique, de l'élue à la petite enfance et de la place de l'enfant dans la Ville et un représentant de la direction du Pôle Petite Enfance.

Cette expérimentation a permis des échanges constructifs, riches et variés entre l'institution et les familles. Des projets de travaux et des ateliers participatifs impliquant les parents sont également mis en œuvre dans les six établissements volontaires. Les compositions des conseils de crèches ont pu varier dans cette phase expérimentale mais ceux-ci ont permis de réunir, sur un rythme semestriel, autour de l'Adjointe à la petite enfance, les équipes de direction des crèches, des représentants des professionnels et des représentants volontaires des parents, ainsi que les représentants du Pôle Petite Enfance chargés de la préparation et du suivi des sujets abordés.

Fort de cette première expérience réussie, le Pôle Petite Enfance va continuer cette expérimentation sur l'année 2024-2025 en doublant le nombre de crèches participant à ce projet, avec pour finalité un déploiement des conseils de crèche sur l'ensemble des établissements pour la rentrée 2025.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte des premiers résultats de la démarche participative initiée dans les EAJE municipaux au travers de l'expérimentation des conseils de crèche dans 6 établissements depuis septembre 2023 ;
- D'approuver le principe du lancement d'une seconde phase d'expérimentation avec l'installation de 6 conseils de crèche supplémentaires à la rentrée de septembre 2024 ;
- De préparer les modalités de généralisation des conseils de crèche à partir de septembre 2025.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269303-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Petite enfance et Place de l'enfant dans la Ville

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Jacques DOMERGUE, Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Mise en œuvre du Service Montpelliérain de la Petite Enfance - Renforcement de l'égalité des droits et des chances, soutien à la parentalité et déploiement d'une politique volontariste en santé environnementale - Etat d'avancement - Présentation

Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Sur les fondements de la délibération adoptée en décembre 2023, la Ville de Montpellier est pleinement engagée dans la construction du service montpelliérain de la petite enfance avec la perspective d'une prise de compétence comme « *Autorité Organisatrice de l'offre d'accueil du jeune enfant* » à la date du 1^{er} janvier 2025 (L. 451-2 du Code de l'action sociale et des familles). Dans cet objectif elle peut s'appuyer sur les axes stratégiques du projet de mandat ainsi que sur les orientations définies dans le cadre du Projet Educatif de la Petite Enfance qui prévoient le renforcement de la qualité, le développement de l'offre, la promotion de l'égalité des droits et des chances, un renforcement des actions en faveur de l'inclusivité et du soutien à la parentalité, la co-construction d'actions éducatives et la participation des parents à la vie des établissements d'accueil du jeune enfant.

La présente délibération vise à faire un point d'avancement des grands chantiers lancés par la Collectivité dans la construction de ce service montpelliérain de la petite enfance

I. Le lancement d'une stratégie globale d'information des familles, prélude du futur guichet unique

La Ville de Montpellier, dans le cadre du déploiement du service public montpellierain de la Petite Enfance, a souhaité revisiter et améliorer sa stratégie d'information des familles. Fort de son expérience passée, le Pôle Petite Enfance, dans ce domaine essentiel, pour capter parents et futurs parents, a organisé dès le mois de décembre 2023 des réunions d'information aux familles sur différents quartiers de la Ville. Cette initiative « *d'aller vers* » chaque famille, au cœur des quartiers, pour les informer et les accompagner vers un accueil universel, traduit une volonté de mettre en place à l'avenir « *un guichet unique* » en s'appuyant sur les 8 Relais Petite Enfance (RPE).

Du 4 au 22 décembre 2023, ce sont plus d'une dizaine d'actions qui ont été menées sur les quartiers Mosson-Cévennes, avec comme point d'orgue la journée du 7 décembre à la Maison pour Tous (MPT) Léo-Lagrange. Durant cette période, les séances ont été bâties avec la participation active et importante des partenaires associatifs et institutionnels. Cela a permis notamment de présenter aux familles :

- Les missions de la Direction de la Protection Maternelle et Infantile (DPMI) ;
- Le rôle de soutien des mères en parcours d'alphabétisation par la micro-crèche les Fabulettes ;
- Les programmes d'insertion proposés par Adages et le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) dans le difficile retour à l'emploi pour des familles monoparentales au Revenu de solidarité active (RSA) Socle ;
- L'offre d'accueil, d'aide à la parentalité dans les quartiers avec la rencontre et la présence de gestionnaires ;
- Des journées porte-ouverte et café des parents ;
- Des conférences sur le danger des écrans chez les tout-petits.

En cette occasion, il a été également proposé aux assistantes maternelles, aux familles des temps culturels avec l'itinérance de dispositifs « *mille formes* » en prêt du centre Georges-Pompidou et des séances de lecture et comptines avec une association Relais et Médiathèque.

Ce programme riche et divers, orchestré par les composantes du Pôle Petite Enfance a été dupliqué sur d'autres quartiers de la ville selon le planning suivant :

- En janvier quartiers Croix d'Argent / Val de Croze ;
- En février quartiers Port Marianne / Près d'Arènes ;
- En mars quartiers Centre-Ville / Aiguelongue.

L'idée directrice de ce déploiement est qu'à terme un dialogue, un entretien personnalisé puisse être proposée à chaque famille avant l'entame de toutes démarches.

A partir de l'automne 2024, cette approche sera reconduite dans le cadre d'une stratégie multicanal :

- Réunion d'information des familles à l'Hôtel de Ville et dans les différents quartiers (à partir des RPE et des MPT) ;
- Expérimentation de webinaire d'information pour capter les publics attachés aux échanges numériques ;
- Lancement de nouvelles séquences d'information, notamment à l'occasion du prochain festival de l'éveil des tous petits, sur les sujets d'appui à la parentalité et de prévention de la surexposition aux écrans ;
- Dynamisation du site internet et réalisation de supports vidéos et numériques pour valoriser l'accueil en RPE, en crèches et le déploiement du « *guichet unique* ».

II. Une politique en santé environnementale volontariste

Afin d'offrir un service public de qualité et égalitaire, le Pôle Petite Enfance depuis janvier 2024 déploie la fourniture des gouters sur l'ensemble des crèches qui n'en bénéficiaient pas jusqu'alors, sur les 8 crèches concernées (Pitchot Nanet, Europa Assas, Chats Bottés, Chamson, Mary Poppins, Oustal dou Caganis, la Coupole et Maison des enfants), 2 sont désormais livrées en goûter (La coupole, Mary Poppins) et une en liaison froide complète (repas et gouters pour Maison des Enfants).

La livraison des 5 crèches restantes se déploie selon le rétro planning défini jusqu'en décembre 2024. Deux crèches (Pitchot Nanet, et les Chats bottés) seront livrées en goûter à partir de fin Juin, et passeront en liaison froide complète dès septembre 2024. Une crèche (Europa Assas) passera également en livraison de gouters en fin juin 2024.

Pour ce qui concerne la livraison des repas, 5 crèches n'en sont pas encore pourvues, car elles nécessitent des travaux dans les cuisines existantes. Une étude de faisabilité est en cours avec pour objectif de livrer l'ensemble des crèches d'ici la rentrée 2025.

Au-delà de l'égalité de traitement des familles, fournir les repas et gouters à l'ensemble des crèches permet à chaque enfant accueilli de bénéficier de repas équilibrés, variés et sains, tout en favorisant la santé environnementale en luttant contre les perturbateurs endocriniens. Les menus élaborés comportent au minimum 50% d'aliments biologiques. Les fournisseurs retenus par la Ville de Montpellier s'engagent à respecter des denrées issues du commerce équitable, de produits locaux et de saison. Les menus des établissements bénéficiant d'une liaison froide sont livrés dans des barquettes sans bisphénol, phtalate, chlore, métaux. Des nouveaux contenants encore plus respectueux de la santé sont prévus pour l'année 2025.

La démarche du Pôle Petite Enfance en matière de lutte contre les perturbateurs endocriniens se traduit aussi par le déploiement d'une démarche écoresponsable à travers de multiples projets et actions en lien avec les autres Pôles de la Ville :

- Tri sélectif au sein des crèches et lutte contre le gaspillage alimentaire ;
- Achat progressif de vaisselles en verre, porcelaine ou inox ;
- Mise en test de technique de nettoyage des locaux sans produits d'entretien dans plusieurs crèches ;
- Désimperméabilisation et végétalisation des cours ;
- Etude annuelle sur l'impact des ondes radios dans les crèches ;
- Entrée dans le réseau Ecolocrèche – Labelvie pour 5 crèches et 1 RPE ;
- Accompagnement dans le diagnostic du fonctionnement de 2 crèches pilotes par la société Primum engagée dans la lutte contre les perturbateurs endocriniens ; qui accompagne aussi la Ville pour intégrer des achats plus responsables dans les marchés publics notamment sur les produits d'entretien, les jeux, jouets et meubles ;
- Expérimentation d'une crèche de semi-plein air pour la prochaine crèche issue de la fusion des deux établissements Coquelicots et Boutons d'Or ;
- Participation du Pôle Petite Enfance au laboratoire ville à hauteur d'enfants ;
- Intégration au réseau 100 jours Occitanie ;
- Participation volontaire à l'élaboration d'une boîte à outils de prévention primaire, secondaire et tertiaire sur les violences sexuelles et sexistes pour les enfants de moins de 5 ans en collaboration avec le CHU de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de l'avancée des chantiers dans le cadre de la mise en œuvre du Service Montpelliérain de la Petite Enfance ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-270992-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Petite enfance et Place de l'enfant dans la Ville

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Jacques DOMERGUE, Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Mise en œuvre du Service Montpelliérain de la Petite Enfance - Critères d'attribution des places en crèches municipales - Évaluation de la phase expérimentale - Approbation

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier gère actuellement l'attribution de plus de 1 570 places proposées par les crèches municipales en régie, en délégation de service public et par les crèches partenaires qu'elle finance, et dont le mode de gestion varie : gestion privée avec réservation de places et gestion associative dans le futur avec la mise en place progressive des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM). L'ensemble de ces places est attribué à partir d'une grille de cotation établissant des règles identiques posées par la Ville, dans le cadre de commissions d'attribution se tenant en avril ou au fil de l'eau tout au long de l'année.

La Ville de Montpellier expérimente depuis 2023 (délibération d'avril 2023) de nouvelles règles d'attribution qui visent à :

- Faire des crèches des lieux d'inclusion sociale et agir pour l'égalité des chances dès les premiers pas ;
- Favoriser l'intégration en milieu ordinaire des enfants en situation de handicap ;
- Soutenir l'accès à la crèche des enfants issus des familles modestes et de la classe moyenne ;
- Soutenir l'emploi ainsi que le retour à l'emploi ;
- Promouvoir l'égalité femmes-hommes ;
- Favoriser la mixité sociale dans tous les quartiers de la ville ;
- Accompagner les parentalités.

A cet effet, la Ville a approuvé une grille de cotation expérimentale, sous la forme de barèmes de points cumulatifs. La Ville de Montpellier a de surcroît fait le choix de rendre cette grille totalement transparente, annexée au règlement de fonctionnement des crèches et mise à disposition de toutes les familles. Pour mémoire, ces nouvelles règles d'attribution de places s'articulent autour de 4 principes :

- Une cotation des demandes établie à partir de différents critères, dont celui du revenu ;
- Une étude prioritaire par les assistants de service social par rapport à des situations particulières ;
- La prise en compte des capacités réelles d'accueil de chaque établissement, afin de garantir un accueil de qualité ;
- Une régulation des places attribuées visant à rompre la reproduction des inégalités sociales et à préserver la mixité sociale.

La délibération du Conseil municipal approuvée en avril 2023 posait le principe d'une évaluation de l'impact de cette réforme et la présentation d'un bilan de cette expérimentation. Ce bilan confirme que les effets induits par les nouvelles règles correspondent largement aux objectifs assignés :

1 – Faire des crèches des lieux d'inclusion sociale et agir pour l'égalité des chances dès les premiers pas

Deux mesures d'importance permettent d'atteindre cet objectif :

- a) Un suivi et une organisation efficiente et rapide par un assistant de service social chargé d'analyser les situations familiales les plus délicates. Des entretiens approfondis sont proposés aux familles et, après l'accord de ces dernières, avec les acteurs sociaux qui les accompagnent. Lors des commissions plénières de 2024, ce sont 51 dossiers en priorité sociale qui ont été validés soit 91% des familles concernées. Ces données sont en hausse constante depuis 2022 (85% en 2023 et 77% en 2022) ;
- b) Des places réservées dans le cadre du plan pauvreté en collaboration étroite avec le Département. La quasi-totalité des quartiers de la ville est désormais concernée par cette mesure et la Ville a procédé en 2023 au doublement des places affectées aux orientations prioritaires de la Protection Maternelle et Infantile (PMI) dans le cadre du plan pauvreté (8 places).

2 – Favoriser l'intégration en milieu ordinaire des familles confrontées au handicap

La mise en place en 2024, en amont de la commission plénière, d'un Comité Santé et Handicap, a permis d'étudier et de garantir un accueil pour 17 enfants porteurs de handicap (100% d'admissions). Le rôle des référents santé et accueil inclusif dans ce dispositif est primordial. Il permet d'échanger avec les familles et les professionnels de santé sur, d'une part, l'organisation familiale et, d'autre part, sur les besoins spécifiques d'accueil. L'objectif de cette mesure est d'également favoriser le meilleur accueil et par conséquent tenir compte des contraintes objectives des établissements.

En tenant compte du handicap dans les familles, fratrie, parents, ce sont 34 demandes validées en 2024 avec un taux d'admission moyen de 72%. Par comparaison, ce taux n'était que de 68% en 2023 et 32% en 2022).

3 – Soutenir l'accès à la crèche des enfants issus des familles actives modestes et de la classe moyenne, dont les revenus rendent difficile le recours à une assistante maternelle ou à une crèche privée en mode prestation d'accueil du jeune enfant (Paje)

L'attribution des places en crèche se fait sur la base du nombre de points affectés à chaque dossier. La grille de cotation a été restructurée en profondeur, avec notamment l'introduction d'un critère sur le revenu, en expérimentant des tranches de ressources en adéquation avec la tarification Caisse Nationale d'Allocations Familiales (CNAF). Cinq tranches ont ainsi été définies, affectant entre 10 et 50 points, auxquels s'ajoutent 60 points lorsque le ou les parents sont en activité, visant ainsi à porter une attention particulière aux familles modestes actives, ainsi qu'aux familles de la classe moyenne.

L'analyse des dossiers étudiés et des dossiers acceptés lors des commissions montre que les objectifs sont plutôt bien atteints, car ce calcul favorise les tranches les plus basses couplées avec le ou les parents en activité. A titre indicatif, le tarif horaire moyen des familles accueillies sur les établissements municipaux passe de 1,87 € en 2022 à 1,80 € en 2024.

4 – Soutenir l'emploi et le retour à l'emploi, et promouvoir l'égalité femmes-hommes

Cette modalité d'attribution de points permet de mieux prendre en compte le statut de demandeur d'emploi. Il en est de même pour les formations qualifiantes qui ont été intégrées dans l'activité. Ce soutien au retour à l'emploi est aussi une manière de soutenir l'emploi féminin.

L'analyse détaillée des dossiers acceptés lors des commissions d'avril 2023 et avril 2024 montre que plus de 75% des dossiers acceptés ont été déposés par des familles dont les deux parents (ou le parent en cas de monoparentalité) travaillent, sont étudiants ou en formation.

Par ailleurs, la commission d'attribution 2024 a permis de mieux prendre en compte les agents Ville/Métropole/CCAS, ainsi que les métiers en tensions (professions hospitalières, métiers de la sécurité...) avec respectivement 65% d'admission pour les premiers et 44% pour les seconds. Une partie significative des demandes, actuellement en liste d'attente, devraient avoir une réponse positive d'ici au mois de septembre.

5 – Accompagner les parentalités

- a) Soutenir la monoparentalité : une attention forte est portée aux situations de monoparentalité avec l'attribution de 10 points, auxquels s'ajoutent 20 points supplémentaires lorsque le parent est isolé, sans le soutien de l'autre parent, et cela quelle que soit sa situation professionnelle. L'analyse des résultats des commissions depuis 2022 montre que le taux d'admission moyen est passé de 40% à 60%. Cette année, ce sont près de 153 dossiers (admissions et listes complémentaires) qui ont été validés par les commissions plénières ;
- b) Soutenir la jeune parentalité : la Ville souhaite soutenir la jeune parentalité en attribuant 30 points supplémentaires aux familles dont un parent est mineur. Cela leur garantit un accueil, car, pour la plupart du temps, le jeune parent est encore dans un cursus scolaire.

En conclusion, les effets de cette réforme sont plutôt concluants et tiennent les objectifs premiers. La double finalité des crèches est respectée à savoir permettre aux parents de jeunes enfants de concilier vie professionnelle, vie familiale, vie sociale et vie personnelle, mais aussi favoriser l'épanouissement et le développement physique, psychique, affectif, cognitif et social des tout-petits en se tournant prioritairement vers ceux qui en tireront le plus grand bénéfice.

NB : les taux d'admissions des publics prioritaires au regard de la grille de cotation doivent être interprétés au regard du taux moyen d'admission qui se situe à 33% à l'issue des commissions d'attribution d'avril et à environ 66% au début du mois de septembre, après réduction naturelle d'une partie de la liste d'attente.

Au final, l'expérimentation d'une grille de cotation, depuis 2023, a permis d'atteindre les objectifs définis dans le cadre du projet de mandat avec un accueil dans les crèches municipales représentatif de la sociologie de la population de la ville, tourné vers une plus grande mixité et inclusivité et permettant d'assurer le développement des tout-petits en luttant contre les inégalités de destin.

Au regard de ce bilan, il est proposé de pérenniser ces règles d'attribution et continuer néanmoins d'observer

les effets de cette réforme sur plusieurs exercices, afin d'adapter si nécessaire la grille de cotation. A ce titre, une réflexion est menée actuellement avec les crèches associatives sur la fratrie, dont un enfant est déjà accueilli, et il est proposé d'introduire l'attribution d'un score de 10 points supplémentaires dans le cadre d'une demande d'accueil de fratrie.

Avec l'intégration progressive des crèches associatives, il est également envisagé d'introduire progressivement une sectorisation de l'offre et des besoins (expressions des vœux par secteur géographique).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de l'évaluation des nouvelles règles d'attribution des places en crèches municipales ;
- D'approuver la grille de cotation consolidée 2024, notamment le principe d'une attribution de 10 points dans le cadre de l'accueil de fratries ou de famille d'enfants âgés de 3 ans et moins en attente de places ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Grilles attribution 2024

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
034-213401722-20240711-270818-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Petite enfance et Place de
l'enfant dans la Ville**

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Jacques DOMERGUE, Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Réalisation d'un Relais Petite Enfance dans le quartier Val de Croze - Convention
de co-maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat -
Approbation - Autorisation de signature**

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Le développement de nouvelles places de crèches constitue un enjeu majeur de la Ville de Montpellier car il contribue à répondre aux besoins croissants de sa population, aux objectifs de cohésion sociale et à l'attractivité de son territoire. Forte de ce constat, la Ville a fixé pour objectif de mandat la création de 300 places d'accueil supplémentaires à travers des projets de construction ou d'extension de crèches.

En complément de cette action orientée vers l'accueil collectif, la Ville entend aussi contribuer à soutenir et redynamiser le potentiel d'accueil individuel qui représente près de la moitié de son offre d'accueil totale. Pour ce faire, il est essentiel de renforcer l'action des Relais Petite Enfance (RPE) par l'accroissement de leur nombre, l'amélioration de la qualité de fonctionnement des plus anciens et la réorganisation territoriale des huit relais existants afin d'être au plus près des besoins de la population concernée.

Ainsi, depuis septembre 2022, la couverture du territoire délimité par les sous-quartiers la Chamberte, Pas du loup et la Martelle a été attribuée au RPE « *Antigone 2* », initialement positionné en dédoublement du RPE « *Antigone 1* » situé dans le quartier Centre. L'enjeu consiste donc aujourd'hui à relocaliser le fonctionnement de ce RPE au sein de son nouveau périmètre d'intervention. La solution a été trouvée par l'acquisition d'un local spacieux en pied d'immeuble d'ACM, sur la place de Chine, dans le secteur Val de Croze. Le futur local fera face à une station d'arrêt de la 5ème ligne du tramway et offrira notamment deux

bureaux, une salle d'activité spacieuse, une pièce pour le personnel et des sanitaires adaptés aux enfants. Une terrasse couverte sera aussi mise à disposition privative du RPE.

La vocation de ce RPE, renommé « *Val de Croze* », est diverse :

- En direction des parents, il informe sur l'ensemble des modes d'accueil individuels et collectifs existants sur la commune et peut les orienter vers des modes d'accueil spécifiques correspondant à des besoins particuliers (horaires atypiques, handicap, ...). Il délivre aussi une information générale en matière de droit du travail et oriente vers des interlocuteurs privilégiés ;
- En direction des assistants maternels (Assmats) et des enfants, le RPE informe sur les aspects liés aux métiers, notamment ceux dédiés à l'accueil individuel. Il délivre aussi une information générale en matière du droit du travail et oriente vers des interlocuteurs privilégiés. Enfin, il propose un cadre de rencontres et d'échanges de pratiques professionnelles et des animations ouvertes principalement aux Assmats et aux enfants dont ils ont la garde. De surcroît, il mène des actions favorisant la formation continue des Assmats.

Le second bureau sera dédié au guichet unique, ouvert à toutes les familles et permettant de faciliter les démarches afin de garantir une information complète et fiable ainsi qu'un accompagnement adapté.

Compte tenu de l'inscription du projet dans une rénovation d'ensemble des résidences ACM du quartier, la Ville et ACM Habitat ont décidé de confier la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du RPE à ACM Habitat dans le cadre d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage. En effet, le Code de la commande publique dispose en son article L. 2422-12 que « *lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage mentionnés à l'article L. 2411-1 [...], ceux-ci peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme* ». Au vu de ces éléments, il est convenu que la Ville transfère temporairement sa maîtrise d'ouvrage à ACM Habitat uniquement pour la réalisation de l'immeuble destiné à accueillir le RPE ainsi que l'espace extérieur (terrasse).

Le coût total de l'opération RPE est estimé à 521 418 € TTC, dont 260 000 € pour l'acquisition du foncier et 200 000 € HT pour la réalisation du RPE, travaux objet de la convention de co-maîtrise d'ouvrage avec ACM. La Caisse d'Allocations Familiales sera sollicitée pour une subvention d'investissement qui sera perçue par la Ville à l'issue de la réalisation du RPE. De plus, ce RPE se situant dans un quartier politique de la Ville, il est envisagé de solliciter une dotation Politique de la Ville.

Afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'autoriser ACM Habitat à déposer toute demande d'autorisation d'urbanisme nécessaire à la réalisation des travaux. A l'issue de l'opération, le transfert de propriété d'ACM Habitat à la Ville de Montpellier de la partie d'ouvrage constituant le RPE interviendra par la réitération d'un acte authentique, au terme de la réalisation par ACM Habitat d'un Etat de Division en Volumes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la réalisation d'un nouveau RPE dans le quartier Val de Croze en remplacement du RPE Antigone 2 (relocalisation) ;
- D'approuver les termes de la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat pour la réalisation de cet équipement ;
- D'autoriser ACM Habitat à solliciter les autorisations d'urbanisme nécessaires à la réalisation des travaux auprès des services compétents ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Abdi EL KANDOSSI, Mme Julie FRÊCHE, M. Philippe SAUREL, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION CO MOA RPE_ACM-Montpellier.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-270793-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Petite enfance et Place de l'enfant dans la Ville

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Jacques DOMERGUE, Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Appel à projets à l'attention des gestionnaires à but non lucratif d'établissements d'accueil du jeune enfant pour la mise à disposition des futurs locaux d'une crèche dans le quartier de la Pompignane - Lancement - Approbation

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a souhaité faire de la Petite Enfance une politique publique prioritaire afin de réaliser le projet de ville à hauteur d'enfants et de développer et soutenir une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains. Cette ambition passe par la mise en œuvre d'une politique d'accueil du jeune enfant qui doit pouvoir répondre aux impératifs de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et tendre vers le principe d'universalité en assurant à chaque famille l'opportunité de pouvoir trouver une offre d'accueil adaptée pour leur(s) enfant(s) et à lutter contre les inégalités sociales et la pauvreté des enfants.

Aujourd'hui, le territoire communal propose une offre d'accueil qui repose avant tout sur un réseau municipal, fort de 30 établissements, représentant à elle seule 50% de l'offre totale d'accueil collectif du territoire. Cependant, celle-ci restant insuffisante au regard des besoins croissants de la population du territoire, le développement de nouvelles places de crèches constitue donc un enjeu primordial pour la Ville. C'est pourquoi, elle a d'ores et déjà programmé la construction de nouvelles crèches, avec l'objectif de créer 300 nouvelles places d'ici 2026. Parmi ces nouvelles structures, une crèche sera livrée en juin 2026 dans le quartier de la Pompignane.

Afin de compléter et diversifier l'offre d'accueil proposée aux familles Montpelliéraines, la Ville a posé, dans la délibération cadre du 11 décembre 2023 portant création du Service Montpelliérain de la Petite Enfance, le principe d'un soutien renforcé au service public municipal et aux acteurs associatifs gestionnaires de Services Sociaux d'Intérêt Général afin garantir une offre de qualité. La collectivité

souhaite ainsi proposer les futurs locaux de la crèche située dans le secteur de la Pompignane à un gestionnaire associatif dans le cadre d'une procédure d'appel à projets. Le lancement de cet appel à projets permettra d'identifier, sur la base de différents critères, un acteur à but non lucratif (association, organisme mutualiste...) engagé et en capacité de gérer un établissement dans ces locaux.

Plus précisément, la Ville de Montpellier soutiendra, dans le strict respect de ses compétences, un acteur souhaitant développer un projet d'accueil du jeune enfant s'apparentant à un Service Social d'Intérêt Général dans le quartier de la Pompignane, par la mise à disposition des locaux de cette future crèche, d'une capacité d'accueil de 48 berceaux avec une surface de plancher de 794 m².

Pour cela, les projets proposés devront, en conformité avec les textes relatifs à la petite enfance en vigueur, prendre en considération les enjeux suivants :

1. La prise en compte des enjeux spécifiques du territoire en cohérence avec les objectifs généraux de la Convention Territoriale Globale (CTG) signée par la Ville de Montpellier et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault, en s'adaptant aux attentes particulières des familles et aux besoins des enfants accueillis notamment en ce qui concerne les horaires d'ouverture et de prise en charge des enfants ;
2. L'accueil et l'accompagnement épanouissant des jeunes enfants à partir de 10 semaines et possiblement jusqu'à 6 ans pour les enfants à besoins spécifiques ;
3. La participation active des familles à la vie de l'établissement ;
4. La participation de l'établissement à l'animation de la vie sociale et culturelle locale ;
5. La mise en place d'une politique d'attribution des places prenant en compte la capacité contributive et la situation des familles, notamment les enjeux d'inclusion et de mixité définis dans la CTG ;
6. La sensibilisation des enfants et de leurs familles aux enjeux de la transition écologique.

Au regard de la pertinence du projet retenu, la Ville se réserve le droit de formaliser ses relations avec le candidat retenu à travers une convention de mise à disposition des locaux ainsi qu'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens pour soutenir le fonctionnement de son activité. A ce titre, le candidat retenu pourra solliciter, pour chaque année, l'attribution d'une aide au fonctionnement tant pour l'accueil des petits montpelliérains que pour la mise en œuvre de son projet éducatif, sous réserve du vote du budget municipal et de l'évaluation annuelle du projet déposé.

Les principales caractéristiques de l'appel à projets sont les suivantes :

1. Critères d'éligibilité pour candidater :

- Être une personne morale (association loi 1901, fondations, groupement d'intérêt public, mutuelle privée non lucrative ...) ;
- Adhérer au principe de la Prestation de Service Unique dont les nouvelles dispositions figurent dans les circulaires n°2014-009 du 26 mars 2014 et n°2019-005 du 5 juin 2019 ;
- Présenter un dossier complet dans le respect du calendrier prévu dans le présent appel à projets.

2. Critères de sélection des projets :

- La prise en compte du cadre réglementaire et des valeurs définies dans les documents de référence au niveau national et local, en matière de politiques familiales. La conformité et la cohérence du projet avec les objectifs et orientations du Projet Educatif Petite Enfance de la Ville seront notamment appréciées ;
- La présentation d'un projet de qualité, garant d'un accueil inclusif, y compris celui des enfants à besoins spécifiques, pouvant être évalué au moyen d'outils de pilotage d'activité ;
- La cohérence et la qualité de l'encadrement et de la composition d'équipe ;
- La transparence des modalités d'attribution des places, au regard de la capacité contributive et de la situation des familles, ainsi que la volonté d'intégrer le guichet unique proposé par la Ville ;
- La présentation d'un modèle de gouvernance démocratique, participative et ouverte, respectant les valeurs de la laïcité et favorisant l'égalité femme-homme ;
- La pérennité du modèle économique du projet d'occupation.

3. Calendrier prévisionnel :

- Lancement de l'avis d'appel à projets : été 2024 ;
- Date limite de transmission des candidatures : 30 octobre 2024 ;
- Choix du candidat retenu (après audition et classement par un jury) : 1^{er} trimestre 2025 ;
- Ouverture prévisionnelle de la crèche du secteur Pompignane : juin 2026.

La publicité de cet appel à projets sera diffusée sur le site internet de la Ville et les dossiers seront étudiés par un jury d'examen des candidatures.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le lancement de l'appel à projets à l'attention des gestionnaires à but non lucratif d'Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant pour la mise à disposition des futurs locaux de la crèche située dans le secteur de la Pompignane ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 43 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Julie FRÊCHE, M. Philippe SAUREL, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avis d'appel à projet crèche Pompignane

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-270871-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Petite enfance et Place de l'enfant dans la Ville

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Jacques DOMERGUE, Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Conventions Pluriannuelles d'Objectifs et de Moyens (CPOM) entre la Ville de Montpellier et les associations gestionnaires de structures Petite Enfance - Approbation - Autorisation de signature

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a souhaité faire de la Petite Enfance une politique publique prioritaire afin de réaliser le projet de Ville à hauteur d'enfant et de développer et soutenir une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains. Cette ambition passe par la mise en œuvre d'une politique d'accueil du jeune enfant qui doit pouvoir répondre aux impératifs de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et tendre vers le principe d'universalité en assurant à chaque famille l'opportunité de pouvoir trouver une offre d'accueil adaptée pour leur(s) enfant(s) et à lutter contre les inégalités sociales et la pauvreté des enfants.

Acteur majeur, au côté du service public municipal, de cette politique ambitieuse, le secteur associatif et mutualiste à but non lucratif constitue depuis longtemps une composante essentielle de l'accueil de la petite enfance sur le territoire montpelliérain. Soucieuse de préserver et de dynamiser cette offre associative, la Ville entend renforcer son partenariat avec les acteurs associatifs et créer avec eux un « *Service Montpelliérain de la petite enfance* » autour de valeurs et de principes d'actions librement partagés. Cette inflexion importante repose sur la reconnaissance des missions d'intérêt général portées par le tissu associatif, la réponse à des besoins spécifiques et le soutien aux initiatives innovantes en faveur des familles montpelliéraines.

Ainsi, par délibération du 11 décembre 2023 portant création du Service Montpelliérain de la Petite Enfance,

le Conseil municipal a autorisé le principe et le déploiement d'un partenariat renforcé avec les gestionnaires associatifs de structures petite enfance s'appuyant sur de nouvelles Conventions Pluriannuelles d'Objectifs et de Moyens (CPOM). Concrètement, ce nouveau conventionnement se substitue aux précédentes conventions passées avec les crèches associatives et dont le soutien financier de la collectivité portait uniquement sur l'activité (1€10 par heure facturée). Cette « *contractualisation* » pluriannuelle et adaptée à chaque association permet ainsi de combiner le financement à l'activité déjà existant et un financement complémentaire permettant d'accompagner les projets associatifs qu'elles ont librement définis dans le champ de la petite enfance en cohérence avec les objectifs généraux de la Convention Territoriale Globale signée par la Ville de Montpellier et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault. Elle vise ainsi à soutenir les acteurs à but non lucratif engagés dans la mise en œuvre de Services Sociaux d'Intérêt Général et investis dans des enjeux spécifiques (inclusion, mixité sociale, lutte contre les inégalités, soutien aux familles monoparentales isolées, renforcement de la prévention et du soutien à la parentalité, développement de l'offre d'accueil...). La Ville entend ainsi contribuer à la qualité, au maintien et au développement de l'offre associative.

De la signature de chaque CPOM découlera un dialogue de gestion annuel entre la Ville et l'association afin de prendre en compte la situation générale et la mise en œuvre des projets, mais également de déterminer le montant annuel du financement complémentaire. La présente délibération vise à autoriser la signature de CPOM avec les trois associations gestionnaires des établissements d'accueil du jeune enfant suivantes :

- Association culturelle et sociale du Polygone ;
- Association Gammes ;
- Association UDAF.

Au-delà du financement proposé pour l'année 2024 et pour assurer une certaine visibilité aux associations sur le court et moyen terme, les montants des subventions allouées sont inscrits, à titre indicatif, dans des budgets prévisionnels annexés aux CPOM, sur une période de trois ans. Les subventions seront versées aux associations selon les modalités prévues dans les CPOM, sous réserve du vote du Budget Primitif et des crédits afférents.

Pour 2024, les financements prévus pour chacune des 3 associations listées ci-dessus sont énoncés ci-après :

➤ Association culturelle et sociale du Polygone :

EAJE	Nombre de places	Subvention (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
Mill' & un Lutins	47	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1,2, 3 et 4 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité : organisation d'espaces temps individualisés, soutien renforcé des familles en situation de précarité sociale ; - Projet de crèche « <i>hors les murs</i> » avec la mise en place d'un partenariat avec la ferme urbaine collaborative située à proximité de la crèche ; - Handicap et inclusion : sensibilisation et formation des équipes, accompagnement individuel, aménagement de temps de travail concertés... ; - Eveil artistique et culturel : sorties régulières, interventions musicales 1/semaine, participation au festival de l'éveil. 	19 975 €

A la suite de la déclaration d'un péril sur le bâtiment, la crèche a été contrainte de fermer et d'arrêter brutalement son activité en décembre 2022. Aujourd'hui, l'association a trouvé une solution de relogement

dans de nouveaux locaux, à réaménager entièrement, au sein du quartier du Millénaire. La réouverture est prévue pour le dernier trimestre 2024. Compte tenu des enjeux spécifiques liés à cette réouverture, il est proposé un accompagnement complémentaire à la CPOM sous forme d'une subvention exceptionnelle de fonctionnement d'un montant de 60 000€ sous réserve de la confirmation d'ouverture de la crèche.

EAJE	Nombre de places	Nature de la subvention	Montant 2024
Les Mill'&un Lutins	47	Subvention exceptionnelle de fonctionnement	60 000 €

➤ Association Gammes :

EAJE	Nombre de places	Subvention horaire (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
La Marelle	10	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité avec le développement de lieux ressources, l'organisation d'action de prévention santé et de cafés des parents ; - Enjeux spécifique : accueil des enfants des familles en grandes difficultés sociales hébergés et accompagner dans le cadre des autres dispositifs de l'association ; - Qualité d'accueil : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Pour les repas recours à des prestataires locaux et à des produits biologiques ; ▪ Démarche écoresponsable avec la mise en place du tri sélectif et du recyclage ; ▪ Développement d'actions culturelles (musée...) ; ▪ Pôle dédié à la qualité de vie au travail. 	13 000 €

➤ Association UDAF :

EAJE	Nombre de places	Subvention horaire (1€10/h. facturée)	Subvention forfaitaire	
			Enjeux spécifiques développés	Montant 2024
Costebelle	31	X	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration du Guichet unique sur la base des paliers 1 et 2 dès 2024 ; - Soutien à la parentalité : accompagnement et accueil des mamans du Centre Bouissonade / organisation de café des parents... - Qualité d'accueil : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement de la qualité d'accueil contrôle de la qualité de l'air (norme ISO 9001 et 26000) ▪ Sensibilisation à la biodiversité ▪ Formation des personnels ▪ Développement d'activité culturelles (Musée, médiathèque...) ▪ Sorties: ateliers motricité, écolo thèque... 	20 150 €

Les modalités du financement municipal de ces actions ainsi que les obligations des gestionnaires associatifs sont précisées dans les CPOM. Elles sont conclues pour une durée de 3 ans soit du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026 et abrogent les conventions de partenariat précédemment conclues entre la Ville et ces associations.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le montant de la subvention à 1,10 €/heure facturée pour le soutien de l'activité des trois associations ; le montant des subventions à verser au titre de l'année 2024 au profit de l'Association Culturelle et Sociale du Polygone, l'Association Gammes et l'Association UDAF ; le montant de la subvention exceptionnelle au profit de l'Association Culturelle et Sociale du Polygone ;
- D'approuver les termes des trois conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens pour la période 2024-2026 entre la Ville de Montpellier et l'Association Culturelle et Sociale du Polygone, l'Association Gammes et l'Association UDAF, et de la convention d'attribution de la subvention exceptionnelle ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Mylvia HOUGUET, M. Yvan NOSBE.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CPOM UDAF 2024-2026.doc
- CPOM Mill'&un Lutins 2024 -2026.doc
- CPOM La Marelle 2024-2026.doc

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Petite enfance et Place de
l'enfant dans la Ville**

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Jacques DOMERGUE, Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Chorégraphie et petite enfance - Convention cadre de partenariat entre la Ville de
Montpellier, le Centre Chorégraphique National de Montpellier et la Compagnie
Satellite - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Le protocole d'accord interministériel de mars 2016 pour l'éveil artistique et culturel des jeunes enfants invite les gestionnaires d'établissements d'accueil du jeune enfant et les structures culturelles à s'engager, ensemble, dans un parcours d'éducation artistique. Par ailleurs, dans le cadre de sa politique petite enfance, la Ville de Montpellier est déjà largement impliquée dans cette orientation de sensibilisation artistique et culturelle en offrant un panel d'ateliers aux enfants accueillis dans les établissements municipaux. De plus, parce que l'éveil artistique et culturel du jeune enfant est un enjeu essentiel dans la construction et le développement de l'enfant, la Ville de Montpellier l'a également inscrit dans l'un de ses quatre axes structurant de son Projet Educatif Petite Enfance.

Dans cette perspective, la Ville et le Centre Chorégraphique National de Montpellier (CCNM) ont conçu en 2018 un premier projet de partenariat innovant et précurseur qui consistait à proposer aux enfants des crèches, accompagnés de leurs parents, des ateliers et des moments d'échanges autour de la danse, en lien avec divers partenaires culturels du territoire. Ce premier partenariat associait la Ville, le CCNM et la Compagnie Action d'Espace. La convention étant arrivée à son terme le 31 décembre 2023 et au regard de son succès, il a été décidé de poursuivre ce partenariat avec une nouvelle compagnie de danse, la Compagnie Satellite.

Ce nouveau partenariat consiste à proposer aux établissements, et notamment ceux concernés par les publics des quartiers politique de la Ville :

- La réalisation d'ateliers dansés dans les établissements municipaux et associatifs d'accueil du jeune enfant, en présence des parents ;
- Des demi-journées de formation de sensibilisation à la danse pour les professionnels des établissements engagés dans le projet ;
- Des rencontres artistiques, intitulées « *dialogues* », qui constituent un espace de création autour de la danse, de la pratique de spectateur, auxquels sont conviés les enfants avec leurs parents. Ces « *dialogues* » peuvent associer des partenaires culturels volontaires tels que le Musée Fabre, le MOCO Panacée, le réseau des Médiathèques de la Métropole ou encore l'Opéra Orchestre National Montpellier Occitanie ;
- La participation d'un photographe pour documenter et valoriser le projet.

Les objectifs de ce projet sont également :

- D'initier les jeunes enfants à l'éveil artistique et culturel, pour tous les publics et notamment pour les enfants les plus éloignés des structures culturelles avec une volonté de mixité sociale et d'égalité d'accès ;
- De développer les compétences des professionnels de la petite enfance pour accompagner les « *tout-petits* » dans leurs capacités à « *bouger, chanter, lire, danser* » ;
- De permettre aux professionnels et aux parents de porter un nouveau regard sur les enfants et sur leurs compétences ;
- De favoriser la rencontre entre les professionnels de la petite enfance et les artistes autour d'une structure culturelle ;
- De renforcer et travailler la relation avec les parents à travers ce vécu partagé.

Il est à noter que dans le cadre de ce partenariat, le CCNM s'engage à coordonner et solliciter les financements nécessaires auprès des différents partenaires mobilisés tels que le Pôle Culture de la Métropole, la DRAC, la CAF de l'Hérault ou encore tout autre opérateur financier concerné. Pour sa part, la Ville contribue financièrement à ce projet en versant une participation annuelle dont le montant est proportionnel au nombre d'établissements engagés dans le projet (500 € TTC par établissement).

Les modalités des engagements réciproques sont prévues dans une convention de partenariat signée entre la Ville, le CCNM et la Compagnie Satellite conclue du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024. Dix établissements sont engagés et la Ville prévoit en conséquence le versement d'une participation de 5 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, de l'ICI-CCNM et de la Compagnie Satellite ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Christian ASSAF, Mme Fatma NAKIB.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de partenariat Ville CCN Compagnie Satellite.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-267765-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Petite enfance et Place de l'enfant dans la Ville

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Jacques DOMERGUE, Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Délégation de service public pour la gestion de la crèche municipale Liselotte - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Située en plein cœur de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Rive Gauche, la crèche Liselotte est un établissement d'accueil du jeune enfant qui offre une capacité de 72 places en accueil collectif. Par délibération du 5 juin 2023, le Conseil municipal a décidé de confier la gestion de la crèche Liselotte dans le cadre d'une délégation de service public (DSP) à la Société Mutualité Française Grand Sud pour une durée de 5 ans et un mois à compter du 1^{er} juillet 2023 et jusqu'au 31 juillet 2028.

Pour exploiter la crèche dans les conditions prévues par le présent contrat, le délégataire perçoit une participation communale fixée pour la durée du contrat et indépendamment des résultats annuels d'exploitation. La participation financière de la ville pour l'exécution du service délégué est assise sur la fréquentation horaire des enfants en accueil collectif selon la formule suivante :

Participation = 2,20 € x nombre d'heures facturées en accueil horaires classiques (7h30 à 18h30) +
2,02 € x nombre d'heures facturées en horaires élargis (6h à 7h30 et de 18h30 à 21h30)

Les heures sont comptabilisées dans les mêmes conditions que celles visées à la circulaire CNAF en vigueur.

Le contrat prévoit également une indexation du montant de la participation communale par l'application de la formule d'indexation suivante :

$Pr_0 \times (0,7 \times [In / Io] + 0,30 \times [Mn/Mo])$

Les modalités d'application de cette indexation nécessitent la modification de la référence de l'indice du « *prix à la consommation harmonisé* », afin de corriger une erreur matérielle (modification de l'identifiant INSEE : 001759971). La date retenue pour l'indexation est précisée (1^{er} septembre 2024).

Il est donc proposé de modifier, dans ce sens, le contrat actuel dans le cadre d'un avenant n°1 qui prendra effet à compter de sa notification. Cet avenant n'a pas d'impact sur le chiffre d'affaires initial du contrat. Il est conclu conformément aux dispositions de l'article L. 3135-1 5° du Code de la commande publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public de la crèche Liselotte ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 42 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant n1 DSP 2023-2028 creche Liselotte V3.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-270751-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Politique alimentaire et agriculture urbaine

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Jacques DOMERGUE, Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Règlement de fonctionnement des temps périscolaires - Approbation

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a décidé de simplifier les démarches des familles dont les enfants fréquentent les restaurants scolaires sur les temps périscolaires des écoles et dans les ALSH de la ville.

Cela se traduit tout d'abord par la prise en compte de la possibilité de modifier fréquemment les agendas pour les enfants porteurs de maladies chroniques. Ensuite, il est introduit la possibilité pour les familles de bénéficier d'un forfait d'exonération de majorations. Ainsi, ces dernières ne s'appliqueront qu'à compter de la 4^{ème} absence non justifiée de l'enfant durant l'année scolaire.

La Ville accorde une attention particulière à la qualité de l'accueil offert à tous les enfants et leurs familles. Elle favorise autant que possible l'accueil des enfants à besoins spécifiques sur les temps périscolaires et extra scolaires.

Le respect, l'écoute et la bienveillance sont les valeurs qui sous-tendent l'accueil de chacun des enfants.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du règlement de fonctionnement des temps périscolaires de la Ville de Montpellier modifié ;
- D'approuver les termes du règlement de fonctionnement des accueils de loisirs sans hébergement de la Ville de Montpellier modifié ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- reglement_fonctionnement_RS-periscolaire-2024CM 11 juillet 2024 version finale.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-273056-AU-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville éducative et réussite scolaire

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Jacques DOMERGUE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Mise en place de mini camps à destination des enfants fréquentant les accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) de la Ville de Montpellier - Tarification 2024 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Dans le droit fil de son objectif d'égalité d'accès aux loisirs pour tous les enfants inscrits dans les accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) municipaux et de sa politique éducative, la Ville de Montpellier souhaite mettre en place une offre de mini-camps sous tente pour la période du 29 juillet au 23 août 2024. Ces mini séjours présentent un intérêt pédagogique certain : épanouissement de chaque enfant par la réalisation d'un projet collectif, intégration dans les diverses structures sociales qu'il rencontre : école, quartier, acquisition d'une plus grande autonomie...

Cette offre sera destinée à 30 enfants maximum par semaine, âgés de 6 à 12 ans. Les places seront attribuées par une commission, au vu d'une liste exhaustive des ALSH pouvant proposer cette activité qui sera diffusée aux parents. Les enfants vivant dans les Quartiers Politique de la Ville (QPV) seront prioritaires.

Pour cette première année de lancement, le site proposé est la Commune de Saint-Bauzille-de-Putois. L'encadrement des enfants sera assuré dans le respect de la réglementation en vigueur pour ce genre d'activités. Les budgets concernant les activités durant la semaine seront supportés par chacune des structures ALSH et une participation forfaitaire sera demandée aux familles en fonction de leur Quotient Familial (QF). La grille tarifaire proposée est la suivante :

- QF supérieur à 1 400 : 150 € ;
- QF de 1 001 à 1 400 : 120 € ;
- QF de 801 à 1 000 : 90 € ;
- QF de 600 à 800 : 60 € ;
- QF inférieur à 600 : 40 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de mise en place de mini camps à destination des enfants fréquentant les accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) de la Ville de Montpellier ;
- D'approuver la grille tarifaire fonction du Quotient Familial ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269274-AU-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ville éducative et réussite
scolaire**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Jacques DOMERGUE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Projet "Notre École, Faisons-Là Ensemble" (NEFLE) - Fonds d'Innovation
Pédagogique - Conventions entre la Ville de Montpellier et l'Education Nationale
- Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

L'Etat peut participer au financement des dépenses générées par les projets pédagogiques des écoles publiques, via le Fonds d'innovation Pédagogique (FIP), depuis la loi de finances pour 2023, jusqu'au 31 décembre 2026, date d'expiration du FIP. Dans le cadre de la démarche « *Notre Ecole Faisons-Là Ensemble* » (NEFLE), lancée par le Conseil National de la Refondation, une vaste concertation a été engagée avec l'ensemble des acteurs de la communauté éducative, les familles, élèves, élus locaux, représentants d'associations, dans le but de faire émerger des initiatives nouvelles et collectives de nature à améliorer la réussite et le bien-être des élèves.

La Ville de Montpellier a adhéré à cette démarche NEFLE par délibération n° V2023-151 du 5 juin 2023 et approuvé la convention de financement avec l'Etat dans le cadre du FIP concernant les projets pédagogiques proposés par les écoles Alphonse-Daudet, Germaine-Richier, Marie-Curie, Wolfgang-Amadeus-Mozart, Eugène-Pottier et Samuel-Paty. L'opération s'est poursuivie avec les projets des écoles Francis-Garnier, Madeleine-Renaud, Heidelberg, Voltaire, Jean-Jaurès, Olympe-de-Gouges, Akira-Kurosawa, Aliénor-d'Aquitaine, Vincent-Van-Gogh, Pablo-Neruda et Marie-Pape-Carpantier par délibération n° V2024-009 en date du 6 février 2024.

3 nouveaux projets ont été retenus, dans les écoles Simon-Bolivar, Geneviève-Bon et André-Boulloche. Ceux-ci font l'objet d'une convention qui en précisent les modalités financières :

- Les budgets retenus sont fixés à 67 563 € ;
- L'Etat s'engage à verser à la Collectivité dans le cadre du FIP une subvention d'un montant maximum de ces budgets. À la signature de ladite convention, l'Etat verse à la Collectivité une avance de 30 % maximum de sa participation soit 20 269.90 €. Le solde des subventions de l'Etat sera payé par versement unique lors de la production par la Collectivité des pièces justificatives des dépenses ;
- La convention prend effet à la date de sa signature par l'ensemble des parties et a une durée de validité d'un an. Elle est tacitement reconduite jusqu'à exécution complète des dépenses à la charge de la collectivité et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2026, date d'expiration du FIP.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de financement entre l'Etat et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION (CM 11 07 2024)-1.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269268-AU-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville éducative et réussite scolaire

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Jacques DOMERGUE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Association Halte Pouce - Adhésion de la Ville de Montpellier - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La mission de l'association Halte Pouce est d'accueillir toutes familles et/ou personnes en situation de handicap ayant besoin d'aide, en prenant en compte leurs valeurs, leurs potentialités, leurs savoirs, leurs expériences, mais aussi leurs manques et leurs difficultés. Halte Pouce a ainsi pour vocation de soutenir les aidants naturels et a pour but d'offrir un répit aux familles, qui ont à charge un enfant, un adolescent ou un adulte porteur de tout type de handicap.

Les familles et les personnes handicapées sont confrontées à une prise en charge partielle ou à un manque de places d'accueil avérées en structures spécialisées, mais aussi en Unités localisées pour l'inclusion scolaire (ULIS), à l'attente parfois longue d'un Accompagnant des Elèves en Situation de Handicap (AESH), à un défaut d'informations médico-sociales, etc. Dans l'attente d'une décision de la MDPH (Maison Départementale pour les Personnes Handicapées) notifiant une proposition de prise en charge ou une aide financière, la vie sociale et professionnelle des aidants et de la fratrie est fortement perturbée et les familles s'épuisent à trouver des solutions alternatives. Halte Pouce propose à ces familles un accompagnement administratif, social et éducatif à la carte, en lien avec les partenariats médico-sociaux existants, en tenant compte de leurs projets de vie et de leurs compétences parentales.

La Ville de Montpellier a souhaité inscrire dans ses priorités l'accueil de tous les enfants avec des besoins éducatifs spécifiques, quels que soient leurs difficultés ou leurs handicaps. Elle entretient ainsi une relation

partenariale de qualité avec l'association Halte Pouce afin de faciliter l'accueil de ces enfants sur les temps de loisirs municipaux. Au vu de l'intérêt de ce partenariat pour les enfants en situation de handicap et leurs familles, l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'association Halte Pouce, représentant une cotisation annuelle de 50 €, est pertinente.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'association Halte Pouce ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269111-AU-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ville éducative et réussite
scolaire**

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Jacques DOMERGUE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Comédie du Livre 2024 - Parution du recueil de nouvelles "Les Mystères de
Montpellier, tome 15" - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier,
Montpellier Méditerranée Métropole, les Services Départementaux de
l'Éducation Nationale et le Réseau CANOPE - Approbation - Autorisation de
signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Dans le cadre de l'édition 2024 de « *Les Mystères de Montpellier* », le réseau CANOPE (dont les missions sont définies dans le décret n°2014-1631 du 26 décembre 2014) et la Ville de Montpellier souhaitent poursuivre leur partenariat pour la parution, à l'occasion de la manifestation littéraire « *La Comédie du Livre* », organisée par Montpellier Méditerranée Métropole, d'un recueil de nouvelles rédigé de manière collective par des élèves de 13 écoles de Montpellier durant l'année scolaire et soutenu par la Direction des Services Départementaux de l'Éducation nationale de l'Hérault (DSDEN 34).

Ce partenariat fait l'objet d'une convention qui fixe les engagements réciproques des intervenants. Le réseau CANOPE assure la coordination du projet et diverses prestations matérielles liées à la production et l'impression de l'ouvrage tiré à 4 500 exemplaires. De son côté, la Ville de Montpellier s'engage à contribuer au financement de l'opération à hauteur de 10 000 € sur un budget total de 22 644 €.

Cette opération de promotion du livre et de la lecture présente un intérêt pédagogique certain à travers,

notamment, la diffusion de l'œuvre auprès des écoles de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, la DSDEN 34 et le réseau CANOPE ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention_Mystères de Montpellier_Tome 15

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-268869-AU-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Vie associative et Maisons pour Tous

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Jacques DOMERGUE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Mise à disposition d'un local à l'association Tang'Hérault - Loyer minoré - Convention - Approbation - Autorisation de signature

Madame Véronique BRUNET, Première Adjointe, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son action de soutien des acteurs associatifs. Pour ce faire, elle propose des conventions actualisées pour une durée d'un an renouvelable deux fois par reconduction tacite à compter du 1^{er} janvier 2024. Au vu de l'intérêt communal que présente chacune de ces structures, un loyer ou une redevance minorée leur est proposé. Le loyer ou la redevance minorée constituant une subvention en nature (actualisée dans ce cadre au regard des chiffres clés 2022 issus de l'Observatoire local des loyers), il convient d'approuver le tableau ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville, et dans les comptes de chaque association concernée :

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant du loyer minoré	Montant subvention en nature correspondante
Tang'Hérault Montpellier	40, rue Favre de St Castor Résidence St James	25 764 €	35 €	25 729 €
Total subventions en nature				25 729 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention d'occupation du domaine privé de la Ville, notamment le loyer minoré proposé à l'association listée ci-dessus ;
- De porter au compte administratif de la Ville le montant de cette subvention en nature pour un total général de 25 729 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention 2024 Tang'Hérault.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-268744-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Jacques DOMERGUE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Octroi de bourses initiatives jeunes - Approbation

Madame Véronique BRUNET, Première Adjointe, rapporte :

Pour encourager, soutenir et promouvoir les initiatives des jeunes Montpelliérains, la Ville de Montpellier propose une Bourse Initiatives Jeunes dans divers domaines : culturel, social, sportif, artistique, humanitaire, environnemental, etc. Ce dispositif prend la forme d'une aide financière qui soutient des actions permettant l'implication des jeunes Montpelliérains.

Les projets se basent sur l'esprit d'initiative et de solidarité. Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels. Le dossier doit comporter une présentation du projet, du budget et faire l'objet d'un cofinancement. Par ailleurs, pour bénéficier de la Bourse Initiatives Jeunes, les candidats doivent être âgés de 16 à 29 ans inclus et résider à Montpellier depuis plus d'un an.

Les attributions sont établies conformément au règlement du dispositif voté par le Conseil municipal du 28 mars 2011. Les projets retenus cette année sont les suivants :

Wail ZAAMI , 19 ans, lycée,

Titre du Projet : Reportage au Maroc

Ce projet vise à mettre en avant la vie quotidienne et la gestion des ressources naturelles par des femmes marocaines. Des interviews, des photos et des vidéos réalisées dans plusieurs villes (Tanger, Rabat, Fès et

Casablanca) serviront de support à ce travail. Projet suivi par le Conseil municipal de la jeunesse (CMJ).

Montant du projet : 1 490 €

Montant proposé : 550 €

Olivier MUHINE, 22 ans

Titre du projet : After all

En lien avec douze jeunes artistes montpelliérains, l'objectif de ce projet est de produire un disque aux sons soul, funk et rnb en vue de promouvoir les valeurs de respect et de tolérance. Projet suivi par Rap Académie

Montant du projet : 5 222 €

Montant proposé : 1 200 €

Alissandre LOPEZ, 29 ans, salarié

Titre du projet : Résilience

Le projet propose la projection d'un court-métrage sur le thème des violences sexuelles et de la résilience, le but étant de montrer que des solutions existent et de libérer la parole.

Montant du projet : 4 000 €

Montant proposé : 1 000 €

Maël GARNIER, 24 ans, salarié

Titre du projet : MAL

Ce projet musical de douze titres inspirés du courant Rap se veut incisif sur l'amour et les relations humaines. Projet suivi par l'association le 5ème Jour et Rap Académie

Montant du projet : 5 300 €

Montant proposé : 1 500 €

Djany MANSION, 19 ans, étudiant

Titre du projet : Jaydin

Le projet présenté se décline en la finalisation d'un EP, la production d'un clip et la promotion du contenu sur les réseaux sociaux. Les mélodies et les textes sont d'inspiration franco-algérienne. Projet suivi par Rap Académie

Montant du projet : 5 909 €

Montant proposé : 1 500 €

Maud RAFFAELI LAURENT, 17 ans, lycéenne

Titre du projet : Etude des ornements des édifices traditionnels en Corée du Sud

A travers un itinéraire en Corée du Sud, Maude RAFFAELI souhaite découvrir l'art des édifices traditionnels du pays. Elle s'appuiera pour ce faire sur un book dessiné et un carnet de voyage.

Montant du projet : 3 650 €

Montant proposé : 500 €

Paul PAINDAVOINE, 25 ans, auto entrepreneur

Titre du projet : Grizzli

L'aide octroyée va permettre la sortie d'un album de douze titres d'influence Drill (rap à un rythme soutenu). Cet album est porté par un artiste dont le travail s'est étoffé par le contact avec des associations locales.

Projet suivi par Rap Académie

Montant du projet : 10 000 €

Montant proposé : 1 300 €

Timoté EVARD, 28 ans, salarié

Titre du projet : IF

IF est un projet audiovisuel nourri par des thèmes autour du temps et de la quête de soi. Les huit morceaux offrent des sonorités variées. Projet suivi par Rap Académie

Montant du projet : 3 600 €

Montant proposé : 1 000 €

Fayna LADISLAS, 27 ans, demandeur d'emploi

Titre du projet : Mayotte Paradis perdu

Mayotte Paradis Perdu revêt la forme d'une exposition photographique qui souligne la richesse culturelle, naturelle et culinaire de ce territoire ultramarin.

Montant du projet : 3 017 €

Montant proposé : 500 €

Dorian TURE, 23 ans, salarié

Titre du projet : Ciné débat

L'objectif est de mettre en place un cinéclub avec des rendez-vous mensuels qui proposeront diverses thématiques : écologie, jeunesse, médias, identité de genre, etc. Chaque projection sera suivie d'un débat.

Projet en lien avec la Maison pour Tous Frida-Kahlo

Montant du projet : 2 087 €

Montant proposé : 600 €

Mattis AUGUSTE-CHARLERY, 23 ans, demandeur d'emploi

Titre du projet : Montpellier's artbook

Ce projet a pour ambition de permettre l'édition d'un livre d'art compilant les œuvres d'une quinzaine d'artistes spécialisés dans le design graphique ; tous étant issus de la scène montpelliéraine.

Montant du projet : 1 496 €

Montant proposé : 490 €

Pierre PENEAU, 29 ans, salarié

Titre du projet : Montpellier dans l'espace

L'idée principale est de réaliser un clip dans un univers retro futuriste qui explore le voyage de l'âme à travers la vie, tout en mettant en valeur le lieu emblématique de la ville, à savoir la place de la Comédie.

Montant du projet : 3 607 €

Montant proposé : 1 000 €

Mélodie LACAZE, 29 ans, salariée

Titre du projet : T'as reconnu la mélo ?

Ce projet s'articule autour d'une production musicale qui traite des relations femmes/hommes et qui évoque les violences et la toxicité de certaines situations. Les textes se veulent porteurs d'enseignements et de partages. Projet suivi par Rap Académie

Montant du projet : 5 309 €

Montant proposé : 1 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'attribuer, dans le cadre du dispositif de la Bourse Initiative Jeunes, des subventions d'un montant total de 12 640 € pour les projets détaillés ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269769-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Jacques DOMERGUE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Programmes de mobilité étudiante - Renouvellement 2024-2028 - Prise en charge des frais de scolarité - Versement de bourses et de frais divers - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La mobilité des jeunes à l'international est un puissant levier de formation et d'ouverture au monde. Dans le cadre des coopérations de mobilité à destination de la jeunesse mises en place avec les villes jumelles de Louisville, Heidelberg, Chengdu, Bethléem, Sherbrooke, et bientôt Fès, la Ville de Montpellier propose plusieurs programmes encourageant la mobilité des étudiants et des jeunes montpelliérains à l'étranger, ainsi que l'accueil des étudiants internationaux à Montpellier.

Les programmes de bourses d'étude (du mois de septembre N au mois de juin N+1)

La Ville de Montpellier permet à des étudiants montpelliérains de partir étudier dans les villes jumelles préalablement citées et réciproquement, Montpellier accueille des étudiants étrangers de ses mêmes villes jumelles. Cet échange existe depuis 1960 avec la Ville de Louisville, 1961 avec la Ville de Heidelberg, 1981 avec la Ville de Chengdu, 2013 avec la Ville de Bethléem. Il est proposé, au cours de la période 2024-2028, d'étendre le programme à deux villes jumelles supplémentaires Fès et Sherbrooke.

La Ville de Montpellier accorde :

- Le paiement des frais d'inscription des étudiants étrangers pour une année universitaire dans l'enseignement supérieur ou auprès de l'Institut d'Etudes Françaises pour Etrangers (IEFE) selon leur

niveau de français ;

- Le versement d'une bourse mensuelle de 500 € pour ces mêmes étudiants en échange d'un stage pratique au sein de la Mission Action Extérieure et Relations Internationales (MAERI) du mois de septembre de l'année N au mois de juin de l'année N+1 ;
- La signature d'une convention de partenariat pour l'attribution de logement en résidence universitaire, pour l'ensemble des étudiants étrangers boursiers, avec le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Montpellier (CROUS) et de se porter caution solidaire en cas de non-paiement du loyer. Dans ce cas, la MAERI en assurera le règlement sur présentation d'une facture mentionnant le nom et prénom de l'étudiant concerné. Cette somme sera alors soustraite au paiement de la bourse le mois suivant ;
- Le versement d'une bourse exceptionnelle d'aide à la mobilité, d'un montant de 500 € pour les étudiants montpelliérains, boursiers de l'Etat Français sur critères sociaux effectuant leurs études, pour une année universitaire dans l'enseignement supérieur, dans les villes jumelles citées ci-dessus.

Les programmes d'échanges (période estivale)

La Ville de Montpellier a également développé trois programmes favorisant ainsi la mobilité internationale des jeunes et la découverte d'une autre culture, pendant la période estivale :

Programme Interculturel Montpellier Louisville :

Le programme d'échanges historique avec la Ville de Louisville a évolué depuis sa création en 1961 et offre désormais à des étudiants montpelliérains un séjour alliant l'immersion totale au cœur d'une famille américaine, assortie d'un stage bénévole, permettant aux jeunes d'intégrer et suivre en interne le fonctionnement d'organismes sociaux, d'associations ou de l'université. Dans un principe de réciprocité, cet échange intitulé Programme Interculturel Montpellier Louisville qui se déroule pendant 4 semaines au mois de juillet, permet à des jeunes de la Ville de Louisville sélectionnés de venir travailler dans une structure montpelliéraine (Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, CHU, CCAS, ACM...).

Programme « Intermunicipalités » Montpellier Sherbrooke :

Le programme d'échanges d'étudiants avec la Ville de Sherbrooke, intitulé « Intermunicipalités » existe depuis 2014 et se réalise en partenariat entre Montpellier, sa ville jumelle Sherbrooke, les réseaux France-Québec, Québec-France, et l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse. Fondé également sur un principe de réciprocité, ce programme permet d'offrir l'opportunité à des étudiants montpelliérains et des étudiants sherbrookoïses d'obtenir des emplois saisonniers de 6 à 8 semaines, dans les services municipaux respectifs, de la mi-juin et la mi-août.

Pour les étudiants de Louisville et de Sherbrooke, la Ville de Montpellier s'engage à réserver des emplois saisonniers à la Ville de Montpellier et à Montpellier Méditerranée Métropole. Pour les étudiants montpelliérains, participant à ces deux programmes à Louisville et à Sherbrooke, l'ensemble des frais de déplacement, d'hébergement et de visa sont à la charge des participants, toutefois la Ville de Montpellier autorise le versement d'une bourse exceptionnelle d'aide à la mobilité pour les étudiants montpelliérains sélectionnés, boursiers de l'Etat Français sur critères sociaux, d'un montant de 500 €, permettant l'accès à la mobilité aux jeunes qui en sont les plus éloignés.

L'Université Internationale Scientifique d'Été de Heidelberg :

Le programme dédié aux lycéens, avec la Ville de Heidelberg, offre depuis 2010, la possibilité à des lycéens, de chacune de ses villes jumelles, âgés de plus de 16 ans, de participer chaque année, à « L'Université Internationale Scientifique d'Été de Heidelberg » entre le mois de juillet et le mois d'août. Ce stage de quatre semaines, sous la direction de chercheurs, offre aux candidats un premier contact avec le monde de la recherche, une découverte de la Ville de Heidelberg et de l'Allemagne.

La Maison de Montpellier à Heidelberg reçoit chaque été, l'ensemble des lycéens sélectionnés par le programme, pour un cocktail de bienvenue, quelques conseils pratiques et une présentation de la Ville de Montpellier.

Leurs frais d'inscription, de logement et de restauration sont pris en charge, partiellement, par la mairie de Heidelberg, les participants versant une contribution financière d'environ 300 €. Les frais de transport jusqu'à Heidelberg restent à leur charge. L'attribution d'une bourse de 200 € à chacun des lycéens sélectionnés à Montpellier permet de proposer cet échange à des familles d'origine modeste, ouvrant ainsi la culture scientifique à tous.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la poursuite des programmes de bourses d'étude ainsi que les programmes d'échanges (programme interculturel Montpellier Louisville, programme Intermunicipalités Montpellier Sherbrooke, l'Université Internationale Scientifique d'été de Heidelberg), pour la période 2024/2028 ;
- D'autoriser la prise en charge des frais pour un montant annuel de 57 200 € ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269770-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Egalité et droits des femmes

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Clara GIMENEZ, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Accueil à l'Hôtel de Ville de l'exposition photographique "Les Intruses" de Randa
MAROUFI - Convention d'exposition entre la Ville de Montpellier et l'Institut des
Cultures d'Islam - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

Établissement culturel de la Ville de Paris et membre du réseau d'art contemporain TRAM, l'Institut des Cultures d'Islam (ICI) a pour mission de montrer les cultures d'Islam contemporaines, dans leur diversité, en organisant des expositions, concerts, conférences, projections, ateliers, ainsi qu'une offre jeune public. Tout en donnant à voir le dynamisme et l'actualité des cultures d'Islam à travers le regard des artistes, l'ICI valorise l'héritage universel de ces civilisations, dont le patrimoine, les grandes figures, les traditions et le rayonnement restent souvent méconnus.

L'artiste franco-marocaine Randa MAROUFI a présenté entre 2019 et 2021 le volet Barbès de la série photographique « *Les Intruses* », produit par l'ICI avec le soutien de la Ville de Paris et du fonds de dotation d'Emerige. Cette série photographique interroge notamment la place accordée aux femmes dans l'espace public, en s'intéressant aux dimensions sociales et urbaines associées.

Grâce au soutien du ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, et en particulier l'Agence Nationale de la Cohésion des territoires (ANCT), l'ICI propose de prolonger la présentation de ce projet sous forme d'une exposition itinérante à destination des lieux d'accueil et acteurs sociaux et culturels de proximité.

L'accueil de cette exposition à l'Hôtel de Ville de Montpellier sera l'occasion d'une médiation avec les visiteurs individuels autour des questions abordées par l'exposition, mais aussi de l'accueil de publics scolaires, des centres de loisirs et des Maisons pour Tous. Une médiation interactive, proposée par l'association *Women Ability* en partenariat avec l'ICI, permettra notamment l'organisation de marches exploratoires pour interroger plus avant la place des femmes dans l'espace public de la ville.

Pour ce faire, il est proposé la signature d'une convention entre la Ville de Montpellier et l'ICI, organisant l'accueil à titre gracieux de cette exposition, dans le Hall de l'Hôtel de Ville de Montpellier, du 24 juin au 24 juillet 2024. Elle organise également la mise à disposition des œuvres et de leur scénographe par l'ICI.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de l'accueil à titre gracieux de cette exposition dans le Hall de l'Hôtel de Ville de Montpellier ;
- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et l'Institut des Cultures d'Islam ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de mise à disposition ICI x MONTPELLIER_INTRUSES_07052024.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-271401-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Patrimoine historique

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Elodie BRUN-MANDON, Jacques DOMERGUE, Hind EMAD, Julie FRÉCHE, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Restauration et valorisation des Geôles de Lauwe - Programme de valorisation -
Demande de subvention - Approbation**

Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint au Maire, rapporte :

L'Etat est propriétaire de l'ensemble immobilier situé à Montpellier, 4 rue du 81^e régiment de l'Infanterie, affecté au ministère de l'Education Nationale au titre de la Cité éducative Françoise-Combes. Au sein de ce site, sont en particulier abritées les Geôles des Martyrs de la Résistance dans l'ancienne caserne de Lauwe, espace investi par la milice, lieu de torture des résistants entre juin et août 1944, et inscrit au titre des monuments historiques suivant arrêté de Monsieur le Préfet de la Région Occitanie en date du 14 octobre 2019.

L'état des Geôles des Martyrs de la Résistance s'est fortement dégradé au fil du temps pour être considéré à ce jour comme préoccupant. Depuis de nombreuses années, les associations mémorielles interpellent les pouvoirs publics concernant l'état de délabrement de ce site classé, essentiel pour la mémoire collective. À l'occasion du Conseil municipal du 26 mars 2024, la Ville de Montpellier avait fait savoir son souhait d'engager un dialogue avec l'Etat en vue d'initier une démarche de sauvegarde du site.

L'Etat et la Ville de Montpellier, conscients de l'importance de ce patrimoine, de la nécessité de transmission mémorielle, notamment aux jeunes générations, et inquiets de la détérioration avancée du site, ont donc engagé un dialogue en vue d'organiser les conditions de sa conservation et valorisation. Une convention d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public fera prochainement l'objet d'une décision, avant d'être signée par l'Etat et la Ville de Montpellier, afin de répondre à ce double objectif de restauration et

valorisation. Elle définira les conditions d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public de l'Etat par la Ville de Montpellier, organisant les modalités d'une valorisation du site en direction du grand public dans le cadre d'un travail mémoriel. Ce programme de valorisation sera défini en dialogue avec l'Etat une fois les travaux de sécurisation du site terminé et pourra prendre la forme de visites guidées, ateliers pédagogiques, support éditoriaux...

Afin de permettre le déploiement de ce programme, la convention prévoira également la prise en charge par la Ville de Montpellier des études et travaux visant à concourir à la sauvegarde patrimoniale du site en vue de permettre son ouverture au public. Ces travaux se dérouleront en deux phases distinctes :

- Phase 1 – sauvegarde urgente des inscriptions historiques : été 2024 ;
- Phase 2 – restauration en vue de permettre l'accueil du public sans risque de dégradation du site : 2024-2025.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le programme de valorisation des Geôles de Lauwe en direction du grand public ;
- D'autoriser la Ville de Montpellier à solliciter les subventions les plus hautes possibles auprès de l'Etat et d'autres institutions et partenaires ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
034-213401722-20240711-272058-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Culture et culture
scientifique**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Elodie BRUN-MANDON, Jacques DOMERGUE, Hind EMAD, Julie FRÉCHE, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Appel à projets d'investissement en faveur du développement des activités
culturelles - Avenants aux conventions de subventions attribuées en 2022 -
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

En 2022, la Ville a attribué des subventions dans le cadre de l'appel à projets d'investissement en faveur du développement des activités culturelles et artistiques, pas la délibération n° V2022-359 du 11 octobre pour un montant total de 258 830 €, et pas la délibération n° V2022-444 du 16 décembre pour un montant total de 48 000 €.

Mais en raison du contexte inflationniste, des difficultés financières des structures culturelles post-Covid-19, entre autres, un certain nombre d'associations et d'artistes n'ont pu mener à bien encore leurs projets, faute de trésorerie suffisante. Il est rappelé que le versement de la subvention se faisait sur présentation des dépenses acquittées. Ces conventions prennent fin en octobre et décembre 2024.

Il est proposé, pour accompagner les structures dans leur développement, la possibilité de mettre à la signature des avenants prolongeant la durée de la convention de 6 mois et la possibilité du versement d'une avance pour accompagner la réalisation de ces investissements.

Liste des structures ayant eu une attribution de subvention en 2022 et qui n'ont pas soldé leur projet

d'investissement, susceptibles de vouloir la mise en place de l'avenant proposé :

N° de dossier	Code	thématique	Nom de la structure	Montant restant
Délibération n° V2022-359 du 11 octobre 2022				
CULTURE -006691	5374	ARTS	La Fenêtre	12 800
CULTURE -006679	38	CINEMA / RADIO	Radio Aviva-AMDCJLR	12 000
CULTURE -006730	48		Asso protestante de radio télévision Radio APRT FM Plus	2 200
CULTURE-006678	105		Festival International du cinéma Méditerranéen de Montpellier Cinémed	3 000
CULTURE -006659	6669		Asso pour le Festival International du voyage et de l'aventure AFIVAM	11 520
CULTURE -006669	307		RCF Maguelone Hérault	6 500
CULTURE -006665	1810		OAQADI on a quelque chose à dire	3 000
CULTURE -006729	7903		MUSIQUE	Epimuzik
CULTURE -006690	5505	DANSE	Compagnie Mouvements Perpétuels	6 650
CULTURE -006682	4389	PLURIDISCI- PLINAIRE	Asso Régionale pour le Développement des Entreprises Culturelles ARDEC	20 000
CULTURE -006672	1110	THEATRE	Compagnie Odette Louise	7 000
CULTURE -006688	4951		Compagnie Bruitquicourt	5 000
CULTURE -006693	5804		Chagall sans M	17 000
CULTURE -006703	6831		Le Cœur à Barbe	1 960
CULTURE -006701	5517		Accidental Company	14 000
CULTURE -006704	5542		L'Usine à Rêves	7 100
CULTURE -006727	6656		ACETONE	3 600
-	-		ARTISTE	JULIEN BARRIOL
-	-	MOHAMMED LEKLETI		17 500
-	-			14 000
Délibération n° V2022-444 du 16 décembre 2022				
CULTURE -006742	7930	ARTS	PARCELLE 473	40 000

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant-type aux conventions d'attribution de subvention signée en 2022 dans le cadre de cet appel à projets ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les avenants, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Isabelle MARSALA, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- AVENANT_Convention_Investissement_2022_Ville.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-271142-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture et culture scientifique

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Elodie BRUN-MANDON, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Établissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) Cité européenne du Théâtre et des arts associés - Modification des statuts - Approbation - Autorisation de signature

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Par une délibération d'octobre 2023, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont fait part de leur souhait de voir créer, en partenariat avec l'Etat, l'Établissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) Cité Européenne du Théâtre et des arts associés, rassemblant l'association Printemps des Comédiens et l'Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC) du Domaine d'O : un établissement capable de proposer une programmation ambitieuse et populaire, garante de l'excellence artistique, ouverte à tous les publics. Acteur du soutien à la création, lieu d'hospitalité, il offrira aux artistes européens contemporains des outils et moyens au service de leurs imaginaires. Fort d'une dynamique de partenariats européens, il sera un outil au service de nouveaux modèles de coopérations et productions transnationales, véritable lieu d'expérimentation et d'innovation dans le domaine du spectacle vivant, contribuant par son action à renforcer la circulation des œuvres d'art et des artistes européens.

Modification statutaire – Nouveau calendrier :

Il est proposé de modifier les statuts de l'EPCC Cité du Théâtre afin de décaler sa création, initialement prévue le 1^{er} janvier 2024, au 1^{er} septembre 2024. Ce nouveau calendrier, plus en phase avec les principales activités et missions futures de l'EPCC, permettra un déploiement plus adapté tout au long de la fin de l'année 2024, afin que la structure soit pleinement opérationnelle en 2025.

Contributions :

Les contributions annuelles prévues aux statuts prendront effet en 2025 et leur montant reste inchangé :

- Etat : 485 000 € ;
- Montpellier Méditerranée Métropole : 4 540 000 € ;
- Ville de Montpellier : pas de contribution financière.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les nouveaux statuts de l'Établissement Public de Coopération Culturelle Cité Européenne du théâtre et des arts associés ;
- De solliciter Monsieur le Préfet, pour la création de l'Établissement Public de Coopération Culturelle Cité Européenne du théâtre et des arts associés ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Nadia AKIL, Mme Véronique BRUNET, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet STATUTS EPCC Cité du Theatre_MODIFmai24.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269844-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture et culture scientifique

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTÉ ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Julie FRÉCHE, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Appel à projets d'investissement à destination des artistes et des associations culturelles - Modification de la lettre de cadrage - Approbation

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

En 2021, le Conseil municipal avait délibéré le lancement d'un appel à projets (AAP) d'investissements à destination des artistes et des associations culturelles, et l'avait pérennisé en 2022 jusqu'en 2026, avec l'ouverture aux artistes enregistrés à la Maison des Artistes.

Les actions menées par les structures culturelles connaissent actuellement une forte tension financière en raison du contexte inflationniste des deux dernières années, qui fait suite aux baisses de ressources des contraintes sanitaires liées à la Covid-19. Dans ce cadre, il est proposé d'apporter plusieurs modifications ou précisions à la lettre de cadrage de cet AAP :

1. Le principe du versement de la subvention est de justifier l'acquittement des dépenses éligibles. Il s'avère qu'en raison des difficultés de trésorerie actuelles, un certain nombre de structures n'arrivent pas à financer tout ou partie des dépenses prévues pour leurs investissements. Pour aider et accompagner les associations subventionnées dans le cadre de l'AAP, il est donc proposé que l'administration se réserve le droit de procéder au mandatement d'une avance selon le montant du projet, la situation financière de la structure, et la justification de l'engagement de la commande (bons pour accord signés par la structure et le fournisseur/prestataire) et sa réalisation dans les 6 mois suivant la réception de l'avance. En cas de non-respect de ces obligations, le bénéficiaire remboursera l'intégralité de la subvention attribuée à la Ville de Montpellier. Le cadre financier

d'attribution de la subvention sera précisé dans une convention attributive signée entre la Ville de Montpellier et le porteur de projet ;

2. En accord avec la mise en place progressive d'une Zone à Faibles Emissions (ZFE) sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de préciser que les véhicules de transport de personnes éligibles doivent être référencés en Crit'air 0 ou 1 ;
3. Depuis la mise en place, fin 2022, du Portail des Aides mutualisé, il est précisé la nouvelle adresse url pour le dépôt des demandes des associations, et de la procédure pour les artistes : dossier à télécharger et à renvoyer au Pôle Culture et Patrimoine.

Pour l'année 2024, l'AAP a été publié pour un dépôt des demandes jusqu'au 31 mai 2024. Les attributions sont prévues lors des prochains Conseils municipaux. Pour rappel, l'enveloppe 2024 allouée et votée le 26 mars pour ces subventions d'équipement s'élève à 450 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la lettre de cadrage modifiée de l'appel à projets d'investissement en faveur du développement des activités culturelles selon les objectifs, conditions et critères exposés ci-dessus, pour les années 2024 à 2026 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 47 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- lettre_de_cadrage_subvention_d_investissement_actualisation 2024.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269059-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture et culture scientifique

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Pavillon Populaire - Exposition Gisèle FREUND - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Institut Mémoires de l'Édition Contemporaine (IMEC) - Approbation - Autorisation de signature

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Le Pavillon Populaire donne l'occasion à tous, Montpelliérains ou touristes, de découvrir ou redécouvrir gratuitement des œuvres majeures du huitième art, à travers des projets inédits et originaux, associant toujours exigence artistique et portée populaire, avec un succès public jamais démenti.

La Ville de Montpellier a choisi d'organiser au Pavillon Populaire une exposition temporaire consacrée à l'œuvre de Gisèle FREUND, du 6 novembre 2024 au 9 février 2025. Mettant en lumière une partie souvent ignorée de l'œuvre de cette figure majeure de la photographie du XX^e siècle, l'exposition « *Gisèle FREUND, une écriture du regard* » présentera le travail documentaire de cette reporter-photographe à la trajectoire singulière, où s'entrelacent un fort engagement politique, une approche sociologique, une double expérience de l'exil, un attrait pour l'innovation technologique, et une véritable soif d'aventure. Trop souvent réduite à son impressionnante galerie de portraits de personnalités du monde de l'art et de la littérature, l'œuvre de Gisèle FREUND entretient pourtant un rapport beaucoup plus riche et complexe à la photographie, au cœur duquel se trouve l'écriture. Sociologue de formation, devenue historienne de la photographie, et autrice de nombreux ouvrages, dont l'incontournable *Photographie et Société*, Gisèle FREUND occupe en effet une position à part dans le monde de la photographie : celle d'une créatrice d'images qui n'a eu de cesse de réfléchir à leur sens et leur impact sur notre manière de percevoir le monde.

La Ville de Montpellier a donc contacté l'Institut Mémoires de l'Edition Contemporaine (IMEC), qui conserve et gère les œuvres et archives de Gisèle FREUND, pour organiser le prêt de tirages originaux, de tirages posthumes, d'archives et d'objets pour l'exposition. L'IMEC rassemble, préserve et met en valeur des fonds d'archives et d'études consacrés aux principales maisons d'édition, aux revues et aux différents acteurs de la vie du livre et de la création contemporaine : éditeurs, écrivains, artistes, chercheurs, critiques, graphistes, libraires, imprimeurs, revuistes, traducteurs, journalistes... Mémoire vive du livre, de l'édition et de la création, l'IMEC contribue au rayonnement culturel et scientifique d'un grand patrimoine littéraire, artistique et intellectuel contemporain.

Une convention de partenariat est proposée entre la Ville de Montpellier et l'IMEC, afin de préciser les engagements des parties pour la réussite de cette exposition.

La Ville de Montpellier s'engage à prendre en charge les recherches documentaires, la conception et la réalisation de l'exposition, la rémunération des commissaires, suivre les préconisations d'encadrement, la prise en charge du transport aller/retour des œuvres, la conservation et le stockage des caisses de transport durant l'exposition, les frais d'hébergement et transport d'un représentant de l'IMEC pour le montage et démontage, ainsi que tout ce qui concerne la communication.

L'IMEC s'engage à ouvrir le fonds Gisèle FREUND aux commissaires, à encadrer la gestion documentaire, à fabriquer les tirages posthumes, à présenter, à mettre à disposition pour l'exposition les pièces retenues selon les modalités de la convention.

La contribution financière de la Ville de Montpellier s'élève à 25 163, 89 € HT, dont 12 853,89 € pour la cession de droits, 5 580 € pour les frais de fabrication et 6 730 € pour les frais de production et de gestion.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'IMEC pour l'organisation de l'exposition Gisèle FREUND au Pavillon Populaire ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention_Freund

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269436-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Culture et culture
scientifique**

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Association Uni'sons - Convention 2024-2027 d'objectifs avec l'État, Montpellier
Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation
de signature**

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

L'association Uni'sons constitue sur le territoire de la Ville de Montpellier et plus largement sur sa Métropole un acteur essentiel en matière de création, diffusion et la médiation artistique, contribuant au développement de la scène artistique métropolitaine et régionale. Elle développe un projet artistique et culturel autour des arts du monde arabe, de la Méditerranée et des cultures urbaines.

Aussi, Uni'sons est une association prépondérante de la politique en faveur du vivre ensemble menée par la Ville de Montpellier, notamment vis-à-vis de ses engagements en faveur de la généralisation de l'éducation artistique et culturelle, et de ses actions visant à favoriser l'accès à la culture au public le plus large et plus particulièrement de l'enfance, de la jeunesse et des habitants de quartiers politique de la ville, dans l'objectif de :

- Favoriser le développement de la créativité et de la capacité d'initiative ;
- Contribuer à la réduction des inégalités ;
- Permettre la construction de l'identité culturelle de chacun, dans l'ouverture aux cultures ;
- Faciliter l'accès à la culture dans le parcours de vie par la mise en œuvre d'actions adaptées ;
- Participer à l'émancipation des individus et d'une construction citoyenne.

Conformément à la démarche volontariste de la Ville de Montpellier, Uni'sons entend favoriser la diversité culturelle et la mixité des publics par :

- Le développement d'actions de médiation, de diffusion, de création et d'éducation artistique particulièrement auprès des jeunes, de la population des quartiers prioritaires et des publics non-initiés notamment dans le domaine du hip hop et à travers les arts du monde arabe ;
- L'accompagnement de carrière d'artistes ;
- L'insertion sociale et professionnelle des jeunes ;
- L'animation de la vie culturelle du quartier des Hauts de Massane en accompagnant la participation active des habitants ;
- La promotion des échanges culturels Euro-Méditerranéens.

Depuis 2006, l'association porte aussi le Festival Arabesques avec la volonté de promouvoir le lien social à travers l'excellence artistique. En tant que vitrine des arts du monde arabe, premier festival de cette importance en Europe, Arabesques favorise le dialogue entre l'Orient et l'Occident. Ces rencontres interculturelles s'établissent sous le Haut Patronage de l'UNESCO et en partenariat avec l'Institut du Monde Arabe. L'association poursuit ainsi son action en faveur du repérage de nouveaux talents, de la promotion de la création artistique et à la contribution à la professionnalisation des artistes émergents à travers ce festival.

La convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre Uni'sons et les partenaires publics, à savoir le ministère de la Culture, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, pour la mise œuvre du projet artistique et culturel de l'association Uni'sons, et de définir les modalités de son évaluation au travers des objectifs concrets. Elle fixe les modalités de mise en œuvre concrète du projet artistique et culturel, les modalités de son financement, les relations avec les partenaires institutionnels et les conditions de suivi et d'évaluation du projet.

Par la convention, le bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet artistique et culturel conçu par son directeur et approuvé par son conseil d'administration et le comité de suivi, conformément à son objet statutaire et dans le cadre de son projet global d'intérêt général.

Les partenaires publics s'engagent quant à eux à contribuer financièrement au fonctionnement général et à la réalisation du projet artistique et culturel, dans le respect de la règle de l'annualité budgétaire et des décisions de l'Etat et des assemblées délibérantes des collectivités et établissements publics concernées. Pour 2023, la contribution de la Ville s'est élevée à 51 000 €, établie comme suit :

- 10 000 € de subvention de fonctionnement ;
- 8 000 € en Politique de la Ville (L'Art est public) ;
- 27 000 € en Programme de Réussite Éducative (Coulisses PRE) ;
- 6 000 € en Relations internationales – Culture (projet Fès dans le cadre du festival Arabesques).

Lors du Conseil municipal du 26 mars 2024, il a été attribué une subvention de fonctionnement de 10 000 € et une subvention de 5 000 € pour le Projet « *Arabesques met à l'honneur Bethléem* ». La convention est conclue pour une durée de 4 ans, couvrant la période 2024-2027.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs entre l'Etat, la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Uni'Sons ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Isabelle MARSALA.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CPO Uni_mars_ 2024_ok.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-267979-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture et culture scientifique

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Mylvia HOUGUET, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Opération Cinéma sous les étoiles - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Tarif spécifique - Approbation - Autorisation de signature

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Alors que le cinéma était la première sortie culturelle des français avant la crise sanitaire, la fermeture des salles durant de longs mois, ainsi que les changements de « *consommation* » des écrans, ont fragilisé le secteur et par là même le long métrage. Au nombre de 7 sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, les cinémas animent les villes. Montpellier Méditerranée Métropole, à travers la manifestation « *Cinéma sous les étoiles* », souhaite aider le public à retrouver le chemin des salles. Il est ainsi proposé de renouveler l'opération, initiée en 2022.

14 soirées gratuites de cinéma en plein air seront ainsi organisées du 9 au 22 août, dans 14 communes de la Métropole. Les spectateurs se verront remettre des coupons leur donnant droit à des séances à prix réduit, entre le 10 août et le 15 septembre, dans les cinémas suivants :

- Cinéma municipal Nestor-Burma ;
- Maison pour Tous Louis-Feuillade ;
- Diagonal ;
- Utopia ;
- Pathé Gaumont ;
- CGR ;

- Cinéma municipal Jacques Brel de Prades-le-Lez.

Du 10 août au 15 septembre 2024, les cinémas Pathé Gaumont, Diagonal, CGR, Utopia, Jacques-Brel, Nestor-Burma et Maison pour Tous Louis-Feuillade, s'engagent à vendre des places de cinéma à 4 € aux titulaires des bons de réduction. Ce tarif provisoire n'est pas inscrit dans les tarifs permanents au titre de l'année 2024, il convient de le créer pour cette opération spécifique. En contrepartie de ce tarif réduit, chaque cinéma se verra reverser par Montpellier Méditerranée Métropole 1 € par place utilisée

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'opération Cinéma sous les étoiles 2024 ;
- D'approuver le tarif spécifique de 4€ pour la réalisation de cette opération dans les cinémas municipaux Nestor-Burma et Louis-Feuillade ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION - Cinémas - CSLE - 2024.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269973-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Mylvia HOUGUET, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Conditions d'intervention des éducateurs sportifs dans le temps scolaire -
Convention entre la Ville de Montpellier et l'Académie de Montpellier - Année
scolaire 2024-2025 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier, dans le cadre de ses politiques volontaristes et du projet éducatif global, a toujours affirmé son engagement fort envers les jeunes. La pratique sportive s'inscrit dans le projet de socialisations et permet ainsi d'organiser des partenariats.

L'éducation physique et sportive en temps scolaire demeure une mission qui relève de l'Education nationale, mais dans les écoles maternelles et élémentaires, un personnel qualifié et agréé peut assister la communauté éducative. Ainsi, à la demande des écoles partenaires et des services de la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale, la Ville de Montpellier apporte son soutien par la mise à disposition d'équipements sportifs, de matériels et d'éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives. La convention de partenariat fixe les conditions de co-enseignement afin d'atteindre les objectifs fixés dans le socle commun de connaissances et compétences à acquérir par les enfants.

Les éducateurs sportifs municipaux titulaires d'une carte professionnelle en cours de validité, et exerçant dans le cadre des missions de leur statut particulier, interviennent dans des classes de cycle III des écoles de la Ville de Montpellier, en raison d'un module de 10 séances par classe au cours de l'année scolaire, sous la responsabilité pédagogique de l'enseignant. Des stagiaires en formation au Brevet Professionnel de la

Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport (BPJEPS) pourront être accueillis lors de ces séances sous la responsabilité des tuteurs de stages et des enseignants.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat définissant les conditions d'intervention des éducateurs sportifs de la Ville dans le temps scolaire en éducation physique et sportive pour l'année 2024-2025 ;
- D'autoriser la mise à disposition à titre gratuit des moyens humains et techniques de la Ville de Montpellier pour les séances en co-enseignement eu égard à l'intérêt général qu'elles représentent ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Ville Montpellier - DSDEN 2024-2025.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-268244-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télécours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Mylvia HOUGUET, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Contrat Local des Solidarités 2024-2027 entre l'État, Montpellier Méditerranée
Métropole et la Ville de Montpellier - Abrogation de la délibération n° V2024-047
- Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

A la suite des ajustements demandés par la Préfecture de l'Hérault, relatifs à la programmation du Contrat Local des Solidarités (CLS) et qui concernent deux fiches actions à consolider, la délibération n° V2024-047 du 26 mars 2024 est abrogée afin d'en proposer une version corrigée qui permettra, une fois votée, la signature dudit contrat entre les parties prenantes.

L'article L.115-1 du Code de l'action sociale et des familles, fait de la lutte contre la pauvreté « *un impératif national fondé sur l'égalité de dignité de tous les êtres humains* ».

Le Pacte des Solidarités présenté en septembre 2023 par le Gouvernement, prend la suite de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, pour la période 2024 à 2027. Il repose sur quatre axes :

- La prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance ;
- L'amplification de la politique d'accès à l'emploi pour tous ;
- La lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits ;
- La construction d'une transition écologique solidaire.

Le Pacte des Solidarités fait l'objet d'une déclinaison locale, avec une contractualisation spécifique de l'Etat, pour la période 2024-2027, avec respectivement chacun des conseils départementaux et chacune des métropoles : ce sont les contrats locaux des solidarités.

1- Le Pacte des Solidarités de l'Hérault

A la demande de l'Etat, un diagnostic, réalisé sur le territoire départemental et de la Métropole, par l'Agence Nationale des Solidarités Actives (ANSA) avec le concours des collectivités, a été présenté lors d'un comité des partenaires le 18 octobre 2023. Il constitue un état des lieux des besoins et de l'offre de service sur le territoire et a permis de préfigurer des actions prioritaires.

En 2020, le taux de pauvreté est de 14,6 % au niveau national, 16,8 % en Occitanie, 18,6 % dans l'Hérault. Il s'élève à 19 % dans la Métropole / 26 % à Montpellier. Les familles monoparentales et les jeunes de moins de 30 ans sont particulièrement exposés, avec un taux de pauvreté de 37 %.

2- Le Contrat Local des Solidarités de la Métropole et de la Ville de Montpellier

Dans le prolongement du Plan Pauvreté, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent s'inscrire aux côtés de l'Etat, pour la mise en œuvre d'un Contrat Local des Solidarités déclinaison opérationnelle du Pacte Local des Solidarités. Avec le Centre Communal d'Actions Sociales de Montpellier (CCAS), elles réaffirment leur engagement, pour lutter contre la grande précarité et intervenir au plus près des habitants les plus fragiles du territoire.

Le Contrat Local des Solidarités s'inscrit pleinement dans les engagements de la Métropole et de Ville, particulièrement dans les champs de la prévention des familles en situation de précarité, de la petite enfance et de l'accompagnement des jeunes ; mais aussi en matière d'insertion, d'accès aux droits fondamentaux et sociaux, et de transition écologique et solidaire.

Il vient ainsi contribuer et renforcer les actions inscrites dans les feuilles de route communale et métropolitaine. En effet, le programme d'intervention proposé s'inscrit particulièrement dans les objectifs retenus au titre :

- Des Etats Généraux de la Solidarités (EGS) ;
- Du Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM) ;
- Du Service Public de l'Enfance (SPE) ;
- Du Projet Alimentaire Territorial (PAT) ;
- De la stratégie de résorption des bidonvilles et de lutte contre les exclusions ;
- De l'observatoire des discriminations de la Ville de Montpellier ;
- Du plan d'action du CCAS de la Ville de Montpellier.

Il s'articule aussi avec les autres cadres de contractualisation avec l'Etat, principalement le Plan Logement D'abord, le Contrat de Ville, le Contrat Local de Santé, l'expérimentation Territoire Zéro Non Recours.

Des ateliers partenariaux de co-construction avec les services de l'Etat, du Conseil Départemental de l'Hérault, la Métropole, la Ville et le CCAS ont permis d'identifier des priorités d'action pour le Contrat Local des Solidarités :

Axe 1 : la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance

- Le soutien aux femmes monoparentales en matière d'amélioration et d'adaptation de l'offre d'accueil et d'accompagnement avec leur implication ;
- Le développement d'actions d'intermédiation en matière de mode de garde dans les quartiers populaires et la mise en place d'un Relai Petit Enfance itinérant ;
- La sécurisation des parcours des jeunes ;

Axe 2 : l'amplification de la politique d'accès à l'emploi pour tous

- Le développement des dispositifs d'insertion par l'activité économique ;
- La mobilisation des entreprises du territoire en faveur des publics en précarité ;
- L'expérimentation de parcours innovants d'accompagnement vers l'emploi en direction de publics ciblés (femmes, personnes en situation de handicap, public très vulnérable...) ;

Axe 3 : la lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits

- Le développement et le renforcement de l'accompagnement des publics vulnérables quel que soit le lieu de vie ;
- Le renforcement de la prévention primaire des risques d'expulsion auprès de l'ensemble des publics concernés : du repérage des situations à risque à l'accompagnement des ménages ;
- La prévention des risques sur les bidonvilles et la sécurisation des conditions de vie ;
- La recherche et la mise en œuvre de solutions de logement adaptées aux familles par la mobilisation de logements ou bâtis vacants ;
- La poursuite des dispositifs d'insertion sociale, professionnelle et actions socio-éducatives adaptés aux publics habitant en bidonville ;

Axe 4 : la construction d'une transition écologique solidaire.

- L'accès à des produits sains et choisis par le biais de l'aide alimentaire et grâce à l'amélioration des paysages alimentaires ;
- La mise en œuvre d'une plate-forme de coordination et d'intervention contre la précarité énergétique : du repérage à l'accompagnement en passant par la rénovation.

Enfin, un axe transversal relatif à la participation des personnes concernées et/ou accompagnées en situation de précarité vient compléter les 4 axes du Contrat Local des Solidarités.

3- Les modalités de mise en œuvre technique et financière du Contrat Local des Solidarités

Le Contrat Local des Solidarités est signé entre l'Etat, la Métropole et la Ville et pour une durée de 4 ans (2024-2027). Un programme d'actions a été établi pour les 4 années du Contrat Local des Solidarités (annexe 3 dudit contrat). Il pourra être complété et réajusté annuellement sous couvert d'une discussion avec les services de l'Etat.

Les actions entreprises dans le cadre du Contrat Local des Solidarités à l'échelle de la Métropole feront l'objet de dotations de l'Etat, dont le montant pour chacune des 4 années du Pacte et du Contrat est fixé à 535 500 €, correspondant à un programme d'actions annuel de 1 071 000 €. Compte tenu du principe d'annualité du budget de l'Etat et sous réserve de la disponibilité des crédits, un avenant annuel viendra préciser chaque année le montant engagé par l'Etat dans le cadre du Contrat.

L'année 2026 sera consacrée à l'évaluation à mi-parcours du Contrat Local des Solidarités, et fera l'objet d'un rapport d'exécution qui sera délibéré en Conseil de Métropole et en Conseil municipal. Le montant prévisionnel de 535 500 € pour l'année 2027 sera déterminé en tenant compte de l'évaluation de l'exécution du contrat à mi-parcours et sera précisé par avenant au présent contrat.

La dotation de l'Etat sera versée annuellement au budget de la Métropole. Plusieurs actions seront par ailleurs mises en œuvre par la Ville de Montpellier et son CCAS. Il convient donc, pour permettre le reversement des subventions de l'Etat, à la Ville et au CCAS, en fonction des actions conduites, de délibérer également sur les conventions de reversement des subventions par la Métropole d'une part à la Ville, d'autre part au CCAS.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'abroger la délibération n° V2024-047 du 26 mars 2024 ;
- D'acter le principe de l'engagement de la Ville dans le Pacte Local des Solidarités sur le territoire de la Métropole de Montpellier ;
- D'adopter les termes du Contrat Local des Solidarités entre l'Etat, la Ville et la Métropole et de la convention relative au reversement des subventions par la Métropole à la Ville ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PROJET DE CONTRAT LOCAL DES SOLIDARITES_2024 06 03.pdf
- Annexe 1 - Tableau des actions et suivi de leurs indicateurs.pdf
- Annexe 2 - Fiches action.pdf
- Annexe 3 - Programmation financière 2024.pdf
- Annexe 4 - Tableau des indicateurs nationaux.pdf
- Convention de cofinancement 3M-CCAS.pdf
- Convention de cofinancement 3M-Ville.pdf

Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration (CTAI) entre la Préfecture, la Délégation Interministérielle à l'Accueil et à l'Intégration des Réfugiés (DIAIR) et la Ville de Montpellier - Bilan de l'exercice 2023 - Renouvellement pour l'exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier adhérente à l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA) est engagée dans une dynamique globale d'accueil et d'insertion pour faciliter l'intégration des migrants sur son territoire. Elle a démontré son engagement et l'opérationnalité de sa démarche en ouvrant ses structures communales, en apportant son expertise et ses moyens en matière d'habitat intercalaire, de solidarité alimentaire et en mobilisant son réseau associatif pour l'accueil des familles ukrainiennes, afghanes, en soutien aux mesures de droit commun des services de l'Etat ; ceci à toutes les étapes du dispositif national d'accueil depuis désormais deux années. Les instances de concertation et les bonnes pratiques développées dans le cadre du contrat territorial d'accueil et d'intégration (CTAI) sont l'expression concrète de ce travail conduit de façon contractuelle avec les services de l'Etat depuis décembre 2021.

Les personnes concernées par le dispositif national des contrats territoriaux d'accueil et d'intégration sont les primo-arrivants. Le CTAI montpelliérain privilégie les actions envers les personnes ayant obtenu la protection internationale (BPI) au titre d'une demande d'asile ou des considérations humanitaires conjoncturelles et stabilisant leur domicile sur la Ville après l'obtention. En 2023 :

- 163 personnes ont bénéficié d'un dispositif long d'accès à l'emploi, au logement ou à l'apprentissage

du français ;

- 169 personnes ont participé à des actions ou ateliers, bénéficié de conseils et accompagnements plus circonscrits dans le temps ;
- 500 personnes ont participé à la journée mondiale des réfugiés.

Quatre axes structurent le CTAI de la Ville de Montpellier, dont le bilan qualitatif 2023 est le suivant :

- Axe 1 - Renforcer la maîtrise de la langue française indispensable au processus d'intégration sociale et professionnelle par la mise en place d'un guichet unique proposant aux parents un apprentissage du Français et un mode de garde synchronisé en crèche : 5 familles concernées ;
- Axe 2 - Diversifier les outils et dispositifs d'insertion socioprofessionnelle innovants : 16 Contrats à durée Déterminée (CDD) de 3 mois au sein des services de la Ville de Montpellier, sur des postes « insertions », proposant une demi-journée par semaine dédiée à lever les freins à l'emploi. 1 nomination stagiaire avant titularisation a été signée en sortie de parcours ;
- Axe 3 - Faciliter l'accès au logement digne : 80 personnes ont bénéficié d'une solution en habitat intercalaire, à la Résidence des Fauvettes du Centre Communal d'Actions Sociales de Montpellier (CCAS) ou en intermédiation locative ;
- Axe 4 - Encourager l'exercice de la citoyenneté et l'accès aux ressources du territoire : 500 participants à la journée mondiale des réfugiés du 20 juin 2023.

Ces 4 axes sont reconduits en 2024 avec des perspectives d'évolution qui portent d'une part sur une gouvernance recentrée sur le parcours des bénéficiaires, plus que sur les dispositifs, et d'autre part sur des partenariats renforcés avec les dispositifs de droit commun avec :

- Une convention de coordination avec le programme d'intégration AGIR 34 (à venir) ;
- Une candidature à l'appel à projet de la Région Occitanie pour l'intégration des publics réfugiés en juin 2024 ;
- L'orientation des publics en habitats intercalaires désormais agréés par les services de l'Etat.

En outre, de nouvelles actions sont proposées en 2024 pour compléter les outils existants :

- Axe 3 : Une expérimentation d'aide complémentaire aux travaux des propriétaires bailleurs privés pour accueillir les personnes réfugiées en intermédiation locative (objectif : 4 logements mis à disposition) ;
- Axe 3 : La formation et le développement d'un réseau de logeurs solidaires, pouvant accueillir en cohabitation des réfugiés subissant des discriminations, particulièrement en raison des orientations sexuelles (LGBT) (objectif : 3 places) ;
- Axe 4 : L'accompagnement des personnes réfugiées vers les associations, services et lieux culturels et sportifs dès le début de leur parcours d'intégration (objectif : 140 bénéficiaires).

Pour l'année 2024, le montant de la contractualisation avec les services territoriaux de l'Etat et la Délégation Interministérielle pour l'accueil et l'intégration des réfugiés est équivalent à celui de 2023, c'est à dire à hauteur de 240 000 €. La Ville de Montpellier reversera 90 000 € de la subvention de l'Etat au CCAS de Montpellier pour la mise en œuvre des actions suivantes :

- 70 000 € pour le dispositif transversal Univ'Air Réfugiés (50 000 €) et le dispositif d'accompagnement à l'embauche (20 000 €) ;
- 20 000 € pour la participation au fonctionnement de la résidence des Fauvettes pour les jeunes isolés, bénéficiaires de la protection internationale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du bilan d'année 2023 du CTAI ;
- D'approuver les termes du CTAI de l'année 2024 et de la convention de reversement entre la Ville de Montpellier et le CCAS ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CTAI contrat 2024 RIB.docx
- Bilan CTAI Montpellier 2023 v3 (003).pdf
- convention de reversement CTAI - CCAS 2024.docx
- Revue des actions 2024

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
034-213401722-20240711-271084-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Commerce

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Cœur de Ville en Lumières - Conventions de partenariat entre la Ville de Montpellier et des écoles professionnelles des arts numériques - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Alban ZANCHIELLO, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de l'évènement « *Cœur de Ville en Lumières* », la Ville de Montpellier organise des spectacles « *Sons et Lumières* », autour de plusieurs sites dans le centre-ville de Montpellier : l'Arc de triomphe, le théâtre et la cour de l'Agora, la Préfecture (côté Place du marché aux fleurs), et la place Notre Dame des tables.

La Ville de Montpellier se situe parmi les leaders Français des Arts Graphiques et Numériques avec de nombreuses écoles de cinéma d'animation, d'effets spéciaux, de jeux vidéo, ou encore d'architecture. La Ville de Montpellier détient tous les atouts d'un territoire reconnu internationalement et résolument high-tech, constitué par la richesse de ses jeunes talents. Fort de ce constat, il est proposé cette année encore, aux écoles Objectif 3D, ACFA MultiMedia, Studio M, Art fx, Esma, e-artsup, Brassart et Ynov Campus d'explorer la créativité et l'innovation du savoir-faire Montpelliérain au travers d'une constellation de spectacles. Cette émulation collective met en évidence la pertinence de la création d'une véritable pépinière de jeunes talents autour de « *Cœur de Ville en Lumières* » et permet ainsi la diffusion au-delà des frontières de la Ville, de l'ADN d'une ville innovante, festive, dynamique, et résolument tournée vers l'avenir du numérique et des industries culturelles et créatives.

Ces écoles présenteront au public leurs compétences au travers de projections architecturales, appelées

« *vidéo-mapping* » sur les façades emblématiques de l'Ecusson, de mises en lumières et de création de jeux vidéo à destination du grand public. Pour ce faire, il est proposé la signature de convention de partenariat avec chaque écoles, conventions établies pour une durée de 12 mois. La Ville de Montpellier s'engage à apporter un accompagnement professionnel, (Médiateur) sous la forme d'une supervision du projet artistique auprès des écoles, ainsi que toute la réalisation technique, dans le cadre d'un marché public, pour un montant de 89 600 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions de partenariat entre la Ville de Montpellier et les écoles citées ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention_partenariat_ecole_ArtFx.docx
- Convention_partenariat_ecole_BRASSART.docx
- Convention_partenariat_ecole_e-artsup.docx
- Convention_partenariat_ecole_ESMA.docx
- Convention_partenariat_ecole_OBJECTIF_3D.docx
- Convention_partenariat_ecole_STUDIO M ACFA MULTIMEDIA.docx
- Convention_partenariat_ecole_YNOV Campus.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-270278-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Commerce

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Marchés de Noël 2024 et 2025 - Conventions de mise à disposition à la Chambre
de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault et à la Chambre de Commerce et
d'Industrie d'un chalet pour les jeunes créateurs - Approbation - Autorisation de
signature**

Monsieur Alban ZANCHIELLO, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite apporter son appui spécifique aux jeunes créateurs en leur mettant à disposition un espace de vente leur permettant de tester et faire connaître leurs produits sur le marché de Noël en partenariat avec les chambres consulaires. La Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA) et la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Hérault accompagnent les entreprises au quotidien. Elles apportent notamment leur conseil et leur appui aux jeunes entreprises du département. La Ville de Montpellier propose donc de mettre à disposition un chalet à chacune de ces deux structures pour le Marché de Noël 2024 et le Marché de Noël 2025. Ces dernières s'engagent à le gérer et à le mettre à disposition de jeunes créateurs

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat et la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault réaliseront la sélection des artisans et des créateurs qui exposeront dans les deux chalets dédiés. Elles s'engagent à prendre en compte *a minima* les critères suivants :

- Moins de 3 ans d'activité ;
- Vente exclusivement de produits de leur conception.

La Ville de Montpellier confie la gestion de ces deux chalets à titre gracieux à la CMA de l'Hérault et à la CCI de l'Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault, d'une part, et la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault, d'autre part, pour la mise à disposition d'un chalet destiné aux jeunes créateurs ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Clare HART, M. Mustapha LAOUKIRI.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention chalet CCI 2024.docx
- Convention chalet CMA 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-270331-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télécours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Commerce

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Halles et Marchés - Exonération de redevances - Rachat de fonds de commerce -
Approbation**

Monsieur Alban ZANCHIELLO, Adjoint au Maire, rapporte :

1- Marché Comédie – exonération de redevances

Dans le cadre de la stratégie d'extension et d'embellissement du cœur de métropole, d'importants travaux sont engagés sur les espaces publics de l'ensemble urbain formé par le secteur de la place de la Comédie et le secteur de l'Esplanade étendu au Jardin du Champ de Mars ; ce site emblématique de la centralité montpelliéraine correspondant à un périmètre opérationnel global de 8 hectares.

Plusieurs phases de travaux se sont succédées sur les deux secteurs Comédie et Esplanade en 2022 et 2023 notamment la création de fosses pour la plantation d'arbres ou encore le début des travaux de surface sur l'ensemble de ces secteurs. Les différentes phases de travaux se succèdent notamment en 2024 avec la création de la nouvelle grande fontaine ou encore les nouveaux aménagements sur l'allée centrale de l'Esplanade.

En cohérence avec les mesures prises en 2023 sur les deux secteurs Comédie et Esplanade et du fait de la gêne occasionnée par ces travaux, il est proposé à nouveau la mise en place d'une exonération des redevances pour le marché de la Comédie sur la période du 1er janvier 2024 au 30 septembre 2024 pour un montant total estimé à 24 192 €.

2- Halle Quatre saisons – Rachat de fonds de commerce

Par délibération du Conseil municipal en date du 29 septembre 2015, prise en application de la loi 2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises, dite « *loi PINEL* », tout titulaire d'une autorisation d'emplacement sur un marché peut présenter au Maire un successeur, sous réserve d'exercer son activité depuis trois ans. En effet, l'adoption de la loi PINEL confère à l'ensemble des commerçants non sédentaires des halles et marchés, un droit assimilable à un fonds de commerce.

M. FAUCON Patrick est titulaire de l'emplacement n° 20 d'une superficie de 28 m² dans les halles Quatre saisons. Il est titulaire de cette autorisation d'occupation depuis plus de 3 ans, n'a pas réussi à trouver de repreneur à présenter à la collectivité sur son activité « *Caviste et coquillages* » qui périclité sur l'équipement. Il est proposé que la collectivité se substitue au repreneur et se porte acquéreur de l'emplacement, ce qui permettra à terme d'y proposer une nouvelle offre dans l'intérêt d'un renforcement de l'attractivité des halles.

Compte tenu de l'ancienneté du commerçant, du produit commercialisé, de la clientèle attachée à ce commerce, de l'attractivité de la halle, la valeur du fonds de commerce est estimée à 28 000 € net vendeur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'exonération susmentionnée ;
- D'acquérir le fonds de commerce de Monsieur FAUCON Patrick au prix de 28 000 € net vendeur correspondant à l'emplacement n°20 de 28m² sur les halles Quatre saisons ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-271216-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Commerce

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Montpellier Grand Cœur - Aide à la rénovation des devantures des locaux
d'activités - Attribution de subventions - Approbation**

Monsieur Alban ZANCHIELLO, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément à l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités, la Ville de Montpellier attribue des subventions pour inciter les entreprises (commerce, artisanat ou autre) à rénover la devanture de leurs locaux d'activités afin d'améliorer la qualité des rez-de-chaussée des immeubles situés dans les secteurs de protections patrimoniales et soutenir ainsi l'activité commerciale au sein de la Ville de Montpellier. Pour rappel, ce dispositif initialement instauré par délibération en date du 29 mai 2012 (n° 2012/284) a été renouvelé à l'issue de la délibération du 14 juin 2021 (n° 2021-178) afin d'améliorer la qualité des rez-de-chaussée commerciaux dans les secteurs de protections patrimoniales et soutenir l'activité commerciale au sein de la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, il est donc proposé d'attribuer les subventions suivantes :

Enseigne « El Grande », bar

Propriétaire : M. RODRIGUEZ - indivision

1 bis rue de Verdun

Subvention travaux = 6 468,75 € (plafond m² devanture)

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 7 218,75 €

Enseigne « Gyraya Saint-Guilhem », restauration rapide

Gérant : M. Tom IGOUNET

27 rue Saint-Guilhem

Subvention travaux = 8 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 500 €

Montant à verser : 9 500 €

Enseigne « Le 17.45 », restaurant

Gérant : M. François RECUERO – SAS Les planches Pétrarque

6 Place Pétrarque

Subvention travaux = 8 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 500 €

Montant à verser : 9 500 €

Enseigne « Romagna Kitchen », restaurant

Gérant : Mme Malthide & Marjolaine GUALTIERI – SARL Les deux sœurs

20 rue du Faubourg du Courreau

Subvention travaux = 4 052,70 € (plafond m² devanture)

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 4 802,70 €

Enseigne « Chai du Clapas », restaurant

Gérant : M. Thierry GAXIEU

25 rue Faubourg du Courreau

Subvention travaux = 6 230 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 500 €

Montant à verser : 7 730 €

Enseigne « LA PROVENCE », magasin de souvenirs et savons

Gérant : M. Nader MOKHTARI

7 rue de l'Ancien Courrier

Rappel : attribution d'une partie de la subvention (2 648.95 €) par décision prise par le Conseil municipal du 10/10/2023

Solde, pour travaux totalement réalisés

Subvention travaux = 5 401,90 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Montant à verser : 3 502 95 €

Enseigne « Hélène B Coiffure », salon de coiffure

Propriétaire : Mme Hélène BELLET

16 rue Rigaud

Subvention travaux = 5 392,5 € (plafond m² devanture)

Subvention maîtrise d'œuvre = 700 €

Montant à verser : 6 092,5 €

Enseigne « SCI SASO », exploitation de biens immobilier

Propriétaire : Mme Sabine FANNEAU DE LA HORIE (SCI SASO)

6 bis rue Cope Cambes

Rappel : attribution d'une partie de la subvention (4 000 €) par décision prise par le Conseil municipal du 18/07/2023

Solde, pour travaux totalement réalisés

Subvention travaux = 8 000 €

Montant à verser : 4 000,00 €

Enseigne « Cabinet Paramédical », santé

Propriétaire : M. Vincent FLOCHEL – SCI KINOSTEO

36 rue Caizergues de Pradines

Subvention travaux = 8 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 525 €

Montant à verser : 8 525 €

Local en cours de commercialisation

Propriétaire : M. Jean-Pierre PIDOLOT – SCI JPAM

5 rue du Pont de Lattes

Subvention travaux = 4 356,15 € (plafond m² devanture)

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 312.8 €

Montant à verser : 5 668,95 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'attribution des subventions pour un montant total de 66 540,85 € correspondant à la rénovation des devantures des locaux d'activités listés ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-268949-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Ovalie - Demande d'agrément de
candidature de SOGEPROM-PRAGMA pour le lot 1 - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Situé entre l'avenue de Toulouse, l'avenue de Vanières et la vallée du Rieucoulon, à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves-du-Manoir, le quartier Ovalie marque l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier. D'une superficie d'environ 32 hectares, il offre dans un cadre paysager de qualité environ 3 400 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces, groupes scolaires, crèche, parcs).

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 20 décembre 2005. Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Dans le cadre d'une démarche d'implantation de projets architecturaux remarquables à proximité des lignes de tramway, visant à enrichir et diversifier le patrimoine de la Ville et contribuant à la diffusion de projets architecturaux contemporains et à la création des repères et lieux d'identité urbaine, le quartier Ovalie accueillera une Folie architecturale. Située sur la place Vanières face au parvis du stade de rugby et bordant la ligne 5 de tramway qui sera mise en service à l'horizon 2025, cette Folie composée de deux bâtiments au

sein d'un parc et de rez-de-chaussée actifs marquera l'entrée du quartier et contribuera à son animation.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1^{er} septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1^{er} mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature de SOGEPROM PRAGMA pour le lot n°1 de la ZAC Ovalie.

Maître d'ouvrage :	Sogeprom Pragma ;
Localisation du projet :	Lot n°1 ZAC Ovalie - Sections PB provisoirement numérotée PB 251 partie, 332, 333 partie, 335, 336, 337 partie, 338 partie, 342 partie et 343 partie ;
Surface du lot :	4 873 m ² ;
Nature du projet :	- 4 250 m ² de surface de plancher de logements dont : <ul style="list-style-type: none">o 2 975 m² de surface de plancher de logements en accession libre (37 logements environ) ;o 1 275 m² de surface de plancher de logements en Bail Réel Solidaire (BRS – 16 logements environ) ; - 750 m ² de surface de plancher à usage de commerces ; - 3 000 m ² de surface de plancher à usage de bureaux ;
SDP envisagée :	8 000 m ² ;
SDP maximale autorisée :	8 400 m ² .

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'agréer la candidature de SOGEPROM-PRAGMA en vue de la réalisation d'un programme de logements en accession libre, de logements en Bail Réel Solidaire, de commerces et de bureaux sur le lot 1 de la ZAC Ovalie ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-266778-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Vente de la parcelle BR 1 rue de Montels l'Eglise à Lattes à la Société Loti du sud - Approbation

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Par acte administratif du 12 mai 1977, la Ville de Montpellier a acquis le terrain nu cadastré BR1 sur le territoire de la Commune de Lattes, rue de Montels l'Eglise, dans le cadre du projet de réalisation de la rocade Ouest-Sud. Aucun projet mené par la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole depuis le transfert de la compétence Voirie, ni même par l'Etat, qui vient d'achever la requalification de l'autoroute A709, n'a mobilisé ce foncier.

Dans une démarche de gestion active de son patrimoine, la Ville de Montpellier élabore un plan de cession fléchissant les biens non affectés et pouvant être cédés. A cet effet, la parcelle BR 1, non affectée et ne permettant pas de développer un projet communal, a été identifiée comme bien pouvant être valorisé compte-tenu de sa configuration triangulaire complexe et de sa faible superficie. Par délibération en date du 11 octobre 2023, le Conseil municipal a entériné sa mise en vente selon la procédure de l'appel à projets, fixée par la délibération du Conseil municipal du 22 juillet 2013, approuvant le cahier des charges définissant les conditions techniques, administratives et financières de la cession, notamment en termes de programmation, d'urbanisme ou d'environnement.

Au vu de la nature du bien, les critères de sélection du projet ont été les suivants :

- Critère 1 : Intérêt économique et environnemental du projet (6 points) ;

- Critère 2 : Insertion du projet dans son environnement (6 points) ;
- Critère 3 : Prix de vente proposé sur la base du prix plancher minimum, 86 000 € (quatre-vingt-six mille euros) net vendeur, correspondant l'évaluation du Pôle d'Evaluation Domaniale, base de recevabilité de l'offre (4 points) ;
- Critère 4 : Solvabilité et garanties bancaires apportées (4 points).

Le 31 janvier 2024, date limite de dépôt des offres d'acquisition, deux dossiers ont été déposés.

Après analyse des candidatures, la Commission Consultative des Cessions Foncières et Immobilières de la Ville de Montpellier, réunie le 25 avril 2024, a sélectionné le projet porté par la société par actions simplifiée (SAS) LOTI DU SUD. Ce projet prévoit la construction d'un ensemble immobilier à destination de bureau comprenant principalement le siège social de la société LOTI DU SUD et des espaces tertiaires à la location. L'immeuble fera l'objet d'une démarche environnementale label Bâtiment Durable Occitanie, intégrant le développement durable notamment dans la gestion des déchets, la gestion de l'énergie, le principe constructif choisi, les matériaux biosourcés, le traitement du photovoltaïque, de la gestion et du cycle de l'eau, de l'air, des mobilités durables, le confort acoustique.

Le prix de cession proposé sur la base du bilan financier de l'opération est de 95 000 € (quatre-vingt-quinze mille euros) nets vendeur. Un compromis de vente sera signé avec ce candidat, sous condition suspensive de l'octroi d'un permis de construire conforme au projet sélectionné par la commission consultative des cessions.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la vente de la parcelle cadastrée BR 1 située rue de Montels l'Eglise à Lattes d'une superficie de 1 288 m², pour la réalisation du projet immobilier proposé dans le cadre de l'appel à projet mené par la Ville de Montpellier, à la SAS LOTISUD au prix 95 000 € (quatre-vingt-quinze mille euros) net vendeur ;
- D'approuver les termes du compromis de vente, puis de l'acte authentique, et d'autoriser la saisine en ce sens un office notarial ;
- D'autoriser la SAS LOTISUD, ou tout tiers substitué à déposer et se voir octroyer sur la parcelle BR 1, sise commune de Lattes, toutes les autorisations d'urbanisme nécessaires à la réalisation de l'opération immobilière sélectionnée ;
- De dire que les recettes seront inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- AVIS PED AR 2023.34129.46828.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-271063-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) du quartier
de la Mosson - Parcelle LR 268 - Désaffectation et déclassement du domaine
public communal - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Situé au Nord-Ouest de Montpellier, bordé par la Commune de Grabels au Nord, et par la Commune de Juvignac à l'Ouest, le quartier de la Mosson a été construit dans les années 1960. Il accueille à ce jour environ 30 000 habitants, répartis dans 9 000 logements, principalement en copropriété. Le quartier a bénéficié entre 2007 et 2013 du premier Programme National de Renouvellement Urbain (PNRU) tourné vers la requalification de l'habitat et des équipements. Le quartier de la Mosson est toujours au cœur de l'action de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. Il fait l'objet d'un grand projet de rénovation urbaine ayant pour ambition d'améliorer le cadre de vie des habitants, de rééquilibrer la ville et retrouver l'attractivité pour le quartier, de faciliter l'accès à l'emploi, la qualité des commerces ou la réussite des enfants à l'école publique.

Par délibération n°M2019-698 en date du 18 décembre 2019, la Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020. Ce quartier a été retenu comme quartier d'intérêt national au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Une convention a été signée le 23 juillet 2021 par la Ville de

Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole avec l'ANRU et l'ensemble des partenaires.

Dans ce périmètre, la Ville de Montpellier est propriétaire de la parcelle cadastrée LR 268 d'une superficie de 1 114 m² située en partie sur l'ancienne emprise de la Tour Catalogne, le long de l'avenue de Barcelone. Cette emprise est aménagée actuellement en espace public agrémenté d'un espace vert ouvert au public.

Le projet d'aménagement prévoit dans ce secteur de mobiliser cette emprise afin de créer un programme d'activités tertiaires accompagné de la requalification des espaces publics. A cet effet, il a été constaté par un procès-verbal du commissaire de justice dressé le 3 mai 2024 la fermeture à l'usage du public de la parcelle LR 268. Afin de pouvoir mobiliser ces emprises dans le cadre de la mise en œuvre opérationnelle du projet NPNRU de la Mosson, il convient de constater la désaffectation et de prononcer son déclassement du domaine public.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De constater la désaffectation de la parcelle cadastrée LR 268 d'une superficie de 1 114 m² située avenue de Barcelone ;
- De prononcer le déclassement du domaine public de la parcelle cadastrée LR 268 et de l'incorporer au domaine privé de la Ville ;
- D'autoriser le dépôt et l'octroi de toutes autorisations d'urbanisme concourant à la réalisation du projet par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ou tout tiers substitué ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- plan 1
- Plan 2
- constat SERM Declassement public parcelle LR268

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-268936-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) du quartier
de la Mosson - Cession à SA3M de la parcelle LR 268 - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Situé au Nord-Ouest de Montpellier, bordé par la Commune de Grabels au Nord, et par la Commune de Juvignac à l'Ouest, le quartier de la Mosson a été construit dans les années 1960. Il accueille environ 30 000 habitants répartis dans 9 000 logements, principalement en copropriété. Le quartier a bénéficié entre 2007 et 2013 d'un premier Programme National de Renouvellement Urbain (PNRU) tourné vers la requalification de l'habitat et des équipements. Le quartier de la Mosson est toujours au cœur de l'action de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. Il fait l'objet d'un grand projet de rénovation urbaine ayant pour ambition d'améliorer le cadre de vie des habitants, de rééquilibrer la ville et retrouver une attractivité pour le quartier, de faciliter l'accès à l'emploi, d'améliorer la qualité des commerces ou la réussite des enfants à l'école publique.

Par délibération n°M2019-698 en date du 18 décembre 2019, la Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020.

Ce quartier a été retenu comme quartier d'intérêt national au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Une convention a été signée le 23 juillet 2021 par la Ville de Montpellier

et Montpellier Méditerranée Métropole avec l'ANRU et l'ensemble des partenaires.

Dans ce périmètre, la Ville de Montpellier est propriétaire de la parcelle cadastrée LR 268 d'une superficie de 1 114 m² située en partie sur l'ancienne emprise de la Tour Catalogne, le long de l'avenue de Barcelone. Ce foncier a été aménagé en espace public agrémenté d'un espace vert ouvert au public. A la suite de la constatation de la désaffectation de cet espace vert, le Conseil municipal a approuvé le déclassement du domaine public de la parcelle LR 268, sise commune de Montpellier.

La SA3M a sollicité la Ville de Montpellier pour la cession de la parcelle ainsi déclassée dans le cadre de la mise en œuvre opérationnelle du projet d'aménagement, afin de créer un programme d'activités tertiaires accompagné de la requalification des espaces publics. La cession de ce foncier aura lieu moyennant le prix de 40 €/m², soit 44 560 €, conformément à l'évaluation des services du pôle d'évaluation domaniale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la cession de la parcelle LR 268 d'une superficie cadastrale de 1 114 m² à la SA3M, moyennant le prix de 44 560 € (quarante-quatre mille cinq cent soixante euros) ;
- De dire que la vente sera réitérée par acte authentique au frais de l'acquéreur ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 44 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. François VASQUEZ.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Plan 1

- Plan 2

- OSE 2024-34172-38189.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-271097-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) du quartier
de la Mosson - Parcelles LR 70 et LR 278 - Déclassement du domaine public
communal et désaffectation - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Situé au Nord-Ouest de Montpellier, bordé par la Commune de Grabels au Nord, et par la Commune de Juvignac à l'Ouest, le quartier de la Mosson a été construit dans les années 1960. Il accueille à ce jour environ 30 000 habitants, répartis dans 9 000 logements principalement en copropriété. Le quartier a bénéficié entre 2007 et 2013 du premier Programme National de Renouvellement Urbain (PNRU) tourné vers la requalification de l'habitat et des équipements. Le quartier de la Mosson est toujours au cœur de l'action de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. Il fait l'objet d'un grand projet de rénovation urbaine ayant pour ambition d'améliorer le cadre de vie des habitants, de rééquilibrer la ville et retrouver l'attractivité pour le quartier, de faciliter l'accès à l'emploi, la qualité des commerces ou la réussite des enfants à l'école publique.

Par délibération n°M2019-698 en date du 18 décembre 2019, la Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020. Ce quartier a été retenu comme quartier d'intérêt national au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Une convention a été signée le 23 juillet 2021 par la Ville de

Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) et l'ensemble des partenaires.

Dans ce périmètre, la Ville de Montpellier est propriétaire des parcelles cadastrées LR 278 d'une superficie de 1 420 m² et LR 70 d'une superficie de 144 m² situées en partie sur l'ancienne emprise de la Tour Catalogne, le long de l'avenue de Barcelone. Ces emprises sont aménagées actuellement en parking public d'une trentaine de places de stationnement accompagné d'ilots végétalisés. Le projet d'aménagement prévoit dans ce secteur de mobiliser ces emprises afin de permettre l'implantation d'un Pôle Santé porté par le Groupe Office Santé accompagné par la requalification des espaces publics.

La Métropole a sollicité la Ville de Montpellier afin que celle-ci puisse d'ores et déjà procéder à la cession du bien auprès du porteur de projet pour lui permettre de monter son opération de construction. Cependant, le démarrage des travaux ne pouvant s'opérer avant le 3^{ème} trimestre 2025, la Ville souhaite conserver l'usage public du parking qui s'avère indispensable au bon fonctionnement du quartier, dans l'attente de l'aménagement de l'espace public attenant.

L'article L.2141-2 du Code général de la propriété des personnes publiques permet de décider la désaffectation de l'espace public et de le déclasser, mais d'en conserver l'usage public pendant un délai de 3 ans, renouvelable une fois.

Vu les objectifs et l'intérêt général du projet, il est proposé de mettre en œuvre cette procédure sur l'assiette foncière du projet de pôle santé composée des parcelles cadastrées LR 278 et LR 70.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider la désaffectation des parcelles cadastrées LR 70 et LR 278, situées avenue de Barcelone à Montpellier ;
- De dire que la désaffectation devra prendre effet dans un délai de trois ans, renouvelable une fois à compter de la date de la présente délibération ;
- De prononcer le déclassement du domaine public des parcelles cadastrées LR 70 et LR 278, situées avenue de Barcelone à Montpellier ;
- D'autoriser le dépôt et l'octroi de toutes autorisations d'urbanisme concourant à la réalisation du projet par le Groupe Office Santé ou tout tiers substitué ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Plan 1

- Plan 2

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-268941-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) du quartier
de la Mosson - Cession des parcelles LR 70 et LR 278 au groupe Office Santé -
Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Situé au nord-ouest de Montpellier, bordé par la Commune de Grabels au nord, et par la Commune de Juvignac à l'ouest, le quartier de la Mosson a été construit dans les années 1960. Il accueille à ce jour environ 30 000 habitants, répartis dans 9 000 logements, principalement en copropriété. Le quartier a bénéficié entre 2007 et 2013 du premier Programme National de Renouvellement Urbain (PNRU) tourné vers la requalification de l'habitat et des équipements. Le quartier de la Mosson est toujours au cœur de l'action de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. Il fait l'objet d'un grand projet de rénovation urbaine ayant pour ambition d'améliorer le cadre de vie des habitants, de rééquilibrer la ville et retrouver l'attractivité pour le quartier, de faciliter l'accès à l'emploi, la qualité des commerces ou la réussite des enfants à l'école publique.

Par délibération n°M2019-698 en date du 18 décembre 2019, la Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020.

Ce quartier a été retenu comme quartier d'intérêt national au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Une convention a été signée le 23 juillet 2021 par la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole avec l'ANRU et l'ensemble des partenaires.

Dans ce périmètre, la Ville de Montpellier est propriétaire des parcelles cadastrées LR 278 d'une superficie de 1 420 m² et LR 70 d'une superficie de 144 m² situées en partie sur l'ancienne emprise de la Tour Catalogne, le long de l'avenue de Barcelone. Ces emprises sont aménagées actuellement en parking public d'une trentaine de places de stationnement accompagné d'ilots végétalisés. Le projet d'aménagement prévoit dans ce secteur de mobiliser ces emprises afin de permettre l'implantation d'un Pôle Santé porté par le Groupe Office Santé accompagné de la requalification des espaces publics.

La Métropole a sollicité la Ville de Montpellier afin que celle-ci puisse d'ores et déjà procéder à la cession du bien auprès du porteur de projet pour lui permettre de monter son opération de construction tout en maintenant, le temps du montage de l'opération immobilière, la fonction de stationnement et d'espaces verts ouverts au public. Pour mettre en œuvre ce projet dans le cadre de l'opération NPNRU de la Mosson, le Conseil municipal a, au préalable, approuvé le déclassement du domaine public communal des parcelles LR 278 et LR 70 et leurs désaffectations *a posteriori*. Le projet de Pôle Santé s'étend sur une assiette foncière d'une surface prévisionnelle d'environ 624 m², dont 28 m² issus de la parcelle LR 70 et 596 m² issus de la parcelle LR 278 selon le plan de géomètre joint à la présente délibération.

Conformément à l'évaluation des services du Pole d'évaluation domaniale, la cession du bien aura lieu moyennant le prix de 150€/m² HT de surface de plancher (SDP) à développer sur le terrain vendu. A ce jour, le projet prévoit la création de 1 200 m² environ de SDP, soit un montant prévisionnel de cession d'environ 180 000 € HT. Le prix définitif sera ajusté en fonction de la surface de plancher autorisée dans le cadre du permis de construire.

La commission consultative des cessions immobilières de la Ville de Montpellier, consultée sur ce projet lors de la séance du 24 avril 2024, a émis un avis favorable pour exclure cette vente de la procédure de cession des biens communaux, régie par la délibération du Conseil municipal du 22 juillet 2013, compte tenu de l'intérêt du projet à développer sur cette assiette foncière dans le cadre de la mise en œuvre opérationnelle du NPNRU de la Mosson et de la diversification de l'offre de service à la population du quartier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la cession d'une emprise de 28 m² à prendre sur la parcelle LR 70 et d'une emprise de 596 m² à prendre sur la parcelle LR 278, selon un plan de division dressé par un géomètre expert au groupe Office Santé, moyennant le prix de 150 € HT (cent cinquante euros hors taxes) par m² de surface de plancher autorisée ;
- De dire que la vente sera réitérée par acte authentique au frais de l'acquéreur ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Plan 1
- Plan 2
- TAB pour Pôle santé Mosson.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-271109-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnime AKBARLY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Constatation de transfert de propriété de la SA3M à la Ville de Montpellier du
groupe scolaire Jeanne-Moreau phase 2 - Lot 5C2 de la Zone d'Aménagement
Concerté (ZAC) du quartier de la Cité créative - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme de la carte militaire, l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) de Montpellier a fermé ses portes à l'été 2010. La Ville a décidé d'engager la transformation de ce site désaffecté pour le remobiliser au service de son développement et de son rayonnement. Le 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI d'une superficie de 356 019 m².

Soucieuse de maîtriser le développement de ce site emblématique et de son environnement urbain, la Ville a, par suite et par délibération en date du 25 juin 2012, confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (devenue en 2016 la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole – SA3M), l'opération de reconversion de l'EAI sous la forme d'une concession d'aménagement qui prévoit la réalisation de logements, de locaux d'activités (bureaux, enseignement, commerces et services de proximité) et deux équipements publics principaux : un groupe scolaire de vingt classes et une crèche. La réalisation de ce nouveau quartier, au sein de la ZAC « Cité Créative » a, en effet, rendu nécessaire la création d'un nouveau groupe scolaire dès la rentrée 2019.

A cet effet, la SA3M a acheté à la Ville une partie de l'ensemble acquis par celle-ci auprès de l'Etat. La Ville

a confié, le 31 mars 2016, la réalisation du groupe scolaire au sein d'un ensemble immobilier complexe imbriquant des logements, à la SA3M, dans le cadre d'un avenant n° 4 à la concession d'aménagement dont la réalisation a été organisée en deux temps.

Le groupe scolaire, phase 1, situé au sein d'un ensemble immobilier complexe imbriquant logements et locaux scolaires a été ouvert à la rentrée de septembre 2019. Il est constitué de 10 classes, dont 5 mises à disposition par le biais d'une convention à l'école associative Calandreta-Dau-Chivalet. Le transfert de propriété à titre gratuit a été constaté par acte notarié en date du 4 décembre 2019.

La phase 2 du projet comprend une construction neuve et une partie en réhabilitation correspondant à une ancienne ciblerie et d'anciens ateliers. Le groupe scolaire II, en R+1 partiel, est constitué de 10 classes, d'un hall, de locaux affectés au périscolaire, de locaux techniques et d'une cour. L'équipement fera l'objet d'un procès-verbal de remise d'ouvrage par la SA3M dans le courant de l'été 2024, date à partir de laquelle la Ville de Montpellier en aura la jouissance.

Il est proposé dès lors de procéder à l'acquisition, par transfert à titre gratuit, de la propriété du groupe scolaire Jeanne-Moreau phase 2, d'une surface utile d'environ 1 366 m², lot 5C2 de la ZAC du quartier de la Cité créative, au profit de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession. La valeur de l'équipement inscrite au bilan de la ZAC est de 8 017 340 € HT soit huit millions dix-sept mille trois cent quarante euros hors taxe.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De constater le transfert à titre gratuit de propriété du groupe scolaire Jeanne-Moreau phase 2, lot 5C2 de la ZAC du quartier de la Cité créative, au profit de la Ville de Montpellier conformément aux engagements contractuels nés du contrat de concession ;
- De missionner un office notarial en vue de réitérer l'acte constatant le transfert gratuit de propriété du groupe scolaire Jeanne-Moreau phase 2, lot 5C2 de la ZAC du quartier de la Cité créative, au profit de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. François VASQUEZ.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-271189-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Transfert en pleine propriété de l'emprise foncière du collège Les Aiguerelles au
Département de l'Hérault - Transfert à Montpellier Méditerranée Métropole
d'une voirie Avenue du Pont Trinquat et rue de l'Améthyste - Constitution d'une
servitude pour le passage en tréfonds d'une canalisation - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

En 1985, la Ville de Montpellier a mis à la disposition du Département de l'Hérault les collèges lui appartenant, en application des lois de décentralisation. Depuis cette date, le Département en assume les charges et les obligations de propriétaire.

L'article 79 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 prévoit le transfert de plein droit, en pleine propriété, et à titre gratuit des biens immobiliers des collèges appartenant à une commune, dès lors que des travaux de reconstruction ou d'extension y ont été réalisés. Le Département de l'Hérault demande sur ce fondement à la Ville d'effectuer le transfert de l'emprise du collège Les Aiguerelles situé 686 avenue du Pont Trinquat, édifié sur les parcelles cadastrées DT 491(a) et DT 332(h) d'une superficie respective de 11 755 m² et de 86m². Un cabinet de géomètres-experts est chargé de la nouvelle numérotation cadastrale qui est en cours. Par conséquent, il est proposé de céder à titre gratuit au Département de l'Hérault cette emprise foncière supportant le collège.

Par ailleurs, le groupe scolaire, composé de l'école maternelle Anne-Frank et de l'école élémentaire Charles-Dickens, situé rue de l'Améthyste sur les parcelles cadastrées DT 332f, DT 332g et DT 294 est contigu au

collège Les Aiguerelles. Une voirie, dont l'assiette foncière est constituée de parties de parcelles appartenant à la Ville de Montpellier a été aménagée par Montpellier Méditerranée Métropole pour sécuriser les abords des écoles, permettant ainsi aux familles de se rendre à l'école à pieds, à vélo, en transport en commun, en toute sécurité, dans le cadre du projet « *la Rue aux Ecoliers* ». Montpellier Méditerranée Métropole, exerçant de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences prévues à l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales, et notamment « *la création, l'aménagement et l'entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain, ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires* », a sollicité la Ville pour réaliser le transfert de propriété au titre de l'article L.5217-5 du Code général des collectivités territoriales afin de régulariser la propriété foncière de cette voie ainsi que des accessoires de voirie situés rue de l'Améthyste et avenue du Pont Trinquat. Les emprises concernées par le transfert de propriété à la Métropole, d'une superficie totale d'environ 1494 m², sont provisoirement cadastrées DT 332g pour 1119 m², DT 491b pour 290 m², DT 491c pour 19 m², DT 491d pour 42 m² et DT 491e pour 24 m² sises commune de Montpellier.

En outre, il est proposé la constitution d'une servitude, à titre gratuit, pour le passage en tréfonds d'une canalisation permettant d'alimenter le réseau de chauffage des écoles Anne Franck et Charles Dickens, depuis la chaufferie du collège. Le collège situé sur la parcelle cadastrée DT 491a constitue le fonds servant. Le groupe scolaire situé sur les parcelles cadastrées DT 332f, DT 332g, DT 491c et DT 294 constitue le fonds dominant. Cette servitude sera relatée dans l'acte de transfert de propriété entre la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault. Il en sera de même dans celui de transfert au Département. Les parcelles cadastrées DT 332g et DT491c, qui deviennent propriétés de la Métropole, constituent le fonds servant et le foncier du groupe scolaire constitue le fonds dominant.

Le terrain d'assiette du collège est inscrit à l'inventaire comptable de la Ville de Montpellier pour un montant historique de 1 184 247,59 € (un million cent quatre-vingt-quatre mille deux cent quarante-sept euros et cinquante-neuf centimes).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser le transfert en pleine propriété, à titre gratuit, au Département de l'Hérault de l'emprise foncière du Collège Les Aiguerelles situé 686 avenue du Pont Trinquat à Montpellier, cadastré parcelles DT 491a et DT 332h d'une superficie respective d'environ 11 755 m² et de 86 m² ;
- D'autoriser la constitution d'une servitude réelle et perpétuelle, à titre gratuit, avec le Département de l'Hérault, fonds servant, pour le passage en tréfonds sur la parcelle cadastrée DT 491a, sise commune de Montpellier, d'une canalisation permettant d'alimenter le réseau de chaleur des écoles Anne-Frank et Charles-Dickens, situées sur les parcelles cadastrées DT 332f, DT 332g, DT 294 et DT 491c, constituant le fonds dominant ;
- D'autoriser le transfert en pleine propriété, à titre gratuit, à Montpellier Méditerranée Métropole, des parcelles aménagées en nature de voirie ou accessoires, cadastrées DT 332g pour 1119 m², DT 491b pour 290 m², DT 491c pour 19 m², DT 491d pour 42 m² et DT 491e pour 24 m² représentant une superficie cadastrale d'environ 1 494 m² ;
- D'autoriser la constitution d'une servitude réelle et perpétuelle, à titre gratuit, avec Montpellier Méditerranée Métropole pour le passage en tréfonds des parcelles cadastrées DT 332g et DT491c d'une canalisation partant de la chaudière du collège et passant en tréfonds de la voirie métropolitaine, fonds servant, pour alimenter le réseau de chauffage des écoles Anne-Frank et Charles-Dickens, fonds dominant, situées sur les parcelles cadastrées DT 332f et DT 294 ;
- De saisir une étude notariale, en vue de la rédaction de l'acte de transfert de propriété au profit du Département de l'Hérault, à ses frais, et de l'acte de transfert de propriété au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, à ses frais ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Plan

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-268292-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Constitution de réserves foncières agro-naturelles - Acquisition de parcelles
auprès du Groupement Foncier Agricole de Flaugergues - Domaine de Grammont
- Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Les espaces naturels et agricoles constituent un grand parc métropolitain dont il faut déployer le potentiel : agriculture en harmonie avec l'environnement, gestion hydraulique intégrée, culture, loisirs, économie verte et de recyclage. Dans cette dynamique vertueuse, la maîtrise des lisières agro-naturelles en contact avec les franges urbaines présente des enjeux majeurs pour lutter contre l'étalement urbain par grignotage de la campagne et les conflits d'usage, en activant le potentiel des espaces en frange des villes et des villages.

L'objectif de protection passe par la valorisation de la biodiversité, avec la trame « *verte et bleue* », ses réservoirs de biodiversité et ses corridors écologiques, le renforcement du réseau végétal et de l'agriculture en ville, l'amplification de la sensibilisation des habitants à la préservation de l'environnement. Il convient de garantir l'intégrité écologique et la pérennité des réservoirs de biodiversité, maintenir et assurer les continuités écologiques favorables aux déplacements des espèces, conserver et accroître le réseau végétal des villes qui favorise la cohésion sociale et le lien avec la nature, valoriser le paysage à toutes les échelles en veillant à la qualité du lien entre espaces agro-naturels et urbains (limites, franges, lisières).

La Ville de Montpellier mène une politique volontariste de préservation des lisières agro-naturelles. A l'ouest de la ville, cette volonté a été affirmée par la création de l'Agriparc du Mas Nouguier et plus récemment par

la réflexion autour de l'Agriparc des Bouisses. A l'est de la ville, la lisère agro-naturelle de l'aire urbaine de Montpellier est située autour du secteur de Grammont. Elle accueille la ferme urbaine collective la Condamine, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, le Domaine de Grammont, des serres horticoles, des jardins familiaux, ainsi que le château de Flaugergues et les vignes environnantes.

La Ville des Montpellier est propriétaire de nombreux fonciers dans ce secteur à l'est, représentant une superficie totale d'environ 7,5 ha, dont 3 ha sont en nature de vignes exploitées par Monsieur Pierre DE COLBERT. Il est à noter qu'ACM est également propriétaire depuis 2005 d'une parcelle voisine d'une contenance de 1,5 ha en état de friche. Le Groupement Foncier Agricole (GFA) de Flaugergues est propriétaire de diverses parcelles mitoyennes aux parcelles municipales d'une superficie totale de plus de 9 ha, dont 5,3 ha en nature de vignes, exploitées par Monsieur Pierre DE COLBERT également à travers un bail à ferme en date du 15 novembre 2016. Ces parcelles sont occupées aux 2/3 par des vignes anciennes avec de très faibles rendements, malgré un état phytosanitaire sain.

Les parcelles concernées sont les suivantes :

Parcelle	Contenance	Occupation
RI 14	1ha 68a 17ca	Vigne
RW 52	1ha 98a 60ca	Vigne
RH 2	1ha 51a 09ca	vigne
RH 5	10a 83ca	Vigne
RV 18	1ha 05a 26ca	Friche
RW 25	85a 80ca	Friche
RW 50	1ha 81a 23ca	Friche

Le GFA de Flaugergues s'est rapproché de la Ville de Montpellier afin de lui proposer la vente des parcelles lui appartenant.

La maîtrise foncière de ces terrains permettrait à la Ville de protéger cette trame verte, créant ainsi un tènement agricole et naturel cohérent. Cette acquisition représenterait également l'opportunité de créer des réserves foncières pour répondre aux besoins de mesures compensatoires environnementales nécessaires à la réalisation des projets sur le territoire. Ce secteur est déjà le support de mesures compensatoires environnementales portées par la Métropole dans le cadre de la réalisation de travaux d'extension de l'usine à eau de Valedau, secteur conforté dans cette vocation à travers la stratégie biodiversité en cours d'élaboration par la Métropole

En 2024, l'exploitant, Monsieur DE COLBERT, souhaiterait arracher, 4 ha des 9 ha de vignes qu'il exploite, compte tenu du faible rendement actuel, et planter de nouveaux cépages plus adaptés aux aléas climatiques. Le propriétaire actuel a donné son accord pour effectuer ces travaux agricoles. Le capital végétal, appartenant à ce jour au propriétaire du sol, a été valorisé à 133 896 €. La replantation doit avoir lieu avant le transfert de propriété afin de permettre la poursuite de l'exploitation viticole.

Une réflexion fine, parcelle par parcelle, devra être réalisée au niveau technique par la Ville et l'exploitant afin de déterminer les essences et modes de culture à mettre en place pour répondre à la fois aux objectifs environnementaux de la Ville et aux objectifs économiques de l'exploitation agricole. Une clause de revoyure à 18 mois sera inscrite dans l'acte notarié permettant de réviser les conditions du bail rural dont l'exploitant est titulaire actuellement, repris dans l'acquisition, en vue de répondre à cette conciliation des objectifs.

L'acquisition des parcelles du GFA aurait lieu moyennant le prix de 12,50 € / m², soit 1 126 225 €, majoré d'une indemnité 133 896 € correspondant à la valeur du capital végétal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'acquisition par la Ville du GFA de Flaugergues des parcelles cadastrées RI 14 – RW 52 – RH 2 – RH 5 – RV 18 – RW 25 – RW 50 sises à Montpellier, lieu-dit « *Mont Aubérou* », d'une contenance cadastrale totale d'environ 9 hectares et 98 centiares, moyennant le prix de 1 126 225 € (un million cent vingt-six mille deux cent vingt-cinq euros) majoré d'une indemnité de 133 896 € (cent trente-trois mille huit cent quatre-vingt-seize euros) correspondant à la valeur du capital végétal conformément à l'avis de France Domaines en date du 11 avril 2024 ;
- D'accepter les termes de l'accord pour l'acquisition de ces terres occupées comprenant la reprise du bail à ferme en cours de validité ainsi que la mise en œuvre d'une clause de revoyure dans les 18 mois portant sur les conditions de mise à disposition des fonciers qui seront acquis ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- De saisir l'office notarial DOSSA pour la rédaction de l'acte de transfert de propriété ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- avis France Domaines.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-268805-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Église Sainte-Eulalie - Convention de servitude de passage d'un réseau d'eaux
pluviales entre la Ville de Montpellier et la copropriété Le Clos de la Merci -
Parcelle cadastrée BX 511 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier est propriétaire de la parcelle cadastrée BX 511, située 12 rue de la Merci, supportant l'église Sainte-Eulalie, acquise par ordonnance royale du 14 février 1844 et jugement d'expropriation du Tribunal civil de l'arrondissement de Montpellier du 13 juillet 1844.

Par délibération du 28 juillet 2022, le Conseil municipal a autorisé la Ville de Montpellier à procéder à une régularisation foncière avec la société Les Jardins de la Merci, propriétaire de la parcelle contiguë, cadastrée BX 505. Le plan cadastral incluait une erreur concernant une emprise foncière de 51 m² attribuée historiquement à tort à la Ville. La régularisation cadastrale a été réitérée par acte notarié du 26 mai 2023.

La Ville a effectué la réfection de la toiture de l'église, dont les eaux pluviales se déversent dans la cour de la copropriété Le Clos de la Merci, nouvellement propriétaire de la parcelle cadastrée BX 505. Par conséquent, six gouttières descendent le long de la façade mitoyenne de l'église et une canalisation recueillant ces eaux pluviales est enterrée dans sa cour.

La copropriété Le Clos de la Merci a émis un avis favorable de principe à la constitution d'une servitude de passage de la canalisation d'eaux pluviales et de ses gouttières. L'assemblée générale de la copropriété se réunira au 3^{ème} trimestre 2024 afin de valider le contrat définitif.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe d'une servitude, à titre gratuit, pour le passage d'une canalisation d'eaux pluviales et de ses gouttières installées sur la parcelle cadastrée BX 505, sur une longueur d'environ quarante mètres sur environ un mètre de largeur, consentie à la Ville de Montpellier, propriétaire de la parcelle cadastrée BX 511 occupée par l'Eglise Sainte-Eulalie située rue de la Merci à Montpellier, par la copropriété Le Clos de la Merci, propriétaire de la parcelle cadastrée BX 505 ;
- De demander à un office notarial de rédiger l'acte authentique relatif à la constitution de cette servitude de passage, aux frais de la Ville ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 août 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269455A-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/08/24
Réception en Préfecture : 09/08/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Modification de la servitude de passage d'une canalisation pour un réseau
d'assainissement au profit de Montpellier Méditerranée Métropole - Parcelles
cadastrées SC 25 et SC 104, avenue Raymond Dugrand - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Cambacérès, située sur le territoire de la commune de Montpellier, est longée par trois grandes infrastructures (les autoroutes A9 et A709 et la ligne ferroviaire mixte voyageurs et fret « *Contournement Nîmes Montpellier* ») et à vocation à accueillir un pôle d'affaires à proximité du pôle d'échanges intermodal de la gare Montpellier-Sud de France, tout en préservant de grands domaines viticoles.

Par délibération du 1^{er} février 2022, le Conseil municipal a autorisé la Ville à constituer une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées sur les propriétés de la Ville cadastrées SC 25 et SC 104, situées avenue Raymond-Dugrand, représentant une emprise foncière de 292 m², pour permettre le raccordement des eaux usées du poste de refoulement de Cambacérès sur l'intercepteur Est, le collecteur de transfert des eaux usées, vers la station d'épuration MAERA. La convention relative à cette servitude de passage et à l'autorisation pour Montpellier Méditerranée Métropole de faire les travaux a été signée le 3 mars 2022.

Cependant, lors de la réalisation des travaux, il s'est avéré que le tracé de la canalisation a dû être modifié pour des raisons techniques. En conséquence, Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité la Ville de

Montpellier pour modifier l'emprise foncière de la servitude qui impacte désormais environ 82 m² sur la parcelle cadastrée SC 25 et environ 236 m² sur la parcelle cadastrée SC 104, soit une emprise totale d'environ 318 m².

Il a été réalisé un relevé de l'ouvrage créé. Il est donc nécessaire de modifier les emprises grevées par la servitude autorisée par délibération du 1^{er} février 2022 afin d'être conforme avec le tracé du réseau. Il est proposé de constituer la servitude de passage du réseau d'assainissement, à titre gratuit.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la modification du tracé de la servitude perpétuelle au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, à titre gratuit, pour le passage en tréfonds d'une canalisation d'assainissement sur les parcelles cadastrées SC 25 et SC 104 situées avenue Raymond-Dugrand, grevant une emprise totale d'environ 318 m² ;
- De dire que l'acte authentique sera réitéré aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-267784-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Concession d'Aménagement Nouveau Grand Cœur - Garantie d'emprunt à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) Concessionnaire - Approbation

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Depuis 2003, la Ville de Montpellier mène sur son centre-ville une intervention globale de renouvellement urbain. L'objectif de l'opération est l'amélioration du cadre de vie pour ceux qui y habitent et y travaillent, en agissant sur trois volets : le logement, le commerce et les équipements publics. L'ambition de cette action de renouvellement urbain a conduit à créer une nouvelle concession fin 2013 (Nouveau Grand Cœur) par délibération du Conseil municipal du 7 octobre, notifiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) début décembre 2013, devenue la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Dans le cadre de cette concession, en 2024, la SA3M envisage de recourir à des emprunts complémentaires, dont la garantie doit être apportée par la Ville de Montpellier, autorité concédante, pour financer les besoins ci-après :

- Acquisition des rez-de-chaussée commerciaux de l'opération Urban Renaissance ;
- Acquisitions et travaux notamment dans le secteur en mutation Rondelet ;
- Portage foncier dans secteur Beausoleil en attente de la cession du lot destiné à accueillir une Folie architecturale.

Cette concession d'aménagement, prévoit en son article 22 qu'une garantie financière peut être demandée à tout actionnaire de l'aménageur. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier, notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, au profit de la collectivité concédante. A la suite de consultations lancées par la SA3M, le recours à l'emprunt est envisagé auprès de plusieurs établissements selon les modalités suivantes.

Les caractéristiques du premier emprunt à garantir sont les suivantes :

- Prêteur : ARKEA ;
- Capital : 6 750 000 € ;
- Durée de la phase de mobilisation : 3 mois ;
- Amortissement : linéaire sur 4 ans dont 1 an de différé d'amortissement ;
- Taux fixe : 3.86% ;
- Périodicité : annuelle ;
- Remboursement anticipé : possible, totalement ou partiellement, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle ;
- Garantie à hauteur de 80% de la Ville de Montpellier.

Les caractéristiques du second emprunt à garantir sont les suivantes :

- Prêteur : ARKEA ;
- Capital : 3 500 000 € ;
- Durée de la phase de mobilisation : 3 mois ;
- Amortissement : linéaire sur 4 ans dont 1 an de différé d'amortissement ;
- Taux fixe : 3.86% ;
- Périodicité : annuelle ;
- Remboursement anticipé : possible, totalement ou partiellement, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle ;
- Garantie à hauteur de 80% de la Ville de Montpellier.

Les caractéristiques du second emprunt à garantir sont les suivantes :

- Prêteur : Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon ;
- Capital : 3 500 000 € ;
- Durée de la phase de mobilisation : 6 mois ;
- Durée de la phase d'amortissement : 3 ans dont 1 an de différé d'amortissement ;
- Taux fixe : 3.75% ;
- Périodicité : trimestrielle ;
- Echéances : constantes ;
- Remboursement anticipé : possible, totalement ou partiellement, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle ;
- Garantie à hauteur de 80% de la Ville de Montpellier.

Conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code général des collectivités territoriales L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme, au cas où la SA3M pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, la Ville de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De garantir 80% de l'emprunt de 6 750 000 € sollicité par la SA3M auprès d'ARKEA, soit un montant garanti de 5 400 000 € ;
- De garantir 80% de l'emprunt de 3 500 000 € sollicité par la SA3M auprès d'ARKEA, soit un montant garanti de 2 800 000 € ;
- De garantir 80% de l'emprunt de 3 500 000 € sollicité par la SA3M auprès de Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon, soit un montant garanti de 2 800 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés et à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 41 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. François VASQUEZ.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Proposition SA3M NGC - 6.5 M€ - ARKEA BANQUE VD.pdf
- Proposition SA3M NGC - 3.5 M€ - ARKEA BANQUE VD.pdf
- Offre CAISSE EPARGNE op1901 3.5M€.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-266604-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur - Avenant n°13 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Depuis 2003, la Ville de Montpellier mène sur son centre-ville une intervention globale de renouvellement urbain. L'objectif de l'opération est l'amélioration du cadre de vie pour ceux qui y habitent et y travaillent, en agissant sur trois volets : le logement, le commerce et les équipements publics. L'ambition de cette action de renouvellement urbain a conduit à créer une nouvelle concession fin 2013 (Nouveau Grand Cœur) par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013, notifiée à la SAAM début décembre 2013, devenue la SA3M (Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole).

Aujourd'hui, la Ville de Montpellier souhaite lancer des études et la réalisation des travaux nécessaires à la mise en location d'un local commercial, dont elle est propriétaire, au sein de l'immeuble « *Le Capoulié* » et d'en confier la réalisation à la SA3M. Pour ce faire, il est proposé d'intégrer ces travaux dans la concession Nouveau Grand Cœur, via un avenant n°13 à la convention. Les missions de l'aménageur sont modifiées en conséquence et le nouveau bilan prend en considération cette mission complémentaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant n°13 à la concession Nouveau Grand Cœur ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. François VASQUEZ.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant 13

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-273003-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Concession d'Aménagement Parc Marianne Rive Gauche - Garantie d'emprunt à
la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (SERM) Concessionnaire -
Approbation**

Monsieur Manu REYNAUD, Adjoint au Maire, rapporte :

Le quartier Port Marianne – Rive Gauche se développe sur une superficie de 9 hectares. Il s'inscrit dans la continuité du projet Port Marianne et de ses façades sur le Lez, après les quartiers Consuls de Mer, Richter et Jacques-Cœur. Le programme prévisionnel des constructions de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne – Rive Gauche intègre une volonté forte de créer un développement social harmonieux, réaliser des équipements publics adaptés, desservis par des transports en commun performants, dans un souci de mixité des usages et de limitation des ressources énergétiques.

Par délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2008, la Ville a concédé l'aménagement du quartier Port Marianne – Rive Gauche à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM). En 2024, l'acquisition des rez-de-chaussée commerciaux de l'immeuble Palomaya est notamment prévue.

Cette concession d'aménagement, prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être demandée à tout actionnaire de l'aménageur. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier, notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, au profit de la collectivité concédante.

A la suite d'une consultation lancée par la SERM, le recours à l'emprunt est envisagé auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations selon les modalités suivantes :

- Capital : 4 500 000 € ;

- Durée de la phase de mobilisation : 6 mois ;
- Durée de la phase d'amortissement : 3 ans ;
- Type d'amortissement : progressif ;
- Taux fixe : 4.30% ;
- Périodicité : trimestrielle ;
- Remboursement anticipé : possible, totalement ou partiellement, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle ;
- Garantie à hauteur de 80% de la Ville de Montpellier.

Conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code général des collectivités territoriales L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme, au cas où la SERM pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, la Ville de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De garantir 80% de l'emprunt de 4 500 000 € sollicité par la SERM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, soit un montant garanti de 3 600 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, Mme Clare HART, Mme Catherine RIBOT, M. François VASQUEZ.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- LO PRET.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-266617-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou

d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Commune de Montpellier - Concession d'Aménagement Pompignane - Garantie
d'emprunt à la SA3M - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a souhaité engager le réaménagement du quartier de la Pompignane, dans l'est de la commune. D'une superficie d'environ 110 hectares, le secteur couvre la quasi-totalité du quartier. Le projet d'urbanisme (2 500 logements, locaux d'activités, équipements publics, ...) et sa mise en œuvre ont été confiés à l'aménageur SA3M par la signature le 14 novembre 2016 d'une concession d'aménagement dénommée « *Réaménagement du quartier de la Pompignane* ».

Cette concession d'aménagement, prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être demandée à tout actionnaire de l'aménageur. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier, notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, au profit de la collectivité concédante.

Le décalage des recettes prévues en 2024 sur les opérations Hauts de Jausserand et Cœur de Quartier engendre un besoin de trésorerie via la souscription d'un emprunt pour faire face au portage financier à supporter par le concessionnaire. A la suite d'une consultation lancée par la SA3M, le recours à l'emprunt est envisagé auprès du Crédit Agricole selon les modalités suivantes :

- Capital : 7 500 000 € ;

- Durée de la phase de mobilisation : 24 mois ;
- Amortissement : 1 an de différé, puis 6 ans ;
- Taux fixe : 4.07% ;
- Garantie à hauteur de 80% de la Ville de Montpellier.

Conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code général des collectivités territoriales L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme, au cas où la SA3M pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, la Ville de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De garantir 80% de l'emprunt de 7 500 000 € sollicité par la SA3M auprès du Crédit Agricole, soit un montant garanti de 6 000 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés et à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 41 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. François VASQUEZ.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Crédit Agricole - Pompignane.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Droit de préemption urbain - Convention-cadre entre la Ville de Montpellier et
ACM Habitat - Bilan annuel 2023/2024 - Prorogation - Approbation -
Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La forte croissance démographique couplée à une réalité sociale marquée implique la nécessité de produire une offre de logement diversifiée, notamment en réponse aux capacités financières des ménages modestes. La Ville de Montpellier s'est depuis longtemps engagée aux côtés de la Métropole dans une politique volontariste de développement du logement social et de l'accèsion abordable, la plus diversifiée possible. De 2010 à 2020, près de 9 000 logements locatifs sociaux ont été financés sur la Ville de Montpellier, soit une moyenne de près de 900 logements par an sur la période. En 2021, plus de 20,4% des résidences principales de la Ville de Montpellier relevaient d'ores et déjà du logement locatif social.

Le 1^{er} juillet 2021 le Conseil d'administration du bailleur social ACM Habitat a adopté le projet stratégique dénommé « K30 », projet dont l'objectif est d'augmenter la production de logements sociaux avec l'ambition de porter le parc de l'office à 30 000 logements, en passant d'une production annuelle de 500 logements/an à 1 000 logements/an en 2025. Cet accroissement quantitatif est attendu tout en diversifiant l'offre, notamment à destination des étudiants et des seniors.

Pour accélérer et amplifier la réponse aux besoins en logements, la Ville, par délibération du 29 mars 2022

du Conseil municipal, a approuvé la signature d'une convention-cadre avec ACM Habitat prévoyant les modalités d'intervention réciproques à l'occasion de l'exercice par la Ville du droit de préemption urbain sur le parc de logements existant et permettre le développement d'une offre complémentaire de logement locatif social dans les secteurs urbains diffus. Cette convention signée le 2 mai 2022, prévoit que la Ville transmet à ACM Habitat les déclarations d'intention d'aliéner concernant des biens susceptibles de répondre à sa politique locale de l'habitat et au projet K30. Après préemption par la Ville, ACM Habitat intervient en qualité de tiers-payeur aux actes d'acquisition en substitution de la commune, cette dernière lui cédant immédiatement les biens ainsi acquis.

La convention signée pour une durée d'une année prévoit l'établissement d'un bilan d'activité annuel au Conseil municipal et permettre, le cas échéant, de proroger le dispositif.

Sur l'exercice 2022/2023, 40 biens ont été soumis à ACM Habitat, 30 biens visités et ont fait l'objet d'une étude approfondie. Un seul immeuble a été acquis par ACM Habitat.

Les ventes d'immeubles entiers pouvant convenir à la réalisation de résidences sociales correctes à des prix compatibles avec la production de logements sociaux sont rares sur le territoire. Sur ce marché des immeubles de rapport, qui reste limité, interviennent majoritairement les entreprises de promotion immobilière spécialisées dans la rénovation et quelques investisseurs. La crise immobilière de 2023 a fortement accentué le ralentissement des mises en vente et en particulier pour ce type de bien. Dans ce contexte, sur l'exercice 2023/2024, 17 dossiers de déclaration d'intention d'aliéner ont été proposés à l'analyse d'ACM Habitat. Après visite de 9 immeubles retenus et étude approfondie par le bailleur social, un seul bien répondait aux conditions de réalisation d'une résidence sociale. Cet immeuble de rapport situé 7 bis rue Auguste-Comte, cadastré BX 211, est composé de 5 appartements pour une surface totale de 432 m². La vente a fait l'objet d'une décision de préemption au prix proposé de 930 000 €. L'immeuble a été acquis par ACM Habitat le 13 octobre 2023.

Afin de poursuivre l'action menée par ACM Habitat, il apparaît opportun de proroger d'une nouvelle année la convention signée en mai 2022 afin de permettre à ACM Habitat de saisir les opportunités d'acquisition qui peuvent se présenter à la vente.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant 2 à la convention-cadre entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat sur l'exercice du droit de préemption urbain, prorogeant le dispositif d'une année supplémentaire ;
- De prendre acte du bilan d'activités sur l'exercice 2023/2024 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Abdi EL KANDOSSI, Mme Julie FRÊCHE, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Litste des biens proposés à ACM-HABITAT.docx
- Projet avenant 2 convention cadre_Ville_ACM_DPU.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-268706-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Domaine de Veyrassi - Avenue du Pic Saint-Loup - Convention d'occupation du domaine public de l'Etat - Avenant de cession de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

L'Etat est propriétaire du Domaine de Veyrassi d'une superficie d'environ 15 hectares, situé 700 avenue de Pic Saint-Loup à Montpellier. Ce site a été attribué en dotation à l'Université de Montpellier I en 2001, afin qu'il soit utilisé par l'unité d'enseignement et de recherche en éducation physique et sportive. Une autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public de l'Etat a été signée avec la Ville de Montpellier le 1^{er} juillet 2002, pour une durée de 35 ans, à titre gratuit, pour la constitution d'un droit réel sur les installations sportives à réaliser sur les parcelles cadastrées AO 266, AO 271, AO 272, AO 273 et AO 274 représentant une superficie cadastrale d'environ 3,6 ha.

Le site sportif comporte un stade de baseball-softball et un terrain de rugby enherbé, utilisés par les sections universitaires et des clubs sportifs de renommée, le Montpellier Baseball-Softball « *Les Barracudas* » et les Montpellier Hurricanes Football Américains. Le club de baseball « *Les Barracudas* » évolue au plus haut niveau national et détient actuellement le titre de champion de France dans la discipline.

Par délibération en date du 3 octobre 2023, Montpellier Méditerranée Métropole a réaffirmé son ambition en matière d'équipements structurants permettant le développement de la pratique sportive et son engagement en faveur des clubs sportifs de haut niveau, en complément des équipements et clubs de proximité. Dans le cadre de cette politique sportive volontariste, Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité la Ville de Montpellier pour lui proposer sa substitution dans l'AOT, dont la Ville bénéficie à ce jour, en vue de

permettre les investissements et l'exploitation métropolitains induits.

Conformément aux articles L.2122-7 et R.2122-19 du Code général de la propriété des personnes publiques et à l'article X-2 de l'AOT, la Ville a sollicité l'accord de l'Etat pour transférer ses droits et obligations à Montpellier Méditerranée Métropole. L'Etat a fait part de son accord de principe à cette substitution.

Par délibération du 25 juin 2024, le Conseil de Métropole a autorisé Montpellier Méditerranée Métropole à se substituer à la Ville de Montpellier dans ses droits et obligations liées à la convention d'AOT du domaine public de l'Etat du 1^{er} juillet 2002. En conséquence, il est proposé que la Ville puisse accepter le transfert de ses droits et obligations à Montpellier Méditerranée Métropole compte tenu de sa compétence en matière de sport de haut niveau.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'acte de cession tenant lieu d'avenant de transfert des droits et obligations de la convention d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public du 1^{er} juillet 2002 conclu pour une durée de 35 ans entre l'Etat et la Ville de Montpellier, à titre gratuit, pour la constitution d'un droit réel sur les installations sportives à réaliser sur les parcelles cadastrées AO 266, AO 271, AO 272, AO 273 et AO 274 représentant une superficie cadastrale totale d'environ 36 325 m², afin que Montpellier Méditerranée Métropole se substitue à la Ville ;
- D'autoriser la saisine d'un office notarial en vue d'établir l'acte authentique, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'acte de cession ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CESSION AUTORISATION OCCUPATION TEMPORAIRE Ville de Mtp _ METROPOLE-2.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades 2022-2026 - Attribution de subventions - Approbation

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le Code de la construction et de l'habitation et instauré par délibération du Conseil municipal du 22 juin 2016, la Ville de Montpellier a mis en place, sur un périmètre défini du quartier de Celleneuve, des subventions pour la réalisation de travaux de ravalement de façade donnant sur l'espace public circulé ; en application du règlement obligatoire des façades, modifié par délibération du 25 octobre 2018 (n° V2018-363).

Par délibération du Conseil municipal du 28 juin 2022 (n° V2022-191) a été approuvé la poursuite de la campagne de subvention des travaux de ravalement sur ce même périmètre du quartier de Celleneuve. Le taux de subvention est de 40 % du montant TTC des travaux subventionnables, avec la possibilité de réaliser des travaux partiels.

Après vérification de la conformité des travaux avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

Syndic de copropriété 25 route de Lodève chez 136
Adresse : 25 route de Lodève

Total des travaux : 29 968,40 € TTC à 25% de subvention
Montant à verser : 7 492,10 €

Mme Françoise DUPUY
Adresse : 4 rue de la Croix
Total des travaux : 30 085,85 € TTC à 40% de subvention
Montant à verser : 12 034,34 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le versement des subventions pour un montant total de 19 526,44 € correspondant aux adresses listée ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-271175-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Grands travaux,
embellissement de la ville et
du cadre de vie,
coordination des travaux**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasnime AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et
Montpellier Méditerranée Métropole - Marché de maintenance et de travaux de
voirie - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Laurent NISON, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de la compétence des voiries et de l'espace public, Métropole Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier doivent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de réaliser des prestations de travaux et de maintenance de la voirie, en application de leurs compétences respectives.

Dans un objectif de coordination et de groupement des achats et afin d'aboutir à des économies d'échelle, il a été décidé de recourir à la mutualisation des procédures de passation des marchés par le biais d'une convention de groupement de commandes. Cette convention s'intègre dans une procédure de commande publique couvrant l'ensemble du territoire de la Métropole. Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur de ce groupement de commandes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, en vue de réaliser des prestations de travaux et de maintenance de la voirie ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention travaux de voirie 2025.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-270902-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Grands travaux,
embellissement de la ville et
du cadre de vie,
coordination des travaux**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et
Montpellier Méditerranée Métropole - Marché de Mobilier urbain - Travaux de
dépose et de pose, maintenance et fournitures - Approbation - Autorisation de
signature**

Monsieur Laurent NISON, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de la compétence voirie espaces publics, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier doivent lancer une procédure de mise en concurrence.

La compétence de la Métropole couvre l'ensemble des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement et leurs accessoires. Cette dernière catégorie comprend les mobiliers urbains non publicitaires et la serrurerie de voirie. Sur le territoire de Montpellier, l'entretien et la mise en œuvre de ces équipements sont réalisés par :

- La Métropole, qui gère les espaces transférés du territoire de Montpellier incluant le mobilier lié aux déplacements ;
- La Ville de Montpellier, qui gère des mobiliers liés à des usages de l'espace public autres que les déplacements (manifestations, terrasses).

Dans un objectif de coordination et de groupement des achats et afin d'aboutir à des économies d'échelle, il a été décidé de recourir à la mutualisation des procédures de passation des marchés par le biais d'une

convention de groupement de commandes. Cette convention s'intègre dans une procédure de commande publique couvrant l'ensemble du territoire de la Métropole.

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes, en vue de la passation d'un marché relatif au mobilier urbain, travaux de pose et de dépose comprenant des prestations de maintenance et de fournitures. La Métropole est désignée coordonnatrice du groupement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relatif à la conclusion du marché de mobilier urbain ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Mobilier urbain 2025.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-270910-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Politique alimentaire et
agriculture urbaine**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Déclaration portée par France Urbaine en faveur d'un nouveau règlement
européen sur les systèmes alimentaires durables permettant d'accroître la part
d'achat de produits de proximité dans la restauration collective publique -
Approbation**

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier collabore de longue date dans le cadre de réseaux nationaux et internationaux en lien avec sa politique alimentaire, en particulier dans le domaine de la restauration scolaire. En janvier 2024, plusieurs réseaux et acteurs européens se sont associés en vue d'élaborer une proposition transpartisane visant à moderniser le droit européen de la commande publique en matière d'alimentation : France urbaine, Agores, le centre Lascaux sur les Transitions, les villes de Bruxelles et de Mouans Sartoux, Eating City, la cellule Manger Demain (région wallonne). Il est dans ce cadre proposé d'approuver la déclaration proposée par France Urbaine *"pour une politique alimentaire européenne volontariste, libérons la commande publique, remettons à l'agenda le règlement européen pour les systèmes alimentaires durables"*.

Ces acteurs, représentants, juristes, élus locaux, techniciens de la restauration collective appuient leur argumentation sur des constats simples et largement documentés :

- Le système alimentaire et agricole est vulnérable partout en Europe, une proportion massive d'exploitants partira à la retraite dans les années à venir ; les chocs sanitaires, géopolitiques et

climatiques ont montré la fragilité des chaînes logistiques et mis l'accent sur l'importance de stratégies collectives d'adaptation au changement climatique et à l'érosion de la biodiversité ;

- La reterritorialisation des systèmes alimentaires est une réponse en vue d'accroître la résilience environnementale et géopolitique et la planification dans l'usage de ressources rares, notamment la biomasse et l'eau, nécessite la prise en compte de la diversité des configurations territoriales, aussi une approche infranationale est-elle indispensable ;
- De ce fait l'intervention des collectivités locales et de leurs groupements compétents en matière de restauration collective et d'aménagement du territoire est un maillon clé notamment via la commande publique. Pourtant, les pratiques sont limitées, notamment dans le domaine de la restauration collective publique, pour réinscrire l'achat public dans une véritable stratégie de territoire ;
- Les collectivités ont déployé des solutions inventives partout en Europe. Au vu de l'urgence, ces initiatives favorables à la structuration des filières sur chaque territoire doivent être soutenues. Il est toutefois nécessaire d'aller plus loin.

Par cette déclaration, la Ville de Montpellier soutient les propositions suivantes :

- Les marchés relatifs à l'alimentation doivent répondre aux enjeux de sécurité alimentaire et de résilience des territoires et soutenir ainsi la résilience agricole globale de l'Union européenne ;
- Les acheteurs publics doivent être libres du choix de la procédure pour 50% du volume d'achats annuels, dès lors qu'ils s'appuient un diagnostic partenarial établissant les besoins du territoire (restauration de la biodiversité, préservation des sols et de l'eau, réimplantation de filières nécessaires à la diversification des cultures sur le territoire, sécurité des approvisionnements, rémunération des services écosystémiques rendus...) ;
- Ces différents enjeux doivent être inscrits dans le règlement européen sur les systèmes alimentaires durables, dont la Ville de Montpellier souhaite la mise à l'agenda prochaine.

Au travers de cette déclaration la Ville de Montpellier souligne :

- Que l'accès de tous à une alimentation durable et équilibrée peut constituer un objectif fédérateur pour l'Union européenne, favorisant une *« union sans cesse plus étroite entre les peuples »* ;
- Que la Ville de Montpellier ne défend pas le local pour le local, mais la contribution de l'alimentation à une stratégie de résilience territoriale globale au bénéfice de tous les citoyens d'Europe et de tous les producteurs ;
- Que la proposition est conforme aux principes fondamentaux du marché intérieur tels qu'éclairés par la jurisprudence, notamment : la notion d'offre *« économiquement »* la plus avantageuse, les principes de transparence et de publicité des procédures et le principe de non-discrimination.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la directive 2014/24/UE du parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et sa transposition dans le Code de la Commande publique ;

Vu le Code de la commande publique et notamment son article L. 2112-4 qui dispose qu'un acheteur *« peut imposer que les moyens utilisés pour exécuter tout ou partie d'un marché, pour maintenir ou pour moderniser les produits acquis soient localisés sur le territoire des États membres de l'Union européenne afin, notamment, de prendre en compte des considérations environnementales ou sociales ou d'assurer la*

sécurité des informations et des approvisionnements » ;

Vu la circulaire 6420/SG du 29 septembre 2023 qui dispose que « *la planification écologique comprend en particulier la réduction des gaz à effet de serre, la préservation et la restauration de la biodiversité, la gestion durable des ressources ainsi que l'adaptation au changement climatique* » et qu'« *elle ne réussira que si elle associe étroitement les territoires et tous les niveaux de collectivité* » ;

Vu l'article L. 111-2-2 du code rural et de la pêche maritime qui dispose que les « *projets alimentaires territoriaux participent à la consolidation de filières territorialisées, à la lutte contre le gaspillage et la précarité alimentaires et au développement de la consommation de produits issus de circuits courts, en particulier relevant de la production biologique, ou dans le cadre d'une démarche collective de certification environnementale prévue à l'article L. 611-6. Ils favorisent la résilience économique et environnementale des filières territorialisées pour une alimentation saine, durable et accessible et contribuent à la garantie de la souveraineté alimentaire nationale.* » ;

Vu les dispositions et objectifs de la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (EGALIM) et notamment son article 24 qui dispose que les repas servis dans les restaurants collectifs dont les personnes morales de droit public ont la charge comprennent une part au moins égale, en valeur, à 50% de produits durables et de qualité dont au moins 20% de produits biologiques ;

Vu la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n° M2022-150 du 31 mai 2022 approuvant le schéma de promotion des achats publics socialement et économiquement responsables ;

Vu la délibération de la Ville de Montpellier n° V2021-236 du 26 juillet 2021 approuvant le projet de Cité de l'Alimentation dans le cadre de la politique Alimentaire de la Ville de Montpellier ;

Vu la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n° M2022-10 du 04 février 2022 approuvant la révision de la politique agro écologique et alimentaires et le Projet Alimentaire Territorial ;

Vu la proposition de déclaration « *Pour une politique alimentaire européenne volontariste, libérons la commande publique, remettons à l'agenda le règlement européen pour les systèmes alimentaires durables* » ci-annexée ;

Considérant que la production agricole représente 20 % des émissions territoriales françaises et que les émissions de gaz à effet de serre liées à l'alimentation des ménages français représentent 24 % de leur empreinte carbone ;

Considérant que l'égalité d'accès à une alimentation saine et durable pour tous constitue un objectif affirmé à l'échelle européenne, nationale et locale ;

Considérant que la situation du territoire de Montpellier et son aire d'approvisionnement de proximité démontre la nécessité d'une action publique en faveur de l'agriculture et de l'alimentation en réponse durable et intégrée au maintien de l'économie agricole, à la crise climatique, au déclin de la biodiversité, à la fragilité des ressources en eau et à la précarité alimentaire ;

Considérant qu'avec un volume annuel d'achat alimentaire ou de repas de 5,4 millions d'euros pour 2,5 millions de repas produits ou achetés, la restauration collective publique et les actions engagées par la collectivité sont de nature à contribuer à répondre à ces enjeux ;

Considérant qu'en dépit des actions engagées sur la consolidation des filières et des efforts de structuration de ces marchés publics, la faculté de réponse est aujourd'hui insuffisamment soutenue notamment pour favoriser la venue ou le maintien de producteurs locaux répondant aux besoins du territoire, négociant en cas

d'aléas sur les prix et les quantités ou sur les durées... ;

Considérant que le droit européen de la commande publique issue des directives, de la jurisprudence et sa transposition en droit français est marqué par de nombreuses évolutions nécessitant une consolidation et une mise en cohérence ;

Considérant que la déclaration ci-annexée en demandant le libre choix de la procédure pour 50% du volume annuel d'achat de denrées en euros HT contribue à assouplir le cadre de la commande publique tout en conservant pleinement les principes de transparence des procédures, d'efficacité dans l'allocation des fonds publics et de libre accès et que cette proposition doit permettre à la collectivité, de mettre en œuvre ses compétences de manière plus efficace au bénéfice de l'intérêt public local ;

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De solliciter la libération du droit de la commande publique en matière d'alimentation, en approuvant les termes de la déclaration « *pour une politique alimentaire européenne volontariste, libérons la commande publique, remettons à l'agenda le règlement européen pour les systèmes alimentaires durables* » ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la déclaration sur la plateforme dédiée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Déclaration

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-268131-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de

justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Bien-être animal

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Bien-être animal - Bilan - Feuille de route 2020-2026 - Présentation

Monsieur Eddine ARIZTEGUI, Adjoint au Maire, rapporte :

Le Code civil reconnaît les animaux comme « *des êtres vivants doués de sensibilité* ». Selon un sondage IPSOS, 95% des Français s'accordent à dire que les animaux ont des droits et plus de deux tiers considèrent leur animal de compagnie comme un membre de la famille. De plus, la Ville de Montpellier a été classée deuxième ville de France pour sa politique en matière de bien-être animal en 2023, gagnant une place par rapport au classement de 2022.

Les réformes et politiques réalisées depuis le début du mandat ont permis une reconnaissance nationale de Montpellier au niveau du bien-être animal. Pour rappel, la Ville de Montpellier s'est engagée à ce titre à travers les actions suivantes :

- Organisation annuelle de l'événement « *Cœur animal* » pendant lequel sont mis à disposition des stands pour les associations, et proposées des activités artistiques et culturelles (peintures, concerts, expositions, cours de cuisine) et scientifiques en lien avec la cause animale ;
- Adoption d'un vœu appelant les législateurs à interdire la présence de tous les types d'animaux dans les cirques et absence de cirques avec animaux sur les terrains communaux depuis lors ;
- Résiliation des conventions d'autorisation de chasse sur les terrains appartenant à la Ville ;
- Cofinancement du chenil social et solidaire de Coallia ;
- Instauration dans les cantines scolaires d'une option quotidienne végétarienne, ainsi que de six repas sur huit pour tous en alternance végétariens ou végétaliens ;

- Adoption d'un budget d'investissement de cinq millions d'euros pour l'hôpital de la faune sauvage ;
- Augmentation du nombre et de l'espace des caniparcs ;
- Cours de comportementalisme canin offerts aux Montpelliérains ;
- Gîtes à chauves-souris et des hôtels à insectes offerts aux Montpelliérains ;
- Mise à disposition d'un local à l'association SOS reptiles qui recueille des nouveaux animaux de compagnie (NAC) victimes de trafic et saisis par les autorités ou abandonnés ;
- Amélioration des processus de gestion des espaces verts pour une meilleure prise en considération des animaux sauvages ;
- Signature d'un arrêté permettant la prise en charge des soins vétérinaires pour les animaux sans propriétaire, trouvés blessés ou ayant besoin de soins sur le territoire de la Commune ;
- Organisation d'une formation de protection animale pour la police municipale et les agents de la brigade de capture ;
- Signature d'une convention avec la SPA afin de leur confier les chiens catégorisés récupérés par la Ville ;
- Adaptation des marchés publics, notamment en demandant à ce que les vétérinaires aient suivi une formation spécifique complémentaire pour les évaluations comportementales commandées par la Ville ;
- Attribution de subventions à des associations s'occupant d'animaux sauvages, domestiques, de ferme, des NAC, de la stérilisation et des soins de chats sauvages et des animaux des personnes sans domicile ;
- Prise en charge du sauvetage de nombreux animaux domestiques, de ferme et sauvages ;
- Installation de cabanes à chats à la demande des associations partenaires et financement de la stérilisation de chats sauvages qu'elles ont trappés sur la commune. Ces associations bénéficient également de cartes pour leurs bénévoles et ont signé une charte de bonnes pratiques concernant la stérilisation des chats.

La Ville de Montpellier continue de s'investir dans le champ de la protection animale et porte des projets et actions à venir :

- Installation de pigeonniers contraceptifs dans différents quartiers de la commune afin de réguler de manière éthique les pigeons. Montpellier s'engage à ne pas avoir recours à des solutions létales ou douloureuses comme la stérilisation chirurgicale. Une étude de la régulation par graines contraceptives est en cours afin de définir si cette méthode utilisée à l'étranger (Bénélux, Espagne notamment) pourrait compléter l'action des pigeonniers contraceptifs tout en garantissant un protocole sécurisé ;
- Proposition de deux repas végétariens hebdomadaires pour tous dans les cantines scolaires d'ici la fin du mandat ;
- Proposition d'un outil pédagogique de sensibilisation au bien-être animal pour les enseignants qui souhaiteraient développer cette thématique avec leur classe ;
- Promotion du bien-être animal et de la gestion éthique au sein du Parc de Lunaret. Un marché de suivi et d'accompagnement sur le bien-être animal est en place avec le Bureau AKONGO, spécialiste de l'étude comportementale et du bien-être animal. De nombreux travaux ont également été engagés pour améliorer les conditions de vie des animaux (création de zones d'ombres, point de rafraîchissement, réaménagement d'enclos). L'espace zoologique du Lunaret de Montpellier s'engage aussi à :
 - o Refuser les pratiques de « *culling* » et d'éjointage ;
 - o Favoriser le développement des activités de protection animale. C'est dans les sous-sol de la Serre Amazonienne que l'association SOS Reptiles s'est installée ;
 - o S'inscrire dans la dynamique politique nationale de Protection animale en travaillant étroitement avec les services de l'Etat en accueillant temporairement chaque année des animaux sauvages saisis et victimes de trafic ;
 - o Soutenir les actions de conservation pour les espèces dans leur milieu naturel en adhérant et en soutenant financièrement chaque année des ONG, nationales et internationales, de conservation et de protection des espèces en voie de disparition ;
 - o Dans le cadre de l'interdiction d'utiliser des animaux dans les activités de cirque, étudier leur accueil, en particulier les lions, avec le soutien financier de l'Etat ;
- Etudier la possibilité d'accueillir les animaux des agents dans les locaux municipaux ;

- Créer un Centre de soins pour la faune sauvage. Après avoir élaboré un programme dimensionnant la création de cet établissement, la Ville a engagé une procédure de sélection d'un groupement de maîtrise d'œuvre (concours) qui réalisera sa conception et sa réalisation ;
- Travailler sur ses marchés pour atteindre un objectif d'ici la fin du mandat de 100% de produits ménagers non testés sur animaux, et 100% de produits alimentaires ne provenant pas de l'élevage intensif.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte des actions engagées par la Ville de Montpellier pour le bien-être animal ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-272321-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télécours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Bien-être animal

Présents :

Georges ARDISON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasnime AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Parc de Lunaret - Exposition "Sauvage : Les gorilles des plaines" - Contrat
d'exposition entre Monsieur Guilhem DUVOT et la Ville de Montpellier -
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Eddine ARIZTEGUI, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre d'un partenariat, la Ville de Montpellier souhaite organiser une exposition photographique sur les gorilles vivant dans leur milieu naturel, intitulée « *sauvage : les gorilles des plaines* ». Cette exposition se déroulera sur le site du parc de Lunaret du 12 octobre 2024 au 13 janvier 2025.

Biologiste de formation et naturaliste passionné depuis l'enfance, Guilhem DUVOT participe, depuis une dizaine d'années, à des missions de recherche sur le terrain pour étudier les écosystèmes et mettre ses connaissances au service de leur préservation. C'est au cours de ce travail de terrain que la photographie devient rapidement une passion, les images capturées constituant un précieux support de communication pour rendre compte des vies à considérer et à protéger. La mission présentée dans cette exposition s'est déroulée en 2021, dans le parc national de Nouabalé Ndoki au nord du Congo. Situé en pleine forêt, le campement Mondika fait partie d'un réseau scientifique animé par la Wildlife Conservation Society Congo, dont l'objectif est de combiner recherche et conservation d'espèces comme l'éléphant de forêt, le chimpanzé ou le gorille des plaines de l'Ouest.

Cette série de photographies a pour but de relater un travail de terrain en primatologie et de mieux faire

connaître la vie des gorilles des plaines de l'Ouest, une espèce qui a connu un rapide déclin au cours des 20 dernières années. Cette espèce est classée « *En danger critique* » depuis 2007 sur la Liste rouge de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) à cause de la déforestation et du braconnage. L'objectif de Guilhem DUVOT était de suivre quotidiennement pendant un an une population sauvage de gorilles des plaines de l'Ouest, peu connus comparé à leur cousin le gorille des montagnes. La collecte d'informations sur l'écologie et le comportement des gorilles était primordiale pour pouvoir les protéger par la suite. Cette mission d'observation sur le terrain n'a pas été chose aisée : les gorilles sont discrets et se déplacent sur de vastes aires vitales, dans un habitat forestier dense où la visibilité est réduite. Afin d'obtenir des données les plus complètes possibles, le suivi était effectué chaque jour du matin au soir.

Monsieur DUVOT, fournira à la Ville les 34 visuels JPEG haute qualité légendés pour toute la durée de l'exposition. La Ville imprimera sur bâches les visuels. Il cèdera temporairement les droits de représentation publique, d'exposition, de reproduction et de communication publique au profit de la Ville de Montpellier et l'autorisera à présenter publiquement le contenu des fichiers dans le cadre de cette exposition. Il animera et réalisera une activité de médiation pédagogique autour de la sensibilisation de la vie des gorilles dans leur milieu naturel.

En contrepartie, la Ville de Montpellier prendra à sa charge la communication de l'évènement sur tous les supports et documents de communication de la Ville (affiches, dossier de presse, cartons d'invitation, flyers, site internet) et s'engage à faire figurer le site internet du photographe sur ses supports. Les coûts liés à l'ensemble de la prestation sont évalués à 3 000 € TTC pour l'ensemble de l'exposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du contrat d'exposition entre Monsieur Guilhem DUVOT et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- contrat d'exposition Ville de Montpellier- Monsieur Guilhem Duvot-photographe.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-270965-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Bien-être animal

Présents :

Georges ARDISON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Parc de Lunaret - Spectacle "Hybride" - Contrat de partenariat entre la
compagnie de danse Olaf LinËsky et la Ville de Montpellier - Approbation -
Autorisation de signature**

Monsieur Eddine ARIZTEGUI, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier, et plus particulièrement le Zoo de Lunaret, souhaite développer un partenariat avec la Compagnie de danse Olaf LinËsky, en accueillant sur son site les danseurs, pour assurer des répétitions, en vue de la création d'un spectacle de danse intitulé « *Hybride* ».

La Compagnie Olaf LinËsky est une compagnie de danse contemporaine basée à Montpellier, créée en 2021. Elle défend un travail de création sensible et cherche à emmener le spectateur dans un voyage immobile presque méditatif. Fondée en 2018 par Sylvie KLINGER (danseuse et chorégraphe), Olivier SOLIVERET (musicien) et Luc SOUCHE (créateur lumière), la compagnie a ensuite été rejointe par Eva MANIN (danseuse et chargée de production) et Sandrine FRETAULT (regard extérieur). Sylvie KLINGER porte le projet artistique et chaque membre de l'équipe participe à la création avec ses domaines de prédilection (chorégraphie, éclairage, son, scénographie, grimpe...) et influence, donne son avis sur la création en général. Son premier spectacle, « *Territoires Perdus* », était un solo de danse contemporaine hypnotique, mêlant danse et arts plastiques. Sa production est soutenue par le Département de l'Hérault et la Maison pour tous George-Sand de Montpellier.

Aujourd'hui, un nouveau spectacle « *Hybride* » est en cours de création, il s'agit d'un trio de danse contemporaine entre deux danseurs et un arbre. C'est une invitation à un voyage suspendu entre cime et racine qui invite le spectateur à découvrir les liens sensibles qui connectent au vivant. Il s'agit à travers ce

spectacle d'interroger la place de l'humain au sein du vivant et comment une communication peut être établie en dehors de tout langage. Le projet « *Hybride* » consiste donc à explorer ces questions par le corps et le geste. « *Hydride* » utilisera des techniques de danse verticale et aérienne permettant aux danseurs de se mouvoir à différentes hauteurs, dans les branches de l'arbre et autour de son tronc.

Le spectacle se jouera en extérieur au sein du Parc de Lunaret, lieu qui se prête parfaitement pour la répétition de ce spectacle. La répétition durera de 4 à 5 jours au choix de la Compagnie durant les dates suivantes : du 28 au 31 octobre 2024 et/ou du 4 au 8 novembre 2024. Dans ce cadre, il est proposé une convention de partenariat. La Ville s'engage ainsi à permettre une occupation gracieuse du domaine public, constitutive d'une subvention en nature estimée à 575 € par an et à promouvoir les actions de la Compagnie. La Compagnie s'engage à la bonne tenue de l'installation et à promouvoir les actions de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Compagnie Olaf LinËsky et la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention de partenariat Olaf Lenisky -Ville de Miontpellier-vuJAV24042024.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-268411-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Mécénat et Promotion des produits d'excellence du territoire

Présents :

Georges ARDISON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Organisation de la manifestation O'Millésimes 2024 - Convention entre la Ville de Montpellier, le Domaine d'Ô et le Syndicat AOP Languedoc - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Alban ZANCHIELLO, Adjoint au Maire, rapporte :

En 2022, s'est tenue pour la première fois la manifestation O'Millésimes, afin de renouveler le format des Estivales, événement annuel depuis 2005. Cette manifestation allie vin, terroir et culture et est à destination des familles. Tout en conservant le volet dégustation de vin, cette manifestation offre également une place aux producteurs de produits alimentaires afin de promouvoir la richesse locale de nos terroirs. La Ville de Montpellier tient tout particulièrement à poursuivre un soutien fort à la filière viticole en un événement grand public donnant à voir la diversité de nos vignobles et de nos terroirs.

Il est proposé d'organiser cette année encore, une manifestation qui se tiendrait au Domaine d'Ô, emblème de la culture, les vendredis et samedis 19 et 20 juillet, 23 et 24 août 2024. Cette manifestation a été conçue spécialement pour les familles. Un programme à hauteur d'enfant proposera des animations faisant le lien avec les thématiques de la soirée. Pour renforcer la convivialité de ces soirées des interludes musicaux compléteront ce programme. Au total la Ville de Montpellier versera un montant global maximum de 90 000 € à l'Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC) du Domaine d'Ô.

L'EPIC du Domaine d'Ô met à disposition de la Ville de Montpellier ses espaces pour accueillir la manifestation en 2024 et assure la régie technique (montage, démontage et exploitations) au cours de ces 4 dates. L'EPIC du Domaine d'Ô se voit également confier l'élaboration d'une programmation artistique qu'il soumettra à l'approbation de la Ville de Montpellier. Ces missions donneront lieu à une facturation sans

marge bénéficiaire.

Le Syndicat de l'AOP Languedoc prend à sa charge la sélection des producteurs (vin et alimentaire) et la coordination des vigneron. Il assurera également l'ensemble de l'organisation et la logistique nécessaires aux dégustations (achat et gravure des verres, tenue des billetteries...).

La présente convention précise les conditions de la mise à disposition temporaire du Domaine d'Ô entre la Ville de Montpellier, l'EPIC du Domaine d'Ô et le Syndicat de l'AOP Languedoc pour l'organisation de l'édition 2024 de la manifestation O'Millésimes autour du vin, du terroir et de la culture.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier, l'EPIC du Domaine d'Ô et le Syndicat des Vignerons de l'AOP Languedoc pour l'organisation de la manifestation O'Millésimes 2024 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 42 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Emilie CABELLO, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- MAD - O MILLESIMES -2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-268327-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Futurapolis santé - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la
Ville de Montpellier et Le Point pour la co-organisation de la huitième édition de
Futurapolis Santé à Montpellier - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le Point est une société éditrice de publications de presse dans le domaine de l'information à forte valeur ajoutée. Dans le cadre de ses activités éditoriales, *Le Point* organise des conférences d'information et de réflexion de haut niveau, animées par la rédaction et faisant intervenir des experts reconnus dans chacun des thèmes abordés. La conception et le contenu de ces manifestations sont confiés à la rédaction du *Point*, qui apporte son expertise dans le respect des règles déontologiques et d'indépendance propres à la presse. Une équipe spécifique du *Point* apporte son savoir-faire dans l'organisation de ces manifestations, et propose à des partenaires de les parrainer et de participer à leur organisation dans le cadre de leur politique institutionnelle.

Le Point organisera les 11 et 12 octobre 2024 à l'Opéra Comédie de Montpellier une manifestation publique, dénommée « *Futurapolis* », dont l'accès pour les participants sera gratuit sur inscription. La Ville de Montpellier mobilisera ses emplacements publicitaires locaux pour promouvoir l'événement à hauteur de 63 500 € TTC. Ces engagements sont précisés dans une convention entre la Ville, Montpellier Méditerranée Métropole et *le Point*.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et *le Point* ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention 2024.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-267083-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Forum "Le Monde Nouveau" - Convention entre Montpellier Méditerranée
Métropole, la Ville de Montpellier et Midi-Libre pour la co-organisation de la
cinquième édition à Montpellier - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Produit par le Groupe *La Dépêche du Midi* qui souhaite encourager et accompagner le développement de solutions durables et innovantes sur la Région Occitanie autour des grands enjeux environnementaux et sociaux de demain, le forum « *Le Monde Nouveau* » constitue une opportunité unique pour bâtir un projet impliquant tous les acteurs du territoire, attirer l'attention sur les initiatives engagées pour une économie verte et solitaire et faire de cet événement une expérience collective inoubliable.

En mars 2019, *Midi-Libre* a organisé la première édition du forum « *Le Monde Nouveau* », événement qui a réuni près de 7 200 visiteurs à Perpignan, 35 partenaires exposants, 70 intervenants experts de renom. La seconde, troisième et quatrième éditions du forum « *Le Monde Nouveau* » se sont déroulées à Montpellier en 2021, 2022 et 2023.

La cinquième édition se déroulera au cœur du quartier Odysseum à Montpellier (complexe Planet Océan), du 3 au 5 octobre 2024.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent à apporter une participation

financière fixe, forfaitaire et non révisable de 70 000 € TTC pour l'année 2024, répartie comme suit :

- 35 000 € pour la Ville de Montpellier ;
- 35 000 € pour Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et *Midi-Libre* ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention 2024.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269961-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Service d'assistance en temps réel pour la gestion des risques
hydrométéorologiques - Convention de entre la Ville de Montpellier et
Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole est régulièrement soumis à des événements dimensionnant, marqués par des épisodes méditerranéens, qui peuvent générer des orages violents, parfois stationnaires, et affecter les personnes et les biens. Les précipitations, vagues de chaleur, submersion marine ou les incendies de forêt ont aussi vocation à s'intensifier avec le dérèglement climatique. Par conséquent, la Métropole propose aux communes de son territoire d'assurer un service d'assistance en temps réel pour la gestion des risques hydrométéorologiques, au travers d'un contrat avec la société PREDICT Services. Ce service d'assistance est proposé gratuitement dans une démarche de mutualisation et de réduction des coûts, ainsi que pour favoriser la solidarité et la réponse intercommunale au profit de toutes les communes membres face aux situations de crise, en application de l'article L.5216-7-1 du Code général des collectivités territoriales et du décret n° 2022-907 du 20 juin 2022.

Ce dispositif d'aide à la décision est le seul système intégré à la prévision d'alerte hydrométéorologique, agréé par les services de l'Etat, actuellement en service sur le territoire national. Il est destiné aux responsables et autorités compétentes dans la mise en œuvre des mesures opérationnelles de sécurité et de sauvegarde. L'accompagnement de PREDICT Services a fait preuve de son efficacité pour mieux répondre

aux obligations des Maires des communes et du Président de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de sécurité civile.

Le Conseil municipal de Montpellier du 18 juillet 2019 avait, dans ce cadre, approuvé une première convention de services avec la Métropole, pour une durée d'un an, reconductible quatre fois. Cette convention arrive à échéance, aussi, il est proposé de la renouveler selon les mêmes principes. Le nouveau projet de convention précise le contenu du service, les modalités d'échange d'informations, notamment entre la société PREDICT Services et les personnes désignées par la commune, ainsi que les responsabilités des parties.

Les prestations offertes portent plus spécifiquement sur l'établissement d'un diagnostic des risques sur le territoire intercommunal, puis, permettent en temps réel 24h/24 et 7j/7 :

- Une information anticipée et personnalisée ;
- Une analyse de la situation hydrométéorologique ;
- Des éléments d'aides à la décision opérationnelle ;
- Un accès au service d'astreinte de PREDICT Services et à la plateforme de supervision pour le suivi et la gestion de l'événement.

La société fournira un rapport d'événement après chaque épisode pluvieux significatif et chaque période de vigilance. Ce service apporte également une aide à la décision pour la gestion d'un ensemble de risques majeurs (canicule, incendie de forêt...), à travers les prestations apportées et l'accès à une plateforme numérique de gestion locale du risque, appelée wiki-predict, qui permet de développer et interagir avec le plan communal et intercommunal de sauvegarde.

Pour permettre à la Ville de Montpellier de continuer à bénéficier de ce service, il est proposé de signer avec la Métropole une nouvelle convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la nouvelle convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier visant un service d'assistance en temps réel pour la gestion des risques hydrométéorologiques ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Metropole_communes - Assistance Predict 2024.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-270856-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Convention de coordination 2021-2023 entre la Ville de Montpellier et les forces
de sécurité de l'État - Avenant n°2 de prolongation - Approbation - Autorisation
de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La convention de coordination entre la Ville de Montpellier et les forces de sécurité de l'Etat a été approuvée pour la période 2021-2023, par délibération du Conseil municipal du 8 février 2021. Conformément à l'article L.512-4 du Code de la sécurité intérieure, cette convention précise la nature, les lieux, les modalités d'intervention des agents de la Police Municipale, la vidéoprotection et plus largement la complémentarité de tous les services relevant du Pôle des Sécurités et de la Tranquillité Publique (PSTP), en coordination avec les forces de sécurité de l'Etat de la Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Hérault (DDSP34), dans le respect des compétences de chacun. Elle permet ainsi de conforter le rôle de tous les services de la Ville de Montpellier concourant à l'application des pouvoirs de police du maire, en matière de prévention, de surveillance, du bon ordre, de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publique, dans une logique de complémentarité avec les services de la Police Nationale.

Afin de préciser les modalités de partage des images de vidéoprotection, un avenant n°1 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 10 octobre 2023.

Dans le cadre de l'évolution en cours des organisations tant de la Police Municipale que de la Police

Nationale, Direction Interdépartementale de la Police Nationale (DIPN), il est proposé un avenant n°2 de prolongation à l'actuelle convention dans les mêmes conditions et ce jusqu'au 31 décembre 2024, afin d'assurer la coopération des services. Pour ce faire, l'article 41 de la convention, relatif à sa durée, est modifié.

Une nouvelle convention est en cours de préparation pour la période 2025-2027, conformément aux textes en vigueur, afin d'intégrer les récentes conditions opérationnelles et organisationnelles nécessaires aux coopérations.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant n°2 à la convention de coordination entre la Ville de Montpellier et les forces de sécurité de l'Etat ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant 2 prorogation CDC MTP.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-271250-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Interventions de la Police Municipale sur la thématique de la Sécurité Routière
dans les écoles élémentaires - Convention 2024-2025 entre la Ville de Montpellier
et l'Éducation Nationale - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Le Maire dispose d'un champ de compétence en matière de sécurité routière, par la mise en place d'actions de prévention et d'éducation routière à destination de l'ensemble des citoyens et notamment en direction des plus jeunes. Dans ce contexte, un policier municipal rattaché à la Direction Déléguée de la Régulation du Domaine Public et des Mobilités conduit des actions en direction du public scolarisé au sein des écoles élémentaires de la Ville.

Ces formations sont dispensées, de septembre à juin, en lien avec chaque équipe enseignante volontaire à partir de présentations pédagogiques et sont confirmées par l'obtention pour chaque élève d'un passeport piéton. En outre, une formation spécifique « *vélo* » est réservée aux classes de CM2 ou classes double niveau CM1-CM2.

Ainsi, une convention est établie pour la période scolaire 2024/2025 entre la Ville et les Services Départementaux de l'Éducation Nationale de l'Hérault, afin d'autoriser ces activités de préventions en matière de sécurité routière impliquant des intervenants extérieurs aux écoles.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la Convention entre la Ville de Montpellier et les Services Départementaux de l'Education Nationale de l'Hérault ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention prévention routière intervention PM écoles 2024 - 2025.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-267261-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Escortes des équipes de joueurs du Montpellier Hérault Sport Club (MHSC) et
visiteurs par des agents de la Police Municipale - Convention pour la saison
sportive 2024-2025 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Le Montpellier Hérault Sport Club (MHSC) dans le cadre de la saison 2024-2025 du championnat de football ligue 1, sollicite la Police Municipale pour l'escorte d'une ou des deux équipes de joueurs (MHSC et Visiteurs) lors des matchs de football prévus par la ligue nationale au stade de la Mosson.

Les moyens déployés permettront d'assurer l'escorte du ou des véhicules de transport des équipes par des agents de l'Unité Motorisée, ou, à défaut, par des agents avec véhicules sérigraphiés de la Police Municipale. L'objectif de l'intervention vise à permettre aux véhicules de transport d'atteindre ou de quitter le stade dans les meilleures conditions compte tenu des contraintes de circulation aux abords du stade de la Mosson les jours de match.

Les heures et les lieux de prise en charge seront déterminés lors de la réunion préparatoire qui se tient en Préfecture avant chaque match. Compte tenu du calendrier du championnat, les interventions de la Police Municipale se dérouleront sur la saison 2024-2025.

Le bénéficiaire représenté, par le Montpellier Hérault Sport Club sis 2733 avenue Albert Einstein - 34000 Montpellier, s'engage à prendre en charge les dépenses liées aux sujétions particulières supportées par la Ville de Montpellier dans le cadre de ces interventions conformément aux tarifs 2024 fixés par la délibération n° V2023-448 en date du 11 décembre 2023. L'indemnisation variera en fonction du nombre d'agents et de véhicules mobilisés pour assurer des escortes aller ou retour en fonction du nombre d'équipes de joueurs à encadrer ainsi que de la date de la rencontre (semaine ou dimanche et jour férié) :

- Cas 1 : Escorte équipe du lundi au samedi : 144 € ;
- Cas 2 : Escorte équipe les dimanches et jours fériés : 218 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention relative à ces interventions et le principe de l'indemnisation des sujétions particulières supportées dans l'exercice de la Police Municipale ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention - ESCORTE MATCH MHSC 2024 - 2025.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-267298-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Escortes des équipes joueurs du Montpellier Hérault Rugby (MHR) et visiteurs
par des agents de la Police Municipale - Convention pour la saison 2024-2025 -
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Le Montpellier Hérault Rugby (MHR) dans le cadre de la saison 2024-2025 du championnat de top 14, sollicite la Police Municipale pour l'escorte d'une ou des deux équipes de joueurs (MHR et Visiteurs) lors des matchs de rugby prévus par la ligue nationale au GGL Stadium, 550 avenue de Vanières - 34070 MONTPELLIER.

Les moyens déployés permettront d'assurer l'escorte du ou des véhicules de transport des équipes par des agents de l'Unité Motorisée, ou, à défaut, par des agents avec véhicules sérigraphiés de la Police Municipale. L'objectif de l'intervention vise à permettre aux véhicules de transport d'atteindre ou de quitter le stade dans les meilleures conditions compte tenu des contraintes de circulation aux abords du GGL Stadium les jours de match.

Les heures et les lieux de prise en charge seront déterminés par le club et transmis à la Police Municipale au moins une semaine avant chaque match. Compte tenu du calendrier du championnat, les interventions de la Police Municipale se dérouleront sur la saison 2024-2025.

Le bénéficiaire, représenté par le Montpellier Hérault Rugby sis 550 avenue de Vanières - 34070 Montpellier, s'engage à prendre en charge les dépenses liées aux sujétions particulières supportées par la Ville de Montpellier dans le cadre de ces interventions conformément aux tarifs 2024 fixés par la délibération n° V2023-448 en date du 11 décembre 2023. L'indemnisation variera en fonction du nombre d'agents et de véhicules mobilisés pour assurer des escortes aller ou retour en fonction du nombre d'équipes de joueurs à encadrer ainsi que de la date de la rencontre (semaine ou dimanche et jour férié) :

- Cas 1 : Escorte équipe du lundi au samedi : 144 € ;
- Cas 2 : Escorte équipe les dimanches et jours fériés : 218 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention relative à ces interventions et le principe de l'indemnisation des sujétions particulières supportées dans l'exercice de la Police Municipale ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Salim JAWHARI.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention - ESCORTE MATCH MHR 2024 - 2025.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-267306-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Festival Palmarosa 2024 - Convention pour l'intervention d'agents de la Police
Municipale - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Le Festival PALMAROSA pour son édition 2024, sollicite une intervention de la Police Municipale, du vendredi 23 août au dimanche 25 août de 18h00 à minuit au Domaine de Grammont, 34000 Montpellier. Les moyens déployés permettront d'accompagner l'organisation dans la sécurisation aux abords du festival par des agents de la Police Municipale à l'aide de véhicules sérigraphiés.

Le bénéficiaire, représenté par le Festival PALMAROSA, sis, 40, Rue des Cols Verts, 30240 Le Grau du Roi, s'engage à prendre en charge les dépenses liées aux sujétions particulières supportées par la Ville de Montpellier dans le cadre de ces interventions conformément aux tarifs 2024 fixés par la délibération n° V2023-448 en date du 11 décembre 2023. L'indemnisation est estimée à 6 006 € sur la base de 6 agents et de 2 véhicules mobilisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention relative à ces interventions de la Police Municipale dans le cadre du Festival PALMAROSA 2024 ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget 2024 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention - ESCORTE PALMAROSA.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269043-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Délégation de Service Public Fourrière Automobile - Modification des tarifs 2024 - Approbation

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération du 3 novembre 2017, le Conseil municipal a approuvé le choix du délégataire pour la gestion du service public de la fourrière automobile et autorisé la signature du contrat. Le contrat a été notifié le 15 décembre 2017. La Ville de Montpellier a confié à la société ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES (EGS) l'exploitation du service par convention de Délégation de Service Public pour une durée de sept ans à compter du 1^{er} janvier 2018.

Par délibération en date du 3 avril 2018, l'avenant n° 1 a été passé pour autoriser la cession du contrat de délégation de service public à la société dédiée, ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES MONTPELLIER (EGS Montpellier) conformément à l'article 41 du contrat. Cette société est immatriculée au RCS de Montpellier sous le numéro 833 916 802, son siège social est situé au 1945 avenue de Toulouse 34070 Montpellier.

La convention de délégation précise dans son article 48 que les tarifs de fourrière sont fixés par délibération du Conseil municipal en vertu des dispositions de l'article R.325-29 du Code de la route et de l'arrêté interministériel du 10 juillet 2015 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles. En cas de nouvel arrêté interministériel, les tarifs seront modifiés en conséquence.

A la suite de la publication au Journal Officiel de la République Française d'un nouvel arrêté du 20 février 2024, il est proposé une revalorisation des tarifs réglementés concernant les frais d'enlèvement et de garde journalière pour les voitures particulières :

- Frais d'enlèvement : ancien tarif 121,27 € / nouveau tarif 127,65 € ;
- Frais de garde journalière : ancien tarif 6,42 € / nouveau tarif 6,75 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la revalorisation des frais d'enlèvement et de garde journalière pour les voitures particulières dans le cadre de la délégation de service public pour l'exploitation de la fourrière automobile ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-267772-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Convention de servitude entre la Ville de Montpellier et la société Enedis sur la
parcelle cadastrée SE 036 située Plaine du Mas de Carbonnie à Montpellier -
Approbation - Autorisation de signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, une demande de convention de servitude a été faite par la société ENEDIS sur la parcelle cadastrée SE 0036, Plaine du Mas de Carbonnie, propriété de la Ville de Montpellier. L'objectif de cette servitude est de permettre le passage d'une canalisation souterraine sur une longueur d'environ 10 mètres et d'une largeur de 3 mètres. L'instauration de cette servitude n'obère pas le devenir de cette parcelle.

La présente constitution de servitude est accordée à titre onéreux pour un montant de 50 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de servitude entre la Ville de Montpellier et ENEDIS ;
- De dire que cette convention sera enregistrée à la publicité foncière par les soins du bénéficiaire et à ses frais ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION SE 0036.pdf

- PLAN

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-267412-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Gestion immobilière du parc locatif relevant du domaine public et privé -
Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville de
Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation
de signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier dispose d'un patrimoine immobilier vaste et diversifié, acquis pour les besoins des différentes politiques publiques ou dans le cadre des opérations d'aménagement menées par la Collectivité. Une partie de ce patrimoine appartenant au domaine public ou au domaine privé de la collectivité fait l'objet d'une gestion locative qui peut être transitoire, ou de plus long terme, et qui permet de valoriser les biens de la collectivité. Cette gestion locative est effectuée en partie dans le cadre d'un mandat de gestion sous forme de marché à bons de commandes. Ce dernier arrivant prochainement à échéance, il est nécessaire de le renouveler.

Montpellier Méditerranée Métropole dispose également d'un patrimoine faisant l'objet d'une gestion locative dans un objectif de valorisation. Dans un souci d'économie et de rationalisation, il apparaît pertinent, à l'occasion du renouvellement du mandat de gestion, de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, pour la gestion immobilière du parc locatif relevant du domaine public et privé des deux collectivités.

La vocation de ce contrat est de répondre aux contrats de location de premier niveau. La Ville de Montpellier est désignée coordonnatrice du groupement et à ce titre est chargée de l'ensemble de la procédure de passation, y compris la signature et la notification du marché à venir. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, pour la gestion immobilière du parc locatif relevant du domaine public et privé des deux collectivités ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- conv groupement commande.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269655-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUQUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Missions de diagnostics techniques dans les immeubles - Convention constitutive
d'un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier
Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Afin de poursuivre la rationalisation de leurs achats et de bénéficier d'économies d'échelle et en application des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, pour les achats de prestations de missions de diagnostics techniques dans les immeubles de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, avant une vente, après une acquisition, avant le lancement d'opérations relatives à la construction et au maintien du patrimoine communal et métropolitain. La Ville de Montpellier est désignée coordinatrice du groupement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention constitutive d'un groupement de commandes « *missions de diagnostics techniques dans les immeubles de la Ville et de la Métropole* » entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à

cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de groupement de commandes marché diag_VD.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-270508-AR-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Achat de Prestation de contrôles réglementaires des véhicules et engins techniques
- Convention constitutive d'un groupement de commandes entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation
de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Compte-tenu de la nécessité de satisfaire les besoins d'achat de prestation de contrôles réglementaires des véhicules et engins techniques, Montpellier Méditerranée Métropole doit lancer une procédure de mise en concurrence.

Le Code de la Commande Publique offre la possibilité aux acheteurs publics d'avoir recours à des groupements de commande qui ont vocation à rationaliser les achats en permettant des économies d'échelle et à gagner en efficacité en mutualisant des procédures de passation des contrats. Dans un souci d'économies et de rationalisation, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, pour l'achat de prestation de contrôles réglementaires des véhicules et engins techniques.

La Métropole est désignée comme coordonnateur du groupement. A ce titre, elle est notamment chargée de l'ensemble de la procédure de passation, y compris la signature et la notification du ou des marchés à intervenir. La Commission d'Appel d'Offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du

groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention constitutive du groupement de commande relative à l'achat de prestation de contrôles réglementaires des véhicules et engins techniques ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention groupement de commandes prestation de contrôles réglementaires des véhicules et engins.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-265421-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Achat de prestations de maintenance et de réparation pour tous types de véhicules
- Convention constitutive d'un groupement de commandes entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation
de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Compte-tenu de la nécessité de satisfaire les besoins d'achat de prestations de maintenance et de réparation pour tous types de véhicules, Montpellier Méditerranée Métropole doit lancer une procédure de mise en concurrence.

Le Code de la commande publique offre la possibilité aux acheteurs publics d'avoir recours à des groupements de commandes qui ont vocation à rationaliser les achats en permettant des économies d'échelle et à gagner en efficacité en mutualisant des procédures de passation des contrats. Dans un souci d'économies et de rationalisation, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, pour l'achat de prestations de maintenance et de réparation pour types de véhicules.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée comme coordonnateur du groupement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention constitutive du groupement de commande relative à l'achat de prestations de maintenance et de réparation pour tous types de véhicules ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention maintenance et réparation pour tous types de véhicules.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-265805-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Nouvelle bonification indiciaire (NBI) - Majoration pour des agents de la police municipale exerçant leur mission en Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI), instituée par l'article 27 de la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991, est attribuée aux fonctionnaires (stagiaires ou titulaires) qui occupent un emploi comportant une responsabilité ou une technicité particulière. Le fonctionnaire doit exercer effectivement les fonctions attachées à l'emploi, mais également occuper l'emploi en y étant affecté de manière permanente. La NBI cesse d'être versée lorsque l'agent ne remplit plus les fonctions au titre desquelles il la percevait.

Les périmètres des Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV), mentionnés à l'article 5 de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine n° 2014-173 du 21 février 2014, ont été fixés par le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014, rectifié par le décret n° 2015-1138 du 14 septembre 2015.

La mise en place des QPV a eu un impact sur l'attribution de la NBI et notamment en ouvrant droit à cette bonification aux fonctions de sécurité sur ces QPV. L'article 2 du décret n° 2006.780 du 3 juillet 2006 permet aux agents attributaires de la NBI, au titre de l'exercice de fonctions en QPV, de bénéficier d'une majoration maximale de 50% des points déjà acquis dans les cas suivants :

- Lorsqu'ils sont confrontés à des sujétions plus particulières ;

- Lorsqu'ils assument des responsabilités spécifiques ;
- Lorsqu'ils participent à la mise en œuvre d'actions liées à la politique de la ville.

Il est donc proposé, considérant que les agents de brigade de nuit ainsi que les agents du Groupe opérationnel de soutien de la police Municipale de Montpellier exercent leurs missions dans les QPV et qu'ils sont confrontés à des sujétions particulières liées au travail de nuit, du week-end et de jour férié, de majorer la NBI de 15 points de 50 %, soit une NBI totale de 22,5 points.

Cette proposition a fait l'objet d'un avis favorable du Comité Social Territorial (CST) en date du 11 mars 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la majoration de 50 % de la NBI pour les agents de la brigade de nuit et du groupe opérationnel de soutien de la police municipale de Montpellier exerçant leurs missions en QPV au regard des sujétions particulières liées au travail de nuit, du week-end et de jour férié ;
- De dire que l'attribution de la NBI majorée fera l'objet d'un arrêté individuel à chaque agent ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-265358-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Contentieux ROUDET contre la Ville de Montpellier - Protocole transactionnel - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Monsieur ROUDET Thomas a intégré les effectifs de la Ville de Montpellier en décembre 2010, à la suite de l'intégration des Maisons pour tous, alors sous régime associatif, à la Ville de Montpellier. Monsieur ROUDET a été dans un premier temps intégré en qualité de contractuel avec un contrat à durée indéterminée (CDI) de droit public. En tant que Responsable de Maison pour Tous, Monsieur ROUDET s'est donc vu proposer un CDI de droit public reprenant les clauses substantielles de son contrat de droit privé, et notamment la rémunération.

A la suite de la promulgation de la loi relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique dite « *loi SAUVADET* » n° 2012-347 du 12 mars 2012, Monsieur ROUDET remplissant les conditions requises, a été stagiairisé, puis titularisé au sein de la fonction publique territoriale. Le 10 janvier 2014, Monsieur ROUDET a été nommé, par arrêté, Attaché stagiaire à temps complet, pour une durée de six mois à compter du 1^{er} décembre 2013. Il a ainsi été stagiairisé sur l'échelon 2 d'attaché correspondant à la moitié des services effectués dans le public durant son CDI de droit public. Par arrêté en date du 16 septembre 2014, Monsieur ROUDET a été titularisé au grade d'attaché échelon 2, indice brut 423, indice majoré 376, à compter du 1^{er} juin 2014, avec une ancienneté dans l'échelon au 15 juin 2013. Dans l'objectif de maintenir son niveau de rémunération, un complément indemnitaire a été versé tous les mois à Monsieur ROUDET.

C'est dans ces conditions que Monsieur ROUDET a formé un recours gracieux le 9 janvier 2023, reçu le 11

janvier 2023, auprès de la Ville de Montpellier, puis un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Montpellier enregistré le 9 mai 2023, demandant la reconstitution de sa carrière, en lui attribuant le bénéfice de l'ancienneté au titre de ses services effectués sous un contrat de droit privé et de procéder au versement des sommes correspondant à cette reconstitution, relatives à la période à compter du 1^{er} janvier 2019.

Les Parties sont finalement parvenues, aux termes de concessions réciproques et sans qu'aucune partie n'acquiesce à l'argumentation développée par l'autre partie, à conclure un protocole transactionnel, dans le but de régler à l'amiable et de mettre définitivement un terme au différend les opposant.

Ainsi, sans aucune reconnaissance de responsabilité et sans acquiescer à l'argument de l'autre partie, la Ville de Montpellier accepte de reclasser Monsieur ROUDET, à partir du 1^{er} juillet 2022, au 8ème échelon de la grille des attachés territoriaux, sans ancienneté. En outre, la Ville de Montpellier accepte de verser à Monsieur ROUDET à titre transactionnel et forfaitaire, la somme de 9 000 € (neuf mille euros) à titre de dommages et intérêts pour compenser l'intégralité de la reprise de carrière découlant du reclassement d'échelon.

En contrepartie des engagements de la Ville de Montpellier, Monsieur ROUDET se déclarerait intégralement satisfait dans ses droits et prétentions en lien avec les faits décrits en préambule et accepterait l'arrêté d'échelon, le montant et le versement des sommes susvisées, à titre de règlement transactionnel des contestations nées ou à naître entre les parties du fait de son recrutement, sa stagiairisation puis sa titularisation, et de l'ancienneté calculée suite à la reprise en régie des Maisons pour tous. Monsieur ROUDET s'engage à se désister purement et simplement du recours n°2302674 introduit par-devant le tribunal administratif de Montpellier, dès lors que la somme versée à titre transactionnel par la Ville aura été réceptionnée par Monsieur ROUDET et que l'arrêté d'échelon sera devenu définitif. Monsieur ROUDET s'engage également à ne plus intenter de recours ultérieur, qu'il soit amiable ou contentieux, à l'encontre de la Ville de Montpellier dans le cadre des faits décrits en préambule.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de règlement du contentieux opposant Monsieur ROUDET à la Ville de Montpellier par la voie d'un protocole transactionnel ;
- D'approuver les termes du protocole transactionnel entre Monsieur ROUDET et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Protocole transactionnel ROUDET

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269259-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Modification du tableau des emplois et des effectifs - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément à l'article L.313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial (CST).

A la suite du changement du mode de gestion du Tableau des emplois et des effectifs (gestion par cadre d'emplois), l'annexe 1 présente une définition pour chaque motif qui fonde la modification des postes, ainsi que la définition des éléments qui composent les annexes de présentation des évolutions des postes.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents créés, transformés ou mis en conformité dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article L. 332-8 du Code général de la fonction publique portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des emplois et des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la Collectivité :

1. Créations de postes permanents

Il est proposé la création de 3 postes permanents réservés, au Pôle solidarités et au Pôle relations aux usagers, aux habitants et engagement citoyen, qui permettent de pérenniser la situation d'agents en mobilité.

La création de 2 postes financés est proposée, l'un au Pôle solidarités (financement Etat), l'autre au Pôle petite enfance (CAF), ainsi que la création nette de 2 postes au Pôle relations aux usagers, aux habitants et engagement citoyen.

Enfin, 5 postes sont à créer dans le cadre de l'ouverture d'une nouvelle crèche municipale (après travaux de réhabilitation / fusion du jardin d'enfant *les Boutons d'or* et halte-garderie *les Coquelicots*) et 11 postes sont à créer au Pôle éducation (ouverture d'un nouveau groupe scolaire, extension d'écoles et ouvertures de classes en maternelle).

Il est nécessaire, de créer au tableau des emplois et des effectifs lesdits postes, comme mentionné dans l'annexe 2 ci-jointe.

2. Créations de postes non permanents (contrat de projet)

Il est également proposé la création de 2 postes non permanents (contrat de projet), 1 au Pôle solidarités et 1 au Pôle petite enfance.

Le contrat prendra fin lors de la réalisation du projet ou de l'opération susmentionnée ou après un délai d'un an minimum si l'opération ne peut pas être réalisée. Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse lorsque le projet ou l'opération prévue ne sera pas achevée au terme de la durée initialement déterminée. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans.

Le niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire du cadre d'emplois concerné, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

3. Transformations

Il est proposé de transformer 24 postes permanents (créations dans un premier temps – suppressions dans un Conseil municipal ultérieur après CST), mentionnés à l'annexe 3 ci-jointe.

4. Mises en conformité

Les 56 emplois permanents pour lesquels il est nécessaire d'ajuster le ou les cadres d'emploi d'accès sont mentionnés à l'annexe 4 ci-jointe.

5. Ouverture de postes permanents au recrutement d'un agent non titulaire

Il s'agit de confirmer la possibilité de recruter des agents non titulaires sur des postes permanents, sur le fondement de l'article L. 332-8 du Code général de la fonction publique, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne

pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération. Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'annexe 5 ci-jointe.

6. *Synthèse des évolutions des postes permanents*

L'annexe 6 présente le tableau des emplois et des effectifs dans sa version budgétaire et en l'annexe 7 le nombre total de postes théoriques par cadre d'emplois, catégorie et pôle mis à jour.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe 1 - Lexique.pdf
- Annexe 2 - Créations.pdf
- Annexe 3 - Transformations.pdf
- Annexe 4 - Mises en conformité.pdf
- Annexe 5 - Confirmations.pdf

- Annexe 6 - Effectifs budgétaires.pdf

- Annexe 7 - Nb postes théoriques.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269411-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télécours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Administration générale

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Relations institutionnelles entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention de service commun - Avenant - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « *Montpellier Méditerranée Métropole* » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A la suite de cette création, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée.

Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole ont été créés par délibération des assemblées délibérantes de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement du 14 et 16 décembre 2021. Au vu de l'avancée des réorganisations, il convient de créer les services communs suivants :

La Mission Action Extérieure et Relations Internationales : dont la mutualisation a pour objectif de doter les deux collectivités d'un interlocuteur unique en support de l'ensemble des pôles sur les questions internationales, qui prennent aujourd'hui une part croissante dans leur activité.

Le Pôle Mobilités : dont la mutualisation conjointe aux ajustements organisationnels offrira à la Ville de Montpellier et à Montpellier Méditerranée Métropole une transversalité et une rationalisation des efforts déployés, afin de faire face aux enjeux liés au thème de la mobilité.

Il convient également d'élargir le service commun suivant à de nouveaux postes afin de répondre aux enjeux organisationnels :

Le Pôle Biodiversité Paysages Agroécologie et Alimentation : dont la réorganisation doit permettre de rassembler les équipes afin de répondre à 3 enjeux stratégiques : la préservation de la biodiversité locale et méditerranéenne, l'animation de la politique agro-écologique et alimentaire, et le développement et la gestion patrimoniale des espaces, propriétés de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, dédiés à la nature et à l'agroécologie.

Les conventions de services communs précisent les modalités de cette mise en commun et notamment les postes concernés ainsi que les clés de répartition financière entre la Ville et la Métropole pour chacun des services communs.

Ces services communs ont fait l'objet d'un avis des Comités sociaux territoriaux de la Ville et la Métropole en juin 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des avenants et des conventions de services communs du Pôle Mobilités, du Pôle Biodiversité Paysages Agroécologie et Alimentation et de la Mission Action Extérieures et Relations internationales ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de SC MAERI 2024.docx

- Convention de SC PMOB.docx

- Avenant PBP2A 2024.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-271359-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Mises à disposition de personnels - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Plusieurs mises à disposition de personnels sont soumises à l'approbation du Conseil municipal :

- Mise à disposition d'agent de la Ville de Montpellier auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) ;
- Mises à disposition de personnels de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier pour assurer la maîtrise d'ouvrage dans différentes opérations dans le domaine culturel ;
- Mises à disposition de personnels de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier pour assurer l'expertise des 4 boulevards dans le cadre du plan de circulation urbaine ;
- Mises à disposition de personnels de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier dans le cadre des procédures de police administrative en matière de lutte contre l'habitat indigne relative à l'insalubrité.

Mise à disposition auprès du COSC

Le COSC pour les personnels du Centre Communal d'Action Sociale et de la Ville de Montpellier, a été fondé en 1990, sous statut d'association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901. Elle a pour objet de fournir une aide matérielle, financière, morale et culturelle au personnel. L'association s'interdit toute activité confessionnelle, politique ou syndicale.

Il est proposé de mettre à disposition un agent municipal titulaire, à temps complet, de catégorie B relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs, auprès du COSC, pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 décembre 2024.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article L.512-15 du Code général de la fonction publique, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. Le COSC rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération de l'agent mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales, au prorata du temps de mise à disposition.

Mises à disposition d'agents de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage d'opérations culturelles

La Ville de Montpellier a décidé de conduire un programme de travaux de rénovation, aménagement et de restauration dans le cadre de trois opérations dans le domaine culturel qui sont : la réhabilitation des Geoles de Lauwe haut lieu de la mémoire collective, la création de « *Milles formes* » un centre d'initiation à l'art dédié à la petite enfance de 0 à 6 ans en partenariat avec le Centre Pompidou et d'une maison du projet dans le quartier d'Antigone.

Face aux fortes dégradations du site Les Geôles de Lauwe, inscrit aux Monuments historiques, la Ville de Montpellier a demandé la réalisation d'une étude patrimoniale et un diagnostic sanitaire pour connaître les mesures requises pour préserver le lieu et pour engager les travaux permettant de stopper les dégradations et sauvegarder les décors non perdus.

Par ailleurs, la Ville de Montpellier a pour projet d'installer dans le bâtiment *Les échelles de la Ville*, en lieu et place de l'ancienne médiathèque Federico-Fellini, un centre d'art pour les enfants de 0 à 6 ans « *Milles formes* » et une maison du projet. La maison du projet aura pour mission de représenter la Ville de Montpellier et ses alentours en sensibilisant de manière ludique et créative à la transformation de leur Ville, aux aménagements et réalisations architecturales en cours et aux enjeux écologiques et sociaux actuels au travers de programmation d'ateliers, d'expositions et de projections.

A cet effet, Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition de la Ville de Montpellier des agents, à raison de 5% de leur temps de travail pour assurer des fonctions de maîtrise d'ouvrage dans la réalisation de ces opérations de travaux. Ainsi, quatre agents de la Métropole, relevant de la filière technique, sont mis à disposition de la Ville de Montpellier, pour la période du 01/08/2023 au 31/12/2026 : deux agents de catégorie A relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et deux agents de catégorie B relevant du cadre d'emplois des techniciens territoriaux.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article L.512-15 du Code général de la fonction publique, les mises à disposition s'effectuent à titre onéreux. La Ville de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole la rémunération des agents mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales, au prorata du temps de mise à disposition.

Mises à disposition d'agents de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier dans le cadre de l'expertise des 4 boulevards en matière de circulation urbaine

La Ville de Montpellier engage une expertise des 4 boulevards (bertelot, Vieussens, Rabelais et d'Orient) en matière de déplacements et circulations urbaines. A cet effet, Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition de la Ville de Montpellier deux agents de catégorie A relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux, à raison de 5% de leur temps de travail pour assurer ces travaux d'expertise et ce pour la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article

L.512-15 du Code général de la fonction publique, les mises à disposition s'effectuent à titre onéreux. La Ville de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole la rémunération des agents mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales, au prorata du temps de mise à disposition.

Mises à disposition d'agents de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier dans le cadre des procédures de police administrative en matière de lutte contre l'habitat indigne relative à l'insalubrité.

La Ville de Montpellier est compétente pour réaliser les procédures de police administrative en matière de lutte contre l'habitat indigne relative à l'insalubrité. Afin de d'exercer cette compétence, Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition de la Ville de Montpellier 6 agents du service intercommunal Habitat et Santé assermentés de catégorie B relevant du cadre d'emploi des techniciens territoriaux, à raison de 80% de leur temps de travail à compter du 1^{er} mai au 30 novembre 2024.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article L.512-15 du Code général de la fonction publique, les mises à disposition s'effectuent à titre onéreux. La Ville de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole la rémunération des agents mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales, au prorata du temps de mise à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions de mise à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) et des mises à dispositions d'agents de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention 2024_Antoine _PICARD.pdf
- Projet convention MAD MEALIER William.pdf
- Projet convention MAD PLAZA Julie.pdf
- Projet convention MAD MAINGAULT Mathieu.pdf
- Projet convention MAD NOLLET Nathalie.pdf
- Projet convention MAD BOUKRISS Yoni.pdf
- Projet convention MAD GUIROY Julie.pdf
- DEGLAIRE Margaux - Convention MàD 3M à Ville de Montpellier_01.05.24-30.11.24.doc
- GANDON Isabelle - Convention MàD 3M à Ville de Montpellier_01.05.24-30.11.24.doc
- GINIEIS Damien - Convention MàD 3M à Ville de Montpellier_01.05.24-30.11.24.doc
- GUTIERREZ Philippe - Convention MàD 3M à Ville de Montpellier_01.05.24-30.11.24.doc
- PASTOR Emmanuel - Convention MàD 3M à Ville de Montpellier_01.05.24-30.11.24.doc
- PEREZ Pierre-René - Convention MàD 3M à Ville de Montpellier_01.05.24-30.11.24.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-268729-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Modification du règlement du temps de travail - Organisation de séjours pour les accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) adolescents et séjours familles - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Afin de renforcer l'offre de loisirs auprès des jeunes publics accueillis en Maisons pour tous, les accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) adolescents concernés ont commencé à proposer des séjours en camping durant les périodes de vacances scolaires et, notamment, durant les vacances d'été. Après un test concluant durant l'été 2023, le dispositif est étendu afin de permettre à de nombreux jeunes de faire une autre expérience de vacances en autonomie. Aussi, il convient dès lors de préciser les modalités de gestion du temps de travail des équipes d'animation qui encadreront ces séjours.

Des règles spécifiques sont définies pour les agents assurant l'encadrement en continu d'usagers (notamment enfants ou adolescents), dans le cadre de l'organisation de courts séjours avec hébergement. Ces dispositions spécifiques seront précisées dans le règlement du temps de travail approuvé par délibération du Conseil municipal en date 11 octobre 2022. Concernant les agents d'animation, l'aménagement du temps de travail de ces agents doit intégrer la nécessité d'une continuité dans la prise en charge des usagers qui peut se décliner en plusieurs temps : levers, repas, temps consacrés aux activités, soirées, nuits. La répartition de ces différents temps doit permettre d'organiser le temps de travail de chacun, dans le respect des garanties minimales du temps de travail.

L'article 8 du décret n°2000-815 du 25 août 2000, relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature, autorise les collectivités territoriales et leurs établissements publics à instituer par délibération un régime d'équivalence pour les emplois dont les missions impliquent un temps de présence supérieur au temps de travail effectif. La mise en place d'un régime d'équivalence permet de dissocier le temps de travail productif des périodes d'inaction, pendant lesquelles l'agent se trouve sur son lieu de travail à la disposition de son employeur, sans pouvoir vaquer à ses occupations personnelles. Concernant la fonction publique territoriale, aucune disposition législative ou réglementaire ne fixe de durées d'équivalences à retenir pour le décompte sous forme de temps de travail effectif des périodes d'inaction. La jurisprudence administrative a précisé que les collectivités avaient compétence, en application du Code général des collectivités territoriales, pour fixer, par délibération, un régime d'horaires d'équivalence en matière de durée du travail, afin de tenir compte des périodes d'inaction que comporte l'exercice de certaines fonctions (CAA Versailles, 22 octobre 2015, n°15VE00936).

La Ville propose de se référer aux dispositifs de durée équivalente mis en place dans les services de l'Etat pour des missions de même nature (article 2 du décret n° 2003-484 du 6 juin 2003 fixant les conditions de recrutement et d'emploi des assistants d'éducation) soit un forfait de 3 heures. Ainsi, il est proposé pour des séjours dans le cadre de l'organisation de courts séjours avec hébergement de prévoir un forfait de 3 heures pour les nuits non travaillées, avec en cas d'intervention des heures supplémentaires déclarées par les agents. Le temps de travail des animateurs encadrants les courts séjours avec hébergement respectera le règlement du temps de travail et les horaires spécifiques feront l'objet d'une annexe au règlement du temps de travail après avis du Comité social territorial.

La mise en place de ce forfait de 3 heures pour les nuits non travaillées a fait l'objet d'un avis du Comité social territorial en date du 2 mai 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver, dans le cadre de l'organisation de courts séjours avec hébergement, la mise en place d'un forfait de 3 heures payées pour les nuits non travaillées, avec en cas d'intervention des heures supplémentaires déclarées par les agents ;
- De dire que ces dispositions spécifiques seront intégrées au règlement du temps de travail ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-268422-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUQUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**MedVallée - Programme de Recherche et Développement DINAMICS pour le
dépistage de l'insulinorésistance chez les agents publics - Convention entre
Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, Innov Biotech et
Predia - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Véritable fléau de santé publique, les maladies cardiométaboliques (diabète de type 2, maladies cardiovasculaires, certains cancers, insuffisance rénale chronique, obésité...) sont en augmentation constante ces dernières années. Elles représentent aujourd'hui la deuxième cause de décès en France et la 1^{ère} chez les femmes (source : IHU ICAN, 2023). Toutes ces maladies cardiométaboliques ont en commun un facteur de risque : la résistance à l'insuline (RI). Touchant jusqu'à 46% de la population mondiale, elle est induite par la sédentarité, l'obésité, l'alcool, tabac, l'hérédité ou encore l'infection au VIH et ses traitements. La résistance à l'insuline est détectable précocement : de 10 à 15 ans avant l'apparition des maladies cardiométaboliques. La résistance à l'insuline est réversible et l'approche la plus efficace pour induire cette réversion est notamment l'amélioration de l'hygiène de vie.

Dans le cadre du projet d'administration de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, un des objectifs est de prévenir les risques au travail, la désinsertion professionnelle et de promouvoir la santé au travail. Aussi, ce projet expérimental s'inscrit totalement dans cet objectif et ce dans une démarche innovante et attractive pour les agents.

Montpellier Méditerranée Métropole déploie la stratégie MedVallée, dont les objectifs sont de fédérer les acteurs des différents écosystèmes de la recherche, de l'enseignement supérieur et des entreprises, afin de créer une dynamique d'innovation fédératrice, pour structurer à Montpellier, un pôle mondial d'excellence en Santé Globale, en croisant les thématiques alimentation, santé, environnement et bien-être. Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole, en tant qu'employeur, entend associer les agents territoriaux à cette dynamique d'innovation et valoriser la démarche de prévention et responsabilité sociétale de la collectivité afin de préserver leur santé cardiométabolique.

Innov Biotech, est une entreprise qui déploie des solutions de biotechnologies innovantes et accessibles au service des populations. Elle apporte le test IDIR® qui permet de dépister précocement, de quantifier et de suivre la résistance à l'insuline (RI). Ce test est une innovation montpellieraine et une première mondiale, développé par l'équipe de recherche publique/privée Sys2Diag (CNRS/Alcen) à Montpellier dirigée par le Pr Franck MOLINA et validée cliniquement au CHU de Montpellier par l'équipe du Pr RENARD. La Société PREDIA est une entreprise qui développe des programmes de prévention innovants qui mettra en place une sensibilisation des agents concernant les maladies cardiométaboliques. Innov Biotech et la société Prédia participent ainsi à la stratégie Medvallée.

En partenariat avec les sociétés Innov Biotech et PREDIA, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent proposer aux 7 000 agents de la Ville et la Métropole, sur la base du volontariat, une campagne innovante pour prévenir les maladies cardiométaboliques et les aider à devenir acteurs de leur santé. Ce projet répond aux objectifs suivants :

- Améliorer la santé des agents en participant à une meilleure santé pour les agents et contribuant à leur épanouissement professionnel et personnel ;
- Mettre concrètement en application les politiques locales en participant aux objectifs du 4^{ème} axe du Contrat Local de Santé (promotion de la santé et prévention), et du Plan de Mobilité en promouvant la mobilité douce (marche, vélo) ;
- Bénéficier des innovations initiées par des acteurs de la dynamique Medvallée : Montpellier sera le premier territoire à mettre en œuvre ce programme utilisant plusieurs innovations développées localement. Il sera inspirant pour d'autres publics et d'autres territoires.

Aussi, il est proposé de lancer un projet pilote dénommé DINAMICS qui se déroulera en trois phases :

- Conscientisation de l'ensemble des agents de la Ville et de la Métropole sur les maladies cardiométaboliques, leurs facteurs de risque et comment les prévenir. Cette conscientisation se matérialisera par une campagne de sensibilisation et de communication auprès des agents au moyen de supports multiples (numérique, affichage, réunions d'information...) ;
- Dépistage de la résistance à l'insuline auprès de 2 000 agents volontaires par le test urinaire IDIR®, développé à Montpellier par l'UM Sys2DIAG (CNRS/ALCEN) et validé cliniquement au CHU de Montpellier. Selon les résultats au test IDIR, les agents volontaires dépistés seront orientés vers un médecin pour des analyses complémentaires si nécessaire ;
- Accès à l'application PREDIA proposée à tous les agents volontaires, sans obligation de dépistage, afin de suivre leur santé et d'être accompagnés pour adopter des habitudes de vie favorables à leur santé métabolique, notamment la lutte contre la sédentarité, l'inactivité physique et les habitudes alimentaires délétères pour la santé.

La Métropole apportera un co-financement à hauteur de 39 999 € TTC sur un budget total de 102 799 €, avec une contribution de Innov Biotech à hauteur de 19 600 €, de PREDIA à hauteur de 36 200 € et d'une étude Sciences Humaines et Sociales (SHS) à hauteur de 7 000 €.

Une convention sur un programme de Recherche & Développement entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, Innov Biotech Holding et Predia SAS, précise les modalités du projet DINAMICS, projet d'une durée de 12 mois.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le projet pilote DINAMICS ;
- D'approuver les termes de la convention sur un programme de Recherche et Développement entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, Innov Biotech Holding et Predia SAS ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Dynamics

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-270632-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Monnaie locale La Graine - Convention de partenariat 2024-2026 entre
l'association Alternatives pour le Développement Économique et Social Local
(ADESL) et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Graine est une monnaie locale complémentaire lancée le 9 septembre 2018 sur l'ensemble du territoire du Département de l'Hérault et fonctionnant conformément à l'article 16 de la loi du 31 juillet 2014 sur l'Économie sociale et solidaire. Elle constitue un titre de paiement qui n'a de valeur que sur un territoire donné et au sein d'un réseau d'accepteurs adhérents agréés par l'association émettrice : entreprises, associations et collectivités locales. Elle est gérée bénévolement et démocratiquement par l'association sans but lucratif Alternatives pour le Développement Économique et Social Local (ADESL) – La Graine. La Graine est ainsi utilisée par près de 160 professionnels et plus de 500 utilisateurs particuliers, qui peuvent, après avoir adhéré, changer des euros en graines au taux de 1 euro = 1 graine, pour les utiliser ensuite auprès des accepteurs agréés. Les euros reçus par ADESL contre les graines sont dans leur intégralité placés dans un fonds de réserve, sur des comptes et livrets ouverts auprès d'organismes bancaires.

La Graine est ainsi un outil de relocalisation et de dynamisation de l'économie de l'Hérault, qui réoriente une partie du pouvoir d'achat local vers le commerce et les services de proximité, vers les producteurs locaux et les associations du territoire ; tous ces acteurs étant engagés dans l'économie circulaire éco-responsable et la transition écologique et solidaire. La Graine développe également la solidarité entre les

différents territoires ruraux de l'Hérault et les zones plus urbanisées de la façade sud, grâce aux relations notamment commerciales qu'elle permet de créer. C'est également un outil de changement des pratiques vers une économie solidaire, un développement durable et la relocalisation d'activités agricoles, artisanales ou industrielles dans l'optique de l'économie circulaire. Les professionnels rejoignant le réseau devant s'engager à relever des défis simples pour la relocalisation de leurs achats, l'environnement, ou encore l'utilisation de méthodes de production plus éco- responsables.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier a acté, par délibération n°V2022-135 du 29 mars 2022, son adhésion à l'ADESL pour le versement d'une partie des indemnités des élus en monnaie locale complémentaire et approuvé la convention de partenariat correspondante. Complémentairement, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'adhérer à la structure ADESL, gestionnaire de la Graine par décision n° MD2023-1634 du 28 novembre 2023, et prend à sa charge le paiement de l'adhésion à l'ADESL pour la Ville de Montpellier et les 30 autres communes membres. Elle a également conclu, par délibération n°M2023-521 du 18 décembre 2023, une convention de partenariat pour la période 2024-2026 en faveur du développement de la monnaie locale La Graine.

Dans le cadre de la volonté de soutenir le dynamisme économique et social local, la transition écologique et solidaire, l'économie circulaire, ainsi que la vie associative locale, la Ville de Montpellier souhaite faire évoluer sa convention de partenariat initiale en introduisant de nouvelles actions, consistant à :

- Développer les actions de formation auprès des agents et les élus volontaires de la Ville de Montpellier sur l'usage des monnaies locales ;
- Développer la Graine comme instrument de paiement en conduisant une expérimentation visant à accepter l'usage la Graine comme instrument de paiement dans le cadre de ses régies de recettes. Les Graines pourront être encaissés dans le cadre d'une régie de recette, après modification de l'arrêté constitutif de la régie sur les moyens de paiement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la nouvelle convention de partenariat 2024-2026 entre la Ville de Montpellier à l'association ADESL – la Graine ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Catherine RIBOT, M. François VASQUEZ.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention de partenariat ADESL La Graine 3M Ville.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-268797-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Georges ARDISON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Mise à jour des tarifs 2024 - Modification de la délibération n°V2023-448 - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Les tarifs municipaux présentés seront applicables au 1^{er} septembre 2024 ou à la date précisée.

Les tarifs qui sont proposés répondent à une double exigence :

- Permettre à tous les usagers d'avoir accès aux services publics en proposant les tarifications calculées en fonction des moyens de chacun ;
- Prendre en compte dans le calcul de la formule du tarif le coût de la prestation concernée ou le produit potentiel qui en résulte (par exemple, le produit généré par l'occupation du domaine public).

CADRE JURIDIQUE ET TYPOLOGIE DES TARIFS MUNICIPAUX QUI SONT INTEGRALEMENT LISTES DANS CETTE DELIBERATION

LES MODALITES DE FIXATION DES TARIFS

- Imposés par des textes (ex. : certains modes de reproduction de documents administratifs) ;
- Déterminés avec un montant plafonné par un texte (ex. : redevances d'occupation de certains réseaux) ;
- Modalités de calcul indiquées par les textes (ex. : pour les redevances d'occupation du domaine public) ;
- Indexés sur des indices d'un secteur d'activités en particulier (ex. : certains indices du BTP pour les travaux de voirie pour le compte de tiers, ou encore l'indice INSEE du coût de la construction s'agissant de l'implantation de station de radiocommunication) ;

- Calculés sur la base d'un devis d'entreprise adjudicataire, devis dont le montant répond donc aux prix du marché, (ex. : la remise en état des espaces verts) ;
- Certains tarifs sont laissés à la discrétion de la collectivité.

LES TYPOLOGIES DES TARIFS

Taxe : le plus souvent, il s'agit d'une recette fiscale perçue à l'occasion de l'utilisation ou de la mise à disposition d'un service public, supposant un certain lien entre le contribuable et le service. Cependant, le montant acquitté n'a pas de rapport avec le service rendu, il est forfaitairement déterminé.

Redevance : deux redevances sont distinguées :

La redevance pour service rendu est une somme demandée à des usagers en vue de couvrir les charges d'un service public déterminé ou les frais d'établissement et d'entretien d'un ouvrage public, qui trouve sa contrepartie directe dans les prestations fournies par le service ou dans l'utilisation de l'ouvrage. Il doit y avoir un lien suffisant, une réelle corrélation entre le coût du service et le montant demandé (sans pour autant que le prix payé soit systématiquement et exactement le prix du service). En outre, il est possible d'introduire dans le calcul des éléments forfaitaires et d'instituer des modalités de modulation dans le respect du principe d'égalité (modulation pour des tarifications sociales par exemple).

Peuvent être considérées comme tels, les tarifs de la serre amazonienne, le service d'accueil régulier familial et collectif et les accueils sans hébergement, la copie des documents administratifs, la location de matériel...

La redevance domaniale, ou redevance d'occupation du domaine public s'entend quant à elle de la somme demandée en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques) : l'article L. 2125-3 de ce même code précise que cette redevance tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, incluant la valeur locative de ce domaine. Peuvent être considérés comme de telles redevances tous les tarifs relatifs aux occupations des dépendances domaniales de la commune : salles, installations sportives, voirie, halles et marchés, etc.

Pour autant, la tarification ne suffit pas à la Collectivité pour financer les prestations destinées aux usagers. Aussi, elle doit être complétée par la fiscalité et d'autres financements afin de contenir les tarifs et ainsi ne pas priver d'accès les usagers au service public.

Pour plus de lisibilité, les tarifs sont classés par thématique de politiques publiques :

- Restauration scolaire ;
- Environnement et espaces verts – TLPE ;
- Attractivité et rayonnement.

Les tarifs de la délibération V2023-448 des politiques publiques sont reconduits à l'identique :

- Enfance ;
- Réussite éducative ;
- Accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) ;
- Renouvellement et développement urbain ;
- Sécurité, Propreté, Hygiène, Salubrité ;
- Culture ;
- Sports et Jeunesse ;
- Maison pour tous ;
- Environnement et espaces verts ;
- Services à la population ;
- Autres.

RESTAURATION SCOLAIRE

La Ville de Montpellier assure en gestion directe la production et la distribution des repas nécessaires aux besoins de ses 85 restaurants scolaires et de ses 42 centres de loisirs municipaux et associatifs. L'Unité Centrale de Production (UCP) de la Ville fabrique et distribue environ 15 000 repas par jour en moyenne (dont 2500 via un prestataire externe) et 2 800 repas par jour en moyenne les mercredis et durant les périodes de vacances scolaires.

▪ Modalités de détermination des tarifs

Le prix des repas réservés est compris entre 1,35 € et 6,55 €.

Le tarif des repas pour les adultes est passé de 6,55€ à 5€ et ne prend en compte que le coût du repas et pas le coût de l'encadrement comme c'est le cas pour les enfants inscrits au restaurant scolaire.

Une tarification spécifique de 0,50 € s'applique pour les familles monoparentales (parents isolés) bénéficiaires du revenu de solidarité active ainsi que pour les publics en grande difficulté (sans domicile fixe, réfugiés, bénéficiaires de l'AME...), dont les critères ont été définis dans les délibérations cadres n°V2021-232 du 26 juillet 2021 et V2020-024 du 30 juillet 2020, y compris si l'enfant bénéficie d'un Protocole d'Accueil Individualisé (PAI).

Il convient de rappeler que le coût global du temps méridien du repas, y compris l'encadrement des enfants, dépasse les 11.50 € et que l'inflation et les hausses des coûts de l'énergie amènent à projeter ce coût entre 11.80 € et 12.00 €. La mairie prend en charge une part très importante du coût de ce service public (entre 45,4 % et 95,8% du coût de la pause du midi).

Par ailleurs, la mairie s'est engagée dans un plan de progrès très volontariste puisqu'en 2026 100% des produits seront bio et/ou locaux de qualité. La diminution du tarif plancher vise à favoriser l'accès au plus grand nombre d'élèves à une restauration saine et équilibrée.

TARIFICATION POUR LES REPAS RESERVES	
Quotient Familial CAF (QF)	Tarif
QF < 560€	1.35€
560€ < QF < 1800€	$1.35€ + 0.419\% \times (Q - 560)$
1800€ < QF	6€55

Afin de lutter contre le gaspillage alimentaire, des majorations applicables au prix des repas sont prévues :

TARIFICATION SPECIFIQUE
Tarif occasionnel
Pour chaque repas consommé sans réservation préalable selon les modalités prévues par la Ville, une majoration forfaitaire de 2,00 € est appliquée aux tarifs ci-dessus.
Absence non justifiée
Pour chaque repas réservé mais non consommé selon les modalités prévues par la Ville, une majoration forfaitaire de 1,50 € est appliquée aux tarifs ci-dessus. La majoration s'appliquera à partir du 4 ^{ème} repas non justifié.

Autre tarifs spécifiques	Tarif unitaire
Repas ou PAI pour enfants de familles monoparentales (parents isolés) bénéficiaires du revenu de solidarité active	0,50€
Repas d'urgence sociale (personne dont la situation administrative est en cours de régularisation)	0,50€
Enfants placés en famille d'accueil ASE et foyer de l'enfance	0,50€
Repas Adulte	5,00€
Remplacement « Ma carte / Carte midi »	10,00€

TARIFICATION DE LA PRISE EN CHARGE DU TEMPS MERIDIEN SANS REPAS OU DES SORTIES SCOLAIRES	
Quotient Familial CAF (QF)	Tarif
PAI pour enfants de familles monoparentales (parents isolés) bénéficiaires du revenu de solidarité active	0,50€
QF < 560€	1,35€
560€ < QF < 595€	1,35€ + 0,419% x (Q-560)
595€ < QF	1,50€

Les revenus pris en compte sont :

- **Pour les allocataires de la CAF** qui bénéficient de prestations, le quotient familial communiqué par la CAF sur l'attestation de paiement de la CAF datée de moins de trois mois (source CAFPRO à partir du numéro CAF de la famille)
- **Pour les autres usagers**, le QF sera calculé conformément au QF de la CAF par la Ville sur la base des justificatifs le permettant et prévus dans le règlement de fonctionnement.
- En l'absence de justificatifs permettant d'établir le quotient familial, le tarif maximal est automatiquement appliqué jusqu'à production des pièces demandées et sans effet rétroactif sur les factures déjà éditées.

▪ **Modalités de réservation des repas et des accueils :**

Les modalités de réservations sont précisées par le règlement de fonctionnement de la restauration scolaire.

Quatre modes de réservation sont possibles :

- **Par internet via le site de la ville, sur le portail famille** : presto.montpellier.fr
- **Dans chaque école**, sur rendez-vous avec le responsable d'accueil périscolaire (RALAE)
- **Au service Prest'O** à l'Hôtel de Ville ;
- **Dans les mairies de proximité** Tastavin, François Villon, Aubes-Pompignane et Mosson.

ENVIRONNEMENT ET ESPACES VERTS

TAXE LOCALE SUR PUBLICITE EXTERIEURE (TLPE)

Codifiée par les articles L. 2333-6 et suivants du Code général des collectivités territoriales, la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) s'applique aux supports publicitaires et aux enseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique.

Les entreprises assujetties appartiennent à des secteurs économiques différents :

- La TLPE perçue au titre des enseignes est essentiellement payée par des commerces ;
- La TLPE perçue pour des dispositifs temporaires tels que ceux utilisés pour la promotion immobilière implantés à l'occasion des commercialisations de programmes immobiliers ;
- La TLPE perçue sur les dispositifs publicitaires hors mobiliers urbains déjà redevables d'occupation du domaine public.

Cette taxe est définie par des taux par m² et par an. De par la loi, le taux de base est identique pour l'ensemble des dispositifs (publicité, pré-enseignes et enseignes).

Le taux de base et les éventuelles exonérations sont votés par le Conseil municipal avant le 1er juillet de l'année qui précède l'année de taxation.

Ainsi, pour 2024, les tarifs ci-dessous ont été votés lors du Conseil municipal du 05 juin 2023.

Taxe locale sur la publicité extérieure	Unité	Tarif
Enseigne < à 7 m ²	m ² /an	0 €
Enseigne > à 7 m ² et ≤ à 20 m ²	m ² /an	35,30 €
Enseigne > à 20 m ² et ≤ à 50 m ²	m ² /an	70,60 €
Enseigne > à 50 m ²	m ² /an	141,20 €
Taxe locale sur la publicité extérieure / Dispositifs publicitaires et pré-enseignes	Unité	Tarif
Dispositifs dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé non numérique < à 50 m ²	m ² /an	35,40 €
Dispositifs dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé numérique < à 50 m ²	m ² /an	105,90 €

Pour 2025, les tarifs ne sont pas actualisés, les tarifs ci-dessus continuent donc de s'appliquer. Par ailleurs, il est proposé de mettre à jour le tarif maximum de la publicité applicable en 2024. Ce tarif sera désormais de 35,30€, conformément aux directives du ministère chargé des collectivités territoriales.

ATTRACTIVITÉ ET RAYONNEMENT

LES SALLES DE LA MAISON DES RELATIONS INTERNATIONALES NELSON MANDELA ET DE L'ESPACE MARTIN LUTHER KING

Ces deux lieux sont destinés à promouvoir auprès des citoyens les cultures étrangères en facilitant les activités du tissu associatif local dédiées à l'international qui participent à la vie culturelle de la cité.

Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.

Gratuité accordée :

- Pour les associations humanitaires ou caritatives ;
- Pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) ;
- Pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité ;
- Pour les partenaires de la Maison des Relations Internationales (représentations diplomatiques étrangères, associations locataires de la Maison des Relations Internationales, de l'Espace Martin Luther King et de l'Espace Jacques Premier d'Aragon, et autres partenaires institutionnels, sous réserve de la validation de Monsieur le Maire-Président).

***Demi-tarif** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.

****Forfait de base** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Les salles sont mises à disposition jusqu'à 21h à l'Espace Martin Luther King et à 22h à la Maison des Relations Internationales.

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'organisateur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

Salles mises à disposition	Unité	Plein Tarif	Demi-Tarif *	Forfait de Base**
Maison des Relations Internationales	/ jour	950,00 €	475,00 €	55,00 €
Espace Martin Luther King (grande salle)	/ jour	325,00 €	165,00 €	32,50 €
Espace Martin Luther King (petite salle)	/ jour	105,00 €	55,00 €	17,00 €
Exposition à la Maison des Relations Internationales (tarif par quinzaine)	/ U	1 375,00 €	680,00 €	22,00 €
Exposition à l'Espace Martin Luther King grande salle (tarif par quinzaine)	/ U	530,00 €	265,00 €	17,00 €
Exposition à la Maison des Relations Internationales (tarif à la semaine)	/semaine	685,00 €	340,00 €	13,00 €
Exposition à l'Espace Martin Luther King grande salle (tarif à la semaine)	/semaine	265,00 €	130,00 €	11,00 €
Cautionnement				
Caution	/ U	1 650,00 €		

LES MARCHES

Cas spécifiques prévus :

Exonération des commerçants de redevance lors des 12 premiers mois suivants la création d'un nouveau marché ainsi que les commerçants en tantième par jour de marché annulé sur décision de la Ville.

Pour les abonnés, seuls les séances annulées sur décision de la Ville seront déduites de l'abonnement trimestriel.

Exonération de redevance pour tout déplacement de marché ayant un impact significatif sur l'activité commerciale.

Exonération de la redevance pour tous travaux d'investissements validés par la Ville et sur présentations des factures acquittées

Espace Mosson / Professionnels et Non Professionnels	Unité	Tarif
Non professionnels redevance emplacement 22,5 m ² / avec véhicule / séance de marché	U/Jour	21,00 €
Professionnels redevance emplacement abonné 22,5m ² / avec véhicule	séance	28,50 €
Professionnels redevance emplacement abonné / double carreau (45m ²)/ avec véhicules	séance	36,50 €
Commerces alimentaires emplacement 90m ² / 1 camion	séance	56,50 €

Marché aux Plants	Unité	Tarif
Redevance emplacement abonné du mois d'avril au mois de septembre	m ² /trimestre	15,00 €
Redevance emplacement abonné du mois d'octobre au mois de mars	m ² /trimestre	10,83 €
Redevance emplacement journalier / 1 carreau (22.5m ²) du mois d'avril au mois de septembre	carreau/jour	37,50 €
Redevance emplacement journalier / 1 carreau (22.5m ²) du mois d'octobre au mois de mars	carreau/jour	26,50 €
Commerces alimentaires abonnés emplacement 90m ² / 1 camion d'avril à septembre	U/trimestre	325,00 €
Commerces alimentaires abonnés emplacement 90m ² / 1 camion d'octobre à mars	U/trimestre	215,00 €
Commerces alimentaires journaliers emplacement 90m ² / 1 camion d'avril à septembre	U/Jour	43,00 €
Commerces alimentaires journaliers emplacement 90m ² / 1 camion octobre à mars	U/Jour	33,00 €

Promenade du Peyrou	Unité	Tarif
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) octobre à mars	séance	21,50 €
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) avril à septembre	séance	27,50 €
Redevance emplacement journalier alimentaire Dimanches du Peyrou / 100m²	séance	55,00 €
Redevance emplacement abonnés alimentaire Dimanches du Peyrou / 100m²	trimestre	550,00 €
Redevance emplacement journalier Grand déballage du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) octobre à mars	séance	33,00 €
Redevance emplacement journalier Grand déballage du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) avril à septembre	séance	43,00 €
Redevance emplacement journalier alimentaire Grand déballage du Peyrou / 100m²	séance	87,00 €
Redevance emplacement Abonnés Dimanches du Peyrou	séance	15,50 €
Exonération par dimanche annulé sur décision de la Ville	séance	0,00 €

Les autres marchés de la Ville (exonération en tantième par dimanche annulé en raison de manifestations sportives ou culturelles)	Unité	Tarif
Redevance emplacement abonné pour une demi-journée par semaine (matin jusqu'à 13h30 ou après-midi jusqu'à 17h30)	m²/trimestre	5,40 €
Redevance abonné emplacement pour 1 journée par semaine	m²/trimestre	8,20 €
Redevance abonné : heure supplémentaire d'installation	m²/h/trimestre	0,60 €
Emplacement journalier marché d'une durée inférieure ou égale à 3h30 du lundi au samedi	m²/session	0,90 €
Emplacement journalier marché d'une durée inférieure ou égale à 3h30 le dimanche ou jour férié	m²/session	1,20 €
Emplacement journalier à la demi-journée du lundi au samedi	m²/1/2 jour	1,70 €
Emplacement journalier à la journée du lundi au samedi	m²/jour	2,40 €
Emplacement journalier à la demi-journée le dimanche ou jour férié	m²/1/2 jour	2,20 €
Emplacement journalier à la journée le dimanche ou jour férié	m²/jour	3,10 €
Carte commerçant - 1ère attribution	carte	0,00 €
Carte commerçant - Renouvellement / perte	carte	9,00 €
Bouquiniste Antiquaires Collectionneurs Ecusson du lundi au samedi	u/jour	16,50 €
Bouquiniste Antiquaires Collectionneurs Ecusson dimanche et jour férié	u/jour	20,00 €
Bouquiniste Antiquaires Collectionneurs hors Ecusson du lundi au samedi	u/jour	8,50 €
Bouquiniste Antiquaires Collectionneurs hors Ecusson dimanche et jour férié	u/jour	10,50 €
Octave des Morts : redevance emplacement pour la durée du marché (8 jours)	m²	41,50 €
Droits d'entrée marchés de plein air : jour de marché se tenant du lundi au vendredi inclus	m²/jour	13,50 €
Droits d'entrée marchés de plein air : jour de marché se tenant le samedi et le dimanche	m²/jour	27,00 €
Droits d'entrée marchés de plein air : succession par filiation ascendante ou descendante ou conjoint		0,00 €

LES HALLES

La Ville met à disposition des commerçants une application permettant de vendre leurs produits en ligne « Bon et Local, Halles et Marchés connectés », avec possibilité pour les acheteurs de venir récupérer leur marchandise ou de se faire livrer.

Exonération de la redevance pour tous travaux d'investissement validés par la Ville et sur présentation des factures acquittées.

Pour les halles, la première attribution de la clé électronique est gratuite puis d'un montant de 70,00€ pour son renouvellement.

Halle des Quatre Saisons	Unité	Tarif
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	8,80 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	45,80 €
Redevance occupation de terrasse extérieure	m²/an	41,44 €

Halles Jacques Cœur	Unité	Tarif
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	17,50 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	84,00 €

Halles Castellane	Unité	Tarif
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	23,20 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	63,20 €
Redevance occupation d'une cave non alimentée en électricité	trimestre	93,40 €
Redevance occupation d'une cave alimentée en électricité	trimestre	188,00 €
Redevance occupation de terrasse extérieure	m²/an	121,02 €

Halles Laissac	Unité	Tarif
Participation aux frais de fonctionnement	m²/trimestre	22,90 €
Redevance emplacement abonné	m²/trimestre	83,00 €

Droits d'entrée halles couvertes	Unité	Tarif
Surface étal inférieure à 10m²	u	3 733,00 €
Surface étal de 10 à 14m²	u	4 326,00 €
Surface étal de 15 à 19m²	u	4 693,00 €
Surface étal de 20 à 24m²	u	5 191,00 €
Surface étal de 25m² et +	u	5 925,00 €
Droits d'entrée halles couvertes : succession par filiation ascendante ou descendante ou conjoint		0,00 €

Mise à disposition	Unité	Tarif
En semaine (du lundi au jeudi)	soirée	2 181,00 €
Le week-end (du vendredi au dimanche)	soirée	2 726,00 €

Les horaires « soirée » sont les suivants : de 20h00 à minuit maximum.

Les espaces mis à disposition sont : le rez-de-chaussée des Halles hors étals des commerçants et locaux gardiens/placiers.

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation. Le coût de la remise en état sera alors intégralement réclamé à l'organisateur.

Toutes les prestations de sécurité (filtrage, gardiennage...) sont à la charge de l'organisateur et doivent être validées par la Ville en amont de la manifestation.

LES DROITS TERRASSES

Cas spécifiques prévus :

- Exonération de redevances des commerçants lors des 12 premiers mois suivants la création de terrasse dans les voies de ZAC qui viennent d'être ouvertes à la circulation ;
- Exonération de redevances des commerçants pendant la durée de travaux publics qui gêneront l'installation des terrasses ;
- Tout mois commencé est dû (prorata du tarif annuel) ;
- Un prorata temporis sera appliqué sur le tarif des terrasses dont l'implantation sera rendue temporairement impossible par la tenue d'un marché de plein air ;
- Toute occupation constatée mais non autorisée par la Mairie sera taxée conformément aux tarifs applicables majorés de 10%.

Terrasse classe A (terrasse simple dépourvue d'équipements autres que le strict nécessaire à la consommation de la clientèle et rentrée tous les soirs)	Unité	Tarif
Zone 1	m²/an	107,95 €
Zone 2	m²/an	66,51 €
Zone 3	m²/an	47,97 €
Zone 4	m²/an	41,44 €

Terrasse classe B1 (terrasse délimitée par des dispositifs mobiles non ancrés au sol ou pourvue d'accessoires de confort de l'emplacement (parasols, paravents, jardinières, écrans, platelage...) et non rentrés le soir)	Unité	Tarif
Zone 1	m²/an	151,56 €
Zone 2	m²/an	121,02 €
Zone 3	m²/an	106,85 €
Zone 4	m²/an	76,32 €

Terrasse classe B2 (terrasse aménagée saisonnière ou à l'année : espace délimité par des dispositifs latéraux amovibles souples ou rigides) 6 mois minimum	Unité	Tarif
Zone 1	m²/an	215,89 €
Zone 2	m²/an	172,28 €
Zone 3	m²/an	150,46 €
Zone 4	m²/an	109,03 €

Terrasse classe C1 (Pergola)	Unité	Tarif
Zone 1	m²/an	284,59 €
Zone 2	m²/an	224,61 €
Zone 3	m²/an	185,90 €
Zone 4	m²/an	148,84 €

Terrasse classe C2 (Véranda)	Unité	Tarif
Zone 1	m²/an	353,27 €
Zone 2	m²/an	276,95 €
Zone 3	m²/an	221,34 €
Zone 4	m²/an	188,63 €

LES STANDS, KIOSQUES & VEHICULES AMENAGES

Stands de vente & kiosques	Unité	Tarif
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires pendant matchs de football ou de rugby (hors matchs de saison)	m²/jour/véhicule	25,07 €
Abonnement annuel Commerces non sédentaires (CNS) foot (19 matchs) - emplacement d'environ 20m²	an/véhicule	4 362,00 €
Commerces non sédentaires (CNS) - ventes de boissons, sandwiches, frites, glaces, marrons, bonbons, ballons...	unité de 2m²/jour	10,91 €
Commerces non sédentaires (CNS) Pizza ,Crêpes, Glaces, Boissons chaudes, snack - tout site	mois	356,00 €

LES CHAPITEAUX, TENTES & ETALAGES

Chapiteaux / tentes pour spectacles, expositions, cérémonies - Stand alimentaire	Unité	Tarif
Chapiteaux/tentes avec entrée payante ou abritant un service payant de restauration - Stand alimentaire	m²/jour	11,64 €
Etalages et autres dispositifs sur le domaine public	Unité	Tarif
Etalages sur le domaine public (1m² minimum appliqué) Zone 1	m²/an	162,00 €
Etalages sur le domaine public (1m² minimum appliqué) Zone 2	m²/an	147,00 €
Etalages sur le domaine public (1m² minimum appliqué) Zone 3	m²/an	130,00 €
Etalages sur le domaine public (1m² minimum appliqué) Zone 4	m²/an	114,00 €
Vitrine mobile non alimentaire Zone 1	u/an	119,00 €
Vitrine mobile non alimentaire Zone 2	u/an	106,00 €
Vitrine mobile non alimentaire Zone 3	u/an	91,00 €
Vitrine mobile non alimentaire Zone 4	u/an	78,00 €
Porte menus hors terrasse Zone 1	u/an	65,00 €
Porte menus hors terrasse Zone 2	u/an	60,00 €
Porte menus hors terrasse Zone 3	u/an	55,00 €
Porte menus hors terrasse Zone 4	u/an	50,00 €
Conservateur à glace, crêpière, vitrine mobile alimentaire Zone 1	u/an	486,00 €
Conservateur à glace, crêpière, vitrine mobile alimentaire Zone 2	u/an	464,00 €
Conservateur à glace, crêpière, vitrine mobile alimentaire Zone 3	u/an	443,00 €
Conservateur à glace, crêpière, vitrine mobile alimentaire Zone 4	u/an	421,00 €
Banc de fruits de mer Zone 1	u/an	605,00 €
Banc de fruits de mer Zone 2	u/an	588,00 €
Banc de fruits de mer Zone 3	u/an	572,00 €
Banc de fruits de mer Zone 4	u/an	556,00 €

Tourniquet, porte cartes Zone 1	u/an	88,00 €
Tourniquet, porte cartes Zone 2	u/an	78,00 €
Tourniquet, porte cartes Zone 3	u/an	66,00 €
Tourniquet, porte cartes Zone 4	u/an	56,00 €
Surplomb du domaine public	Unité	Tarif
Taxation des climatiseurs en surplomb du domaine public	u/an	151,80 €

LES OCCUPATIONS TEMPORAIRES DU DOMAINE PUBLIC DANS LE CADRE D'UNE MANIFESTATION

La redevance, applicable dans le cadre d'une manifestation, est composée de 3 blocs :

- Une redevance de base centrée sur l'emprise de la manifestation sur le domaine public ;
- Une redevance optionnelle additionnelle liée aux composantes de la manifestation ;
- Une redevance optionnelle additionnelle liée à l'accès du public à la manifestation.

Le montant cumulé de cette redevance est plafonné à 20 000 € par manifestation.

Occupation du domaine public dans le cadre d'une manifestation	Unité	Prix unitaire
Redevance liée à l'occupation du domaine public Excepté pour une manifestation qui présente un intérêt public certain et qui soit dépourvue de tout caractère lucratif ou organisée par comité de quartier, associations parents d'élèves, écoles, téléthon et/ou caractère caritatif, social ou humanitaire - Toute zone - Hors période de montage et démontage	Occupation du domaine public - Zone 1 m²/jour	0,20 €
	Occupation du domaine public - Zone 2 m²/jour	0,10 €
Redevance liée aux composantes de la manifestation Excepté pour une composante tenue par une association qui présente un intérêt public certain et qui soit dépourvue de tout caractère lucratif ou par comité de quartier, associations parents d'élèves, écoles, téléthon et/ou caractère caritatif, social ou humanitaire - Toute zone	Buvette m²/jour	2,50 €
	Stand de vente m²/jour	5,00 €
	Food Truck unité/jour	100,00 €
	Attraction m²/jour	0,40 €
	Promotion commerciale (Minimum de 20m²) m²/jour	25,00 €
Redevance liée à l'accès du public à la manifestation Toute zone	Entrée payante pers/manif	0,20 €
	Entrée gratuite Exonération	-

LES OCCUPATIONS TEMPORAIRES DU DOMAINE PUBLIC

Toutes semaine commencée est due.

Dépôt de matériaux	Unité	Tarif
Plots bétons, supports de poteaux etc...	u / semaine	18,54 €

Bennes de récupération de matériaux (hors emprise du chantier)	Unité	Tarif
l'unité de 6m ² forfaitaires de sol occupé : la 1ère semaine	u / semaine	32,71 €
l'unité de 6m ² forfaitaires de sol occupé : les semaines suivantes	u / semaine	65,42 €

Echafaudages et matériels de chantier	Unité	Tarif
Clôtures de chantier, baraques de chantier, échafaudages au sol (roulants et volants), élévateurs, compresseurs, bétonnières, étales pour exécution de travaux de réfection : m ² de sol occupé ou projeté au sol		
Echafaudages et matériels de chantiers	m ² / semaine	5,45 €
Echafaudages et matériels de chantiers : pénalité pour occupation longue durée (supérieure à 6 semaines)	m ²	18,54 €
Base de Vie/Bungalow sur le domaine public	m ² /3mois	103,58 €

LES AUTRES REDEVANCES

Toute occupation constatée mais non autorisée par la Mairie sera taxée conformément aux tarifs applicables majorés de 10% - Toute redevance inférieure à 10€ ne sera pas facturée

Occupation du domaine public	Unité	Tarif
Stand de vente de fruits et légumes sur de DP hors marché de plein air	mois	354,35 €
Occupation à but non lucratif du domaine public, tout site, pour comité de quartier, association parents élèves, écoles, Téléthon, solidarité nationale ou internationale		0,00 €
Attraction/Manège/Patinoires sur le domaine public	m²/jour	0,20 €
Campagnes de sensibilisation, Sondages, appels aux dons, collecte de fonds sur le domaine public pour les associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général	u/jour	0,00 €
Stand fleuriste/pépiniériste sur marché artisanal (superficie des stands limitée à 100m²)	jour	45,00 €

Autres manifestations publiques	Unité	Tarif
Stationnement de véhicules d'établissements commerciaux pratiquant la livraison à domicile Zone 1	u/an	82,00 €
Stationnement de véhicules d'établissements commerciaux pratiquant la livraison à domicile Zone 2	u/an	71,00 €
Stationnement de véhicules d'établissements commerciaux pratiquant la livraison à domicile Zone 3	u/an	60,00 €
Stationnement de véhicules d'établissements commerciaux pratiquant la livraison à domicile Zone 4	u/an	50,00 €
Stationnement sur le DP de concessionnaires auto moto vélo et tout type de véhicule électrique Zone 1	u/an	92,00 €
Stationnement sur le DP de concessionnaires auto moto vélo et tout type de véhicule électrique Zone 2	u/an	82,00 €
Stationnement sur le DP de concessionnaires auto moto vélo et tout type de véhicule électrique Zone 3	u/an	71,00 €
Stationnement sur le DP de concessionnaires auto moto vélo et tout type de véhicule électrique Zone 4	u/an	60,00 €

*La mise à disposition à titre gratuit d'un chalet associatif pourra être accordée pour les associations à buts humanitaires ou caritatifs (sous réserve de justification du caractère caritatif ou humanitaire), dans la limite d'un chalet par manifestation.

Les structures et établissements qui souhaitent bénéficier de la mise à disposition du chalet devront mener des activités dans un but non lucratif.

Une demande écrite devra être adressée à la collectivité qui en appréciera l'éligibilité.

La structure demandeuse accompagnera sa demande d'une présentation de son projet (Objectifs, organisation administrative, projet, justification).

La DUVEP s'engage à faire une réponse motivée dans un délai de 2 mois suivant la demande.

<u>PENALITES</u>		
Pénalités et frais de gestion et de contrôle	Unité	Tarif
Frais de gestion et de contrôle des infractions constatées en matière d'occupation du domaine public	Infraction	290,00 €
Frais de dossier pour basculement d'une facture non réglée au régisseur en titre de recette	u	10% de majoration du montant initial
Forfait appliqué si domaine public restitué non nettoyé (déchets, dégradations) après manifestation : astreinte/jour	U	516,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise à jour des tarifs municipaux présentés ci-dessus, entraînant la modification de la délibération n° V2023-448 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-270243-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Moyens alloués aux groupes d'élus - Affectation de collaborateurs - Modification
de la délibération n° V2020-082 - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Conformément à l'article L.2121-28 du Code général des collectivités territoriales, le Maire peut, dans les conditions fixées par le Conseil municipal et sur proposition des représentants de chaque groupe, affecter aux groupes d'élus une ou plusieurs personnes.

La délibération n° V2020-082 du 30 juillet 2020 posait les principes suivants :

- Le Conseil municipal ouvre au budget de la commune, sur un chapitre spécialement créé à cet effet, les crédits nécessaires à ces dépenses ;
- Les crédits disponibles sont établis à hauteur de 30 % du montant total des indemnités versées aux membres du Conseil municipal, tel qu'il ressort du dernier compte administratif ;
- Les crédits disponibles sont répartis proportionnellement aux effectifs, chaque groupe régulièrement constitué selon les modalités prévues au règlement intérieur dispose ainsi d'un montant maximum égal au produit du nombre de ses membres et d'1/65^{ème} des crédits disponibles ;
- Le Conseil est informé si, à l'occasion d'un changement au sein d'un ou plusieurs groupes, les personnels affectés se trouvent impactés par l'évolution des crédits disponibles ;
- Le Maire est l'ordonnateur des dépenses ;
- L'autorité territoriale procède au recrutement des collaborateurs de groupe ;
- L'élus président de chaque groupe d'élus décide des conditions et des modalités d'exécution du service

confié que ces collaborateurs accomplissent auprès de ces groupes au sein de l'organe délibérant.

Il est proposé de réviser le dispositif établi par cette délibération pour ce qui concerne la répartition des crédits disponibles, en offrant aux groupes d'élus la possibilité de mutualiser leurs enveloppes afin de partager les moyens qui en découlent.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la modification de la délibération n° V2020-082 du 30 juillet 2020 en permettant aux groupes d'élus de mutualiser leurs enveloppes s'ils le souhaitent ;
- De fixer à autant que nécessaire et dans la limite des crédits alloués le nombre de postes de collaborateurs de groupe ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-272491-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Commission d'Appel d'Offres (CAO) - Commission de Délégation de Service
Public (CDSP) - Réélections**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Par délibération n° V2020-073 du 30 juillet 2020, le Conseil municipal a procédé à l'élection de la Commission d'appel d'Offres (CAO) et de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP).

Le fonctionnement de la CAO est aujourd'hui altéré par la démission de l'ancienne Présidente de CAO ; le fonctionnement des deux commissions est altéré par des problèmes réguliers de disponibilité d'une partie de leurs membres. Il apparaît donc aujourd'hui nécessaire, en plus de la désignation par arrêté de Monsieur le Maire d'un nouveau Président de CAO, de renouveler la composition de celles-ci en procédant à de nouvelles élections.

L'assemblée délibérante a fixé les conditions de dépôt des listes lors du Conseil municipal du 26 mars 2024, en application de l'article D.1411-5 du Code général des collectivités territoriales, comme suit :

- Les listes établies pour les élections devaient être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception au Service Assemblées et Vie des Institutions de la Ville de Montpellier ;
- La date limite de dépôt/réception était fixée au 21 mai 2024 à 17 heures ;
- Les listes devaient parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « *Election de la Commission d'Appel d'Offres de la Ville de Montpellier* », « *Election de la Commission de Délégation de Service*

Public » ;

- Les listes ne pouvaient comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil municipal, y compris pour les membres suppléants de la CAO ou de la CDSP.

Ces modalités d'organisation de scrutin ayant été approuvées par l'Assemblée, il est donc demandé au Conseil de bien vouloir procéder à l'élection des membres des Commissions d'Appel d'Offres et de Délégation de Services Publics.

Pour la Commission d'Appel d'Offres, une seule liste a été déposée conformément aux dispositions de la délibération n° V2024-121 :

Titulaires :

Georges ARDISSON
Eddine ARIZTEGUI
Françoise BOUTET-WAISS
Abdi EL KANDOSSI
Nicole MARIN-KHOURY

Suppléants :

Yves BARRAL
Caroline DUFOIX
Clara GIMENEZ
Marie MASSART
Philippe SAUREL

Pour la Commission de Délégation de Service Public, une seule liste a été déposée conformément aux dispositions de la délibération n° V2024-121 :

Titulaires :

Yves BARRAL
Abdi EL KANDOSSI
Nicole MARIN-KHOURY
Hervé MARTIN
Radia TIKOUK

Suppléants :

Fanny DOMBRE-COSTE
Clare HART
Laurent NISON
Philippe SAUREL
Caroline DUFOIX

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'élire au scrutin secret de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel, les membres de la Commission d'Appel d'Offres et de la Commission de Délégation de Services Publics ;
- D'autoriser les membres élus à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire a donc proposé de procéder à l'élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres.

1er tour de scrutin :

Présents ou représentés : 54

Votants : 54

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 8

Suffrages exprimés : 46

Suffrages obtenus :

Liste proposée par Monsieur le Maire : 46 voix

Sont donc élus :

Titulaires :

Georges ARDISSON
Eddine ARIZTEGUI
Françoise BOUTET WAISS
Abdi EL KANDOSSI
Nicole MARIN KOURY

Suppléants :

Yves BARRAL
Caroline DUFOIX
Clara GIMENEZ
Marie MASSART
Philippe SAUREL

Monsieur le Maire proclame ces résultats et prononce la clôture des opérations de vote.

Monsieur le Maire a donc proposé de procéder à l'élection des membres de la Commission de Délégation de Services Publics.

1er tour de scrutin :

Présents ou représentés : 54
Votants : 54
Bulletins nuls : 0
Bulletins blancs : 8
Suffrages exprimés : 46

Suffrages obtenus :
Liste proposée par Monsieur le Maire : 46 voix

Sont donc élus :

Titulaires :

Yves BARRAL
Abdi EL KANDOSSI
Nicole MARIN-KHOURY
Hervé MARTIN
Radia TIKOUK

Suppléants :

Fanny DOMBRE-COSTE
Clare HART
Laurent NISON
Philippe SAUREL
Caroline DUFOIX

Monsieur le Maire proclame ces résultats et prononce la clôture des opérations de vote.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Liste déposée.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269261-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Clara GIMENEZ, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Représentations du Conseil municipal - Désignations - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Par délibération, il convient de désigner les représentants de la Ville de Montpellier au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Maire propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Aucune autre candidature n'est proposée.

Ont été élus :

Organismes	Représentations
Association Finance Gestion Evaluation des Collectivités Territoriales Conseil d'administration	Monsieur Michel ASLANIAN <i>en remplacement de Madame Catherine RIBOT</i>

Cité européenne du Théâtre et des arts associés Conseil d'administration	Madame Agnès ROBIN (<i>titulaire</i>) <i>3 personnalités qualifiées :</i> <i>Madame Jackie VILACEQUE</i> <i>Madame Florence MARCH</i> <i>Madame Céline SALA-PONS</i>
Commission de suivi de site (CSS) relative à la décharge du Thôt à Lattes Collège « Elus des collectivités territoriales concernées »	Monsieur Mikel SEBLIN (<i>titulaire</i>) Madame Nicole MARIN-KHOURY (<i>suppléante</i>)
EPCC Montpellier Contemporain (MoCo) Conseil d'administration	Madame Caroline DUFOIX <i>en remplacement de Madame Célia SERRANO</i>
Face Hérault	Madame Caroline DUFOIX
Forum Français pour la Sécurité Urbaine (FFSU)	Monsieur Sébastien COTE
Montpellier Events Conseil d'administration	Monsieur Michel ASLANIAN <i>en remplacement de Madame Célia SERRANO</i>

Les désignations prennent effet immédiatement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'approuver les désignations des représentants de la Ville de Montpellier au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 43 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Sébastien COTE, Mme Caroline DUFOIX,
Mme Hind EMAD, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Agnès ROBIN, M. Mikel SEBLIN.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269578-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville éducative et réussite scolaire

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Clara GIMENEZ, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Représentations du Conseil municipal - Désignations au sein des conseils d'établissements scolaires - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Dans le cadre de la nouvelle mandature, il convient de modifier les désignations des représentants de la Ville de Montpellier au sein de différents établissements scolaires (les modifications sont surlignées en jaune pour une meilleure lisibilité).

ECOLIS	REPRÉSENTATIONS
Groupe scolaire Aiguelongue Ecole élémentaire Sigmund Freud (Hôpitaux Facultés)	Maryse FAYE
Groupe scolaire Aiguelongue Ecole maternelle Luis de Camoens (Hôpitaux Facultés)	Maryse FAYE
Groupe scolaire Antigone Ecole élémentaire Pericles (Centre/Antigone)	Agnès SAURAT

Groupe scolaire Antigone Ecole maternelle Aristote (Centre/Antigone)	Agnès SAURAT
Groupe scolaire Barcelone Ecole élémentaire Simon Bolivar (Mosson/Paillade)	Mustapha LAOUKIRI
Groupe scolaire Barcelone Ecole maternelle Pablo Neruda (Mosson/Paillade)	Mustapha LAOUKIRI
Groupe scolaire Bari Ecole élémentaire André Boulloche (Mosson/Paillade)	Nadia AKIL
Groupe scolaire Bari Ecole maternelle Virginia Woolf (Mosson/Paillade)	Nadia AKIL
Groupe scolaire Beethoven Ecole primaire (Croix d'Argent)	Yvan NOSBE
Groupe scolaire Benoîte Groult Ecole primaire (Hôpitaux Facultés)	Marie MASSART
Groupe scolaire Bologne Ecole élémentaire Léopold Sedar Senghor (Mosson / Paillade)	Véronique BRUNET
Groupe scolaire Bologne Ecole maternelle James Joyce (Mosson / Paillade)	Véronique BRUNET
Groupe scolaire Calmette Aubigné Ecole élémentaire Docteur Calmette (Hôpitaux facultés)	Mylvia HOUGUET
Groupe scolaire Calmette Aubigné Ecole maternelle Agrippa d'Aubigné (Hôpitaux facultés)	Michel CALVO
Groupe scolaire Arc Chaptal Ecole élémentaire Jeanne d'Arc (Centre Arceaux)	Boris BELLANGER
Groupe scolaire Arc Chaptal Ecole maternelle Chaptal (Centre Arceaux)	Boris BELLANGER
Groupe scolaire Chengdu Ecole primaire (Port Marianne)	Laurent NISON
Groupe scolaire Cité Astruc Ecole élémentaire Paul Langevin (Cévennes)	Yvan NOSBE
Groupe scolaire Cité Astruc Ecole maternelle Goethe (Cévennes)	Yvan NOSBE
Groupe scolaire Cité Mion Ecole élémentaire Jacques Brel (Prés d'Arènes)	Julie FRECHE
Groupe scolaire Cité Mion Ecole maternelle Simone Signoret (Prés d'Arènes)	Julie FRECHE

Groupe scolaire Combes Duruy Ecole élémentaire Emile Combes (Cévennes)	Hind EMAD
Groupe scolaire Combes Duruy Ecole maternelle Victor Duruy (Cévennes)	Hind EMAD
Groupe scolaire Comte Ecole élémentaire Auguste Comte (Centre)	Boris BELLANGER
Groupe scolaire Curie Daudet Ecole élémentaire Marie Curie (Croix d'Argent)	Séverine SAINT-MARTIN
Groupe scolaire Curie Daudet Ecole maternelle Alphonse Daudet (Croix d'Argent)	Séverine SAINT-MARTIN
Groupe scolaire Daviler Kergomard Ecole primaire (Centre)	Manu REYNAUD
Groupe scolaire Delteil Michelet Ecole élémentaire Joseph Delteil (Cévennes Pergola)	Sophiane MANSOURIA
Groupe scolaire Delteil Michelet Ecole maternelle Jules Michelet (Cévennes Pergola)	Sophiane MANSOURIA
Groupe scolaire Churchill Ecole primaire (Croix d'Argent Estanove)	Christophe BOURDIN
Groupe scolaire Figuiet Bert Hugo Ecole primaire (Centre)	Stéphane JOUAULT
Groupe scolaire Florian Simon Ecole élémentaire Jules Simon (Centre)	Tasnime AKBARALY
Groupe scolaire Florian Simon Ecole maternelle Pierre Claris de Florian (Centre)	Eddine ARIZTEGUI
Groupe scolaire Mermoz Gama Ecole primaire (Centre)	Caroline DUFOIX
Groupe scolaire Gambetta Garnier Ecole élémentaire Gambetta (Centre)	Elodie BRUN-MANDON
Groupe scolaire Gambetta Garnier Ecole maternelle Francis Garnier (Centre)	Elodie BRUN-MANDON
Groupe scolaire Heidelberg Ecole élémentaire Heidelberg (Mosson Paillade)	Clare HART
Groupe scolaire Heidelberg Ecole maternelle Miguel de Cervantès (Mosson Paillade)	Clare HART
Groupe scolaire Germaine Richier Ecole primaire (Croix d'Argent)	Yves BARRAL

Groupe scolaire Jaurès De Gaulle Ecole primaire (Centre Antigone)	Caroline DUFOIX
Groupe scolaire Jeanne Moreau Ecole primaire (Croix d'Argent)	Christophe BOURDIN
Groupe scolaire Jeu de Mail Ecole élémentaire E. Pottier-J. Sibelius (Hôpitaux Facultés)	Christian ASSAF
Groupe scolaire Jeu de Mail Ecole maternelle Charlie Chaplin (Hôpitaux Facultés)	Christian ASSAF
Groupe scolaire Joan Miro Ecole primaire (Port Marianne)	Françoise BOUTET-WAISS
Groupe scolaire La Chamberte Ecole élémentaire Sun Yat Sen (Cévennes)	Radia TIKOUK
Groupe scolaire La Chamberte Ecole maternelle Maria Callas (Cévennes)	Radia TIKOUK
Groupe scolaire La Martelle Ecole élémentaire Spinoza (Cévennes)	Radia TIKOUK
Groupe scolaire La Martelle Ecole maternelle Jeanne Deroin (Cévennes)	Radia TIKOUK
Groupe scolaire La Rauze Ecole élémentaire Jean Macé (Près d'Arènes)	Françoise BOUTET-WAISS
Groupe scolaire La Rauze Ecole maternelle Paul Eluard (Près d'Arènes)	Françoise BOUTET-WAISS
Groupe scolaire Lamartine Pasteur Ecole élémentaire Lamartine (Centre Ecusson)	Tasnime AKBARALY
Groupe scolaire Lamartine Pasteur Ecole maternelle Louis Pasteur (Centre Ecusson)	Jean-Dominique DELAVEAU
Groupe scolaire Lantissargues Ecole élémentaire Georges Simenon (Croix d'Argent)	Nicole MARIN-KHOURY
Groupe scolaire Lantissargues Ecole maternelle Robert Surcouf (Croix d'Argent)	Nicole MARIN-KHOURY
Groupe scolaire Le Lez Ecole élémentaire Jean Zay (Port Marianne)	Mikel SEBLIN
Groupe scolaire Le Lez Ecole maternelle Sergueï Prokofiev (Port Marianne)	Mikel SEBLIN
Groupe scolaire Dickens Frank Ecole primaire (Près d'Arènes)	Fatma NAKIB

Groupe scolaire Les Cévennes Ecole élémentaire Julie Daubié (Cévennes)	Hind EMAD
Groupe scolaire Les Cévennes Ecole maternelle Madeleine Brès (Cévennes)	Hind EMAD
Groupe scolaire Les Ménestrels Ecole élémentaire Akira Kurosawa (Mosson)	Manu REYNAUD
Groupe scolaire Les Ménestrels Ecole maternelle Indira Gandhi (Mosson)	Manu REYNAUD
Groupe scolaire Baudelaire Kipling Ecole primaire (Cévennes)	Sébastien COTE
Groupe scolaire Les Tours Ecole élémentaire Marc Bloch (Mosson)	Sébastien COTE
Groupe scolaire Les Tours Ecole maternelle Nicolas Copernic (Mosson)	Véronique BRUNET
Groupe scolaire Les Troubadours Ecole élémentaire Galilée (Mosson)	Jean-Dominique DELAVEAU
Groupe scolaire Les Troubadours Ecole maternelle Averroès (Mosson)	Bruno PATERNOT
Groupe scolaire Louisville Ecole élémentaire Louisville (Mosson Paillade)	Clare HART
Groupe scolaire Louisville Ecole maternelle Martin Luther King (Mosson Paillade)	Clare HART
Groupe scolaire Marguerite Yourcenar Ecole primaire (Hôpitaux Facultés)	Mylvia HOUGUET
Groupe scolaire Malet Pape Carpentier Ecole élémentaire Léo Malet (Cévennes Celleneuve)	Georges ARDISSON
Groupe scolaire Malet Pape Carpentier Ecole maternelle Pape Carpentier (Cévennes Celleneuve)	Georges ARDISSON
Groupe scolaire Malraux Ecole primaire (Port Marianne)	Françoise BOUTET-WAISS
Groupe scolaire Mas Drevon Ecole élémentaire Garibaldi (Croix d'Argent)	Nicole MARIN-KHOURY
Groupe scolaire Mas Drevon Ecole maternelle Bertie Albrecht (Croix d'Argent)	Nicole MARIN-KHOURY
Groupe scolaire Michel de l'Hospital Ecole primaire (Port Marianne)	Françoise BOUTET-WAISS

Groupe scolaire Paul Painlevé Ecole élémentaire Paul Painlevé (Port Marianne)	Emilie CABELLO
Groupe scolaire Paul Painlevé Ecole maternelle Louise Michel (Port Marianne)	Emilie CABELLO
Groupe scolaire François Mitterrand Ecole primaire (Hôpitaux Facultés)	Mylvia HOUGUET
Groupe scolaire Morisot Mozart Ecole primaire (Centre)	Marie MASSART
Groupe scolaire Moulin Bergman Ecole élémentaire Jean Moulin (Centre)	Laurent NISON
Groupe scolaire Moulin Bergman Ecole maternelle Ingrid Bergman (Centre)	Eddine ARIZTEGUI
Groupe scolaire Olympe de Gouges Ecole primaire (Croix d'Argent)	Michel CALVO
Groupe scolaire Oxford Ecole élémentaire Franklin Roosevelt (Mosson Paillade)	Nadia AKIL
Groupe scolaire Oxford Ecole maternelle Vincent Van Gogh (Mosson Paillade)	Nadia AKIL
Groupe scolaire Schoelcher Boulanger Ecole primaire (Croix d'Argent Pas du Loup)	Yvan NOSBE
Groupe scolaire Pascal Bernhardt Ecole élémentaire Blaise Pascal (Port Marianne)	Emilie CABELLO
Groupe scolaire Pascal Bernhardt Ecole maternelle Sarah Bernhardt (Port Marianne)	Emilie CABELLO
Groupe scolaire Paty Aubrac Ecole primaire (Près d'Arènes)	Nicole MARIN-KHOURY
Groupe scolaire Petit Bard Ecole élémentaire Louis Armstrong (Cévennes)	Sophiane MANSOURIA
Groupe scolaire Petit Bard Ecole maternelle Geneviève Bon (Cévennes)	Sophiane MANSOURIA
Groupe scolaire Près d'Arènes Ecole élémentaire Denis Diderot (Près d'Arènes)	Nicole MARIN-KHOURY
Groupe scolaire Près d'Arènes Ecole maternelle Jean Cocteau (Près d'Arènes)	Yves BARRAL
Groupe scolaire Prévert Ecole maternelle Jacques Prévert (Mosson)	Michel ASLANIAN

Groupe scolaire Picasso Ecole maternelle Pablo Picasso (Mosson)	Michel ASLANIAN
Groupe scolaire Renaud Balard Ecole élémentaire Antoine Balard (Mosson Paillade)	Mustapha LAOUKIRI
Groupe scolaire Renaud Balard Ecole maternelle Madeleine Renaud (Mosson Paillade)	Mustapha LAOUKIRI
Groupe scolaire Condorcet Ecole élémentaire Condorcet (Centre Ecusson)	Alban ZANCHIELLO
Groupe scolaire Pierre et Colette Soulages Ecole primaire (Centre Ecusson)	Boris BELLANGER
Groupe scolaire Bazille Roux Ecole élémentaire Frédéric Bazille (Centre)	Bruno PATERNOT
Groupe scolaire Bazille Roux Ecole maternelle Docteur Roux (Centre)	Agnès ROBIN
Groupe scolaire Savary Boucher Ecole élémentaire Alain Savary (Croix d'Argent)	Eddine ARIZTEGUI
Groupe scolaire Savary Boucher Ecole maternelle Hélène Boucher (Croix d'Argent)	Eddine ARIZTEGUI
Groupe scolaire Sévigné France Ecole élémentaire Madame de Sévigné (Croix d'Argent)	Agnès ROBIN
Groupe scolaire Sévigné France Ecole maternelle Anatole France (Croix d'Argent)	Séverine SAINT-MARTIN
Groupe scolaire Verne La Fontaine Ecole élémentaire Jules Verne (Centre)	Clara GIMENEZ
Groupe scolaire Verne La Fontaine Ecole maternelle La Fontaine (Centre)	Clara GIMENEZ
Groupe scolaire Vert Bois Ecole élémentaire Jules Ferry (Hôpitaux Facultés)	Maryse FAYE
Groupe scolaire Vert Bois Ecole maternelle Térésa (Hôpitaux Facultés)	Maryse FAYE
Groupe scolaire Villeneuve d'Angoulême Ecole élémentaire Pierre de Ronsard (Croix d'Argent)	Agnès ROBIN
Groupe scolaire Villeneuve d'Angoulême Ecole maternelle Aliénor d'Aquitaine (Croix d'Argent)	Yves BARRAL
Groupe scolaire Voltaire Pagnol Ecole élémentaire Voltaire (Croix d'Argent)	Michel ASLANIAN

Groupe scolaire Voltaire Pagnol Ecole maternelle Marcel Pagnol (Croix d'Argent)	Nicole MARIN-KHOURY
---	---------------------

COLLÈGES	REPRÉSENTATIONS <i>Titulaire</i> <i>Suppléant</i>
Collège Arthur Rimbaud (Cévennes)	Véronique BRUNET Georges ARDISSON
Collège Camille Claudel (Centre)	Alban ZANCHIELLO Mickaël DIORE
Collège Clémence Royer (Centre)	Alban ZANCHIELLO Eddine ARIZTEGUI
Collège Clemenceau (Centre)	Bruno PATERNOT Elodie BRUN-MANDON
Collège Croix d'Argent	Nicole MARIN-KHOURY Marie MASSART
Collège Fontcarrade (Centre)	Sébastien COTE Michel CALVO
Collège François Rabelais (Mosson)	Jean-Dominique DELAVEAU Fatma NAKIB
Collège Gérard Philipe (Prés d'Arènes)	Julie FRECHE Fatma NAKIB
Collège Jeu de Mail (Hôpitaux Facultés)	Mylvia HOUGUET Clara GIMENEZ
Collège Joffre (Centre)	Agnès SAURAT Stéphane JOUAULT
Collège Les Aiguerelles (Prés d'Arènes)	Fatma NAKIB Christian ASSAF
Collège Les Escholiers de la Mosson (Mosson)	Mustapha LAOUKIRI Manu REYNAUD
Collège Les Garrigues (Mosson)	Mustapha LAOUKIRI Manu REYNAUD
Collège Marcel Pagnol (Croix d'Argent)	Nicole MARIN-KHOURY Georges ARDISSON
Collège Port Marianne (Port Marianne)	Françoise BOUTET-WAISS Emilie CABELLO
Collège Simone Veil (Cévennes)	Sophiane MANSOURIA Caroline DUFOIX

LYCÉES	REPRÉSENTATIONS <i>Titulaire</i> <i>Suppléant</i>
BTP CFA de l'Hérault (Mosson)	Elodie BRUN-MANDON Jean-Dominique DELAVEAU
Collège et lycée Françoise Combes (Centre)	Françoise BOUTET-WAISS Stéphane JOUAULT
Etablissement Régional d'Enseignement Adapté Jean-Jacques Rousseau - EREA - (Cévennes)	Hervé MARTIN Georges ARDISSON
Lycée Agricole Frédéric Bazille - Agropolis (Hôpitaux-Facultés)	Eddine ARIZTEGUI Mylvia HOUGUET

Lycée Georges Clemenceau (Centre)	Christophe BOURDIN Boris BELLANGER
Lycée Jules Guesde (Cévennes)	Séverine SAINT-MARTIN Yvan NOSBE
Lycée Joffre (Centre)	Boris BELLANGER Eddine ARIZTEGUI
Lycée Jean Mermoz (Centre)	Françoise BOUTET-WAISS Laurent NISON
Lycée général et technologique Jean Monnet (Mosson)	Manu REYNAUD Georges ARDISSON
Lycée hôtelier Georges Frêche (Port Marianne)	Emilie CABELLO Stéphane JOUAULT
Lycée des Métiers de l'éco-construction et du bâtiment Léonard de Vinci (Mosson)	Yvan NOSBE Nadia AKIL
Lycée professionnel Jules Ferry (Cévennes)	Jean-Dominique DELAVEAU Séverine SAINT-MARTIN
Lycée des Métiers Pierre Mendès-France (Port Marianne)	Françoise BOUTET-WAISS

ETABLISSEMENTS PRIVÉS	REPRÉSENTATIONS
Ecole privée Beit Yossef (Port Marianne)	Emilie CABELLO
Calandretas Candola / Dau Clapas / Dau Chivalet	Boris BELLANGER
Ecole Gitane (Centre)	Caroline DUFOIX
Les Anges Gardiens (Cévennes)	Hind EMAD
Les Jonquilles (Cévennes)	Michel ASLANIAN
Notre Dame de Bonne Nouvelle (Centre)	Jean-Dominique DELAVEAU
Saint François d'Assise (Centre)	Michel CALVO
Saint François Régis (Centre)	Agnès ROBIN
Saint Jean Baptiste de la Salle (Centre)	Laurent NISON
Institut Saint Joseph (Croix d'Argent)	Christophe BOURDIN
Sainte Emilie (Croix d'Argent)	Yvan NOSBE
Sainte-Famille - Saint-Charles (Centre)	Françoise BOUTET-WAISS
Sainte Geneviève (Cévennes)	Elodie BRUN-MANDON
Sainte Jeanne d'Arc (Port Marianne)	Manu REYNAUD
Sainte Odile (Hôpitaux Facultés)	Maryse FAYE

Sainte Thérèse (Centre)	Elodie BRUN-MANDON
----------------------------	--------------------

Monsieur le Maire propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'approuver les désignations des représentants de la Ville de Montpellier au sein des établissements scolaires et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-273797-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Accessibilité universelle

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Clara GIMENEZ, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Accessibilité Universelle"- Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Emilie CABELLO, Adjointe au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : ACCESSIBILITE UNIVERSELLE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE	MONTANT ATTRIBUE
APF-France HANDICAP	00003432	Projet Plateforme Handi'Cap Logement	3 000 €
	00003452	Fonctionnement	10 000 €
ASSOCIATION CLUB SERVICES LOISIRS GEM RABELAIS	00004981	Fonctionnement	500 €
L'AMPOULE FERTILE	00004884	Fonctionnement	800 €
MOZAIK DANSES	00003937	Fonctionnement	3 000 €
PARHANDS34	00003240	Projet atelier sensibilisation handicap	500 €

L'INVISIBLE VISIBLE	00004650	Projet outil virtuel de sensibilisation à l'autisme	800 €
ASSOCIATION FAMILLES TRAUMATISEES CRANIENS - GEM	00003084	Projet aide aux personnes cérébro-lésées et aide aux aidants	500 €
LA KOMPAGNIE	00004099	Projet Festival Musique et Différence	2 000 €
MONTPELLIER TANDEM CLUB HANDISPORT	00003415	Fonctionnement	1 000 €
ROUL'EN COEUR	00004681	Projet Nuit du Handicap	800 €
TOTAL			22 900 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 263582_CHARTE LAICITE.pdf
- Convention Fonctionnement 2024.doc
- CONVENTION PROJET 2024.doc
- Lettre d'engagement Type subvention 2024.doc

Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Bien-être animal

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Clara GIMENEZ, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique " Bien être animal" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eddine ARIZTEGUI, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de la ville de Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine du bien-être animal, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : BIEN ETRE ANIMAL			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
L'ECOLE DU CHAT DE MONTPELLIER	00002896	Fonctionnement	2 500
LES PATTOUNES DU COEUR	00004710	Fonctionnement	1 500
ASSOCIATION GOUPIL CONNEXION	00003588	Fonctionnement	5 000
FELINS POUR L'AUTRE 34	00003332	Fonctionnement	1 000
AGISSONS ENSEMBLE	00004765	Fonctionnement	2 000
LES OIES SAUVAGES	00005031	Fonctionnement	1 500
PATTES ET MOUSTACHES	00003168	Nouveau projet	1 000

SOS REPTILES	00002902	Fonctionnement	1 000
FERME DE GRAZILLA	00005094	Fonctionnement	1 500
GAMELLES PLEINES MONTPELLIER	00002501	Fonctionnement	1 000
TOTAL			18 000

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement 2024 Ville.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-268462-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Emploi et création d'entreprises

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Clara GIMENEZ, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Cohésion sociale" - Exercice 2024 - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et qu'à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : COHESION SOCIALE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
CENTRE ACCOMPAGNEMENT DE PARCOURS ADULTES ET JEUNES (APAJ)	00003857	Renouvellement d'un projet Les ateliers de quartiers de Développement Social Local	3 500 €
GAMMES - UNION DES ASSOCIATIONS DU CSP ESPOIR ESPACE DE VIE SOCIALE VERT BOIS	00003610	Fonctionnement	4 000 €
A LA BRICOLE	00004422	Fonctionnement	4 000 €
TOTAL			11 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution et lettres d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Fonctionnement 2024.doc
- VILLE - Lettre d'engagement 2024.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-271083-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Commerce

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Clara GIMENEZ, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "Commerce et Artisanat" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Alban ZANCHIELLO, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de la Ville de Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider l'association Au cœur de la Saint-Roch à mener à bien ses activités dans le domaine du commerce, il y a lieu d'allouer la subvention selon le tableaux ci-dessous :

THEMATIQUE: Commerce et artisanat			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
AU CŒUR DE SAINT-ROCH	00003810	Fonctionnement	5 000,00 €
TOTAL			5 000,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'affectation de la subvention définie ci-dessus, sous réserve de la signature de la lettre d'engagement ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement 2024 - Au Coeur de Saint Roch.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-270341-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture et culture scientifique

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Clara GIMENEZ, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine de la Culture et de la culture scientifique, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : CULTURE				
N° DE DOSSIER	STRUCTURE	Dispositif	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
00002662	COLLECTIF DES RADIOS LIBRE OCCITANIE	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	2 250 €
00005142	ECHO VISUEL		Projet : L'envers du décor - festival de cinéma #laicité	500 €
00003417	KAINA		Projet : Capsules vidéo "luttons contre les discriminations"	1 000 €

00003697	COHUE	(Ville) Culture - Danse	Fonctionnement	1 000 €
00004287	FAITS ET GESTES		Fonctionnement	1 000 €
00003951	MOZAIK		Projet : Danser nos différences No(s) Limit(es)	2 000 €
00004807	CIE OLAF LINEISKY		Fonctionnement	1 000 €
00003389	CONTRASTE		Fonctionnement	500 €
00004122	LA COMPAGNIE DU PETIT COTE		Fonctionnement	1 000 €
00004005	CTRE CULTUREL ITAL.SOC. DANTE ALIGHIERI	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Projet : Expositions / Mostre	1 000 €
00004985	MOTIFS D'ÉVASION		Projet : Agoras citoyennes pour les enfants, les jeunes et les étudiants	5 000 €
00004618	DU VENT DANS LES VOIX	(Ville) Culture - Musique	Fonctionnement	500 €
00004562	FESTIVAL RADIO FRANCE OCCITANIE MONTPELLIER		Fonctionnement	50 000 €
00004379	LA MORENA		Fonctionnement	500 €
00002770	LE CHOEUR DES BALADINS (CHORALE)		Fonctionnement	400 €
00003652	POUSSINMUSIC		Projet : Création Allô Lola	1 000 €
00004097	RANK'ART		Projet : Festival Mama Stock 6	4 500 €
00004885			Projet : Mama Sound	1 000 €
00003758	VOY'ELLES CHOEUR DE FEMMES DE MEDITERRANEE		Fonctionnement	1 000 €
00004835	ATTITUDE	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Fonctionnement	60 000 €
00003796	THE MARKAZ/THE MARKAZ REVIEW		Projet : FESTIVAL DES ARTS & DE LA LIBERTÉ DE CRÉER / CREATIVE FREEDOM FESTIVAL	1 000 €
00004881	MOTSON		Fonctionnement	8 000 €
00003277	N U NOS URGENCES COLLECTIF D'ARTISTES		Fonctionnement	1 000 €
00003663	SCIC TROPISME		Fonctionnement	10 000 €
00003655			Projet : Festival Tropisme 2024	8 000 €
00003252	UNIVERISTE MONTPELLIER III PAUL VALERY		Fonctionnement - Université du Tiers Temps	3 000 €
00002907	ASSOCIATION LA COMPAGNIE RIBOSOME	(Ville) Culture - Théâtre	Projet : Le Cabaret Electro Galaktik	600 €
00003905	CIE EN TRANSITION		Fonctionnement	1 000 €
00003823	CIE LES TOILES CIREES		Fonctionnement	1 000 €
00004587	COLLECTIF GIANT'S GUTS		Fonctionnement	1 000 €
00004001	COMPAGNIE ALEGRIA KRYPTONITE		Fonctionnement	1 000 €
00003982	COMPAGNIE LES		Fonctionnement	1 000 €

	FAISEURS DE RIEN			
00004050	DEUX DENTS DEHORS		Fonctionnement	1 000 €
00004319	LES CINQUANTIEMES HURLANTS		Fonctionnement	1 000 €
00004970	PAROLES VIVANTES		Fonctionnement	1 000 €
00005106	ASSOCIATION L'USINE A REVES		Projet : Résidence de territoire Cité Gély	3 500 €
00004294	COMPAGNIE PLATFORM		Fonctionnement	1 500 €
00004290	88		Projet : Festival MIM#6	2 500 €
00003502	ET POURQUOI PAS		Fonctionnement	1 500 €
00004818	JE PARS A ZART		Fonctionnement	5 000 €
00004107	ASSOCIATION HANDIC'ART		Fonctionnement	1 000 €
TOTAL CULTURE				189 750 €

Par ailleurs, l'aventure Montpellier 2028 continue, à la suite du souhait des collectivités partenaires au sein de l'association de faire perdurer la coopération inter-territoriale sur le volet culturel. Des actions sont ainsi prévues pour cette année 2024. Pour compléter l'engagement de la Ville de Montpellier, il est proposé l'attribution d'une subvention en nature à l'association Montpellier 2028 sous la forme de documents réalisés par l'imprimerie municipale : affiches, flyers, dépliants et dossiers de presse. Le montant total de ces impressions peut être estimé à un montant de 15 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'approuver l'attribution d'une subvention en nature de prestation d'imprimerie à l'Association Montpellier 2028 ;
- De porter au compte administratif de la Ville de Montpellier le montant de cette aide en nature à l'Association Montpellier 2028 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à ces affaires.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 42 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Fonctionnement 2024 Ville.doc
- Convention Projet 2024 Ville.docx
- Lettre d'engagement 2024 Ville.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269498-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville éducative et réussite scolaire

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Clara GIMENEZ, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "Ville éducative et réussite scolaire" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année La Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider l'association Montpellier Accordéon à mener à bien son projet dans le domaine de la réussite éducative, il y a lieu de leur allouer une subvention selon le tableaux ci-dessous :

THEMATIQUE: REUSSITE EDUCATIVE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Montpellier Accordéon	00002838	Projet : Création artistique à l'école Léo-Malet	1 500 €
TOTAL			1 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention définie ci-dessus, sous réserve de la signature de la lettre d'engagement ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Isabelle MARSALA.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- LE type.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-270737-AU-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Petite enfance et Place de l'enfant dans la Ville

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Clara GIMENEZ, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Enfance" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année, la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine de la Petite Enfance, il y a lieu de leur allouer une subvention :

- Une subvention d'un montant de 2 000 € pour l'année 2024 à l'association CESAM Migration Santé pour son projet « *Accompagnement santé et soutien à la parentalité* ».

L'objectif de ce projet est de promouvoir la santé et le bien-être du jeune enfant et de sa famille, de prévenir et réduire les risques liés aux troubles ou difficultés de développement des enfants âgés de 0 à 3 ans et de les préparer à la scolarisation. Plus concrètement, il s'agit d'une action qui vise à intervenir de manière précoce sur des situations de vulnérabilité psychosociale à l'aide d'un accompagnement à la parentalité (soutiens individuels et des ateliers collectifs parents-enfants). Cette action concerne plus spécifiquement les familles des quartiers prioritaires (QPV) du nord de la ville de Montpellier.

- Une subvention d'investissement d'un montant de 150 000 € pour l'année 2024 à l'association

Culturelle et Sociale du Polygone dans le cadre de la relocalisation de la crèche associative « *Les Lutins* ».

La crèche « *Les Lutins* » est un multi-accueil de 57 berceaux, situés dans le parc club du Millénaire, qui a été contrainte de fermer et d'arrêter brutalement son activité en décembre 2022, à la suite de la déclaration d'un péril ordinaire sur le bâtiment. Depuis, la Ville, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et le Département de l'Hérault se sont activement mobilisés afin d'accompagner l'association dans sa recherche de locaux. Aujourd'hui, l'association a trouvé une solution de relogement dans de nouveaux locaux au sein du Bâtiment 33 du parc Club du Millénaire. Il s'agit d'un local d'une superficie 410 m² à réaménager entièrement pour permettre l'ouverture d'une crèche de 47 places. Le budget prévisionnel de travaux s'élève à 822 256 €. Le maintien de l'offre petite enfance étant incontournable pour la Ville au regard de son taux de couverture actuel et de sa démographie croissante, il est donc proposé d'accompagner l'association par le biais d'une subvention exceptionnelle d'investissement de 150 000 €. A noter que ce projet est également accompagné par la CAF de l'Hérault dans le cadre d'une subvention à hauteur de 657 805 €.

THEMATIQUE : ENFANCE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
CESAM MIGRATION SANTE	00005105	Projet	2 000 €
ASSOCIATION CULTURELLE ET SOCIALE DU POLYGONE	00005219	Investissement	150 000 €
TOTAL			152 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'affectation des subventions, sous réserve de la signature de la lettre d'engagement pour l'association CESAM Migration Santé et de la convention d'attribution pour l'association Culturelle et Sociale du Polygone ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement type et de la convention ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement 2024 Ville.doc
- VILLE - Convention Investissement 2024.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269592-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Clara GIMENEZ, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Jeunesse" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Véronique BRUNET, Première Adjointe, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier. Chaque année, la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations à mener à bien leurs activités et leurs projets en direction des jeunes, il convient de leur allouer des subventions dont les montants sont précisés ci-dessous :

« JEUNESSE »				
Nom de la Structure	N° Dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
LA GERBE	00003456	Projet	Organisation de stages culturels	2 500.00
ESPRIT LIBRE	00004871	Projet	Organisation de sorties pour jeunes filles	2 000.00
SOS JEUNES	00002754	Projet	Dispositif pour collégiens et lycéens	2 000.00
VACANCES OUVERTES	00004065	Projet	Soutien aux dispositifs	1 500.00

RAP ACADEMIE	00005170	Projet	Soutien aux projets musicaux	1 300.00
Centre de Loisirs des Jeunes Montpellier Paillade Mosson (CLJ)	00005186	Projet	Loisirs jeunes	2 000.00
Générationnaires solidaires et Citoyennes (GSC)	00002242	Projet	Jeunesse oxford	2 500.00
TOTAL				13 800.00

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettre d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Fonctionnement 2023 Ville-5000.doc
- Lettre d'engagement 2023 Ville.doc
- VILLE - Lettre d'engagement 2024.doc

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Egalité et droits des femmes

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Clara GIMENEZ, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les discriminations" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de la Ville de Montpellier. Chaque année la ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine des solidarités, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS			
Nom de la Structure	N° de dossier	Nature de la demande	Montant attribué (€)
FIERTE MONTPELLIER PRIDE	00003250	Organisation Pride 2024, renouvellement projet	5 000
FRANCE VICTIMES 34	00003246	Aide aux victimes d'infraction pénales, Renouvellement projet	6 500
TOTAL			11 500

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Elodie BRUN-MANDON, M. Sébastien COTE.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Fonctionnement 2024 Ville de Montpellier.doc
- Convention Projet 2024 Ville de Montpellier.docx
- Lettre d'engagement 2024_Ville de Montpellier.doc
- CHARTE LAICITE_Ville de Montpellier.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269007-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Clara GIMENEZ, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE: LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS			
Aide alimentaire et lutte contre la pauvreté			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE	MONTANT ATTRIBUE
LA PETITE CORDEE	4443	Fonctionnement	8 000 €
ASTREE	3706	Fonctionnement	3 000 €
GAMMES	4030	Projet : Accueil de jour - Relai des solidarités alimentaires	40 000 €
SOLIDARITE DOM TOM	3358	Projet : ESS 2024	8 500 €

L'ESPERLUETTE	3671	Projet : ESS 2024	5 000 €
SECOURS CATHOLIQUE	5211	Projet : ESS 2024	5 000 €
COALLIA	2725	Projet : Chenil Social et solidaire 2024	9 000 €
INSTEP	5231	Projet : CTAI Guichet unique parents FLE	30 000 €
GROUPE SOS	5232	Projet : CTAI Journée Mondiale des Réfugiés	12 000 €
	5230	Projet : CTAI Accompagnement Renforcé au Logement	33 000 €
J'ACCUEILLE	5235	Projet : CTAI accueil solidaire des BPI LGBT	7 000 €
LUTTOPIA	4404	Projet : Habitat intercalaire avenue de Toulouse	10 000 €
	4526	Projet : Habitat intercalaire rue Einstein	9 000 €
AVEC TOIT	3427	Projet : Habitat intercalaire villa Mas Rouge	13 500€
	3429	Projet : Habitat intercalaire appartements Mas Rouge	12 000 €
LES PETITS FRERES DES PAUVRES	3831	Fonctionnement	3 000 €
AREA	3940	Projet : Accompagnement social et éducatif global (squats et bidonvilles)	20 000 €
	3809	Projet : Intervalle	20 000 €
TOTAL			248 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Caroline DUFOIX, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylvia HOUGUET, Mme Isabelle MARSALA, M. Yvan NOSBE.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Fonctionnement 2024.doc
- CONVENTION PROJET 2024.doc
- Lettre d'engagement Type subvention 2024.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-272478-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Résorption de l'habitat indigne, Economie sociale et solidaire

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Clara GIMENEZ, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Projet Montpellier Zéro Bidonville - Attribution d'une subvention à l'association Quatorze - Exercice 2024 - Convention - Approbation - Autorisation de signature

Madame Caroline DUFOIX, Conseillère municipale, rapporte :

Le Conseil municipal du 5 juin 2023 a approuvé une convention avec l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole, et la Fondation Abbé Pierre, fixant une stratégie commune de résorption des bidonvilles.

Partenaire confirmé de cette stratégie, l'association Quatorze, spécialisée dans l'urbanisme solidaire, apporte un appui depuis 2022 dans la coordination des acteurs et l'animation des temps d'échange des différentes instances, et tout particulièrement dans le développement de projets d'accueil transitoire de ménages issus de bidonvilles. Elle accompagne les partenaires de la stratégie (Etat, Fondation Abbé Pierre, Ville et Métropole) dans la recherche de foncier / bâti disponibles sur le territoire et sur le montage des projets d'accueil (plan, prévisionnel travaux, coordination acteurs).

Pour soutenir l'action de l'association Quatorze, qui s'inscrit dans l'axe « *développement de projets d'accueil intercalaires et transitoires* » de la stratégie commune de résorption, il y a lieu de lui allouer une subvention selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : SOCIAL, RESORPTION DES BIDONVILLES			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Quatorze	00003675	Appui à la stratégie de résorption des bidonvilles et développement de projets d'accueils transitoires	40 000 €
TOTAL			40 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Projet 2024 Ville.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-270382-AU-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Clara GIMENEZ, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Attribution de subventions dans la thématique "Relations Internationales" - Exercice 2024 - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année, la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets en matière de relations internationales, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableaux ci-dessous :

Nom de la Structure	N° de dossier	Nature de la demande	Montant attribué
CENTRE DE DOCUMENTATION TIERS MONDE	00004355	Fonctionnement	2 700 €
AMERICAN WOMEN GROUP OF LANGUED ROUSSILLON	00003369	Fonctionnement	700 €
ASSOCIATION FRANCO-CAMEROUNAISE POUR L'INITIATIVE ET LE DEVELOPPEMENT	00003481	Fonctionnement	300 €
MAISON DE L'EUROPE	00003966	Fonctionnement	7 000 €
COMITE D'ANIMATION ET DE PREVENTION GELY FIGUEROLLES	00005093	Fonctionnement	1 000 €

LA VIE EN RELIEF	00005361	Nouveau Projet	1 980 €
TOTAL			13 680 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation de subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ou lettre d'engagement ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution et lettres d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement 2024 Ville.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-270592-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Santé, Prévention et Lutte contre les addictions

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Clara GIMENEZ, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et qu'à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : SANTE			
NOM DE LA STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
ASSOCIATION DE SANTE PLURIPROFESSIONNELLE IMPLANTEE AUX CEVENNES	00004627	Fonctionnement	5 000 €
ASSOCIATION AIDES	00004015	Projet : « Action de prévention combinée VIH »	3 500 €
ASSOCIATION ALLO PARENTS	00003200	Fonctionnement	1 500 €

ASSOCIATION POUR LA POURSUITE DE LA REHABILITATION REPSIRATOIRE	00002805	Projet : « <i>Réhabilitation respiratoire par les APA</i> »	1 000 €
DOUCE HEURE	00004369	Fonctionnement	2 000 €
ENVIE	00003714	Projet « <i>Améliorer la qualité du parcours de soin</i> »	4 000 €
QUARTIER SANTE	00005087	Fonctionnement	5 000 €
DIA LOG 34	00003180	Projet « <i>Faire connaître le diabète de type 1</i> »	2 000 €
ASSOCIATION PAIR AIDANCE MONTPELLIER	00004943	Projet « <i>Promotion de la pair aidance</i> »	2 000 €
ECOLE DES PARENTS ET DES EDUCATEURS 34	00003549	Projet « <i>Point d'accueil Ecoute Jeunes</i> » Paillade, Haut de Massane	1 500 €
TOTAL			27 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Elodie BRUN-MANDON.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement Type subvention 2024.doc
- CONVENTION PROJET 2024.doc
- Convention Fonctionnement 2024.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-270987-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Clara GIMENEZ, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Sécurité et Prévention" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de la ville de Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Il est souhaité d'aider les associations et leurs partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine de la Sécurité et prévention. En particulier en matière de prévention routière, de lutte contre la LGBTQI+phobie. Pour ce faire, il est proposé l'affectation des subventions selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : SECURITE ET PREVENTION			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
LA PREVENTION ROUTIERE Comité de l'Hérault	00003817	Fonctionnement	1 700
FLAG	00003152	Fonctionnement	2 000
TOTAL			3 700

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement 2024 Ville.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-267247-BF-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Clara GIMENEZ, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Attributions de subventions dans le cadre des thématiques "Sports" et "Partenariat sports" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite soutenir l'action et les initiatives citoyennes qui concrétisent les valeurs du partage, et qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire dans le domaine du sport.

Pour aider les associations à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

THEMATIQUE : SPORTS			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
ASS OMNISPORT DE MONTPELLIER FIGUEROLLES	00003699	Projet : boxe remise en forme au féminin	700,00
ASS OMNISPORT DE MONTPELLIER FIGUEROLLES	00003684	Projet : boxe éducative	700,00
ASSOCIATION RACING CLUB LEMASSON	00004353	Fonctionnement	11 000,00

BOWLING CLUB DES SOURDS DE MONTPELLIER	00004089	Fonctionnement	500,00
MONTPELLIER HERAULT RUGBY	00004296	Fonctionnement	58 000,00
SPORT TALENT 34	00004579	Fonctionnement	2 000,00
BASKET LATTES MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ASSOCIATION	00005078	Investissement : achat de véhicule de transport	21 128,00
ASSOCIATION SPORTIVE LOISIRS JEUNES CROIX D'ARGENT	00004880	Investissement : achat d'équipement ou de matériel lié à l'activité	2 100,00
ASSOCIATION DE SPORT LOISIRS ET TOURISME A MOTO DE L'HERAULT	00005089	Investissement : achat d'équipement ou de matériel lié à l'activité	13 041,00
ASSOCIATION BOXING CLUB MONTPELLIERAIN	00005097	Investissement : achat de véhicule de transport	28 403,00
MONTPELLIER AGGLOMERATION UNIVERSITE CLUB PLONGEE	00004506	Investissement : achat d'équipement ou de matériel lié à l'activité	5 330,00
SPORT INSERTION JEUNES MINTPELLIER	00005140	Investissement : achat d'équipement ou de matériel lié à l'activité	1 000,00
MONTPELLIER CHAMBERTE HANDBALL	00005265	Investissement : achat d'équipement ou de matériel lié à l'activité	1 000,00
ARCEAUX FOOT	00005262	Investissement : achat d'équipement ou de matériel lié à l'activité	5 115,00
ASSOCIATION UCPA SPORT LOISIRS	00005261	Investissement : achat d'équipement ou de matériel lié à l'activité	40 000,00
TOTAL			190 017,00

THEMATIQUE : PARTENARIAT SPORTS			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE (€)
ASS SPORT LOISIR JEUNE CROIX D'ARGENT	00004849	Projet : Stages vacances scolaires VOLLEY (Dispositif : La tête et jambes)	3 000,00
ASSOCIATION DES QUARTIERS DES MARELS-II LA PERGOLA AIGUELONGUE	00003400	Projet : Stages vacances scolaires MULTISPORT (Dispositif : La tête et jambes)	1 700,00
MONTPELLIER BASEBALL UNIVERSITE CLUB, LES BARRACUDAS DU LEZ	00004773	Projet : Stages vacances scolaires BASEBALL (Dispositif : La tête et jambes)	1 500,00
SPORT TALENT 34	00004590	Projet : Stages vacances scolaires FOOTBALL	1 000,00

MONTPELLIER FUNNY RIDER	00005239	Projet : Stages vacances scolaires ROLLER	2 500,00
MONTPELLIER PETIT BARD ATHLETIQUE	00004679	Projet : Stages vacances scolaires ATHLETISME	1 500,00
LA MAISON DU JUDO	00003918	Projet : Stages vacances scolaires JUDO	2 000,00
TOTAL			13 200,00

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution et des lettres d'engagement ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution et des lettres d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 42 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Mohed ALTRAD, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, Mme Hind EMAD, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Salim JAWHARI, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Hervé MARTIN.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Conventions 2024_ Invest sports.doc
- Convention Fonctionnement 2024 3M.doc
- Convention Projet 2024 3M.doc
- VILLE - Lettre d'engagement 2024.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269575-BF-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "Partenariat sports" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite soutenir l'action et les initiatives citoyennes qui concrétisent les valeurs du partage, et qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire dans le domaine du sport. Pour aider l'association Les chevaliers de la gaule à mener à bien son projet, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : PARTENARIAT SPORTS			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Les chevaliers de la gaule	00004882	Projet : Stages vacances scolaires pêche	2 400 €
TOTAL			2 400 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement ;
- D'approuver les termes de la lettre d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 8 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Laurent NISON.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement 2024 Ville.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269590-BF-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Vie associative et Maisons pour Tous

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Vie associative" - Exercice 2024 - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Madame Véronique BRUNET, Première Adjointe, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Nom de la structure	N° de dossier	Nature de la demande	Montant attribué (€)
ASSOCIATION DU COMITE DE QUARTIER DE LA CHAMBERTE	00003469	Fonctionnement	1 000
ASSOCIATION LES VOIES DU PALAIS	00003489	Fonctionnement	1 000
BIEN VIVRE À AIGUELONGUE	00003969	Fonctionnement	1 000
COMITE DE QUARTIER DES HAUTS DE MASSANE	00003909	Fonctionnement	1 000
COMITE DES FETES DE MONTPELLIER	00004639	Fonctionnement	2 000
Confédération syndicale des familles – Union	00002758	Fonctionnement	2 500

départementale de l'Hérault			
Membres Ordre national du Mérite	00004653	Projet « <i>Reconnaissance de l'engagement citoyen des jeunes de moins de 18 ans</i> »	2 500
Les Majorettes de Montpellier	00003349	Fonctionnement	1 500
Association quartier plan des 4 seigneurs, universités des sciences et lettres	00005193	Fonctionnement	1 000
TOTAL			13 500

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signatures des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement ou conventions type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2024 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Yves BARRAL, Mme Mylvia HOUGUET, M. Yvan NOSBE.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement 2024 Ville.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269478-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Vivre ensemble" - Exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre, et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer des subventions suivant les tableaux ci-dessous :

THEMATIQUE : VIVRE ENSEMBLE			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Club sportif et artistique de la gendarmerie	00003711	Fonctionnement	1 300 €

THEMATIQUE : VIVRE ENSEMBLE – FINANCES			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Antenne locale CFTC Montpellier et environs	00002667	Fonctionnement	450 €
Fédération syndicale unitaire	00004400	Fonctionnement	2 700 €
Union locale des syndicats CGT de Montpellier	00003130	Fonctionnement	5 000 €
Solidaires Hérault	00002698	Fonctionnement	2 000 €
Unité SGP Police 34	00003315	Fonctionnement	1 500 €
Union Locale Force Ouvrière de Montpellier	00003893	Fonctionnement	5 000 €
Syndicat UL UNSA Montpellier	00002800	Fonctionnement	5 000 €
Ass. Professeurs d'Histoire et de Géographie	00004856	Renouvellement d'un projet	2 000 €
TOTAL			23 650 €

THEMATIQUE : VIVRE ENSEMBLE – RESSOURCES HUMAINES			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
Groupement des Entreprises Françaises dans la Lutte contre le Cancer (GEFLUC)	0000 4082	Fonctionnement	10 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement et conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Sébastien COTE.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- lettre sub ville 2024.pdf
- GEFLUC_Convention Fonctionnement_Ville_2024.docx
- VILLE - Lettre dengagement 2024.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-268397-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Sébastien COTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Création d'une unité de Valorisation Energétique des Boues (UVEB) dans la
station de traitement des eaux usées Maera à Lattes - Demande d'autorisation
environnementale présentée par la Régie des eaux - Avis**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Par arrêté n° 2024-03-DRCL-0105 en date du 27 mars 2024, Monsieur le Préfet de l'Hérault a décidé l'ouverture d'une enquête publique préalable à une autorisation environnementale portée par la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole pour la création d'une Unité de Valorisation Energétique des Boues (UVEB) dans la station de traitement des eaux usées Maera à Lattes. Cette enquête publique, dont le siège se situe à Lattes, se déroulera du lundi 22 avril 2024 à 9h au lundi 27 mai à 12h.

L'avis des Conseils municipaux des communes de Montpellier, Lattes, Pérols et Mauguio-Carnon, ainsi que du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, est demandé ; ces communes se situant dans le rayon d'affichage des 3 kilomètres réglementaires définis par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le projet envisagé par la Régie des eaux comprend la mise en œuvre d'une UVEB avec production de chaleur. Il est soumis à autorisation au titre de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), à étude d'impact et à enquête publique. Il a fait l'objet, à l'initiative de la Régie des eaux, d'une concertation préalable du public dans le cadre des articles R.121-19 et L.121-16 du Code de

l'Environnement entre le 3 mars 2023 et le 2 avril 2023.

Dans le cadre de la modernisation de la station de traitement des eaux usées Maera à Lattes, la Régie des eaux porte le projet de mise en œuvre d'une UVEB. Cette unité, permet de transformer les résidus issus du traitement des eaux usées (les boues) en sources d'énergie renouvelable, tout en réduisant la quantité de déchets à éliminer. Les objectifs du projet sont, non seulement de fiabiliser et pérenniser la filière de traitement des eaux usées en rendant la Métropole autonome sur le traitement des boues, mais aussi de réduire de façon significative les nuisances associées à leur gestion. Ainsi, l'UVEB doit notamment permettre la réduction des flux de camions afin de limiter les nuisances sonores et olfactives. Cette approche doit permettre également d'exploiter pleinement le potentiel énergétique des boues avec une valorisation de la chaleur sur site mais aussi une exportation vers le réseau de chaleur de Montpellier Méditerranée Métropole.

Au regard de ses implications économiques, sociales et environnementales, le projet constitue un véritable atout pour le territoire tout en améliorant le cadre de vie des riverains ; il est donc proposé d'émettre un avis favorable.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'émettre un avis favorable sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la création d'une Unité de Valorisation Énergétique des Boues (UVEB) sur la station de traitement des eaux usées Maera à Lattes ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 6 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Sébastien COTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Rapport d'activité 2023 de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), créée par la loi n°2002-276 du 27 février 2002, examine notamment les rapports annuels des délégataires (RAD) de la Ville de Montpellier, et les rapports sur le prix et la qualité des services publics (RPQS) de la collecte et du traitement des déchets ménagers, de l'assainissement, de l'eau potable et de l'eau brute, qu'elle reçoit de Montpellier Méditerranée Métropole qui en détient la compétence; elle émet aussi un avis sur tout projet de délégation de service public (DSP), avant que l'assemblée délibérante ne se prononce sur le principe de la gestion déléguée par la Ville. La CCSPL prévue à l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) a pour vocation de permettre l'expression des usagers des services publics par la voie d'associations représentatives. Elle contribue ainsi à la participation des citoyens au fonctionnement des services publics.

Conformément aux dispositions de l'article L. 1413-1 du CGCT, le Président de la CCSPL présente à son assemblée délibérante, avant le 1er juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente. La CCSPL est présidée par le représentant du Maire de la Ville de Montpellier, désigné par arrêté, Monsieur Michel ASLANIAN, 10ème Adjoint au Maire, délégué aux finances, évaluation des politiques publiques, ressources humaines et dialogue social.

Par délibérations n°V2020-160 en date du 5 octobre 2020 et n°V2022-389 en date du 11 octobre 2022, le Conseil municipal a désigné les membres de la commission suivants :

- 5 conseillers de la Ville de Montpellier, membres titulaires :
 - o Mustapha LAOUKIRI ;
 - o Marie MASSART ;
 - o Agnès SAURAT ;
 - o Mylvia HOUGUET ;
 - o Jacques DOMERGUE ;
- 5 conseillers de la Ville de Montpellier, membres suppléants :
 - o Radia TIKOUK ;
 - o Georges ARDISSON ;
 - o Jean-Dominique DELAVEAU ;
 - o Yves BARRAL ;
 - o Clara GIMENEZ ;
- Et de manière paritaire, les associations d'usagers suivantes :
 - o Comité de Liaison et de Coordination des associations Pluriel Handicaps ;
 - o Association Consommation Logement Cadre de Vie Montpellier ;
 - o Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain Territoires de Montpellier ;
 - o Fédération de L'Hérault de la Confédération Nationale du Logement ;
 - o Union Fédérale des Consommateurs Que Choisir de Montpellier.

Les services publics et équipements de la Ville de Montpellier délégués qui ont fait l'objet d'un examen par la CCSPL en 2023, au titre de l'année 2022, sont les suivants :

- La fourrière automobile ;
- La crèche Joséphine-Baker ;
- La crèche Henri-Salvador ;
- Le stationnement sur voirie.

Par délibération n°V2020-074 en date du 30 juillet 2021, le Conseil municipal a adopté le règlement intérieur de la Commission. L'organisation et la gestion des séances de la CCSPL sont conduites par le Service Contrôle et Pilotage des Partenariats Externes (Pôle Finances et Conseil en Gestion).

La CCSPL s'est réunie le 28 novembre 2023 et le 30 novembre 2023, pour traiter les dossiers suivants :

Séance du 28 novembre 2023 :

- RAD 2022 relatif à la DSP Crèche Joséphine-Baker ;
- RAD 2022 relatif à la DSP Crèche Henri-Salvador ;
- RPQS de la Métropole au titre de la Collecte et traitement des déchets ménagers relatif à l'année 2022 ;

Séance du 30 novembre 2023 :

- RAD 2022 relatif à la DSP Fourrière automobile ;
- RAD 2022 relatif à la DSP Stationnement sur voirie ;
- RPQS de la Métropole au titre de l'Assainissement relatif à l'année 2022 ;
- RPQS de la Métropole au titre de l'Eau potable et de l'eau brute relatif à l'année 2022.

Lors de cette séance, la CCSPL a été sollicitée pour émettre un avis sur le choix du futur mode de gestion de la fourrière automobile, ainsi que sur le choix du futur mode de gestion et d'exploitation du stationnement payant sur voirie. La commission a donné un avis favorable à la gestion déléguée de ces deux services publics, confiée à la SPL TaM.

Nonobstant les nombreux débats concernant chacune des politiques publiques et gestion déléguées dédiées à l'exercice, la CCSPL a rendu un avis favorable sur les éléments analysés, en prenant acte de l'examen des RAD et RPQS relatifs à l'exercice 2022.

A titre complémentaire, il convient de préciser que parallèlement à la tenue de la CCSPL, les RAD ont également fait l'objet d'un examen par la Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Madame Fanny DOMBRE-COSTE et composée d'élus du Conseil municipal, pour l'examen des comptes 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte des travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Ville de Montpellier pour l'année 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-268302-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Sébastien COTE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Rapports Annuels des Délégués (RAD) de Service Public - Exercice 2023

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

En vertu de l'article R.3131-2 du Code de la commande publique, les délégués de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1^{er} juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. Conformément aux articles L.1411-3 et L.1411-13 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), dès réception, ces rapports doivent être inscrits pour examen à l'ordre du jour du plus proche Conseil municipal, et mis à la disposition du public en Mairie, dans les quinze jours de leur réception, pendant une durée d'un mois. En outre, ces rapports annuels des délégués (RAD) doivent être examinés par la Commission Consultative des Service Public Locaux, selon l'article L.1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

Compte tenu des délais d'instruction nécessaires à l'examen de l'ensemble de ces rapports, ainsi que de leur passage préalable dans les deux commissions précitées permettant d'en attester, il est ainsi proposé à l'Assemblée de prendre acte de la réception des rapports annuels des délégations de services publics au titre de l'exercice 2023 conformément à la réglementation en vigueur, et d'en reporter l'examen singulier dans le cadre de séances ultérieures de l'Assemblée délibérante.

Cette disposition se justifiant par ailleurs dans le fait que les rapports remis avant le 1^{er} juin font parfois l'objet de modification par le délégataire, consécutivement à l'examen approfondi apporté par les services de la Ville ; certains rapports pouvant également se retrouver incomplets à la date de remise.

Les rapports relatifs aux équipements et services publics suivants ont été remis conformément à la réglementation en vigueur :

Equipement / service	Délégataire
Crèche Joséphine Baker	SAS People and Baby
Crèche Henri Salvador (Contrat du 01/01/2023-31/07/2023)	SARL LPCR DSP Montpellier
Crèche Henri Salvador (Contrat du 01/08/2023-31/07/2028)	SARL La Maison Bleue - Montpellier 2
Crèche Liselotte (Contrat du 01/09/2023-31/07/2028)	Mutualité Française Grand Sud
Fourrière automobile	SARL EGS
Stationnement sur voirie	SPL TaM

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de la réception des rapports annuels des délégataires de services public au titre de l'exercice 2023, et conformément à la réglementation en vigueur ;
- De confier l'examen de ces rapports à la Commission Consultative des Services Publics Locaux et l'autoriser à demander aux délégataires toute information complémentaire dans le cadre réglementaire qui s'applique ;
- De confier l'examen de ces rapports à la Commission de Contrôle des Comptes et l'autoriser à demander aux délégataires toute information complémentaire dans le cadre réglementaire qui s'applique ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 2023 RAD Crèche LISELOTTE.pdf
- 2023 RAD Creche LISELOTTE Annexes.pdf
- 2023 RAD Creche Henri Salvador LPCR.pdf
- 2023 RAD Creche Henri Salvador LMB.pdf
- 2023 RAD Fourrière.pdf
- 2023 RAD Voirie.pdf
- 2023 RAD Creche J.BAKER.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-270478-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Rapport d'activité 2023 de la Commission de Contrôle des Comptes (CCC)

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La Commission de Contrôle des Comptes (CCC) a pour objet d'exercer un contrôle financier et comptable sur les comptes produits par les entreprises, organismes, liés à la Ville de Montpellier par une convention financière comportant des règlements de comptes périodiques représentant plus de 70 000 € par an, et tenus de fournir à la Ville des comptes détaillés de leurs opérations ; ce contrôle s'effectue plus particulièrement dans le cadre des délégations de service public (DSP), en application des articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Ce contrôle s'exerce ainsi sur les rapports annuels des délégataires (RAD) et sur les derniers comptes arrêtés transmis par les entreprises et organismes mentionnés à l'article L. 1411-3 du CGCT.

Le Président de la CCC présente à son assemblée délibérante chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente. La CCC est présidée par la représentante du Maire de Montpellier, désignée par arrêté, Madame Fanny DOMBRE-COSTE, 1ère Adjointe au Maire, déléguée à la ville éducative, la réussite scolaire et l'administration générale.

Par délibérations n°V2020-160 en date du 5 octobre 2020 et n°V2022-389 en date du 11 octobre 2022, le Conseil municipal a désigné les membres de la commission suivants :

- 5 conseillers de la Ville de Montpellier, membres titulaires :
 - o Sébastien COTE ;
 - o Tasnime AKBARALY ;
 - o Hind EMAD ;
 - o Manu REYNAUD ;
 - o Jacques DOMERGUE ;
- 5 conseillers de la Ville de Montpellier, membres suppléants :
 - o Hervé MARTIN ;
 - o Mickaël DIORE ;
 - o Fatma NAKIB ;
 - o Yvan NOSBÉ ;
 - o Mylvia HOUGUET.

Les services publics et équipements de la Ville de Montpellier délégués qui ont fait l'objet d'un examen par la CCC en 2023, au titre de l'année 2022, sont les suivants :

- La fourrière automobile ;
- La crèche Joséphine-Baker ;
- La crèche Henri-Salvador ;
- Le stationnement sur voirie.

Par délibération n°V2020-074 en date du 30 juillet 2020, le Conseil municipal a adopté le règlement intérieur de la Commission. L'organisation et la gestion des séances de la CCC, sont conduites par le Service Contrôle et Pilotage des Partenariats Externes (Pôle Finances et Conseil en Gestion).

En 2023, la CCC s'est réunie le 7 novembre 2023 pour examiner les dossiers suivants :

- RAD 2022 relatif à la DSP Fourrière automobile ;
- RAD 2022 relatif à la DSP Crèche Joséphine-Baker ;
- RAD 2022 relatif à la DSP Crèche Henri-Salvador ;
- RAD 2022 relatif à la DSP Stationnement sur voirie.

Dans le cadre cette séance, la commission a rendu un avis favorable sur l'examen des RAD et des comptes 2022 analysés.

A titre complémentaire, il convient de préciser que parallèlement à la tenue de la séance de la CCC, les RAD ont également fait l'objet d'un examen par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Monsieur Michel ASLANIAN et composée paritairement d'élus du Conseil municipal et d'associations d'usagers, pour l'examen des RAD et des comptes 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte des travaux de la Commission de Contrôle des Comptes de la Ville de Montpellier pour l'année 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-268304-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Chambre Régionale des Comptes Occitanie (CRC) - Rapport d'observations définitives - Adaptation au changement climatique - Exercices 2018 et suivants

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La chambre régionale des comptes a communiqué par courrier un rapport d'observations définitives sur le contrôle des comptes et de la gestion de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Commune de Montpellier, dédié à l'adaptation au changement climatique, portant sur les exercices 2018 et suivants. En application de l'article L.243-6 du Code des juridictions financières, le rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil Municipal et doit donner lieu à débat en séance.

Ci-annexé le rapport, accompagné des réponses enregistrées :

- Réponse du 9 février 2024 de Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Maire de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de la communication du rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes ;
- De prendre acte de la tenue, en son sein, d'un débat sur la base de ce rapport ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport CRC

- Réponse 1

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-268884-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Chambre Régionale des Comptes (CRC) Occitanie - SAEML Transports de
l'Agglomération de Montpellier (TaM) - Actions entreprises à la suite du rapport
d'observations définitives - Exercices 2015 à 2021 - Présentation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 4 avril 2023, le Conseil municipal a pris acte du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes sur la gestion de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale (SAEML) Transports de l'agglomération de Montpellier (TaM) portant sur les exercices 2015 à 2021. A titre de rappel, 16 recommandations ont été apportées par la Chambre sur les thématiques suivantes : gouvernance, délégation de services publics, performance et qualité du service rendu à l'utilisateur, système d'information, gestion de la mission stationnement ainsi que sur la situation financière.

L'article L.243-9 du Code des juridictions financières dispose que « *dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, l'ordonnateur de la collectivité territoriale présente, dans un rapport devant cette même assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes* ».

Ci-annexé le rapport de présentation des actions entreprises à la suite des recommandations de la Chambre Régionale des Comptes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de la communication des réponses apportées aux observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes d'Occitanie transmises le 24 janvier 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport à 1 an CRC

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-271114-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Séance ordinaire du
jeudi 11 juillet 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÈCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Chambre Régionale des Comptes (CRC) Occitanie - Rapport d'observations
définitives de la CRC Occitanie - Exercice 2015 et suivants - Bilan des actions à 1
an - Présentation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Depuis le début de mandat, l'exécutif s'est fixé pour sa politique Ressources Humaines (RH) des objectifs ambitieux pour sécuriser, améliorer et optimiser son fonctionnement. Ces objectifs guident quotidiennement le travail des équipes RH dont les actions et projets tendent au développement d'une organisation performante au service des agents de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le 15 juin 2021, la Chambre régionale des comptes (CRC) a ouvert un contrôle des comptes et de la gestion de la Ville de Montpellier, couvrant les exercices 2015 à 2022. Après que la Chambre ait arrêté ses observations définitives dans ses séances des 4 et 19 janvier 2023, la Ville de Montpellier a pu y joindre ses réponses afin de compléter, justifier et corriger les éléments présentés. Conformément à l'article L. 243-6 du Code des juridictions financières, ce rapport a été communiqué en séance du Conseil municipal du 5 juin 2023.

Les différentes observations de ce rapport s'articulaient autour de plusieurs items, dont les impacts avaient des conséquences directes sur les comptes et la gestion de la Ville, sur le bon fonctionnement de son organisation et *in fine* sur la qualité des services publics rendus :

- L'organisation des services de la Collectivité ;
- L'évolution de la masse salariale et des effectifs ;
- Les recrutements et la carrière ;
- Le temps de travail ;
- Le télétravail ;
- La rémunération ;
- Le cabinet.

Conscient des enjeux notoires que représente l'ensemble des leviers, l'exécutif s'est engagé avec responsabilité, dès son élection en juillet 2020, dans de grands chantiers organisationnels, fonctionnels et réglementaires : nouvelle organisation, droit de grève, 1607h, régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP), plan de prévention et de lutte contre l'absentéisme... Des ambitions rapidement porteuses de résultats que la Ville de Montpellier n'a pas manqué d'évoquer dans le cadre de ce contrôle. Ainsi, en juin 2023, sur les 21 recommandations posées par la Chambre régionale des comptes, 13 étaient déjà mises œuvre, 6 étaient en cours de déploiement et 2 étaient écartées par la Ville, au regard de la conformité de la situation à la réglementation. Un an après, ce sont dorénavant 18 recommandations qui ont été mises en œuvre et approfondies, 1 en cours de déploiement et 2 toujours écartées, car conformes à la réglementation.

A noter que l'exécutif ne conçoit pas les actions menées par anticipation, ou en réponse, aux recommandations de la Chambre comme une fin en soi. Elles s'inscrivent en effet structurellement dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue exigeante à laquelle la Ville a voulu se soumettre au bénéfice de l'ensemble de ses agents.

Cette délibération, à laquelle est annexé un bilan des actions entreprises depuis le rapport de la CRC est aussi l'occasion de revenir sur l'ensemble des mesures RH portées par l'exécutif depuis le début de mandat.

❖ Une mise en conformité réglementaire nécessaire déjà engagée avant le rapport CRC

Soucieuse de mettre la Ville de Montpellier en conformité, l'équipe municipale et l'administration se sont lancées, dès juillet 2020, dans de grands chantiers réglementaires, laissés en déshérence par la précédente mandature, et qui ont rapidement dû faire office de priorité. Aujourd'hui, l'ensemble des acteurs peut se satisfaire de la mise en œuvre de réformes majeures soulignées par la Chambre régionale des comptes dans son rapport d'observations définitives.

• Un encadrement du droit de grève

Conformément à l'article 56 de la loi du 6 août 2019, la Ville de Montpellier s'est assurée que l'exercice du droit de grève, dont les interruptions de services publics qui en émaneraient, ne troublent pas le respect de l'ordre public, notamment la salubrité publique ou les besoins essentiels des usagers. En application de ces dispositions, Monsieur le Maire de Montpellier a engagé des négociations avec les organisations syndicales remplissant la condition précitée, dans l'objectif de parvenir à l'élaboration et à la signature d'un accord, visant à assurer la continuité des services publics municipaux :

- D'accueil périscolaire ;
- D'accueil des enfants de moins de trois ans ;
- De restauration collective et scolaire.

A ce titre, a été adopté en Conseil municipal du 8 février 2021 un protocole de grève, sécurisant et encadrant, aussi bien pour les agents que pour les usagers du service public. Ce dernier prévoit aussi bien des dispositions générales permettant la continuité des services en cas de grève (délais de prévenance, possibilité d'imposer la participation à une grève dès la prise de service, remplacement des agents absents) que des

dispositions spécifiques aux services précités.

- **Le passage aux 1607 heures**

Alors que la Ville de Montpellier faisait l'objet de dispositions historiques et spécifiques en matière de temps de travail, l'Assemblée délibérante a adopté le 26 juillet 2021 la délibération fixant le cadre général des 1607 heures, comme le prévoyait la loi du 6 août 2019 relative à la transformation de la fonction publique. L'ensemble des agents est donc passé aux 1607 heures dès le 1^{er} janvier 2022.

Dans le cadre de cette réforme, la Ville de Montpellier a aussi été soucieuse d'inscrire le temps de travail dans une logique de développement de compétences et de culture commune. A ce titre, deux jours de « *permanences* » historiques sont devenus des jours banalisés pour être dédiés à des temps collectifs et individuels de sensibilisation autour des grands enjeux du mandat : le climat, la lutte contre les discriminations, la laïcité/droits et devoirs et la santé au travail.

Le travail conduit lors du passage aux 1607 heures a également permis de balayer l'ensemble des cycles spécifiques. Ces derniers, au nombre de vingt, ont fait l'objet d'un avis systématique du comité social et technique (CST – anciennement comité technique [CT])

- **La mise en place du RIFSEEP**

Par délibération du 29 mars 2022 (n°V2022-066), la Ville de Montpellier s'est conformée aux dispositions réglementaires prévues par le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un RIFSEEP. De cette contrainte réglementaire, partiellement appliquée, la Ville a décidé de faire une véritable opportunité pour rebâtir une politique de rémunération plus juste, plus équitable, plus sociale, qui correspond à un engagement financier très significatif des deux Collectivités.

La Ville a ainsi instauré un RIFSEEP pour les catégories A, B et C, dont les principes structurants sont les suivants :

- Une meilleure reconnaissance des responsabilités ;
- Un nouvel effort de réduction des écarts indemnitaires entre les filières à grade et fonctions équivalents (écarts largement induits jusqu'ici par les régimes indemnitaires applicables nationalement) ;
- Une unification des régimes indemnitaires au sein d'un même grade à même fonction, en effaçant les distinctions autour de l'échelon ;
- Une simplification et harmonisation des règles de rémunération ;
- Une réévaluation significative du régime indemnitaire socle, servi pour la plupart des fonctions et grades présents dans la Collectivité ;
- Une harmonisation des échelles de reconnaissance des fonctions d'encadrement entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, favorisant ainsi la cohérence de leurs organisations, les passerelles entre les deux Collectivités et la mobilité de leurs agents.

Par souci d'évolution constante et de recherche totale d'équité, la Ville de Montpellier a complété ce dernier par un RIFSEEP 2 modificatif, adopté le 11 décembre 2023, soucieux de mieux prendre en compte les compétences « *projets* » (par la création d'une fonction à expertise intermédiaire), les environnements de travail contraints et les cycles de travail particuliers qui comprennent les dimanches travaillés et les astreintes régulières (élargissement et nouvelles sujétions) ainsi que la mobilisation régulière (nouvelles bonifications).

- **La réalisation du plan d'action égalité professionnelle 2021-2023 et d'un dispositif de traitement des signalements**

Le plan d'action égalité professionnelle de la Ville de Montpellier a été réalisé pour une durée de 3 ans (2021-2023), conformément à l'article L.132-1 du Code général de la fonction publique. Après une étape de concertation avec les agents et une présentation pour avis au CST le 1^{er} avril 2021, il a été adopté en Conseil municipal le 12 avril 2021.

Conformément à la réglementation, le plan d'action est bâti autour de 5 axes et se décline en 20 actions, qui s'articulent autour de 11 résultats attendus. Les cinq axes sont les suivants :

- Evaluer, prévenir et traiter les écarts de rémunération constatés ;
- Garantir l'égal accès aux corps, cadres d'emplois, grades et emplois de la fonction publique ;
- Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale ;
- Prévention et lutte contre toutes formes de violence et de discrimination ;
- Faire vivre, partager et promouvoir l'égalité professionnelle femmes-hommes.

La construction et la mise en œuvre de ce premier plan d'action s'est inscrit dans un contexte particulier : période de crise sanitaire conjuguée à une réorganisation d'ampleur de l'administration ; il est aujourd'hui piloté par le référent Egalité, Diversité et lutte contre les discriminations de l'administration, recruté en juin 2022. Depuis son arrivée, ce dernier coordonne et met en œuvre l'ensemble des actions qui s'inscrivent dans le cadre de la politique de lutte contre les discriminations (labélisation AFNOR Egalité et Diversité, rapport annuel sur l'égalité professionnelle, plan d'action Egalité et Diversité...).

En cohérence avec le plan d'action 2021-2023 et le programme annuel de prévention, un dispositif permettant de recueillir les signalements des agents qui estiment être victimes ou témoins d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes a aussi été mis en place. Ce dispositif se décompose en trois grandes étapes :

- Le recueil et l'analyse des signalements des agents victimes ou témoins de faits ;
- L'orientation des agents concernés vers les services et professionnels compétents ;
- Le traitement des faits signés et la prise de toute mesure de protection appropriée.

Si l'ensemble de cette démarche s'inscrit dans un cadre réglementaire contraint, il est important de rappeler que les politiques d'égalité sont fortement portées par l'exécutif et la direction générale, afin de tendre vers l'égalité professionnelle et de promouvoir la diversité au sein d'une administration plus inclusive. C'est pourquoi le futur plan d'action 2024-2026 s'attache à mêler désormais les deux notions.

❖ Une structuration interne de l'Administration et des ressources humaines repensée, socle d'une gestion renouvelée et sécurisée

• Une administration rassemblée

L'administration rassemblée repose sur 20 pôles, dont 13 des grands blocs de politiques publiques et 7 des pôles ressources en charge de soutenir en moyens les différents services. A cela, s'ajoutent six missions transversales créées à des fins de conseil et d'appui dans le cadre de projets ou enjeux stratégiques.

Grâce à cette nouvelle organisation collégiale et transversale, l'administration s'assure d'être tant une administration de missions que de projets et de répondre ainsi au projet de mandat ambitieux porté par l'exécutif actuel. Un découplage matérialisé par de nouvelles organisations de pôles, des méthodes de travail plus coopératives, des moments forts entre agents et de nouvelles communautés de partage, favorisant la synergie intellectuelle et collective.

• Une nouvelle organisation des ressources humaines

Résultat d'une démarche participative et collaborative, la nouvelle organisation du Pôle Ressources Humaines constitue une avancée importante pour l'ensemble des agents de la Ville et de la Métropole qui

bénéficient d'une fonction RH plus partagée et de proximité depuis le 17 avril 2023.

Les objectifs de cette nouvelle organisation, véritable socle d'une gestion RH renouvelée et sécurisée, sont multiples et répondent à des enjeux aussi bien opérationnels que stratégiques illustrés par deux ambitions majeures, améliorer l'accompagnement de proximité des agents et s'adapter aux enjeux d'un monde du travail continuellement en mouvement, et par la création de deux directions déléguées : la direction déléguée gestion de ressources humaines de proximité et la direction déléguée innovation RH.

Grâce aux quatre nouvelles entités de proximité (GRH) qui déclinent la direction déléguée gestion de ressources humaines de proximité, les agents profitent désormais, via une porte d'entrée transversale, d'un accès facilité à leurs interlocuteurs RH dédiés (carrière, paye, gestion du temps, santé, retraite, recrutement, formation) pour les accompagner tout au long de leur carrière à la Ville et la Métropole. En parallèle, quatre services consacrés au développement de l'ingénierie interne œuvrent au déploiement de nouveaux outils et projets porteurs d'innovation : le service QVT/prévention, le service ingénierie réglementaire, le service mobilité et accompagnement professionnel et le service RSE.

Au plus près de la direction du pôle, le service ressources internes et pilotage RH garantit le suivi de la masse salariale ainsi que la production et fiabilisation des données en ressources humaines.

Enfin, le service du dialogue social participe à la bonne conduite des relations entre l'administration et les organisations syndicales notamment au sein des différentes instances paritaires de la Ville et de la Métropole.

- **Le développement d'outils de pilotage et d'indicateurs de suivi stratégiques**

Soucieux de sécuriser et fiabiliser les données RH, le Pôle ressources humaines s'est engagé dans le développement d'outils de pilotage facilitants pour les équipes internes mais aussi, plus largement, pour l'ensemble des directeurs de pôles, la direction générale et les élus qui bénéficient progressivement d'une plus grande visibilité et transparence.

En parallèle et à des fins prospectives, différents indicateurs se construisent pour mieux anticiper, mesurer et analyser.

- ❖ **Une politique RH ambitieuse contractualisée autour d'un « Pacte social »**

- **Une politique de rémunération plus attractive et équitable**

Pour des raisons d'attractivité, de pouvoir d'achat et de reconnaissance des agents, la Ville de Montpellier a grandement œuvré pour améliorer sa politique de rémunération.

Depuis 2020, ce sont près de 9 millions d'euros qui ont été consacrés au RIFSEEP I et II (Ville et Métropole confondues). A cela s'ajoute la prime d'intéressement collectif (PIC) de 300 € brut, qui sera rehaussée à 400 € brut en septembre 2024, ainsi que le complément indemnitaire annuel (CIA) pour un total de 11 millions d'euros.

Un investissement total traduisant la reconnaissance des compétences et du travail quotidien des agents de la Ville.

- **Une gestion RH de proximité au service des agents**

Plus qu'une fonction support, les ressources humaines garantissent un service public de qualité par le soutien qu'elles induisent à ceux qui en sont les principaux acteurs : les agents.

A ce titre, le Pôle RH s'est engagé dans une démarche de proximité s'illustrant par des services GRH plus

transversaux, la création d'une « *mission accueil* » en charge des réponses de premier niveau et le projet de restructuration du réseau des référents RH pour un partage plus transparent de l'information.

- **Un déroulé de carrière dynamisé**

En 2021, la Ville de Montpellier a établi des lignes directrices de gestion (LDG) afin de déterminer les critères d'avancement de grade et de promotion interne. Ces LDG, fruits d'un travail collaboratif, ont permis la définition de critères plus justes et équitables pour une carrière dynamisée, tenant compte : de la valeur professionnelle, de l'adéquation cadre d'emplois/fonctions, de l'ancienneté et la diversité des parcours et de la réussite à l'examen professionnel. Des LDG qui ont fait l'objet par ailleurs d'ajustements en 2023, s'inscrivant dans la démarche d'amélioration continue fixée par l'ensemble des acteurs.

Toujours dans un souci d'évolution mais aussi de modernisation, la Collectivité s'est engagée dans une redéfinition des entretiens professionnels de ses agents : calendrier commun, compte rendu unique et projet de dématérialisation de ces derniers.

- **Garantir le présentisme par une stratégie dédiée : prévenir et lutter structurellement et efficacement contre l'absentéisme**

- Une meilleure qualité de vie au travail

Garantir une meilleure qualité de vie au travail est une exigence que la Ville de Montpellier s'est engagée à tenir, en tant qu'employeur soucieux d'améliorer le cadre de travail de tous les agents qui œuvrent quotidiennement pour le service public.

A ce titre, les évolutions relatives au temps de travail ont été les fers de lance des premières années de la mandature avec, notamment, la mise en place des 1607 heures et la redéfinition de nombreux cycles de travail. A cela, s'ajoute l'instauration du télétravail garantissant pour les agents qui le peuvent une meilleure conciliation vie professionnelle et vie personnelle.

Toujours par souci d'agir pour la qualité de vie au travail, de nombreuses actions et projets de prévention ont été lancés (dispositif de signalement, plan de prévention des addictions, dispositif de maintien du lien aux agents en arrêts), permis notamment par un renforcement des équipes de prévention au service des pôles et de l'identification des risques professionnels.

- Un maintien en emploi renforcé

Les projets ci-dessus et d'autres encore, alimentent un plan d'action de prévention et de lutte contre l'absentéisme audacieux, qui traduit l'engagement total de la Ville, depuis juillet 2020, pour anticiper et régler une problématique structurelle laissée trop longtemps de côté.

C'est dans cette perspective que le Plan d'action de Prévention et de Lutte contre l'Absentéisme a été adopté le 16 décembre 2022 par l'Assemblée délibérante et que son l'état avancement est retracé annuellement sous forme de bilan, comme ce fut le cas lors du Conseil municipal du 26 mars 2024.

Par ailleurs, la volonté de la Ville d'agir en faveur du maintien en emploi s'illustre aussi par le travail collectif engagé depuis 2023 autour du « *pacte de solidarité* » interne : l'ensemble des directeurs et directrices de pôles opèrent en effet ensemble afin de proposer des solutions viables aux agents en mobilité contrainte et plus largement aux agents sans affectation. Ce pacte a ainsi pour objectifs, non seulement de régulariser des situations très anciennes non-résolues, mais aussi de répondre aux enjeux d'allongement inéluctable des carrières.

- **Un employeur responsable et inclusif**

Fort de la création du service « *Responsabilité sociétale de l'employeur* » au sein de la Direction déléguée innovation et développement RH, le Pôle Ressources humaines peut désormais s'appuyer sur un service ambitieux pour porter des projets RH novateurs en accord avec les enjeux et évolutions actuels du monde du travail : égalité, inclusivité, environnement...

A ce titre, la Ville de Montpellier peut très largement se satisfaire et se féliciter de l'obtention en mai 2024 du Label Egalité Professionnelle entre les femmes et les hommes et du renouvellement du conventionnement avec le FIPHFP pour la période 2024-2026, lesquels témoignent de toute la motivation de l'équipe municipale pour plus d'égalité et d'inclusivité.

En 2025, par anticipation sur les obligations réglementaires qui lui incomberont, la protection sociale complémentaire sera le projet social prioritaire de la Collectivité à destination des agents. Au travers de la mise en place d'une participation renforcée à la complémentaire santé mais aussi d'une complémentaire prévoyance, la Ville de Montpellier s'engage à : améliorer les conditions de travail, proposer une protection sociale complémentaire accessible au plus grand nombre et réduire les impacts sociaux et financiers pour les agents confrontés à la maladie et aux accidents de la vie.

- **Un accompagnement davantage personnalisé au service des agents**

Permettre aux agents d'évoluer, de gagner en compétences et d'adapter leurs projets professionnels est au cœur de la politique RH de cette mandature.

Le Campus du management, nouvelle école interne créée, a notamment été mise en place dans cet objectif : proposer des modules transversaux et professionnalisant aux nouveaux encadrants et ainsi développer une culture managériale commune et socle.

Parce qu'un accompagnement davantage individualisé est un objectif qui ne se limite pas aux mobilités choisies, la collectivité a tenu à développer des projets innovants pour mieux accompagner les agents en situation de mobilité contrainte. C'est le cas de l'expérimentation du parcours « *professionnel individualisé* » qui prévoit, à mi-carrière des agents et pour certains métiers à risques, de prévenir une éventuelle usure professionnelle et de favoriser une évolution des compétences progressive par la tenue d'entretiens avec les équipes RH de la Collectivité.

Pour les agents déjà en situation de mobilité contrainte, l'objectif de mieux les accompagner et de leur proposer des possibilités d'évolution n'est rendu possible que par un engagement collectif impliquant tous les acteurs, matérialisé aujourd'hui par le « *pacte de solidarité* » interne et ses engagements réciproques.

Un an après, le présent rapport s'inscrit donc aussi bien dans une démarche réglementaire qui oblige la Ville de Montpellier que dans une dynamique porteuse de réformes nécessaires qui appelle à un bilan et un suivi réguliers.

Dès lors, ce rapport s'attache à établir un état d'avancement complet et transparent sur les différentes actions poursuivies dans le cadre du contrôle abouti en 2023 et sur les plus récentes mesures entreprises.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte des suites données aux recommandations de la Chambre régionale des comptes par la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Affaire 125_Rapport CRC_Bilan des actions entreprises.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-272200-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Alban ZANCHIELLO.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jacques DOMERGUE, Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 26 mars 2024 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le procès-verbal de la séance du 26 mars 2024 est annexé à la présente délibération, accompagné de la synthèse des décisions présentée lors de ce Conseil.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le procès-verbal du Conseil municipal du 26 mars 2024;
- D'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- pv 26 mars 2024_vd.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-274319-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.